

**REPRODUCTION INTERDITE
COPYRIGHT INTERNATIONAL
— STRICTEMENT CONFIDENTIEL —
A ne pas communiquer**

JANVIER 1986

*"La Direction vous remercie de
votre souscription et vous présente
ses meilleurs vœux pour l'année 1986"*

**PERSPECTIVES CONJECTURALES
ET JUGEMENT SUR
L'HORIZON... 1986**

PRIX DE L'OUVRAGE : 2230 F

CHAPITRE I

SPIRITUALITÉ, PHILOSOPHIE, POLITOLOGIE, IDÉOLOGIE, SOCIOLOGIE POUR DES TEMPS NOUVEAUX



Perspective post industrielle : détruire ce qui reste de l'humain ?

" A quoi sert d'arrêter l'aiguille du cadran ?
De la Parque la main, chaque an ne connaît-elle
Pas le terme et le comment du court voyage !
Et pourtant, au bout des lointains où se perd la tempête
Aux doigts nus de la nuit fleurit toujours un lilas blanc,
Tout à la joie de vivre en l'écho de la fête
Que porte dans le soir chaque saute de vent".

(Michel HELMER)

" Si la chair a été la cause de l'esprit,
c'est une merveille. Si l'esprit a été la
cause du corps, c'est une merveille
de merveille. Mais moi (Thomas), je
m'émerveille de ceci : comment cette
richesse s'est mise dans cette pauvreté ?"

(Saint Thomas dans "L'Evangile")

"La communauté n'a que le choix d'abdiquer
entre les mains de la justice en résolvant le
problème de la valeur, ou de créer, sous le
couvert de la fraternité, le despotisme du nombre,
sous le couvert de la force".

(PROUDHON)

"La crise, c'est quand une situation
ancienne disparaît sans que la
situation nouvelle soit encore là".

(GRAMSCI)

"Les voilà qui se mettent à rire,
ils ne me comprennent pas ; je
ne suis pas la bouche qu'il faut
à ces oreilles".

(NIETZSCHE dans "Ainsi parla Zarathoustra")

" La pourriture de l'Empire romain
vint de trois causes : du culte, des
lois et des moeurs".

(CHATEAUBRIAND)

INTRODUCTION :

PLUS CA RECOMMENCE, PLUS C'EST LA MEME CHOSE :

- C'est un trait commun aux époques de décadence que leur volonté de s'ignorer entre elles et de ne pas voir à quel point elles se ressemblent. Plus elles approchent du gouffre où elles vont se rejoindre, plus elles s'interdisent une lucidité qui leur paraît déprimante, indécente. En attendant ses pâques uraniennes, cette fin du XX^e siècle s'interdit donc de penser au Noël Chrétien du Bas-Empire romain, comme les Romains bien avant nous, oublieux de l'âge des Egyptiens, des âges des Assyriens, des Perses, des Grecs, s'étaient crus en droit de penser qu'il n'y avait pas d'autre mode de vie que le leur. Et puis tout finit pourtant par crouler, frontière après frontière, pan par pan, sous les invasions barbares. "Quand il arrive qu'une société a surmonté des périls nombreux et graves, quand elle a acquis une puissance et une domination incontestables, de nouveaux facteurs entrent en jeu. La prospérité s'installe. La vie s'oriente vers le luxe. Et les hommes rivalisent d'ambitions pour obtenir les magistratures et les protestations de ceux qui sont évincés, l'orgueil et le luxe entraîneront la décadence..." Ainsi s'exprimait le vieux Polybe 150 ans avant Jésus-Christ. Ainsi pressentait-il la décadence et la chute de l'Empire romain.

Quand, en l'an 167, les premiers barbares montèrent à l'assaut de la ville d'Aquilée, le tocsin sonna pour en alerter les habitants. Mais ce que les Romains n'entendirent pas, ce fut le tocsin de leur propre décadence, qui allait donner le signal à bien d'autres invasions. Peut-être sommes-nous sourds à des prémonitions semblables? Néanmoins nous sommes en face du même problème de civilisation que connût sur sa fin la Rome antique, lorsque, suivant la belle formule de Daniel Rops, "Barbares et civilisés échangeaient leurs vices".

Les signes avant-coureurs en sont nombreux : du gigantisme des constructions modernes à l'érotisme des films porno, du refus de la pratique de certains métiers jugés avilissants à celui d'assurer la défense du sol national, de l'émigration de l'argent pour se dérober à l'impôt à l'écrasement de la classe moyenne, de la concentration des richesses à la force accrue des masses, du développement exponentiel des jeux aux moyens d'abâtissement collectifs, rien de nouveau sous le soleil. Un Etat qui se prête à de tels conditionnements ne sait pas qu'il se met en danger de mort. Les générations qu'il forme sont toutes prêtes à croire que cette fois-ci ça ira, puisqu'on leur a tourné l'esprit à supputer les mythologies de l'avenir, nullement à méditer l'histoire du passé.

On voit de plus en plus quelque chose d'essentiel se retirer de tous les éléments qui composent les nations auxquelles la chrétienté a donné naissance. Sous nos yeux, il s'ouvre des brèches dans la famille, dans la profession, dans le village, dans l'école, dans l'armée, dans la justice, dans l'art, dans la littérature, dans l'Eglise, institutions qui ne pouvaient se maintenir qu'en fonction de l'idée que nous nous faisons, à tort ou à raison, du monde invisible.

Ainsi non seulement l'homme-masse vient à manquer de morale, mais encore la civilisation du monde est une aberration qui peut aller jusqu'à entraîner l'écroulement de la civilisation présente, la mécanisation ayant fait perdre aux hommes le sens même de leurs fonctions hiérarchiques. Nous allons vers une forme d'existence où le seul équilibre possible se fondera sur la force. Aux cris de démocratie et de liberté, les foules humaines se précipitent irrésistiblement sans le savoir, sous le joug d'un pouvoir absolu, forme de société qu'elles n'ont jamais connue, même aux âges barbares.

- Comme à la fin de l'Empire romain, nous assistons à un démantèlement insensible de la puissance publique. Des catégories entières de fonctionnaires en viennent à ne plus se considérer comme les serviteurs de l'Etat,

mais comme ses propriétaires, possesseurs partiels de la parcelle d'autorité dont ils n'auraient dû être investis qu'à titre précaire. Groupés en syndicats, ils se prétendent maîtres de la fonction qu'ils devraient exercer au nom et dans l'intérêt de la collectivité. Dans cet émiettement de l'autorité, on cherche comme à l'aurore du Moyen Age, un patron, un protecteur, on s'agrége à un clan, à une seigneurie, un peu comme le faisaient à l'égard des Grands Seigneurs les intellectuels du XVIII^e siècle, qui vivaient le passage de la civilisation rurale à la civilisation pré-industrielle. Pareille conception perd de vue la notion fondamentale de bien commun, visant à rapprocher tout ce qui unit et à écarter tout ce qui sépare.

Se considérant uniquement comme une immense machine économique, l'Etat en vient tout naturellement à se socialiser. Mais alors qu'une économie ne peut être dynamique que si elle répond à la demande amplifiée des consommateurs et à sa finalité naturelle qui élimine les trainards, les profiteurs, les inadaptés à son rythme, l'Etat socialiste moderne les récupère et se transforme, selon la prédiction de Goethe, "en un immense Hôpital, où chacun devient l'infirmier de son voisin". Pareillement, au cours des premiers siècles, on comptait, dans la ville de Rome, 200 000 bouches à nourrir chaque jour gratuitement ("Panem et circenses", telle était la formule consacrée par Juvénal). Quant aux jeux de cirque, destinés à distraire cette plèbe turbulente, ils occupaient par an : 65 jours fériés sous la République, 175 deux-cents ans après. Un jour sur deux se passait en réjouissances dont la générosité publique faisait les frais.

Au surplus, toute société qui voudrait se fonder sur un accord mutuel entre ses membres, doit donner naissance à une répartition des tâches qui entraîne à son tour une hiérarchie. Mais dès lors qu'un pluralisme horizontal s'est substitué à une synthèse sociale verticale dans laquelle sans se sentir pour autant diminué chacun à sa place remplissait les responsabilités répondant à ses capacités, la civilisation qui, autrefois, se trouvait fondée sur l'unité, donc sur la permanence, mais qui procède aujourd'hui de la masse, donc de l'instabilité, ne peut plus s'inspirer que du nombre et de ses besoins. Qui dit masse, dit gauche, droite, centre, mais non unité. Or, si l'unité suppose la responsabilité, la multiplicité n'entraîne que l'irresponsabilité, et cela revêt une acuité extrême quand il s'agit de la conduite de peuples dont les anthropologues fixent l'âge mental moyen à 12 ans pour ce qui est des nations industrialisées, et à 8 ans pour les pays sous-développés.

Pourtant, évoquant les causes de la chute de l'empire romain, Lactance avait déjà fait remarquer que : "Le nombre de ceux qui vivaient du budget dépassait le nombre de ceux qui y fournissaient". C'est que toutes les sociétés décadentes, la nôtre y comprise, ont été ébranlées par le mirage de la sécurité de l'emploi, tous fonctionnaires.

Il suffit de transposer sur notre temps l'Etat surdéveloppé, bureaucratisé existant sous Commode ou Sévère disant le droit, faisant régner l'ordre, prélevant la dîme, agissant en qualité d'Etat Providence et d'Etat-Patron à la fois à l'égard d'une masse de chômeurs et d'assistés pour ne pas manquer d'évoquer avec quelque crainte pour notre devenir, l'asservissement de la classe rurale par le capitalisme d'Etat, fruit de cette politique, un capitalisme instauré par l'exploitation directe des domaines de l'Etat par le fisc. La petite propriété en ce temps avait vécu ; la disparition est aussi le sort probablement aujourd'hui promis à nos classes moyennes. L'absolutisme autoritaire d'un Sévère n'est plus loin en effet lorsque à l'individualisme triomphant dans le droit privé correspond malgré tout dans les faits la tendance égalitaire dont procèdent la destruction des classes privilégiées et la réforme du fonctionnaire. Plus aucun droit aux citoyens, mais seulement une égale soumission aux obligations fiscales, telle était la règle. Tout cela sur un fond de doctrines humanitaires faisant bien entendu appel au respect de la personnalité humaine et à la notion de solidarité sociale, un flacon bien joliment présenté mais qui contenait son poison d'étatisme.

Comme sous le bas-empire romain, toutes les activités susceptibles d'exercer

une influence sur l'état public et notamment la propriété - seront-elles considérées essentiellement comme des fonctions sociales, et in fine devront-elles être soumises à l'autorité de l'Etat ? La liberté individuelle n'aura bientôt plus d'autre légitimité que les limites fixées par l'Etat dont la primauté finira par se substituer à celle des droits naturels de l'homme.

La société actuelle est une "dissociété", forme dénaturalisée de l'ancienne Chrétienté, caricature de cette grande époque. L'amour de l'homme s'est transformé en amour abstrait de l'humanité voué comme tel, en fonction de l'universalisme propre à toute abstraction à la haine de tout individu concret, fait de chair et d'âme, qui refuse de s'identifier à ce concept mythique. Pour être dans le vent de l'Histoire, il faut que ceux qui épargnent payent. Et au diable la prévoyance, cette base de prospérité de la libre entreprise. On s'achemine vers le totalitarisme de l'Etat industriel qui, de plus en plus, conduit à s'appropriier les biens matériels nés du dynamisme des entreprises privées. L'Etat moderne est entraîné sur la pente de la collectivisation comme dans les premiers siècles de notre ère la propriété apparût un jour comme une fonction publique aux yeux de l'empereur, notion qui le décida à accorder des privilèges exorbitants à une classe qu'il jugeait en quelque sorte supérieure vis-à-vis des contribuables non possédants, celle des possédants eux-mêmes chargés d'assurer les rentrées fiscales de l'Etat et dont la fortune était garante du paiement de l'Etat. Une nouvelle caste était née, sortie d'un égalitarisme vicié. La société sans classe ? La pire des utopies.

*
* *
*

- L'agonie de l'Empire romain n'est pas belle : la peste, l'inflation, la bureaucratie s'acharnent au chevet du moribond. Le dernier empereur d'Occident s'appelle Romulus, comme la légende appelait le premier des rois. Rome succombe parce qu'elle n'est plus Rome ; elle qui fut guerrière, elle est écrasée faute de soldats. La jeunesse italienne ne veut plus combattre. Rome s'est abandonnée. Faute de soldats, mais aussi faute d'enfants. Rome, qui fut prolifique, est devenue stérile. L'Empire se dépeuple, les campagnes sont désertées. Devant ce fléau, les lois sont impuissantes. La crise démographique accompagne une crise morale : la débauche sévit partout, les empereurs qui passent pour les plus éclairés, Trajan ou Adrien, se livrent à des amours qu'il n'est pas permis de nommer, mais que chante le poète Catulle. Les vices progressent avec l'irreligion. Rome ne croit plus à rien, si ce n'est aux devins et aux charlatans. Rome enfin qui fut riche, ne l'est plus. Elle a dévoré ses trésors. Elle a détruit ses élites. Elle a ruiné ses bourgeois. Elle a sapé l'esprit d'entreprise. Elle répugne à l'effort. Incapable de produire, elle ne sait plus que consommer. Du fait de sa décadence, l'axe économique de l'Europe a quitté la Méditerranée, pour emprunter la ligne Rhin-Danube. Rome n'est plus le centre du monde.

Ce processus de désintégration est commun chez tous les Empires vieillissants. Voyez la ruine de l'Etat égyptien, lorsqu'il se laisse entraîner soudain à intervenir de plus en plus dans la vie sociale, orientant les conceptions du droit naturel vers une conception de plus en plus étatiste. Des lois fixèrent les conditions du travail, des juridictions confiées à des ouvriers furent créées pour statuer sur les conflits relatifs aux travailleurs. Le flic devint le fondement essentiel de la lourde machine administrative. Et à mesure que s'accroissait l'absolutisme, le clergé sur l'appui duquel se renforçait le pouvoir de droit divin prenait un rôle de plus en plus prédominant. L'oligarchie sacerdotale préfigurait ici l'oligarchie démocratique à la tête de l'Empire romain, mais dans un cas comme dans l'autre la féodalisation organisée par des castes privilégiées devenait la dominante de l'époque considérée.

- Comme de juste, initialement, c'est un tout autre courant, fait de mesure et de diversité, sous lequel apparaît la Grèce antique, avant-poste de l'Occident. Le grand législateur Solon refuse toute démagogie : "Il ne me plaît pas, dit-il, de rien faire avec une violence de tyran, ni de donner aux bons

et aux mauvais une part égale de la grasse terre de la patrie". Plus tard, c'est le principe qui gouvernera la République romaine. Mais les médiocres, les égalitaires chasseront Solon. Alors c'est la tyrannie de Tisistrate ; c'est la "fausse démocratie de la table rase" de Clisthène, vers laquelle l'Occident à nouveau se précipite. Entendons Heraclite, théoricien de l'harmonie (et non de l'égalité) des contraires, qui affirme toutefois (prônant l'élitisme) : "Un homme vaut à mes yeux dix mille personnes s'il est le meilleur". Après le siècle de Périclès, l'ubris (la démesure nous y sommes jusqu'au cou !) triomphe et, écrit Jean ROUVIER : "C'est la terreur, la dictature totalitaire d'une populace minoritaire (voyez vers l'Est) votant publiquement à la majorité des voix". Et le neveu de Périclès, le bel Alcibiade, pourra écrire : "Les hommes raisonnables savent bien ce que vaut la démocratie, rien de nouveau à dire sur cette extravagance".

Alors, l'empire se désagrège, la Grèce déchoit. Plus que jamais les cités s'entre-déchirent, les partis se querellent, les révolutions sociales alternent avec les révolutions politiques. Les riches redoutent des réformes communistes.

Pourtant, la flamme de l'hellénisme n'est pas tout à fait morte ; ses dernières étincelles éblouissent encore le monde. Car c'est l'Egypte qui prolonge vraiment la Grèce à sa façon. Elle est bien grecque, au moins dans ses dirigeants. Alexandrie veut être la nouvelle Athènes : elle l'évoque peut-être mais bâtie avec le goût du colossal elle préfigure déjà vainement New-York. Malgré tout, l'Egypte demeure : la vieille Egypte des pharaons, monarchiste et socialiste. Les Ptolémées ont repris la tradition de la monarchie absolue et celle du socialisme d'Etat. Toutes les terres leur appartiennent, tous les produits leur reviennent de droit. Des fonctionnaires contrôlent la culture ; l'industrie, le commerce, les magasins de réserves. L'Etat détient le monopole de la production de l'huile, du sel, de cuir, du papyrus, celui de la filature et du tissage, des mines, de la métallurgie. De même qu'il est le premier industriel du pays, il est le premier commerçant : il a le monopole de l'exportation de l'huile, du vin, des grains, des pierres précieuses, de l'ivoire. A l'entrée des autres produits, les douanes prélèvent un droit de 25%. La Grèce individualiste se reconnaît-elle dans cet étatisme débordant ?

La famille se désagrège : la femme quitte le foyer, devient magistrat, architecte, se mêle de toutes choses, court en chars ; avec Cléopâtre, elle deviendra reine. Dans la société romaine sur le déclin, la femme aussi était plutôt trop libre et abusait de son émancipation. Le "Mouvement contemporain pour la Liberté de la Femme" n'y trouverait assurément rien à redire. Mais les enfants se raréfient, la Grèce et l'Egée se dépeuplent. La dénatalité n'accompagne-t-elle pas logiquement le luxe et la misère ? Désertées au profit de quelques grandes villes, les campagnes sont en friches.

Cet hellénisme décadent pêche par excès de civilisation. Tout s'amollit, le courage, la foi, la vertu et même le langage. La Grèce a fini son temps. Une nation plus virile peut reprendre le flambeau.

*
* *
*

- Ainsi, constatons-le, il n'y a pas d'idées nouvelles de la Grèce antique à nos jours ; il n'y a que des aller et des retour des mêmes idées, parce que l'homme, lui, le long des siècles, ne change pas. Il n'y a que des variations sur des thèmes semblables, qui se succèdent le long des temps : il n'y a que des changements de décor.

Si l'apogée de Rome est postérieure à l'apogée de l'Hellade, l'âge romain empiète sur l'âge grec : les civilisations se chevauchent, dans le temps, comme les maillons d'une chaîne. Il faut revenir en arrière pour saisir, au cœur même des siècles grecs, la naissance du monde romain. Il faut aussi, dans l'espace, sortir du cadre des civilisations antiques, et se déplacer vers l'Ouest. De la Méditerranée ori-

entale, l'hégémonie tend à passer à la Méditerranée occidentale, avant que de remonter vers le Nord. Mais ce qu'il faut bien remarquer c'est qu'en dépit des siècles écoulés, par un curieux atavisme géographique, les civilisations viennent mourir dans d'anciens berceaux comme les éléphants dans leur cimetière. Ainsi l'ancien Empire égyptien se perpétue encore dans Alexandrie lorsque celle-ci veut être la nouvelle Athènes et Rome ne manquera pas de s'adjuger l'Égypte lorsque y déclinera l'hellénisme des Ptolémée, devenant ainsi maîtresse à son tour de tout le rivage méditerranéen.

Mais Byzance, de son côté, se veut la nouvelle Rome : nous avons eu la Haute et la Basse Égypte, la Grèce se prolongea un temps à Alexandrie, l'Empire romain d'Orient va prendre la suite de l'Empire romain d'Occident ; la même souche se dédouble et continuera à se dédoubler puisque environ quinze cents ans plus tard l'Europe de l'Est s'est séparée de l'Europe de l'Ouest, la communauté atlantique du monde soviétique. Et la question alors de se poser : quels seront les peuples sobres, disciplinés, avides de puissance, qui viendront un jour prochain tailler en pièces les enfants gâtés de la civilisation occidentale ? La poussée viendra-t-elle de l'Est, par les Chinois comme par les Huns ? ou du Sud, par les Arabes comme en l'an 700 ? C'est que tous les chapitres de l'Histoire s'achèvent avec une ruée des "Barbares" : c'est l'assaut des sémites et des Indo-Européens qui a mis fin aux premières civilisations historiques ; c'est de l'empire des steppes qu'a déferlé la vague sur les civilisations chinoise et gréco-romaine qui allait presque les engloutir, ce sont les Turcs d'Othman et ceux de Tamerlan qui vont causer la ruine de l'insolente Constantinople. Etant donné que du point de vue géopolitique, l'expansion territoriale apparaît comme une fatalité historique, les Européens vont-ils de leur côté en fin de cycle subir le choc en retour qui ratifiera à nouveau le fait que les grandes migrations s'effectuent toujours de l'Est à l'Ouest ?

Ainsi s'il y a, à la racine des civilisations, un phénomène mystérieux de croissance, il y a une poussée qui fait que tel groupe humain "explose" à tel moment et dans tel sens. Mais il y a aussi le phénomène inverse qui le conduit brutalement à sa disparition. C'est l'Histoire des grands mouvements de la civilisation qui se transmet par grandes zones d'ondes se répercutant sur la surface du globe. La vérité est que les peuples ne peuvent pas monter quatre à quatre les marches de la civilisation. Ils doivent subir des évolutions qui prennent souvent des siècles, et des involutions qui les ramènent parfois à leur point de départ. Comme un être vivant, l'État naît, grandit, puis meurt. Nous n'en savons pas davantage. La supériorité technique est un effet et non pas une cause.

Nous affirmons qu'aucune explication rationnelle, logique, ne peut rendre compte de ces montées de sève et de ces floraisons qui sont probablement de même nature que les brusques mutations des espèces. Lorsqu'on aura saisi le pourquoi et le comment de ces transformations du règne animal, on aura peut-être percé aussi le mystère de la naissance et de la mort des civilisations. Nous dépendons d'un ordre des choses qui nous échappe, et nous en dépendons autant que nos plus lointains ancêtres qui le méconnaissaient moins que nous.

*
* *

- Le mot de décadence a connu, au fil des temps, des fortunes diverses. Il revient de plus en plus souvent dans la conversation, soit qu'il s'attache à décrire l'état des mœurs, soit qu'il s'intéresse à la marche des sociétés. Depuis le grand choc pétrolier de 1973, il est entré dans les esprits, non plus comme un moyen de critiquer son temps, mais comme une sorte d'évidence diffuse. Disons-nous que la décadence n'apparaît plus à nos contemporains sous l'aspect d'un état répréhensible qu'il convient de conjurer, mais bien plutôt sous l'espèce d'une certitude devenue inéluctable à mesure que le progrès a tendu vers ce qu'on a appelé la croissance zéro ? En d'autres termes, nous ne sommes plus à même, semble-t-il, de porter un regard critique sur nous-mêmes et sur notre siècle. Les mœurs. Le

monde comme il va ? Bah, nous nous contentons de les supporter, laissant à quelques esprits érudits et non conformistes, tels Pierre Chaunu et Julian Freund, la volonté de rappeler les Européens à la raison en analysant les causes de leur dégénérescence. Le dernier cité en voit deux, comme nous le rappelait (A. Sittinger dans un intéressant article paru dans "EUROPE-MAGAZINE").

L'Europe a exploré le monde entier puis sa dynamique s'arrêta d'elle-même quand ses explorations cessèrent faute d'espace. L'Europe devint prisonnière de ses conquêtes et de sa puissance, le déclin approchait et, à la grande surprise des colonisés eux-mêmes, vers les années soixante, elle évacua ses conquêtes pour se replier sur elle-même : ses habitants avaient perdu leur vitalité et leur dynamique interne. Notre continent ayant radicalement changé la face et l'histoire de la terre redevenait une simple entité géographique. Seconde cause l'irruption de la tricherie et de l'hédonisme, fruit du socialisme et du marxisme "interprété" par les successeurs de Marx. Ces deux facteurs frappent tous les aspects de notre civilisation et de notre morale ; ils visent à déstabiliser nos consciences et à culpabiliser les Européens dont certains -trop nombreux- apportent un sombre acharnement à leur autodestruction.

Ne nous laissons pas faire. Les peuples que nos ancêtres ont colonisés n'étaient pas les bons sauvages de Rousseau et de ses actuels prosélytes. Ils ne présenteront jamais des modèles d'innocence, de bonté et de vertu. Quoi qu'ils en disent (et leurs amis européens avec eux), nos ancêtres leur ont apporté l'ordre, la paix, l'hygiène. L'esclavagisme ne fut jamais la prérogative des Blancs et il faut se souvenir que ce sont les Blancs qui y mirent fin. (Mais depuis qu'ils ont "donné la liberté" à leurs anciennes colonies, l'esclavagisme renaît). Certes, la colonisation connut des bavures et des erreurs, comme toute entreprise humaine, d'autant plus l'histoire est là pour le prouver qu'il n'y eut jamais de plan d'ensemble et concerté de cette gigantesque entreprise. Elles ne justifient pas, cependant, le concert de reprobations et d'insultes des "progressistes". Les génocides perpétrés en Afrique et en Asie (pensons à Amon Dada et au Cambodge), ils les attribuent aux tardives séquelles de la colonisation, ce qui relève du déterminisme frelaté et de l'abus de confiance. Les anciens colonisés ont adapté les apparences de nos institutions, ils profitent encore maintenant de notre aide mais la plupart du temps, pour couvrir leurs erreurs et leurs crimes, ils ne peuvent s'empêcher de nous crier leurs rancunes et leur haine. Les "progressistes" nous couvrent la tête de cendres et voudraient nous faire agenouiller devant leur mur des lamentations. Une partie du clergé se joint à eux. C'est ainsi que les Européens se retrouvent coupables pour services rendus.

- Oublions les divisions conventionnelles de l'histoire. Jusqu'à son entrée en décadence, l'Europe vivait à l'heure de la Renaissance. Par leurs découvertes géographiques, les Européens avaient appréhendé la notion de fini, donc de mesure. L'homme de la Renaissance en a tiré des conclusions qui le menèrent au raisonnement critique. Ainsi naquirent, en Europe et nulle part ailleurs, l'esprit scientifique père des sciences et de l'histoire (ailleurs, régnaient la magie, l'empirisme et les annales), des arts et du droit international. Ne serait-ce que pour financer les expéditions et le commerce des "épices", l'Europe inventa le capitalisme, tellement honni aujourd'hui. Mais lui seul a permis le prodigieux développement des sciences, des arts et du bien-être des hommes, dont le monde entier, grâce aux Européens, a profité. Les fruits du capitalisme, son moteur et ses résultats ont continuellement obligé ce phénomène à se remettre en question, à rechercher des solutions qui, à leur tour, posaient de nouveaux problèmes : de là, venait la dynamique de ce système économique. Mais en encourageant l'esprit critique et en provoquant la triste condition ouvrière du XIX^e siècle, le capitalisme a fait surgir une face différente de ses activités : le socialisme, doctrine sociale, par opposition à l'autre face, le libéralisme, doctrine économique. Marx espérait, dans le triomphe de ses idées, celui d'un capitalisme d'Etat : on peut donc croire légitimement que la disparition de l'un entraînera celle de l'autre. L'idéologie représente une forme de la pensée seconde. Celle-ci, la "pensée de la pensée" est un retour de notre pensée

sur elle-même pour se vérifier et se corriger. L'esprit critique, s'y combinant, donne naissance à ce concept frelaté. Frelaté parce qu'elle déshonore notre philosophie. Elle utilise des généralisations hâtives, non-contrôlées et souvent incontrôlables. Elle aboutit ainsi à des abstractions qui ne tiennent pas compte des réalités ; sa polémique recrée des situations mais pour les déformer et les vilipender tout en exaltant d'autres, souvent moins honorables. Ainsi, le socialisme, doctrine sociale sans prise sur les réalités économiques, s'en prend-il, par le biais de l'idéologie, au capitalisme pour lui prêter des intentions cachées qui ne furent pas ou très rarement celles des entrepreneurs capitalistes. Ses discours restent toujours dans le vague et le confus : communisme contre capitalisme, sans définir clairement l'un et l'autre. Elle est manichéiste : d'un côté, les bons ; de l'autre, les mauvais. Si, par exemple, on démontre que des patrons, dès le XIX^e siècle ont tenté d'améliorer le sort des ouvriers, les socialistes répondent : paternalisme et désir d'améliorer la qualité de la main d'oeuvre. En fait, en remettant en cause les faits historiques selon sa mode, l'idéologie donne l'impression de faire comparaître notre passé devant un juge qui a décidé par avance la sentence de mort. Le socialisme, doctrine sociale, ne peut résoudre les contradictions (réelles) du capitalisme puisqu'il est issu de celui-ci. Comme la vie est faite de contradictions, disons simplement que l'on ne résout pas les problèmes de la médecine par la peinture ou ceux de l'économie par des chansonnettes. Pourquoi l'homme de la Renaissance a-t-il accompli tant de grandes choses ? (Et, rappelons-le, dans le désordre, sans plan prémédité, à preuve les conflits entre frères européens). La sociologie n'en connaît aucune réponse. Pourquoi le fils d'un inconnu nommé Einstein ou Pascal est-il devenu le grand Einstein ou le grand Pascal ? Pourquoi pas Dupont ou Muller ? Seule, la biologie pourrait peut-être répondre sans haine et sans préméditation.

Les errements de l'idéologie socialiste dans l'interprétation du passé se répètent dans les évaluations du présent et, à plus forte raison, dans les hypothèses sur le futur. Malheureusement, quand un organisme se sent fatigué, il se défend de plus en plus mal contre les agressions extérieures. On peut mourir d'un rhume. L'Europe dégénère sous les coups de l'idéologie. Ils frappent tous les aspects de sa civilisation. La pédagogie d'abord. Le laxisme s'est introduit à tous les niveaux de l'instruction. Le maître devient un guide prudent, trop prudent ; les universités ont cessé de faire rayonner la culture pour se transformer en centres d'agitation permanente. Le langage se déglingue, il a perdu non seulement sa pureté au bénéfice de l'hexagonal et du français mais sa précision puisqu'il sert à véhiculer une idéologie dont les concepts, à force de s'éloigner des réalités et des faits, se caractérisent par le flou, la brume et l'imprécision. Le terrorisme intellectuel empêche les rares esprits restés clairs et lucides de faire entendre la voix du bon sens. Mais en plus, il impose des changements de sens aux mots et ouvre la porte à la facilité à la tricherie et à l'hédonisme. La fidélité à la parole est devenue l'exception, l'infidélité la règle. Un prêtre défroqué a dit, dans une conférence de presse, que les circonstances avaient changé et qu'il se sentait donc délié de son engagement : facilité et hédonisme. Les Européens refusent l'effort (souvenez-vous : "plutôt rouge que mort"). Le but a changé : la jouissance d'abord. Dans ces conditions, l'Europe s'est inscrite elle-même sur la liste des pays en voie de sous-développement.

On a eu tort de lier l'évolution de la religion à celle de l'Europe. Le christianisme naissant a détruit Rome par l'intérieur. Il avait profité de l'empire romain et de son organisation pour s'imposer en Europe. Les missionnaires ont suivi les colonisateurs : à leur tour, ils profitaient des conquêtes de la Renaissance et nous n'avons pas à juger l'ensemble de leur oeuvre. Dans sa totalité, il fut bénéfique pour les colonisés. Mais il serait faux d'écrire que le christianisme disparaîtra avec la civilisation européenne. Peut-être même risque-t-il surtout depuis son retour aux sources, de jouer le même rôle diluant qu'il a joué à Rome. Vatican II, par exemple, a détruit les oeuvres du concile de Latran et la permissivité a gagné le dogme et le clergé.

Les effets néfastes de l'hédonisme, de la facilité et du laisser-aller général proviennent de l'esprit critique des Européens, usés par leurs conquêtes, qui

avaient pourtant mis le monde à l'heure européenne. L'idéologie de gauche a profité diaboliquement des caractéristiques de notre pensée pour l'amener à s'auto-détruire. Nous essayons maintenant de faire l'Europe sans même nous rendre compte qu'une fois de plus, depuis le début de la décadence, nous ne savons même plus calculer la proportionnalité du but et des moyens, méthode capitaliste à proscrire, bien entendu. Nous tentons de faire une Europe de petits épiciers ; nos hommes politiques se querellent sur le prix des vins et des légumes. Et s'ils arrivaient, par ces pénibles méthodes, à faire l'Europe, leur union n'existerait que pour se défendre contre les autres continents, jadis colonies. Le droit international, construction des Européens, se voit régulièrement bafoué et ridiculisé par ceux-là mêmes qui n'hésitent pas à le brandir quand l'Europe cherche à défendre ses droits. Et il se trouve des Européens pour affirmer que les criminels ont raison, que les Européens doivent maintenant payer des siècles d'exactions ! Il suffit de se trouver dans le "bon camp". L'adage vaut par sa cruauté et sa vérité : malheur au fort devenu faible. Les pays producteurs redoutent leurs anciens maîtres.

Alors, où allons-nous ? Vers la mutation totale de l'Europe et de sa civilisation en autre chose, que nos connaissances permettent peu de prévoir. Impossible même d'affirmer que la civilisation de la Renaissance, qui éclaira le monde, se reconstruira sous une forme différente dans les limites de cette entité géographique nommée l'Europe.

Nous pouvons encore sauver notre futur mais il faudra se battre car il y a une sensibilité de la décadence et celle-ci, la décadence, informe nos actes les plus quotidiens. Dire "Bof" ou "A quoi bon ?" c'est accepter l'idée de décadence. Et c'est l'accepter parce que la crainte nous a quittés. La crainte de toute sanction s'entend, à commencer par la sanction divine pour ceux qui n'ont pas su faire fructifier leurs talents. Par là, tels des vieux Romains, nous entrons dans un temps où, coupés des Dieux et de leurs arrêts, nous nous laissons glisser comme des rats morts au fil des événements. Ne nous y trompons pas : Rome n'est pas morte autrement que d'un formidable "A quoi bon ?" qui n'arrête pas de retentir au tréfonds de nous et c'est par là, finalement, que, plaçant le présent sous l'exacte lumière du passé, Rome reste le meilleur exemple de toutes les décadences.

*
* *

- "La chute des civilisations est le plus frappant et en même temps le plus obscur de tous les phénomènes de l'histoire. En effrayant l'esprit, ce malheur réserve quelque chose de si mystérieux et de si grandiose que le penseur ne se lasse pas de le considérer, de l'étudier, de tourner autour de son secret". Ainsi commence le célèbre "Essai" de Gobineau. C'est en effet une réalité, un fait qui frappe l'esprit, un moment où, pour des raisons souvent difficiles à bien comprendre, et plus encore à analyser, les grandes cultures cessent peu à peu de grandir et de se développer, semblent au contraire épuisées au point de ne jamais retrouver un second souffle, vieillissent, fléchissent et meurent. Mais la mort des civilisations est comme les autres morts : il en existe plusieurs sortes. Certaines meurent d'extinction, d'autres d'épuisement, certaines d'ennui peut-être. Quelques-unes seulement de mort violente.

Et puis, il faut tenir compte de l'épuisement du sang. Jamais, peut-être, autant que maintenant nous n'avons pu constater les terribles effets de cette affreuse guerre civile européenne que fut la Grande Guerre de 1914-1918. La France, et non seulement la France mais tous les pays en présence ont été, durant ces quatre années tragiques, véritablement saignés. Nous réalisons maintenant que la France du début du siècle était encore une France gauloise, une France où les paysans à tête ronde, cheveux blonds et grosses moustaches étaient encore la majorité, où ils constituaient comme une sorte de réserve biologique, garantissant ainsi une possibilité de renouveau qui était la plus importante des promesses faites à notre pays. Or, cette promesse n'a pas été tenue parce que les meilleurs, quel que fût l'étendard sous le-

quel ils se battaient, ont été fauchés à grands coups de néant. La France franque avait commencé à mourir entre 1789 et 1793. La France gauloise, elle, a dû commencer à disparaître entre 1914 et 1918. Et ces vides qui n'ont jamais été comblés nous pèsent cruellement. La Grande Guerre, nous le savons tous, fut la fin d'une époque. On a l'impression qu'il vient un moment où le moteur qui porte l'axe de la civilisation, où ce moteur est cassé. Les choses, en général, vont lentement. L'institution d'un véritable mandarinat marxiste dans l'Université, pour ne citer que cet exemple, est l'aboutissement d'un lent travail, entrepris notamment par les braves instituteurs de la III^e République, serviteurs dévoués de leur pays. De même qu'un corps comme l'Eglise, qui fut, jusque dans ses excès, pendant des siècles l'exemple de la fermeté, de la certitude et de la continuité, soit aujourd'hui agité de convulsions intérieures et ravagé par le doute. La décadence, en vérité, a des origines lointaines parce que telle est la vie, tout pouvoir commence de se perdre du jour où il est conquis.

Pour Mr. Jean Cau, l'une des caractéristiques des époques décadentes est que tout y est codifié. Même et surtout ce qui ne devrait pas l'être. Parce que les sources naturelles, celles qui devraient couler d'elles-mêmes, sont tarées. "Dans la fourmilière, écrit-il, nul n'a d'honneur. Il y a seulement des règles de fonctionnement. Des Lois. Moins la morale est l'affaire de chacun, et plus se multiplient les lois. Je dirai même que le nombre des lois est inversement proportionnel au sentiment de l'honneur de ceux qui les subissent". Et puis, il y a la médiocrité et la bassesse. Non pas le bien ou le mal, qui tous deux peuvent s'exercer d'une façon puissante. Mais l'abaissement. Le monde romain, dit Montherlant, "savait reconnaître la grandeur, que le monde moderne ne voit pas, bafoue quand il la voit, et place et exalte où elle n'est pas. Quand un peuple a la haine de toute grandeur, que son chef se garde bien d'en prononcer le mot ! N'eût-il rien fait pour la grandeur, ce mot serait encore trop ! Le peuple s'en ferait une pierre, le jour qu'il le voudra lapider".

Les sociétés en déclin correspondent à l'apogée matérialisant, pétrifiant et solidifiant du dernier état de l'illusion égalitaire. Ces sociétés n'ont plus de chefs. Elles ne veulent plus en avoir. Elles feignent de croire que tout le monde peut désormais prétendre au titre de chef. En d'autres termes, tout le monde veut diriger. Mais personne ne veut obéir.

- Qui rejette le mythe, par ailleurs en grande partie désormais escompté, du progressisme et de l'évolutionnisme et qui, au contraire, à propos d'une interprétation de l'histoire, du moins la plus récente, et en relation avec les valeurs supérieures, constate qu'une involution est le véritable sens de l'histoire, se trouve alors en face du problème de la décadence. La théorie d'Oswald Spengler reprend l'analogie offerte par la précarité organique, en affirmant qu'à l'égal des organismes toute civilisation connaît une phase d'aurore, une phase de plein épanouissement, puis un vieillissement, une sclérose et, enfin, la mort et la dissolution. Le cycle irait des formes originales organiques, spirituelles et héroïques, de celles que Spengler appelle formes de "Kultur", aux formes matérialisées, inorganiques, massifiées et vacantes d'âme, de ce qu'il appelle "Zivilisation". Une telle théorie répète, en partie, celle à caractère traditionnel, regardant les lois dites "cycliques", se rapportant par ailleurs à un domaine bien plus vaste, voire métaphysique. Cette théorie peut nous conduire un peu plus au-delà de notre problème. En effet, une telle théorie présente un début d'explication, parce qu'ici on se réfère à une force qui s'épuise peu à peu.

Cette vue apparaît utilisable si on la complète par l'idée d'un dualisme de types de civilisation et, par conséquent, d'Etat également. D'un côté se trouvent les civilisations traditionnelles, diverses en leur forme et en tout ce qui est dû à des facteurs contingents, mais identiques en leur principe : il s'agit de civilisations chez lesquelles des forces et des valeurs spirituelles et superindividuelles constituent l'axe et le point suprême de référence pour l'organisation générale, pour la formation et la justification de toute réalité subordonnée. De l'autre côté se

trouve la civilisation de type moderne identique à l'antitradition, construite à l'aide de facteurs uniquement humaine, terrestres, individualistes et collectivistes, développement complet de tout ce dont est capable une vie, qui s'est dissociée de la super-vie. La décadence apparaît alors comme le "sens de l'Histoire" du fait que l'on constate en elle l'évanouissement de la civilisation de type "traditionnel" et l'avènement toujours plus décidé, général et planétaire, d'une nouvelle civilisation commune de type "moderne".

Reconnaître cela signifie voir sous une autre lumière, non seulement le problème de la décadence, mais aussi celui de la possibilité, en général, de tout bouleversement subversif. N'a-t-on peut-être pas entendu répéter que, si une révolution a triomphé, ceci est l'indice que les chefs antiques étaient amollis, que les classes dirigeantes étaient dégénérées ? En réalité une telle hiérarchie ne peut être renversée qu'en un seul cas : quand le particulier se dégrade, quand il se sert de sa liberté fondamentale pour priver sa propre vie de tout rapport supérieur. Dans le domaine politique, les phases successives sont le libéralisme, le socialisme, le collectivisme de masse, le communisme. Tel est le mystère de la décadence. Lorsque la théologie catholique rapporte au libre arbitre la chute de l'homme primordial et la "révolte des anges", elle-même, l'Eglise se sert, au fond, du même principe explicatif. Il s'agit du terrible pouvoir, déposé dans l'homme, d'utiliser la liberté dans le sens d'une destruction spirituelle. Mais, en contemplant les temps actuels, on ne peut surmonter un profond pessimisme. Quand bien même apparaîtraient aujourd'hui de vrais chefs, ceux-ci ne seraient pas reconnus. C'est aussi pour cette raison que l'époque des monarchies est close.

Pour le comprendre il sied, avant tout, de donner un bref aperçu de la conception traditionnaliste, laquelle s'articule sur l'idée d'une régression. Au sommet se trouvaient les chefs revêtus d'une autorité spirituelle et sacrée ; puis venaient l'aristocratie guerrière ; en troisième lieu, la bourgeoisie propriétaire et ceux qui concentraient leurs intérêts sur le plan économique (les "marchands"), et enfin les travailleurs, le "peuple". Or il est assez évident que dans l'Histoire qui nous est connue cette pyramide s'est écroulée et que s'est produite une descente de l'un à l'autre de ces quatre niveaux. Avec la Révolution française, la démocratie, le libéralisme et l'industrialisme, ce fut le Tiers-Etat qui assumait de fait le pouvoir, en tant que bourgeoisie capitaliste et ploutocratique, les chefs effectifs étant désormais les seigneurs de l'argent, les divers "rois" du charbon, de l'acier, du pétrole, etc. Les mouvements socialistes et prolétaires, qui se concluent avec le communisme et avec le soviétisme, préludent à l'avènement du dernier plan - du Quatrième Etat - qui s'efforce de chasser les civilisations du Tiers-Etat (c'est sous cette lumière que l'on doit essentiellement considérer le heurt entre l'URSS et les Etats-Unis, avec leurs satellites) et de s'assurer la domination mondiale : Quatrième Etat contre ce qui subsiste du monde du Tiers-Etat.

Mais le processus régressif s'arrête-t-il au Quatrième Etat ? La chute au long de l'Histoire ne s'arrêterait pas au Quatrième Etat, c'est-à-dire au monde collectivisé marxiste et communiste ; elle tendrait à se continuer avec l'apparition d'un Cinquième Etat. Que serait ce Cinquième Etat ? De façon générale, il est possible de concevoir le Cinquième Etat comme l'anti-Etat, si l'on entend l'Etat selon le sens traditionnel et donc comme une réalité surélevée et comme l'incarnation d'une idée et d'un pouvoir ordonnateur supérieur. A cet égard, il y a lieu de considérer non seulement tout ce qui se rapporte au plan social et politique mais aussi tout ce qui regarde la personnalité elle-même, la destruction de la personnalité. Dans l'Histoire, il y eut toujours des cruautés et des atrocités, mais l'élément caractéristique qui peut entrer en question dans le diagnostic de nos derniers temps concerne les méthodes sinistres, rationnellement, étudiées, de dégradation, visant à réduire les êtres auxquels elles sont appliquées à l'état de fantômes sans volonté, à les dégrader à leurs propres yeux. Il conviendrait de mentionner, par exemple, certains aspects de ce qui est dénommé la "génération en révolte". Mais lorsqu'il s'agit de "rebelles sans drapeau", lorsque la révolte est pour ainsi dire son propre but, le reste servant de prétexte, quand elle est accompagnée de formes de déchaînement, de primitivisme,

d'abandon à ce qui est élémentaire et en un sens inférieur (sexe, drogue, ivrognerie, violence gratuite et souvent criminelle, exaltation assouvie du vulgaire et de l'anarchisme), alors il n'est pas hasardeux d'établir un certain noeud entre ces phénomènes et les autres qui, sur un plan divers, attestent l'action des forces du chaos.

Bien des choses devraient faire réfléchir ceux qui sont encore narcotisés par les mythes de la démocratie progressiste et qui se démontrent incapables de déceler les rapports rigides de cause et d'effet présenté par le cours désormais séculaire des événements. La quadruple descente du niveau de la civilisation et des organisations sociales est une réalité ; l'est pareillement l'affleurement, lorsque le dernier gradin est sur le point d'être atteint, de forces inférieures, de forces du chaos dont il est possible de dire qu'en un certain sens elles n'appartiennent au monde proprement humain : c'est alors que la formule de l'avènement du Cinquième Etat pourrait peut-être servir de cadre à un tel tableau. A cet égard, la fin de la décennie 80 sera déterminante.

*
* *
*

§ I : LE MYTHE DE L'ILLUSOIRE EST LE SIGNE DE L'IMPARFAIT

- Comme le relève M. J.Ch PICHON ("Le dieu du futur"), "la sujétion à l'image et au quotidien, à la chose écrite et qu'on voit, ou mieux encore : figurée, dispose les peuples occidentaux à l'obsession du film. La sujétion de l'auditeur au cours et au discours disposant les peuples aux grands mouvements de masse sous l'impulsion d'un Guide ou d'un Modèle choisis, dans l'appareil spectaculaire convenable"... "On feint aujourd'hui d'en être surprise, alors que, dès la Première Guerre Mondiale, Spengler pouvait déduire l'approche d'un nouveau césarisme de la polarisation des masses par l'Image... Car la superstition de l'image, du semblable, prépare au renouveau de l'Idole, dont la suprême vertu doit être la photogénie, qu'il s'agisse de Valentino ou de Mussolini, de Greta Garbo ou de Staline, de Brigitte Bardot ou de De Gaulle".

Et l'auteur poursuit :

"Si le Marteau et la Faucille demeurent l'emblème du marxisme, les Faisceaux également gémiques symbolisent la tendance contraire. C'est que la contradiction n'est qu'apparente ; ici comme là, vers 1923 à Rome comme à Moscou, triomphe le Modèle idéologique ou guide (Duce). Simplement les idéologues marxistes rattachent le mythe du Semblable, du Camarade, au mythe de l'Oeuvre, de l'ouvrier ; le Duce le rattache au mythe de Hiérarchie. Mais, en fait, ni le marxiste ou le fasciste ne peuvent, et ne le tentent même, s'arracher au monde des Formes, des Apparences et Images Modèles".

"A Rome, César était celui auquel tout homme rêvait de ressembler ; ainsi est demeuré le Tzar marxiste, Staline ; ainsi demeure, et demeurera, le césar romain et le proche césar germanique : le Führer".

Cette longue citation pour rappeler que l'image a une force de suggestion qui annihile l'esprit critique. Et l'on ne peut donc s'étonner qu'en notre pays, la veulerie des caractères s'accompagne de la perte de tout esprit civique. On condamne le "paternalisme", mais chaque Français dans le même temps rend à "l'homme providentiel" un culte paternaliste : "Tant qu'il est là "Il" pense et décide pour nous ; nous, ne nous occupons que de nos affaires personnelles.

L'information visuelle a donc pris dans notre vie une place considérable par le cinéma et la télévision, aux dépens de l'information verbale. Or l'information verbale suppose une pensée qui procède par concepts, ces concepts étant des signes vrais, et non arbitraires, correspondant à des réalités indubitables.

L'information visuelle, au contraire, est une imposition de formes, elle dispose de l'homme, façonnant ensemble sa représentation et son être dans le temps où elle agit sur lui. Elle lui impose une nouvelle vision du monde dans laquelle on ne sait plus ce qui est réel et ce qui est imaginaire, elle le fait passer sur le plan de ce qu'il faut bien appeler un "surréal". Mais le surréel est une construction de l'esprit. Ce qui est grave, c'est que le flux des images filmiques atteint le spectateur, sans qu'il s'en doute, à une profondeur insoupçonnée et crée une véritable fascination. L'homme se voit donc arraché aux réalités qui l'environnent et qu'il peut toucher. Le voilà projeté dans l'infinité du cosmos ; cela ne va pas sans angoisse.

Or, cette généralisation de l'information visuelle survient dans une société qui, par effet de la concentration industrielle et la formation des grands ensembles urbains, est en voie de massification. Les deux phénomènes se renforcent l'un par l'autre pour créer une réalité de masse qui donne un caractère absolument nouveau au monde contemporain. Et tandis que les communautés traditionnelles -celles de la vie communale et paroissiale, celles du métier- étaient visibles et proches, la nouvelle communauté de masse est invisible, et, chose remarquable, les individus qui en font partie n'en ont pas conscience. Le résultat de cette massification est naturellement une uniformisation générale des individus : ceux-ci ne sont plus libres de repousser leur nouvelle forme d'existence, ils n'ont même pas l'idée qu'ils le pourraient. Cette uniformisation, quand elle sera totale, en admettant qu'elle puisse le devenir, exclut la possibilité pour une élite de se dégager de la masse, disent les sociologues. On voit que c'est la démocratie parfaite, et on ne saurait nier qu'elle ne soit en cours de réalisation ; ne retire-t-on pas aux individus leurs libertés l'une après l'autre sans qu'ils s'en aperçoivent.

- Il y a un troisième phénomène qui contribue à la transformation profonde de la vie, c'est le développement singulier des techniques. Depuis le XVII^e siècle, l'humanisme s'est proposé de conquérir la maîtrise de l'Univers et la science théorique a conçu dans ce but des techniques appropriées. Or, il se passe aujourd'hui que les techniques les plus modernes, celles de l'atomistique, de la balistique sidérale, non seulement ne sont pas à la mesure de l'homme, mais tendent à échapper au contrôle de son intelligence. C'est ainsi que les techniques de l'information visuelle aboutissent à un tout autre résultat que celui pour lequel elles ont été conçues : elles se sont proposées simplement de donner aux hommes une image du monde plus diverse, et aussi de créer une nouvelle forme d'art ; or, en fait, elles aboutissent, disent les sociologues, à une mutation de la nature de l'homme et à un mode nouveau de l'existence. De là naît l'angoisse particulière à notre temps. L'angoisse nouvelle n'est pas vécue seulement par des minorités cultivées, elle est éprouvée par les masses et partagée par l'homme massifié de notre temps.

Nous ajouterons qu'il y a une raison très simple de l'angoisse contemporaine, c'est que l'homme n'est aucunement fait pour la massification à laquelle le soumet la société d'aujourd'hui. Cela est absolument contre nature et il serait extraordinaire qu'il n'en souffrît pas.

En tous cas, n'écoutez pas ce qu'on vous dit : que vous appartenez à une civilisation de masses. Ce qu'on appelle la masse est une pure abstraction. Sans doute, les conditions de la vie moderne sont telles que les communautés humaines ont quelque chose de grégaire et d'informe : c'est d'ailleurs pourquoi elles ne sont pas de véritables communautés. Il ne peut pas y avoir de civilisation de masses. En revanche, toutes les grandes civilisations de l'histoire ont été des civilisations populaires, édifiées par le concours de toutes les classes sociales, dans les temps

où il y avait des classes sociales qui n'étaient pas ennemies entre elles. Bien sûr, dans la vie que nous menons, nul d'entre nous ne peut plus tourner son regard vers soi-même : tout nous attire vers l'extérieur. Le dehors nous assaille par mille signes qui nous sollicitent ; nous ne sommes plus jamais avec nous-mêmes, mais toujours avec quelqu'un ou quelque chose d'autre. Là est peut-être l'invention la plus redoutable de la vie moderne, c'est qu'elle nous interdit d'être seuls, et finalement la solitude nous fait peur presque autant que la pauvreté. Pourtant jamais rien de grand ne s'est créé dans l'histoire humaine que par la solitude et le silence. Et tout commence quand Dieu commence. C'est un événement qui appartient à la vie secrète de l'âme, et il est donné à tout homme d'éprouver la pénétration silencieuse de Dieu, s'il consent à un effort d'attention intérieure. Ne soyons pas de ces hommes pour qui rien ne commence jamais.

Il faut voir les choses comme elles sont. Nous sommes un siècle technique. Mais il faut voir le revers de la médaille, qui est que la technique nous fait vivre dans l'artificiel. Et nous transposons cette technique dans l'ordre de l'esprit. Nous ne cherchons pas la Vérité pour elle-même ; parce que nous craignons de la trouver trop résistante, nous cherchons des vérités commodes, pratiques, qui s'adaptent exactement à nos besoins ; nous les fabriquons et nous leur faisons prendre la forme qui nous plaît parce que, sans le savoir, nous pensons, comme Protagoras, que l'homme est la mesure de toutes choses. Dans les créations de la matière, comme dans celles de l'esprit, nous réussissons à fabriquer du faux qui a presque l'apparence du vrai. Mais ce "presque", imaginez-le aussi insignifiant que vous voudrez, il représente quand même une distance infinie et nous ne pourrions jamais faire que le faux soit vrai. Or, c'est du vrai que nous avons besoin, et de rien d'autre. Et c'est probablement la source de toute la mélancolie humaine : c'est de vérité que l'homme a faim et on ne la lui donne jamais. La technique réussit des prodiges étonnants ; mais on ne vit pas de technique : elle n'apporte rien à l'âme de ce qui lui est essentiel.

La Société fournit à l'homme mille manières d'assurer sa sécurité, mais cela est vain parce que vivre ne peut être qu'un risque, et le progrès se charge de réintroduire une magnifique aventure, et elle est avant tout une aventure intérieure, mais pas du tout une garantie de bonheur : soyez assuré que tout est possible pour celui qui est prêt à tout donner.

Toynbee prétend qu'il y a toujours un mythe fondamental qui préside à la pensée d'une civilisation. Ce mythe, pour celle qui nous occupe, n'est pas difficile à découvrir : c'est le mythe de Prométhée.

Prométhée, c'est le héros philanthrope qui s'est insurgé contre la volonté de Zeus, en dérobant le feu céleste pour sauver la malheureuse race des hommes que "le tyran du ciel et de la terre" avait décidé, par jalousie d'anéantir. Le mythe de Prométhée, c'est la préfiguration de l'esprit de l'Occident. C'est l'esprit de révolte contre les interdits des dieux jaloux, qui symbolisent les craintes de l'humanité primitive en présence des forces aveugles de la nature qui la dominent et qui l'effrayent. C'est l'esprit de curiosité et d'aventure qui pousse Ulysse vers des horizons inconnus, lui fait affronter les périls de la mer, les ruses de Poséidon, et surmonter les dangers qui l'assaillent à force d'intelligence et de courage. C'est le culte du travail et de l'effort qui incite Hercule à purger la terre de ses tyrans, de ses brigands et de ses monstres, à dompter les fleuves, à assainir les vallées, à percer les montagnes, à ouvrir des isthmes, à pacifier et à civiliser la nature. C'est la soif de connaître qui précipite Plin l'Ancien sur le Vésuve en éruption, quitte à perdre la vie. C'est l'esprit critique qui s'élève contre la superstition, cet esprit que célèbre Lucrèce.

Dieu vous fait cette grâce d'être terriblement exigeant. Il n'a jamais considéré ses créatures comme une masse uniforme, mais comme un peuple, où sa grâce se réservait de susciter des héros et des saints, et n'est-ce pas des héros et des saints que nous vivons ? Saint-Exupéry disait, au milieu de la débâcle de 1940 : "Je

comprends le sens de l'humilité. Elle n'est pas dénigrement de soi. Elle est le principe de l'action".

*
* *
*

- Nous vivons aujourd'hui, et c'est l'expérience de toutes les époques de décadence, c'est -à-dire d'équilibre rompu, dans un temps d'attente. Comme nos ancêtres avant l'An 1000, nos contemporains attendent la Grande Transformation, l'éclosion de l'harmonie sur la terre qui permettra à l'humanité de se lancer à la conquête pacifique de l'univers. On nous dit que le préalable de cette conquête cosmique ce sont d'autres conquêtes reportées sur la misère, les maladies, l'ignorance, la discrimination, que ces conquêtes seront d'une autre nature que les précédentes, et qu'elles ne pourraient être réalisées par une humanité telle que nous la connaissons : divisée, fragmentée politiquement, une humanité traversée bout à l'autre par des barrières de nation, de classe, de race, de confession et même de sexe et d'âge. Dans cette perspective, la mission de l'humanité semble être de rassembler toutes les forces, de faire surgir une seule conscience planétaire, une seule entreprise culturelle. On comprend que, dans cette attente, la politique soit haine parce qu'elle fait le contraire de l'oeuvre d'unification : elle divise, s'accommode, ruse, subordonne, hiérarchise, tient compte du pouvoir, fait des concessions, élabore des *modus vivendi*, avance et recule - bref, elle épouse l'état désuni et imparfait de l'humanité. Concrètement, on voudrait qu'il y eût des tragédies comme "Antigone", des symphonies comme l'"Héroïque", des civilisations riches en couleurs et en contrastes comme l'hellénisme - mais sans qu'il y eût conflit entre Antigone et Créon, sans Napoléon et ses victoires sanglantes qui inspirent les Beethoven, sans Alexandre et les ruines fumantes des empires sur lesquelles furent assis l'idéal hellénistique et la ville éblouissante d'Alexandrie. Somme toute, cette pensée voudrait séparer la culture de la vie, elle voudrait que les monuments en esprit et en pierre se réalisent à coups de projets d'Unesco et de Fondation Ford, dans un espace vide, indépendant des malpropretés de l'existence.

Notre époque ne s'enthousiasme pour une politique que si elle donne l'assurance d'abolir la politique. Prenons trois modèles admirés de nos contemporains. Le "Contrat social" fait table rase des antagonismes et institue une société sans histoire. Rousseau n'a pas compris que les hommes qui se réunissent afin de dresser un contrat de coexistence pacifique appartiennent déjà à une société policée, et non pas à l'état de nature. Ne fallait-il pas s'entendre avant de s'assembler ? Il y a donc histoire véritable, politique véritable avant que ne commence le système de Jean-Jacques. Dans le second modèle, celui de Hegel, les événements, tous rationnels dans le sens compact du terme, sont inscrites à l'avance dans la loi de la dialectique. Hegel prône-t-il la liberté, l'imprévisibilité ? Non, on le lui reprocherait. Au contraire : l'histoire se fige, une fois de plus, dans le bel aujourd'hui. Selon la théorie politique numéro trois, la lutte des classes aboutit à la victoire de l'une d'elles, celle précisément qui n'a pas l'intérêt de recommencer, de prolonger la "préhistoire", c'est-à-dire la politique qui est l'invention, la ruse, pourrait-on dire, des classes possédantes. La démocratie libérale elle-même, parce qu'elle contredit, timidement, bien sûr, la doctrine de la fixation de l'histoire, est pour ce délit condamnée pour complicité avec la politique : ne cherche-t-elle pas à institutionnaliser la violence sous la façade respectable de "l'Establishment" ?

En résumé, il est donc établi aux yeux de nos contemporains que nous vivons sous le signe de l'imparfait où tout est fragmenté, divisé, car tout est politique. Le meilleur symptôme en est le langage qui reflète ce monde et consacre les rapports hiérarchiques et les structures de subordination. On nous assure que nous sommes enfermés dans un langage comme nous sommes enfermés dans un système social et économique. Faire sauter l'un, c'est abolir l'autre. Le terme "langage", employé de la sorte, ne veut pas dire langue chatiée, fine et subtile littérature, mais langage pour une communication nouvelle, mutuelle compréhension, quelque chose qui n'est pas nécessairement oral ou écrit, mais qui embrasse l'univers des signalisations

possibles. "L'avènement d'un langage" veut donc dire l'avènement d'une humanité nouvelle qui ne connaît que des rapports d'amour fraternel et de solidarité.

Le langage ainsi entendu, c'est la culture qui est appelée à se substituer à la politique. Il s'agit d'un langage non-rationnel et non-discursif dont la tâche est de promouvoir la fusion des intérêts et des personnes. Dans l'usage courant, l'oeuvre culturelle est inséparable des problèmes moraux, politiques, religieux, bref du tissu de l'existence et des rapports entre être humains véritables. La culture est alors aussi variée, aussi riche en imprévus que la vie, car comme la vie, elle joue sur une gamme infinie. Nous l'avons dit : on n'imagine pas les tragédies grecques autrement que brodées sur l'étoffe de l'existence humaine ; les compositions de Beethoven sans la souffrance et l'exaltation d'un homme de chair et d'os ; la conquête d'Alexandre sans l'hellénisme aux mille visages qui en fut le fruit. Mais la culture telle qu'elle est conçue aujourd'hui n'est pas la célébration de ce qui existe, de ce qui se fait librement, de ce qui est vital : elle est projetée sur un horizon fictif sur lequel elle se dessine comme l'état idéal d'êtres humains ontologiquement promus. A une politique abolie correspond une culture figée. Tandis que l'homme tel que nous le connaissons et tel que le présentent un Platon, un Dante, un Greco, un Faulkner, est intéressant à cause des passions qui l'agitent et à cause des forces contradictoires qui se le disputent, l'homme de la culture qu'on nous propose est le produit de l'abolition des passions, non de leur apaisement par l'oeuvre d'art.

Abolition des passions, qu'est-ce à dire sinon la spiritualisation de la matière brute, la conciliation des éléments contraires, de l'homme et de la femme, du haut et du bas, du monde des astres et du monde subluhaire.

Une telle alchimie espère obtenir la fusion des contraires, des thèses et des antithèses. Mais ce qui sort du creuset n'est pas la beauté, les intuitions géniales, la confection amoureuse d'oeuvres d'art, la compréhension et la pitié de l'homme. Ce qui sort de l'athanor de la révolution, la culture nouvelle, ce ne sont pas des oeuvres, mais des actions, des cérémonies incantatoires d'une fusion : la libération des jeunes, des femmes, des pédérastes, tous des opprimés de la politique, de l'égoïsme qui colonise les classes, les minorités, jusqu'aux enfants. L'idéal socio-économique fut l'union de tous les prolétaires : l'idéal culturel est la totalisation de tous les esprits en un seul esprit, en la noosphère.

Comme l'équilibre entre l'homme et le monde extérieur se rompt, le principe même de l'intelligence, principe sur lequel nous avons vécu, est battu en brèche. La culture nouvelle lui oppose sa propre formule alchimique : le monde extérieur se transforme dans l'esprit. Ainsi disparaît non seulement la raison discursive, la noesis humaine qui est faite pour comprendre et qui lui est présente, mais aussi la forme, cadeau des Muses, la joie d'être co-créateur de Dieu.

Et cependant, notre condition nouvelle serait des plus équivoques : l'évaporation du monde extérieur laisserait le langage, donc la culture, sans substrat dans le réel.

L'erreur de la pensée contemporaine lorsqu'elle réfléchit sur la culture est de croire que la culture, pour être noble, doit être conçue comme une chose uniquement de l'esprit, et qu'elle est incommensurable avec la matière, partant avec l'homme tel qu'il est. Comme si, afin d'élever l'homme, il fallait lui insuffler la spiritualité sous forme de doses de culture. Notre siècle, qui a fait de l'éducation un fétiche et qui multiplie les occasions douteuses de s'instruire, de s'informer, de s'intellectualiser, se persuade aisément que la culture est un moyen magique de monter non seulement sur l'échelle des salaires, mais aussi de s'élever dans l'ordre de l'être. C'est un mythe qui remonte au dix-huitième siècle, c'est-à-dire aux origines de l'idéologie démocratique, car auparavant la culture n'avait jamais été considérée comme une chose détachable de la condition humaine, de la matière et de notre imperfection. Conçoit-on un homme du dix-septième siècle déclarant, comme l'a décla-

ré l'homme du ressentiment que fut Karl Marx, que l'art n'est qu'une manière d'endormir le peuple, de le faire renoncer à la beauté dans son existence d'exploité ? De là, il n'y a qu'un pas à exiger que l'art, la culture fonctionnent comme une thérapeutique sociale, une garantie de promotion.

Il s'agit de ramener l'entreprise culturelle de son état exalté de remède universel à un état plus modeste d'entreprise, non pas de l'esprit pur, mais simplement de l'homme. Nous devons partir du fondement de toute activité de l'intelligence, c'est-à-dire qu'il faut poser la réalité de la réalité, si nous pouvons nous exprimer de la sorte. Aussi étrange que cela paraisse, cette vérité est niée au moins depuis Kant : philosophiquement, nous vivons dans le royaume de l'illusion. Et comme dans le royaume des aveugles le borgne est roi, dans celui des illusions le roi est le néant. Bref, la réhabilitation doit commencer par la philosophie, et ce n'est pas peu dire. Pourtant, c'est la condition d'aller à la seconde étape, de rendre aux choses leur signification. Ainsi, au lieu d'un flux de phénomènes, ceux-ci se présentent avec leurs contours, leur identité. L'artiste, l'homme soucieux de culture, possède, bien entendu, la liberté de faire naître la nouveauté : autrement, Baudelaire ne serait jamais sorti du vers hugolien, ni Pascal de Descartes. Mais la signification veille, en quelque sorte, sur l'identité des choses, elle est, pour paraphraser Heidegger, le berger de l'être. La réhabilitation finit par celle de la cité. La mise en ordre qui suit l'adhésion à la réalité mène à la reconnaissance de la "civitas" comme ordre de l'intelligence. Il ne s'agit pas de politiser la culture, il s'agit seulement de la concevoir comme touchant la terre entre deux envolées, dont l'une est l'inspiration créatrice et l'autre le destin, à l'avance incalculable. Car ce destin est compatible avec celui de la cité, il lui est même complémentaire.

*
* *
*

a) - L'ALCHIMIE DES CONTRAIRES -

- Il faut une forte dose de courage pour formuler de simples évidences autour desquelles les Occidentaux en général et les Français en particulier, devraient spontanément se rassembler, mais dont ils ont horreur, car leur dépravation mentale est telle désormais qu'ils ont horreur de tout ce qui pourrait assurer leur survie. Sachons passer outre à leur incompréhension, à leur détestation, et leur rappeler qu'ils ne se tireront pas de leur croissante déchéance sans s'astreindre à suivre les obligations et les règles quasi-morales que tous les animaux supérieurs observent et grâce auxquelles leur espèce survit. Au stade de la démocratie purulente qui est la nôtre nous sommes fréquemment tombés au-dessous des bêtes. Elles obéissent à une sorte de pré-Décatalogue élémentaire et naturel alors que l'homme moderne, transgressant volontairement toutes les lois naturelles et, pour le croyant, divines, court allègrement au suicide de sa race. Sa fin est en vue...

*
* *

- "C'est seulement en la femme et par la femme que l'humanité s'achève" ; le Révérend Père Bouyer en écrivant ces lignes rejoint un penseur comme C.G. Jung pour qui l'homme moderne ne retrouverait son âme qu'en intégrant l'anima (principe féminin) à l'animus masculin. C'est, en langage moderne, retrouver les sources de la mythologie païenne. Toutes les déesses Vierges règnent alors, en effet, avec leur fils dont elles sont les maîtresses. Il ne s'agit pas là d'une perversion imputable à l'anti-Eve, mais de l'illustration symbolique des sentiments d'amour, amoureux et maternels, que la femme éprouve envers l'homme. Ces fils Attis pour Cybèle, Tammuz pour Ishtar, Mithra pour Ahahita, Baal pour Astarte, et même Jésus pour Marie, passent par l'épreuve de la mort pour ressusciter et atteindre le niveau supérieur de la conscience pure. Il a fallu les chrétiens, à la suite des

Juifs, héritiers eux-mêmes des traditions mosaïques pour entrer dans une opposition constante à ce que pratiquement toute l'Antiquité avait considéré comme normal. Là où de nettes différences étaient perçues, le christianisme institua une égalité essentielle des êtres. Là où régnait une égalité de fait entre individus de même niveau, il abaissa l'épouse par rapport au mari. De la "domina", la "maîtresse", il fit une "ancilla", une servante. De la famille païenne, pierre angulaire d'une cité trouvant en elle-même ses propres fins, il fit la famille judéo-chrétienne, pierre angulaire d'une société d'esclaves devant Dieu.

Mais en raison même de la foncière égalité de l'homme et de la femme, qui n'est pas pourtant celle de la pure et simple identité, mais celle, tout autrement positive et féconde, d'une complémentarité, il convient bien de distinguer le véritable féminisme tendant à libérer la femme de celui qui a pour but de la masculiniser. Pour celui-ci, l'égalité des sexes implique l'identité biologique qu'il a fallu artificiellement réaliser par la contraception et l'avortement, de manière à "libérer" la femme des contraintes de son sexe et de sa nature propre. Nous ne verrions pas pourquoi s'il y a biologiquement, physiquement, et par conséquent affectivement, une différence et une complémentarité, donc une inégalité de nature et de fonction entre l'homme et la femme, il conviendrait nécessairement de la considérer comme humiliante pour la femme, puisqu'elle a été créée ainsi ! Malheureusement, sous la pression des éléments féministes les plus mobilisés, dans la poussée des revendications les plus bruyantes, on en est arrivé à envisager beaucoup plus les rapports entre hommes et femmes, en termes de relations de force, d'oppression et de défense qu'en termes de complémentarité et de communauté.

- Les militantes du féminisme se chargent régulièrement de nous rappeler à quel point le "sexe fort" s'est annexé au fil des générations tous les droits, tous les pouvoirs, tous les domaines, y compris celui de la grammaire et de la syntaxe, le masculin primant le féminin, tout comme l'être impersonnel universel se désigne par "Homme" plutôt que par "Femme". A lire leur cahier de charges, la femme aurait donc été exclue du pouvoir et du savoir jusqu'en ce temps de modernité où la société de consommation ne renonce pas à la solliciter sous toutes ses coutures : en tant que mère, épouse, amante, objet, et tout de même être à part entière bien qu'en menus morceaux. Bref, la voilà réduite à se proclamer l'égale de l'homme alors que nul ne contestait sa supériorité sur le plan de la sensibilité et du cœur.

Le fait est pourtant que la "libération" totale de la femme appartiendra toujours au domaine du mythe, car la réalité ne pourra jamais correspondre aux aspirations pompeusement proclamées. Déjà, au temps de Montesquieu, on faisait remarquer que la liberté des Occidentales était une fausse liberté qui dans la pratique rejoignait la servitude du sérail oriental. C'est que la vérité de la femme est d'abord biologique. Elle est à l'homme et à l'enfant. La sociologie de la femme est celle de ses glandes et de sa culture. Sa vocation fonde sa place dans la société : faite pour la famille, la femme sera avant tout la "Genetrix", celle qui enfante. C'est mieux, c'est plus parce que la supériorité de la femme sur l'homme réside précisément dans sa féminité.

Les attributs particuliers de la féminité, le Mouvement pour la Libération de la Femme les considère comme incompatibles avec l'intelligence. Ce qui est contraire à l'Histoire, tout au long de laquelle on n'a cessé de présenter l'idéal de la femme comme l'heureux alliage des attraits de la beauté, du charme et de la délicatesse avec ceux de l'esprit, de la culture et d'activités qui ne se bornent pas toujours à l'entretien du foyer. Dans leur égarement d'ailleurs, les instigatrices de la "femme libérée" vont jusqu'à déclarer que la vertu, l'altruisme, et le sens du sacrifice - qualités spécifiquement féminines - sont des signes de faiblesse, les indices d'une mentalité d'esclave.

Il n'en fallait pas plus cependant pour que le féminisme outrancier contemporain envahisse les bas-fonds de la "contre-culture" et que la pornographie fleurisse.

se, soi-disant en tant que signe de l'émancipation de la femme, poussant celles-ci à négliger les lois primordiales de la nature et celles de l'équilibre des sociétés, en prêchant des révoltes puériles, des guerres féroces, en résumant leurs mérites dans la répudiation de leurs qualités essentielles et de leur rôle singulier. La part de mystère sacré que la femme porte en elle-même est de nos jours à ce point déflorée que dressant l'apologie des mœurs actuelles le Ministre français de la Justice n'a pas craint de considérer comme "un bond en avant", selon le langage marxiste, le fait que "si, pour procréer, l'homme a besoin de la femme, elle, pourrait ne plus avoir besoin de l'homme".

★
★ ★

- L'un des signes -effet et cause- les plus aveuglants de la décadence morale de nos sociétés d'Occident est l'effondrement de ses valeurs viriles et l'exaltation en contrepartie de l'ultra-féminisme. Nous sommes devenus les eunuques du monde -(à l'instar de ceux - ci qui, comme les femmes, échappent à la calvitie, ne portent-ils pas les cheveux longs ?)-, protégeant et divinisant la femme comme aux pires périodes de décadence ou de libertinage. Il faut, en effet, des libertins pour s'intéresser sans cesse à elle, parce que la curiosité - qui est l'âme du désir - est chez eux sans cesse en éveil. Par exemple, au XVIIIème siècle, la femme était déjà devenue, sur le terrain neutre des salons, l'égale et la rivale de l'homme ; c'était la reine de la société, mais sous leur masque minaudier combien d'épouses ressemblaient par leur vie mondaine active mais privée d'amour, par le désarroi qui en résulte, à certaines femmes d'aujourd'hui ?

A la différence toutefois qu'il ne s'agit plus de traits d'esprit et de jeux de glaces renvoyant l'image d'une accorte compagne, mais bien de la prétention féminine d'être traitée en individu asexué pour lequel le travail devient une religion ! Si certaines femmes peuvent y trouver leur bonheur, tant mieux ! Mais n'en déplaise aux faiseurs d'utopie, croire que le travail est la seule source d'épanouissement possible pour la femme est une vue de l'esprit. La campagne pour "la femme au boulot" fait d'elle une machine vivante dans des métiers déjà fatigants pour l'homme, quoique conçus en général pour être exercés par des hommes. Créer de la beauté, être heureux de donner du bonheur, quelle femme ne le souhaiterait ? Mais visser des boulons ? il est vrai que ces mêmes intellectuels parisiens et les têtes distinguées de "Libération", qui prônent les vertus libératrices de la dactylographie, du bobinage ou du guichet, ont bien entendu une femme salariée pour assurer l'indépendance de leur propre foyer !!! Toutes au bureau, à l'atelier, toutes dans le secteur tertiaire, puisque le travail au foyer est tenu pour de la roupie de san-sonnet. Nous sommes inquiets de cette campagne visant à masculiniser la femme, au risque de la persuader qu'elle doit avoir honte d'être femme. Mais nous plaignons ces rêveurs sophistiqués de femmes sans féminité.

Pour sûr, il y a de nouvelles conditions de vie et il est bien naturel que l'être humain veuille améliorer son sort. La femme du XXème siècle a droit elle-même à ce progrès. Mais comme tel, il a son revers car au fur et à mesure que la femme mariée ne ressent plus sa dépendance économique à l'égard de son mari, l'éventualité du divorce ne l'effraie plus, et celui-ci, perdant dès lors son caractère exceptionnel, entraîne de nouvelles définitions pour la famille et les enfants. On prêche l'accession des femmes au monde du travail, mais on ferme les yeux sur le déséquilibre social et économique qui en résulte : l'aventurisme "libérateur" l'emporte sur une démarche prudente. La vie n'apparaît plus que sous son aspect matériel, le sentiment y tient de moins en moins de place, le sentiment tout court qui ne trouve plus son compte dans la douceur mourante d'un foyer que l'absence recouvre de ses cendres.

- Précisément parce qu'il s'agit de l'association la plus naturelle, la plus spontanée, la plus invincible, la famille soutient toutes les solidarités humaines et en fournit les meilleurs exemples. Le très

social Mr. Badinter n'a pas souci de la société. Il est très satisfait de voir qu'il n'y a plus désormais sur la scène de la vie future, qu'une femme seule qui n'a plus besoin de l'homme, et que l'individu soit réduit comme le soulignait exactement Mgr. Lustiger, à la condition animale. Quand on pousse l'individualisme, c'est-à-dire le goût de l'anarchie, jusqu'à oublier que l'homme est fait pour vivre en société, il devient en perspective l'objet de toutes les tyrannies étatiques, de toutes les expériences, même de laboratoire. Liliane Sichler résume la pensée du ministre, en écrivant que "l'homme n'est plus l'avenir de la femme". Il faudrait en réalité écrire qu'avec des théories aussi folles, l'homme n'est plus l'avenir de l'homme. Tout historien sait très bien que tous les révolutionnaires annoncent des progrès au moment même où ils ramènent l'humanité vers des chaos primitifs.

Pour libérer les femmes d'une tyrannie imaginaire, on leur impose chaque jour davantage la tyrannie d'une législation qui vise à lui assurer tous les avantages de la famille tout en se débarrassant des devoirs qu'elle implique "le meilleur sans le pire". Les femmes ont dans un domaine essentiel, celui de la perpétuation de l'espèce, un super-pouvoir. Elles ont acquis sur ce point capital la suprématie sur l'homme. Si elles s'en servent pour l'évincer, elles supprimeront le père. Pour rendre prétendument aux femmes leur identité et leur famille, on retire un peu plus à chacun, un peu plus de sa famille et de son identité, afin que l'individu, comme dit M^{me}. Roudy, perdu et déraciné n'ait enfin d'autre recours ni d'autre père que l'Etat : "l'Etat-papa", "l'Etat-mari".

Il est cependant notoire pour les magistrats des enfants, les criminologues, les psychiatres, que la carence familiale est, de beaucoup, la cause principale de la délinquance. La carence familiale, qu'est-ce donc ? C'est notamment l'abandon de l'enfant, les multiples concubinages, les querelles entre parents, les conflits familiaux, le divorce et ses séquelles.

L'enfant a effectivement besoin de la présence de l'adulte, une présence plus ou moins discrète suivant la phase de son développement. Ainsi dans la première enfance, une relation privilégiée s'établit avec la mère ; la connaissance exacte que l'on commence à avoir des besoins vitaux des enfants de 0 à 6 ans implique la présence effective, intelligente, consciente de celle-ci et non pas la présence de plusieurs mères comme le travail féminin y oblige.

Si jusqu'à 3-6 ans l'influence paternelle semble bien réduite, quasi négligeable, elle devient ensuite primordiale. La puissance paternelle est la plus sacrée des magistratures, car c'est elle qui pourvoit à l'éducation, ferment du civisme. Il est naturel et bénéfique que l'agressivité de l'enfant se heurte à une résistance et que lui soient opposés, comme à toute force dans le monde, les effets d'une force contrainte. La famille, reconnaissant Montesquieu, est moins le lieu privilégié de l'épanouissement individuel de la femme qu'un patrimoine : c'est une communauté de personnes et de biens sur laquelle doit veiller l'autorité du pater familias dont la rigueur ne saurait être "permissive". Trop aimés, mal aimés, les enfants que l'on ne contrarie jamais sont gâtés au sens vrai du terme. Les adolescents qui se droguent sont souvent des enfants sans père. Alors, en prétendant les affranchir de l'autorité paternelle, que faites-vous d'autre que de favoriser les pires erreurs qui, parfois, pèseront sur toute leur vie. "L'enfant n'aime que celui qui, hiérarchiquement, est au-dessus de lui, mais en même temps il n'accepte des ordres que de celui qu'il aime" conclut Lorenz. Or, tout est fait bien au contraire, pour décharger les familles de leurs devoirs naturels d'éducatrices : la généralisation de l'éducation préscolaire signifie en fait la possibilité d'envoyer à la maternelle tous les enfants à partir de 2 ans, et sous couleur de "donner des vacances à tous les jeunes Français", il s'agit seulement de les envoyer en plus grand nombre dans les jolies colonies de vacances. Peut-on donc qualifier de politique familiale ce qui, en réalité, n'est que la main-mise de la collectivité, de l'Etat sur les enfants détachés de leur famille ?

- En même temps que l'Etat-reproducteur de l'après-guerre se dépouille au profit de l'Etat-producteur, le modèle de la famille procréatrice s'efface derrière celui de la famille productrice. Alors que jusqu'à un passé récent, le mariage était considéré comme un événement social, non seulement une manière de structurer la société et une alliance entre familles, mais surtout un engagement personnel basé sur l'amour avec une aspiration à la durée et à la stabilité, et aussi le désir d'avoir des enfants, de plus en plus à l'heure actuelle il s'agit essentiellement d'une concession aux contraintes de la vie sociale ou de la consécration publique de relations effectives et sexuelles. On ne choisit plus la vie à deux pour bâtir une cellule familiale, mais pour profiter de la vie, pour consommer plus et mieux. L'amour de la mère pour son enfant étant lui-même considéré par le M.L.F. comme anti-social puisqu'il différencie cet enfant de tous autres, l'anéantissement de la famille sera la conséquence de la libération de la femme. Sa disparition est, en effet, une autre condition préalable à l'égalité des sexes puisque la cellule familiale est précisément fondée sur la complémentarité, donc l'inégalité du mari et de l'épouse.

Or, la société permissive contemporaine comme la société judéo-chrétienne jusqu'ici anéantissent la dimension humaine de l'amour : celle-ci au profit de la métaphysique, celle-là au profit de l'animalité. Aujourd'hui, l'expérience est plus orientée vers l'épanouissement des personnes que vers l'accueil de l'enfant, et les mœurs en sont transformées. Puisqu'il en est ainsi, décident certains penseurs, c'est qu'il est temps de faire de l'amour, et de l'amour seul - le fondement de l'institution qu'est le mariage. Pour le libéralisme, en effet, il n'y a pas de valeur objective et immuable, il n'y a que des valeurs subjectives et changeantes. Chacun cherche "sa" vérité. Dans ces systèmes philosophiques, le principe fondamental est la liberté, mais la liberté de faire tout ce qu'on veut, tout ce qui plaît.

Toute la question est de savoir si l'homme moderne peut sortir de ce trajet vicieux, qui le fait aller successivement aux deux pôles stéréophoniques de la déraison, sans jamais retrouver son ancien équilibre. L'expérience vécue montre à l'évidence que la liberté-caprice est illusoire. Car la liberté n'est respectable qu'en tant qu'elle concourt à procurer un bien, sinon elle est cause de désordre intellectuel, moral, social, et dégénère en licence. La vraie liberté est le pouvoir de faire ce qui est bien et juste, c'est-à-dire "ce qui est moral". Le rôle du législateur, quand les lois, les mœurs sont immorales, est de lutter contre elles et non de les avaliser. Ce n'est pas la loi, en effet, qui doit courir après les mœurs : mais pourquoi faire front quand il est si facile de capituler ? Là est le mal profond de l'époque.

La loi écrite en vient donc à s'opposer à la loi coutumière car ancestrale. C'est que la loi naturelle veut que le mariage soit plus qu'un engagement d'un individu envers un autre, mais un engagement de deux individus dans une réalité qui les dépasse l'un et l'autre : la famille dont ils doivent assurer la continuité et donc, en fin de compte, la Cité dont les familles sont les cellules. Ne pas rappeler que c'est là le fondement de l'indissolubilité du mariage, c'est apporter de l'eau au moulin des individualistes qui règnent en tout, tenants d'une doctrine dont le caractère débridé est en train de conduire au suicide de la civilisation occidentale par dépopulation.

- Combien est-il significatif d'entendre parler des "préoccupations du couple" sans que celles-ci jamais s'expriment au niveau du foyer, de la famille. Le choix du terme a son importance plus qu'on le croit. Le couple n'est, en effet, qu'une association, parfois provisoire, de deux êtres considérés dans leur individualité, généralement de sexe opposé, et le mot n'évoque que des liens physiques entre ces deux êtres. Le terme "accouplement" qui en dérive, indique assez les limites du premier.

En revanche, le foyer -et plus encore la famille- est la cellule fondamentale, indissoluble. La famille est comme une chaîne où chaque maillon a son rôle. Les

parents dans la force de l'âge, devant subvenir aux besoins de la "tribu", les plus âgés s'occupant des plus jeunes, continuant ainsi à participer à la vie collective du clan, donc à se justifier. Et pourquoi ne pas parler aussi des relations qui peuvent être si riches, et à tous les âges, des sœurs, des fils et même des nièces, avec les divers membres de leurs familles. Et les grand-mères qui avaient autrefois un rôle si beau et si important ! Comment revaloriser toutes ces relations humaines ? Aujourd'hui, la famille a explosé, elle est désintégrée. Il n'y a plus de temps, ni de place pour ceux qui ne produisent plus ou ceux qui ne produisent pas encore.

*
* *
*

- Cadre naturel de la fonction reproductive, la famille, jadis en principe une et indivisible, se trouve traversée par les courants centrifuges de la modernité. Au nom de la "libéralisation des mœurs", d'une "permissivité" accrue depuis mai 1968, et d'une législation qui a voulu "suivre" l'évolution des mœurs, elle est en train de perdre ce statut privilégié face à une double concurrence, à la fois interne et externe.

De l'intérieur se fait sentir le poids croissant du travail féminin. Loin de les rapatrier au foyer, la crise qui sévit dans tous les pays industrialisés depuis 1974, a incité les femmes à participer plus nombreuses à la vie économique. Dans deux-tiers des jeunes ménages, désormais les deux parents travaillent. Une mère sur deux reste en activité lorsqu'elle a un enfant de moins de trois ans. La part des femmes dans l'augmentation de la population active a été respectivement pour les trois dernières décennies de 51,7% - 51,2% et 63,2%. Dans la zone OCDE, les femmes représentent 38,7% de la population active contre 31,4% en 1950. Et l'Etat regarde d'un oeil favorable cette évolution. La logique du Père Ubu exige de payer le chômage des jeunes, de pousser à l'inactivité de jeunes préretraitées, sans espoir de réemploi, tandis que de jeunes femmes, aspirant à tout autre chose, sont contraintes par la disparition de toute politique familiale active, de fournir un travail, pour elles pénible, dont d'autres qui l'assumeraient volontiers à leur place, seront frustrés.

Faut-il dès lors s'étonner qu'à l'extérieur, l'îlot familial commence à faire figure de modèle passéiste face à la formidable montée des personnes seules ? 32% de mariages en moins de 1972 à 1982, 75% de concubins en plus, une augmentation des enfants naturels de 60% (ils représentaient 14,2% des naissances françaises en 1982 : la fille-mère est devenue un modèle culturel), le nombre des divorces multiplié par deux, celui de la cohabitation juvénile multiplié par quatre, des perspectives de plus de 35% de célibataires en l'an 2 000 si les courbes ne s'infléchissent pas et si les générations nouvelles ne rattrapent pas leur retard au mariage. Il ne restera bientôt plus qu'une minorité -un individu sur trois- pour vouloir prolonger la famille. Ce qui porte directement atteinte à la natalité.

De même que l'avortement n'aurait pas eu d'incidence sur la natalité (sic), faut-il encore démontrer (resic) que l'activité extérieure des jeunes femmes n'a aucune incidence sur la fécondité des couples mariés (de moins en moins) ou cohabitant (de plus en plus) ? Pierre Chaunu l'a fait aisément. -Un enfant de moins chez les femmes actives que chez les femmes au foyer, et deux fois moins de femmes au foyer en 1982 qu'en 1968 ! Entre la femme qui peut rester au foyer de 30 à 35 ans et celle qui est contrainte à travailler dehors, en 1982 comme en 1968, l'écart de la fécondité est d'un enfant par femme : la simple distance qui sépare la vie de la mort. Or, une population qui vieillit, c'est une économie qui s'anémie.

Pour cent mariages par an, on dénombre environ un-tiers de divorces. Cette augmentation est somme toute logique : chacun des partenaires étant de plus en plus indépendant -(68% des femmes qui divorcent, travaillent !). En outre, une nouvelle "race" de divorces est en train de se développer à la vitesse grand V. Elle est

originale : on divorce mais on reste ensemble. La raison de cette décision est économique : on paie moins d'impôts et on touche plus de prestations sociales. Ceux qui prennent et tiennent leurs responsabilités sont handicapés par rapport aux autres. L'Etat leur prend plus et leur donne moins. La reconnaissance du statut de concubine a conduit à ce paradoxe ; la polygamie demeure juridiquement un délit, mais elle est officiellement reconnue par la Sécurité Sociale, qui rembourse, au même titre, l'épouse et la maîtresse de l'assuré.

* * *

- Encore faut-il, dans les modes de vie traditionnels, savoir distinguer l'accessoire de l'essentiel, se rappeler que le travail des femmes lui-même n'était pas rare au Moyen-Age par exemple (impliquant d'ailleurs une grande égalité de droits et de responsabilités), que ce travail féminin n'est absolument une "nouveau" que dans la bourgeoisie, étant d'ailleurs en partie la conséquence de la dévalorisation des traitements masculins (pour ne pas dire peut-être qu'il en est la cause comme il est l'une des causes du chômage actuel), de la précarité de l'emploi et de l'inflation qui interdit d'assumer le lendemain par l'épargne. Seulement le droit du travail de la mère de famille devrait être aussi le droit de rester au foyer. Et ce statut de la mère au foyer ne ferait d'ailleurs que tenir compte des nouvelles perspectives démographiques de l'Occident, sinon du monde entier. Les civilisations, il faut bien se le répéter, sont portées par des peuples. Leur rayonnement n'est pas seulement l'effet de la qualité, il est aussi celui de la quantité, de la puissance qui est une fonction du nombre.

- Outre l'aspect biologique dont on ne saurait sous-estimer l'importance, la femme au foyer remplit un rôle socio-économique dont la carence coûte très cher à la collectivité tout entière. Ainsi, sur un plan strictement économique plusieurs études ont déjà montré que le travail ménager des femmes équivalait parfois, suivant les pays, à plus du quart d'un revenu national... Marcel Dassault fit d'ailleurs une partie de ses campagnes électorales sur le thème que "plutôt que de payer des indemnités de chômage, il serait souhaitable d'accorder à la femme au foyer un supplément familial égal à 60 % du SMIC pendant trois ans lorsqu'elle a un enfant, pendant trois autres années si elle en a un autre et, enfin, jusqu'à 55 ans si elle a au moins trois enfants. Au-delà de 55 ans, elle recevrait 60% de la retraite du SMIC". -Il est d'ailleurs vrai que si on veut vraiment venir en aide aux familles et améliorer leur niveau de vie, ce n'est pas le SMIC qu'il faudrait augmenter, mais les allocations familiales parce que cette augmentation sera proportionnelle au nombre d'enfants à charge, qu'elle n'aura pas de répercussions sur l'ensemble des salaires et ne sera donc pas source d'inflation, et qu'enfin elle pourra être financée par les excédents des caisses d'allocations familiales.

Voilà la vraie question, la seule en effet qui mérite attention. Celle de savoir si l'on pourrait donner à chaque mère de famille -(et elles sont 30% à reconnaître qu'elles ne travaillent au-dehors que contraintes et forcées et qu'elles renonceraient si les Allocations Familiales étaient d'un taux plus décent)- la possibilité de se déterminer librement. Or l'Etat dépense chaque année des dizaines de milliards de francs en allocations de chômage. Nous pensons que le salaire de la femme au foyer, ne coûterait pas davantage et qu'il libérerait de nombreux emplois pour les chefs de famille. Bien plus que le féminisme militant, c'est l'amélioration des conditions économiques qui permettra un jour d'apporter une réponse satisfaisante au dilemme "la femme au boulot" ou la femme au foyer.

En attendant, la femme perd sa vie pour la gagner. Elle perd surtout, ce qui est plus grave, celle de ses enfants qui seront demain, si les choses continuent à rester en l'état, les numéros matricules d'une société aux cartes perforées qui tiendront lieu d'identité. Haro sur l'enfant, en effet, mis dans l'impossibilité de trouver le support affectif permanent qui avait l'habitude de faire d'un petit être un homme ou une femme vrais et non un unisexe en blue-jeans. Oh, bien sûr, ceux qui ont introduit le laxisme dans l'éducation y trouvent leur compte. La "mort" du père, l'absence de la mère, écartent contrainte et conflit, parties intégrantes de l'éducation. Freud doit se réjouir dans sa tombe. Mais les éclats de voix avaient valeur pédagogique. Aujourd'hui, combien d'enfants souffrent du déséquilibre familial ainsi créé ? C'est d'éducation morale et non d'éducation sexuelle qu'ont besoin les petits hommes : l'une forme le cœur, l'autre forme les sens et nous ne sommes pas certains que ce ne soit pas au détriment de l'éveil intellectuel. Tant que l'homme et la femme n'auront pas repris conscience de leur rôle respectif et de leurs responsabilités, ce déséquilibre persistera. Et faut-il oublier que de

l'enfance découle toute la vie d'un individu et que son comportement d'adulte en dépend ? La domination actuelle du matérialisme entraînera inévitablement le dénuement spirituel de l'enfant. Tant pis pour les foyers éteints, pour les enfants atteints au fond de l'âme faute d'affection, tant pis pour toute une génération gâchée.

- La famille dépend de l'EPOUSE, bien que le chef en soit le mari. La femme y joue donc un rôle très important, dicté par l'amour et le dévouement. C'est ce rôle vital que l'on veut censurer en instituant à tout prix une coupure entre la femme "asservie" à ses casseroles et à ses enfants comme si c'était déshonorant, et la femme "libérée" à l'usine ou au bureau qui sont pourtant, paraît-il et d'après le même courant de pensée, asservissants pour les hommes. Bien malin celui qui parviendra à nous expliquer ce paradoxe. On libère donc la femme de l'homme-mari pour mieux la jeter dans les bras de l'homme-patron et dans la gueule de l'économie. D'un côté, on dénonce le travail "pénible", "répétitif", "inintéressant", "oppressif" et "mal payé", mais de l'autre on fait tout pour généraliser le "travail des femmes". Mieux encore, une femme mariée qui décide d'aller travailler dans une usine ou un bureau, échange la disposition de l'intégralité de son temps pour elle et sa famille, contre un salaire dont les deux-tiers lui sont confisqués par l'Etat !! Belle libération ! Comme la Première Révolution Industrielle avait transformé les paysans en prolétaires au service de l'industrie, la Deuxième Révolution Industrielle transforme les femmes en outils de production. Parler dans ces conditions du pouvoir émancipateur du travail féminin est une insupportable tromperie. Mais cela suffit à dépeindre l'essentiel de la nouvelle mentalité aberrante : la femme facteur de rentabilité, la femme mariée au travail (ce qui l'amène à travailler plutôt plus de 66-70 heures par semaine en ajoutant son travail au foyer, pendant que l'homme, lui, ne subit les "contraintes du temps" que pour moins de 50-55 heures), la femme de haute qualification, la femme égale, la femme ministre qui promulguera une loi sur la pilule pathogène et tératogène, voire la femme qui porte l'uniforme en attendant de porter les armes (égalité, égalité, tiens celle-ci n'est pas réclamée).. tout sauf la femme.

Ainsi compris, le féminisme n'est trop souvent qu'un avatar de la lutte des classes, un sous-produit inversé du racisme. Au bout du compte, on veut persuader les femmes de la futilité de leur condition dans un but de récupération politique, dans un but idéologique. Il y avait certes quelque chose à faire depuis le XIX^{ème} siècle bourgeois et anti-féminin. Mais en "libérant" les femmes, on ne fait souvent que les contraindre davantage. Et libérées de quoi ? De leur féminité. Nous sommes pour la féminité, pas pour le féminisme, pour la discrète compagne de nos jours et de nos nuits, pas pour la voyante femme-objet.

*
* *
*

- C'est au sein de la culture européenne, et de celle-là seulement, que la femme a de tout temps été considérée comme une personne, et non comme un objet. C'est parce qu'une conception inégalitaire du monde est nécessairement fondée sur la reconnaissance de la diversité que l'autre sexe a toujours été considéré en Europe comme un enrichissement - et non comme une malédiction, cause d'une faute originelle.

Contrairement à la perspective hébraïque, qui fut conservée dans la tradition antiféminine du christianisme -(Exemple : pour Saint Augustin, la femme est "un cloaque", etc...)-, dans la culture grecque, en particulier, celle des stoïciens, en Grèce comme dans l'ensemble des peuples indo-européens, la femme participait à la vie culturelle et souvent à la vie politique. La tradition indo-européenne est fondée sur l'honneur et non sur le péché; les choses de la chair ont pu être considérées à mi-chemin des excès constituant les antithèses relatives d'un même système : la débauche et le tabou -comme l'une des données naturelles, et donc fastes de la vie.

Détruire la famille, cela signifie dans notre culture patriarcale détruire les structures sociales qui la forment, les valeurs qui l'inspirent, les formes mentales qui la justifient. Ces structures, ces valeurs, ces formes remontent aux origines mêmes de notre civilisation : à l'orée du néolithique. C'est donc cette civilisation que l'on veut abolir, en mettant un terme au cycle historique par lequel elle a mobilisé le monde. Qui peut ignorer que chez les Grecs, la femme se trouvait associée à son mari, que les Grecs honoraient la belle Hélène, la tumultueuse Phèdre, la fidèle Pénélope, sans oublier Sappho la poétesse et même l'acariâtre Xanthippe et la courtisane Aspasia. Chez les Germains, dit Tacite, "la famille n'existe, ne subsiste que par la femme ; elle est la mère, l'économe, la gardienne"; l'associée"; la même chose en Scandinavie comme chez les Celtes irlandais.

Hélas, la "condition féminine" est l'une des découvertes des pâles lumières de ce siècle qui s'éteint. Jusque là on croyait que les femmes et les hommes, avec leurs différences complémentaires, étaient de la même condition. Mais il faut aujourd'hui aller bien plus loin... jusqu'à identifier la femme avec l'homme ! loin de la "libérer", c'est la dépersonnaliser. La femme, on le sait bien, peut être lorsque les circonstances l'exigent, aussi forte que l'homme, car là encore la fonction crée l'organe. Mais si ce n'est pas par la force physique que l'homme a imposé sa domination pourquoi dans sa lutte pour l'émancipation, la femme chercherait-elle à s'emparer d'une arme "pipée" et à devenir aussi gaillarde que lui ? Chaque être a sa personnalité propre, la personnalité de la femme et celle de l'homme s'équilibrent et la vie n'est qu'équilibre. Tout le reste n'est que fumée. Si la femme n'est pas l'égale de l'homme, il s'agit d'une inégalité d'essence qui ne sous-entend pas que l'homme soit hiérarchiquement supérieur à la femme. Si le cerveau de la femme n'est pas de qualité inférieure à celui de l'homme, certaines fonctions de l'hypothalamus, agglomérat de fibres et de noyaux qui fait partie intégrante du cerveau, s'exercent différemment d'un sexe à l'autre. Aussi, comme l'écrivait déjà Montaigne, "c'est grande ingénuité d'étouffer sa clarté pour luire d'une lumière empruntée". Souvenons-nous en même temps de ce qu'écrivait Colette : "Une femme qui se croit intelligente réclame les mêmes droits que l'homme. Une femme qui est intelligente y renonce". Au nom des droits des femmes, ira-t-on jusqu'à interdire à celles-ci le droit de plaire, le droit depuis Eve, au désir de l'homme ? Si oui, appartiendrait-il encore à notre temps de louer l'Antigone chère à Sophocle, ou la Diotime de Mantinée, illustrée par Platon ? de comprendre Dante Alighieri, prônant sa Béatrice, reine à la fois par l'intelligence, le charme et la suprême bonté ? Les vrais féministes, enfin de compte, ce sont les femmes qui entendent rester femmes.

"Je conviendrais volontiers, disait Sacha Guitry, que les femmes nous sont supérieures si cela pouvait les dissuader de se prétendre nos égales". Nous en conviendrions de notre côté tout aussi volontiers pour que, très longtemps encore, le dernier souffle cueilli sur les lèvres de l'agonisant puisse exprimer, même s'il est de sexe masculin, le doux nom de "MAMAN" !

Si vous doutez que nos "éfolles" aboutiront à une régression de la condition féminine, nous rappellerons que :

1°/ le culte de la Vierge exaltait dans la piété médiévale l'image d'une femme et d'une Mère

2°/ Dante dans sa "Divine Comédie", parlant pour tout le Moyen-Age chrétien, choisit la main de Béatrice pour le guider sur la première Route du Paradis.

3°/ Platon avait déjà chargé Diotime dans le "Banquet" d'ouvrir la porte des plus hautes certitudes aux esprits des hommes

4°/ enfin, lisez l'ouvrage capital de René NELLI : "L'AMOUR ET LES MYTHES DU COEUR", suivi de "LE CORPS FÉMININ ET L'IMAGINAIRE" (Hachette); vous y apprendrez que le XIIIème siècle, pour la femme d'Oc, le XVIIIème siècle français pour l'esprit universel, sont des miracles dignes du "miracle grec". Ah ! ce que dû être ce XIIIème siècle Occitan, avec ses troubadours, ses cours d'amour et ses amis de coeur ! Et que nous sommes loin de l'extrême barbarie de notre époque, quand on lit ce que dédiaient à la dame de leurs pensées les poètes du XVIème siècle !...

- Mystifier la femme, c'est non seulement la détruire mais c'est détruire l'homme tout court, c'est détruire l'humanité tout entière. Ce qu'on ne nous dit pas, c'est que pour faire de la femme cette caricature de l'homme, il a fallu progressivement la dénaturer. N'en déplaise aux bourreurs de crâne patentés des mass média, il n'y a aucune égalité entre l'homme et la femme et pour la fondamentale raison qu'il y a entre eux une différence biologique qui se répercute sur les plans physique, physiologique et hormonal. La femme n'est pas égale, ni inégale d'ailleurs de l'homme, mais simplement différente. En suivant cette voie du nivellement des deux sexes, nous nous écartons de l'enseignement de Bacon : "On ne commande à la nature qu'en lui obéissant".

La femme est faite pour compléter son compagnon par son intuition, pour élever ses enfants, leur donner en permanence le soutien affectif et moral qui leur évitera de devenir caractériels, délinquants, drogués. Elle est comme l'artiste, l'âme, de cette qualité de vie après laquelle nous courons tous désespérément. Et "l'âme", est-ce un rôle négligeable quand on forme aujourd'hui des "animateurs" à tout propos ? Des temps de "l'amour courtois", nous en sommes venus au point où la femme, non contente de rappeler ses droits de personne humaine, que d'ailleurs nul ne lui dénie, repousse comme atteinte à sa dignité les marques de galanterie, voire de simple courtoisie qui ont toujours fleuri chez tous les peuples civilisés et chez pas mal de barbares. Unisexe, vous disions-nous, alors que toute la Création est l'opposition des contraires : le jour et la nuit, la vie et la mort, le bien et le mal... L'homogénéité est la marque des civilisations décadentes.

Tout est lié, et la déchéance de la femme est liée étroitement à la déchéance de l'homme. Ainsi frustré-t-on les jeunes gens de la génération actuelle de la conscience de leur rôle de "protection" vis-à-vis des femmes, rôle pourtant indiqué par la nature et communément répandu chez tous les animaux. Résultat : les vertus viriles d'abnégation, de sacrifice, de courage n'ont plus cours. Le froid égoïsme les remplace, ainsi que cela put être constaté lors des nombreux viols sur la voie publique.

Il n'existe aucune civilisation, hormis la nôtre, atteinte de démence précoce, qui n'ait pas reconnu que, l'homme et la femme sont totalement différents et complémentaires. Eternellement non pas égaux, mais divinement complémentaires. Depuis 10 000 et 100 000 ans. Il n'existe aucune civilisation qui ait déformé la femme au point de la rendre de plus en plus incapable d'accomplir sa finalité d'épouse et de mère, finalité que toute les religions, absolument toutes, avaient su magnifier. L'égalité des hommes et des femmes, tel est le discours qui soutient l'idéologie. Aussi faut-il tuer l'idéologie pour renaître à la vie.

Car si nous n'y prenons pas garde, cette idéologie est l'annonce d'un monde concentrationnaire où seule les "travailleurs" et les "travailleuses" auront le droit de vivre. Roland Dorgelès l'avait bien comprise, qui proclamait : "Pour réformer le monde, il ne suffit pas de tuer le capital. Il faut tuer l'amour". Et tuer l'amour, en supprimant les différences physiques, mentales et sociologiques, c'est précisément supprimer "l'égalité" entre un homme et une femme, car là où il n'y a pas amour il y a forcément domination.

"Il est évident, disait André Le Chapelain, et pour ma raison absolument clair que les hommes ne sont rien s'ils sont incapables de boire à la source du bien, s'ils ne sont pas mus par la femme". C'est que, de l'une à l'autre de ces femmes qui fondent la sensibilité de notre pays, court un fil blanc : l'amour. Amour protéiforme en ses apparences, mais uni en son fondement. Et quel langage autre que celui de l'amour peut le mieux maîtriser une femme ? En nos temps où la haine seule sait encore se faire entendre, nous mesurons toute l'outrecuidance de notre propos. Peu nous chaut. Nous disons et nous redisons que la femme, en son principe essentiel, est tout amour et que c'est un crime de la vouloir détourner de cette vérité-là.

- C'est cela aussi la qualité de la vie, car la famille comme la vie, cela ne se planifie pas... ou si peu. Le couple doit trouver son plein épanouissement dans l'enfant, "le bonheur est (en effet) un risque et non une rente". Si cette conception est bien comprise, tombera alors d'elle-même l'idée d'un "droit au bonheur" comme ne saurait se propager indéfiniment la notion d'un "amour universel". Ce salut que la religion a la charité de vouloir offrir dans l'arrière monde à tous les appelés, sans ignorer qu'il y aura peu d'élus - ceux qui, par la connaissance d'abord auront pu se créer une âme, au sens antique du terme -, ce salut que la révolution a la naïveté de croire pouvoir octroyer à la totalité des êtres de cette terre, mais plus tard, l'amour la procurera, ici et maintenant, à quelques-uns et à ceux-là seulement.

- Parfaitement indifférent au bien-être des masses, l'amour est soit anarchiste, soit aristocratique - et parfois les deux en même temps. Nécessairement individuel et personnel, il se rit des valeurs collectives de charité ou de justice. Au Temps des Poisons, "Aimez-vous les uns et les autres", fut une formule relativement facile, car passive ; autrement difficile, car elle implique tout un engagement, sera la formule de la nouvelle religion de l'Ere du Verseau : "faites en sorte de faire aimer votre Amour par les autres".

Avec Eros et par lui, il y eut toujours en Occident des hommes libres, dont la liberté participait du privilège et de la grâce arbitraire des dieux ; devant lui, il n'y eut, il n'y aura jamais de frères ni d'égaux. Comme l'écrivait Jacques Deval, "l'homme est fait pour vivre, la femme pour être vécue" ; c'est là le secret des grandes amours et des petites". Le salut de ce monde et notre bonheur futur se trouvent dans les dimensions d'une nouvelle érotique vraiment libérée du judéochristianisme et de ses contrefaçons marxistes, à l'époque de l'eugénisme, de la génétique et de la nouvelle science de l'homme, donc de la femme. L'amour est plus important que la société. Mais il arrive aussi que l'amour se vive dans un mariage. Les historiens qui lisent les archives des pauvres en ont reçu quelquefois la preuve irréfutable. Et cette réussite-là est aussi à apporter au bénéfice de l'Occident.

*
* *
*

- Pour l'homme, Eve a l'immense avantage d'avoir été la tentatrice qui a causé les maux de l'humanité ; à elle d'endosser la responsabilité de sa chute et de ses malheurs. Avant le règne du monolithisme et de Jéhovah, Jupiter, autre Dieu patriarcal, a inventé Pandore responsable également de la chute de l'homme. Mais si toutes les femmes sont plus ou moins des "filles d'Eve", cela ne signifie pas qu'Eve est la première venue sur la terre. Avant elle, Dieu a créé Lilith. Son corps comme celui d'Adam avait été modelé avec de la terre. "Nous sommes égaux, disait-elle à Adam, puisque nous venons tous deux de la terre. "La-dessus, ils se disputèrent et Lilith qui était en colère prononça le nom de Dieu et s'enfuit pour commencer une carrière infernale. Dès la Genèse, l'égalité entre les sexes avait créé l'esprit de compétition. Pour remédier à cet inconvénient, Dieu plongea Adam dans le sommeil de l'extase, le temps d'extraire ce petit bout d'os qui allait lui permettre de façonner une femme à l'image de l'homme, une femme qui n'aurait pas ce regard scrutateur, lucide et silencieux de Lilith, ce regard intrusif qui le jugeait et qu'Adam ne pouvait supporter. Supplantée par Eve, Lilith se vengera en devenant l'instigatrice des amours illégitimes, celle qui d'après la tradition hébraïque doit être tenue éloignée du lit conjugal.

Comme l'a écrit très justement Esther Harding, "l'image de la femme démoniaque ne vient pas d'une expérience personnelle, mais d'une prévention universelle due à la nature même de l'anima de l'homme ou âme féminine - à son image intérieure du féminin". Or, jamais la femme n'a ressenti son principe féminin comme démoniaque. On peut se demander pourquoi la nature de l'homme lui a fait éprouver la féminité comme redoutable et destructrice.

En tant que fille de la terre elle était à la fois donneuse de vie et de mort puisque c'est à la terre que retournent les morts. C'est donc la peur de cet être tout-puissant qui a poussé les hommes à détrôner la déesse pour la remplacer par des dieux à leur image. Pour l'homme il fallait vaincre ou mourir, car le règne d'un Dieu est la seule promesse d'immortalité. A la déesse terrifiante, l'homme a donc substitué une femme créée pour lui. En astrologie, la Lune est le symbole de la "femme Eve", à la fois épouse et mère, tandis que la Lune-Noire revêt trois autres aspects de la femme. C'est à la fois Lilith la démoniaque, source des dégradations sensuelles, Hécate la sorcière et la magicienne, la Licorne ou Vierge fécondée par l'Esprit Saint, celle qui transcende la sexualité. Le mythe de la licorne correspond au pouvoir de fascination de la pureté sur les coeurs, même les plus corrompus.

Si Eve est la femme légitime soumise à l'homme, la femme Lune-Noire, qu'elle s'appelle Lilith, Hécate, Diane ou Licorne est célibataire. Or dans la Tradition, la Vierge n'est pas "la Virgo intacta" du Nouveau Testament, mais bel et bien la célibataire, celle qui assume ses besoins, ses désirs et aussi sa maternité. Déméter, la déesse de l'agriculture et des moissons, est l'exemplaire Vierge-Mère de Perséphone-Proserpine. Si Lilith ne veut pas avoir d'enfants ou si elle ne parvient pas à conduire ses grossesses à leur terme, d'autres déesses à la fois célibataires et maternelles pourront concevoir librement en dehors du mariage. Ces Vierges-Célibataires se serviront de l'homme à fin de procréation, pour le rejeter une fois obtenu ce qu'elles en attendaient.

Bien sûr, dans son aspect démoniaque, Lilith représente la femme abyssale et tellurique, la suceuse qui vampirise l'homme pour qu'il s'engloutisse en elle, la mante religieuse qui le dévore pour l'anéantir. Dans sa "boulimie sexuelle", Lilith exerce son sadisme sur les âmes qui s'offrent en pâture et elle s'amuse à les détruire pour le seul plaisir d'expérimenter son pouvoir. Elle peut aussi se manifester sous l'aspect de la femme frigide qui multiplie les expériences amoureuses, ou de la femme auto-érotique qui se refuse. Il existe, grâce au ciel, une authentique déesse de l'amour et du plaisir, qui aime les hommes et apprécie leur virilité ; elle s'appelle Vénus-Aphrodite. Se souciant avant tout d'aimer, d'être aimée et de jouir, Aphrodite ne correspond ni à Eve, ni à Déméter ; elle serait plutôt une Lilith narcissique préoccupée de l'épanouissement de son corps et de sa beauté. Cette "Reine du plaisir" n'est pas vampirisante, elle se contente de s'offrir à qui lui plaît en amoureuse dionysiaque.

Après avoir détrôné les déesses lunaires, le dieu monolithique Jéhovah, sans doute à court d'imagination a choisi pour donner à Moïse les tables de la loi nouvelle, le Mont-Sinaï qui signifie Mont-de-la-Lune et qui était le haut lieu du culte de la déesse Lune. Mais la vénération pour la déesse mère était tenace et lorsque le fils prit à son tour la place du père pour instaurer la religion nouvelle, la déesse sous le nom de la Vierge Marie retrouva son piédestal. Le principe féminin d'abord personnifié dans la Magna-Mater se mue en Mater Ecclesia, à la fois l'épouse et le corps du Christ. Il a fallu plusieurs siècles pour assister au retour triomphal de la madone. Avec le Concile de Trente, le mariage devint un sacrement et le 8 décembre 1854 était instaurée la Doctrine de l'Immaculée Conception. En 1950 c'est Pie IX qui instituait le Dogme de l'Assomption. La déesse demeure ce qu'elle a été de tous temps, la créatrice de l'univers, l'énergie qui révèle le dieu inconnu. Mais en Marie, c'est la femme Eve qui est réhabilitée, celle qui a conquis au ciel sa place à côté du fils, mais en tant que mère, pas en tant que déesse.

- Restent les femmes castatrices, à la fois sorcières, magiciennes et vampires qui attirent l'homme et lui donnent le vertige comme le gouffre au fond du précipice. Pourtant, elles ne sont pas toutes des démons femelles, car il y a en elles des possibilités de transcendance. Dans chaque Lilith sommeille la Licorne assoiffée de pureté et d'absolu. Lorsqu'elle s'éveille, la femme peut devenir l'initiatrice de l'homme, celle par laquelle il peut accéder au divin. La femme est la magicienne qui connaît les secrets de la vie et de son dépassement. Lilith est l'anti-

Eve, et elle a sur la seconde femme d'Adam la supériorité de faire naître l'homme à la conscience. Elle peut le mettre au monde par sa force, son exigence et son intérêt. Mais elle doit l'avoir symboliquement tué. Sa supériorité sur Eve consiste à sacrifier son fils en se sacrifiant. Ce mythe de la castration, qu'on retrouve dans tous les pays, montre la femme ayant atteint un stade supérieur lui permettant d'être à la fois femme et mère, Lune et Terre et de se libérer de son affectivité envers le fils (l'homme) pour qu'il devienne adulte.

L'homme devra comprendre que le chemin de l'immortalité passe par la femme qui détient les mystères et connaît les secrets de la vie et de la mort. Mais en attendant qu'hommes et femmes atteignent à ce degré d'évolution, la compétition entre les sexes est encore bien vivace.

Eve et Lilith, que de femmes diverses il a fallu pour donner naissance à cet "Eternel Féminin". Que de déesses un homme peut-il découvrir en une seule femme ! S'il aime les épouses et mères, les courtisanes compatissantes, avides de plaisirs, les démons femelles, les initiatrices assoiffées d'absolu, qu'il ouvre grand ses yeux, ses sens, son cœur et son esprit, la famille, le plaisir, la damnation ou l'amour divin lui seront données de surcroît.

- Parmi les conquêtes dont la femme s'enorgueillit à notre siècle, il en est donc une, que le Féminisme a trop ignoré : la Connaissance et la conquête de l'Eternel Féminin, comme l'appelle Goethe, et que Montherlant pouvait définir ainsi : "La femme est faite pour un homme (alors que) l'homme est fait pour la vie et notamment pour toutes les femmes. La femme est faite pour être arrivée et rivée, l'homme est fait pour entreprendre et se détacher. "C'est pourquoi, il n'existe qu'une solution à cette mauvaise querelle qui veut opérer l'extravagant et extraordinaire enjuponnement de l'Occident, et c'est l'amour. Car si nous persévérons dans le malentendu qui consiste à confondre un féminisme personnalisant dont il faut encourager le développement, et un féminisme égalitaire, identitaire, équivalent à une radicale régression, il se pourrait que, comme il est écrit, dans l'Apocalypse : "les sexes s'en iront chacun de son côté". Quelle terrible vision ! Dès lors, à une époque où tout conspire à dégoûter l'homme de lui-même, à le faire douter de ses vertus, à le détourner de sa grandeur, devons-nous nous attacher au contraire à chanter ce qu'il y a de plus noble et de plus digne dans l'homme : cet espace imaginaire où, allant à la rencontre de la femme, il rencontre du même coup son image la plus vraie, la plus précieuse, la plus nécessaire. Loin des rengaines les plus vulgaires, l'homme est désormais tel qu'en lui-même l'amour le change. Mais, et Alain l'a fort bien fait observer, "il y a toujours à craindre pour un ménage trop isolé et qui se nourrit d'amour seulement. Ce sont des barques trop légères, trop mobiles au flot, sans lest... C'est l'institution qui sauve le sentiment". Cela, ne l'oublions pas non plus au risque de paraître d'esprit trop rétrograde.

*
* *
*

b) - LE MASSACRE DES INNOCENTS PAR LES SYBARITES DE LA CHAIR -

- Nos sociétés occidentales descendent par degrés dans des abîmes où aucune société païenne ne les a précédées. La Rome impériale, les Tupinamba du Brésil, les Assyriens, Sodome et Gomorrhe ont été indiciblement cruels, immoraux et meurtriers, mais ils n'ont pas connu cette froideur scientifique, sous couleur de liberté démocratique, qui légalise actuellement les pires aberrations, aberrations qui dévastent nos sociétés et leur préparent une fin ignominieuse. Ces effets funestes sont tous nés d'une même illusion l'illusion, qui a égaré tant de nos dirigeants et depuis mai 1968 les aveugle, celle de la malléabilité du social. Les bonnes intentions (éclairées) garantiraient de bons résultats. Mais les individus ne sont pas de simples pions, ils réagissent aux changements de situation et l'interaction entre la décision politique et les réactions imprévues des in-

téressés se révèle perverse. Il y a davantage encore. Les changements de comportement introduits par ces décisions publiques ne sont pas moralement neutres. Notre Etat touche-à-tout et redistributif est un agent efficace de corruption des mœurs, et réciproquement, les mœurs privées déteignent sur les mœurs politiques.

Sont dépassées les tabous de la morale ! franchies les limites que nul homme n'a le droit d'enfreindre, celles que détermine le respect dû à l'intégrité de l'organisme humain et de ses fonctions ! Les mœurs seules doivent maintenant dicter la loi, et ce sont des mœurs autoritaires, et volontiers capricieuses, qui la maintiennent dans un état de dépendance voisin de la servitude. C'est le temps de la république idéale décrit par le Marquis de Sade, celui où chaque citoyen posséderait le droit d'entrer en commerce sexuel avec n'importe qui, jeune fille ou garçon, enfant, bébé, où, quand et comme il veut. Au "délivrez-nous du mâle" du "Mouvement de Libération de la Femme" a correspondu nécessairement et presque aussitôt un "délivrez-nous de la femelle et vivons entre nous" de l'inverti. On copule, on avorte, et on se prostitue sans remorde dans toutes les couches de la société. La liberté sexuelle permet de passer sans transition du premier regard aux derniers baisers. Bref, l'amour, amputé de ses profondeurs humaines, est devenu un vulgaire objet de consommation dont on use ou qu'on rejette au gré des lois du marché. Quand tout est permis, rien n'a plus beaucoup d'attrait.

- Il est bien difficile de parler de ces affaires en gardant le chemin qui paraît le meilleur, chemin étroit entre l'ironie ordurière ou la tranquille installation dans l'ordure aussi. La vie privée, l'intimité, les amours, sont bien souvent malmenées aujourd'hui, mais si la pudeur bâillonne, on n'entendra bientôt plus que les voix mauvaises. Qu'il s'agisse, en effet, "d'éducation sexuelle", de tolérance pour les homosexuels, de pilule ou d'avortements, on commence par critiquer ce que la loi morale peut avoir d'exigeant et par demander des exceptions, puis celles-ci sont admises comme "un droit", bientôt l'exception devient la règle et la contre-morale remplace la "morale judéo-chrétienne", qui ne tarde guère à être proscrite à son tour, car le laxisme au nom duquel il faudrait en finir avec tous les tabous, et laisser chacun libre d'agir selon ses seules impulsions et quel que soit son âge, est finalement bien plus tyrannique que la loi naturelle et les commandements de Dieu. Nous ne voulons même pas parler des dégâts effrayants causés aujourd'hui à toutes les valeurs morales qui font la force et la santé d'une nation. Mais seulement du mal irrémédiable qu'ils font subir à la jeunesse en proie à l'impatience d'un bonheur immédiat : celui qui fait le couple à l'heure du désir, mais le défait aussi à l'heure de la déception.

Depuis l'exhibition pornographique jusqu'aux facilités accordées au divorce et à l'avortement, en passant par la "compréhension" bienveillante à l'égard des marginaux de toute espèce, tout concourt à la libération des corps et des consciences, à commencer par la révolution contraceptive qui a dissocié sexualité et procréation et permis le contrôle de la fécondité. L'usage abusif qui est fait de nos dernières pour la propagande malthusienne en faveur de la contraception, la propagande qui s'exerce auprès des fillettes les plus jeunes et à l'insu des familles auraient été considérées en d'autres temps comme une véritable incitation des mineurs à la débauche. Mais à présent, le sexe est la préoccupation numéro un, sous le prétexte habituel de liberté, d'autodisposition de son propre corps, de rendre les enfants des êtres sexués "responsables", ou autres balivernes que débitent les marmo-freudiens. L'éducation sentimentale des jeunes filles a été remplacée par les mythes, si largement répandus, du droit à l'amour physique, au plaisir, à l'épanouissement, par les promesses puériles d'un paradis sexuel au ras du sol. En voulant marquer d'emblée la distinction entre sexualité et génitalité, on oublie tout simplement de montrer que tout comportement sexuel affecte la personne, son histoire et même son environnement comme il est affecté par eux. Si la réalité génitale doit harmonieusement s'intégrer dans l'éducation sexuelle, celle-ci ne saurait donc se réduire à un enseignement sur le sexe. C'est pourtant le bas-ventre seul qui s'installe sur la place publique avec ses multiples inventions !

Mais sommes-nous plus libres pour cela ? Il est éclairant de constater que ces fameuses libérations dont la plupart sont néfastes à la santé de l'individu et des sociétés, s'accompagnent d'un étouffement progressif des vraies libertés et des vraies responsabilités - celles sculptant la personne humaine et assurant l'harmonie de la Cité (telle la natalité inscrite dans la ligne de ces impératifs biologiques et sociaux, l'enfant désiré ou simplement accepté faisant partie de ces grandes continuités humaines qui dépassent l'individu). En d'autres termes, l'Etat moderne, si permissif devant les facteurs de dissolution, se montre étrangement répressif dans son attitude envers les éléments qui constituent les forces vives de la Nation. Peut-on par exemple parler de liberté économique, condition de toutes les autres libertés quand une fiscalité spoliatrice dévore le plus clair du revenu des travailleurs ? Autre exemple : la loi sur l'avortement confère le droit de tuer l'enfant dans le sein de sa mère et ce meurtre sera même remboursé, mais en contrepartie le glissement vers l'école unique nous enlèvera bientôt les moyens de confier à l'école de notre choix l'enfant que nous aurons laissé naître. Apparemment liberticide, nous vivons en réalité dans une société d'hyper-répression et d'exploitation forcée, et l'idée que l'enfant puisse rester sous la garde de ses parents au lieu d'appartenir aux amateurs d'impubères est assimilable à un principe réactionnaire, et le père de famille à "un propriétaire et à un flic". Tout sera donc fait pour réduire les interventions des familles afin de ne pas traumatiser l'enfant et son "moi". Telle était aussi la logique de Sodome que d'évoluer en direction du sexe mélangé avec les atrocités sanguinaires, où Caligula cède au marquis de Sade.

- En deux mots, toutes les licences fleurissent aux dépens de toutes les libertés. A commencer par la licence de tuer contre la liberté de vivre ! L'aspirateur Karman ou la cuvette meurtrière ne détruisent-ils pas chaque jour et légalement cette fois derrière le sigle de l'I.V.G., plus d'un enfant à naître ? Il est connu, il est certain, que le fœtus, mot bien vilain pour désigner le tout-petit de l'homme, existe depuis l'œuf. Tout est dans l'œuf, du message génétique qui définit la personne. Vous pouvez sans doute prétendre que vous ne le voyez pas en regardant un œuf ou un fœtus assez jeune. Mais l'homme est là. Etudié dans son milieu, l'utérus, le fœtus est bel et bien un être humain avec toutes ses caractéristiques, ses qualités, ses défauts, sa personnalité. La génétique, confirmée par la biologie monétaire, en a donné de multiples preuves. De la fécondation jusqu'à la mort, l'homme a la même individualité, car son code génétique est le même, non soumis à des variations. Prétendre que l'homme n'est homme qu'après sa sortie de l'utérus ou, comme voudrait l'admettre la loi française, au bout de trois mois de vie intra-utérine, est une contre-vérité doublée d'une sinistre hypocrisie. L'enfant, qu'il soit dans l'utérus ou hors de l'utérus est une créature humaine qui, à l'égal de son père et de sa mère, a le droit imprescriptible de vivre.

Lui ôter la vie est donc un meurtre. Et dans le cas de l'avortement, ce meurtre est évidemment volontaire, prémédité, et la victime est totalement innocente, complètement sans défense, et a en outre le lien de parenté le plus étroit avec la demanderesse du meurtre. Le mot meurtre va choquer. C'est que cette société n'est pas choquée par ce qu'elle fait mais par les mots véridiques qui le désignent.

L'acte dénommé pudiquement IVC constitue donc un assassinat légal en contradiction formelle avec les intentions des législateurs qui, depuis la "Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen" de 1789, ont, dans toutes leurs constitutions, reconnu comme imprescriptible le Droit à la Vie, premier de tous les droits. Comment un gouvernement qui abolit la peine de mort pour des criminels dangereux qui menacent la société tout entière, peut-il prendre position en faveur d'un massacre systématique de centaines de milliers de bébés innocents au lieu de leur accorder tous les droits d'un citoyen quelconque de nos sociétés occidentales ? Car enfin, dès lors que la vie existe bel et bien dès la conception - ce qu'aucun médecin ou biologiste ne se risquerait à nier - dès lors que l'on admet la suppression de cet être vivant, en tant qu'embryon au bout de deux, trois ou six mois de vie (selon la législation des divers Etats), pourquoi ne l'admettrait-on pas au bout de neuf mois, au moment de la naissance ? La science montre que ce que nous appelons la naissance n'est après tout

qu'un passage sans signification essentielle qui peut être avancé ou retardé au gré du médecin ! La femme est maîtresse de son corps, a-t-on dit. Et le bébé foetus, ne le serait-il pas du sien ? Quand on veut l'assassiner, il serait du devoir de la Justice de protéger le plus faible, celui bien incapable de donner son avis.

- Après avoir pris Carthage, les Romains furent horrifiés quand ils virent les urnes funéraires des enfants sacrifiés. Pourtant le Romain ne passe pas pour un tendre. D'où notre étonnement à ce que des hommes, parfois d'une intelligence remarquable et même d'une haute moralité, ne comprennent pas à quel degré la boue monte d'une façon systématique, alors que la copulation et le meurtre gratuit s'installent dans les rues, dans l'équivalent moderne des cirques romains. Avortement - (allant jusqu'à l'expérimentation sur foetus humain. Un foetus, pourquoi se gêner ? pourquoi, surtout, se priver, docteur, d'être le héros d'une grande première, le médecin qui recule les frontières de la science aux dépens d'une petite vie innocente ?) - eugénisme, euthanasie (si l'on ne veut pas, en effet, que l'avortement rende bientôt la charge des vieillards insupportable, tuons-les aussi, n'est-ce pas ?) : sommes-nous tous devenus des hypocrites ?

- Jusqu'ici la loi ne faisait guère qu'entériner un état de fait, aujourd'hui la loi crée le fait, en la circonstance la licence des mœurs, le plus petit nombre s'impose au plus grand. "Zet recommandé ce qui est autorisé par l'Etat", déduit la multitude ; "tout est libre et tout est à encourager", surenchérissement des Pouvoirs Publics qui confondent le libéralisme "avancé" avec la décomposition due à la libération des instincts. Mais quand il s'agit de gagner des suffrages par tous les moyens, n'est-il pas inévitable de faire la guerre à l'intelligence ?

Le lavage des cerveaux est d'ailleurs bien au point et la puissance de l'incantation domine cette nouvelle facette de la civilisation technologique. Matraqué par une information simpliste, et, quoique l'on prétende, manichéenne et mensongère, tout un peuple est en jachère et croit n'importe quoi. On lui dit que la voiture c'est la liberté, et il le croit. On lui dit que le béton fera désormais des décors historiques, et il le croit. L'actrice du film "Exhibition" affirme qu'elle ne pratique aucune prostitution, et il le croit. Mme Françoise Giroud trouve "qu'"Histoire d'O" est chaste", et il le croit. C'est sur ce dernier modèle de la libération de la femme que sont priées de s'aligner les braves ménagères et les oies blanches anxieuses d'enchaîner leurs seigneurs et maîtres. Quand on ne sait plus qu'un chat est un chat, on est prêt à vendre sa liberté pour une bonne dictature tout en étant persuadé de faire une bonne affaire. C'est ainsi qu'on cède à la fatalité de la dérive.

Mais combien est extraordinaire le nombre de gens - dans la classe mandarinale - qui s'acharnent à faire le bonheur de l'humanité en la détruisant dans ses fondements, et sans que les masses ne leur aient rien demandé ? Ou faut-il nous étonner davantage de la chiennerie de ces jeunes clochards de luxe adonnés à un fouririsme dégénéré qui nous est présentée sous un titre sympathique : "La famille, une rue pour vivre ensemble" ? N'ayons pas de ces naïvetés ; sous l'alibi des grands mots, il s'agit de faire table rase de toute structure en place pour que les dirigeants du Gouvernement Mondial se trouvent devant une "toile vierge" sur laquelle ils puissent tracer le dessin de "la nouvelle société idéale". Si l'on veut aujourd'hui tellement guérir la femme d'être une femme, c'est précisément parce que l'œuvre de vie qu'elle accomplit a essentiellement valeur individuelle, ce que ne peut admettre l'élite dirigeante, coupée de la nation, renfermée dans ses salons, où elle pratique le plus pernicieux des dandysmes politiques, et qui, elle, veut avant tout façonner une collectivité. C'est ensuite parce que la femme incarne un vaste secteur de la vie que la politique ne touche pas jusqu'ici. Tout le plan de l'humain qui se place sous le signe de la femme n'est pas, en effet, marxisable. Voilà ce qui est insupportable pour une gauche enrégimentée et planificatrice qui veut utiliser la femme comme une manne électorale.

- La lâcheté de tout le petit monde politi-

que, de toute l'intelligentsia, qui pleurent sur les bûches phoques et organisent le massacre de petits d'homme, laisse loin derrière elle celle des hitlériens. Leur morale est comme certains avions : à géométrie variable. La plupart des Allemands ignoraient les camps de la mort, mais nos avortoirs sont à nos portes, dans notre quartier. Dans quel Nuremberg cela finira-t-il ? Moderne incarnation de Créon, nos dirigeants actuels nous imposent des lois, leurs lois, qui sont à leur image : viles et basses. Il nous appartient d'être les iconoclastes d'un code de lois injustes, d'être les anarchistes de ce système pervers, d'en briser les idoles misérables ; il nous appartient de suivre l'exemple d'Antigone, "Vierge mère de l'Ordre", et, bravant le Créon tentaculaire et molocho, de ne respecter que ce qui doit l'être et rejeter ce qui doit l'être. Sinon soyons sans illusion. La licence dans la liberté n'a qu'un temps, et "celui qui creuse une tombe y tombera" (L'Ecclesiaste), un peu à la manière d'Achaz et Manassé, rois de Juda qui, lorsqu'ils "faisaient passer leurs fils par le feu", appelaient sur Jérusalem l'armée chaldéenne, c'est-à-dire l'incendie, le viol, le massacre ou l'exil. Il est urgent que nous cessions de creuser notre fosse.



c) - "LES HOMONCULES" A LA RECHERCHE DU PARADIS PERDU -

- Le XVIème siècle fit l'humaniste, le XVIIème siècle l'honnête homme. Le XVIIIème siècle l'homme d'esprit. Le XIXème le romantique, esthète et chevelu.. Le XXème siècle sacrifie l'homme-masse, selon l'heureuse expression de Ortega Y Gasset, A qui la faute ? A la technique, à l'audio-visuel, aux médias qui banalisent l'homme, à la socialisation qui le normalise et le tronque dans un conformisme collectif. Le pouvoir moderne, quelle que soit sa forme politique y trouve son compte, mais l'Homme ? On peut craindre que cette banalisation, cette socialisation et la contrainte émasculante qu'est l'intégration sociale de l'individu dans les normes collectives d'une société moderne, gênent "l'individualisation", processus inéluctable de la maturation.

La maturation s'exerce sur trois plans. Physiquement c'est la puberté. Intellectuellement, c'est une disposition précoce liée à l'hérédité et au milieu. "A partir de 14 ans on devient plus savant, on ne devient pas plus intelligent". Mais c'est le domaine affectif qu'est la grande affaire de la maturation, celle qui fait la différence entre l'adolescence et l'âge adulte. C'est un cheminement intérieur long et difficile, une délicate et merveilleuse exigence de la nature, une évolution intime et douloureuse, un passage souterrain de l'Avoir à l'Etre, une libération qui conduit de la dépendance à l'autonomie, une ascension qui élève l'homme de l'Instinct à l'Esprit, une loi générale de la Vie à travers le fruit qui mûrit et qui exige un arbre pour le porter, une lumière, un climat pour l'accomplir. Et beaucoup de temps.

Cet arbre, c'est la famille, le climat c'est la société. Hérédité et ambiance (familiale et sociale), sont la concavité et la convexité d'une même courbe. L'hérédité pèse sur le devenir corporel et intellectuel, le milieu sur l'élément affectif, c'est dire l'importance de l'éducation, de l'environnement familial et social dans la maturation personnelle. La maturité nécessite pour s'accomplir, affection, autorités, enseignement, et exemple.

L'affection est d'évidence. La mère est jusqu'à 5 ou 6 ans le point d'appui fondamental du tout petit. Présente et aimante, elle est pour son développement un bien imprescriptible. A l'image de la mère, succèdera celle du père, auquel il s'identifiera si ce modèle est suffisant avant de le rejeter pour être enfin adulte et autonome. La mère, le père, l'enfant : triangulation exigée pour le développement personnel de l'enfant.

Si l'affection est d'évidence, l'autorité aujourd'hui l'est moins. Mais

les parents doivent savoir, que le caractère comme les muscles se fortifie à l'épreuve des résistances et si l'autoritarisme castrateur est condamnable tout autant d'ailleurs que l'hyperprotection abusive et possessive d'une mère infantile, la licence, le laisser-faire, la démission, la permissivité excessive conduisent pareillement l'enfant à une immaturité émotivo-affective. Loin de l'arbitraire, l'autorité doit être intense dans les premières années et s'atténuer dès que l'enfant grandit, permettant ainsi, et le facilitant, un passage progressif de l'autorité parentale à l'autonomie individuelle et à la réalisation de la personnalité propre.

Tout cela n'est rien sans l'exemple. L'enseignement n'a de valeur qu'à travers le pratique et le vécu.

- Que sont devenues aujourd'hui les conditions de ce cheminement qui conduit de l'enfance à l'âge adulte ?

Très curieusement, la plage qui couvre l'adolescence s'élargit dans les sociétés modernes, la maturité sexuelle y est plus précoce et la maturité sociale plus tardive. La pilule et les mœurs aidant, on fait l'amour plus tôt. Ce qui n'est pas un critère de maturité affective. Pas plus d'ailleurs que l'abaissement de l'âge du mariage, car le mariage socialement parlant n'est pas ce qu'il était il y a 50 ans : un engagement pour la vie. Le drame conjugal des jeunes couples actuellement est cliniquement un drame de l'immaturité. On poursuit dans le mariage une adolescence à deux. Le médecin voit tous les jours naître les conflits de ces couples d'adolescents parce que le garçon déserte le foyer pour retrouver ses copains et que la fille refuse la maternité par préoccupation matérialiste et instabilité infantile entretenue par la pilule et l'avortement, facteurs d'irresponsabilité. La maturité affective semble retardée aujourd'hui, contrairement à l'illusion que donne l'aspect de petits savants aux jeunes d'aujourd'hui.

Or, la famille moderne éclatée, écartelée est une des toutes premières causes de ces fixations immatures. Les mères travaillent, les exigences de leur vie professionnelle éloignent très longtemps les pères et la rupture de la triangulation affective nécessaire à la structuration de la personnalité, laisse inachevé le petit homme. On n'élève pas des enfants "in vitro" mais "in vivo". Les mères le savent bien qui paient de culpabilité, de dépressions nerveuses, le transport chez la nourrice dans le tube froide de l'hiver, de l'enfant qu'elles ne peuvent garder, quand l'usine ou le bureau les réclament. Si au moins la famille se retrouvait chaleureuse, harmonieuse, unie quand le soir la ramène au foyer. Mais non, car la télévision rejette dans l'ombre de sa lumière bleue ces étrangers qui vivent sous le même toit.

Quant à l'exemple, il est celui permanent d'une revendication matérielle, d'une soif inépuisable et épuisante de consommation, d'une confusion tragique entre confort et bonheur, tragique parce que insoluble : le confort c'est "du dehors", le bonheur c'est "du dedans". C'est l'impasse et l'insatisfaction.

L'abdication des parents pousse les enfants vers l'extérieur, dans ces grandes cités modernes surnommées "poubelles à peuple". A force d'exalter les petits hommes, d'en faire des petits princes, à force de les aimer sans les élever, au lieu de les élever en les chérissant, voici que ceux-ci, situés à l'intérieur d'un groupe non hiérarchisé, deviennent des numéros comme les autres. Leur réaction, on la constate chaque jour : l'absence d'autorité, de défense, d'interdit donne à ces jeunes le désir de susciter l'obstacle, et le manque de réaction de leurs aînés, bien loin de les calmer, accroît leur agressivité et fait d'eux un troupeau à la fois excédé et passif. Il leur manque l'essentiel ; le sens de la lutte, l'ivresse de la victoire, le courage de vouloir. Nous leur avons joué le plus mauvais tour qui soit ! Celui de les libérer d'eux-mêmes sans qu'ils aient à conquérir cette indépendance qu'on leur a tendue comme un cadeau empoisonné au terme d'une enfance sans ferveur.

Où l'adolescent peut-il trouver aujourd'hui la sécurité et la responsabi-

lité bienveillante qu'exige sa maturation ? Il la recherche désespérément, comme substitut de la famille dans la bande, dans le groupe ou le parti politique généralement extrémiste. A moins qu'encore plus désespérément, il ne fuit dans la drogue, les de ne pouvoir assumer le rôle qu'on lui assigne.

On comprend l'anxiété des jeunes et leur refus immature en abordant une société incertaine où le conservatisme disparaît, ce qui est bien, mais où la tradition est conspuée ce qui est grave. Le trop de liberté a bien l'air de ne pouvoir aboutir à rien d'autre qu'à trop de servitude. Le public de jeunes, privé de ses droits essentiels, tels le droit d'obéir et le droit de prendre conscience de ses déficiences et de ses ridicules, pousse en effet le conformisme hébété plus loin que ses devanciers. Témoin cette mode "disco" fabriquée à son image par des promoteurs, producteurs et hommes d'affaires, dont les caisses se remplissent de millions, et appliquée à une musique répétitive, monotone, sans imagination ni originalité. Témoin aussi cette pseudo-culture diffusée par la télévision ou l'uniformité de la vêtue. La mode "uni-sexe", refus de choisir et d'assumer les responsabilités en prolongeant une indétermination, est un moyen d'échapper aux responsabilités sociales du sexe. Curieux paradoxe d'une époque où, pour la première fois, toute une génération d'éternels adolescents semble se conformer docilement au même modèle stéréotypé, de contestataires en grande série, pour le vêtement, pour le vocabulaire et pour l'allure. Le blue-jean traduit en réalité la nostalgie de l'uniforme d'antan et de l'anonymat qu'il assurait. Les jeunes, ne serait-ce que symboliquement, veulent se réfugier dans la sécurité du déjà vécu, et la mode de notre temps, a fortiori quand elle est rétro, témoigne pour l'ennui, l'inquiétude, la nostalgie éprouvée par notre jeunesse devant le monde qu'elle va recevoir en héritage. On assiste à une régression immature de l'adulte vers un socialisme maternant, mythe foetal du paradis perdu. Que les hommes et les femmes de 1990 -dont les ébauches encore rudimentaires intellectuellement, moralement, physiquement, formaient la jeunesse de la fin de la dernière décennie, n'aient aucune chance de receler au moins quelques exemplaires de cette future élite, à laquelle se rattachent uniquement les esprits libres, c'est ce qu'on peut craindre, au spectacle de cette sous-humanité en blue-jean, qu'on sent prête, si le vent tourne, à changer aussitôt d'accoutrement et de dispositions, de se costumer en gardiens de goulags, en épurateurs de Khmeiny, en bergers d'Arcadie ou en plombiers-singueurs, avec un ensemble qui en dit long sur leur manque de personnalité.

*
* *
*

- Autre chose. La société technologique exige un enseignement de masse et l'égalitarisme social mal compris prolonge uniformément la scolarité jusqu'à un âge avancé contribuant ainsi à faire de l'adolescent, un enfant guidé, encadré, assisté, à un âge où autrefois il s'exerçait aux responsabilités sociales et professionnelles. De telle sorte que l'adolescence si elle commence plus tôt sur le plan physique et sexuel, finit en réalité plus tard qu'il y a 30 ou 40 ans. Aussi l'adolescence n'est plus une étape, c'est un état, une création du monde moderne. Autrefois, transition et passage de l'enfance à l'état adulte elle est aujourd'hui une véritable classe sociale avec ses structures et ses revendications, ses distorsions entre maturité sexuelle et intellectuelle précoce et immaturité affective tardive. Elle commençait autrefois à 15 ans pour se terminer à 20. Cinq classes d'âge. Aujourd'hui, elle commence à 13 ans pour finir à 23 ans. Dix classes d'âge. On était autrefois majeur à 21 ans, réellement. On l'est aujourd'hui à 18 ans, irréllement.

On mesure les conséquences politiques de cette majorité à 18 ans. Immature, le jeune se désintéresse de la vie politique qu'il prétend dérisoire, écoeurante. S'il vote, il exprime l'extrémisme de la jeunesse ou la nostalgie de la sécurité primaire par une référence à l'archétype du père protecteur (rencontré plutôt à droite) ou de la mère sécurisante (plutôt à gauche) ou encore la pureté, le bonheur du paradis perdu de l'enfance, dans l'écologie et le retour à la Mère-Nature.

Paradoxe de cette majorité civique abaissée à 18 ans dans un contexte familial, et social, immaturant.

L'Histoire donne aux héros de notre enfance des statures de géants. Et pourtant, Jeanne d'Arc avait 18 ans sur le bûcher, Bonaparte 16 ans au pont d'Arcole, Surcouf à 17 ans commandait une frégate, Turenne était soldat à 15 ans, Condé remportait la victoire de Rocroy à 22 ans, Pitt était premier ministre à 22 ans, dès l'âge de 8 ans Louis XIII avait quitté l'habillement de l'enfance pour prendre le manteau et l'épée. L'idée d'adolescence est alors ignorée. Que penser de la maturité des maréchaux de la Révolution et de l'Empire qui mouraient à 20 ans couverts de gloire ? 16-18 ans : l'âge où nos lycéens passent le brevet et le bac. Des exceptions ? Certes, mais à une époque où la dure loi du métier s'apprenait à 12 ou 13 ans et où les jeunes gagnaient leur vie et aidaient ainsi les frères et les sœurs à 14 ou 15 ans. Des responsabilités d'adulte auxquelles on était préparé et qui mûrissaient le caractère. Et dans sa sagesse, la législature ne conférait la maturité légale qu'à 21 ans.

L'exercice des responsabilités civiques plus précoces contribuerait-il à accélérer cette maturité sociale aujourd'hui si tardive ? C'est un point de vue. Il est cruel et dangereux de retirer aux jeunes l'appui bienveillant des adultes et de les jeter brutalement à 18 ans dans ce monde imprévisible et difficile qu'est le nôtre aujourd'hui, sous peine d'aggraver leur anxiété. "La condition de la jeunesse devient plus difficile à supporter que le retard de la maturité sociale sur la maturité physique ne cesse de s'accroître", reconnaissait Michel Philibert en 1968.

Car la véritable maturité signifie l'autonomie. Et l'autonomie existe-t-elle sans l'indépendance matérielle ?

*
* *
*

- Tel est le spectacle lamentable de la nuit qui s'abat sur notre civilisation après s'être abattue sur la Rome d'Honorius. La fin de l'Empire d'Occident fut tragique. La nôtre risque de tourner au ridicule. La corruption de la jeunesse n'est que la conséquence de la perversion, de la pourriture, de la décadence d'une société occidentale qui se décompose. Les vrais assassins, ou les pourvoyeurs du crime, ce sont tous ces décadents qui prônent la société sans foi et sans mœurs ; tous ces écrivains, philosophes, journalistes de l'érotisme, de l'absurde, du néant et du désespoir ; tous ces politiciens avancés dans la destruction des fondements mêmes de la civilisation occidental-chrétienne.

Ni le fanatisme, ni le dogmatisme féroce, et à l'inverse le laisser-aller indulgent, ni l'hystérie mystique ne sont spiritualité. Malheureusement, des humains naïfs et incultes au lieu de ne détruire que le fanatisme et le dogmatisme sclérosés, les ont confondus avec la religion authentique qu'il eût fallu restaurer dans sa plénitude. Aussi ce qui restait de valable, règles morales fondamentales, esprit synthétique, s'est dilué dans l'amoralisme et le spécialisme. Ce qui demeurait d'essentiel fut détruit avec la foi, qui seule fait jaillir cathédrales et temps et soulève les montagnes, et avec le mythe féminin qui seul définit l'Amour et le don de soi.

Cet abandon de la Grande Tradition qui vivait dans le Christianisme primitif ne pouvait pas ne pas glisser insensiblement vers la dégénérescence dominée par les logiciens débridés, les rêveurs à système, encadrés des scientifiques analytico-quantitatifs du matérialisme qui, d'ailleurs, découvrent que la matière n'est pas matérialiste et que les ondes émises par les corps astraux influencent nos organismes.

Mais pendant que l'Eglise s'effondrait de l'intérieur, dans la plupart des

pays occidentaux, la notion de patrie était, de son côté, systématiquement battue en brèche. L'enseignement rénové, en détériorant les cours d'Histoire, a accentué cette méconnaissance d'un passé qui explique le présent et montre l'impérieuse nécessité de rester vigilant face aux périls tant internes qu'externes. Dans la même foulée, la notion d'armée était complètement bafouée.

Après tout cela, faut-il donc s'étonner que les générations montantes soient en conflit évident avec les besoins d'une Europe menacée ? Ces nouvelles générations mettent en cause le progrès scientifique et technique. Or c'est la seule supériorité qui reste à l'Europe. Elles ne sont pas préparées moralement non plus aux tensions internationales où les nations gagnent ou perdent le droit à la vie. Elles n'entendent pas, actuellement, le langage du courage, mais celui du renoncement.

Chaque époque a les héros qu'elle mérite. Dans la nôtre, le sexe a supplanté le cœur. Et le gadget la baguette magique. Le romantisme est mort au profit de l'efficacité. L'homme de demain s'appellera peut-être James Bond, et sa femme Modesty Blaise. Nous osons l'avouer, nous préférons Roméo et Juliette.

"Dans mon enfance et ma jeunesse, écrivait il y a quelques années Pierre Gaxotte sous forme d'une lettre ouverte au célèbre Antoine, les choses de la vie étaient simples. On savait où était le bien et où était le mal, quel était le devoir et quelle était la faute, ce qui se faisait et ce qui ne se faisait pas. Je ne vous dis pas que ces règles de morale et de bienséance étaient la perfection. Du moins savait-on toujours où on allait. Depuis vingt-cinq ans, on a tout renversé, tout démolé, tout bouleversé...". Mais voulez-vous nous dire quelle morale et quelle discipline n'ont pas été bousculées ? La discipline nationale ? Une année on est un traître si l'on veut abandonner l'Algérie ; l'année suivante, on est factieux si l'on ne veut pas en faire cadeau au FLN. Une année, tel Maréchal est le sauveur de la patrie, le rempart de l'Empire. Quatre ans plus tard, c'est le complice de l'ennemi, l'agent de l'occupant, le fourrier de l'envahisseur. Une année, des officiers sont punis pour avoir obéi à leurs supérieurs, une autre, pour ne pas leur avoir désobéi. Une année, l'honneur consiste à dire aux Caldoches que jamais la France ne les abandonnera. Dans quelques mois, ce sera autre chose... Dans un tel contexte, les notions de patrie, d'obéissance, de solidarité nationale, de civisme, de discipline militaire, qui étaient fort claires et impérieuses dans l'esprit des hommes du début de ce siècle, ne peuvent plus être pour les jeunes que combinaisons changeantes et relativisme perpétuel.

Certes tout le monde n'a pas la mémoire courte. Comme l'exposait Henri Massis, au temps de "Grand-Papa", de façon si lucide et si pénétrante, on a pu assister avant 1914 à une poussée extraordinaire de la vie intérieure, à un réveil d'âme, à une élévation du point de vue à quoi un Péguy et un Peichari ont pris une très large part et d'où sont sorties les vertus qui ont fait "la France qui gagnait". En ce temps-là, le souci des maîtres n'était pas d'enfourner à leurs élèves des formules comme on introduit "l'information" dans une machine électronique, c'était d'abord de connaître le fond de chacun d'eux et de former au moule de l'honnête homme les jeunes garçons dont ils avaient la charge. Ces jeunes garçons sortaient de leurs mains pénétrées de la pensée que rien ne vaut dans une vie dépourvue de noblesse.

Avec cynisme, les maîtres de l'heure nous ont placé sous les yeux des actes inqualifiables en affirmant pour tenter de les justifier, qu'ils sont "dans le vent de l'histoire". Mais fût-ce au vent de l'histoire, il n'y a pas d'évolution de l'honneur, il n'y a pas d'évolution de l'honnêteté. Les vertus chrétiennes subsistent telles quelles dans leur essence depuis les anciens âges, auxquelles personne, avant le communisme matérialiste, n'avait osé toucher. Celles qui ont animé Bayard, Jeanne d'Arc et Saint Vincent de Paul ne changent point. Elles ne se laissent pas modifier. On ne peut ruser avec elles. Aujourd'hui comme hier, il est aisé de les reconnaître, ce sont celles par qui les hommes se dépassent eux-mêmes, dominent leurs faiblesses et atteignent à la grandeur.

- Silencieux, rongés, conformistes et passés les jeunes restent cependant disponibles pour un idéal, un absolu, sinon ils ne seraient plus jeunes. De quoi sera-t-il fait ? C'est là le danger, aussi longtemps que des dirigeants sans esprit de synthèse n'auront à offrir aux peuples que le mythe de la production indéfinie, qui porte en lui la guerre et toutes pollutions comme la nuée, l'orage, qui mènera demain des cohortes asservies, vêtues de blue-jeans, symbole de leur atonie mentale, vers une tyrannie totalitaire égalitaire qui en est la conséquence automatique.

Ce que nous devrions dire à la jeunesse ?... Ceci par exemple : faites la chasse au médiocre et aux pleutres. Soumettez-vous à la Loi du Meilleur parce qu'il y a toujours un meilleur. Crevez hardiment les poches pleines de pus. Que vous soyez "para" ou "blouson noir", ne vous laissez pas ressaisir par la société technocratique et par sa masse asexuée. Devenir et être un homme c'est avoir le goût du risque et l'élan de la vie. La force est l'une des vertus théologales et elle est exigée des chevaliers, elle a pour corollaire le courage, la sacrifice et la fidélité. Sans la culture, vous ne pouvez vous sauver de la haine. Un homme qui pense autrement peut être votre ami, votre frère, s'il est hanté par le même souci de penser avec droiture, avec noblesse. - A ce monde étrange et informe qui vous sera légué, apportez la flamme de l'idéal chevaleresque, et que votre idéal soit si possible issu d'une vision planétaire du monde. Enfin, quand vous aurez compris que vivre est un honneur et non une salissure, à ce prix-là seulement, vous vous ferez une nouvelle et belle vie. Et la Vie aimera que vous aurez appris à la vénérer en vous-même et dans toute la Création.

Un dernier mot encore, jeunes gens qui nous lisez :

Ce qui importe c'est moins la réussite ou l'échec que leur dépassement par la dignité de l'attitude, car c'est la vie intérieure qui doit finir par prendre le pas sur le monde extérieur.

A ce prix-là supplémentaire, vous connaîtrez le bonheur grâce à l'équilibre intérieur que vous vous serez construit. En effet, et ainsi que l'a écrit Maeterlinck : "Ce n'est pas le bonheur qui fait défaut, c'est la science du bonheur".

*
* *
*

d) - LES NOUVEAUX PROLETAIRES INTELLECTUELS SONT ARRIVÉS : -

"Celui qui serait maître de l'éducation dans un pays pendant cinquante ans serait maître de l'avenir de ce pays"
(LEIBNITZ)

"Le jour viendra où la politique ne se posera plus qu'en termes d'éducation"
(NIETZSCHE)

- Avec l'école laïque et l'instruction publique obligatoire (jusqu'à seize ans... hélas!), le but marqué de Jules Ferry était d'"organiser l'humanité sans Dieu". Quelque cent ans après, la réforme de l'enseignement, poursuivie par de successifs ministères, ne vise rien d'autre qu'à faciliter l'éclosion d'une société impersonnelle, coupée de son passé. Ce refus exprimé à deux époques différentes d'un même principe original - le Père - d'où la féminisation de la société actuelle, qu'il s'agisse du Créateur de toutes choses pour le spiritualiste, ou de l'évolution et de son contenu historique pour le positiviste, prépare aux troubles actuels dans l'Université. Curieusement, l'Eglise a suivi d'ailleurs une évolution similaire. Jusqu'aux deux dernières décennies, "rien n'était trop beau pour Dieu" selon l'admirable expression du saint curé d'Arc, mais depuis que leurs dirigeants refusent aux églises les vertus particulières de la méditation, de la prière, de la philosophie, de l'art, de l'ordre en un mot - mérites qu'on acquiert pareillement à l'Université par la pratique de la rhétorique et de la métaphysique, de l'Histoire et des langues anciennes, disciplines de culture et de réflexion sur soi - c'est-à-

dire depuis que l'on prêche l'Evangile hors de l'Eglise de la Tradition et pour la seule glorification de l'homme, un identique désordre s'est glissé dans les esprits. L'assujettissement à la matière a conduit les uns à chanter des negro spirituals au lieu de chants grégoriens dans des cathédrales gothiques ("l'américanomanie" en vogue mais la pensée romaine est démodée !), comme la mainmise de la technique et de l'organisation sur l'homme d'aujourd'hui pourrait conduire les autres à l'érection d'une seconde Maison Beaubourg dans une île Saint-Louis romantique.

Ce qui est vrai n'a pas d'époque. Et la non-acceptation de cette pérennité explique la haine des hommes de notre temps pour toute forme d'héroïsme, de réussite et de puissance, et leur attirance morbide vers ce que la société compte de plus vil et de plus exécrable, des crapules aux prostituées en passant par les idiots, les cocus contents de l'être et les obsédés et les anormaux sexuels. Pareil renversement des valeurs en arrive à faire oublier en matière d'éducation qu'il n'y a jamais eu de société évoluée sans élites et que l'histoire des sociétés humaines se limite presque exclusivement à l'histoire de la succession des aristocraties. C'est comme cela qu'un ministre danois de l'Éducation a pu déclarer voici quelque temps que "ce qui ne pouvait être appris par tous les élèves ne devait l'être par aucun". Egalitarisme, quelles aberrations ne commet-on pas en ton nom !...

Etant entendu bien sûr que les enfants sont égaux, qu'il n'y a pas de différence intellectuelle entre eux, et que seules des circonstances - l'environnement socio-économique notamment - créent les inégalités, tout ce qui ne va pas dans le sens du nivellement doit donc être condamnable et l'on doit abaisser la corde à une hauteur telle que les culs-de-jatte eux-mêmes puissent passer sans mal. En résumé, il faudrait noyer l'élite dans la masse, sous prétexte que son existence, jugée artificielle, est une injustice. Pour corriger des inégalités prétendument injustes, on est prêt à sacrifier les 25% qui pourraient former l'élite intellectuelle dont nous avons besoin.

Or, s'il y a bien une inégalité irréductible, c'est celle des capacités, et 80% des jeunes à vrai dire ne peuvent pas accéder au tiers supérieur, ni même à la moitié supérieure de la population. Toutes les classes sociales, au début de ce siècle, se situaient à un niveau intellectuel et moral bien supérieur à celui qu'on leur voit aujourd'hui. Tous nos lycéens sont, intellectuellement, victimes de sous-nutrition et de malnutrition. L'anti-sélection et la dévalorisation des diplômes s'inscrivent ainsi dans une politique délibérée, et ce sont finalement de jeunes aigres qui se heurtent au barrage de la sélection de la vie après que l'on ait, trop soigneusement dans la plupart des cas, banni le mot sélection du domaine des études.

- L'erreur encore est de confondre utilitarisme et connaissance, celle-ci n'étant admise que comme marche-pied à l'utile. La culture ouvre l'esprit, une culture scientifique et technique trop exclusive le ferme, elle lui met des œillères... Le calcul, s'agirait-il du calcul du plus haut niveau, est un instrument, il n'est pas un enrichissement. Mais comme les idéologies bourgeoise et socialiste veulent imposer le travail à tout le monde, c'est leur façon d'entraver l'épanouissement des élites. Or, le vrai problème de l'existence, ce n'est pas la sécurité de l'emploi mais bien la liberté de se réaliser. A l'évidence nous nous efforçons pourtant de renverser cette priorité des choses. Pour essayer de faire monter plus haut dans la vie, l'on abaisse les barrières. Le résultat d'un tel laxisme, c'est que la France compte aujourd'hui autant d'étudiants que l'Allemagne et l'Angleterre réunies, et que le gonflement des effectifs de cols blancs aggrave encore le chômage. L'Etat, c'est-à-dire le contribuable, ne peut plus entretenir une nuée de parasites, demain une armée de chômeurs aux spécialités inemployables.

Alors que tous les spécialistes reconnaissent la chute vertigineuse du niveau des élèves, de nouvelles tolérances ne semblent pas être de nature à arranger les choses, telles celles consacrant l'avilissement de la langue française. Il est vrai que l'on dit que la jeunesse ne parle plus ; Paul Guth lui prête seulement quelques grognements, quelques monosyllabes : elle est la muette du sérail - "Très mauvais pour les garçons ! Nous allons vers un "matriarcat dévastateur", conclue-t-il

avec lucidité. La langue française constituait pour elle une discipline et un instrument de raisonnement irremplaçable.

Jusqu'à ces derniers temps, le rôle premier de l'Université était d'enseigner la langue et la culture françaises. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Dans certaines écoles, la proportion des étrangers à "insérer" est telle que le français y est enseigné comme une langue étrangère. Un pays qui perd sa langue perd son identité nationale. Si l'Histoire de France est ignorée, celle de la littérature française, autre aspect de la "mémoire collective" des Français ne l'est pas moins. Finis les "morceaux choisis" ! Finie l'étude des grands chefs-d'œuvre classiques ! Si bien que les élèves n'ont que des aperçus tout à fait fragmentaires, sommaires et arbitraires de leur littérature, connaissant - on en devine la raison - Zola et Aragon, mais ignorant Racine et Stendhal, de la même manière que le potache sera introduit à la philosophie par la lecture de Marx et Hegel, sans quasiment avoir entendu parler de Descartes ou de Kant.

A quoi bon s'étonner qu'ainsi disparaisse le lien de communauté culturelle créé par l'étude des chefs-d'œuvre incontestés de notre littérature, et que des étudiants du niveau de la licence en viennent à parler d'un historien latin nommé Plot et de la bataille d'Axiom quand ils entendent citer l'auteur comique Plaute et la bataille d'Actium, une des plus célèbres de l'histoire du monde. Par la télévision ou par le cinéma, les enfants savent des choses que nous ignorions certes à leur âge, mais ces connaissances ne leur servent à rien, car faute d'avoir l'esprit bien structuré, ils sont incapables à les coordonner. Moins de latin, moins de grec, c'est aussi moins de raison.

Le désordre des mots engendre celui des idées. Ce n'est pas dans un autre but qu'a été entreprise la réforme du français qui met l'accent sur la "créativité", la "spontanéité", "la libération", au détriment de la correction et de la rigueur dans la pensée et l'expression. La prétention de placer la littérature sous l'autorité de la linguistique, de la sociologie et de la psychanalyse - dont aucune n'est une science exacte mais bien au contraire infiniment subjective, subordonnée aux options politiques et métaphysiques, poursuit la même fin. C'est par les mots que l'on désigne les idées et c'est sur les idées que l'on s'entend. La confusion du langage engendre la confusion des principes, et lorsqu'il n'y a plus d'exactitude dans le choix des termes, plus de précision dans leur sens, il en résulte nécessairement une sorte d'anarchie : on ne saura plus ce qu'on dit, on ne saura plus ce qu'on fait, on se croira tout permis, et en fait on fera tout.

Le désordre du vocabulaire, le désordre de la syntaxe ont eu pour conséquence le désordre des mœurs, qu'illustrent fort bien ces rassemblements de "jeunes" qui ont quelque chose de paléolithique et où s'associent dérèglements sexuels, alcool et drogue, et paresse et guenilles ; on croit voir des sous-hommes.

Longtemps, c'était le passéisme des parents que tournaient en dérision leurs enfants épris de modernité et convaincus qu'ils étaient seuls adaptés aux transformations présentes et futures du monde. Mais le cri "le passé c'est dépassé", est aujourd'hui poussé par des êtres qui ont eux-mêmes l'air de sortir du passé le plus lointain. Aussi, maintenant, c'est cette même modernité que les enfants mettent en accusation et refusent par la mode rétro. Le présent, le futur, sont pour eux devenus trop sujets d'angoisse : ils veulent, ne serait-ce que symboliquement, se réfugier dans la sécurité du déjà vécu. Le subconscient des pollueurs de l'âme enfantine leur a déjà signalé ce revirement, eux qui cherchent désormais à poursuivre leur basse besogne de subversion par l'incitation au bonheur artificiel. Malheureux Occident où la philosophie mondialiste est en train de pourrir !...

- Pendant des siècles, le problème de l'éducation ne s'est pas posé. Ou, si l'on préfère, on éduquait, sans se poser de problèmes. Après l'éducation maternelle, vers 10-12 ans, toute éducation était un apprentissage, et principalement un apprentissage de la vie. Il s'agissait d'imiter les adultes, et on apprenait à marcher sur leurs traces, en marchant au milieu d'eux, ce qui facilitait un passage progressif de l'autorité parentale à l'autonomie individuelle et à la réalisation de la personnalité profonde. C'était le temps où on n'élevait pas des enfants "in vitro" mais "in vivo"; ce temps s'est estompé depuis que Rousseau, enfant libre et solitaire, n'ayant jamais supporté lui-même autorité et contraintes, est venu magnifier le caractère spécifique de l'enfance. Il en a découlé un sentiment d'égalité entre l'adulte et l'enfant, le premier ne gardant, très provisoirement, qu'une supériorité, le savoir. Aujourd'hui, le phénomène s'accélère et en créant de toutes pièces un enfant "orphelin" et en fabriquant des prolétaires du savoir, intellectuels de gauche ou technocrates d'un libéralisme avancé, en blouson ou en veston, ont l'ambition luciférienne de faire naître un homme nouveau pour un monde nouveau. En vérité, ils ont tous en mémoire la phrase de Leibniz : "Celui qui sera maître de l'éducation dans un pays pendant cinquante ans serait maître de l'avenir de ce pays".

Une classe d'âge, démissionnaire par lâcheté, par facilité, par entraînement, s'est mise à genoux devant une jeunesse qui attendait d'elle des exemples et des modèles, non la reproduction de ses propres défauts, de ses propres ignorances, de ses propres erreurs. Enseignent en masse des hommes et des femmes d'une génération elle-même formée dans la confusion et le scepticisme. Il y avait là un risque d'infantilisation des enfants, et plus particulièrement des garçons qui ont spécialement besoin d'un modèle viril à qui s'identifier. Aujourd'hui, il s'est entièrement concrétisé parce que les adultes n'ont plus assez de certitudes pour oser les imposer aux enfants, plus assez de foi pour les communiquer. A en croire les clercs, la jeunesse serait devenue inéducable ; elle se désintéresse, elle refuse l'autorité intellectuelle et morale du maître ; elle se dérobe et s'enferme dans sa communauté d'âge pour y tourner en rond. Qui donc peut s'étonner que l'édifice soit bancal ? Rousseau n'avait-il pas inventé un système pour un enfant "idéal", sans attaches, sans presque d'hérédité, un enfant sans consistance charnelle, bref un enfant qui n'exista pas. Mais que les clercs s'en prennent aussi à eux-mêmes : l'enseignement en effet, c'est d'abord les enseignants.

Or, ceux-ci se dérobent à l'autorité de l'Etat, découragent subtilement l'intervention des parents, excluent par avance celle des élus, puisqu'ils ont voulu assumer dans l'isolement collectif et la solitude personnelle cette énorme responsabilité de l'éducation. C'est donc à ceux que nous sommes en droit de demander des comptes, et d'abord pour avoir voulu couper notre jeunesse de son passé. Auraient-ils oublié que chacun de nous est un petit paquet pas trop mal ficelé de 30 milliards de cellules vivantes dont le code génétique, mis bout à bout, ferait vingt mille fois la distance de la Terre au Soleil ? Et c'est cette mémoire ancestrale, vieille de 2,5 milliards d'années, que l'on voudrait faire disparaître, la mémoire de l'homme d'Occident, la plus vieille et la plus riche des mémoires humaines ? la contradiction est de taille, Messieurs les tenants de l'évolutionnisme ! Souvenez-vous que Lysenko eussent voulu condamner la génétique moderne et qu'il a ruiné l'agriculture soviétique ! Comme l'écrit le Professeur Debray-Ritzen, "on voudrait que, pour l'éducation de nos petits écoliers, un nouveau lysenkisme ne nous engage pas dans l'absurde".

- Bien entendu, devant un tel constat, les féodalités syndicales de l'Education Nationale nient leur responsabilité. L'école, disent-elles, n'a pas failli. La vraie question demeure celle des inégalités sociales. Voilà le vieux thème tâté de la F.E.N. Voilà le credo central d'une idéologie qui, contre l'émulation et la sélection, inséparables de toute éducation et de tout enseignement, s'efforce d'introduire dans l'université un égalitarisme que n'acceptent ni le sport, ni la chanson, ni la médecine, ni l'économie, ni la vie. Il est indéniable que l'analphabétisation doit être combattue. Cependant, il n'est pas niable non plus qu'il faut refuser ici, comme en d'autres domaines, le nivellement par le bas. L'Association française pour la lecture a exigé (sic) que "la lecture cesse d'être

tre un privilège", mais doit-on induire du discours gouvernemental que les gens qui connaissent l'orthographe et les règles du participe passé sont les "dominants" et les autres "les dominés"? Certes, le milieu peut favoriser le penchant d'un être pour l'écriture ou la lecture. Mais il est hors de question d'accepter la lamentation marxisante selon laquelle un environnement familial ou social "défavorable" à l'enfant excusera l'inculture - plus ou moins prononcée - de l'adulte qu'il sera. S'il y a sélection par la culture, c'est là une sélection naturelle entre les intelligences des uns et des autres.

Et comme il est impossible de supprimer cette différenciation, on s'efforce de supprimer tout ce qui contribue à son épanouissement. A commencer par le concurrent de l'école publique : l'école privée - confessionnelle ou pas. En suivant par les examens et les mentions qui leur étaient attachées (aujourd'hui rétablies). De cette façon, on obtient une société uniforme, parce que sortie du même moule. Mais la société reste hiérarchisée. Tout le mal vient de là. L'école a des principes. La société a des réalités. C'est la différence entre la doctrine et le réel qui donne aujourd'hui tant de tracas aux pédagogues socialistes.

Est-il toutefois sérieux de faire comme si tous les enfants étaient aptes à suivre un enseignement secondaire prolongé, alors que personne n'oserait soutenir qu'ils sont tous aptes à suivre un entraînement sportif à la compétition ! Est-il cohérent d'idéaliser l'école primaire d'autrefois alors que son principal mérite fut justement de faire le tri entre ceux qui pouvaient accéder immédiatement à un enseignement de culture un peu abstrait, et les autres pour lesquels toutes sortes d'écoles pratiques ou d'instituts pouvaient être (et peuvent encore être) imaginées ! Qu'importe ! la nouvelle religion de l'égalité nivelle les classes vers le bas et façonne des générations de résignées à la médiocrité.

L'école est devenue pour les socialistes le lieu privilégié de l'endoctrinement des jeunes. La neutralité leur paraît démodée. La prise en main politique de l'appareil éducatif constitue à leurs yeux un objectif majeur. La lutte des classes doit prévaloir sur le consensus ; dans ce contexte, la qualité de la formation des jeunes est secondaire par rapport au message politique que l'école doit diffuser. Les socialistes ont baissé les bras devant les groupements corporatistes. Ils ont affermé le système éducatif à des syndicats : au Syndicat national des instituteurs à dominante socialiste les écoles et les collèges ; au Syndicat national de l'enseignement supérieur à majorité communiste les universités ; tandis que la lutte est vive entre communistes et socialistes pour le contrôle des lycées. Quand la voix des grands intellectuels s'oppose à l'appareil des syndicats socialo-communistes, c'est à celui-ci contre celle-là qu'on donne raison, en dissimulant soigneusement le fait qu'une partie de leurs collègues (20% des voix dans le secondaire public), groupés dans des syndicats comme le SNAL ou la Société des Agrégés, luttent pied à pied depuis vingt ans, méprisés par Mr Haby, brimés par Mr Savary, mais parvenant parfois à éviter le pire : la suppression des examens et concours, la délivrance des diplômes par les syndicats d'élèves et de parents.

Stérilisée par le militantisme syndical et le fonctionnariat irresponsable, l'école a cessé de former des citoyens et d'apprendre aux jeunes esprits les structures de pensées qui permettent d'aborder la vie active avec les compétences nécessaires. Près de cinquante pour cent des étudiants quittent l'Université sans avoir obtenu un diplôme de fin d'études du premier cycle. Beaucoup d'autres, après des études bâclées, obtiennent des diplômes sans valeur, déconsidérés sur le marché du travail, pour la bonne raison que les maîtres ont perdu leur prestige, trop d'entre eux ayant cessé d'être compétents. Imagine-t-on ce que peut valoir un enseignement où un professeur, non préparé pour son rôle, court redire en classe ce qu'il vient d'apprendre dans la cour de récréation ou dans la salle des professeurs ! Il répète ce qu'il ne sait pas. Il déforme. Il se trompe. En vérité, l'augmentation du nombre des maîtres de moins en moins qualifiés ne profite pas aux parents, mais aux syndicats et aux partis qui les soutiennent. En dix ans, le personnel de l'Education nationale a augmenté de plus de 150 %. L'ignorance des élèves aussi. Et la délinquance juvénile

a progressé de ... 334%.

Une proportion éloquentes et qui permet de se demander si tout ne s'est pas démantelé dans la société française quand on y a remplacé les mots Instruction publique par Education nationale. L'idée qui se cachait sous ce changement était que la caste "enseignante", initiée par les augures des Ecoles normales, représentait un degré de civilisation supérieur à celui qu'atteignait péniblement le reste de la civilisation. Par conséquent, il fallait retirer à celle-ci, dans son ensemble, le soin de former la génération nouvelle, que les "enseignants", auparavant, se contentaient d'instruire. C'est ainsi qu'on en est venu progressivement à la dépossession de la famille.

A présent, il ne s'agit plus de fils et de filles élevés par leurs parents, mais de citoyens élevés par l'Etat, qui transmet son pouvoir et son esprit à des fonctionnaires, naguère chargés seulement de répartir une quantité déterminée de savoir. De là aussi, le développement des crèches et des écoles dites "maternelles", qui prennent les homoncles de plus en plus près de leur naissance, tandis que les établissements dits supérieurs les garderont le plus tard possible, afin que l'autorité soit bien assurée que les êtres dont elle s'est emparée ont eu le temps de recevoir une bien définitive imprégnation.

Quel abus de pouvoir ! Les familles mettent leurs enfants dans les lycées publics pour qu'ils y reçoivent exclusivement un enseignement. L'Etat est responsable de l'application des horaires, des programmes, des contrôles nationaux tels que le baccalauréat. Mais, si l'enseignement est de la responsabilité de l'Etat, l'éducation relève de la seule responsabilité des familles. Parler de projet d'action éducative dans un lycée public est une atteinte à la neutralité du service public.

On ne remettra en marche les mécanismes de l'instruction publique que lorsque l'on aura rendu aux enfants l'habitude d'obéir et aux maîtres d'école le respect de leur fonction, honorable entre toutes. Nous avons besoin d'un primaire qui apprenne le rudiment et forge la conscience morale, dont nul ne sortirait qui ferait plus de cinq fautes dans sa dictée ; d'un primaire supérieur pour les intelligences sans éclat mais besogneuses, appliquées, que les intellectuels méprisent, mais si attachées au réel qu'elles fournissent à la France une administration que l'Europe avait de bonnes raisons de nous envier en un temps où nos trains arrivaient à l'heure et où une lettre mise à six heures du soir à Marseille était distribuée à Paris le lendemain matin. Nous avons besoin d'un secondaire où l'adolescent découvrirait l'austère plaisir d'un raisonnement sans failles, la compagnie des hommes illustres et la belle architecture d'un plan en trois parties. L'aptitude à raisonner vite et bien, à exprimer sa pensée de façon claire, à s'adapter à d'autres mécanismes intellectuels constitue la clé du succès. Nous avons besoin d'un enseignement supérieur dans lequel l'indépendance de l'étudiant et la qualité de la science ne seraient pas sacrifiées à la bureaucratie. Mais nous avons surtout besoin qu'à chaque âge, à chaque niveau d'enseignement, de la maternelle à l'Université, tout jeune puisse se convaincre que la maîtrise de l'outil, manuel ou intellectuel, ne s'acquiert que par l'effort, et non par le parasitisme.

*
* *
*

- Tous les intellectuels du dimanche, tous les snobs du réformisme expliquent la crise universitaire par le caractère étouffant de structures et de contenus pédagogiques qui auraient trop longtemps brimé les aspirations critiques de la jeunesse. Dissions-nous aller contre les tabous à la mode, nous rappellerons quelques principes d'éducation que l'enseignement officiel s'acharne à ignorer. Mais ignorer les principes, c'est une façon de les nier. Avons-nous donc à être surpris qu'un enseignement asocial engendre volontiers des êtres antisociaux ? Volontairement, en raison des développements qu'ils exigeraient, nous laissons ici de côté les principes religieux, de la patrie et de la famille qui sont

pourtant les clés de toute la société.

1) L'éducation permissive est une contradiction dans les termes. Toute éducation est un conditionnement, un dressage, un système de contraintes, en vue de l'acquisition de réflexes. On apprend à être citoyen comme on apprend à tricoter, à coudre ou à jouer du piano, de la façon la plus bête qui soit, en s'astreignant à répéter des enchaînements d'actes. La question n'est donc pas de choisir entre contrainte et liberté, mais entre contrainte raisonnable et contrainte aberrante.

2) La liberté, au sens de non-détermination, n'est ni possible ni souhaitable. Un être vraiment libre, c'est-à-dire qui pourrait, à n'importe quel moment, faire n'importe quoi, serait un être imprévisible, infiniment dangereux, ne méritant aucune confiance. Car on a confiance en quelqu'un dans l'exacte mesure où l'on sait qu'en telle circonstance il fera telle chose et non telle autre... Par-dessus tout, l'être métaphysiquement libre serait un être sans structures mentales, sans personnalité, une sorte d'aliéné total.

3) L'homme n'est pas perfectible. Il est influençable, intimidable, dissuadable, encourageable, motivable, organisable, crétinisable, dressable, en un mot éducatible. Mais on ne l'améliore pas.

4) Quoi qu'on dise, "l'Emile" de J.-J. Rousseau est un excellent livre, beaucoup moins utopique qu'on ne croit. Ceux qui l'ont le mieux compris, ce sont les fondateurs du mouvement scout, imités sur le tard par les animateurs des jeunesses communistes et fascistes.

5) Il n'est pas naturel d'apprendre à lire, à écrire, à compter. Il n'est pas naturel de travailler, ni de se marier, ni de mourir pour sa patrie. Ces choses-là, on les fait parce qu'on y est obligé... Ce qui est naturel, en revanche, c'est de s'approprier ce dont on a besoin, ou envie, c'est de tuer les gens qui vous embêtent, c'est de violer les femmes qui vous plaisent et de les planter là quand elles sont enceintes. Ces choses-là, on y renonce parce qu'on ne peut pas faire autrement...

6) La mère de famille permissive est condamnée à faire de ses enfants des créatures désadaptées, car elle les habitue à vivre dans un monde factice, dans un monde qui n'est pas le vrai. Il faut au contraire inculquer aux enfants la vraie règle du jeu qui est la suivante : en principe, rien ne vous est dû ! et tout ce que vous voudrez acquérir, il faudra le prendre ou le gagner soit par la force, soit par la ruse, soit par le charme ou le savoir, dans un monde qui n'est qu'un tissu de contraintes et qui, en évoluant, ne peut que devenir plus contraignant encore.

Le plus drôle est que les enfants, une fois réunis et livrés à eux-mêmes, s'organisent spontanément suivant cette loi naturelle, avec mâle dominant, hiérarchie, contrainte et tout le reste. Rien de moins démocratique qu'une société de jeunes.

7) Avant-guerre, on considérait l'école obligatoire comme une précieuse conquête de la démocratie. Mais si l'on veut prendre au sérieux nos théoriciens libéraux, il est bien évident qu'il nous faudra revenir à l'école facultative, c'est-à-dire à l'Ancien régime.

8) Disons-le crûment : la seule école vraiment libérale, c'est l'école buissonnière. En dehors d'elle, il n'y a que des façons plus ou moins hypocrites de dorer les barreaux de la cage.

On persuade au lieu de contraindre : en d'autres termes, on viole la liberté intérieure de l'enfant, que le système des sanctions respectait jusqu'ici. Au lieu d'user d'autorité, on fait "prendre conscience" à la petite victime, on lui "ouvre les yeux", c'est-à-dire qu'on l'empoisonne idéologiquement. Le cancre, la forte tête, ne sont plus des sales gosses à qui l'on fiche des claques ou des coups de pied au derrière, ce sont de petites victimes, de petits malades, sur lesquels on se pen-

che, que l'on soigne - et même que l'on guérit ! Autrement dit, on ne les lâche plus avant qu'ils ne soient devenus des esclaves, des larbins consentants, heureux de l'être, qui disent merci et qui en redemandent.

Le magister à férule n'était peut-être pas drôle, mais sa violence pure était quand même honnête, et lui du moins ne se cachait pas d'être un ennemi. La pire infection, c'est l'éducateur-copain, l'éducateur qui cherche à comprendre, l'éducateur psychologue, neurologue, psychanalyste, psychiatre, pédiatre, psychopathe...

9) L'éducation sexuelle ? Pourquoi pas ? Mais alors il faudrait éviter de retomber dans l'eau bénite, la bégueulerie sentimentale, l'optimisme saint-sulpicien.

Feuilletons un livre d'éducation sexuelle destiné aux chères têtes blondes. On y explique comment le petit chien fait ça avec la petite chienne, et ensuite comment papa fait ça avec maman. Jusqu'ici, rien à dire. Mais on éprouve le besoin d'ajouter que, si le petit chien fait ça n'importe où et avec n'importe qui, papa et maman ne peuvent le faire, eux, que "dans un grand élan d'amour". D'où nous concluons que la petite fille, ainsi endoctrinée, est mûre à point pour tomber dans les pattes du premier maquereau qui lui fera le coup du béguin...

Les bonnes mères bourgeoises du siècle dernier, elles, n'étaient pas si bêtes. Elles savaient faire comprendre à leurs filles que l'amour, si c'est bien beau dans les romans, c'est en réalité une guerre, et que le jeu consiste, pour la femme, à capter le mâle d'abord, et ensuite à le retenir : qu'une famille n'est viable que dans l'antagonisme et par l'antagonisme, et qu'il s'agit de posséder l'adversaire tout en se laissant soi-même posséder le moins possible. Tout cela, bien sûr, n'était écrit nulle part, mais se disait entre quatre yeux, et les petites demoiselles en faisaient leur profit. Après quoi l'on pouvait, tout à son aise, pleurer d'attendrissement pendant la bénédiction nuptiale... Voir à ce sujet les pièces de Labiche et les toutes dernières pages de "La famille Fenouillard", de l'inimitable Christophe.

L'enfance restera, quoi qu'on fasse, l'âge où l'on s'ennuie. Faisons du moins que cet ennui ne soit pas inutile.

*
* *
*

§ II : QUAND L'OLYMPE ET L'HISTOIRE JUGERONT L'OCCIDENT :

a) - LA MORT PREND SA REVANCHE : -

- L'histoire de tous les empires, de tous les peuples a connu la violence. Les individus y sont sujets, comme les familles. Oserons-nous ajouter que, sans la violence, l'Histoire serait fade et l'existence écoeurante ? La violence est le sel de Clio, le sel de la vie. Au même titre que la sexualité, l'agressivité est une pulsion fondamentale chez l'homme. Non contenue, elle devient violence et a une complicité facile en chacun de nous qui y trouve séduction, fascination naturelles. Encore faut-il ne pas en abuser. Notre époque en abuse. Le mot n'a jamais été autant à la mode qu'aujourd'hui. Il revient sans cesse dans le vocabulaire des mass media, il est sur toutes les lèvres, souvent accompagné d'un autre mot, plus bref, chargé d'une résonance érotique : le viol. Un mot qui pénètre, qui fait mal à l'esprit et au cœur. Car, de nos jours, on ne viole pas seulement les corps, mais aussi les âmes et les cœurs.

Oui, hélas ! la violence sévit partout, se propage à travers le monde, multiplie les victimes, plus dangereuse qu'une éruption volcanique, plus cruelle qu'une

explosion atomique, car la violence, à l'inverse de la bombe, n'agit pas à la façon d'un robot. Elle pense, elle a ses raffinements, elle est protéiforme. Le mal atteint les individus des deux sexes, ne respecte ni l'enfance ni le grand âge. La violence intervient dans la politique. Les personnages haut placés sur l'échelle sociale, chefs d'Etat, ministres, magnats de la finance, magistrats et policiers constituent des cibles de choix, mais les journalistes et les vedettes du sport, les gorilles et les gardes du corps tombent également sous les coups. La violence s'attaque surtout à ceux qui détiennent le Pouvoir. Commandos ou brigades rouges cherchent à les intimider, à les humilier, à faire passer consuls et lecteurs sous les Fourches Caudines. Des fanatiques, des nihilistes, des fous s'efforcent ainsi d'influencer le Pouvoir, de chambarder la société, "de casser la baraque".

Les barbares des nouveaux temps qui vivent au coeur de notre société sont en quelque sorte l'efflorescence de cette société comme si elle les produisait elle-même. Et il est bien vrai que l'Occident se trouve coupable d'avoir accepté sans histoire la partie pour le tout et le relatif pour l'absolu. La partie, l'économie et sa croissance, s'est substituée au tout, c'est-à-dire l'ensemble de l'homme et de la civilisation qu'elle enveloppe de son réseau tout puissant. Le relatif, c'est encore et c'est aussi la technique. Alors qu'elles sont des moyens, elles deviennent un but, le but essentiel, la raison d'être de l'homme, sa seule métaphysique et son absolu. Du même coup de gomme a été effacé dès lors ce qu'il y avait de commun à tous les Européens et qu'ils devaient respecter jusque dans leur plus furieuse bataille, à savoir la notion même de civilisation qui les rattache à des valeurs intellectuelles, esthétiques et morales, issues d'Athènes et de Rome, puis des Eglises chrétiennes, de la Chevalerie.

Le problème de la violence s'inscrit donc dans la mentalité d'une époque : une société comme la nôtre qui provoque la dislocation des familles, encourage l'urbanisation anarchique, exalte l'argent et le sexe, autorise l'extension de l'alcoolisme et l'étalage des inégalités et de la violence a sa part de responsabilité. Il nous faudra longtemps encore peser les conséquences de la "mort de Dieu", dont après Nietzsche se gargarisent les théologiens à la mode. Pourquoi après tout, voudrait-on que l'ange de Reims ou la grande verrière de Chartres fussent sacrés alors que leurs modèles ont cessé de l'être ?

Pas plus qu'il ne convient donc de réduire la violence, comme on le fait trop volontiers aujourd'hui, à des actes uniquement contraires aux lois, on ne saurait séparer la réponse aux stimulations de l'environnement qu'elle constitue, des motivations secrètes des incitations qui la suscitent. Le martèlement psychologique auquel nous sommes soumis n'est en effet pas innocent. Il répond à une volonté délibérée de détruire les ressorts moraux sur lesquels repose la vie d'une communauté nationale. L'Occident contemporain s'imbibe de délinquance comme une éponge le ferait d'eau et de sang. Notre société est malade : elle est même très malade ; elle a rompu le pacte originel des hiérarchies ; en langage chrétien, on dirait qu'elle est pécheresse. Et nous sommes tous solidaires de son péché pour n'avoir pas compris combien il était insensé d'encourager le relâchement des disciplines collectives alors que la société française pour nous limiter à elle par exemple, donnait déjà tant de signes de fragilité du fait des clans divisés qui la composent.

- A peine conçu, voilà que l'homme devient l'affaire des juristes, ces technocrates de la Morale. A l'encontre du multiséculaire serment d'Hippocrate aussi bien que des plus modernes connaissances de la génétique, ceux-ci ont décrété qu'un homme n'existait pas avant un certain nombre de semaines depuis la conception, et les moralistes de devoir se taire ! - La graine a germé, mais l'enfant n'est encore rien d'autre qu'un jeune barbare. C'est Roger Ikor, peu suspect pourtant d'être de droite, qui l'écrivait il y a dix ans : " au début de ce siècle, un petit ouvrier de 14 ans était plus mûr qu'un étudiant de 18 ans en 1975". Et à cet adolescent mal formé moralement on n'évite pas de subir l'épreuve de l'éclatement de la structure familiale. Soit que ses parents se séparent, soit que la mère, lente d'une véritable politique familiale et non, le plus souvent, par convenance per-

connelle -mais en accord par contre avec les objectifs du Mouvement pour la liberté de la Femme- ait été contrainte à préférer un travail régulier à l'éducation de son enfant, la cellule se disloque, et se trouvent même éliminées, par les nouvelles formes d'habitation, les grands-parents, suppléants traditionnels des parents dans l'éducation des enfants. Nos vieux quartiers populaires, si vétustes qu'en paraissent les derniers vestiges, avaient une vertu irremplaçable : ils étaient à la mesure des hommes et des femmes qui y vivaient. Les familles "tenaient" leurs gosses. Enfin la plupart. Aujourd'hui, que reste-t-il de la famille, dans les blocs HLM de lugubres banlieues ? Là où il y a cité-dortoir, grise et lugubre, suintant la misère, l'ennui et le désespoir, il y a casseurs aux petites pieds, agresseurs de vieilles femmes, violeurs en caves, voleurs à l'étalage. A ces enfants abandonnés, le piège de la publicité va donner le désir de l'argent facile et une certaine idée de la douce vie, comme si l'agressivité n'était pas aussi fille de la frustration ; à ces enfants sans parents l'idée du couple sera communiquée par l'obscénité étalée sur nos murs et dans nos spectacles "comme si la pornographie n'était pas une violence et, entre toutes, l'une des plus brutales "(Jean Cau).

Il y a quelque quarante ans seulement, en France, un enfant pouvait travailler pendant toute une année scolaire avec un livre lui apprenant, en même temps que le vocabulaire et la syntaxe, qu'il faut respecter ses parents, qu'il ne faut ni tricher ni voler, qu'il importe de ne pas être lâche et qu'on doit défendre son pays parfois au prix de sa vie ou d'autres souffrances. Un écolier était formé à pratiquer la déférence et l'assistance aux personnes âgées, l'habitude du travail dont le résultat dépend de l'effort accompli, les égards que l'on doit au maître d'école ou au professeur dont on reçoit le savoir qui suivra toute la vie, et le sens de la vraie camaraderie qui porte à aider un petit copain en difficulté. Aujourd'hui, un tel livre n'existe plus. Cela ne se fait plus. On ouvre à sa place un écran de télévision sur lequel le sadisme, la cruauté gratuite, la mépris des faibles sont présentés comme l'attitude toujours préférable dans notre société. En un mot, on a écarté de l'enseignement scolaire l'apprentissage des comportements qui ont fait l'honneur des générations passées. Ainsi notre société se détruit-elle lentement sans l'ombre d'un remords, pendant que social-démocratie et démocratie chrétienne partagent le même idéal d'une société fondée sur la seule progression des courbes de croissance et l'amélioration continue de la production.

Il serait mieux de proposer à notre jeunesse autre chose que cet idéal mou de l'utilitarisme économique. Une criminalité en hausse ne peut se prévenir que par une répression plus sévère, éliminant les criminels, intimidant leurs imitateurs, vengeant leurs victimes, moralisatrice parce que les jeunes, pour abhorrer les mauvaises actions, ont besoin de les voir châtiées. Il ne s'agit pas ici de prôner systématiquement la sévérité dans l'éducation, mais simplement de former la personnalité des gosses en assurant une communication parente-enfants qui fait que ces derniers prennent leurs parents pour modèles. Seule la restauration du lien familial peut renouveler en effet l'équilibre de l'individu.

- Jamais la guerre entre la société et le crime n'a été aussi violente. Il a suffi pour cela qu'une idée nocive fasse le lit du terrorisme : celle que défendent les intellectuels, les professeurs et les gens de gauche, en vertu de laquelle la société elle-même avec ses interdits, ses hiérarchies, exercerait la pire des violences... violence camouflée qu'il serait donc légitime de détruire par la violence. C'était ainsi donner cours à tous les débordements puisque dans toute société, il y a toujours des groupes se prévalant d'être avec plus ou moins de raisons, sous-privilegiés ou victimes du système social. En soutenant par conséquent la thèse "d'un droit naturel à la violence", un homme comme Marcuse a accepté tout simplement le risque de faire que tout attentat trouvât une excuse basée sur cette philosophie politique du "refus". Qu'était un Baader, en effet, sinon un Marcuse agissant : celui-là est mort, quasiment oublié aujourd'hui, tandis que celui-ci, disparu lui aussi, reste honoré, fêté, respecté dans les universités du monde entier. On affublera par contre du nom de "nazis" tous ceux qui refusent le désordre, la licence et la décadence, tant il reste vrai depuis Beaumarchais que "ceux

qui vivent de sottises détestent ceux qui s'en moquent". Nous traversons ni plus ni moins qu'une période de terrorisme intellectuel.

En ce temps où ce qui compte donc, ce n'est plus le délit mais la "pureté de l'intention", il se trouve même que les accusés fassent de la figuration tandis que leurs défenseurs requièrent interminablement contre l'ordre et l'Etat, dont la Cour est invitée à s'écarter au nom de la justice, comme si l'esprit justicier et l'esprit de justice faisaient nécessairement bon ménage. Certes, tout pouvoir est impur. Mais tout contre-pouvoir serait-il angélique ? Et pourtant voilà tels "nouveaux avocats" pour qui entrer dans une banque l'arme au poing, menacer le caissier ou les clients, et partir avec le contenu du coffre n'est pas criminel. Ce serait la justice réaction des opprimés contre l'Argent. Pas question de voir dans celui-ci le fruit du travail et (pourquoi pas ?) de la valeur professionnelle des capacités d'un individu. Pas question donc de mettre en prison ceux qui, un jour, estiment plus facile de le prendre par la force que de le gagner à la sueur de leur front.

Comment peut-on devenir voleur à dix ans, meurtrier à quinze, terroriste à vingt, écoeuré de tout à trente?... Mais ne vous-êtes-vous jamais demandé ce que pourrait devenir une société où l'on prône la destruction de la famille, la suppression de toute autorité, le refus de toute obligation morale, sociale, civique ou militaire, la libéralisation des mœurs jusqu'à la licence, la primauté de la jouissance sur tout le reste, y compris le maintien de la vie et la solidarité des générations, etc... ? On dénonce les crimes. Mais on a renoncé à inculquer les vertus. Qui ose encore parler de morale ? dans le temps, les instituteurs l'enseignaient au nom de l'Etat ; de nos jours si l'érotisme est partout, l'Etat n'est plus nulle part, même pas à l'école. Ainsi la couardise morale d'élus de la nation face au terrorisme intellectuel traduit de façon alarmante la dégradation des esprits, la capitulation mentale des tabous irrationnels, tel celui de la permissivité.

Jusqu'ici la loi ne faisait guère qu'entériner un état de fait, aujourd'hui la loi crée le fait, en la circonstance la licence des mœurs, le plus petit nombre s'impose au plus grand. "Est recommandé ce qui est autorisé par l'Etat", détruit la multitude ; "tout est libre et tout est à encourager", surenchérit les Pouvoirs Publics qui confondent la fuite en avant avec la décomposition due à la libération des instincts. Mais quand il s'agit de gagner des suffrages par tous les moyens, n'est-il pas inévitable de faire la guerre à l'intelligence ?

*
* *
*

- Les garanties que nous offre le régime représentatif sous lequel nous prétendons vivre ne sont depuis plus d'une décennie que des trompe-l'œil. Il n'est pas vrai que les représentants élus par le peuple et incarnant la volonté du peuple dirigent notre destin. Il n'est pas vrai que le pouvoir exécutif soit capable d'exécuter les ordres qui émanent du pouvoir législatif. Rien ne se passe ainsi. Les manifestations organisées par des partis minoritaires, les chantages et les obstructions des groupes professionnels, les grèves organisées par les syndicats pèsent à tout moment sur les décisions du pouvoir, les entravent et prétendent les réformer par la force, alors que ces décisions devraient être du ressort de la représentation populaire toute entière. Ainsi des pouvoirs illégaux existent et s'exercent en marge du pouvoir conféré par la loi. Le pouvoir légal accepte son impuissance à l'égard de ces pouvoirs marginaux. Il les reconnaît et compose avec eux. Ils sont plus importants pour lui que le pouvoir législatif qui est devenu un figurant dans le ballet du pouvoir. Par réalisme politique, le pouvoir légal évite le combat, passe avec la vigilance : athlète frotté d'huile, il se dérobe et s'échappe avec adresse et nous assistons chaque semaine à une sorte de jiu-jitsu de la violence et de l'intimidation, dont le public fait les frais et que l'opinion finit par accepter comme une fatalité organique des démocraties modernes, alors qu'il s'agit d'une sorte d'empirisme organisateur de l'anarchie.

La violence, en notre temps, est devenue institutionnelle. Et il suffit de la décrire et de la définir pour constater combien sont vaines les justifications qu'on prétend en donner. Il s'agit de faiblesse et d'impuissance, de peur d'entreprendre la lutte, car il faudrait détruire ou gravement endommager un certain nombre de mythes de notre vie politique, imposer des limites à la liberté, faire des discriminations, pratiquer un racisme anti-pègre, anti-voyous, anti-mercantis, toutes choses que notre opinion, paraît-il, ne peut supporter. Le capitalisme en soi n'a pas été la cause de cette violence, comme on le prétend : mais le fait que l'argent règne seul, qu'aucune puissance n'existe au-dessus de lui, que l'Etat ait démissionné devant lui, et que la "loi d'airain" des minorités agissantes devienne une loi contre laquelle rien ne protège l'individu. Si la violence naît et s'est développée en même temps qu'une sorte de boulimie et de frénésie de la production et de la consommation, c'est parce que l'Etat n'a pas su devenir le protecteur de la vie privée, parce qu'il a laissé tomber la main de justice qui représentait sa souveraineté et qu'il a laissé se développer une civilisation contre-nature.

Il n'est pas douteux en particulier qu'une des motivations profondes de toutes les formes de violence est le désir hystérique de posséder tout de suite toutes les jouissances que la civilisation moderne produit. Or, à l'origine de cette hystérie, qui est le germe maladif de toutes les formes de la violence (avoir sa part du gâteau) se trouve le bacille monstrueux de la civilisation moderne, celui que personne nulle part n'ose attaquer parce qu'il est aussi la manne nourricière, celui de la publicité. La route infernale qui présente avec une fréquence hallucinatoire la liste de ce qu'on doit avoir, de ce qu'il faut avoir, sous peine d'être des parias, des frustrés, des "aliénés" qui ne peuvent pas jouir de leur propre vie, provoque et entretient un oedème monstrueux de l'imagination, une vague formidable d'incitation et de fureur, une exaspération qui anime toutes les luttes et légitime tous les coups de main, tous les raids pour se procurer par la force ces belles choses qu'on peut voir, qu'on peut convoiter, qui sont là, tout près, séparées seulement par une vitre de verre et qu'on a pas le droit de posséder. Supplice de Tantale inventé par des marchands esdiques, toléré par des administrateurs aveugles.

Il est faux que les formes diverses de la violence s'exercent au nom de la justice. Elles naissent en réalité de l'envie, de l'égoïsme, de la cupidité. Elles n'existent que par la pusillanimité et la démission de l'Etat. Et c'est seulement l'autorité de l'Etat qui permet le règne de la justice, ou tout au moins l'espoir d'une société plus juste. Car il n'y a pas de contradiction entre l'autorité et la justice. C'est même l'autorité seule qui peut établir la justice, car il faut pour cela contrarier des intérêts et froisser des habitudes. Et l'autorité est même, par essence, si inséparable de la justice qu'elle ne trouve un appui auprès de l'opinion et pour ainsi dire une sorte de légitimité que si elle rend manifeste et impressionnant son engagement pour la justice.

Le propre de notre "société" actuelle, c'est que la sécurité individuelle n'y est plus assurée, mais de plus et en conséquence que les libertés fondamentales qui devaient nous être garanties nous sont refusées. Le contrat social n'est plus honoré par la personne morale appelée "société".

La thèse qui sert de trompe-l'œil à cette société permissive, tout le monde la connaît et la répète, la répand, la légalise, avec une hypocrite vénération : "On ne saurait payer trop cher les bienfaits de la liberté". Or, justement, ces pratiques de la société permissive, systématisées et étendues à tous les domaines, ont abouti à la disparition des libertés fondamentales et vidé de toute signification le mot de "liberté" dont nos contemporains font un usage publicitaire aussi menteur que les affirmations de toute publicité.

Les trois libertés essentielles qui découlent du contrat social, la liberté individuelle, la liberté d'expression et la liberté du travail nous sont aujourd'hui refusées dans les régimes qui se disent démocratiques - ou sont si gravement obérées qu'elles nous sont refusées en fait, tout en nous étant accordées en principe.

La pire des inégalités, ce n'est pas l'inégalité devant la richesse ou par le rang social, c'est l'inégalité dans le degré de "permissivité" qui privilégie la licence et la violence de quelques-uns au détriment de la santé morale et de la maîtrise de soi de la collectivité, ce qui est la négation pure et simple de la véritable liberté. On parle pour la liberté mais l'on crée l'oppression comme on a philosophé à contre-sens avec le mot "grandeur" pour organiser en réalité l'impuissance, comme on parle toujours en faveur de la paix pour semer les causes de guerre. Les "sociétés libérales avancées" nous ramènent ainsi à la barbarie des premiers âges et aux jeux de cirque, et débouchent sur les totalitarismes qui ont toujours choisi la voie de la violence.

Le banditisme et ses formes modernes les plus extrêmes comme la prise d'otages et la torture sont les symptômes du désarroi moral de nos sociétés. S'il n'appartient peut-être pas toujours à l'Etat d'imposer une morale, du moins conviendrait-il qu'il ne contribue pas à étendre ce désarroi. Car il est bien de son rôle, et généralement de celui des institutions, de mettre les hommes à l'abri des agressions psychiques et morales et de créer les conditions du libre épanouissement de la personnalité de chacun. L'ordre moral n'a jamais valu grand-chose s'il ne tire d'abord ses sources d'un ordre social légitime et d'une morale reconnue. Mais quelle est la légitimité d'une démocratie qui a constamment érigé en principe qu'il faut tuer Brailach, mais non Ravachol ou Landru" Cette démocratie-là se condamne par avance à vivre un jour la réalité des archipels goulags.

*
* *
*

- Un Etat qui se prête à de tels conditionnements ne sait pas qu'il se met en danger de mort. Mais ceux qui les lui recommandent le savent très bien : cherchez et vous découvrirez que ces manipulateurs de la raison humaine sont toujours agents secrets de la subversion. Les générations qu'ils forment sont toutes prêtes à croire que, cette fois-ci ça ira, puisqu'on leur a tourné l'esprit à supputer les mythologies de l'avenir, nullement à méditer l'histoire du passé. Le but véritable de la Révolution, c'est de constituer d'immenses troupes d'ilotes n'ayant ni passé ni avenir. Et pour cela, dans la logique révolutionnaire, il est normal de tuer le Père, celui qui relie au passé parce que lui-même est fils. L'histoire du passé devrait enseigner pourtant que les mêmes causes produisant les mêmes effets : la subversion prépare le totalitarisme néantiste. Voilà que renaît, en effet, de ses cendres, en cette fin du XXème siècle, dans des pays démocratiques, pacifiques et relativement encore prospères ce vieil esprit mauvais de l'anarchie qui fit trembler l'Europe au tournant du XIXème siècle, ce phénix du nihilisme qui ébranla, au revolver et à la bombe, l'empire vermoulu des tsars. Baader, Curcio et leurs amis sont les enfants de Ravachol, de Caserio et de Kropotkine, des enfants qui auraient fait leurs classes à l'école de Prague, et suivi les cours du soir de l'O.L.P.

Pour commettre d'autres régicides ? Non, ce n'est plus seulement maintenant une affaire de Rois que le régicide ! C'est une affaire d'égalité pour l'humanité toute entière. Mais il faudrait avoir la plume de Barbey d'Aurevilly pour montrer comme lui l'a fait à propos du XVIIIème siècle, que "cette frénésie d'égalité" n'était que l'effroyable prétention d'un siècle qui déroulait logiquement la "philosophie des Lumières", que cet esprit allait s'en prendre à "toute supériorité personnelle", pour la raison qu'au fond toute supériorité personnelle est une royauté à sa manière". Au bout, si on laisse faire, "le régicide du genre humain".

Pour ne pas en arriver là, les "Egalitaires", les "Niveleurs", nés des lendemains de la Seconde Guerre Mondiale et de l'Epuration, comme leurs ancêtres de la Révolution de 1789, devront finir par être des régicides contre les leurs, par décapiter à leur tour après leur mort leurs grands hommes révolutionnaires. Car on ne peut, à la fois, quand on est au Gouvernement, continuer à vanter les actes terroristes commis dans le passé pour "la bonne cause" et condamner le terrorisme actuel comme inadmissible et scandaleux. Le terrorisme, à toutes les époques, est un moyen criminel qui peut être mis au service de n'importe quelle idéologie et tous les terroris-

tes ont toujours une "bonne cause" à faire valoir pour justifier leurs actes. C'est en bloc qu'il doit être répudié.

La conscience morale est ce sentiment intérieur par lequel l'homme se rend témoignage à lui-même du bien et du mal qu'il fait, elle juge donc un acte, et cet acte, quel que soit son auteur, est bon ou répréhensible. Pourtant aujourd'hui, signe d'un temps décadent, la conscience s'élargit jusqu'à devenir "universelle", et dès lors que disparaît le sens de la responsabilité individuelle, ses canons en sont conduits à réfléchir dans un prisme déformant la couleur politique de l'individu et son appartenance au clan des vainqueurs ou à celui des vaincus. Il n'est donc de crimes de guerre répugnants -et, certes, ils l'ont été- que ceux de Hitler et de ses sbires, mais ne seraient pas des crimes contre la nature humaine les exactions dont ont été victimes (sans parler de la Chine de Mao) des dizaines de millions de gens à l'occasion des purges intérieures soviétiques et de la barbarie des Armées Rouges (pour ne pas remonter aux cuisants souvenirs laissés à certains pays européens par les armées françaises de l'Empire)-!

Que dire donc du terrorisme, cette lâche forme de la guerre subversive moderne ? Criminels de pareils actes, certainement, et nous les réprouvons tout autant que le pilonnage systématique par les roquettes des camps civils palestiniens qui, quelquefois, le suscite, ou que les représailles qui le suivent. Mais ce terrorisme qui s'accentue crescendo depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, trouve dans celle-ci sa justification inavouable parce que mythique. Pour de bons motifs ou non, c'était aussi le temps des soldats sans uniforme qui, qu'on le veuille ou non, au mépris des règles de la guerre et des conventions des armistices signés entre certains pays belligérants, faisait de l'assassinat pur et simple, de l'explosion aveugle d'une bombe ou d'un raid à travers des populations sans défense, des actes héroïques. "Ici, à cette tribune, nous sommes tous d'anciens terroristes", pouvait se flatter M. Daniel Mayer, ancien Président des Droits de l'Homme. Et pourtant, il ne peut y avoir un bon terrorisme ici et un mauvais là : les procédés et les exécuteurs sont les mêmes et germent dans les mêmes cervelles. Ce qui distingue un Staline d'un Arafat, c'est que l'un est un terroriste parvenu au pouvoir et que l'autre a échoué dans sa tentative d'être reconnu comme Chef de l'Etat Palestinien. Ce n'est donc plus l'action intrinsèque qui est condamnable ou absoute mais bien le résultat qui la couronne. Le temps des otages, des crimes collectifs et des massacres d'innocents, dont la délinquance contemporaine s'inspire fidèlement aujourd'hui, qui donc, en toute honnêteté morale et intellectuelle, peut nier que nous l'avons nous-mêmes forgé par les turpitudes, et d'un bord et de l'autre, commises entre 1940 et 1945 ? seulement voilà, Nuremberg a été érigé comme seul tribunal de référence. Qu'on nous pardonne une franchise qui n'a pas du tout l'intention d'être une provocation ! ne peut en être offusqué le loyal combattant à visage découvert.

Au nom d'autres "circonstances exceptionnelles", de Louis XVI à Gracchus Babeuf en passant par Bailly, Danton et André Chénier, beaucoup, à l'époque révolutionnaire, ont payé de leur tête, comme les condamnés de Nuremberg, le peu de cas que les Jacobins faisaient du principe de la non-rétroactivité des lois. Mais vous, Français, vous sentez-vous pour autant responsables des "mariages républicains" de Carrier, des colonnes infernales de l'ignoble Turreau qui avouait à la Convention : "Je n'ai pas un seul prisonnier à me reprocher", ou de l'Oradour républicain, toute une bourgade massacrée ou brûlée vive, les Luts en Vendée, ou des fautes de Bonaparte, l'homme qui, pour ne pas s'encombrer de prisonniers, en fit fusiller plus de mille sur la plage de Jaffa ? L'homme de tous temps a été un loup pour l'homme : les "Croisés" pour l'Islam, l'Eglise pour les hérétiques et les incroyants au temps de la Sainte-Inquisition, les "républicains" espagnols pour les "nationalistes" et vice-versa, les Anglais pour les Boers, les Américains pour les Indiens, et l'Union Soviétique dont la propre presse reconnaissait déjà, à l'occasion du 5ème anniversaire de la Tcheka-Guépéou, en 1923, l'exécution de près de 5 millions de condamnés à mort, ou chez qui le rapport Molotov au VIIIème Congrès Pan-URSS de 1939 avouait que la répression entre 1929 et 1932 inclus s'était soldée par la mise à mort de 5 469 000 paysans, réfractaires à la collectivisation. Et le Viet-Nam sous l'actuelle terreur rouge, et le

Cambodge et les 800 000 victimes de l'exsanguination de Phnompenh, etc... etc...!

"Plus jamais ça", plus jamais Dachau, Auschwitz, Buchenwald, nous vous en prions grand Dieu, mais pourquoi la Conscience humaine ne voit-elle toujours que les crimes épouvantables des vaincus, et jamais ceux des vainqueurs ? "Ce que l'Allemand a fait au juif en Europe, a écrit le grand aviateur Charles Lindberg dans son "Journal", nous le faisons au Japonais dans le Pacifique. Ce qui est barbare pour un camp l'est également pour l'autre : "Ne jugez pas et vous ne serez pas jugé".

"Vae Victis", c'est en poussant ce cri que, scandalisées par les crimes des autres, nous osons jeter la première pierre, nous qui avons pourtant annihilé Dresde, atomisé Hiroshima et Nagasaki, massacré des milliers de Polonais à Katyn, livré des millions d'Européens à l'esclavage soviétique. Assez d'hypocrisie ! un vieux dicton rappelait jadis que "lorsqu'on a ses chausses brenneuses on ne grimpe pas au mât de cocagne". Pour avoir décroché de celui-ci la victoire, ne restons pas sourds aux cris de notre conscience, sinon pourquoi nous prévaudrions-nous du droit de juger ceux qui sont restés sourds aux cris de la leur ?

Il est vrai que cette surdité est une des caractéristiques de notre temps. Elle nous enseigne que le fanatisme, la haine, le conformisme idéologique sont des poisons de longue durée qui agissent encore dans notre organisme social. Elle nous annonce le danger qui nous menace demain : celui d'une pensée unicolore obligatoire, se faisant entendre seule, analogue avec des degrés adoucis du terrorisme et de la contrainte à l'alignement sur ces credos obligatoires que les pensionnaires des régimes communistes sont obligés de réciter.

Les dirigeants de pays mis "universellement" sur la sellette feraient bien d'envoyer leurs propres délégations et autres équipes d'investigation dans les pays de ladite morale universelle afin d'y scruter prisons, terrains réservés pour les Indiens, chambres de torture pour suspects irlandais et autres goulages du monde. Ce jeu peut être joué à plusieurs : une équipe de Sud-Africains pourrait débarquer dans l'Etat d'Oklahoma où il y a de nombreux Peaux-Rouges, un comité de juristes chiliens pourrait se rendre dans l'Ulster, et un contre-Amnesty composé de Turcs devrait, le plus officiellement du monde, être mandaté par Ankara, afin de se documenter en Australie sur les injustices commises à l'encontre des Aborigènes. L'hypocrisie serait ainsi réduite à la portion congrue, et les hypocrites cloués à leur pilori portatif.

Si tous les "Mondes" du monde voulaient bien ainsi se donner la main, le respect inconditionnel de la vie humaine s'imposerait très rapidement, au moins officiellement, à travers toutes les nations. Mais la notion des Droits de l'Homme reste très élastique. En assurer la défense aurait pu être l'occasion pour l'humanité du XXème siècle, d'un pas de plus vers l'âge adulte. Tout au contraire, on a transformé systématiquement ce concept en mauvais alibi et l'ayant vidé dès lors de tout sens, on a engagé la société sur la voie de la régression en installant une anarchie morale que, seule, une loi d'airain pourra, à un moment ou l'autre, juguler. La violence politique révolutionnaire et anarchiste d'aujourd'hui est une violence qui se confond terriblement avec celle du droit commun et doit être traitée avec la même impitoyabilité. La libération épuratoire a tristement montré ce que sous couvert de politique, la bestialité passionnée était capable de faire. Il ne suffit plus évidemment de s'indigner de ce que dans un pays démocratique où il est mille façons d'exprimer les refus, on en vienne là. Il faut surtout répliquer, car tout phénomène d'accoutumance, l'indifférence tout autant que la peur, mettent précisément en péril la démocratie. Les bons esprits qui jusqu'ici ont trouvé toutes les excuses aux terroristes ne peuvent plus rester du même bord. Le temps de l'indulgence est terminé. Comme l'écrit Suzanne Leblin, "la seule subversion glorieuse est (en effet) celle de l'homme contre ses démons, c'est-à-dire contre le fanatisme, l'intolérance et la violence."

Le mal qui n'est pas que français mais qui est mondial, c'est qu'on a remplacé la conscience de l'âme par l'idéologie de l'esprit ; on a remplacé la noblesse du but, par le degré de réussite. Les fabricants de mythes sont en plein travail depuis longtemps et ils ne lâchent pas. Tant que les mythes durent, les régimes demeurent !... Le bien, le mal, jamais les hommes politiques ne mettront en cause la valeur morale de leur ambition et de leurs moyens. Encore moins avoueront-ils leur orgueil ou leur suffisance. C'est le mépris de toute morale transcendante, un attrait certain pour la tromperie, un affranchissement délibéré des règles que leur imposeraient la tradition des peuples de civilisation occidentale, la révélation religieuse, la morale et l'humilité.

Maïs il ne faudrait pas oublier pourtant qu'il existe en histoire une sorte de balancier au jeu duquel sont toujours alternés les influences et les dominantes. Plus la balance penche aujourd'hui d'un côté, plus elle penchera de l'autre demain. Ce qui doit nous aider à nous fortifier dans la conviction qu'une civilisation, même affaiblie, même dégradée, vaut qualitativement mieux que la barbarie qui s'accepte. Et que la barbarie victorieuse même, pour échapper elle-même au désastre que sa victoire entraîne, n'a de conseil à prendre ni de secours à espérer qu'auprès de la civilisation qu'elle détruit. Telle est la vérité. Et l'escamotage d'une vérité si manifeste nous prive de la seule règle de jugement qui puisse s'appliquer à l'histoire de toutes les décadences, histoire dont la matière est elle-même inintelligible et absurde.

*
* *
*

b) - LA FACE BLANCHE ET LA FACE NOIRE DE L'APOCALYPSE : -

- A la lutte des idées a donc succédé dans le monde le chassé-croisé des tueurs. C'est une ère de l'humanité qui finit. Le long effort qui a métamorphosé l'homme des cavernes, brandissant aveuglément sa massue, en un Bayard, en un Turenne, se clôt par un retour aux manières du pithécantrophe. Les derniers civilisés s'indignent-ils ? On leur ferme la bouche avec un mot : Résistance. Ces sanglants règlements de comptes sur son territoire constituent pour l'Europe une fatalité, pour ne pas dire son karma ; n'y a-t-on pas entre 1940-1945 assassiné des gens parce qu'ils pensaient mal, n'y a-t-on pas remplacé la guerre des soldats par les meurtres des civils, comme si les lois de la guerre n'appartenaient pas à toutes les époques, comme si la Convention de Genève n'était pas applicable par tous ? qui peut s'étonner dès lors du recul de la civilisation ? Une génération sociale s'est écoulée et pendant que l'Europe s'effaçait sur la scène internationale, les opposants irréductibles à tant de pouvoirs oppressifs cherchaient refuge sur son sol. Une sorte de vocation helvétique est venue à l'Europe, douloureuse constatation pour un continent qui a si longtemps commandé au monde, et qui devient le terrain préféré des "activistes" de tout poil.

Neutralisation, le mot est lâché, car il serait pour le moins imprudent de continuer à ignorer que c'est l'Europe Occidentale qui est visée, ses institutions comme sa façon de vivre. Imprudent aussi de continuer à ne pas observer que le terrorisme se garde d'opérer dans les pays de l'Est. Ne nous voilons pas la face ; l'Occident est en guerre, on s'acharne à le déstabiliser, à le démoraliser, à le pulvériser. Partons donc au combat contre le racisme, mais contre tous les racismes, et celui qui chercherait à nous faire perdre notre identité est aussi pernicieux : le respect de l'Autre passe par le respect de nous-mêmes. En temps de guerre, il n'est qu'une alternative : réagir ou baisser les bras. Le terrorisme est une machine de guerre ; c'est avoir une conception bien rousseauiste de l'homme que de croire que les ennemis de l'Occident, qui en veulent à l'âme même de nos nations, puissent le considérer comme superflu, quel que soit le régime politique de la nation.

Or, la démocratie qui condamne tous les extrêmes, et surtout l'extrême at-

tachement à la vérité, est le régime le moins sûr de son bon droit ; elle engendre des hommes flasques, ouverts à tous les compromis, qui auront toujours le dessous face aux extrémistes sans scrupules de tous bords. Le symbole de notre décadence, le malheur de notre temps, c'est l'homme du "juste milieu". Dans le domaine de la répression comme dans bien d'autres, l'excès de libéralisme aboutit à la négation du libéralisme. L'une des raisons majeures de la violence, c'est tout simplement l'indulgence-Gribouille. On dirait que le socialisme n'a de faveur que pour les assassins, les voleurs, les élitistes. Ce n'est pas pour faire cette politique qu'il avait été élu, mais le plus grave c'est que sa mansuétude s'étende au-dehors, sur les organisations sanguinaires. L'Etat de droit vire à l'Etat-démission, puisqu'il ne remplit plus correctement son rôle de gendarme. Clémenceau disait que "le Gouvernement a pour mission de faire que les bons citoyens soient tranquilles, que les mauvais ne le soient pas". Aussi lorsque l'Etat perd par sa faiblesse, le monopole de l'usage de la force, l'Autodéfense resurgit spontanément, chacun reprenant son droit naturel de se défendre, qu'il n'avait aliéné qu'autant que la "puissance publique" lui assurait une protection plus efficace. La tentation est alors bien grande, chez les particuliers comme dans les Etats, de revenir à la terrible loi du Talion ; elle se fait plus insistante chez les Français de confession israélite comme elle était vivace, hier, chez les Français d'Algérie. La seule manière de couper court à la politique de l'assassinat, c'est de lui appliquer exactement les règles de droit commun. Et, sur le plan international, de respecter les accords internationaux, le Droit des Gens, qui n'est pas autre chose que l'expression de la sensibilité européenne, telle qu'elle résulte de notre civilisation bien ordonnée.

Voir dans ces actions et réactions de violences des manifestations de racisme, c'est s'abuser sur les réalités. Il y a d'abord évidemment des raisons politiques à leur déchaînement. Etant donné que le marxisme vise à la dévaluation ou à l'anéantissement d'une classe ou d'une pseudo-classe, tout comme le racisme vise à la dévaluation ou à l'anéantissement d'une race ou d'une pseudo-race, il est très possible qu'à l'heure actuelle un complot para-marxiste ou crypto-marxiste organise cette violence. Il y a certes, à droite aussi, des illuminés qui croient que les bombes sont un moyen de secouer la torpeur de l'opinion publique. Mais la Droite est par essence nationaliste là où ses adversaires sont, eux, mondialistes. La Droite est traditionnellement pour l'ordre là où ses adversaires, depuis la nuit des temps, sèment le chaos. Et toute l'Histoire montre d'ailleurs que c'est la Gauche qui a inventé le terrorisme aveugle. Quel est le système politique qui l'a engendré ? C'est la grande Révolution française. Quel est l'homme politique en exil qui a conseillé de donner "à chaque groupe des formules de bombes simples", c'est Lénine.

A-t-on assez souligné que la naissance et l'épanouissement de l'internationale terroriste coïncidèrent avec la pratique de la détente dans les rapports entre blocs opposés ? sous quelque vêtement qu'il se présente, le terrorisme en réalité exécute un plan concerté afin de saper la résistance à la révolution, instaurer la peur, faire accepter le crime, le rapt, le vol, le chantage, la prise d'otages comme des actions normales, ou méritant l'indulgence. Chacun, dans son secteur, fait le sale boulot qu'on lui a dicté, quelque part du côté de l'Est de manière à déclencher le processus "Attentat-représailles". Il y a nécessité, urgente nécessité pour tous les peuples, toutes les races, toutes les cultures encore conscientes d'elles-mêmes, à s'unir contre leur seul ennemi commun : ceux qui veulent les détruire toutes, pour leur imposer, à toutes, un même mode d'existence, un même rythme, un même standard de vie, une même pseudo-civilisation, appauvrissante et destructrice." Le fascisme ne passera pas", les millions de victimes qu'on lui impute le rejettent ; mais plus de cent-cinquante millions de victimes sont à inscrire au passif du communisme depuis 1917, qu'attendent donc les mass media pour lui faire son procès tout aussi fermement ? alors, les peuples s'aviseraient bien vite que cette violence libre, sans retenue, qui donne lieu aux actes terroristes disséminés et imprévisibles, ne signifie pas la montée d'un cours nouveau de l'Histoire, mais traduit au contraire le crépuscule, l'extinction de la terrible logique du système marxiste-léniniste, qui avait encouragé, légitimé la violence.

- C'est pourquoi, en tant que philosophes de l'Histoire, et en dehors des causes circonstancielles que nous venons d'énumérer, ce qui nous intéresse, c'est le conglomérat métaphysique qui peut englober tout cela.

L'Apocalypse a toujours une face sombre et une face claire qu'on ne peut pas dissocier. Si l'homme du XXème siècle a été destiné à subir un triple modelage; physique du fait de la première guerre mondiale (pas d'idéologie mais des buts purement matériels) - psychique (la deuxième guerre mondiale fut la guerre de l'âme, des passions) - et intellectuel (l'effet de la troisième guerre mondiale en préparation), c'est en vue de créer un homme nouveau, capable de traverser ces trois épreuves. Et le philosophe Raymond ABELLIO a raison de nous rappeler que chacune d'entre elles a eu ou aura des conséquences ontologiques particulières. Conséquence de la guerre de 14 : une résurrection du corps de l'homme : extension universelle du sport et libération du sexe. Deux choses qu'on n'avait pas vues depuis les Grecs ; la guerre de 40 et son ampleur psychique ont donné le triomphe universel des racismes dont l'aspect négatif ne doit pas nous faire méconnaître ici encore un certain côté positif de rajeunissement de nos pouvoirs émotionnels ou esthétiques. Troisième stade enfin celui que nous vivons depuis les années 60. L'ampleur de l'activité psychique occidentale, après avoir couvert les Etats-Unis, est arrivée à la barrière du Pacifique. Et le reflux intensificateur de cette vague elle-même produit une ampleur intellectuelle. Les hommes se battent pour se battre, et non pour faire la révolution sociale. C'est une révolution d'intellectuels. C'est une élite intellectuelle qui n'a d'autres buts que de s'éprouver elle-même et d'exciter son intelligence en tant que faculté séparée. Le terrorisme n'a pas d'idéologie. Cette violence est l'affirmation d'une composante intellectuelle de l'homme qui a fait le tour de toutes les insatisfactions des autres composantes (le corps et l'âme) et qui vit alors pour elle-même et se dévore elle-même.

La violence n'a pas encore détruit le monde. Elle ne le détruira d'ailleurs pas du tout. Elle est une crise de jeunesse. Le martelage par trois guerres, du corps, de l'âme et de l'esprit, qui a sacrifié des dizaines de millions de personnes, c'est la loi de l'évolution de la conscience. La loi de la re-juvénalisation, du rajeunissement de l'espèce à venir. La dynamique de cette fin de siècle, c'est donc une lutte, partout, entre les forces d'uniformisation et les volontés de différence, mais celles qui en sortiront vainqueurs ne seront ni conservatrices ni progressistes : elles prédisposeront l'homme à aborder un "siècle métaphysique" sous l'éclairage de la connaissance de ses fins dernières, en vue d'une éthique nouvelle, d'une sensibilité et de comportements nouveaux à déterminer. A nouveau, le balancier de l'Horloge du temps aura basculé de l'horizontal vers le vertical.

*
* *
*

- En attendant ce basculement, l'Histoire se répète. L'Empire romain n'avait pas eu besoin des Vandales et des Goths pour être abattu ; son autodestruction avait déjà commencé avant que les barbares ne se présentent à ses portes. C'était l'Empire lui-même qui s'était chargé de sa propre démolition en confondant les notions d'Universalité et de Cosmopolitisme, c'est-à-dire, ce qui est vrai de tous temps et en tous lieux avec ce qui n'est que mode superficielle et temporaire. Les mythes se répètent : tout donne à penser que les sociétés européennes approchent d'une même limite, et qu'on peut définir la période contemporaine comme celle durant laquelle se seront effondrées les bases de la moralité. L'Histoire a une logique. Appelons ça le fil d'Ariane, ça revient au même. Mais réfléchissons une minute : si des hommes ont vécu dans des sociétés qui ont, quoi qu'on dise, marqué l'histoire de l'humanité, c'est que les principes qui dictaient leur comportement n'étaient pas foncièrement mauvais. Et de fait, pour les avoir répudiés, le monde occidental, "désastre et trahi par ses élites, souffre aujourd'hui d'une crise spirituelle sans précédent au point que l'esprit de sacrifice a quasiment disparu dans cette société élevée dans le seul culte du confort matériel. A mesure qu'il

a de plus en plus- et surtout veut avoir de plus en plus- l'homme est de moins en moins.

C'est pourquoi la Civilisation occidentale, la seule qui ait soumise la terre et en a cherché la loi dans le combat, a perdu sa vitalité jusqu'à ne plus vouloir se défendre. C'est pourquoi aussi cette Civilisation occidentale qui reposait sur l'irrésistible besoin de connaître ne se transmet même plus. Les maîtres sont paralysés par le nombre. Si bien que pour contraindre à une cohabitation paisible les masses qui aujourd'hui étouffent ou croient étouffer, les savants ont inventé des armes capables de les détruire, toutes d'un seul coup. Et que, pour maintenir leur cohésion interne, de multiples dictateurs les enserrant dans des réseaux d'informations capables d'anéantir toute velléité personnelle de pensée ou d'action. La massification engendre des robots. Et nos bien-aimées "mass media" - ce quatrième pouvoir que Soljenytsine considère comme "la plus grande puissance au sein des pays occidentaux" -représentent le moyen de produire ces robots en quantité industrielle. Alors, que l'on ne nous parle plus de liberté, de l'homme ; quant à la liberté des robots elle est la négation même de la seule liberté qui compte, la liberté de l'être.

- La tête pleine de clichés que les mass media diffusent et issue d'une certaine intelligence, une génération sans mémoire est en train d'apparaître. Si elle en était dotée comment pourrait-elle concilier le dogme de l'évolution par lequel les progressistes entendent légitimer l'essentiel d'une vision dirigée vers un point omega à venir avec la conception égalitariste de ces derniers qui voudrait qu'un homme égale un homme, une race égale une race par l'annulation des effets de l'hérédité, cette merveille de la nature, à laquelle la "Gauche" refuse de croire, en même temps qu'elle prétend créer l'homme nouveau ? Comment, en effet, des caractères réputés non transmissibles dans ce dernier cas pourraient-ils dans l'autre s'accumuler pour fournir la base même des mutations de l'espèce ?

On nous fait tout un dogme de l'évolutionnisme, mais à condition que les lois de la génétique ne viennent pas contredire les fameuses déclarations sur la soi-disant égalité des races, et en oubliant de considérer que les races sont diversement impressionnées par les mêmes sujets. Au nom de quoi, les progressistes se sont découverte une mission. Ils se sont jetés avec un fanatisme sans pareil sur le monde qu'ils veulent convertir. Cela signifie qu'ils veulent imposer leurs dogmes à tout le monde et que cela doit conduire à de nouvelles persécutions.

Cela aura été finalement une catastrophe pour le développement de notre race que tout à coup elle se soit efforcée de comprendre ce qui la détruit. A cette occasion, c'est la revanche du non-talent sur le talent, de l'égalitarisme sur l'élite qui a prévalu. Tout le monde ne peut pas en effet composer comme Beethoven mais tout le monde peut frapper à tour de bras sur des casseroles avec des fourchettes. Dès lors, tout le monde peut devenir artiste. Et aujourd'hui, ce sont ces "artistes d'avant-garde" qui défendent la cause de l'adaptation totale au milieu, qui prêchent le conformisme à la dominante de leur époque. De notre temps, cette dominante est celle de la science et de la technique. L'avenir dans lequel s'engagent ces artistes et où ils prétendent nous engager à leur suite est le même que celui dont les technocrates veulent nous imposer les formules. Il s'agit d'un alignement de l'art sur la volonté de puissance technico-scientifique dont on accepte la visée fondamentale et la plus dangereuse pour les libertés : celle qui consiste à vouloir régir rationnellement la condition humaine. Nous rencontrons ainsi, pour reprendre une expression de Montaigne, "des ânes chargés de livres qui bronchent au moindre obstacle", car au fur et à mesure que l'instruction s'accroît, la connaissance véritable décroît.

Les données scientifiques de l'évolutionnisme demeurent pourtant encore dans le vague. Si l'autorité des célébrités diplômées impressionne certains on peut citer l'opinion de savants qui affirment que voilà vingt mille ans les enfants naissent sur les bords de la Volga, de l'Indus ou sur les pentes du Caucase avaient le même potentiel intellectuel que ceux d'aujourd'hui. La complexité des langues ancien-

nes (Sanskrit, Grec, Egyptien, Chinois) semblerait même montrer que nos ancêtres, n'ayant pas les moyens d'exercer leur esprit aux subtilités de la technique, l'utilisaient dans l'art du langage, et sans doute aussi du beau langage.

Alors, si les principes de la sagesse de toujours pouvaient l'emporter une fois sur "les vérités" du moment de la science, ils nous persuaderaient vite que dans toute Civilisation, il y a deux phases : la phase expansive et la phase régressive. Dans la phase expansive, les couches inférieures de la société prennent exemple sur l'élite dont elles reconnaissent la droiture et la compétence. Dans la phase régressive, le processus est très exactement retourné : l'élite essaie de flatter les couches populaires en retenant ses modes de vie. Nous sommes évidemment au coeur de cette dernière, ce qui n'a rien de consolant.

*
* *
*

- Abandonnant à leur solitude wagnérienne la coutume germanique et les traditions religieuses élitistes de l'homme du Nord, hommes d'Etat contemporains et mass media soudoyées usent perfidement des armes combattantes livrées par le Droit Romain, droit égalitaire, et le christianisme, religion d'égalité, pour élever au rang de "vérité révélée" leur conviction révolutionnaire que tous les hommes sont nés égaux. Mais quand les Jacobins parlaient d'égalité, c'était à l'idée des droits qu'ils pensaient. Au contraire, quand le Président de la République française se propose si ardemment de lutter contre les inégalités, il s'agit de l'inégalité des biens. Confusion pourtant habilement entretenue pour des buts lointains, mais "ce n'est pas parce que les inégalités sociales brouillent les cartes que nous avons le droit de nier les inégalités biologiques", affirmait en septembre 1974 le Professeur Lhermitte aux Journées Pharmaceutiques Internationales de Paris.

Kibl-Eibesfeld a suffisamment su expliquer, en effet, que les attitudes sociales de base se développent, en dépit de tous les efforts des éducateurs, chez les hommes des cultures les plus diverses. Tous les êtres humains, en fait, réagissent à des complexes primitifs ancrés dans la structure même du système nerveux de l'homme. Nous sommes équipés de mécanismes qui traitent les perceptions, et dès la naissance chaque individu est donc pourvu d'un certain nombre d'aptitudes et de dons, sur lesquels le milieu n'intervient que secondairement pour exercer sur ces prédispositions un rôle de modulation. Et encore faut-il préciser l'acception de l'environnement, car celui-ci ne désigne pas seulement le milieu culturel mais aussi et surtout les conditions de la grossesse, de la naissance, des affections post-natales, de la nutrition, etc....! C'est pourquoi, d'une façon générale, le degré de ressemblance psychologique entre deux individus est très exactement proportionnel au degré de parenté, et cela indépendamment de toutes les variations du milieu, ainsi les enquêtes génétiques en particulier chez les vrais jumeaux, révèlent chez eux une haute concordance des Quotients Intellectuels.

La controverse peut porter sur la possibilité de quantifier l'intelligence par des tests, mais il n'est pas contestable que celle-ci s'avère en moyenne héritable à 80 %. Il nous faut donc conclure à la nécessité du matérialisme biologique et, sur le plan politique, à celle d'un élitisme de l'esprit : la moins mauvaise société sera, sous ce jour, celle qui se pliera à la "loi de gradation" qui règle "toute chose du ciel et sur la terre". Mais cet élitisme doit être exempt des privilèges matériels qui caractérisent par exemple le pseudo-élitisme bourgeois : il faut qu'il y ait renouvellement des élites par une grande mobilité sociale, ce qui sous-entend l'égalité des chances pour tous les membres de la communauté raciale et une justice sociale rigoureuse. "Nous sommes ainsi faits", disait Lorenz, "qu'il nous est impossible d'aimer l'humanité entière"; mais ayons au moins la volonté équitable de rechercher dans TOUTES LES CLASSES SOCIALES les individus qui ont une valeur biologique inexprimée. On pourrait ainsi recréer une aristocratie véritable, basée sur des valeurs biologiques, présentant les qualités physiques, intellectuelles et morales nécessaires

à la renaissance européenne.

Ce faisant, nous ne ferions que nous conduire à l'image des différentes sociétés des vertébrés au sein desquelles sont relevées des hiérarchies très strictes. Comment celles-ci n'existeraient-elles pas puisque, si l'on en croit le Docteur Salye, "la cellule isolée arrive (sans doute) à vivre seule mais mal". (Au contraire) "associée à d'autres, elle accepte de remplir certaines fonctions modestes ou importantes au sein d'un organisme complexe, qui vient en faisant mieux vivre chacun de ses composants".- Cette théorie, les Anciens la connaissaient déjà si on se souvient de la fable des membres et de l'estomac qui ramène le calme, paraît-il, lors de la première lutte entre patriciens et plébéiens à Rome. Nous retrouvons dans les sociétés animales les linéaments de ce que furent longtemps les sociétés humaines pour avoir précisément calqué sur elles leurs normes de comportement social, et de ce qu'elles devraient être encore.

Mais l'homme occidental se comporte comme un animal qui ne voudrait plus connaître les lois de sa survie. Qu'il continue dans cette voie et sa fin est en vue. Il viole constamment des impératifs biologiques qu'en ne violant pas sans périr. Les hommes ne naissent pas égaux, et ce pour la bonne raison qu'ils sont chacun le produit de combinaisons génétiques et que, vu les milliers de gènes qui ont eu à se combiner lors de leur conception, les combinaisons possibles se chiffrent par milliards, si bien que la chance d'existence simultanée de deux êtres identiques est hors de question. Chaque être humain est un accident unique à l'intérieur de l'identité de son espèce et du cadre général de son destin.

Les domaines du comportement humain étant programmés phylogénétiquement, l'élevage des enfants en groupe, sans lien avec les parents, donne et ne peut donner que des résultats néfastes. Il tient en effet à la nature profonde de l'homme, être de civilisation par excellence, de ne pouvoir trouver d'identification satisfaisante qu'à l'intérieur d'une culture et par le truchement d'une culture. Ce besoin d'identification n'est plus satisfait dans la mesure où le patrimoine culturel n'est plus valablement transmis des parents aux enfants alors que "conserver les connaissances acquises est encore plus important que d'en acquérir de nouvelles" ! Cette crise de la famille, Lorenz l'impute à la technique et à l'éducation anti-autoritaire qui, mettant sur le compte d'une éducation manquée, les tares et les défauts de chacun, contribue à anéantir le sentiment normal du bien et du mal (en premier lieu chez le criminel qui s'apitoie sur lui-même et se considère comme une victime de la société ?). Une éducation trop permissive d'une part, et une politique scolaire trop molle, d'autre part, ne conduisent pas à l'apaisement, mais tout au contraire, à un accroissement de l'agressivité.

Or, voilà qu'à l'encontre de toutes les données scientifiques les plus sérieuses, on irait même aujourd'hui jusqu'à remplacer la famille par le kibboutz, la commune populaire ou autre collectivité. Et pour peu que des coopératives de sperme et des mères artificielles soient mises au point, le comble de la perfection serait enfin atteint. Qu'en y prenne garde ! en prêchant la rupture de la tradition qui avait si merveilleusement adapté les diverses "lois naturelles" dégagées par les éthologues, les idéologies extrémistes s'engagent dans la destruction et non pas dans l'évolution.

*
* *
*

- Les résultats des expériences du professeur américain Jensen, du professeur anglais Eysenck, et autres sommités comme Roberts, Cattell, Vanderberg, Nichols, Loehlin, Hearnshaw, Mansinger, Darlington, Carter, Geberne, etc... démentent les dogmes et les slogans égalitaristes (aussi bien sur le plan des individus et des races) que les autorités nationales et internationales s'efforcent d'enfoncer dans les esprits des masses. La principale raison du procès fait aux tests de nos jours, c'est que les tests cherchent à établir les différences

entre les personnes et que la tendance, à l'heure actuelle, est plutôt à prôner l'égalité entre tout le monde : elle condamne par conséquent la recherche des différences, qu'affirment avec éclat au contraire la persistance et la puissance des chromosomes.

Ces tests prouvent surtout aussi que les Blancs possèdent un Quotient Intellectuel supérieur aux autres groupes ethniques, les Noirs arrivant au bas de l'échelle pour des raisons de développement mental différent entre ceux-ci et ceux-là. Suivant Léopold Senghor, lui-même chantre de la Négritude, "le Nègre sent avant que de voir, il réagit immédiatement au contact de l'objet, aux ondes qu'émet l'invisible. C'est sa puissance d'émotion par quoi il prend connaissance de l'objet. Le Blanc européen tient au contraire l'objet à distance, il le regarde, l'analyse, le tue - du moins le dompte - pour l'utiliser". C'est ainsi reconnaître non pas une infériorité dans l'absolu entre les deux races, mais bien leur dissemblance. Cela seul importe à notre démonstration, car nul ne peut nier que notre civilisation est le fruit de la technologie blanche, et que nulle autre race n'est à même aujourd'hui et pour un laps de temps encore imprévisible de parvenir à un tel degré de perfection dans ce domaine.

Pourquoi donc, sachant qu'ils mentent, les maîtres occultes du monde persistent-ils à faire pression, surtout financièrement, sans respect de la liberté de recherche scientifique, sur les savants qui orientent leurs études et leurs expériences vers les comparaisons raciales en matière intellectuelle, tout autant que sur les mass media chargés de faire l'opinion ? on ne peut déceler dans cette façon d'agir que la volonté d'aboutir à un mélange interracial qui déboucherait sur un nivellement par le bas à l'échelle mondiale, nivellement qui est déjà en cours de réalisation à l'intérieur des pays industrialisés par divers moyens (enseignement rénové, modes absurdes, rythmes primitifs, etc...). Comme si l'idéal consistait en un métissage général qui uniformiserait définitivement l'espèce humaine ! Nivellement à l'échelle mondiale ? Voilà le mot-tabou lâché. La vision mondialiste de la société avec son goût d'universalisation et de nivellement cosmopolite, son idéal de brassage des races et l'abolition des différences, de technocratie universelle et de croissance infinie, est en effet en train de se réaliser sous nos yeux dans l'indifférence générale.

- Or, dans un monde où tout et tous prétendent imiter les sociétés européennes, ce sont celles-ci, sans conteste, qui devraient revendiquer une supériorité universelle résultant d'une antériorité et d'une congruence héréditaire. Nous nous reconnaissons le droit de dénier à des peuples "en voie de développement" la prétention généralement meurtrière à des titres de supériorité solaire ou lunaire ; nous ne leur accordons pas un seul instant la primauté morale sur le travail lent et efficace d'une création nationale obtenue par les labeurs millénaires sous la lumière chrétienne. L'homme occidental n'a pas à rougir de son histoire passée, en dépit de l'idéologie de culpabilisation et de désagrégation diffusée par les médias, car elle est faite de conquête, de découvertes, de civilisation. L'esprit prométhéen a constamment animé l'homme blanc : dès lors qu'il ne lui appartient plus de coloniser la Terre, il part, seul, tout seul, à la conquête de l'espace ; et lorsque l'espace interstellaire (et les fonds sous-marins) sera à son tour colonisé, il maîtrisera le temps, c'est ce que nous a promis Dubrocq, le physicien français bien connu.

Par contre, l'homme occidental aura peut-être à rougir de l'avenir pour avoir méprisé toutes les données humaines et les lois intangibles qui toujours régiront le monde. Les pays importants aux grandes instances internationales sont aujourd'hui écrasés numériquement sous le poids d'une fourmilière de peuplades inorganisées. On égalise, à scrutin, David et Goliath, la puce et l'éléphant, sachant bien pourtant que l'indépendance n'est possible et acceptable que pour des sociétés dignes, venues à maturité suffisante, c'est-à-dire susceptibles de subsister sans tendre la main aux "pays les moins pauvres du monde". Ce genre de règle ayant bien été explicité, nous manquons de courage pour renier de telles inepties, prouvant par le fait même notre

incorrigible décadence. Car l'esprit de l'O.N.U. est anti-blanc et ce phénomène ne pourra que s'accroître vu la décomposition sociale actuelle de cette intéressante Assemblée. Si, d'une part, il existe une évolution, de l'autre, il ne peut s'agir que d'une involution. Simple histoire de barricades !

- C'est le sel qui arrive à engendrer un type racial. Or, d'une part, de nos jours, ce mélange humain ne se compte plus en siècles mais en années brisant ainsi le processus évolutif, d'où ce refus absolu d'incorporations et cette manifestation de rejet qui se développe partout et semble surprendre. Comme si chacun de nous ne dispose pas d'une manière personnelle de vivre, de penser, de s'alimenter et d'agir ! et en plus, il faut compter avec la différence de langues, de coutumes, de folklores, de religions, de mœurs. Dans la Tour de Babel des êtres humains, l'ambition mondialiste n'est pas réalisable, même dans une perspective à longue échéance. Que l'égalité soit ou non un bien, elle ne l'est pas plus de son côté. Et il est donc sans intérêt de dissertar sur la désirabilité d'une chose impossible. "Ce qui n'est pas de l'éternité retrouvée est du temps perdu", a justement fait observer Gustave Thibon.

Certes, des modèles existent de ces pays-clapiers où les individus domestiques s'abatardissent chaque jour dans la sécurité dite sociale et la promiscuité sexuelle tout en étant écrasés par une fiscalité démente. Même si certains rêveurs prennent cette expérience contemporaine pour modèle et pour but, nous jugeons utile de rappeler qu'en ne peut impunément transgresser certaines lois naturelles, telles la compétition et la sélection inscrites profondément dans notre capital génétique bien plus que fruit de la culture. Le moment est venu de calculer la véritable prix de la pâtée communautaire que nous promettent certains doctrinaires. Nulle société n'est aujourd'hui plus hiérarchisée ni moins égalitaire que l'univers communiste. Or, on veut que nous détournions les vœux du Goulag pour les fixer avec réprobation par exemple sur l'Apartheid : c'est là hypocrisie ou duplicité, car les choses sont claires et l'alternative bien simple : comprendre la nature, lui emprunter ses lois, les adapter... ou disparaître !

Tous les mythes contemporains s'écrouleront comme autant de châteaux de cartes, devant l'assaut des vérités et des réalités, dont le XXI^{ème} siècle sera l'initiateur. Qu'en ne nous parle plus de ces vieilleries que sont devenus la démocratisation libéro-socialiste et le marxisme progressiste. L'homme moderne est un numéro robotisé qui a perdu son identité, l'attachement à ses valeurs, le sens de sa race, le goût du devoir et la fierté de l'honneur et du courage.

*
* *
*

c) - AU DERNIER TEMPS DE L'INVOLUTION -

- "Oui, l'Europe septentrionale est la mère des peuples. Tel est le destin maintes fois répété des hommes aux cheveux de lin et aux yeux bleus : ils conquièrent un pays, lui donnent une langue, une civilisation, puis, décimés par les guerres, dévirilisés par le climat, submergés par des populations plus prolifiques, ils sombrent enfin dans la décadence : la civilisation de la masse succède à la civilisation de l'élite. Telle est la règle depuis les Celtes aux Hellènes et aux Romains".

Nous avons mis en exergue le mot profond de Lord Beaconsfield ; notre seconde citation est de Walter Rathenau, ministre des affaires étrangères de la République de Weimar, assassiné en 1922.

"La tragédie du peuple aryen est à la base de l'histoire du monde, voire de l'histoire de l'humanité. Un merveilleux peuple blond prend naissance dans le Nord. Chacune de ses migrations devient une conquête, chaque conquête une fertilisation de la culture et de la pensée (-). Enfin, le Sud remporte la victoire et une religion orientale prend possession des Nordiques". Voilà esquissé en quelques lignes

par un Israélite génial, la tragédie plusieurs fois répétée des peuples indo-européens : en Asie, en Afrique, et en Europe après le déclin de Rome. Rien ne dit qu'elle n'est pas en train de se répéter. Nous avons tout danger de craindre "les peuples, comme dit Valéry, qui n'ont pas d'Histoire".

Parmi les lecteurs du Dكتور Carrel, combien y en a-t-il qui aient compris l'importance d'une œuvre qui a trait à la crise de civilisation ? Le but à atteindre, c'est le maintien et le développement de la civilisation. Mais en quoi consiste-t-elle ? La réponse à cette question est très nette. Après avoir rappelé les éléments de notre déchéance, il écrit : "Après tout, la civilisation a pour but, non pas le progrès de la science, mais celui de l'homme".

C'est la qualité de la race qu'il s'agit d'abord d'améliorer. Il faut en effet, aller au plus pressé : "La société a besoin de surhommes, car elle n'est plus capable de se diriger et la civilisation d'Occident est ébranlée jusque dans ses fondements".

"Le moment est venu, écrit Carrel, pour les vivants de se séparer des morts et d'agir. Seuls ceux qui brûlent de la passion de l'aventure sont aptes à construire la Cité nouvelle".

Carrel, du reste, ne se contente pas de donner, par tout son comportement, une leçon d'énergie, il tient encore à communiquer sa foi dans les possibilités, pratiquement illimitées, de la race blanche ! Après avoir rappelé ce que les hommes d'Europe ont réalisé depuis la chute de l'Empire romain, il assure que "ce que nous avons réalisé une première fois, nous sommes capables de l'entendre de nouveau. Si notre civilisation s'écroulait, nous en construirions une autre".

S'il existe une évolution de l'Histoire, nous penserons avec M. Amaury de Riencourt "qu'au lieu de glisser également vers la gauche républicaine, comme nous le pensons généralement, nous glissons depuis près d'un siècle vers la droite autocratique". Qu'on le veuille ou non, nous évoluons au sein d'un césarisme pragmatique et nous sommes ramenés au point où nos ancêtres étaient partis pour se révolter, au nom de la liberté, contre la tyrannie des monarques absolus. En France, l'Etat socialiste est le moteur de cette révolte.

- L'Histoire a une signification et une logique cachées dont la découverte peut donner un sens et un but à nos vies. L'essence de l'Histoire ne réside pas tant dans les événements eux-mêmes que dans les pensées, les rêves, les émotions et les idéaux des hommes qui les ont vécus. L'Histoire, c'est la vie elle-même. Et comme tout ce qui vit, l'Histoire connaît des flux et des reflux.

Mais le césarisme, s'il n'est pas combattu, conduit à la désagrégation organique de la société qui s'y abandonne par peur de la liberté. Et tandis que dans le passé une culture nouvelle a toujours germé sur les ruines des civilisations défuntes, la mort de notre civilisation occidentale risquerait cette fois d'entraîner avec elle la destruction de toute l'humanité. Ce qui n'était autrefois qu'un drame épisodique pourrait être demain la catastrophe finale.

La conviction que les cycles de l'histoire humaine pourront être un jour arrêtés est aussi vieille que Mathusalem mais presque aussi dépassée. Les cycles économiques et historiques sont, en effet, inéluctables. Sans doute, une gestion efficace des affaires publiques peut-elle en réduire l'amplitude ou les faire éclater en plusieurs cycles mineurs. Mais elle ne peut pas plus les abolir qu'on ne peut arrêter la circulation du sang dans l'organisme humain ou le retour cyclique des saisons.

Les nouveaux Romains du monde moderne soutiennent fort bien la comparaison avec leurs prédécesseurs du monde classique. Les Américains, en effet, sont "civilisés" et non "cultivés". La culture, pense-t-on, est de qualité, la civilisation en

termes de quantité. Et aucun peuple n'a une vision du monde plus quantitative et statistique que les Américains. La dimension américaine, après tout, c'est l'espace, et les Américains sont surtout sensibles à la grandeur, à l'étendue, à l'extension latérale de l'immensité. La dimension de l'Europe, au contraire, c'est le temps, l'Histoire, et c'est pourquoi les Européens s'attachent toujours - que ce soit pour la louer ou pour la condamner - à la profondeur, à l'ancienneté d'une idée ou d'une institution.

En admettant que tous les hommes appartiennent à une même race, il n'en reste pas moins qu'au cours des millénaires, des civilisations ou des barbaries différentes se sont constituées, et que ce sont ces civilisations, plus que leur couleur, qui diversifient les hommes entre eux.

Si la civilisation chinoise avait une écriture en idéogrammes, les civilisations appelées noires ne connaissent même pas l'écriture. En définitive, pour ce temps de l'homme mentaliste et matérialiste (cet homme est parvenu au dernier temps de l'involution ; la future et sixième race mère sera la première qui signera, depuis l'origine de l'Homme, sa remontée, l'évolution vers En Haut), donc ce qu'on appelle civilisation c'est la civilisation blanche, la civilisation européenne fondée essentiellement sur Athènes, Jérusalem et Rome. La protection de cet héritage détermine pour les Blancs des droits et des devoirs ; ils avaient et ils ont encore le droit et le devoir d'élever à la civilisation présente les Jaunes et les Noirs, mais encore faut-il qu'eux-mêmes retournent s'abreuver à la source spirituelle celto-grecque du cycle aryen, encore faut-il qu'ils disposent de l'autorité, tout comme des pédagogues ont besoin d'avoir de l'autorité sur leurs élèves.

Au nom de la prérogative des peu-nombreux, nous devons continuer de lutter obstinément pour la révolution de "l'homme total", prophétisée par Alexis Carrel, ferment d'un nouvel occidentalisme, fondé sur la Justice et la hiérarchie des Valeurs. Notre époque fait preuve au lendemain pourtant d'une décolonisation générale, du conservatisme territorial le plus totalitaire. Yalta a substitué au droit des peuples le principe de partage des troupeaux. Placés entre l'empirisme anglo-saxon et l'absolutisme communiste, il nous faut rappeler au monde que ce qui compte, ce n'est pas la géographie, ce sont les hommes, et "qu'il n'y a de richesse que d'hommes". Quand allons-nous cesser de nous procurer bonne conscience sous l'alibi commode que toute action d'un dictateur de couleur serait réputée "de Gauche" et donc dans "le sens de l'Histoire" mais que toute revendication d'un peuple à peau blanche doit à l'avance être classée "de Droite" ? Face à ce manichéisme, que devient l'homme et quelle place est désormais réservée à ce qu'on nomme l'humanisme ? "La tragédie de la civilisation moderne, a écrit justement Jacques Maritain, ne vient pas de ce qu'elle a cultivé et aimé la science à un degré élevé, mais bien de ce que cette civilisation a aimé la science contre la sagesse". Voilà pourquoi, on assiste à l'extension des instincts les plus primitifs, au désarroi d'une jeunesse plus à plaindre qu'à blâmer, à un comportement des uns et des autres qui accuse une régression vers un primitivisme barbare.

- Alors ? Il nous faut revenir aux sources olympiennes de notre Culture. Le bien-vivre n'est pas le vivre-bien. Vivre, suivant la formule stoïcienne, c'est asseoir son existence sur le fondement de valeurs véritables provoquant ce contentement intérieur qui bannit l'inquiétude. Le salut pour l'homme occidental dissocié est de lutter contre les dangers de sa dispersion intérieure, de reconstituer l'intime hiérarchie de son être, en plaçant à son sommet cette flamme invisible, ce phare intérieur, l'Esprit. Pour y parvenir, il nous faudra limiter la part du rationalisme, père de la science moderne, et concéder du terrain à l'intuition métaphysique et lui réserver une fonction basée sur l'analogie. Le règne de Descartes est terminé ; il nous faut faire peau neuve, changer nos vieilles outres contre des outres neuves, car voici que vient le temps cyclique de la jeunesse de Ganymède, l'Homme aux eaux purificatrices.

L'évolutionnisme matérialiste demande beaucoup à la foi et peu à la raison.

Nous essayons de situer dans le passé ou dans l'avenir un dérisoire paradis matériel, le seul que nous, Blancs, devenus matérialistes, soyons capables de comprendre. En vérité, nous avons perdu ce qui fut donné à la cinquième Race, l'Esprit, nous qui évaluons le degré de développement d'une civilisation en mégatonnes d'explosifs. Seul, de tous les hommes de la Terre, l'homme blanc ne vit plus au rythme de l'Univers, en communion avec l'Invisible. Nous avons délibérément faussé l'équilibre économique et humain des civilisations traditionnelles, nous avons créé des besoins artificiels, que nous masquons sous le faux nom de "civilisation" ou de "niveau de vie", sans autre but réel que de faire tourner nos usines.

Les jeunes hommes de l'Occident se débattent contre un destin dont ils ne veulent pas. Qu'ils brisent enfin le monde matériel qui se ferme sur leur esprit; qu'ils brisent leur croyance au progrès indéfini parce qu'il entrave leurs forces spirituelles et rend leur pensée à jamais infirme en l'empêchant de grandir. Sinon les présages de l'avenir, sinon le trajet du sens de l'Histoire, ne seraient rien d'autre que de courir vers le gouffre de l'anéantissement, en troupes serrées. Nous devons considérer que si la vie semble émaner de la matière, elle n'en procède pas. Aussi bien qu'est-ce que la matière ? tout n'est qu'énergie. La Nature est beaucoup plus platonicienne que ne le croyait Teilhard et pas du tout marxiste.

L'Occident est en train de mourir emprisonné par ses idées fausses, par ses illusions de morale laïque, de la part de ses élites au profit du règne de la quantité de ce déséquilibre entre le matériel et le spirituel, entre la raison et l'âme. Pour le régénérer, appliquons-lui cette fameuse réponse de Spengler : "Il ne s'agit pas d'être heureux ; il s'agit d'être grand". Ce que Jacques Bainville exprimait aussi en écrivant : "les mécanismes de l'Histoire sont héroïques". Ce ne sera plus alors le grand vent du médiocritisme. Les dieux grecs ne sont pas morts, ils ne sont qu'endormis, et bien qu'ils aient changé de nom, ils peuvent sauver l'Occident de son péché. "Le Paradis perdu, c'est la tradition perdue", a écrit Aristote. Ne soyons plus des enfants prodiges, l'Olympe nous réclame un à un.

*
* *
*

d) - "SI LE MONDE DOIT SURVIVRE, IL FAUT D'ABORD QUE L'HOMME LIBRE
(L'HOMME OCCIDENTAL) SURVIVE" - (Pierre CHAUNU)

- Expliquer la crise de notre civilisation occidentale par l'avènement d'une société post-industrielle, c'est commettre une erreur surprenante. L'industrie n'est composée que de techniques ; la machine est neutre : elle produit des biens et non des idées. Ce qui est remis aujourd'hui en cause, c'est la finalité de ces techniques. Le danger majeur provient de l'absence de finalité communautaire de la société industrielle : la mentalité de l'avoir prime la mentalité d'être tant dans la société de pénurie marxiste que dans la société de consommation capitaliste.

Les Occidentaux, en perfectionnant leurs techniques, en captant et en utilisant les forces inorganiques, en recherchant la satisfaction de leurs désirs, en fixant pour thèmes de leurs activités la production pour la production et l'acquisition illimitée d'un gain monétaire ont pendant "les Trente Glorieuses" laissé se développer un milieu qui jusqu'à présent, domine, enferme et subjugué la personne humaine. Contre cette inertie de la matière, cette matérialisation de toutes les valeurs, la vie réagit et lutte contre la pesanteur par des moyens anarchiques et divers, des tendances mal définies, des idéologies politiques.

En se basant, au fond, sur l'individu physique en ses exigences, l'Economie a défini une abstraction, une représentation vidée de substance, méconnaissant ce qui rend complexe la personne, son désir d'épanouissement et d'élévation, ses aspirations mentales et mystiques, ses goûts non liés à la fonction productrice. L'économie n'asservit pas l'humain, il l'ignore, avec pour conséquence une organisation

économique qui ne répond plus à son objet, lequel devrait être le développement, l'épanouissement, l'élévation, la conservation et la transmission de la Vie.

L'accent étant mis uniquement sur l'homme producteur, il n'existe plus dans les sociétés occidentales de castes basées sur l'hérédité, le groupe ethnique, les caractéristiques humaines, les traditions, la stabilité sur le sol, mais bien des catégories sociales fondées sur la possession, les biens et les aptitudes mentales qui lui sont liées. De ce point de vue, la dégradation de la notion d'élite en action de classe marque le déclin des organismes sociaux à toutes les époques de la civilisation. La déchéance des grandes époques a été provoquée par la substitution de l'aristocratie héréditaire, puis de l'aristocratie fonctionnelle à l'aristocratie du mérite. La vie sociale en économie moderne devient une systématisation de l'homme fonctionnel, mécanisé, placé dans un milieu de vie artificiel et provisoire sans possibilité d'éducation spirituelle, inséré dans une organisation systématisée de la production, avec pour seules garanties un bien-être apparent et une sécurité immédiate qui ôte le goût du risque physique, le courage, le désir de lutter, auxquelles on propose pour substitut un puéril sentiment d'émulation dans l'efficacité fonctionnelle.

- La crise démographique européenne traduit à l'échelle de l'humain l'inconcevable dissociation qui s'est faite entre le qualitatif et le quantitatif. Il n'est pas étonnant que, incapables de se dégager de l'économie, les politiques sociales cherchent à assurer à tous une égalité de moyens, alors qu'il faudrait donner aux souches les meilleures la possibilité de se reproduire et de se multiplier : l'égalitarisme abstrait, le nivellement "par le bas", n'ont rien de commun avec l'inégalité fondamentale et organique des aptitudes humaines. La dégénérescence humaine caractérise l'ensemble du problème démographique : elle résume et matérialise les erreurs économiques et sociales d'une civilisation basée sur la fonction et l'individu.

Toute action doit se solder par une acquisition monétaire, toute valeur humaine se mesure au revenu, toute hiérarchie sur l'importance du gain. Ce sentiment du gain illimité a créé la morale d'argent si caractéristique des temps actuels, à laquelle se rallie le "prolétaire" comme le "bourgeois". La religion de l'argent n'est pas un fait nouveau : elle apparaît au déclin de toute grande religion spirituelle, au moment où les dogmes religieux ne conviennent plus à la condition humaine. Lutte des classes, morale d'argent, déchristianisation, ont pour manifestation générale l'égoïsme forcé des individus. Cet individualisme secrète des hommes souvent enfantins et débiles, reflets caricaturaux des fortes personnalités qui ont marqué les siècles précédents : il apparaît de plus en plus comme la seule et dernière commune mesure entre tous les humains. L'Occidental moderne n'est plus qu'un égoïste insatisfait, avide d'argent : il possède des sociétés et une économie à son image.

Une conception politique nouvelle est appelée à s'imposer, qui ne sera plus une idéologie abstraite, mais le dessein d'une organisation concrète de la société conçue comme communauté vivante, construite selon un ordre répondant aux exigences des formes observables de la vie, utilisant la totalité des connaissances, des moyens et des virtualités humaines pour adapter l'homme à son milieu et le milieu à l'homme, à un moment déterminé de la condition humaine. Pour que la personne, dans son intégrité et sa totalité physique et spirituelle, puisse se développer, s'épanouir, s'élever, se conserver et se transmettre, il faut que ses conditions d'existence, de vie et de travail subissent une transformation, réfléchie et voulue par les éléments les plus lucides, comparable à la transformation apportée au milieu par le développement de la technique et l'apparition de la machine.

Dans cette optique, la substance des collectivités est ce qui importe par priorité absolue. Elle est faite avant tout des réalités permanentes de la population. De ce point de vue, la condition préalable à toute conception et à toute reconstruction de la condition humaine en Occident est le nombre et la qualité des

hommes. Si l'Occident ne conserve pas sa substance et n'en assure pas la transmission, il est condamné à la disparition ou à la sujétion.

*
* *
*

- Le monde civilisé disparaît : il disparaît d'une manière aussi simple qu'implacable en se dépeuplant. L'Occident se rale du Globe : en quelque sorte, l'on nous permettra le mot, il s'en gomme en avalant une sale petite pilule quand il répugne à se livrer à une boucherie abjecte. Et pendant que la population du monde occidental a commencé à décroître, celle du Tiers Monde s'accroît de plus en plus rapidement sous le double effet d'une natalité maintenue à un taux élevé mais plus encore sous celui de la diminution de la mortalité. Dix milliards d'êtres humains doivent peupler la planète dans cinquante ans et, à partir de l'an 2 000, la croissance annuelle de la population sera de 95 millions contre 75 actuellement. Mais cette augmentation du taux mondial de natalité sera due pour 90% aux pays en voie de développement, dont la population sera alors de 4,6 milliards d'hommes, l'équivalent en somme de la population globale actuelle.

Le déséquilibre entre l'Occident en voie d'être peuplé d'autant de vieux que de jeunes et les autres pays, qui ne comptent guère plus de 4 à 5% de sexagénaires et 50% de moins de vingt ans, ne peut manquer d'avoir de graves conséquences pour l'avenir des relations internationales. L'explosion démographique sur un tiers environ des populations concernées se produit en effet dans les zones les plus pauvres et les plus culturellement arriérées. Les nations occidentales avancées ont pu jusqu'à présent retarder l'examen de ces problèmes en raison de leur écrasante supériorité technologique et militaire, qui leur donne les moyens de décourager toute invasion brutale. Mais cela ne durera pas toujours. Nous sommes bien obligés d'envisager l'éventualité où les peuples du tiers monde n'auraient pas seulement sur les nôtres l'avantage du nombre, mais aussi, et peut-être surtout, celui de la jeunesse. Par le canal de l'émigration, un envahissement tout-à-fait "pacifique" celui-là nous avons déjà une vision du véritable cauchemar que pourrait vivre notre société sans enfants? 20 % des enfants nés en Europe sont désormais des fils d'immigrés, avec des pointes, ici et là, à 40%, 50% ou 60% de déracinés inassimilés, faute d'enfants assimilateurs. Ils sont en passe de devenir des morts culturels en puissance pour leur malheur et le nôtre. Ce ne sont point le professeur camerounais et un avocat ougandais qui combleront le vide humain occidental, ce seront les Bamékés joueurs de tam-tam du métro Saint-Michel et les Maghrébins drogués de Belleville.

Comme quoi, en ce qui concerne les sociétés humaines comme en ce qui concerne les espèces animales, l'élément essentiel de la sélection naturelle est d'ordre biologique, et la sanction est implacable : ceux qui sont les moins prolifiques sont ceux qui sont voués à la plus probable disparition.

- Il y a quelques siècles, les Français représentaient plus du quart de la population de l'Europe et leur pays constituait l'un des phares de l'humanité. Dans quelques années, ils seront à peine 1% de la population mondiale et la France n'est déjà plus qu'"une puissance moyenne". Est-ce assez dire qu'"il n'est de richesses que d'hommes" ? Au recensement du 4.3.1982, notre pays comptait quelque 54 300 000 habitants. Sans doute la population française continue-t-elle à s'accroître, mais sa croissance est de plus en plus lente. L'excédent naturel des naissances sur les décès est de moins en moins accusé et leur nombre subit une dégradation quasiment constante depuis 1965, 862 000 naissances alors, soit un taux de fécondité de 2,84. En 1983, 750 000 naissances correspondant à un taux de fécondité de 1,80 enfant par femme, alors que, on le sait, le taux nécessaire pour assurer le renouvellement d'une population est de 2,10, lequel n'a plus été retrouvé depuis 1974. Cette situation est encore plus alarmante qu'il ne paraît, dans la mesure où l'immigration concourt de manière significative à masquer l'uniformisation des comportements démographiques de nos compatriotes. Le nombre des naissances étrangères avoisine 22 à 23% en moyenne - il faudrait même parler de 30% à Paris plus la Seine-Saint-Denis, et cela change l'analyse. On s'aperçoit en effet qu'en défalquant la part de la fé-

condité étrangère de la fécondité française, la partie de cette dernière n'est plus que de 1,57 enfant par femme.

Ainsi, nous nous alignons presque sur l'Allemagne de l'Ouest et l'Italie du Nord, entendez bien le pire car, avec 1,3 enfant par femme, la République Fédérale Allemande connaît le taux de natalité le plus faible du monde : 300 000 avortements il est vrai pour 600 000 naissances en 1983, soit une interruption volontaire de grossesse pour deux naissances ! Piètre consolation d'ailleurs que nos voisins soient aussi ou encore plus mal lotis que nous. C'est tout le poids démographique de l'Europe qui effectivement est en train de s'alléger : aujourd'hui 7% de la population mondiale vivent dans la Communauté élargie à l'Espagne et au Portugal. Il n'y en aura que 5,4 % en l'an 2000. On a calculé que la population européenne augmenterait de moins de 3% d'ici à la fin du siècle, alors que la croissance démographique serait de 13% aux Etats-Unis, de 16% en Union Soviétique et de 37% dans le monde. Berceau de la civilisation occidentale, l'Europe de ce seul fait est en train de glisser sous la pierre tombale.

- Le phénomène est d'autant plus inquiétant pour l'Europe occidentale dont le vieillissement va s'accélérer, qu'elle est bordée au Sud de la Méditerranée par des pays à très forte natalité et à l'est par des pays qui redressent leur fécondité grâce à des mesures natalistes. Au rythme actuel, la pression démographique du Sud et de l'Est sur l'Europe de l'Ouest deviendra insupportable au début du XXIème siècle, donc dans moins de vingt ans. Dans trente-cinq ans, le nombre de jeunes sur le seul versant sud sera cinq fois plus grand qu'au nord. Dès lors, notre petit cap européen, peuplé de vieillards nantis -(l'effondrement de la natalité, en Europe, a lieu en effet dans les pays où le niveau de vie est le plus élevé) - n'aura pas une position confortable entre un Sud frustré de richesses et un Est manipulé par Moscou. On pourrait bien reparler un jour d'"espace vital" comme du temps d'Hitler ! Intra muros, "la cinquième colonne" est déjà à l'oeuvre : pas assez que la population y soit réduite et vieille (près de 30% de plus de 65 ans !), mais elle sera à cette époque, à 30% aussi, en France et en Allemagne, une population non assimilée, de souche étrangère, c'est-à-dire musulmane. Cette sorte de déséquilibre latente est au moins aussi inquiétant que ceux qui se profilent de part et d'autre de la Méditerranée, et qui atteindront leur paroxysme, répétons-le, à l'horizon de la prochaine génération.

Tous les phénomènes de décadence ont dans l'Histoire des traits analogues : la population des pays industriels vieillit, celle des pays en développement rajeunit, la population du Nord stagne ou diminue, celle du Sud augmente à un rythme soutenu ; la population des pays développés a tendance à quitter les villes, celle des nations du tiers-monde s'y agglutine.

Rien de nouveau sous le soleil, mais personne pourtant ne veut admettre à travers cette constante de l'évolution des courbes de fécondité des sociétés riches se manifestent les lois qui nous meuvent, qui échappent à notre intelligence comme à notre volonté, qui appartiennent à la Mathématique de l'Histoire et à la Cosmologie Universelle. Personne ne veut réellement aborder ce côté mystérieux de la science démographique qui tendrait à prouver que l'Histoire est déjà faite. Pourquoi les retournements démographiques se produisent-ils aux mêmes moments dans des pays ayant des structures, des politiques et des comportements très différents ? La conviction que l'Europe va vers son ultime déclin nous effraie-t-elle ? Les signes avant-coureurs n'ont pas manqué. En moins d'un siècle, elle qui rayonnait sur le monde a-t-elle pas coup sur coup perdu son hégémonie financière, sa suprématie militaire, n'est-elle pas en train de perdre sa puissance commerciale et de se laisser dépasser sur le plan technologique, le fondement de sa propre civilisation ?

- L'histoire, depuis dix mille ans, est celle de la conquête, par la persuasion ou la force, de ressources alimentaires et minières, et ceci en fonction des développements démographiques respectifs. L'écroulement des grands empires, l'effacement ou le déclin des civilisations les plus brillantes, ont toujours suivi le même scénario : recul démographique, divisions et dissensions internes, démoralisation liée à la prospérité, au luxe d'un côté, croissance numérique disproportionnée aux ressources, agressivité, pureté et pauvreté de l'autre, parmi ceux que les premiers appelaient généralement "les barbares". Pourquoi donc le schéma changerait-il alors que l'homme ne change pas ? Et partant de l'histoire, on peut valablement par conséquent faire de la prospective.

- " Il n'y a qu'un seul homme de trop sur terre, et c'est M. Malthus", a écrit à peu près Proudhon. Et depuis un siècle, les événements ont justifié cette apostrophe du grand visionnaire. C'est la poussée démographique européenne entre 1750 et 1850 qui a annoncé et préparé la grande révolution industrielle du monde moderne, de la même manière que la poussée démographique de la période néolithique s'ouvrait sur une agriculture en mutation profonde. Inversement, au XXème siècle, les champs de bataille, la surmortalité presque uniquement adulte et masculine, l'amenuisement sélectif du continent européen ont été les causes de la crise de 1920-24, années immédiatement consécutives à la Grande Guerre. - Quant à la crise de 1929, elle suivit aussi la décélération démographique des années 20 qui vint superposer ses effets à la ponction humaine. - Jamais dans l'histoire, on n'aura observé un effondrement de la fécondité comparable et sans raison vraie apparente, à celui qui atteint depuis 1962-64 et depuis 1966-68, à un rythme presque uniformément accéléré, presque tous les secteurs les plus développés du monde. Et à nouveau la croissance démographique zéro a précédé la croissance économique zéro qui a suivi le plafonnement des années 1969-1973.

La leçon de l'histoire ? c'est que ce n'est pas l'essor économique qui précède l'ascension de la courbe démographique, mais bien le phénomène inverse, comme si le fait de faire confiance à la vie portait en soi intrinsèquement sa récompense". Hommes et femmes, au contraire, ont pris le parti de la résignation ; une désespérance généralisée s'est installée. Dramatique et suicidaire chez les Blancs de l'Est et de l'Ouest, se propage le refus de la vie. L'aversion contre l'enfant, le refus de l'enfant s'étendent en France comme dans toute l'Europe industrialisée. La société européenne veut vivre, c'est-à-dire mourir. La durée de la vie humaine régresse parce que les cercueils sont plus nombreux que les berceaux. Les hommes sont davantage obsédés par l'idée de la mort. Alors, pour arrêter la mort, on arrête le temps, c'est-à-dire que l'on voit réapparaître le mythe du monde immobile. La manifestation du mythe, c'est non seulement "halte à la croissance", c'est aussi l'avortement légal (que pourtant la contraception rend inutile !). Ce qui est non accepté, c'est que l'enfant qui va naître rappelle qu'il nous faut mourir un jour. Psychanalytiquement, la peur de la vie c'est le revers de la peur de la mort.

Observez qu'à toute religion, même athée, il faut le sacrifice du sang, c'est-à-dire un massacre des "Saints Innocents". Par l'avortement, ce rite sanglant dans le ventre des mères sacralise en quelque sorte la religion de l'athéisme et du matérialisme. Socialo-libérale et permissive, notre société ne cesse de glisser dans la veulerie, la vulgarité, l'ordure. Sa déliquescence n'a rien à envier à la décadence romaine.

Tout est lié. Les enfants sont l'investissement premier, parce qu'ils sont la vie, et toute politique misant sur la mort plus que sur la vie se condamne elle-même à l'échec et à la mort. La capacité d'innovation diminue. On craint les changements. Le souci de conserver l'emporte sur celui d'entreprendre. La volonté de la lutte s'émousse. La société est moins orientée vers l'avenir. Ce langage de bon sens, peu d'hommes politiques savent le tenir à leur peuple, et cependant, bien avant la guerre, Georges Bernanos menait déjà campagne contre l'esprit de vieillesse, cette haine de l'avenir qui envahissait peu à peu la France. La formule ne serait-elle pas encore plus juste de nos jours, en ce vingtième siècle déclinant, où le refus de l'a-

venir n'a pas seulement pris possession des esprits, mais où il gangrène de plus en plus profondément la chair de notre peuple ?

*
* *

- D'ici la fin du millénaire, tous les pro-

blèmes se poseront :

**** économiques** : L'expérience prouve que le simple ralentissement du rythme de la natalité est un facteur de régression économique. Malheur aux nations de vieux ! Le déclin démographique entraîne automatiquement une baisse de la demande interne, tant en investissements qu'en consommation. Ainsi la faiblesse de la demande aggrave la crise qui, atteignant la production, cause le chômage. Tous ceux qui auront investi sur la jeunesse risquent la faillite s'ils ne se sont pas reconvertis. Face à un marché intérieur sclérosé, les entreprises n'ont plus qu'à investir à l'étranger, dans les pays en pleine expansion démographique.

**** retraites** : Les moins de vingt ans tombant au-dessous de 29% de la population contre 34% en 1966, le nombre des Français de 75 ans ou davantage passant en revanche de 4,7% en 1970 à 5,7%, nous sommes sur la voie qui nous conduira à 14 millions d'individus dans la tranche d'âge de 60 ans et plus, contre 9 millions actuellement. Il y aura donc de plus en plus d'inactifs par rapport aux actifs et, contrairement à une idée reçue, les personnes âgées coûtent plus cher au pays que les enfants et les personnes jeunes. Il sera donc nécessaire de réajuster le régime des retraites. Il est regrettable que cela ne se sache pas dans un pays considéré à juste titre comme sur-informé. Il faut des "actifs" pour alimenter les caisses.

**** immigration** : sans les immigrants et leurs descendants, naturalisés ou non, la population de la France serait inférieure de 9 à 10 millions de personnes et les problèmes que nous évoquons ci-avant se seraient déjà posés. La suite se conçoit aisément.

A ce moment-là, il sera bien trop tard pour faire une "politique familiale" dont on se gausse aujourd'hui. Les secteurs sociaux sur lesquels elle pourra avoir prise seront trop minces pour que le relèvement d'ensemble du pays en bénéficie. Dans un pays comme la France, à faible densité de population, pauvre en matières premières indispensables, la première richesse est faite d'hommes.

Mais pour tenir un tel langage, il faut savoir braver l'impopularité, c'est-à-dire accepter de se désolidariser de la civilisation de l'instant qui est la nôtre, de la civilisation de l'espace qui coupe l'homme de ses racines naturelles. En s'américanisant, l'Européen de l'Ouest a oublié que, par nature profonde, il appartenait à une civilisation de la durée. Chacun, familles, politiques, partenaires sociaux, se préoccupe seulement d'aujourd'hui, à la rigueur de demain, mais peu du long terme. Et l'Etat qui a besoin d'argent et d'électeurs, sacrifie lui-même volontiers le long terme à l'immédiat. Or la démographie, c'est à la fois du long terme et un effort pécuniaire. Le deuxième enfant revient moins cher que le premier, mais le troisième, celui que tous les démographes réclament, exige bien davantage. Aussi est-ce l'effondrement spectaculaire des familles nombreuses en France : en sept ans, le nombre des familles de 4 enfants a diminué d'un-tiers, celui des familles de 5 enfants et davantage a chuté de moitié. Le nombre des enfants de rang 3 et plus n'a pas dépassé 70 à 75 000 en 1982, et le refus du troisième enfant est responsable pour moitié de la perte de 50 000 naissances en 1983.

- A vrai dire, il est des raisons autres que strictement économiques qui incitent à revenir à une vision plus réaliste et plus saine des choses. Si la nature nous a dotés de l'instinct de conservation, c'est que, pour des raisons qui se situent au-dessus de nous, nous avons le devoir de nous transmettre. Si d'autre part, l'homme ne peut vivre qu'en société, il a également un devoir absolu de préserver et de perpétuer l'existence de ce qui, pour l'heure, est la forme la plus évoluée des sociétés humaines, à savoir la nation. A travers la faible peuplement de nos régions, c'est toute une mémoire culturelle qui disparaît. Cette mémoire enterrée avec elle les valeurs deux fois millénaires qui ont

fait la France et légitime son existence. Leur pérennité et leur défense sont plus précieuses que le trait de savoir si l'on préfère voir un ménage élever ses enfants avec un salaire en moins ou changer de voiture tous les ans avec un salaire en plus. La tâche première d'un Etat est de préserver l'existence du peuple dont il a la charge dans toutes ses composantes, passé et avenir y compris. Conscient de ce devoir, il devrait admettre que seul le salaire parental est à même de restaurer une véritable liberté familiale, garantie de notre survie. Seul il peut permettre de rompre définitivement avec une politique de "contre-acceptation" de l'enfant qui nous fait perdre la bataille du nombre et annonce, que ce pléonasme nous soit permis, le crépuscule des vieux.

*
* *
*

- Quelle signification attribuer au silence et à l'attitude des Pouvoirs Publics ? l'aveuglement ? alors que vaudraient des hommes d'Etat qui n'auraient pas conscience que l'effondrement de la natalité, le triomphe de la contraception et de l'avortement (marché considérable pour les trusts pharmaceutiques, contrôlés par N. Rockefeller, le patron de la Trilatérale) (dans les pays de l'Est la pilule est interdite ; au Japon également) sur le quart développé et inventif de la planète s'accompagne d'une part d'une croissance accélérée dans les pays sous-développés qualifiés - par une abusive litote - de "en voie de développement", et d'autre part provoque une rupture de l'équilibre des forces politiques, économiques et militaires au profit de l'Union Soviétique et de ses satellites ?

Tout au contraire donne à penser qu'un plan occulte est aussi en ce domaine en action. Tout est lié : la décolonisation, la multiplication des puissances de second rang imposant la loi du nombre à l'ONU, mais dont les principes sont facilement achetables ; la dénatalité chez les pays de haute civilisation à l'intérieur desquels l'opinion publique de la masse peut néanmoins être facilement gagnée aux vues imposées par les mass media, pour peu qu'on lui offre une idéologie nouvelle, et composée des formes les plus dégradées de la pensée, utilisant le recul devant l'effort et les responsabilités ; la basse sensualité, la pornographie, la libération sexuelle, la "sécurité sexuelle", la contraception, l'avortement libre. Au bénéfice de qui ? des deux super-puissances certes, mais d'abord des puissances d'argent qui téléguident leurs dirigeants.

Ne soyons donc pas surpris que l'idéologie en vigueur se désintéresse de la famille saine qu'elle pénalise, pour porter ses encouragements à ce que l'on dénonce, en bon jargon progressiste, les "cas sociaux" qui préfigurent la famille de demain. Le système moral qui fonde cette attitude conduit à la condamnation de ce qui a réussi, de ce qui est solide. Seul, mérite l'intérêt ce qui est incomplet, ce qui a raté, ce qui crée des créanciers irresponsables, à qui la société par un renversement de valeurs insensé, serait redevable de ses bienfaits.

*
* *
*

- La crise se lit dans l'esprit de démission des Occidentaux, dans ce refus panique, dans un refus bête et momentanément quasi irrépressible de la vie, la crise se lit face aux rapports entre les sexes, face à des règles qui paraissent immuables de l'éthique, le respect de la vie innocente, par exemple, depuis la fécondation jusqu'à la mort, parce que cette règle n'était pas une donnée du départ mais un acquis progressif au cours des siècles ; la crise se lit au niveau des Etats, des partis, de toutes les structures cogérantes de sociabilité, et naturellement au tout premier chef des Eglises. Tous ces malaises, qui nous semblent conjoncturels, que nous ressentons d'une manière plus ou moins aiguë, plus ou moins diffuse, et que nous désignons volontiers sous le nom de "crises" - crise économique, crise de société, crise intellectuelle, crise morale - ne seraient-ils pas les éléments constitutifs d'une crise générale, les symptômes divers d'une maladie unique ? "Qu'est-

ce que "la peste blanche" ? La désespérance généralisée. L'indifférence à la vie. Le refus de tout système de valeurs, l'égoïsme présenté comme le plus raffiné des beaux-arts". - C'est notre portrait, hélas, et ressemblant. Tout semble se passer comme si peu à peu le vouloir-vivre abandonnait la communauté occidentale, comme si notre sphère était en train d'imploser, de se résorber, à la fois parce qu'elle est soumise à de trop fortes pressions, parce que le vide est en train de s'y faire, et parce qu'elle est loin désormais d'être hermétique.

On sait que sous une forme ou l'autre de tels malheurs existent dans la nature : les suicides en bande des lemmings sont fameux, les animaux en captivité ne se reproduisent plus, des espèces animales ou végétales s'étiolent puis disparaissent, sans raisons apparentes. Ces phénomènes sont-ils transposables chez l'homme ? Est-ce ce qui se passe chez nous, aujourd'hui ? Ici l'historien - l'historien de la démographie - nous est d'un précieux secours. Deux civilisations parmi les plus grandes, ont été rayées de la surface de la terre. L'empire romain, à peine avait-il atteint son apogée, qu'il s'effondrait, de l'intérieur beaucoup plus que sous le coup des prétendues "grandes invasions" barbares. Les Amérindiens, 80 millions au moment de l'arrivée des Espagnols, n'étaient plus que 20 millions cent ans plus tard. Dans un cas comme dans l'autre, que s'était-il passé ? Mystérieusement, comme si un message de mort, un instinct de destruction avait contaminé d'immenses groupes humains, les hommes avaient cessé de s'y reproduire : en 150 ans, le nombre des habitants de l'Empire avait été divisé par six, dans une proportion équivalente chez les Amérindiens.

L'effondrement démographique est-il la cause de la décadence ? N'en est-il que la conséquence ? Peu importe.

"Seul, un effort massif, un effort immédiat, peut nous éviter d'être happé par la spirale de l'implosion de la vie" (P. CHAUNU). En vérité, c'est le chapitre de la grandeur et de la décadence des civilisations occidentales que va écrire la prochaine génération. C'est cela l'an 2000 : ce n'est pas une anti-histoire de la fin du monde, une fin d'époque, une fin de temps cyclique n'est pas une "fin des temps", mythe judéo-chrétien à répudier. Les grands prophètes de la tradition hébraïque parlent à peu près exclusivement par symboles et paraboles. Ils sont dès lors - et pour l'éternité - non point indéchiffrables, mais "en quelque manière, en situation de décalage constant par rapport à l'événement. L'"histoire" à laquelle ils renvoient est proprement intemporelle : pour partie révolue ; pour partie actuelle, à l'occasion d'un thème commun, l'an 2000 par exemple ; rythme millénaire inscrit dans la mémoire et la sensibilité collective du peuple chrétien. Quelles significations pourront être données aux événements du XXI^{ème} siècle ? Enfin, pour partie encore à venir, dans le futur : mémoire et attente d'une autre "fin de monde", d'une autre "fin de civilisation". Une autre mythique "fin des temps" une nouvelle fois exorcisée et reculée d'un millénaire encore, quand l'horizon des temps sera celui de l'an 3 000.

*
* *
*

e) - TERRE D'ACCUEIL ? OUI - CENTRE D'ACCUEIL ? NON - :

- La France est fondamentalement chérie des dieux, et le vide démographique qui est aujourd'hui le sien attire comme un aimant des populations moins bien pourvues par la nature. Qu'en fonction de l'origine des statistiques utilisées, le nombre actuel d'étrangers en France soit supérieur ou inférieur à 5 millions, ou quasiment 10% de la population, n'est pas le problème essentiel. Tout laisse, en effet, prévoir qu'en raison du taux de fécondité dans le milieu immigré - il est trois fois supérieur à celui des métropolitains - et de la répartition actuelle des tranches d'âges qui, chez ces derniers, assurera davantage de mortalité, dans vingt-ans près d'un quart de la population française de souche serait étrangère et un Français sur neuf d'origine africaine ou maghrébine. Pareille évolution est sans exemple en Europe et même dans le monde. La France ne va plus tarder à être confrontée aux problèmes d'une société multiraciale et pluri-culturelle.

Elle a déjà commencé à "changer de couleur". A la suite d'innombrables réfugiés politiques dont la masse s'accroît au rythme effréné des coups d'Etat perpétrés dans les pays de notre ex-Empire, et de réfugiés économiques plus nombreux encore, le "fait islamique" devient plus obsédant, plus contraignant que jamais. Nous n'avons pas voulu de l'"Algérie française"; nous nous préparons à subir une "France maghrébine" pour ne pas dire algérienne.

Faire de la France une société multiraciale est un formidable pari, car, jusqu'à présent, les exemples de succès d'intégration font défaut sur la planète. L'irruption massive de populations de culture étrangère entraîne toujours une perturbation dans le milieu culturel, provoque une aliénation croissante de l'individu en raison des conditions de vie susceptibles de devenir rapidement désagréables, voire intolérables, et des conséquences sociologiques, génétiques, politiques de cette situation.

A la base de l'agressivité, déjà innée en chacun de nous, il y a un facteur que l'on néglige trop souvent d'analyser. C'est précisément le facteur racial. Dès que le pourcentage "étranger" atteint 10%, ce groupe devient apparent aux yeux des uns et des autres, et l'on enregistre des conflits. Le milieu d'insertion réagit d'autant plus vivement que l'attitude combative devient réciproque. Pourquoi ce refus d'assimilation ? C'est que nous restons sur le souvenir des lentes migrations humaines des siècles précédents qui, faute de moyens de transport suffisamment rapides et faute de moyens financiers aussi, s'accomplissaient sur des périodes, des rythmes dépassant celui de la vie humaine. Ces croisements ethniques s'amalgamaient donc sans aucune précipitation sur un même sol et les impératifs économiques se faisaient tels que ce sol imposait sa loi et prenait le pas tout en créant une sorte d'unification. C'est le sol qui arrivait donc à engendrer un type racial. Peut-être s'agit-il là d'un mimétisme géographique ? après tout, chaque animal possède bien un territoire ! Or, de nos jours, ce mélange humain ne se compte plus en siècles mais en années, brisant ainsi le processus évolutif, d'où ce refus absolu d'incorporation. Sans doute les problèmes d'adaptation ne sont pas posés de la sorte pour les Portugais, les Espagnols, les Italiens, les Polonais qui constituèrent la première vague d'immigrants, mais l'exemple d'assimilation de ces colonies n'est plus, hélas, valable. Pour un tel creuset, il existait des critères de fonctionnement positifs : miscibilité facile des ethnies en fonction de leur appartenance au groupe indo-européen, religion chrétienne ou philosophie occidentale, esprit prométhéen, et surtout le critère psychologique d'acceptation ou de fusion sans réticence ni arrière-pensée. Mais tout ethnisme trop éloigné de ces critères, bien que biologiquement miscible, provoque au contraire des réactions de décontenance ou de rejet. L'origine culturelle de la nouvelle immigration constitue un obstacle difficile à surmonter comme le montrent les conflits de plus en plus graves qui se produisent dans les banlieues concentrationnaires, ainsi que les conditions de vie auxquelles s'astreignent des travailleurs surtout désireux d'envoyer un maximum d'argent chez eux. Elle n'est pas régie par les mêmes valeurs, et ce véritable défi est loin d'être relevé.

Certes, au fil des siècles, les peuples évoluent et les nations se transforment. Mais c'est là une lente alchimie. Aujourd'hui, les délais sont télescopés. C'est en dix ou quinze ans que ce flux d'immigrants s'est constitué. Il ne sera pas assimilé avant plusieurs générations. Lorsqu'un peuple n'a plus d'identité, comment pourrait-il d'ailleurs "assimiler" quoi que ce soit ? (A quoi donc "assimilerait-il ?). La vérité, c'est que les peuples doivent préserver et cultiver leurs différences, non pour se couper du monde ou s'exclure mutuellement, mais au contraire pour pouvoir s'apporter quelque chose.

Quand cette préservation n'est pas assurée, il se produit ce qui est un processus courant chez l'enfant de 10 à 12 ans, lorsque celui-ci est en vacances : le besoin de "se singulariser". L'analogie est licite parce que l'âge moyen de jugement de la population est de 12 ans chez les civilisés (8 ans chez les peuples africains). Or, de onze ans à la puberté, l'homme vit l'âge des jugements de relation par quantités finies. Son esprit construit une dialectique avec des données

équivalentes à leur définition. Cette logique binaire à elle seule explique la réaction d'un milieu, moralement homogène et psychologiquement de 12 ans, lorsqu'y pénètre un individu d'un comportement différent, même si la distinction porte sur des points sans importance réelle.

Or, tel n'est pas le cas. D'une part, "nous savons, nous dit Jean ROSTAND, qu'il existe, génétiquement, de grosses différences de qualité entre les hommes". Et, d'autre part, il a été, scientifiquement démontré aux Etats-Unis que le "quotient intellectuel" (modèle américain) des jeunes noirs est dans l'ensemble nettement inférieur à celui des jeunes blancs. Pourquoi ne pas le reconnaître et en tirer les conséquences au lieu de continuer à déambuler en aveugle dans le royaume d'Ubu ? Même si certains rêveurs prennent cette expérience pour modèle et pour but, peut-être est-il encore temps de rappeler qu'on ne peut impunément transgresser certaines lois naturelles, telles la compétition et la sélection inscrites profondément dans notre capital génétique bien plus que fruit de la culture. Et le moment est sans doute venu de calculer le véritable prix de la pâtée communautaire que nous promettent certains doctrinaires.

*
* *
*

- Pour certains, poser le problème de l'immigration en ces termes, c'est être raciste. Nous pensons au contraire que poser le problème dans toute son ampleur et ses conséquences, c'est contribuer à le régler, dans le seul sens raisonnable par la suppression immédiate de l'immigration, et c'est à terme, faire disparaître la cause majeure de la xénophobie et du racisme que l'on sent monter, pendant inévitable à la crise économique et à la difficile situation de l'emploi.

- N'étant, pas, hélas, le saint-curé d'Arc, ni, heureusement, Einstein, nous n'avons pas le cœur suffisamment large pour qu'il batte à l'unisson de l'humanité tout entière, et le cerveau suffisamment volumineux pour concevoir l'Homme avec une majuscule, autrement que comme une abstraction. Les hommes et évidemment les femmes - pour parler comme le présentateur de service du journal télévisé - qui nous intéressent d'abord, ce sont ceux que nous côtoyons chaque jour par la présence, la pensée ou le souvenir : famille, amis, relations. Loin d'établir une profession de foi égoцентриque, il nous semble nous écarter ainsi résolument de l'utopie, car que peut bien peser sentiment, qui n'exprimerait pas une inclination préférentielle ? Suivant la racine ethymologique du terme, "aimer son prochain comme soi-même", c'est commencer par aimer ses "proches", et c'est affirmer du même coup son identité. Mr. Le Pen n'a jamais dit autre chose, et son unique tort, en le disant haut et fort, est de gêner les gourous apatrides qui, par origine et visions mondialistes, veulent supprimer les communautés de sang, de traditions de cultures que sont les vraies nations.

Les attaques de Mr. Le Pen contre une immigration sauvage, irrationnelle, exagérée, n'ont rien à voir avec le racisme, et cette accusation ne tiendrait pas si la Gauche en faisant un habile amalgame entre le racisme et l'antisémitisme ne cherchait à recréer autour d'elle une manière d'unité résistancialiste. Sur ce thème resté mobilisateur, nous respectons la sensibilité de tous nos lecteurs. Ils savent d'ailleurs par une longue pratique de nos écrits que nous nous adressons librement à des hommes libres. A chacun sa vérité et en imaginant ci-après quelques réflexions d'une fraction de l'opinion à propos de la guerre israélo-arabe, nous tenons à bien préciser qu'elles sont le manifeste et non nécessairement la défense de ses points de vue. Sans oublier donc ce que peut être la condition de vie des Arabes sous l'occupation d'Israël, et sans négliger les raisons d'Etat qui ont pu motiver la réaction des hommes politiques interpellés ci-après, bien des Français de confession juive pourraient sur ce sujet brûlant se demander en effet quel est véritablement LEUR POTE. Mr. Giscard d'Estaing qui, au sommet de Venise, a remué l'Europe et l'Amérique pour tenter de contraindre Israël à capituler devant ses mortels ennemis ? Mr. Jacques

Chirac qui a doté l'Irak du réacteur nucléaire lui permettant de fabriquer des bombes atomiques pour éliminer Israël, réacteur que Menahem Begin fut obligé de faire détruire par l'aviation israélienne ? Mr. Raymond Barre, qui abusa de ses pouvoirs de Premier Ministre pour empêcher l'application de la législation anti-boycott destinée à protéger Israël du chantage commercial des pays arabes ? Mr. Georges Marchais, solidaire des persécuteurs des Juifs d'URSS et des diffamateurs du KGB qui publient que sionistes et nazis étaient complices ? Mr. François Mitterrand, qui envoie son ministre des relations extérieures sauver en son nom Yasser Arafat, neveu du feu grand-mufti de Jérusalem, allié et ami d'Adolf Hitler contre les Anglais et contre les Juifs ?

Mr. François Mitterrand qui, à l'occasion du nouvel an, adresse au terroriste-en-chef Yasser Arafat un message où il émet "l'espoir que le peuple palestinien REALISERA SES OBJECTIFS au cours de 1985" ? Chacun sait que les objectifs du "peuple palestinien" sont contenus dans la charte de l'OLP et qu'ils sont la destruction de l'Etat d'Israël et le génocide des Juifs qui refuseraient de quitter la région proche-orientale. Mr. François Mitterrand, encore, qui envoya des soldats français se faire tuer au Liban pour empêcher l'armée israélienne de détruire définitivement l'organisation terroriste internationale qu'est l'OLP. Messieurs Mitterrand et Fabius, qui ont fait voter au conseil de sécurité de l'ONU en faveur d'une résolution libanaise condamnant les mesures prises au Liban Sud par Israël pour protéger son armée contre les manœuvres terroristes des musulmans chiites ? Ce vote a été accueilli en Israël avec "étonnement et une déception profonde" : sans doute les Israéliens avaient-ils pris les membres de la bande des quatre en général et les socialistes en particulier pour des "potes"...

*
* *
*

- Qui sont les véritables racistes ? Chacun sait ou devrait savoir que Jean-Marie Le Pen, alors qu'il était député, démissionna pour s'engager dans l'armée et aller en Algérie défendre les armes à la main les Européens, les Juifs, citoyens français depuis la loi Crémieux et les Maghrébins favorables à la France, c'est-à-dire à l'Occident. Il menait cette action dans le cadre de sa fidélité à l'Algérie Française, c'est-à-dire l'intégration des diverses communautés religieuses en une seule population sur le plan politique : "un seul peuple de Dunkerque à Tamanrasset". A ce peuple, qui voulait "vivre au pays" comme beaucoup d'autres, la France lui aurait assuré sur place, au Maghreb, sa promotion sociale et son développement économique dans le cadre des valeurs occidentales de tolérance et du respect de l'autre.

C'est non seulement par collusion avec les internationales socialiste et communiste et leurs divers associés MAIS AUSSI PAR RACISME que l'Algérie fut bradée par les prédécesseurs de l'actuelle "bande des quatre" française.

Décus d'avoir été lâchement abandonnés, et aux mains de professionnels du terrorisme, les habitants de l'Algérie, pour survivre à la misère profonde qui suivit le départ des Européens et des Juifs nord-Africains, n'eurent d'autres ressources, pour un grand nombre d'entre eux, que l'émigration vers l'ancienne métropole, où leur étaient offerts par des négriers des emplois de manœuvres, le plus souvent sous-payés : c'est l'exploitation de cette main d'œuvre qui permit à de nombreuses entreprises de survivre au lieu de le faire en s'adaptant à la technologie moderne de pointe.

Il est dit que nous avons eu besoin des immigrés pour forger notre expansion. C'est faux : il y avait déjà 500 000 chômeurs en moyenne en 1973, sous Pompidou, au plus fort des "Trente Glorieuses". Le vrai racisme alors, ce fut d'avoir donné à des étrangers des emplois que les Français jugeaient indignes d'eux. Il nous faut ici dénoncer la courte vue d'un patronat mercantile, qui a profité de cette main-d'œuvre étrangère, au lieu de robotiser ses usines et d'adapter les techniques

modernes à la réalité française. La classe économique et même syndicale n'a pas les mains blanches et elle le sait. A l'origine des vagues d'immigrants, il y a eu, en partie, le déclassement de certains métiers, de certaines professions. Plutôt que de relever le niveau des salaires et des qualifications d'un nombre important de postes de travail, pour les rendre séduisante aux Français, les entreprises ont préféré, dès les années 60, importer de la main-d'oeuvre étrangère, bien que dès cette époque il fut prouvé qu'elle revenait avec tous les à-côtés sociaux, plus chère que la main-d'oeuvre française, installée sur place, et qu'il suffisait de motiver, de former, puis d'augmenter. S'il y a donc de nos jours incompatibilité entre la productivité nécessaire et la main-d'oeuvre immigrée, ce qui posera un problème spécifique dont il ne faut pas se dissimuler l'importance, c'est qu'il y a eu, au départ, une énorme faute économique : l'appel à la main-d'oeuvre bon marché a servi d'alibi au refus d'investir des patrons. Là est la cause, justement dénoncée par les socialistes du sous-développement industriel français, la cause aussi de la politique inconsiderée d'immigration des gouvernements de la Vème République.

★
★ ★

- La France étant un pays à haute protection sociale, le poids de l'immigration pèse lourdement aujourd'hui sur l'économie du pays. Démographiquement et socialement. Déjà en 1978, un rapport officiel avait établi qu'en raison des frais d'hospitalisation et d'indemnité de longue durée pour les étrangers, chaque travailleur étranger coûtait 50% de plus qu'un Français à la Sécurité Sociale. "Dans le cas, y lisait-on, où la famille du travailleur réside en France, elle touche les mêmes prestations qu'une française. Compte tenu du fait que la famille étrangère a plus d'enfants que son homologue française, elle perçoit en moyenne 50% de plus, soit 9 600 F contre 6 400 F pour la famille française. "Comme quoi si tous les individus peuplant l'Hexagone sont égaux, les immigrés le sont un peu plus que les autres. En récession, les travailleurs étrangers demeurant les plus exposés, le poids n'a pu aller qu'en s'aggravant. Plus de 50 milliards de francs, c'est le calcul que l'on en a fait, englobant les indemnités de chômage, les allocations familiales, l'aide sociale et les assistances diverses, et les transferts en devises (plus de 15 milliards de francs, soit le triple de l'économie réalisée avec le contrôle des changes).

Autant reconnaître qu'il existe désormais en France deux catégories de personnes. D'une part, les Français de souche, qui possèdent deux droits : celui de se taire pour ne pas être considérés avec méfiance, sinon avec mépris, par les prétendus bien-pensants de l'intelligentsia ; et celui de payer. D'autre part, les immigrés, saturés de privilèges, occultes (non paiement de loyer, de quittances d'électricité, etc) ou officiels. En particulier, la faculté d'exporter tout l'argent qu'ils veulent. Il est ainsi prouvé que, chez eux, les Français ont plus de devoir que les étrangers, mais pas plus de droits. Pourtant, que les conflits entre les deux communautés s'aigrissent, que la crise économique perdure, que la chape de plomb du protectionnisme s'abatte sur nos frontières, et pour défendre "ses droits" que ne tempère aucun devoir, même pas celui de respecter nos lois, la minorité très agissante de la communauté maghrébine -cette lie que l'on retrouve il va sans dire dans n'importe quelle communauté humaine -, deviendra autant de "rebelles" à l'ordre établi, ne sévissant plus cette fois dans les Aurès ou en Kabylie comme du temps de "l'Algérie française", mais en plein coeur de la Métropole. Car plus une nation est hétérogène, moins, c'est l'évidence, les sociétaires ont en commun. Moins ils ont le sentiment d'être liés les uns aux autres, par des droits et des devoirs réciproques découlant de leurs appartenances communes. En fin de compte, quand un pays devient cosmopolite, il n'y a plus de nation, il n'y a plus qu'une société.

- Mr. Valéry Giscard d'Estaing, seul, se rendit compte du danger de la présence sur le sol français des millions de musulmans, dont un grand nombre a déjà basculé dans le fanatisme fondamentaliste de l'Islam, qu'une étincelle ou un mot d'ordre peut enflammer. Il négocia donc avec Alger et

obtient le rapatriement, par importantes tranches annuelles, des immigrés. C'EST CET ACCORD DONT JEAN-MARIE LE PEN ET LE FRONT NATIONAL EXIGENT L'APPLICATION PAR LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE : mais, tous ceux qui font fortune dans l'exploitation des Maghrébins ne veulent pas en parler et se dissimulent sous le masque de l'anti-racisme et des autres grands principes dont, au demeurant, il se moquent éperdument.

*
* *

- A créer généreusement des fromages pour ressortissants du Tiers-Monde, encore nous faudrait-il exiger des garanties pour nos propres ressortissants chez celui-ci. Or, il n'y a pas de peuples plus hétérogènes et racialement moins tolérants les uns pour les autres que ceux de l'Afrique, mis à part, sans doute, le Sud asiatique. Dans les pays d'Afrique noire le fait d'appartenir à une autre ethnie ou tribu ou clan que le leur, suffit à interdire le droit de devenir fonctionnaire ou même négociant. Loin de vouloir aider les étrangers, les autorités algériennes de leur côté ont fait effacer à grand frais les inscriptions publiques en caractères latins. Comparer Rochechouart-Bellecourt à Paris, les quartiers de la Porte d'Aix et limitrophes de La Canebière à Marseille, au sort des Européens livrés aux actes sanguinaires de Kolvazi nous amènerait sur un terrain délicat. En vérité, nous subissons toujours en effet la tâche de l'antisémitisme lorsqu'on aborde la question du racisme, sans que l'on se soit encore aperçu qu'en faisant du ventre de la mère le garant de l'identité biologique, les rabbins eux-mêmes mériteraient cent fois les admonestations de la LICA bien-pensante.

Et pourtant, il y a une vérité d'évidence. C'est que les émigrants qui ont formé la population américaine et qui venaient de tous les pays d'Europe ont néanmoins réussi à lui imposer tous les signes et tous les traits d'une race. Mais par contre ils ne sont jamais parvenus à se sentir vraiment les concitoyens ni des Noirs ni des Jaunes. Ceci, malgré presque deux siècles de cohabitation !!!

C'est que la vie naît de l'inégalité fondamentale ; comme l'électricité elle jaillit de l'accouplement d'un + et d'un - . La biologie sait que l'hérédité prime chez tous les êtres grâce à la transmission des caractères par les chromosomes. Chaque être naît avec ses potentialités, ses dispositions qui lui sont données et celles-ci peuvent se développer à l'infini. Pour les généticiens on peut avancer cette formule : partout où il y a la vie, il y a une différence. L'inégalité existe dès avant la conception de l'oeuf. Ce n'est pas "raciste" mais scientifique. "Nous avons un potentiel de taille, d'embonpoint, de couleur des yeux, des cheveux, je ne vois pas pourquoi, s'interroge le Professeur Didier J. Duché, l'intelligence seule échapperait à cette diversité inscrite dans les chromosomes".

Notons-nous de préciser que si l'inégalité, à notre avis, se prolonge à travers les races, il n'y a pas nécessairement de supériorité absolue d'une race sur une autre, les possibilités ou les lacunes de chaque race se révélant dans des secteurs différents. Malheureusement, le monde entier prend aujourd'hui pour modèle le mode d'existence européen, et il faut bien admettre alors qu'en matière technologique la civilisation occidentale n'a jamais été surpassée.

Puisque nous sommes "différents" par conséquent les uns des autres, et que nous avons des héritages et des histoires propres, plus absurde, plus dangereuse encore demeure l'étourderie avec laquelle on expose la race blanche à se laisser déborder, envahir, submerger par les autres races, que nous avons privées des freins qui en limitent le développement, tandis que nous les resserrons chez nous.

*
* *

- Les évêques catholiques-romains français et les autres "grandes consciences de la gauche" s'insurgent quand est demandé le re-

tour dans leur pays d'origine des immigrés : ils osent parler de racisme, eux qui n'ont rien fait contre le "racisme anti-pieds-noirs" qui continue de faire des ravages sur le plan psychologique.

En vérité de quoi s'agit-il ? Tout le monde connaît les événements qui accompagnent la révolution islamique en Iran et les massacres, là-bas, de tous les amis de l'Occident : ce qu'on ignore ici, en revanche, c'est que la guerre Irak-Iran est utilisée à plein pour détruire les populations chrétiennes de ces deux pays : en particulier, le génocide des Arméniens, à la faveur de cette guerre, a repris de plus belle, les chrétiens des deux belligérants étant exposés aux endroits les plus meurtriers du front pour, par raffinement de sadisme musulman, s'entre-tuer. Qui dénonce cet état de choses ? Personne ! Qui vient en aide au flot d'orphelins chrétiens arrivant en Occident ? Personne, en dehors des descendantes de leurs frères dans la misère ayant échappé au génocide turc d'il y a 70 ans. Qui s'émue des pogroms quasi-quotidiens perpétrés par les musulmans d'Egypte contre leurs compatriotes coptes orthodoxes, traités en sous-humains depuis l'introduction par Anwar el-Sadate de la loi musulmane comme loi de l'Etat ? Personne et, cependant, les coptes orthodoxes forment le quart de la population égyptienne et sont, au surplus, les vrais Egyptiens. Qui s'émue des persécutions menées par l'Islam fanatique ?

C'est que par le jeu de l'immigration et de l'intégration féroce, nous sommes en réalité devenus de simples pions sur l'échiquier. Notre avenir sera celui de robots, répliques exactes les uns des autres, placés dans la niche attribuée par nos maîtres, et destinés à faire ce qu'on veut que nous fassions jusqu'à notre mort. Indépendance, opinion personnelle et initiative appartiendront alors au passé. Et cela sera bien le résultat de la contrainte que nous subissons pour accepter l'immigration. En fait, la race blanche est la seule qui puisse présenter un réel danger pour les mondialistes de tout crin qui soutiennent l'immigration. Son génie et son goût de la liberté en font l'ennemie mortelle des conceptions utopistes et en réalité intéressées des Bilderbergers, des membres de la Trilatérale et des grandes fondations américaines. Ils comptent bien amener les jeunes à des unions interraciales qui, à échéance, multiplieront le nombre des métis. Les barrières génétiques s'effondreront alors d'elles-mêmes. Il n'y aura plus qu'une seule race grise, sans racines, sans caractère, et dès lors, aisément maniable. La Civilisation était née de la diversité, la décadence a toujours suivi l'uniformité.

Nous concluons en citant un passage de la revue "LES LETTRES DE PRAHECQ" (de l'Eglise Orthodoxe de France) : "Les peuples occidentaux post-modernes s'empêchent dans de minables réactions de vaincus et d'impuissants. Vaincus, les gens se saoulent de mots qu'ils vont chercher dans la voirie des "bons sentiments"... Notre XXème siècle à prétentions aphrodisiaques est une époque puritaine, incapable de jouir. Impuissants, nos contemporains s'empiffrent d'images. "(N° 11 - page 513). Tel le cadavre d'Ionesco, le spectacle de notre décadence est devenu un problème énorme, pesant, puant ; il enivre d'esprit de revanche ses spectateurs. C'est que, comme les vins, la démocratie connaît plusieurs crus...

Il y a la "démocratie ouverte" : celle des royaumes nordiques, de la Grande-Bretagne, du Bénélux, des Etats-Unis du Japon, etc. Qu'un être humain = une voix, celles du "one man, one vote". Non moins ouverte est la jeune démocratie du vieux royaume d'Espagne où la Castille cesse de dominer même culturellement, linguistiquement, les régions autonomes que sont le Pays Basque, la Catalogne, l'Andalousie, etc.

Et il y a la "démocratie fermée" : celle des démocraties populaires où le gouvernement au nom d'un peuple abstrait, est confisqué par une oligarchie qui détient le pouvoir et qui entend le conserver par tous les moyens : en Chine, c'était la "bande des quatre" ; en Union Soviétique et satellites, c'est la "Nomenklatura" ; en France, c'est la République : celle des complices et des camarades. Peu y importe le nombre des voix : celles qui comptent et sont comptées sont les "bonnes voix" : celles des "bien penseurs de gauche" honorés, pour tromper la population, de l'adjectif "républicain", synonyme de gauche, assassins, menteurs et fraudeurs communistes inclus.

Ainsi, en mai 1981, Mr. François Mitterrand fêta la "victoire du peuple de gauche"; en période électorale, les "magouilles" entre frères soi-disant ennemis s'opèrent au nom de la discipline républicaine; les "amitiés républicaines" se forgent à la buvette de l'Assemblée Nationale; et, quand il s'agit, par lâcheté et/ou intérêt, de laisser perpétrer un mauvais coup contre le pays, c'est-à-dire contre sa population, il est effectué au nom de la "légalité républicaine", ce qui dispense d'appliquer la loi tout court aux complices intérieurs et extérieurs du gouvernement.

La "démocratie fermée" n'est qu'une transposition de l'Apartheid, appliquée à des Blancs; la démocratie fermée à la française est le refus de l'égalité de chaque citoyen devant la loi, le refus de donner la même valeur à un humain suivant qu'il pense, ou est élu, en accord avec le "système" ou contre lui : c'est une caricature de démocratie et le "coup d'Etat permanent" contre elle. C'est bien ce que rappelle Marie-France Garand : "Nos mœurs politiques sont redevenues celles de la IIIème République où une caste de notables accaparait le privilège de briguer nos suffrages et de parler en notre nom. Seule différence aujourd'hui : les notables ont cédé la place aux technocrates et aux fonctionnaires". Et nous ajouterons avec Pierre de Villemarec : "et aux tribuns au service d'une doctrine qui veut ouvertement détruire les patries au nom d'un prétendu 'nouveau humanisme', camouflage d'un matérialisme dont la seule vision 'synarchiste' est la production et le profit".

*
* *
*

§ III : LES PLEUREUSES AU CHEVET DE L'HUMANITE BIEN PENSANTE :

a) - AU ROYAUME DES AVEUGLES PAR LE CHAUVINISME, LES BORGNES DU MONDIALISME SONT ROIS : -

- La Trilatérale est probablement beaucoup plus qu'un simple cartel ou qu'une simple mafia. C'est une association politique, et qui entend jouer un rôle décisif sur la scène politique mondiale contemporaine. Cette ambition planétaire présente un caractère spécifique immédiatement décelable : elle est essentiellement et fondamentalement anglo-saxonne, porteuse de l'héritage spirituel du mouvement fabien.

Il s'agit de privilégier, dans les discours idéologiques la notion d'égalité sur celle de liberté, et, au plan pratique, de favoriser les mesures propres à assurer l'égalité plus que celles destinées à défendre la liberté, tant dans le domaine intérieur que dans le domaine international. En politique intérieure, ce choix se traduit par l'acharnement à imposer des politiques de redistribution (dont l'encouragement à la consommation n'est qu'un aspect) de préférence à des politiques d'accroissement de productivité et d'encouragement à l'initiative individuelle créatrice. En politique internationale, il s'exprime dans la préoccupation d'instituer, comme on dit, plus de justice dans les rapports de nation à nation, plus d'égalité entre les nations. Le mondialisme se fait donc une gloire d'être tiers-mondialiste, et c'est dans cet esprit qu'il est toujours fait l'apôtre intarissable de la décolonisation, l'avocat acharné de la lutte contre le racisme, du respect du nécessaire ou de la naturelle pluralité des civilisations et des hommes.

- L'idée selon laquelle la colonisation serait la cause essentielle du "retard" du Tiers monde n'est pas des plus convaincantes. On ne peut nier que, ponctuellement, les exportations de produits manufacturés européens à destination des colonies, au XIXème siècle notamment, aient entraîné la détérioration et le déclin des artisanats locaux. Le cas de l'Inde, inondée de textiles anglais, est particulièrement bien connu. Mais tous les pays du Tiers monde n'ont pas été colonisés. Leur situation présente ne diffère pourtant pas sensiblement de celle des autres. Tel est le cas de la Thaïlande, du Nigéria et de l'Iran. Aucune preuve déterminante, à ce jour, n'a été apportée à l'appui de la thèse selon laquelle

les pays du Tiers monde, s'ils n'avaient pas été colonisés, se seraient "développés" normalement. Il y a d'ailleurs quelque paradoxe à soutenir que, sans contact avec la civilisation occidentale, les pays du Tiers monde auraient réalisé d'eux-mêmes une "révolution" industrielle qu'on s'accorde en général à considérer comme caractéristique du monde de développement européen.

Enfin, ce n'est pas l'Europe, mais l'Islam, qui a inventé la colonisation. Cinq siècles avant l'essor de l'impérialisme occidental, les missionnaires musulmans sillonnaient l'Afrique, tandis que les marchands arabes établissaient dès le X^{ème} siècle, des comptoirs coloniaux au Ghana, en Tanzanie, au sud du Niger, etc. Le commerce des esclaves battait aussi son plein : au XI^{ème} siècle, on comptait déjà quinze grands marchés d'esclaves établis en Afrique noire par les Arabes, dans une zone allant à l'Ouest jusqu'au Niger, à l'Est jusqu'à Madagascar. Dans leurs entreprises de colonisation, Arabes et Européens bénéficièrent par ailleurs constamment de l'appui des élites noires.

L'Europe a donc bien réveillé l'Afrique, un continent déjà "assis dans les ténèbres de la mort", mais elle l'a immédiatement fourvoyé et compromis dans son essai de transplantation des cultures. Le philosophe allemand Oswald Spengler croyait au caractère hermétique des cultures, à leur succession dans le temps et non point à leur filiation. S'il posait que l'homme est un animal de proie, il ne distinguait que huit civilisations. Parmi celles-ci, aucune civilisation négro-africaine ne figurait, et il n'était pas raciste au sens péjoratif du terme, car il a mentionné les civilisations hindoue, chinoise, arabe et maya.

Pourquoi se refuser à voir ce qui a fait la force de la race blanche : c'est que l'on ne l'a pas civilisée. Elle s'est civilisée elle-même. Nous ne contestons pas qu'il puisse naître un jour un Platon ou un Archimède à Diégo-Suarez ou à Douala, mais nous aurions mieux aimé qu'ils naissent spontanément sans l'apport de la civilisation blanche. Nous avons appuyé sur l'accélérateur de l'Histoire : il fallait peut-être laisser faire le temps car l'ordre naturel enseigne une chose : l'harmonie du monde veut le respect du temps, la vraie paix et le vrai amour n'ont pas d'autres secrets, le temps.

Certes, nous vivons un temps du style "flash". Un monde naît, un monde meurt par l'arbitraire décret d'un index poussant un bouton : voilà l'arbitraire technique et c'est pourquoi la solitude de l'homme contemporain. Parce que nous ne croyons plus à l'œuvre rythmique du temps naturel, mais à la durée accélérée, nous introduisons dans la communauté humaine une scission croissante qui engendre l'incompréhension et la haine.

On a calculé que si un 1^{er} janvier l'année avait commencé le jour où la civilisation a inventé le premier outil, l'agriculture serait apparue pour la première fois que le 30 décembre à 17 heures, la machine à vapeur le 31 décembre seulement à 23 heures 20 très exactement, et qu'il aurait fallu attendre 23 heures 54 minutes et 35 secondes de ce même jour pour que, dans une débauche insensée de lumière, naisse l'énergie atomique, peut-être le soleil noir de notre civilisation.

Ce saisissant raccourci a un double mérite. D'une part, il rappelle que si la soif de connaître est chevillée à l'esprit de l'homme, la civilisation occidentale avide de progrès et torturée par une volonté de puissance a été la seule civilisation qui ait soumis la terre et en a cherché la loi dans le combat. D'autre part, par l'accélération qu'il illustre, il rend illusoire la prétention futile de vouloir défendre la cause de l'adaptation totale au milieu et de prêcher le conformisme à la dominante d'une époque. Cette dominante fût-elle comme de nos jours la science et la technique, il n'empêche, en effet, que si des hommes ont jusqu'ici vécu dans des sociétés qui ont, quoi qu'on dise, marqué l'histoire de l'humanité, c'est que les principes qui dictaient leur comportement n'étaient pas foncièrement mauvais. Il y a donc bien des Vérités éternelles pour l'homme, et en venir à vouloir naïvement le plier aux formules des technocrates revient à brandir la menace la plus dangereuse pour les

libertés : celle qui consiste à vouloir régir rationnellement la condition humaine.

Pourtant, l'ancienne Nature n'est pas morte ; pourtant Dieu est et demeure le seul calculateur du monde ; aucun homme n'a jamais eu, n'aura jamais le pouvoir de transformer le Temps et son Infini, le Présent et son Eternité.

Il a fallu à l'Occident dix-huit cents ans pour en arriver à une maturité compatible (et encore) avec les institutions démocratiques, et l'on veut réaliser en cinquante ou cent ans, ce que la Nature ne peut tenir que pour anormal.

Il est difficile d'écrire la vérité ; mais c'est aussi indispensable. Ce sont les Noirs d'Afrique et non les Chinois qui ont inventé l'organisation communautaire. Les "africanistes" ne peuvent que démontrer que le Noir est un être grégaire avant tout. C'est pourquoi il est communautaire. L'Occident a presque échoué en Afrique parce que sa colonisation a agi non sur la communauté mais sur l'individu.

Ainsi que l'a écrit Coningsby en 1844 : "Le problème racial est la clé de l'Histoire du monde". La cause fondamentale, profonde de la chute des civilisations grecque et romaine réside dans le seul fait que la civilisation de masse succéda à la civilisation de l'élite. Avec la démographie délirante actuelle des peuples colorés, nous sommes au même point ; de là nos craintes profondes.

Si le XIX^{ème} siècle a été le siècle des nationalités et des nationalismes, la fin du XX^{ème} siècle a de grandes chances d'être celui des races. Cette guerre raciale n'est d'ailleurs qu'un parallélisme expansif de "la lutte des classes" des cent dernières années en Europe. Nous voici au rendez-vous des pullman du paradis sur terre !.

- En réalité, ce que nous appelons aujourd'hui la civilisation ne s'est développée et maintenue que dans les zones tempérées habitées ou dominées par l'ensemble des membres de la race blanche. Toutes les civilisations de la "zone torride" se sont figées rapidement, et elles ont disparu ou sont en voie de désagrégation. Tant il est vrai qu'entre les deux Tropiques l'homme subit des conditions climatiques telles que sa capacité de travail physique et intellectuelle en est sensiblement réduite, tant il est vrai aussi que les normes intellectuelles et morales n'y sont pas les mêmes que dans la zone tempérée. Telle est la question fondamentale et préalable qui se pose, déduite d'ailleurs d'une loi cosmique irréductible : le réchauffement climatique et la montée des civilisations, du Sud au Nord.

Levy Brühl ne passait pas pour un suppôt de la réaction. Que nous dit-il ? Sa conviction que la géographie est un élément déterminant du comportement humain, que c'est "à partir du climat que s'établissent les caractères raciaux permanents", et que l'air de la vraie civilisation est celle des climats tempérés, aux quatre saisons plus ou moins tranchées.

Dans les régions intertropicales, la chaleur humide, l'incidence et la composition des radiations solaires, l'électricité atmosphérique, les rayonnements telluriques agissent directement sur le système neuro-végétatif, le chimisme sanguin, les glandes à sécrétion interne. Leur nocivité sur le Blanc qui séjourne longtemps sous les tropiques est hors de doute troubles sympathiques, carences hormonales, somnolence de l'intellect. Les Noirs en sont protégés jusqu'à un certain point par leur pigmentation : "l'écran mélanique". Mais leur système endocrinien n'en diffère pas moins notablement de celui des Blancs.

Tous les musées d'anthropologie montrent que l'évolution technique des Noirs a été stoppée au niveau du néolithique.

Ce sont là des réalités biologiques que l'on n'a jamais pu combattre sérieusement. Mais, dans toutes les démocraties, on s'est détourné de leur étude par

opportunité politique, par crainte de bousculer le dogmatisme égalitaire. Nous en voyons aujourd'hui les beaux effets.

- La grande vague qui, partie d'Europe, avait submergé les continents, a semé partout des germes de civilisation. Il n'en est qu'une preuve qui est l'évolution fulgurante des sociétés d'outre-mer. Sont nés alors ce que par une commodité de vocabulaire inspirée par les propagandes politiques, on a appelé les "mouvements de libération" qui tendent à chasser l'homme d'Europe des terres sur lesquelles il a pris pied, bien que la cohabitation des hommes sur la terre de leur choix, à égalité des droits et des devoirs, soit le test nécessaire et suffisant. Depuis vingt-cinq ans on assiste, partout dans le monde, sous la prétexte de décolonisation, à une immense entreprise de "nettoyage" des continents chacune des races qui s'étaient un moment mêlées de plus ou moins près étant invitée à regagner ses terres d'origine. C'est un gigantesque mouvement de regression.

On voit se dessiner ce mouvement sur un tiers du globe. D'autre part, le moindre heurt, le moindre conflit avec le continent voisin se transformera inévitablement en guerre de races avec ce que cela peut laisser craindre de fureurs et d'hécatombes ! On pressent aussi ces menaces en Asie et en Afrique, et dans ce chaos que l'on appelle le monde arabe. Et aux dimensions de ce cauchemar qui se profile à l'horizon des cinq-dix années à venir, on mesure le résultat de l'action de ces groupes aveuglés par les idéologies étriquées, et qui, partout dans le monde, ont travaillé à la naissance de ce nouveau racisme.

*
* *
*

- Tout système spéculatif a sa source consciente ou inconsciente, dans le désir qu'ont ses propagandistes d'aménager le territoire de la vie, de rétrécir l'espace vital de certains pour élargir l'espace vital de certains autres. Lors même qu'on nous démontrerait que la disparition de la race blanche est "dictée par la raison dialectique", ou "commandée par le sens de l'Histoire", ou "ordonnée par la nature des choses", ou bien qu'elle a été mise en formule par la société Teillard de Chardin, eh bien tout cela nous troublerait.

L'homme démystifié est celui qui a clairement partagé ce qu'il entend préserver de ce qu'il entend contenir par son combat. Ce qu'il entend préserver, c'est non seulement sa propre existence individuelle, mais toutes les existences qui donnent un sens à celle-ci : le milieu humain qui lui est naturel et nécessaire pour que l'échange l'emporte sur l'aliénation (aliénus = étranger), pour que la résonance l'emporte sur la dissonance, l'homogène sur l'allogène. Ce milieu c'est le champ génétique, au-delà des frontières duquel le signe de l'existence de l'individu s'inverse et passe du plus au moins de la valeur à la non-valeur, du sens au non-sens. Au-delà, le mécanisme de l'identification est impossible et, dans la zone de métissage, chacun est irréductible à chacun : terrain idéal pour l'alternance anarchie-tyrannie. Ces frontières sont l'épiderme du corps génétique, dont l'individu est une cellule. Ensuite tout est simple, car les "frontières ne se discutent pas, elles se défendent."

Les mondialistes ne partagent évidemment pas ce point de vue. Pour eux, il ne doit pas y avoir de frontières. Rusés simplificateurs, ils affirment que la patrie de tout homme serait la planète tout entière, son champ génétique l'espèce entière. Sa "génosphère", pour parler comme le nouvel évangéliste, serait tout à fait accueillante et aucun matériel chromosomique ne serait jugé assez hétéromorphe pour en être rejeté.

Mais derrière le mondialisme naïf, se dissimulent les traditions et les ambitions d'autres cosmopolitismes. On sait bien que la maxime "laissez faire, laissez passer", appliquée en matière d'immigration, a toujours été un rideau de fumée destiné à masquer les envois d'étranges oiseaux migrants. Seulement, du fait de l'explosion démographique de l'humanité de couleur, la doctrine des mondialistes, forgée

par la commodité des apatrides par vocation, débouche sur une gigantesque menace de submersion du monde blanc.

S'imaginent-ils, nos mondialistes naïfs, que leur utopie ne se concrétisera que par un joyeux va-et-vient touristique ? Ignorent-ils que la race blanche qui, en 1983, formait le tiers de la population mondiale, n'en formera plus que deux fois moins à la fin du siècle ? Ou bien croient-ils que la civilisation blanche peut être abstraite du sol humain qui l'a fait naître, que sa forme est indépendante de son contenu génétique ? Pensent-ils que le mot "France" pourrait recouvrir, légitimement, à la fois la France d'aujourd'hui et un hexagone sur le terrain duquel camperaient dix millions de Maghrébins et dix millions de négro-africains ?

*
* *
*

- Fidèle à sa logique, le mondialisme proclame aussi la nécessité de "promouvoir" l'épanouissement de la personne, "d'assurer la qualité de la vie", de reconnaître l'existence d'un "droit à la culture", d'un "droit à la parole", ou l'existence en chacun d'un "besoin de créer, de s'exprimer, de communiquer", etc. Cet écologisme spirituel ou intellectuel n'a rien de surprenant; il constitue une version toute naturelle du slogan égalitaire, dont il n'est que l'élargissement au plan des choses de l'esprit. Il suffit de se donner la notion de besoin culturel pour comprendre comment le mondialisme peut en somme prétendre à être l'accoucheur d'une démocratie plus complète encore que celle de Marx, et à laquelle il se proclame seul à aspirer.

Cette exaltation des valeurs égalitaires culmine enfin dans l'assurance, aux accents volontiers messianiques, de la réunion imminente du genre humain dans une grande communauté animée, par delà tous les nationalismes diviseurs et destructeurs, par un esprit de fraternité universelle. Au demeurant, cet internationalisme théosophique n'est jamais que le travestissement du thème de la fin des idéologies, de l'atténuation des conflits idéologiques entre les deux systèmes socio-politiques qui semblent aujourd'hui se faire concurrence sur la scène du monde, le communisme et le capitalisme, et que l'universelle reconnaissance des valeurs égalitaires réconcilie en fait en sous-main.

Les plus articulés des membres de la Trilatérale n'ont jamais cédé l'admiration qu'ils portaient au marxisme, ni la conviction que ce dernier avait apporté au monde quelque chose d'irremplaçable et qu'en aucun cas on ne pouvait imaginer de vouloir déraciner ou détruire. En somme, "le libéralisme et le marxisme ont su trouver l'un et l'autre des réponses créatives et optimistes aux maladies précoces de l'âge industriel" (Brzezinski) : il s'agit seulement de les adapter l'un à l'autre.

Conciliation impossible, dira-t-on ? Seulement, répondront les trilatéralistes, pour ceux qui refusent de comprendre précisément que marxisme et libéralisme sont deux idéologies en fait beaucoup plus complémentaires que rivales, parce que l'une et l'autre érodées par le temps et par l'évolution sociale interne aux pays qu'elles dominent. Si l'une et l'autre, ou l'une ou l'autre, étaient triomphantes, elles seraient rivales. Mais ce sont précisément leurs faiblesses réciproques qui les appellent à composer ensemble une synthèse originale et neuve. En d'autres termes, c'est parce que la Trilatérale n'est pas seulement libérale, mais aussi socialiste, qu'elle imagine pouvoir sauver le libéralisme quitte à le teinter de socialisme. Dès lors, on conçoit mieux le pouvoir occulte du monde trilatéraliste. Car enfin qu'est-ce que l'opinion de la majorité silencieuse, sinon également qu'il y a du bon, et dans le libéralisme, et dans le socialisme, et que l'idéal serait de les combiner ?

De la conviction commune à ces deux systèmes de pensée que les problèmes qui se posent de la manière la plus pressante dans le domaine du gouvernement des hommes sont des problèmes économiques et sociaux, résulte une autre conviction. Celle que les problèmes sont dans le monde actuel, identiques quels que soient les régimes

politiques, et que cette identité introduit entre eux une similitude profonde quoique cachée, mais que doit nécessairement à plus ou moins long terme, l'emporter sur les divergences qui les opposent en surface et à l'heure présente.

De ces deux convictions dérive tout naturellement le primat des considérations de politique intérieure sur les considérations de politique internationale. Il peut paraître paradoxal que des hommes qui cherchent à promouvoir le resserrement des liens entre nations à l'échelle planétaire affirment sans ambages que le facteur déterminant de la politique internationale est constitué par la politique intérieure de chacun des Etats concernés. Dans la perspective trilatéraliste, il est cependant parfaitement logique que l'internationalisme ne soit que le résultat d'une identité de situations et d'évolutions intérieures, au terme de laquelle, par une sorte d'harmonie spontanée, un concert s'établisse sans effort et sans recours à un grand dessein. On reconnaît là le thème favori du libéralisme de l'immédiate après-guerre, celui de la convergence des systèmes industriels.

Quelles que soient les intentions de leurs dirigeants, leur soif de pouvoir, leur irrationalité, leur idéologisation, la force des choses est censée rapprocher les deux sociétés. C'est ce qui explique l'absence caractéristique d'agressivité des trilatéralistes, leur calme devant chaque nouvelle entreprise du bloc soviétique et leur aptitude à encaisser les coups sans répondre. Il y a comme une inaptitude naturelle à la psyché trilatéraliste à assimiler l'idée qu'il puisse y avoir des Etats normalement expansionnistes. A la rivalité, dit en somme la Trilatérale, se substituent, quoi qu'on en ait, la conciliation, la concertation, la communication et la coopération. Y a-t-il là une idée, une utopie ou un projet qui soient tellement différents de ceux du libéralisme économique le plus classique, pour qui les frontières politiques étaient à la fois simple survivance du passé et obstacle à l'extension d'un marché qui par nature n'en connaît pas ? Sous cette lumière, la division internationale du travail n'est qu'un aspect de l'économisme.

- C'est à partir de ce genre d'idées que s'expliquent les mots d'ordre politique favoris de la Trilatérale, parmi lesquels comptent particulièrement la promotion du commerce, la détente, le dialogue Nord-Sud, et ce qu'on pourrait appeler la transnationalité. Par-delà la volonté d'assurer à tous les hommes, et donc à ceux aussi des sociétés non développées, la possibilité d'actualiser chacune ses richesses propres, sa "personnalité", il y a la volonté d'organiser la vie économique à l'échelle planétaire, la volonté de planétariser la gestion économique. Or, de cette volonté suit la représentation typiquement technocratique d'un monde qui serait divisé non plus en nations concurrentes, mais en grandes régions ou en grands secteurs, découpés selon les édits de rationalité économique. L'une d'entre-elles étant, il convient de le noter, la zone dite pansoviétique.

C'est pourquoi les ennemis désignés de la Trilatérale sont, non pas les communistes et le bloc communiste, mais le nationalisme, "source de bien de maux" et "les contestataires (intellectuels) qui affirment leur dégoût de la corruption du matérialisme, de la soumission des gouvernements démocratiques au capitalisme du monopole, et qui constituent un danger au moins aussi sérieux aujourd'hui que les partis communistes dans le passé" (Brzezinski).

De cette naïveté philosophique finalement assez caractéristique du matérialisme anglo-saxon découlent des conséquences politiques graves. En effet, dans la doctrine trilatéraliste, les sociétés libérales modernes sont considérées comme un stade nécessaire de l'évolution vers des sociétés d'un type nouveau, c'est-à-dire qu'elles doivent être à leur tour, comme aurait dit Hegel, conservées et dépassées pour surmonter leur souci exclusif du monde matériel, leur indifférence à l'égard de ce qu'il y a de spirituel en l'homme. N'est-ce pas dès lors fondé à se demander par quel mystère, de cet égoïsme et de ce matérialisme, sortiront l'altruisme et le spiritualisme ? Comment une fraternité naîtrait-elle d'une coopération qui n'a d'abord d'autre sens que la plus grande utilité de chacun, et où chacun n'engage que sur la foi de son intérêt, donc de son égoïsme ? Si les hommes n'ont pas l'intuition de leur solidarité effective, il n'y a aucune chance pour que leurs besoins soient

jamais saturées. Tout le sophisme philosophique est là. Il est logiquement impossible que les désirs soient jamais comblés, si le principe de leur limitation ne préexiste pas à leur naissance : ce n'est pas de leur sein que peut sourdre la modération. Le croire cela revient à dire que la pensée dépend de ses conditions matérielles d'existence, c'est-à-dire n'est rien qu'un épiphénomène. C'est là revenir au marxisme, non le dépasser, c'est faire l'apologie partielle du système adverse après avoir fait sa propre autocritique en s'accusant de réduire l'homme à l'état unidimensionnel d'homo oeconomicus. C'est par conséquent renforcer le potentiel idéologique de son adversaire, tout en commettant l'erreur fatale pour son propre camp d'estimer que l'impérialisme soviétique est un impérialisme de type traditionnel et que, comme tous les impérialismes traditionnels, il doit être emporté par la considération des problèmes économiques et sociaux, ou écologiques, auxquels l'humanité est, d'après la Trilatérale, désormais confrontée en commun. Il est pourtant clair que la politique ou l'idéologie - n'est pour l'U.R.S.S. qu'une guerre à objectifs expansionnistes lointains, menée par d'autres moyens jusqu'ici que militaires.

Face aux concessions déjà faites à un tel adversaire, il est non moins clair que la politique mondialiste présente pour les Européens un danger évident, qui est tout simplement d'asservir l'Europe aux courtes vues, aux erreurs et aux intérêts à court terme de ceux qui demeurent jusqu'à nouvel ordre les animateurs d'une politique littéralement étrangère à la vieille Europe et, en tous les cas, à son noyau latin. Par machiavélisme et soif du pouvoir ou par aveuglement doctrinal ? là est toute la question.

★
★ ★

- Le chauvinisme, lui, est semblable à un animal borgne ; son oeil unique toujours fixé sur le même point de l'horizon. Ses adorateurs ont leur attention concentrée sur les frontières politico-nationales qui sont, en Europe, des frontières ethniques, c'est-à-dire des ethnies (groupes humains différents non par la race, mais par la langue et la coutume). Obnubilés par la ligne bleue des Vosges, des Karpathes ou des Balkans, ils n'attachent pas la moindre importance aux frontières génétiques, c'est-à-dire celles qui délimitent les races (groupes humains entre lesquels le processus d'évolution a créé des différenciations héréditaires profondes, inscrites dans toutes les cellules de l'organisme). Ils se crispent sur la trouée de Sedan, sur le passage de Brenner, sur les cols macédoniens et ils ne voient pas que la garde qu'ils montent devant ces brèches ethniques, leur fait oublier derrière eux des brèches raciales béantes : les ports du Pirée et de Brindisi, de Marseille et de Bordeaux, de Liverpool et de Hambourg, par où s'engouffre l'invasion des allogènes, en provenance des zones de métissage afro-orientales et indo-américaines, et des espaces noir et jaune.

Ils accordent, ainsi, une importance exclusive à des limites résultant en grande partie des hasards historiques. Car, enfin, c'est bien par une suite de hasards historiques qu'on parle français et non pas allemand à Belfort, allemand et non pas français à Trèves, grec et non pas serbe à Salonique et non pas grec à Ustub, italien et non pas slovène, etc... On touche là du doigt l'illogisme du chauvinisme. Les limites tracées par le hasard, il les divinise, alors qu'il ignore avec une merveilleuse inconscience les limites génétiques qui ont commencé à s'affirmer, voici non pas cent ou cent-cinquante ans, mais depuis trente ou quarante millénaires, et qui sont visibles à l'oeil nu.

Le chauvinisme considère que les seuls droits sacrés sont ceux qu'une nation peut opposer à une autre nation. Entendons-nous bien : que ces droits existent, nous ne le nions pas, et qu'il faille les défendre, le cas échéant, nous ne le nions pas non plus. Mais enfin, nous ne considérons pas que la nation historique, cristallisation politique de l'ethnie, soit la Valeur suprême et absolue, ni que les grandes actions guerrières entre nations blanches constituent un programme idéal pour les quinze dernières années du siècle.

Nous plaçons nos frontières sacrées bien au-delà de ces lignes de contrôle policier et douanier, qui séparent bizarrement Dunkerque d'Ostende, Givet de Charleroi, Thionville de Luxembourg, Sarreguemines de Sarrebrück, Montbéliard de Porrentruy, Chamonix d'Aoste. Nous les plaçons, nous, aux limites de ce qui est le milieu naturel de développement de l'homme blanc. Nos marches frontières, ce sont l'Andalousie, et le Transvaal, le Texas et la province maritime de Vladivostok. Notre patrie, c'est le monde blanc, parce que nous considérons comme nos compatriotes, tous ceux qui nous sont assez proches par l'hérédité pour que l'idée de les voir s'allier à notre sœur, à notre fille ou à notre nièce nous soit admissible, vieux test qui n'horripille tous les défenseurs du cosmopolitisme que parce qu'il ramène la discussion sur le terrain de vérité des certitudes profondes et de la logique de la vie.

L'UNESCO serait dans son rôle et ferait oeuvre utile si, ayant découvert qu'il existait des grandes races, il invitait les élites de chaque race à trouver un terrain d'entente en vue d'un développement harmonieux et pacifique de toutes les races, selon le génie propre qui est le leur. Ce serait une solution "aristocratique": on doit par conséquent la rejeter avec horreur. Vive la solution égalitaire qui consiste à fondre les grandes races en une seule ! Quant aux inconvénients du métissage, on trouvera bien deux douzaines de "savants" pour démontrer qu'il n'y a que des avantages à en attendre. Mais l'UNESCO est-il sûr de ne pas faire du racisme inconscient en voulant imposer uniformément aux trois grandes races un développement social, économique, culturel, etc... qui, en fait, est celui de l'homme blanc et plus précisément celui des Américains du Nord ?

La thèse de l'égalité originelle des enfants a été poussée jusqu'à ses ultimes conséquences par les marxistes. Si les aptitudes ne sont que le fruit de l'éducation ou du milieu, pourquoi donc le monde ne pourrait-il pas se peupler de génies, avec une formation appropriée. N'importe quel éleveur de chevaux de course ou de chiens de chasse sait que le dressage ne peut suppléer aux déficiences naturelles et remplacer des qualités innées. Pour Jean Rostand "il est extrêmement probable que le degré d'intelligence, comme la taille, comme la coloration de la peau, dépend de multiples gènes différentiels". C'est l'un des aspects du problème qui est pourtant le plus obscurci par les tabous et les interdits qui règnent dans notre société.

Un des principaux chevaux de bataille des tenants de l'aide aux pays "arriérés" est le principe de l'aide culturelle. Pour le Professeur Millot au contraire: "il existe actuellement dans l'espèce humaine une sorte d'échelle raciale de l'intelligence, dont le degré le plus inférieur est occupé par les Australiens et au-dessus d'eux par les Négritos, le sommet par les blancs accompagnés par les mongoliques". Vouloir donc imposer le même type d'enseignement fondé sur la culture gréco-latine aux Botocudos et aux Hottentots, semble être une grave erreur. Un tel aspect de la question mériterait à lui seul de longs développements, à la lumière de l'anthropologie moderne. Et enseignement de masse et enseignement de haute culture s'excluent d'ailleurs. On ne voit pas en vertu de quel miracle, même dialectique, la "quantité" se transformerait en qualité. On ne répètera jamais assez qu'une "certaine culture" est le moyen idéal, pour réaliser l'inversion mentale qui doit faire du créateur de la civilisation la plus haute, un paria dans la nouvelle société planétaire régie par la conscience universelle.

Les cultures sont impénétrables entre elles, comme le sont des espèces de plantes réfractaires à tout hybridation. La culture antique était "apollinienne", statique, incapable de concevoir toute idée d'évolution ; la culture occidentale est "faustienne", orientée vers la méditation du passé et de l'avenir et, par ailleurs, dynamique elle tend à l'illimité ; elle n'est jamais assouvie ; elle explore sans cesse le réel, asservit les forces de la nature ; le chercheur faustien veut être Dieu.

"L'époque est immense, terrible et malheureuse; la vie du danger, la vraie vie de l'histoire rentre dans ses droits". Nous sommes à l'âge de la catastrophe, laquelle "est la forme normale de l'accomplissement des grands tournants de l'histoire".

C'est sur ce dernier chapitre, les peuples de couleur ayant perdu le respect des peuples de race blanche, que se joue essentiellement le destin de l'Occident. Les privilèges dont il a ouï jusqu'à ce jour, grâce à sa maîtrise de la technique, vont lui être ravies. La technique "faustienne" est, pour l'Occident, une nécessité intérieure, d'ordre spirituel, une pulsion irrésistible, indépendante des visées économiques ou autres, une volonté d'assujettissement des formes naturelles, et de découvertes sans limites. Les peuples de couleur n'y verront pas une fin, mais un moyen de lutte contre la civilisation faustienne dont l'esprit leur échappe et que, d'instinct, ils exècrent.

"Nous vivons à une époque où sur la terre une colossale entreprise agit partout contre l'Occident, tandis que l'Occident néglige de se soutenir lui-même" pouvait s'écrier le Général De Gaulle lui-même.

Par l'expérience de soixante-quinze années traversées par les épreuves que l'on connaît, les cerveaux les plus réfractaires en Occident sont rendus conscients d'une conjoncture aussi évidente. Et Spengler, en dépit de son fatalisme héroïque, nous livre la seule formule qui puisse permettre à l'Occident de se survivre encore : résister à l'envahissement du nombre niveleur par l'union étroite de ses compartiments nationaux, et s'opposer à la croissance et à la propagation des idéologies mortelles par le souci des disciplines et des hiérarchies éprouvées, le maintien ou la restauration des valeurs essentielles. "C'est en elle-même, estimait Carrel, que notre civilisation enferme ses pires ennemis".

L'identité de la raison chez tous les hommes est un postulat aussi faux que celui du sens de la justice. "Reconnaître à quel degré inouï les âmes humaines sont différentes les unes des autres, fut une des expériences les plus bouleversantes de ma vie", nous avoue J. HUIZINGA. Naïve autant que généreuse est l'affirmation inscrite dans la déclaration d'Indépendance des Etats-Unis : "Nous tenons pour évidente cette vérité que tous les hommes naissent égaux...".

A tout le moins, faudrait-il pour compenser l'énorme handicap des inégalités naturelles que le premier objectif de tous les privilégiés fut de rétablir la balance en faveur des déshérités ? Qui osera affirmer qu'il en est ainsi ... ?

*
* *
*

b) - L'EXERCICE ECOCENTRIQUE DE "LA SOLIDARITE" -

- Des voix prestigieuses prêchent l'humanitarisme. L'opinion les écoute avec respect et les accompagne. L'humanitarisme est devenu un dogme. Il est même une référence : on n'obtient le brevet d'écrivain que si l'on revendique le rôle de défenseur de "la personne humaine". Ceux qui émettent des réserves sur cet article de foi sont tout ce qu'on veut, des polémistes, des fantasistes, des sectaires suspects de sympathie abominable pour des "totalitarismes" de gauche ou de droite ils sont exclus en tout cas de la classe des penseurs et des écrivains. Et ils ne recouvrent leur droit à l'existence intellectuelle que lorsqu'ils ont abjuré solennellement leur erreur et effacé la trace de leurs pas.

Cette unanimité des prébendiers de la bonne conscience a le malheur, toutefois, d'être peu efficace, comme on peut s'en convaincre chaque jour, et elle a aussi la particularité d'être connective, ce qu'on peut constater aussi facilement en examinant les objets habituels de l'indignation du clergé intellectuel.

L'humanitarisme, tel qu'on l'exprime généralement, est un pieux élan de fraternité envers tous les hommes, quels qu'ils soient. Le but de cette fraternité est de leur assurer à tous une existence libre, protégée et heureuse. Ce programme est apparemment séduisant. Et l'on comprend que seules les âmes réputées atroces puissent ne pas s'y rallier. Voyons, toutefois, quelques effets de cette louable dispo-

sition.

La bombe atomique lancée sur Hiroshima est l'image la plus frappante de cette cruauté qu'on exerce. On oublie seulement de dire qu'elle a fait moins de morts que le bombardement de Dresde par d'honnêtes bombes classiques par une après-midi ensoleillée. Passons sur cette omission. Si l'éloquence humanitaire est autre chose qu'un chapelet de jérémiades, si c'est autre chose que des mots, des mots de pharisien, elle ne peut avoir comme objet que l'interdiction pour l'avenir de toutes les armes atomiques. Raisonnons comme si cet objectif était réalisable. Proposerait-on du même coup de renoncer à toutes les autres armes, celles qu'on appelle conventionnelles, dont l'effet n'est pas moins meurtrier, comme le montre l'exemple de Dresde, si peu cité ? Ce qu'on souhaite alors, c'est la paix entre les hommes, une paix définitive, objectif qu'on ne peut qu'approuver. Mais alors, cette paix consiste à regarder comme définitives, intangibles, les frontières actuelles des Etats : c'est-à-dire à condamner à la souffrance, à la tyrannie, à l'esclavage, les hommes qu'on enferme ainsi dans des camps de concentration indestructibles.

Cet abandon des prisonniers du hasard, cette congélation de la souffrance humaine, cette impuissance devant le mal, est-ce la démission à laquelle aboutit la prédication humanitaire ? Bossuet s'en tirait en s'en remettant à la divine Providence qui avait fixé les frontières des souverainetés. Faut-il le suivre dans cette résignation ? L'humanitarisme consisterait alors à pleurer sur des malheurs auxquels nous ne pouvons pas porter remède. Est-ce que ce n'est pas une attitude commode, un gémissement bien confortable pour la conscience ? Première contradiction pour l'humanitarisme.

*
* *
*

- Les enfants qui meurent chaque jour dans les régions déshéritées du Tiers-Monde, est-ce un problème plus facile à résoudre ? On le croit, on le dit. Imaginons donc aussi que les obstacles matériels n'existent pas, que la volonté des hommes puisse les vaincre. L'humanitarisme a d'autant plus de raisons de le souhaiter que cette situation catastrophique, c'est l'humanitarisme premièrement qui en porte la responsabilité. Pour des raisons "humanitaires", nous avons voulu que les pays qui étaient autrefois protégés deviennent indépendants. Nous nous sommes peu souciés de savoir comment ils vivraient dans cette indépendance, car l'humanitarisme exige, mais prévoit peu. Nous avons aggravé leurs difficultés naturelles en leur prodiguant, toujours pour des raisons humanitaires, des médicaments et des soins qui ont fait disparaître la moralité infantile par laquelle notre bonne nature avait corrigé leur fécondité. Et aujourd'hui, par notre faute, par la double faute de notre abandon et de notre intervention brouillonne, des millions d'enfants meurent de faim.

La locution de "pays sous-développés" est tout autre chose cependant qu'un euphémisme ; elle implique la croyance que l'état d'infériorité ne serait qu'un stade de civilisation que tous les pays sont appelés à franchir au cours d'une évolution plus ou moins rapide, les conduisant naturellement de la vie primitive à des degrés de plus en plus élevés sur l'échelle des civilisations. Or, cette croyance n'est qu'une hypothèse métaphysique que dément l'observation historique.

Certains peuples classés actuellement parmi les pays sous développés auraient déjà mérité ce qualificatif, il y a 5000 ans ; d'autres non. L'inverse n'est pas moins constatable. Aujourd'hui, nous voyons les descendants des royaumes sumériens du III^{ème} millénaire avant Jésus-Christ, et ceux du deuxième millénaire, les Egyptiens du Moyen-Empire, imputer à l'Occident la responsabilité de leur état présent d'infériorité, alors qu'ils avaient atteint un haut degré de développement, tandis que nos propres ancêtres en étaient encore aux débuts de l'âge de bronze !

Nous en avons assez dit pour montrer que par le postulat qu'implique le

terme mal défini de "pays sous-développés", on a introduit une erreur de méthode monumentale, dont les conséquences économiques et politiques menacent gravement l'avenir des pays dits développés et des pays sous-développés eux-mêmes.

L'histoire nous apprend que toute civilisation ayant surpassé ses voisins en tant que créatrice et accumulatrice de richesses est menacée de destruction. Cette menace grossit d'année en année pour les pays de l'Occident qui fait de plus en plus figure d'humanité privilégiée au milieu d'un monde qui leur envie leurs facilités de consommation.

Les pays pauvres ont une ambition claire : convaincre les pays riches de transformer la structure du monde afin que la distribution des revenus à l'échelle planétaire soit moins inégale qu'aujourd'hui, et pour que l'aide occidentale aille en priorité aux plus pauvres. Actuellement, les deux-tiers de l'assistance fournie vont aux plus avancées des nations en voie de développement. La plupart des prêts des banques privées vont à ces pays parce qu'ils présentent moins de risques. Et beaucoup des prêts publics, parce qu'ils sont souvent des "clients" des grands. Pour les "pauvres absolus", il ne reste plus grand chose.

Il serait cependant malsain de poser ce problème en termes strictement financiers. Certes, l'aide au développement permet à des pays fortement retardés de payer leurs fonctionnaires ou d'acheter les vivres qui leur font défaut. Encore faudrait-il savoir que ce que l'on appelle l'aide directe n'est rien d'autre qu'une pure et simple subvention au budget de l'Etat aidé, telle qu'elle fut pratiquée dans la période suivant par exemple l'indépendance de l'Afrique française. En une génération rien n'a donc changé, et les pays en voie de développement, euphémisme agréable aux chantres de la négritude, restent des pays en perpétuel devenir. Soulever le problème de cet interventionnisme, c'est donc admettre l'existence d'un néo-colonialisme, à partir duquel le pays donateur se substitue au gouvernement "assisté" pour le contrôle et la gestion des projets à réaliser.

N'est-ce pas reconnaître ainsi que l'idée d'indépendance appliquée à des pays sous-développés parce que sous-capables, a été l'une des plus fausses qui soient à une époque où l'inégale répartition des ressources naturelles, l'inégale répartition des consommateurs et les différentes formes de sociétés, certaines se prêtant mieux que d'autres au développement de la production, impliquaient une dépendance communautaire dans le respect des croyances et des coutumes propres à chaque ethnie ?

Si on peut encore parler de "la grande mendicité" des pays du Tiers-Monde, et considérer en conséquence comme suicidaire notre aide à l'industrialisation de pays dont le marché finalement ne s'élargit pas, c'est bien parce qu'aujourd'hui en définitive les pauvres des pays riches payent pour les seuls riches des pays pauvres. Tout en proclamant hypocritement leur respect de ces principes démocratiques fumeux dont on se gargarise chez les Blancs comme chez les Colorés, les diverses parties du monde se sont orientées, en effet, vers un "monolithisme", un retour aux grands Empires, et à un renforcement totalitaire de l'Etat. Ainsi, en Asie, en Afrique, au Proche-Orient, la course à la puissance et à la domination régionale a commencé entre dirigeants hier encore soudés par la haine ou la méfiance envers les anciens colonisateurs. Des potentats de type moyen-âge se détournent à leur profit la dîme de coopération "humanitaire" versée par les pays du monde libre, mais qui n'est que le tribut prévu pour s'attacher un certain nombre de pays non-alignés placés dans leur ancienne zone de culture. En somme, nous, Occidentaux, avons toujours les charges de la colonisation sans en avoir les avantages.

*
* *
*

- Ne continuons pas ce procès et voyons seulement comment nous pourrions secourir les pays les plus frappés par la disette. Au préalable, il convient de noter que cette assistance est quasi-impossible parce que

les désastres entraînés par l'humanitarisme mal conçu sont aujourd'hui presque insurmontables. Supposons toutefois qu'elle soit possible. Cette assistance aux déshérités ne pourrait être durable et efficace qu'en s'accompagnant d'une certaine discipline. Mais alors c'est leur discipline que les gérants de l'humanitarisme vont être contraints d'imposer : discipline de la contraception, discipline de l'hygiène, discipline du travail, en un mot discipline des mœurs. Comme au temps où les missionnaires distribuaient des Bibles et des culottes, l'humanitarisme s'accompagne d'un inévitable alignement. Il rencontre une autre fatalité, celle de la destruction d'un tissu naturel, d'une certaine manière de vivre, de ce que nous appelons, en somme, une culture à laquelle ils imposent un carcan pour rendre opérationnelles leurs bonnes intentions. Ce n'est plus l'abandon, ainsi que nous l'indiquions précédemment, c'est quelque chose qui ne vaut pas mieux, la dénaturation.

Cette réserve expressément faite, relevons qu'en dehors d'accident climatique de nature exceptionnelle comme celui connu depuis le début de la décennie par la Corne de l'Afrique, la vérité est qu'aucun pays au monde ne manque réellement des ressources physiques capables de nourrir sa population. Si l'on se limite strictement aux pays en voie de développement, on découvre que la production alimentaire s'est développée parallèlement à la croissance de la population, et souvent même l'a dépassée au cours des trente dernières années dans des pays représentant 86% de la population totale du Tiers-Monde. Mais ce qui infirme le plus le jugement selon lequel les pays en développement souffrent d'une pénurie de ressources alimentaires, ce ne sont pas les statistiques de la production, mais les statistiques du commerce. Les pays mêmes que l'on estime généralement pauvres en nourriture et dépendants de l'importation se sont révélés être des exportateurs de produits agricoles jusqu'à ces dernières années. C'est ainsi que 40% des importations agricoles des Etats-Unis, provenaient encore il y a quelques années des pays en voie de développement. C'est ainsi encore qu'en 1973, 36 des pays les plus gravement touchés par "la crise alimentaire" de l'époque, exportaient régulièrement des denrées agricoles aux Etats-Unis. Les exportations des pays du Sahel avaient augmenté de façon spectaculaire au début des années 70 alors qu'empirait la sécheresse et que s'étendait la famine. Les enquêtes de la FAO ont montré que chaque pays sahélien, sauf peut-être la Mauritanie, produisait en réalité assez de céréales pour nourrir l'ensemble de sa population même durant les pires années de sécheresse.

- Nous ne voulons pas du tout prétendre qu'il n'existe pas de pays où les habitants meurent de faim. Mais s'il est vrai qu'aux Indes par exemple un quart de la population ne disposerait pas du minimum de calories nécessaire, peut-on véritablement ignorer qu'à travers le magma tiers-mondial figurent quelques-uns des pays les plus riches du monde et que l'Inde précisément en est le morceau géant ? Il est peu de gens qui se rendent effectivement compte que c'est l'un des territoires les plus favorisés de la planète quant aux terres cultivables, au cheptel (approximativement un-quart du bétail mondial) et aux ressources naturelles telles que l'eau et les minéraux. "Et pourtant, nous y trouvons des millions d'affamés" a pu conclure le Docteur Jacques Baugé-Prévost. Le départ des Anglais fut le retour très général "d'un végétarisme morbide, un ascétisme aliéné, et une sous-alimentation massive". Nous ajouterons qu'outre le culte de la vache et l'existence de 2 ½ milliards de rats, le système socio-politique des castes prétendument aboli empêche en fait une distribution équitable des produits alimentaires. En Afrique, qui compte par ailleurs beaucoup de régions très peu peuplées, ce ne sont pas les calories qui font défaut mais surtout les, protéines principalement dans les secteurs où on se nourrit essentiellement de papilionacées (haricots, pois). Bref, si l'on en tient compte et si l'on suppose, malgré les données insuffisantes, qu'en Chine aussi, il y a probablement des régions où on ne mange pas à sa faim, on constate que 12 % seulement de la population terrestre n'atteint pas aujourd'hui le nombre de calories nécessaires. C'est sans doute encore beaucoup trop, mais entre 12 % et 50 %, voire les deux tiers de l'humanité, il y a tout de même une marge. -Or, à peine 44% du total mondial de la terre cultivable sont actuellement cultivés et l'on ne comptabilise même pas parfois le fait qu'elles produisent plusieurs récoltes par an. Si bien que la production alimentaire mondiale pourrait être multipliée par 50, ce qui serait

suffisant pour nourrir 36 milliards d'être humains, soit le décuple de la population mondiale actuelle.

Seulement voilà ! le fait que la production alimentaire ait crû au cours des 35 dernières années dans une plus forte proportion que la population du globe est volontairement passé sous silence parce qu'il n'est pas du tout sûr que les pays industrialisés soient vraiment déterminés à favoriser l'indépendance alimentaire du Tiers-Monde. Ceci pour une raison bien simple : certains grands pays comme les Etats-Unis, le Canada ou... la France gagnent beaucoup d'argent en exportant des produits agricoles. Toute une campagne d'intoxication de l'opinion publique a donc été entreprise par les experts agricoles de la FAO, avant tout des politiques, qui visent à obtenir pour leurs pays respectifs des subventions plus importantes et des garanties de prix pour leurs produits agricoles. Sous le fallacieux prétexte que la moitié du monde est sous-alimentée et ne peut être sauvée que par leurs excédents, la production s'est surtout développée dans les pays occidentaux créant ainsi des situations commerciales défavorables aux pays du Tiers-Monde sur le plan des échanges. En outre, la monopolisation des moyens de production nationaux par un petit nombre de sociétés multinationales facilite la manifestation du gigantesque racket qui est organisé à partir de cette "aide à l'étranger". Alors que la productivité agricole devrait rester le moyen essentiel d'améliorer les conditions de vie de la majeure partie des populations pauvres du Tiers-Monde, les gros cultivateurs, lorsque les prix ont tendance à monter, retirent les denrées alimentaires du marché dans l'attente de futures profits plus élevés ; par contre, lorsque le marché intérieur stagne, les multinationales agricoles, bien loin d'apporter une contribution effective au problème de la faim dans le monde, se contentent d'orienter leur production vers des marchés qui paient des prix élevés, ce qui n'intéresse bien sûr qu'une couche sociale restreinte de citadins et de consommateurs étrangers. En conclusion, les "récoltes commerciales" prennent toujours le pas sur les "récoltes utiles".

En définitive, ce n'est pas la redistribution de la nourriture qui peut être la solution à la faim. La distribution des aliments n'est en effet qu'une conséquence du contrôle des moyens de production des aliments. Celui qui contrôle la terre décide de tout : de qui cultivera les denrées alimentaires, de la nature et de la destination de ce qui est cultivé. Donc, les programmes de redistribution tels que l'aide alimentaire ne résoudreont jamais le problème de la faim. Nous devons plutôt affronter la question réelle : comment les peuples peuvent-ils commencer à démocratiser le contrôle des ressources alimentaires ?

*
* *
*

- Il n'est pas douteux que la situation alimentaire de l'Afrique est actuellement catastrophique. Il y avait 200 millions d'Africains à la veille de la seconde guerre mondiale. Avec l'essor démographique dû aux équipes médicales mises en place sous l'administration coloniale et un taux de fécondité record jusqu'à 50 pour mille (moins de 14 pour mille en France !), ils sont 500 millions aujourd'hui, le Maghreb compris. On en comptera 900 millions à la fin du siècle. Les ressources n'ont pas suivi. Le fragile équilibre naturel est désormais rompu ; la croissance démographique devient exponentielle ; 3 % chaque année, alors que la production alimentaire a baissé de 10 à 20 % en dix ans. L'écart ne cessant de se creuser entre la demande et l'offre, la famine menace désormais 150 millions d'Africains. Il y a une réalité qui parle à n'importe qui, ce fossé mortel malgré l'importance jamais égalée des stocks alimentaires, entre la famine des uns (600 millions d'hommes dans le monde souffrent de faim absolue) et "la grande bouffe" des autres (900 millions mangent trop).

C'est insupportable, surtout quand on sait que les disponibilités alimentaires de la planète suffiraient -et de loin- à nourrir tous ses habitants. Le véritable problème n'est pas celui de la natalité dans le monde mais bien celui de la répartition de cette natalité à travers le monde. Devant ce constat, les tiers-mondis-

tes sont d'autant plus convaincus que la richesse des pays développés résulte du pillage par l'Occident des ressources de la planète et appellent les États industriels à aider les zones déshéritées à briser le cercle vicieux de la pauvreté. Les facteurs extérieurs, selon eux, sont la cause dominante du progrès ou de la stagnation économique. Théorie simpliste qui n'explique pas sur un plan plus général pourquoi les pays les plus riches - Suisse, Suède, États-Unis, Allemagne occidentale - ne se sont nullement enrichis par des colonies. Ni pourquoi des pays colonisés depuis le début du siècle dernier, comme l'Amérique latine, sont toujours sous-développés, malgré leurs immenses ressources. Ni pourquoi des pays sans ressources comme le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, Singapour ou la Malaisie se développent si rapidement.

- Il n'est guère douteux que, pour la plupart, les pays africains autrefois auto-suffisants pâtissent aujourd'hui de certaines erreurs de conception, et en particulier de l'affirmation dans les années 60, du "primat de l'industrialisation", souvent aux dépens des activités agricoles. Mais il n'y a de fatalité qu'humaine. Avec deux fois plus de bovins que l'Occident, les pays sous-développés produisent sept fois moins de viande. La famine qui règne en Ouganda et en Éthiopie (près de 40 millions d'Africains menacés), pays aux énormes potentialités agricoles, a pour origine principale la gabegie des régimes politiques en place. Les pays étrangers ont donné des milliards de dollars d'aides destinées à lutter contre la famine et le sous-développement. Cet argent a servi en grande partie à nourrir l'armée et à financer la guerre civile éthiopienne. Le C.E.R. a envoyé des dizaines de milliers de tonnes de céréales. Parfait. Mais à qui ? uniquement à l'Éthiopie où ne vivent que 15% de ces affamés et rien en Érythrée où vivent les 85% autres. L'Érythrée, il est vrai, n'est pas marxiste et se trouve être une zone de maquis anticommunistes. Donc sans intérêt. Dans le même temps, la Grande-Bretagne acheminait 500 000 bouteilles de whisky, achetées par Addis Abeba. De qui se moque-t-on ?

Les membres de la Quadrilatérale savent évidemment fort bien que leur aide alimentaire ne va pas en général aux populations, seulement aux "élites" qui les dominent. Mais elles savent aussi que ce sont celles-ci qui "mènent le jeu comme il faut". C'est ainsi que peu à peu, les dirigeants africains ont substitué aux institutions démocratiques léguées par le colonisateur des systèmes totalitaires qui leur paraissent mieux adaptés pour dominer les problèmes. Une "nomenklatura" de fonctionnaires, de militaires, de "diplômés" se met en place. Bientôt, d'ailleurs, l'armée, seule force homogène et disciplinée, prendra un peu partout la relève. Jusqu'à cette échéance, bien des hommes d'État soutenus par diverses complicités étrangères consacreront plus de temps à leur survie politique qu'à celle de leurs paysans dont le statut millénaire équivaut à un "déficit de considération". D'où une double lutte des classes. Dans les pays les mieux gérés, prolétaires immigrés contre possédants ; à l'échelle régionale, pays pauvres qui fournissent ce prolétariat contre pays riches qui l'accueillent. Tel est le véritable cadre dans lequel se déroule la tragédie africaine : la course infernale entre la démographie et l'accroissement des ressources. Ce n'est pas le colonialisme qui est responsable de la misère (dans sa longue histoire, l'Éthiopie n'a été colonisée que pendant six ans), mais les gouvernements socialistes, planificateurs, nationalisateurs, interventionnistes, belliqueux et liberticides, qui, de toute évidence, ne font qu'aggraver la pauvreté des pays africains et y ajoutent en prime la terreur politique.

Si l'on veut réellement combattre la famine, il faut le faire hors de toute arrière-pensée politique en se fondant sur les réalités. Une expérience désormais confirmée démontre que la croissance de l'agriculture est une condition du développement industriel. Toutes les études de la Banque Mondiale font ressortir une nette corrélation entre progrès agricole et croissance économique d'ensemble. Les conséquences de l'aide uniquement alimentaire sont bien connues : modification des habitudes alimentaires des populations (urbaines surtout) dans les pays assistés, influence néfaste sur les prix des marchés qu'elle déprime décourageant la production, accroissement de la dépendance à l'égard de l'extérieur. En conséquence, l'agriculture se trouve façonnée selon les seuls besoins des pays industriels et non pour sa-

tisfaire les exigences de la nutrition locale. Les paysans cultivent l'arachide, le café, le cacao, la banane, abandonnant le millet, le sorgho, la manioc qui les nourrissaient. Or les prix des matières proposées aux marchés étrangers se sont affaiblies, entretenant un manque à gagner de 20 milliards de dollars, l'équivalent de la moitié de l'aide étrangère. La chute de la production alimentaire n'est donc pas même compensée par l'exportation de produits agro-industriels.

Mais il y a plus. La grande majorité des vivres envoyés d'Europe n'arrive pas dans les villages. Comme les coups d'Etat se passent en ville il semble plus opportun aux dirigeants de nourrir en priorité les citadins bon marché avec l'appoint de grain importé, en laissant grogner des villageois politiques inoffensifs. Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, plus rares sont les régions où l'on meurt réellement de faim que celles où l'on compte des enfants mal nourris, sur la base d'une nourriture mal équilibrée. Ce que demandent "les médecins sans frontières", ce qu'ils demandent avant tout, ce sont certains médicaments bien spécifiques ainsi que du matériel technique : camions, jeeps, moteurs de pompe, moteurs pour bateau, etc. De plus en plus d'Africains se rendent d'ailleurs compte que ce qu'il faut, ce n'est pas leur envoyer des vivres mais leur fournir les moyens techniques de se nourrir eux-mêmes - avec, bien sûr, des techniciens européens pour leur apprendre à s'en servir. Mais pour nos beaux esprits en Europe, cela rappellerait fâcheusement la colonisation. C'est pourtant la seule solution efficace.

Si les Africains commençant peu à peu à réaliser qu'ils ne peuvent pas compter exclusivement sur l'aide des "pays riches", comme ils ont eu tendance à le faire jusqu'ici, tous les espoirs restent permis : on aurait trouvé ce qu'il ne faut pas faire, généraliser par exemple l'aumône alimentaire. Les Chinois le savaient depuis longtemps, puisqu'un de leurs proverbes dit : "Si tu veux nourrir un homme un jour, donne-lui un poisson. Si tu veux le nourrir toute sa vie, apprends-lui à pêcher". Combien de fois n'a-t-on pas constaté, dans les villages ou les camps de réfugiés, que l'on préfère des machines et une assistance technique plutôt que des vivres, souvent inadaptés. Lorsque les vivres sont épuisés, le problème demeure en effet.

Mais cette assistance efficace serait certes moins spectaculaire. Et puis-il faut avoir le courage de le dire- elle permettrait moins à certains de se faire une petite fortune sur le côté ; à d'autres, de s'offrir des vacances perpétuelles, assorties d'importants salaires en dollars, exempts de taxes ; à d'autres encore de créer de profitables trafics parallèles. Répétons-le, il faut avoir le courage de le dire : la faim dans le monde, ça paie parfois très bien.

On s'est aperçu aussi qu'il fallait pas essayer d'implanter dans les pays écologiquement fragiles de la ceinture de la faim, les méthodes agronomiques qui écrasent les pays industrialisés sous les surplus. Cependant, le terrain étant ainsi déblayé, on en est encore à expliquer aux "grands bouffeurs" que ce sont eux qui affament les pays du tiers monde et à les conjurer de manger moins, dans l'intérêt de tous. Ce que tout le monde devrait pourtant savoir, c'est qu'aujourd'hui 43% des céréales qui sont effectivement cultivées dans le monde servent à l'alimentation du bétail des pays riches. Seulement voilà : il est tellement plus facile de se donner bonne conscience que d'aller au fond des choses !

Pour de multiples raisons qui sont de solidarité mais qui tiennent aussi à la sécurité économique ou géostratégique de l'ensemble du monde libre, un effort d'aide exceptionnelle doit certes être consenti pour le développement des pays africains. Aider à celui-ci, alphabétiser ces pays (et aussi évangéliser, mais qui en parle ?) est dans la mission de l'Occident. Ne pas laisser un être humain, un enfant sous la menace de cataclysmes naturels, devrait être un "réflexe" chrétien. Il n'est plus qu'un service que se doit d'assurer une société riche. Soit. Mais la générosité ne saurait servir d'alibi à n'importe quelle action. Il faudrait que chaque organisme social et d'aide internationale pour combattre la faim dans le monde soit tenu de publier ses comptes avec précision et d'informer ses donateurs sur l'utilisation

exacte de done. Il y aurait alors beaucoup moins de tapage, de surenchère et de tromperie.

*
* *
*

- Si nous quittons ces grands projets de l'humanitarisme pour des intentions plus modestes, nous ne sommes pas plus rassurés en contemplant les résultats.

L'humanitarisme tel que le conçoit un groupement comme Amnesty International montre clairement les dangers politiques des bonnes intentions. Le mouvement est informé en grande partie par des parents de prisonniers, des avocats ou des correspondants particuliers qui n'ont que des moyens de contrôle limités. Il ne peut donc être informé que sur des pays qui laissent circuler librement les correspondances et les informations. Il ne peut vérifier exactement la qualité des nouvelles qu'il diffuse. Il constitue donc pour tous les pays qui ont à se défendre contre le terrorisme et la subversion un échelon de surveillance et de dénonciation qui peut gêner leur action défensive : et qui risque, par conséquent, de favoriser dans ces pays des régimes marxistes peu disposés à soumettre leurs méthodes de gouvernement à des considérations humanitaires.

L'action de pareils mouvements est appuyée dans les pays occidentaux par les grands organes de presse. Ceux-ci répercutent leurs informations et y ajoutent les résultats de leurs propres enquêtes. Sous prétexte de "croisade démocratique", ils déforment les événements qui se déroulent dans les pays qui sont engagés dans une politique de défense de leurs institutions et de leur indépendance. Ils présentent comme des "atrocités" les mesures qui sont prises au Chili contre les guerrilleros armés et dirigés par les agents de Fidel Castro et contre leurs complices de l'intérieur. Personne ne s'est pourtant posé la question simple : comment se fait-il qu'après onze années de tyrannie, d'oppression sans pitié et de persécutions, la dictature chilienne ait encore à décréter l'état d'urgence, à censurer la presse d'opposition, et à arrêter des adversaires. Il y avait donc encore des libertés au Chili ? Les mêmes journalistes, si rigoureux sur le "respect des droits de l'homme", ont présenté le massacre de la classe moyenne cambodgienne toute entière par les Khmers rouges comme une "épuration" dont les circonstances révolutionnaires excusaient le caractère brutal. Pour la même raison le dossier de l'épuration sanglante qui a eu lieu en France et en Italie 1945 ou le calvaire du peuple allemand tout entier après sa défaite sont passés sous silence.

L'humanitarisme de la grande presse et des écrivains bien-pensants est donc généralement un humanitarisme à sens unique qui ne s'intéresse qu'à des souffrances politiquement privilégiées. Il aura fallu trente ans pour que la voix de Soljenitsine révèle les conditions de la vie pénitentiaire dans les pays "socialistes", alors que toutes les informations qu'il donnait pouvaient être trouvées dans les ouvrages publiés en 1948. L'humanitarisme dirigé est aussi un humanitarisme des sourds.

- Avec une orientation moins claire, l'humanitarisme qu'on pourrait appeler "de tous les jours", intervient dans le sens de la permissivité, de la déliquescence et finalement paralyse toute défense sociale contre les maladies organiques qui mènent les sociétés contemporaines à la décadence et à la décomposition. En ce domaine, les exemples sont si aveuglants qu'il est à peine besoin de les citer. Les plus instructifs sont ceux qui ont pour origine l'administration de la justice. Les truands, les assassins, les professionnels du terrorisme crapuleux exhibent tous une "enfance malheureuse" qui a valeur d'absolution. Si l'on se résout à condamner ces infortunés qu'on déclare "victimes de la société", on se hâte d'abréger leur peine en assurant qu'ils sont "récupérables". On s'attendrit, on leur octroie des "permissions pour bonne conduite" et l'on s'étonne ensuite qu'au lieu de rentrer au jour dit, ils préfèrent "braquer" des pompistes ou égorger des retraités.

tés octogénaires. Les jérémiades sur la peine de mort ne sont qu'un des aspects de cette sensiblerie. Les victimes n'inspirent qu'un instant de pitié, et les assassinats deviennent des espèces d'accidents de la route dont le hasard est seul responsable. Et la haine est si étroitement mêlée à la sensibilité humanitaire dont elle est l'autre face, que les intellectuels qui demandent avec tant d'apitoiement l'abolition de la peine de mort en réclament toutefois le maintien pour leurs adversaires politiques. Ce laxisme des juges, lorsque sa contagion touche les hommes d'Etat, conduit à de véritables abdications du pouvoir. La sensiblerie universelle est la meilleure arme du terrorisme. Les prises d'otages, quelles qu'elles soient, ne sont efficaces qu'en raison de la faiblesse avec laquelle on cède devant elles, à cause de l'émotion de la presse et de l'opinion. Elles cesseront le jour où les hommes au pouvoir regarderont les otages comme des victimes innocentes qu'il ne s'agit pas d'échanger, mais de venger.

La subversion humanitaire est un phénomène très récent. En fait, il correspond à l'apparition, après la II^e guerre mondiale, de la MAUVAISE CONSCIENCE insufflée aux Occidentaux par de bons apôtres qui n'ont cessé de leur répéter : "Vous avez laissé commettre l'Holocauste, assisterez-vous sans réagir aux génocides vietnamien, chilien ou namibien ?" Nul plus que nous n'est attaché à l'intégrité de la personne humaine. Encore faut-il ne pas confondre la victime et le bourreau, l'assistance à personne en danger et l'auto-destruction, ni l'humanitarisme et la trahison.

*
* *
*

- Nous vivons tristement un temps de haines et de violences dans le même moment où toutes les escroqueries intellectuelles deviennent possibles. Il y a celle de nier les bienfaits de l'homme blanc d'Occident dans sa grande oeuvre colonisatrice; voici donc les colonisés d'hier libérés de l'impérialisme européen, mais qui s'en réjouit, sinon les crocodiles d'une ribambelle de rois nègres qui les nourrissent avec leurs ennemis politiques. Il y a une autre escroquerie intellectuelle plus grave : celle de prétendre que la Civilisation serait née dans ce triangle des trois grands fleuves de l'Egypte à la Mésopotamie, au moment même où nos ancêtres vêtus de peaux de bêtes habitaient des cavernes et se nourrissaient de viande crue !!! Admirable théorie qui vise à humilier l'homme blanc. En réalité, il est démontré par les travaux les plus approfondis, qu'il y eut une très vieille Civilisation nord-européenne, dont l'homme blanc est l'héritier via les "Grecs". Or, la Civilisation nordique gêne pas trop. Il y a de 2 600 à 4 800 ans, non seulement il y avait les anciens cercles astronomiques des mégalithes, mais il y avait aussi de grandes villes. On ne comprendrait pas du tout que des gens se montrent assez fous pour quitter les bons climats du Sud pour gagner les froids du Nord; c'est le trajet inverse qui se fit. Cette puissante civilisation existait en Europe du Nord, elle propagea sa civilisation, qui devint finalement la Civilisation Occidentale. Pour la civilisation nordique la lumière ne venait pas d'Orient. Il devient urgent de démasquer les mandarins orientalistes et de dénoncer le terrorisme intellectuel qui veut culpabiliser l'homme blanc, et veut détruire notre société par des procédés de gangsters. Qui se lève et qui condamne tous les terrorismes, tous les génocides et tous les goulags ? Personne.... Assez.

*
* *
*

§ IV : L'HOMME SOUS L'EMPRISE DE "LA BARBARIE POLYTECHNIQUE"

a) - LA DIFFERENCIATION, SEULE SOURCE D'ENRICHISSEMENT -

- La croyance cartésienne en l'existence

d'une raison, une et identique en un chacun, est démentie par l'expérience et par l'histoire. Certains esprits ne sont sensibles qu'à ce qu'ils peuvent voir, toucher, manipuler ; d'autres ne sont convaincus que par les conclusions nécessaires des raisonnements logiques. C'est la première distinction : les esprits diffèrent par leur plus ou moins grande capacité d'abstraction. Certains esprits sont sensibles aux relations de conjonction entre les choses : le monde leur apparaît comme un tout bien lié, dont toutes les parties se correspondent et se concertent pour conspirer à l'harmonie de l'ensemble. D'autres sont surtout sensibles aux relations de disjonction : le monde atomisé s'éparpille irréductiblement en une poussière d'être sans liens entre eux. Certains ne voient dans les concepts que des abstractions, d'autres les considèrent comme des réalités. Tel est le cas de la mentalité scolastique qui a régné dans les écoles en Occident pendant des siècles. Certains esprits enfin sont sensibles aux analogies. C'est l'origine du symbolisme qui constitue un autre type de mentalité. Telle était la mentalité des foules en Occident au Moyen Age.

Le langage et l'écriture déterminent pareillement la pensée. Ernest Renan a montré comment les langues sémitiques, presque démunies de syntaxe, privées de ces conjonctions qui établissent entre les pensées des liens logiques, rétives par suite au raisonnement, ont été incapables d'élaborer les systèmes philosophiques, les sciences théoriques et déductives qui furent le privilège des langues indo-européennes. La langue, en effet, n'est pas seulement une condition de transmissibilité de la pensée, mais elle la conditionne au point que les différentes langues sont souvent intraduisibles l'une dans l'autre. La grammaire d'une langue consiste dans sa syntaxe, ou règles d'assemblages des mots en propositions, et dans sa sémantique, ou règle de correspondance des mots avec un donné empirique ou intuitif. A ce titre, on est en droit d'affirmer que chaque civilisation a sa syntaxe, et la linguistique contemporaine a pu déterminer que les langues qui résultent du même type de civilisation présentent entre elles des analogies de structure. Seules les langues scientifiques, comme les mathématiques, la chimie, parce qu'elles ont été construites logiquement, peuvent s'imposer aux esprits formés par les mêmes disciplines, à quelque type de civilisation qu'elles appartiennent. Ces langues réalisent un consensus, une sorte de raison commune dans le domaine bien délimité de la connaissance scientifique.

Si la croyance aristotélicienne, scolastique et cartésienne d'une raison commune chez tous les humains est pure fiction, il en est de même de l'empirisme de la table rase que Locke opposait à Descartes, en ignorant l'hérédité psychologique. L'empirisme de la table rase repose sur une erreur scientifique manifeste. Elle est démentie par la génétique, qui fait que les individus, montrent à leur naissance des aptitudes fort dissemblables. La vie des individus résulte des interactions entre leur capital génétique et le milieu naturel et social. L'action formatrice du milieu est considérable, mais le "génotype" d'un chacun détermine les virtualités que le milieu favorisera ou inhibera. Des études sur la comparaison entre des jumeaux univitellins (issus du même oeuf) et des jumeaux bivitellins (issus de deux oeufs), à l'aide de tests fondés sur l'électro-encéphalographie, sur l'électro-phorèse, sur l'hérédité de certaines maladies (comme l'épilepsie) sembleraient établir qu'un individu est conditionné à 80% par son génome et à 20% seulement par l'environnement. La même éducation imposée à deux individus différents aboutira à des résultats fort dissemblables.

La croyance en l'égalité naturelle des peuples est un simple corollaire de celle de l'égalité naturelle de tous les hommes. En laissant de côté la question controversée de savoir s'il existe différentes races, le mot race étant devenu tabou depuis l'hitlérisme et le problème étant purement verbal, il faut reconnaître que les traditions, sorte de "préjugés historiques" selon Taine, sont pour les peuples l'équivalent du patrimoine héréditaire pour les individus. A ce titre, les institutions qui conviendrait à un peuple ne sont pas nécessairement transférables à un autre. L'affirmation de Condorcet : "une loi dit être bonne pour tous, comme une proposition est vraie pour tous" reçoit un flagrant démenti. Vouloir faire le monde

"safe for democracy", sans tenir compte du degré de maturité des masses appelées à voter, à provoquer des guerres tribales, des "pronunciamientos", des révolutions en chaîne, des mécomptes sans fin ; "s'imaginer, écrit Alain Peyrefitte, que tous les hommes reçoivent à la naissance les mêmes talents et que tous les peuples disposent des mêmes facultés, relève d'un désordre mental de l'espace qu'on appelait autrefois vesance".

Il existe une génétique des populations, comme il existe une génétique des individus, chez les ethnies que l'enclavement géographique, l'interdiction du métissage, les traditions culturelles ont maintenues à peu près homogènes, les études anatomiques, physiologiques, immunologiques, psychologiques révèlent des caractères spécifiques que l'on parvient à quantifier. Ce n'est pas sans raison que les populations asiatiques, africaines, amérindiennes, occidentales ont évolué différemment. Comme l'écrivait Renan, les différents peuples occupent les rangs différents dans le palmarès de l'humanité. Toutefois, par suite du brassage des populations du aux facilités des communications, les particularités ethniques tendront à s'effacer en se mélangeant. On s'acheminera à la limite vers cette "caféaulaitisation" que pronostique Jacques Ruffié.

L'égalitarisme est contredit par toutes les données de l'éthologie. Cette discipline établit que dans toute société, qu'elle soit animale ou humaine, s'établit spontanément une hiérarchie. Abraham Maslow, Konrad Lorenz, et, plus près de nous, Lionel Tiger, ont confirmé l'existence chez les oiseaux, chez beaucoup de mammifères, de primates, de singes, de hiérarchies très strictes, établies à la suite de compétitions individuelles rarement cruelles, auxquelles succède un état stable de victoire et de défaite, qui n'est plus remis en question. Les sociétés humaines sont pareillement régies par la loi d'airain de l'oligarchie.

La sociologie enseigne que, plus une société est évoluée, plus elle est différenciée. Adam Smith a montré que la division du travail était le secret de l'enrichissement des nations. Cela contredit de plein front une des plus utopiques prédictions de Karl Marx. Celui-ci prétendait que, grâce à la collectivisation des instruments de production, la division du travail, qui assigne à chaque individu un emploi déterminé, disparaîtrait. A l'homme aliéné succèdera, grâce au communisme, un homme nouveau universel, auquel aucune tâche particulière ne sera imposée, mais qui passera au gré de son humeur d'une occupation à une autre, le travail cessant d'être une contrainte pour devenir un divertissement dans un état d'abondance économique.

La croyance que l'on peut créer des sociétés égalitaires est démentie par toutes les expériences qu'on en a tenté. Les colonies communautaires de Robert Owen et de Cabet inspirées du babouvisme, le phalanstère de Fourier, la vie conventuelle d'enfantin et des saints-simoniens à Menilmontant n'eurent qu'un temps. L'installation du communisme ne fit que substituer aux anciennes classes la "nouvelle classe dirigeante", si bien décrite par Milovan Djilas. L'élaboration "des hommes nouveaux" dont se targuaient les dirigeants soviétiques qui devait créer un être sain, viril, stakhanoviste, omni-capable, "un surhomme, un homme sublime" prophétisait Kautsky, a sombré dans l'archipel du goulag et les hôpitaux psychiatriques.

L'économie politique de son côté révèle que la répartition des revenus dans une société donnée est en très grande partie indépendante de la structure politique et sociale de l'état. C'est ce que Péano a établi en étudiant un grand nombre de sociétés de l'antiquité à nos jours. Cette répartition révèle une régularité statique que, il y a quelques années, Maurice Allais commentait en prenant comme exemple la distribution des revenus dans le pays économiquement le plus développé, les Etats-Unis, comparée à celle d'un pays africain, le Ruanda Urundi, dont le niveau de vie calculé au cours du change est environ 90 fois plus faible. Cette comparaison montre que l'inégalité aux Etats-Unis est proportionnellement comparable à l'inégalité au Ruanda Urundi, le coefficient de corrélation entre les fréquences calculées et observées étant de 0,998. Allais en infère : "dans la mesure où le coefficient d'inégali-

té reste peu variable, l'inégalité peut être regardée comme une sorte d'invariant des sociétés humaines, et cette invariance conduit à la conclusion quelque peu pessimisme qu'il n'apparaît pas possible de la supprimer en agissant sur l'organisation sociale et que les révolutions se révèlent incapables d'en modifier sensiblement l'importance. De là, il est possible de conclure que toute tentative pour réaliser l'égalité des revenus est vouée à l'échec, et la révolution russe de 1917 en a constitué une fois de plus une éclatante démonstration".

Ainsi, toutes les sciences, l'anthropologie, la philologie, la génétique, l'éthologie, la sociologie, l'économie politique s'accordent pour démentir la théorie de l'égalité naturelle, professée aujourd'hui à l'instar d'un dogme. Toutefois les exigences culturelles se superposent aux contraintes biologiques et essayent d'en pallier les effets. Un sentiment de justice pousse les sociétés évoluées à supprimer les handicaps dus aux milieux familiaux, socio-professionnels, en s'efforçant de réaliser une égalité de chances au départ. Mais, plus on égalise les chances au départ, plus on accroît les disparités à l'arrivée, puisqu'on a levé les handicaps des partants. On peut changer les conditions d'application d'une loi naturelle et ainsi en modifier les effets sans parvenir à s'y soustraire pour autant.

Vouloir égaliser, non au départ mais à l'arrivée, c'est décourager l'effort, pénaliser le talent, éliminer le risque. Le résultat est inévitable. Dans les Etats totalitaires, c'est la mise au pas, la normalisation de toute une population, la grisaille de la vie, l'étouffement des doués. Dans les démocraties occidentales qui se veulent trop égalitaires, c'est la fuite des cerveaux.

Parce que le progrès humain s'appuie sur le fait même de l'inégalité des hommes, nous devons dénoncer l'idéologie pseudo-démocratique qui prétend le contraire, et qui n'est que le fondement d'une pensée technomorphique, réductionniste, dépersonnalisante, qui semble triompher actuellement à l'Est comme à l'Ouest, et dont le marxisme et le behaviourisme, au même titre que la "commercialisation de masse" constituent quelques aspects parmi bien d'autres. Dans les dix ans à venir au plus tard, les idéologies politiques et religieuses qui dominent les esprits devront procéder à des révisions déchirantes sous la poussée des réalités du phénomène humain libérées par la recherche biologique. "Libres mais inégaux", telle pourrait être la nouvelle devise avant que nous abordions le troisième millénaire. Il sera bien temps alors de nous atteler à cet autre problème et de prouver que la liberté elle-même, du point de vue philosophique comme du point de vue scientifique, n'existe pas.

b) - LES NOUVEAUX PROXENETES DE L'EGALITARISME -

- La "politique du coeur" a reçu ses premières cotations officielles à la bourse de l'électorat. L'Etat-providence est devenu fondamentalement l'organisation, à l'échelon de la société entière, de rapports de solidarité. Mais par le fait même qu'elle est organisée, centralisée, légalisée, cette solidarité perd une large partie de sa signification pour l'ensemble des individus. Une telle conception méconnaît en effet le rôle de protection et d'apprentissage de la solidarité que jouent les communautés naturelles, ainsi que les limites naturelles de la liberté de l'homme. La solidarité, c'est la charité laïque et forcée ; elle est donc finalement la transposition morale de l'irresponsabilité individuelle.

Hier, on prônait, et c'était justifié, l'égalité des chances et l'on s'efforçait de doter chaque être du viatique minimal ; aujourd'hui, c'est l'égalité des résultats qui est recherchée, ce qui conduit à négliger les différences naturelles, qu'il s'agisse d'intelligence, de talent, de courage ou de volonté. En transférant les richesses de ceux qui les ont gagnées à ceux qui ne les ont pas gagnées, l'égalitarisme encourage les paresseux et les passifs au détriment des courageux et des actifs. Voudrait-on conforter les positions acquises qu'on n'agirait pas autrement ?

La vérité, c'est que, s'il y a des riches méprisables parce qu'ils doivent

leur fortune à la spéculation ou à l'exploitation d'autres hommes, il y en a aussi, et beaucoup, qui devraient être, au contraire, honorés et cités en exemple, si c'est par l'effort, par l'intelligence, par l'ingéniosité, par le travail qu'ils ont conquis leur situation, et s'ils savent faire bon et généreux usage de l'aisance qu'ils ont conquis. Inversement, il y a des paresseux qui ne sont pas honorables, si leur pauvreté est le fruit de leur paresse ou de la prodigalité. Quand derrière le drapeau de l'égalitarisme et de la mort des élites marchent en rang serrés les candidats aux prébendes, les grands principes masquent en réalité les petits appétits.

Cependant, "quand le gros maigrit, le maigre meurt" dit un proverbe chinois, et la justice sociale, tout le contraire de l'équité, conduit à un tel appauvrissement de la société que les individus les plus démunis finissent eux-mêmes par recevoir moins qu'ils n'auraient reçu si elle n'avait pas été pratiquée. Car surtout dans une situation de pénurie, l'égalité économique est irréalisable. Sa réalisation implique en effet la mise en place d'un pouvoir d'inquisition et de contrainte dont les détenteurs ne manquent pas d'abuser à leur profit, comme on le voit aujourd'hui dans les pays de l'Est. Pendant la révolution de 1848 on appelait "partageux" les ouvriers et les paysans qui réclamaient cette même égalité économique. Fort bien, mais qui fera le partage ? un petit groupe de "partageurs" qui se taillera la part du lion aux dépens des "partageux". De sorte qu'il ne reste que le choix entre l'inégalité dans la compétition et l'inégalité sous la tyrannie.

*
* *
*

- De tout temps, dans toutes les communautés il a existé une minorité distincte, composée de ceux qui faisaient un effort constant sur eux-mêmes pour être "les meilleurs". Le sens profond d'un débat sur l'élite c'est le problème des minorités par rapport aux masses. Le débat n'est donc pas futile. En effet il importe de constater que l'élite, qui doit être entendue comme une notion sociale ; la sélection des meilleurs pour le plus grand bien de tous (la Société), s'est toujours trouvée menacée. L'élite signifie l'effort, la distinction, l'originalité, la lutte pour progresser. Elle est donc l'antinomie de l'égalitarisme qui est massification. Or la forme la plus oppressive de l'égalitarisme est sans nul doute le totalitarisme. Par nature, le totalitarisme est niveleur, il déteste ce qui sort de la masse, ce qui ne s'assimile pas dans ses schémas idéologiques. Ainsi le problème de l'élite s'est toujours posé. Ainsi a-t-elle toujours été menacée d'être asphyxiée par l'égalitarisme, or "la pire des injustices et la pire des inégalités est cet étouffement de l'élite au nom de l'égalitarisme".

Dès lors le problème de l'élite est un problème politique ; l'élite est naturelle, elle est un phénomène social ; mais les idéologies égalitaristes veulent la nier pour imposer des minorités qui émanent de leur seule autorité. Apparatchiki, technocrates, politiciens, intellectuels en chaise longue, autant de ces fausses élites qui émanent de systèmes particuliers. Autant de groupes qui clament que l'élite n'existe pas pour mieux imposer leurs vues propres ! C'est le sens même de la subversion.

Ces minorités sont autant de menaces pour l'élite qui n'est jamais un groupe minoritaire replié sur lui-même mais au contraire un groupe qui a conscience de son rôle social. Ainsi peut on reconnaître la véritable élite des minorités égoïstes : l'élite est l'avant-garde d'une société, son action bénéficie à l'ensemble de la société et jamais à l'élite elle-même. Encore faut-il que l'élite puisse s'exprimer. Toute politique doit rechercher la forme d'Etat qui permet à l'élite de s'exprimer. Savoir gouverner c'est respecter la nature et ses lois, disait Aristote. La première de ces lois est l'existence de l'élite. Le premier devoir du politique est de la favoriser et de la préserver.

Or peut-on songer sérieusement qu'un système qui repose sur la loi du nombre puisse respecter l'élite ? La question de l'élite est le symbole de la grande

question de notre sté moderne : Voulons-nous tendre davantage vers la médiocrité au nom d'idéologies suicidaires ? Voulons-nous enfin réagir contre la décadence de notre Civilisation ? Symbolique le problème de l'élite l'est donc à de multiples égards : lorsqu'une société ne provoque plus d'élite c'est qu'elle est malade, mais lorsqu'elle dénigre elle-même la notion de l'élite c'est que les causes de la maladie sont en elle. Notre société démo-technocratique exalte le progrès de la technique, nos gouvernants ont les yeux braqués sur les indices à la production et sur les données économiques. Mais ce qui nous menace ce n'est pas de perdre notre parité or, c'est de perdre notre âme dans le grand débat de demain qui opposera les totalitarismes - quels qu'ils soient (technocratiques ou marxistes) - aux libertés.

Le premier garant des libertés est l'élite, ce n'est pas un hasard si elle est attaquée aujourd'hui ; les systèmes totalisants ont compris qu'il fallait d'abord la détruire. Notre tâche consiste à oeuvrer pour retourner à un Etat qui encouragera les élites. C'est un combat pour notre survie.

La culture est un ennemi par sa supériorité. Parce qu'on ne comprend pas ses oeuvres, parce qu'on ne peut se les assimiler spirituellement, parce qu'elles ne sont pas pour "tout le monde", elles doivent être détruites. La révolution et la démocratie n'ont pas d'autre ressort que la haine et que l'envie de la canaille - l'envie démocratique - ni d'autres sentiments que ceux de Thersite, le plus laid et le plus lâche des Grecs qui furent au siège de Troie. D'où que la démocratie prodigue incessamment ses faveurs aux gueux, aux fainéants, aux incapables, aux ignorants, aux imbéciles, aux criminels, aux idiots, aux fous, aux bossus comme dit Jean Anouilh dans ses "Poissons rouges", et à tous ceux qui ont quelque infériorité que ce soit - et si elle les prodigue à présent aux femmes, c'est sans doute que Mme Françoise Giroud et sa troupe de pierreuse, de tricoteuses et de pétroleuses pensent in petto que la féminité est une condition inférieure.

On disait il y a cent ans que l'instruction gratuite et obligatoire serait le moyen infaillible de tout égaliser : il n'était pas un enfant, dans quelque dénuement que le sort l'eût fait naître, qui ne pût accéder, pourvu que la nature l'y eût disposé, au lycée, à l'université, aux plus hauts diplômes et aux plus grands emplois. Mais ces propos-là ne sont plus de saison et il est à présent de bon ton de dire que l'égalité par l'instruction et par le mérite, par les examens et par les concours, qui fut pendant trois quarts de siècle le grand dessein de la République, de la démocratie et de la gauche, ne fut jamais qu'une grande imposture.

C'est une question qu'il fallait que l'on posât enfin : pourquoi tenir pour assuré que ceux qui ont de l'esprit valent mieux que les sots ? N'est-il pas grand temps que les aristocrates de l'intelligence renoncent à leurs privilèges et se fassent idiots s'ils le peuvent ? Que les crétins soient désormais les maîtres, comme leur grand nombre les y autorise assurément dans une vraie démocratie ?

Evidemment, si nous naissons égaux, ce serait préférable. Mais la science ne s'occupe pas des idées préférables. Elle dit les faits. Nos facultés sont dans nos gênes. La société, dans la formation de notre personne, ne joue qu'un rôle mineur. C'est embêtant pour l'idéologie. Mais nous n'y pouvons rien.

- Les égalitaires ont un mérite. Ils veulent un monde meilleur pour tous.
- Nous aussi, nous aussi. Mais le monde ne sera meilleur pour tous que s'il y a une hiérarchie.
- Laquelle ?
- Celle des capables. Nous sommes pour une méritocratie. C'est le seul régime juste. Il n'existe nulle part.

Nos croyants d'aujourd'hui, qui proclament l'identité des hommes, feraient mieux d'accepter la réalité de l'homme. Il y a des injustices sociales. Mais il y a de plus profondes injustices, qui viennent de la nature. Elles expliquent en partie les classes et l'histoire des races. Dieu n'est pas juste. Dieu a tout, sauf une balance. C'est comme ça. C'est en jouant avec le feu que l'humanité a survécu et progres-

sé. Nous revenons aux spécialistes du quotient intellectuel. Ils constatent des différences héréditaires et raciales. Ils n'en concluent pas qu'il faut des maîtres et des esclaves. Ils disent que l'on doit tenir compte de la disparité, dans l'enseignement et dans l'organisation sociale. On est tous frères, c'est entendu. Mais on n'est pas jumeaux. La religion de l'égalité absolue est comme toutes les religions absolutistes ; elle rend fou.

*
* *
*

- L'ordre des sociétés civilisées repose sur le fait que les individus ont appris à restreindre leurs désirs pour des objets particuliers en se soumettant à des règles de conduite abstraites dont ils ne connaissent souvent ni l'origine ni la raison d'être. Cependant, l'une des caractéristiques de la société contemporaine est qu'une part croissante de la population appartient à des organisations bureaucratiques de plus en plus étrangères aux disciplines impersonnelles de cette société abstraite. Conséquence : nous assistons à la résurgence de vieux instincts ataviques hérités de l'ère tribale, que les disciplines abstraites de la civilisation et de la liberté avaient précisément pour fonction de contenir. A force de répandre l'image de l'Etat qui prend l'individu en charge du berceau à la tombe (Lloyd George) et libère l'homme du besoin (Beveridge) s'est ancrée l'illusion d'un système si parfait que les intéressés dispensés de toute responsabilité, le seraient également de tout effort et que les diverses fins sociales (égalité et qualité, sécurité et liberté) se réconcilieraient par enchantement. En caricaturant à peine, il deviendrait possible de distribuer sans produire, de se former sans apprendre, d'avancer sans mérites, de jouir des "droits" sans obligations, de disposer d'une liberté morale sans freins.

Un tel objectif est en contradiction flagrante avec les bases mêmes de la civilisation occidentale, axée sur des valeurs proposées comme un but à atteindre par les individus et la communauté. Qu'elles concernent la cité (sens de la nation, de l'intérêt général, de la liberté) ou l'éthique d'un chacun (sens de l'effort, de la dignité, de l'honneur, respect de l'autorité, sens de la famille, etc.), ces valeurs furent dans le passé le support des sociétés aristocratiques, le soutien des démocraties les plus parfaites dans lesquelles les privilèges de la naissance se cédaient de façon générale à la reconnaissance des mérites.

Avec le socialisme, cet édifice est renversé. Le mot d'élite est honni, comme il l'était en régime de libéralisme avancé sous lequel déjà on raisonnait en socialiste, on pensait socialiste, on réformait dans le sens socialiste. C'est que la confiance dans le mérite et l'initiative personnels heurtent de front l'un des principes du socialisme : son collectivisme, à savoir sa croyance quasi mystique dans les vertus de la collectivité en tant que telle - sa religion des masses. Le monde social devient dès lors celui du partage des valeurs où le droit s'oppose au droit, l'égalité à la liberté, l'ordre à la justice. Or, il n'y a qu'une définition de la justice : celle qui lie la justice à une conception abstraite de l'équité définie comme l'égalité devant la loi et non comme l'égalité dans la répartition des richesses produites. Dans une telle société, ce qui est juste est de traiter également les individus ayant accompli des tâches identiques ou ayant des comportements identiques. Seul peut être qualifié d'injuste un acte qui ne respecte pas cette règle.

Toute l'histoire l'atteste en effet : il n'y a jamais eu d'oeuvre sans maîtres d'oeuvre (y compris les cathédrales !), ni de société sans classe dirigeante : la société soviétique le prouve bien avec son parti, son praesidium, sa nomenklatura. Tout est marqué par la compétition - et donc par la mobilité et l'incertitude. Tous ceux qui occupent notre imagination vivent dans le combat pour la première place, dans le risque permanent de l'échec et de l'oubli : chanteurs et hommes politiques, sportifs et présentateurs à la télévision. L'éducation est une sélection. Toute l'économie est compétition. La compétition est dans la société parce qu'elle est hiérarchie... et hiérarchie sans cesse remise en question. Le monde est compétition, et

nous y jouons notre existence nationale.

Le thème obsessionnel des démagogues - "les riches paieront" - est dénué de fondement rationnel. La redistribution ne peut enrichir véritablement les pauvres. A supposer une parfaite égalisation des revenus possibles - avec quels moyens de contrainte et quel risque d'émigration des meilleurs ! - les revenus des ménages les moins favorisés ne se trouveront que faiblement accrus. L'enrichissement des pauvres ne passe pas par le "détroussement" des relativement "riches". Il est tributaire, comme autrefois, de la croissance. Autrement dit, dans un pays où la richesse augmente tout le monde finit par en profiter. Le problème est donc d'accroître la production. Ce qui fait la richesse d'un pays d'aujourd'hui, c'est la quantité de main-d'œuvre qualifiée, de "savoir faire". Il y a solidarité dans la croissance des richesses, et non pas "exploitation", comme le prétendent les attardés du marxisme. Cela explique la prospérité des pays libres développés qui fut longtemps le meilleur artisan de la justice sociale.

Mais la justice sociale ne sert plus qu'aux politiciens qui l'invoquent pour distribuer des avantages à des groupes sociaux dont ils briguent les voix. Les individus se trouvent ainsi court-circuités par une administration-écran qui décide unilatéralement le "bien" et le "bon" pour tous les citoyens. Loin d'égaliser les situations entre les riches et les pauvres la "justice sociale" profite alors aux groupes les mieux organisés pour pratiquer une pression politique. Ces "coalitions dépeniées", soudées par des intérêts communs, prennent naturellement le dessus sur la masse inorganisée des "payeurs-contribuables". Le poids devient de plus en plus lourd à porter des avantages acquis, des "avancées sociales" devenues droit sacré, verrouillées par les syndicats et tremplins de nouveaux "bonds en avant". Bref, le "clientélisme" a remplacé et perverti la justice sociale, et les politiciens sont devenus les proxénètes de la richesse nationale produite.

En brisant le ressort de l'économie, en désincitant l'initiative, en encourageant le marché parallèle, l'égalitarisme ne peut aujourd'hui qu'appauvrir à terme les plus défavorisés. En nous adjugeant, par surcroît, un billet pour le totalitarisme, car brimer les forces les plus spontanées de la vie ne va pas sans graves atteintes aux libertés essentielles. Une société est mûre pour le totalitarisme lorsque le désir finit par étouffer la volonté de liberté. Elle y est prédisposée aussi lorsque l'organisation industrielle la conduit vers les notions de pouvoir, d'efficacité, de contrainte - sans accorder aux individus des rapports sociaux autres que mécanisés. Le pouvoir est corrupteur. Plus il y a de pouvoir, plus il y a de corruption. Le totalitarisme représente le maximum de la corruption, parce qu'il incarne le maximum de pouvoir. Corollaire : l'individu étant naturellement rebelle à la contrainte exercée par le pouvoir, celui-ci ne peut s'imposer que par la répression, laquelle, suscitant de nouvelles résistances, est conduite à se renforcer sans cesse. Le totalitarisme représente l'aboutissement de cette "montée aux extrêmes".

La lecture de Tocqueville est un bon antidote à cette vision de la société. Son intuition géniale fut, on le sait, de discerner les périls que l'égalité fait courir à l'indépendance et à la dignité humaine. Encore est-elle aujourd'hui fragmentaire ! Certes, il faut tenir les deux bouts de la chaîne, ne méconnaître ni la vocation de tous les hommes à une égale liberté ni les inégalités naturelles entre tous et l'excellence de quelques-uns. Mais nous devons en réalité faire face à deux idéologies agressives : le communisme qu'il est inutile de présenter, et également le capitalisme américano-occidental, sinon "totalitaire" comme celui-ci, mais également porteur de tendances nivélatrices, homogénéisantes, conformisantes. Si bien que l'évolution contemporaine est caractérisée globalement par deux tendances : une liberté de plus en plus restreinte en matière économique et sociale, une liberté de plus en plus déréglée dans le domaine des mœurs.

Remettre les choses en place, c'est prendre le contrepied de cette évolution. On ne peut admettre le socialisme quand il critique la richesse. Cette critique n'est en effet nullement un refus des richesses. Elle accepte fort bien d'en être gra-

vée. Ce qu'elle hait et qu'elle vise à détruire, c'est une forme de propriété où la conscience humaine garderait le pouvoir d'élévation, et une certaine capacité de transparence psychologique et morale permettant à l'homme de se connaître et de connaître autrui, en esprit et en vérité. Mais on ne peut pas davantage admettre un conservatisme qui ramènerait morale, religion, charité, culture au seul exercice du marché. En fait, la bonne formule s'écrit : la liberté et la morale.

- Dans l'extrême danger où se trouve l'homme occidental, il s'agit de procéder, comme Nietzsche nous l'a demandé, à une véritable transmutation des valeurs. Si donc nous refusons de dépasser par le bas notre société, on ne peut la dépasser que par le haut. Cette deuxième possibilité est liée à une reprise des valeurs héroïques et aristocratiques. Il existe en Histoire une sorte de balancier : plus la balance penche aujourd'hui d'un côté, plus elle penchera de l'autre demain. Il y a déjà des lumières que l'on ne voit pas quand il fait jour encore, mais qui, à la nuit tombée, illumineront l'espace, jusqu'à ce que vienne le "nouveau matin".

c) - LIBEREZ-NOUS DU PECHE COLLECTIF -

- Que sert à l'homme de conquérir le monde entier s'il vient à perdre son âme ? En vidant de son sens spirituel la notion évangélique de "pauvre" et en prétendant que le décalque du "Manifeste du parti communiste" est une copie de l'Ecriture sainte, les "théologies de la libération" ont en vue la reconquête prétendument chrétienne des peuples aux prix du sacrifice de l'âme de la chrétienté. Elles tombent dans le piège infernal qui leur a été tendu par le communisme international, faisant du Christ un révolutionnaire, altérant ainsi l'idée même du sacrifice expiatoire offert par le Christ à son père. André Piettre dit que la "théologie de la libération" devrait être plutôt appelée "révolution de la théologie", car "non seulement elle justifie la révolution sociale et politique", mais elle aboutit à "l'effacement du péché personnel" au profit du "péché collectif" (c'est la société qui est en état de péché, l'homme qui pêche n'est qu'une victime pervertie par la société...). De là à sacraliser la lutte des classes et toute forme de subversion, il n'y a évidemment qu'un pas que bien des prêtres, en Amérique Latine, franchissent en guérilleros.

Le Saint-Siège ne pouvait rester indifférent en la matière, d'autant qu'il apparaît que près de la moitié des catholiques du monde devraient se trouver en Amérique à la fin du siècle. Sa position est désormais claire : il faudra choisir : Marx ou Jésus, la guérilla ou l'action sacerdotale, le terrorisme ou l'amour. Dans l'"Instruction" que sa Congrégation vient de publier, le Cardinal Ratzinger rappelle que la loi du christianisme est l'amour. Il souligne la perversion d'une "théologie" qui "présente l'entrée dans la lutte des classes comme une exigence de la charité elle-même". Pour laquelle un homme riche "est d'abord un ennemi de classe à combattre. En conséquence, l'universalité de l'amour du prochain et la fraternité deviennent un principe eschatologique qui ne vaudra que pour "l'homme nouveau" qui surgira de la révolution victorieuse".

Modeler cet "homme nouveau" surgi de la Révolution a été l'ambition d'un Saint-Just et d'un Pol Pot inspiré par ce Grand Ancêtre. On sait comment cela finit pour tous ceux qui ne se "renouvellent" pas. Tout repose sur la nouvelle éducation. Très logique en elle-même, dès qu'on admet son principe, une telle formation n'en est pas moins inhumaine et contre-nature. Liberté, famille, bien commun ne sont plus que des mots vides de leur contenu. L'homme n'a plus ni vie propre, ni valeur propre, ni personnalité : il est agent, esclave et victime de la collectivité. A dire vrai, cette formation n'est pas autre chose qu'un dressage des masses, une mécanisation de l'homme, une "barbarie polytechnique" - comme disait Bernanos - et une nouvelle forme de capitalisme : un capitalisme d'hommes. "L'homme, a écrit Staline, est la forme la plus précieuse du capital". Hélas ! les membres des organisations de jeunesse en Amérique latine sont trop jeunes pour voir les vices de l'éducation marxiste. En les mettant en garde, Jean-Paul II en revient à la doctrine sociale de l'Eglise, telle que Pie XII

la concevait encore.

De nombreux prolétaires se dressant avec juste raison contre les injustices du capitalisme libéral, ont cru s'en libérer en adoptant la métaphysique communiste basée sur l'athéisme et l'abolition générale de la propriété privée. Ils ont méconnu ou n'ont pas compris que la déclaration des droits naturels de l'homme est contenue dans les préceptes du Décalque et les Commandements de Dieu qui valent indépendamment du temps et de l'espace, du pays et de la race. La possession d'un droit crée un devoir, comme la définition d'un devoir fonde un droit : tout homme a le droit à la vie et doit être reconnaissant à sa mère qui par devoir lui a permis de vivre dès la conception. Les personnes, les familles, les classes sociales, les races et les nations sont diverses, mais elles ne doivent pas être adverses.

*
* *
*

- C'est avec la montée historique de la raison et du matérialisme (deux fameux compères) qu'on en vint à considérer qu'esprit et matière sont deux réalités tout-à-fait séparées. Depuis lors, la réalité est comme cassée en deux, et l'Eglise, notamment, est obligée de choisir quelle moitié de la réalité lui importe davantage. La moitié transcendante (sa tâche étant alors de relier les hommes à Dieu) ou la moitié humaine (son souci devenant dans ce cas d'ajuster les relations des hommes entre eux). Or, pareille conception n'était qu'un aspect du scientisme, lequel est justement mort ou moribond chez les savants. Ceux-là ne croient plus que la Science puisse atteindre l'ultime réalité. Elle manifestait également une méconnaissance presque incroyable de la nature de la foi. Aussi, pendant que les idéologies agonisent et que les "discours" des grands ne pèsent plus que le poids de leurs rêves politiques, les foules humaines de cette fin de siècle sont en quête d'autre chose.

Les deux faces de l'idéologie régnante sont pareillement morcelées. Le marxisme qui aura été la grande illusion "scientifique" du siècle n'a pas réussi à concrétiser sa vocation universelle. La foi marxiste officielle est morte en U.R.S.S. Or, la nature a horreur du vide. On assiste donc à un regain des valeurs spirituelles traditionnelles. De même, de l'autre bord : si l'économie de marché parvient, grâce à sa faculté d'adaptation, à ordonner peu ou prou, les choses, elle n'a jamais prétendu alimenter les âmes. Entre les deux, les idéologies de développement à leur tour n'ont pas mobilisé les peuples du tiers monde. Si bien qu'un vide immense s'est creusé que les religions - telle l'Islam - un instant occultées, s'empressent actuellement de combler.

Et c'est cette quête encore incertaine et tâtonnante que la Pape actuel manifeste. Il draine dans l'absolu de ses certitudes toutes les inquiétudes et les recherches d'une humanité ballotée à tout vent de doctrines. Alors pourquoi faut-il que des "novateurs" en théologie en soient encore à vouloir introduire le dogmatisme scientiste dans les sciences humaines ? Ce faisant, ces "progressistes" tendent à transférer le Royaume de Dieu en royaume de la terre et, à la limite, à changer la religion de Dieu fait homme en religion de l'homme fait Dieu - le Dieu de Garaudy - Etait donc particulièrement malheureuse la déclaration de Paul VI qu'au Concile la religion du Dieu qui se fait homme a rencontré la religion de l'homme qui se fait Dieu. La parallélisme d'action en effet n'existe pas. Car s'il est vrai que l'homme est cause totale de sa déification (car la réussite de sa Vie doit être "sienne") il ne l'est cependant qu'en subordination totale à l'action de Dieu.

On a interverti en fait l'ordre de subordination. L'anthropodécée doit donc précéder la théodécée, sinon même l'évincer. Mais pour aimer l'homme, il faut que l'homme soit aimable. Aussi la notion de péché a-t-elle disparu peu à peu de l'enseignement catholique, à tel point que les fidèles désertent les confessionnaux au bénéfice des cabinets des psychiatres. Celui-ci, rayé du vocabulaire, on peut mieux exalter les droits de l'homme, magnifier sa dignité. La transcendance le cède alors

à l'immanence, et la réforme personnelle à la révolution sociale.

Le risque est grand ; les droits de l'homme, mis à la place de ceux de Dieu, sont une nouvelle religion avec ceci de grave : à un moment où la Foi catholique abandonne ses prétentions de posséder la Vérité complète et prône le pluralisme, le point de rassemblement ne se fera plus autour d'elle, mais autour de la doctrine des droits de l'homme, pierre angulaire des Nations Unies quand l'on sait que les rédacteurs de ladite Déclaration, parrainée et ratifiée par Moscou, n'ont jamais fait mystère de son inspiration maçonnique. De la sorte, le culte de la divinité en sort diminué et devient imprécis, confus et polymorphe, tandis que le culte de l'homme se retrouve toujours plus universel, univalent et éblouissant. C'est très grave, car tout orateur, tout moraliste, tout évêque qui invoque les droits de l'homme et même pour la défense des plus pauvres, avec les intentions les plus pures, sert objectivement la double insurrection, maçonnique et communiste, de l'homme contre Dieu et des peuples contre leurs dirigeants.

L'Eglise a basculé du côté de l'homme majuscule, de l'homme abstrait dont la Révolution et la Démocratie ont inauguré le règne. Sous le couvert de cette abstraction commode, apparemment aussi neutre qu'un concept scientifique, se dissimulent les appétits les plus subversifs et les plus féroces du Moi. En fait, la sécularisation de la notion de personne a engendré l'individualisme et détruit les solidarités naturelles : la démocratie est donc, au temporel, l'ersatz de la société ecclésiale. La révolution a consisté essentiellement dans la laïcisation radicale de la notion spécifiquement chrétienne de personne et dans la tentative toujours avortée et toujours recommencée, de bâtir, de toutes pièces, à partir de la personne dépouillée comme telle de toutes ses caractéristiques sociales et réduite au seul moi individuel, une société entièrement nouvelle, autrement dit de construire une société avec des éléments qui n'empruntent rien à la réalité.

*
* *
*

- La personne est une fin, un sujet, et non l'objet des relations sociales : tandis que l'Etat n'est qu'un moyen pour faire respecter pour tout homme ses droits et devoirs soumis au bien commun. Un homme en peut être libre et assurer son unité fonctionnelle dans le temps et l'espace si son âme est mise en hibernation, s'il est dépouillé de ses traditions qui le protègent dans le courant temporel, s'il est moralement faible, s'il est intellectuellement faible, s'il est économiquement faible et dépouillé d'une propriété qui si elle est suffisante lui forme une paroi de protection contre les perturbations sociales, etc... Il est normal qu'un homme ne puisse posséder plus d'une certaine quantité de biens économiques sans nécessairement déposséder les autres. Tout capital doit nécessairement être nominatif pour pouvoir être évalué, et les marxistes semblent oublié de définir le capital, de le nominaliser, et de dénoncer le crypto-capitalisme sous ses formes anonymes et privilégiées. Toute société devra être de personnes et non d'actions anonymes, et le droit de propriété des actionnaires entraîne leur responsabilité dans sa gestion.

La doctrine sociale de l'Eglise différencie les cellules familiales du corps social qu'elle harmonise en y faisant régner l'amour, et considère le travail comme nécessaire et inhérent à la personne du travailleur. Elle est vraiment sociale parce qu'elle relie intérieurement puis extérieurement les hommes, et s'oppose aux doctrines antisociales du libéralisme et du communisme qui dé-différencient le corps social et le transforment en véritable "jungle sociale" en y mettant l'esprit de division et le règne du plus fort.

Le capitalisme libéral assimile le travail à une force productive (homo oeconomicus) au service des économiquement forts, et le communisme fait le même raisonnement en plaçant l'homo soviétique au service des politiquement forts du parti. Dans la thèse libérale, la nature humaine n'a pas été viciée à l'origine, et les forces

du libre-arbitre ne sont pas débilisées ou inclinées vers le mal. Se dressant contre certaines injustices survenues dans le milieu ecclésiastiel qui peut comporter une certaine ivraie, la réforme protestante s'est donnée comme la réforme du libre examen, et, chaque homme, pour elle, a le droit d'interpréter la Bible à sa manière, et devient de ce fait le législateur de sa propre vie. Les hommes ne peuvent plus être en communion d'idées sur une base vraie, immuable et universelle de la loi morale; et n'étant plus originellement unis par une vérité commune, ils doivent se réunir pour la rechercher, par discussion et par vote, d'une opinion collective et majoritaire qui sera excessivement malléable et variable selon les temps et les lieux de réunion. Le pouvoir n'est plus reconnu comme venant de Dieu, puisque chaque individu doit déléguer une part du pouvoir, et l'autorité politique vient d'en bas, comme si l'on faisait résulter l'autorité des parents du vote des enfants de la communauté familiale. Livrer le droit et la morale à l'opinion subjective et changeante des hommes, au lieu de l'ancrer dans les Commandements de Dieu, c'est ouvrir la porte toute grande aux forces destructrices, c'est désorganiser le milieu social, et y introduire la loi du plus fort comme dans la jungle en supprimant la référence possible aux principes du vrai et du bien qui doivent relier intérieurement les hommes. Il est dès lors facile pour les plus forts d'exploiter les plus faibles, parce qu'ils manoeuvrent dans un "protoplasme social" inorganisé, et l'égo-centrisme ou le rago-centrisme des uns tend à détruire la liberté des autres : c'est un peu ce qui se passerait si l'on mettait les renards et les moineaux en soi-disant liberté dans une même cage. Le résultat a été que les ouvriers et les faibles se sont vus frustrés de la majeure partie de leur capital travail et exclus de toute possibilité pratique d'accéder à la propriété et au nécessaire économique et familial, du fait qu'ils ont subi les effets d'une centralisation abusive et d'un dirigisme collectiviste, anonyme et irresponsable. Le capitalisme libéral a été de ce fait florissant, mais il s'est contenté cependant de capitaliser le capital-travail des homo-oeconomicus.

Il n'y a pas d'opposition réelle entre le capitalisme libéral et le communisme, et il faut que les prolétaires reconnaissent que ces deux doctrines ont les mêmes méthodes sociales de capitalisation anonyme par centralisation, collectivisation et grégariation. Le communisme n'est pas opposé aux méthodes du capitalisme, loin de là; et au contraire, il les utilise de façon plus anonyme et plus amplifiée. Si une grande partie de la population souffre d'être privée de biens matériels et surtout de propriété, c'est une grave aberration sociale de vouloir soigner ce mal en en privant tout le monde (communisme) ou le plus grand nombre possible (socialisme). Bien au contraire, l'Etat n'a pas pour rôle de capitaliser les biens matériels pour les mettre à la disposition de ses dirigeants comme le coeur n'a pas pour rôle de garder tout le sang de sa nutrition. L'Etat a un rôle de coordination et de régulation sociales, et doit exiger des grands propriétaires anonymes, de se soumettre au bien commun. Le progrès technique et social devrait être décentralisateur, et au lieu de plier devant l'égoïsme de certains, il devrait assurer la propriété privée de tous, cette pierre angulaire de l'ordre social.

Si le capitalisme libéral a souvent péché par excès dans l'exploitation des homo-oeconomicus, le communisme qui n'est qu'un capitalisme anonyme hypercentralisé, aggrave cette exploitation au bénéfice de ceux qui gouvernent par l'intermédiaire du parti déclaré infailible. L'Etat communiste en amplifiant les méthodes capitalistes, s'enrichit et multiplie les économiquement faibles, les moralement faibles, tout en mettant leurs âmes en hibernation. Selon Péguy, c'est un véritable capitalisme d'hommes, et l'homo soviétique est devenu un "objet social", une monnaie humaine, dépersonnalisée, dévaluée, et capitalisable par des "banques d'hommes", parties intégrantes des rouages de l'inhumaine machine communiste.

Amalgamer quelques parcelles d'analyse marxiste avec quelques passages de l'Evangile pour faire de la lutte des classes une pseudo-religion, ce n'est plus de la science, c'est du bricolage. Et, à la limite, de la "malhonnêteté intellectuelle". L'Eldorado n'est pas plus à l'Est qu'à l'Ouest, toutefois la candeur politique est de tous les temps : Saint Just apologiste de la Terreur, comptait sur

la "vertu" pour en limiter les abus. La suite des événements lui arracha ce mot désabusé : "Nul ne règne innocemment...". Le glas de son idéologue précéda de peu le grincement de la charrette fatale. Pascal défiait plus sûrement le maléfique pouvoir des hommes : "Ceux qui souffrent l'injustice sont moins à plaindre que ceux qui commettent l'injustice".

★
★ ★

- L'Eglise s'est laissé coloniser de l'intérieur par son ersatz démocratique, et l'idée de révolution permanente a substitué l'avenir (profane) à l'éternel (spirituel). Un argument est souvent invoqué : "Il ne faut pas se couper des jeunes". Comme si tous les jeunes se conduisaient de la même manière et comme s'il n'y avait que des dépravés parmi les jeunes. Ce n'est plus la morale qui commande aux mœurs. Ce sont les mœurs - les mœurs de notre temps - qui commandent à la morale. Au nom d'un "Dieu copain" ou de "Jésus révolutionnaire," on sait ce que signifie le projet de rendre "la vie humaine toujours plus humaine" pour l'immense majorité des hommes, en cette fin de siècle : du pain et des jeux.

- Dans l'Eglise du galimatias, une voix s'est élevée qui sonne clair. Comme elle est rafraîchissante ! Les deux premiers mots que Jean-Paul II prononça ex cathedra donnent la note : "Le Rédempteur de l'homme..." Et de crier au monde la mission charismatique dont le Pape est investi : libérer les hommes de la servitude matérialiste pour les rendre à l'espérance de Dieu. En ces temps où l'avenir s'ouvrait de la même façon pour l'homme comme pour la société, où le salut était moins vers le Haut que vers l'Avant, le Pape oblige à nouveau les hommes de notre Temps à s'élever à une notion objective des "droits de l'homme". Les droits de l'homme devraient être d'abord ceux qui permettent à l'homme d'accomplir ses fins spirituelles. Et Jean-Paul II de dire "non" à la sécularisation du quotidien. Dieu doit rester dans la vie de tous les jours. Tous ceux qui mettaient leurs espérances dans "l'horizontalisme" se voient invités à la "verticalité". C'est-à-dire qu'au lieu de mener une action terre à terre, bornée à l'horizon visible, ils devront lever la tête vers les cieux. L'Eglise est, par essence, verticale : en haut, Dieu, en bas les hommes, eux-mêmes hiérarchisés.

Or, l'Histoire est là pour montrer que l'évolution politique de l'Eglise-institution est rarement différente de celle de son environnement. A l'Eglise solide mais sur la défensive de Pie XII, correspond des années de la guerre froide; à l'Eglise "en recherche" de Jean XXII et à l'Eglise du doute de Paul VI, correspond l'Europe de la détente, du progressisme, du défaitisme. Y aurait-il donc un rapport secret entre l'élection de ce Pape de combat et le recul d'un certain état d'esprit social-démocrate et neutraliste en Europe de l'Ouest ? pourraient le penser ceux qui croient que les cycles du Temps et de l'Espace sont la signification des événements qui gouvernent le monde. Paul VI n'est-il pas mort en effet le jour de la Transfiguration ?

★
★ ★

§ V : LES "DERNIERS HOMMES" DE "LA FIN D'UN TEMPS" :

- L'histoire d'un peuple ne dépend pas de ses institutions, mais de son affectivité. De son caractère, c'est-à-dire de sa race, traduisait Guetave Le Bon, et comme nous retrouvons chez ce philosophe prophétique du siècle dernier, quelques-unes des idées qui nous sont chères, nous n'allons pas nous priver du plaisir de conclure ce chapitre en transcrivant quelques unes de ses réflexions d'une brûlante actualité.

Si les divers éléments d'une civilisation doivent être considérés comme

la manifestation extérieure de l'âme d'un peuple, il est évident que quand l'âme de ce peuple change, sa civilisation doit également changer. La transformation progressive de la civilisation romaine est un des plus frappants exemples qu'on puisse invoquer. Les historiens nous représentent généralement cet événement comme le résultat d'invasions destructrices des Barbares ; mais une étude plus attentive des faits montre, d'une part, que ce sont des invasions pacifiques, et nullement guerrières, qui amenèrent la chute de l'Empire, d'autre part, que, loin de vouloir renverser la civilisation romaine, les Barbares en furent toujours de respectueux admirateurs et firent tous leurs efforts pour l'adopter et la continuer. Mais nous savons qu'une telle tâche fut toujours irréalisable. Il fallut aux Barbares plusieurs siècles pour former, par des croisements répétés et des conditions d'existence identiques, une race un peu homogène ; et quand cette race fut constituée, elle possédait de ce seul fait des arts nouveaux, une langue nouvelle, des institutions nouvelles et par conséquent une civilisation nouvelle.

Avec cette répétition éternelle des mêmes choses, qui semble la plus solide des lois de l'histoire, nous sommes probablement appelés de nos jours à constater des invasions pacifiques analogues à celle qui amena la transformation de la civilisation romaine. Par suite de la complication de notre civilisation moderne et de la différenciation progressive des individus, chaque peuple contient en effet un nombre d'éléments inférieurs incapables de s'adapter à une civilisation trop élevée pour eux. Ils forment de simples colonies occupées à des travaux mal rétribués ou inintéressants. Ce sont des mécontents et par conséquent des ennemis d'autant plus dangereux que les classes dirigeantes modernes ont perdu leur foi en toutes choses. Elles ne croient plus à rien, pas même à la possibilité de se défendre contre le flot menaçant des barbares qui les entourent de toutes parts.

L'évolution de la civilisation a malheureusement créé chez l'homme une quantité de besoins sans lui donner les moyens de les satisfaire et produit ainsi un mécontentement général dans les âmes. Elle est mère du progrès sans doute, mais elle est aussi mère du socialisme et de l'anarchie, ces expressions redoutables du désespoir des foules, qu'aucune croyance ne soutient plus. Une des grandes erreurs de notre temps est de croire que seules les choses extérieures contiennent le bonheur. Il réside en nous-mêmes, créé par nous-mêmes et presque jamais hors de nous-mêmes. Après avoir brisé les idéals des vieux âges, nous constatons aujourd'hui qu'il est bien difficile de vivre sans eux et que, sous peine de disparaître, il faut trouver le secret de les remplacer.

Le moindre changement dans l'état des croyances d'un peuple a forcément pour suite toute une série de transformations dans son existence. Et si aujourd'hui la vieille société chancelle sur ses bases et voit toutes ses institutions profondément ébranlées, c'est qu'elle perd de plus en plus toutes les antiques croyances dont elle avait vécu jusqu'ici. Quand elle les aura tout à fait perdues, une civilisation nouvelle prendra nécessairement sa place. L'histoire nous montre que les peuples ne survivent pas longtemps à la disparition de leurs dieux. Les civilisations nées sous leur influence meurent également avec eux. Il n'est rien aussi destructif que la poussière des dieux morts.

L'histoire démontre qu'à une élite peu nombreuse revient le mérite de tous les progrès accomplis. Bien que profitant de ces progrès la foule n'aime guère cependant qu'on la dépasse, et les plus grands penseurs ou inventeurs ont été bien souvent ses martyrs. Si nous nous laissons trop aveugler par nos rêves d'égalité universelle nous en serions les premières victimes. L'égalité ne peut exister que dans l'infériorité, elle est le rêve obscur et pesant des médiocrités vulgaires. Les temps de sauvagerie l'ont seul réalisée.

Mais on le sait, ce sont les idées les plus chimériques qui ont toujours le mieux fasciné les hommes et joué le rôle le plus important. C'est au nom des

décevantes chimères que le monde a été bouleversé jusqu'ici, que des civilisations qui semblaient impérieuses ont été détruites, et que d'autres ont été fondées. Ce n'est pas à la poursuite de la vérité, mais à celle de l'erreur, que l'humanité a dépensé le plus d'efforts. Les buts chimériques qu'elle poursuivait, elle ne pouvait les atteindre ; mais c'est en les poursuivant qu'ont été réalisés tous les progrès qu'elle ne cherchait pas. Il y fallait seulement du caractère.

Lorsque celui-ci fait défaut, il suffit d'un temps très court pour tomber dans le gouffre de la décadence alors qu'il faut toujours à un peuple un temps considérable pour s'élever à un haut degré de culture.

Pour toutes les civilisations passées, le mécanisme de la dissolution fut identique, et identique à ce point qu'on pourrait se demander si l'histoire qui a tant de livres, n'aurait pas qu'une seule page. Arrivé à ce degré de civilisation et d'essor économique où un peuple commence à jouir des bienfaits de la paix et du luxe que procurent les richesses, les vertus militaires s'évanouissent, l'excès de civilisation crée de nouveaux besoins, l'égoïsme se développe. N'ayant d'autre idéal que la jouissance hâtive de biens rapidement acquis, les citoyens abandonnent la gestion des affaires publiques à l'Etat et perdent bientôt toutes les qualités qui avaient fait leur grandeur. Alors des voisins barbares ou demi-barbares, ayant des besoins très faibles, mais un idéal très fort, envahissent le peuple trop civilisé, puis forment une nouvelle civilisation avec les débris de celles qu'ils ont renversées.

Les foules se tourneront toujours vers ceux qui lui parleront de vérités absolues et dédaigneront les autres. L'homme d'Etat moderne doit savoir pénétrer dans l'âme de la multitude, comprendre ses rêves et abandonner les abstractions philosophiques et économiques. En se plaçant au point de vue social on constate que pour un âge donné et pour une société donnée, il y a des conditions d'existence, des lois morales, des institutions qui ont une valeur absolue, puisque cette société ne saurait subsister sans elles. Sitôt leur valeur contestée et le doute répandu dans les esprits, la société est condamnée à mourir (pour ne pas l'avoir compris, M. Giscard d'Estaing a dû laisser la place à M. Mitterrand). C'est toujours pour un peuple une heure redoutable que celle où ses vieilles idées sont descendues dans la sombre nécropole où reposent les dieux morts.

Une visible décadence menace sérieusement la vitalité de la plupart des grandes nations européennes. Elles perdent chaque jour l'initiative, l'énergie, la volonté et l'aptitude à agir. La satisfaction de besoins matériels croissants tend à devenir leur unique idéal. La famille se dissocie, les ressorts sociaux se détendent. Le mécontentement et le malaise se propagent dans toutes les classes, des plus riches aux plus pauvres. L'homme moderne a perdu la foi et du même coup l'espérance. Devenues impressionnables et mobiles à l'excès, les foules semblent souhaiter la liberté avec ardeur ; en réalité, elles la repoussent toujours et demandent constamment à l'Etat de leur forger des chaînes.

L'Etat représente la divinité à laquelle on demande une réglementation et une protection chaque jour plus lourdes. La jeunesse renonce progressivement aux carrières demandant du jugement, de l'initiative, de l'énergie, des efforts personnels et de la volonté. Le médiocre horizon des fonctions salariées par l'Etat lui suffit. Un égoïsme sans bornes se développe partout. Les consciences capitulent, la moralité générale s'abaisse et l'homme perd tout emprise sur lui-même. Il ne sait plus se dominer ; et qui ne sait se dominer est condamné bientôt à être dominé par d'autres.

Quand un peuple en est là, son heure a sonné, les temps sont accomplis pour lui. Le socialisme, religion nouvelle qui peuple les cieux vides, expression de l'absolutisme de l'Etat, sera sûrement la plus dure des formes du césarisme, parce qu'étant impersonnelle, elle échappe à tous les motifs de crainte qui retiennent les pires tyrans. Les dogmes qui nous sont assénés sont contraires assurément au

simple bon sens, mais en matière de croyances, répétons-le, l'homme que la voix inconsciente de ses sentiments. Ils forment un obscur domaine d'où la raison fut toujours exclue.

Et le philosophe Gustave Le Bon qui écrivait ces lignes autour des années 1880 de conclure que "le socialisme sera d'ailleurs un régime trop oppressif pour pouvoir durer. Il fera regretter l'âge de Tibère et de Caligula et ramènera à cet âge. (Les Romains) en étaient arrivés à considérer ces tyrans comme leurs derniers instruments de salut. On leur passa tout parce qu'on ne savait comment les remplacer. Ils ne furent pas remplacés en effet. Après eux, ce fut l'écrasement final sous le pied des barbares, la fin d'un monde. L'histoire toujours tourne dans le même cercle". On ne saurait mieux dire et mieux prévoir.

*
* *
*

- Une morale qui s'adresse aux aristocrates de la pensée et qui ne s'occupe point du bonheur de la multitude, a des chances de déplaire en un temps où l'on traite d'égoïstes ceux qui vivent pour une idée. Le désintéressement, le noble amour, la réelle charité de l'Homme supérieur seront toujours méconnus de la foule qui leur préférera le plat sentimentalisme, l'attendrissement béat, l'aumône à l'usage des lâches et des vaniteux. C'est que "les hommes de l'avenir", comme les désignait Wagner, ferment de nos jours la marche d'un cortège d'assistés, et que le déclin des aristocraties est allé de pair avec un processus qui a donné le pouvoir à ceux que Nietzsche appelle "les derniers hommes". Sous ce terme, il désignait par avance les représentants de la société de consommation et de la morale des marchands : ceux qui pensent que l'aventure humaine est trop risquée, qu'il faut mettre un terme à l'histoire, abolir les tensions, donner à tous un même confort, soumettre la politique à l'économique, et l'économique au social. "Nous avons inventé le bonheur, disent les derniers hommes, et ils clignent de l'oeil " aux nouvelles idoles de la démocratie, à ses prétendus grands hommes et à ses dieux et déesses : sainte Morale, sainte Science, sainte Hygiène, sainte Dignité, saint Progrès, saint Socialisme, saint Sexysme, ... modernes et pâles contrefaçons des entités de l'Olympe.

C'est là une attitude générale de dévaluation du monde, reflet d'ailleurs de la quasi-équivalence entre l'universalité contemporaine de la culture et la barbarie d'une part, et d'autre part du refus de placer cette culture, si souvent réduite à une simple spécialisation technique, sous la prééminence des idées générales. La culture devant être désintéressée, elle ne peut être au service de l'Etat, pas plus que de la science, du progrès ou de la démocratie. Le secret du miracle grec, c'est qu'il n'a jamais confondu la culture avec la science et le pouvoir. Quand les présocratiques interrogeaient la nature, ils ne se préoccupaient pas, eux, de l'asservir comme c'est le cas aujourd'hui.

Dans le système originel de la culture indo-européenne, nous voyons en effet que le monde est perçu avant tout comme mouvement. Il n'a pas été créé une fois pour toutes, mais il se construit sans cesse dans une perpétuelle transformation. En oeuvrant à cette transformation, l'homme devient créateur à son tour. Au nom de cette philosophie du devenir apparaît la nécessité d'une transcendance, la nécessité d'admettre que le but de la vie est au-delà de nos vies. Car l'homme n'a de sens que s'il tend à aller au-delà de sa condition. Le Dieu de Celse n'est-il pas un dieu patricien, celui des âmes fières, qu'on prie debout et le front haut ? "Je veux être un homme, cela seul importe. J'ai en douaire non l'éternité mais la vie, et je veux vivre". C'est là le mythe symboliste de Prométhée que Rimbaud déjà exaltait lorsqu'il maudissait le "Christ, éternel voleur des énergies".

- En fait, la doctrine du christianisme, enfermée dans une conception linéaire de l'Histoire, s'oppose entièrement à la tradition grecque de l'éternité du monde, cosmos immuable réglé par des lois éternelles,

auxquelles les dieux ne peuvent rien changer. Vivre de telle sorte que l'on puisse vouloir revivre éternellement sa vie, est une pensée pourtant susceptible de transformer l'Homme plus activement que le mythe de la damnation éternelle. C'est pourquoi Nietzsche en a fait cette maxime : "Imprimer sur la vie l'image de l'éternité". Pour lui, une perspective instituée dans l'Histoire est d'autant plus "juste" quelle s'exprime avec une force susceptible de mieux la réaliser. C'est pour cela qu'à ses yeux, la volonté de puissance est "l'essence même de la vie". C'est elle, et non "la lutte des classes" qui est le moteur et la cause de l'Histoire.

Mais de même que l'aristocratie ne consiste pas d'abord en droits, mais d'abord en devoirs, de même la volonté de puissance avant d'autoriser à prendre, oblige à donner. Le héros qui doit transmuter toutes les valeurs à partir d'une esthétique de la tragédie, ne se demande pas comme le "bourgeois" (ou le prolétaire, tel que Marx le définit) ce qu'il peut retirer de l'existence, mais ce qu'il peut donner à la vie. Il s'agit pour lui de découvrir l'or dont s'éclaire notre fond mental, ce qui implique une autre transmutation, celle dans le gouvernement des hommes. C'est pourquoi, porteur d'une éthique aristocratique, il a choisi de vivre intensément et dangereusement.

Seule, l'idée de l'Eternel Retour maintient vivante en chaque homme la tension d'une telle énergie vitale. Par elle les personnages d'Eschyle ou de Sophocle peuvent revivre en nous et nous pouvons donner un but à tout leur passé. Le serpent qui se mord la queue est le symbole même de la vie. La progression de Zarathoustra s'accomplit par Cycles alternants d'activité et de retraite : chaque période de méditation solitaire dans le silence est suivie d'une période d'activité inspirée où Zarathoustra exhorte ses semblables. Puis, le message étant transmis, l'heure d'inspiration s'évanouit une fois de plus : Zarathoustra est rappelé vers le silence du cœur et la solitaire communion avec l'esprit de sagesse. Quand la logique a donc parcouru le cercle de la connaissance, réapparaissent inévitablement le vide et le creux de l'idole morale que les artistes, seuls, en nous apportant l'Illusion, peuvent nous faire regarder en face et sans horreur.

Mais l'Illusion ne dure qu'un temps et il nous faut partir en guerre contre le culte d'une Histoire qui égalise les événements et les hommes, tout en fossilisant en même temps la vie. Certes, notre civilisation se meurt aujourd'hui d'un égalitarisme qui semble partout triompher. Mais le cycle égalitaire touche ainsi à son aboutissement. Selon le processus classique de développement et de dégradation des Cycles, le thème égalitaire est passé dans notre culture, du stade du mythe (égalité devant Dieu) au stade de l'idéologie (égalité devant les hommes), puis au stade de la prétention "scientifique" (affirmation du fait égalitaire) - en clair : du christianisme à la démocratie, puis au socialisme et au marxisme. Le renversement des valeurs n'est donc plus lointain, et contrairement à ce que pensent la plupart des gens, les tenants du fameux "sens de l'Histoire" seront rabroués par les théoriciens du contraire.

C'est pourquoi l'aristocratie doit se refaire par la base, dans l'oubli total d'une morale qui n'est entre les mains des aristocraties dégénérées ou des démocraties flottantes qu'un outil d'asservissement de l'homme. Le fruit doit tomber et pourrir pour que la terre en refasse, à travers de nouvelles branches, un nouveau fruit... Alors, la lumière classique, le soleil glorieux et l'esprit latin chasseront les brumes malsaines d'un romantisme décadent, une morale fière et aristocratique combattront vigoureusement le sentimentalisme tolstolien et le socialisme égalitaire, un appel viril à l'énergie et à la conquête repoussera le pessimisme que Schopenhauer et Wagner ont mis à la mode, un hymne à la vie, enfin, exorcisera les démons morbides invoqués par Ibsen et Maeterlinck. L'homme aura retrouvé vocation à spiritualité avec le XXI^{ème} siècle. Que le Nouvel Occident soit, demain, la figure de proue du "Nouveau Temps" !



CHAPITRE II

ESQUISSE D'UNE RYTHMOLOGIE GÉNÉRALE



Pythagore
par Syrlin-le-Vieux. Cathédrale d'Ulm.

ESQUISSE D'UNE RYTHMOLOGIE GENERALE :

"L'homme ne peut se soustraire à la loi d'Alternance, aux grands rythmes saisonniers, aux Cycles, qui sont comme la respiration du Cosmos."

(René BERTRAND dans "L'Univers, cette Unité")

"Homme, toute la vie comme un sablier sera toujours à nouveau retournée et s'écroulera toujours à nouveau..."

(NIETZSCHE)

"Chacun de nous a son espace et chacun de nous a son temps, et chaque moment de cet espace et chaque moment de ce temps s'ouvre vers l'infini."

(Jean WAHL dans "L'expérience mystique")

"Dieu a voulu, autant qu'il était possible, ne rien laisser d'informe et de mal ordonné, mais disposer la Nature avec intelligence, la régler par nombres et par mesures".

(PLUTARQUE dans "Les Symposiaques")

"C'est le Rythme qui crée la vie."
(PYTHAGORE)

"Le Rythme est une mise en ordre du Temps"

(APISTOXENE de Tarente)

"La physique a été essentiellement pour théâtre l'espace euclidien où régnait un temps absolu. La conception nouvelle (Relativité) est tout autre : c'est une fusion de la géométrie et de la physique, rendant impossible l'existence d'un temps et d'un espace absolus."

(LANGEVIN)

§ 1: INTRODUCTION A LA RYTHMOLOGIE

Définissons en termes simples la Science des Cycles ou Rythmologie, science de l'avenir. La Rythmologie est une science de la prévision basée sur l'étude des périodicités de certaines influences. Elle procure à l'individu et aux collectivités humaines des indications mathématiques sur les cycles favorables ou néfastes. Notre Méthode d'Estimation et de Prévisions basée sur l'étude des phénomènes cycliques, consiste également à établir des Diagrammes indiquant les hautes et les basses pressions des phénomènes généraux inhérents aux groupements humains. Que l'on sache que chaque civilisation, chaque politique, chaque économie peuvent s'exprimer en courbes montrant leur apogée et leur chute. La Rythmologie, science anticipative de la seconde moitié XXème siècle, permettra un jour à l'homme de s'assurer contre la fatalité, ce qui ne veut pas dire qu'il n'aura plus à céder aux automatismes cycliques. Mais progrès important, il pourra s'y adapter au lieu de les subir.

Le but que la Cyclosociologie de demain devra atteindre, sera d'établir un inventaire complet des répétitions cycliques et des analogies historiques, en ramenant la multiplicité historique à une unité psycho-sociologique. Enfin, parallèlement, il conviendra de suivre le cheminement chronologique des différents Cycles d'Espace et de Temps, en identifiant les manifestations historiques de chacun d'eux, car on ne peut jamais concevoir vraiment l'avenir qu'à travers les images du passé. Cette liaison : passé et avenir a été fort bien exprimée par Mr. Gustave Bouchart en ces termes :

" L'Avenir est du Présent désactualisé.

" Prédire c'est surtout actualiser du Passé "

Ce que nous compléterions en ajoutant que ce n'est pas le Présent qui pré-

pare l'Avenir, mais l'Avenir qui conditionne nécessairement le Présent ; en ce sens, on peut donc dire que c'est l'Avenir qui avance avec le Présent, et que ce serait plutôt la connaissance de l'Avenir qui nous permettrait de parfaitement comprendre le Présent.

Affirmer l'existence de cycles cosmiques, c'est admettre au préalable deux postulats :

- le premier que l'Univers est parfaitement rythmé dans ses diverses évolutions ;
- le second que l'Homme appartient à cet univers et que consciemment ou inconsciemment, il agit en rapport avec les rythmes universels.

On peut dès lors déduire par le premier de ces postulats, l'axiome suivant, à savoir que si l'univers n'était pas régulièrement rythmé, on ne pourrait en tirer aucune déduction. Par le second, que si l'homme n'était pas partie intégrante de l'univers, il ne pourrait y avoir aucune "prévision", puisqu'aucune application ne pourrait être faite entre lui et cet univers.

Pour les cerveaux occidentaux du XXème siècle, nous nous doutons de ce que peut avoir de choquant notre conception que les événements issus des énergies de la Nature subissent le déterminisme des lois universelles, l'Univers nous apparaissant comme une incommensurable causalité, en marche vers un but.

Mais que l'on songe que la psychanalyse a abouti à la découverte d'un déterminisme rigoureux dans les faits psychiques. Il est vrai que nos savants gardent les habitudes de penser de la physique cartésienne et veulent voir partout des chaînes de causes et d'effets linéaires et inscrire ces enchaînements dans des mécanismes matériels ou, tout au moins, dans des calculs exacts à base de longueurs, de poids et de temps quantitatif ou spatial. Or, la Cinématique Cyclique échappe évidemment à de tels calculs. Elle est, en effet, un mode de vision du "temps qualifié" pour employer un terme de Jung, ou encore une "vision en simultanéité" (logique dialectique) alors que la science officielle ne sert que de la "vision en succession" (logique aristotélicienne).

★

★ ★

- Il est indispensable de retenir que la notion cyclique s'oppose et refuse la notion statistique, pourtant si à la mode de nos jours. Ainsi que nous l'écrivions dans "HORIZON 1983", la méthode de statistique établit ce qui est ; la Cinématique Cyclique ou Rythmologie vise l'étude et la compréhension de ce qui devient.

"La statistique, a écrit K.-E. Krafft, s'occupe de situations particulières envisagées comme statiques", c'est-à-dire se rapportant à un équilibre de forces et de choses - équilibre atteint supposé ou provoqué dans l'espace.

La rythmologie cherche à élucider des situations au point de vue dynamiste, c'est-à-dire envisagées comme "étapes" d'un mouvement continu, d'un écoulement de forces coordonnées dans et par le temps.

La statistique suppose normalement l'indépendance mutuelle des facteurs en jeu et sans exception, l'indépendance du moment où une expérience ou une série d'observations sont faites. Autrement dit, elle néglige le facteur Temps.

A l'encontre de la statistique, la rythmologie suppose normalement l'interdépendance des facteurs présents et sans exception leur dépendance du moment où un phénomène a lieu. Autrement dit, elle considère le facteur Temps comme capital.

Cela explique, en partie du moins, certains décalages frappants entre certaines déductions fondamentales du calcul des probabilités de la "réalité tangible", telle qu'elle se présente par exemple, aux tables de jeu. Dans ce domaine, l'observation permet d'affirmer qu'il y a "tendance vers la sérialité" ; donc, la boule "n'est pas libre", mais "liée au temps" ; donc il y a une structure et un "ordre du temps".

Dans notre cheminement de chercheurs, nous avons toujours pensé qu'en tout domaine, il est indiqué d'essayer avec la méthode de l'acceptation humble et "implicite" des phénomènes, que l'on doit supporter la tension et le malaise produits par l'inexpliqué.

Le Temps ne peut être envisagé comme un vide indéfini et dépourvu de sens, mais comme une réalité dont nous devons découvrir la structure et l'ordre. Or l'ordre du temps n'est pas quelque chose "en soi", mais c'est nous qui nous y intégrons par le rythme de notre sang autant que par la transposition de ses pulsations et vibrations dans le conscient sous forme d'intuitions, c'est-à-dire du rôle particulier qui nous est assigné ; de la vocation que nous devrions suivre ; de la mission que nous avons peut-être à accomplir.

Que l'Intelligence au lieu de "raisonner" par le seul intellect, toujours craintif, sceptique, négateur contre tout et tous, réapprenne à "raisonner" avec le Tout ; alors s'éveillera en nous l'intuition de notre participation active dans le Rythme universel pourvu d'un dynamisme primordial.

Aux changements de phases et de polarités des cycles correspondent les transformations subtiles mais inéluctables des valeurs. La statistique établit des états ; la rythmologie suit des tendances ; or, toute tendance implique une tension. Les tensions sont les douleurs d'enfantement de la Nature - comprise dans le sens le plus large de l'expression, comme quelque chose "qui va naître", qui n'est donc pas "encore né".

La statistique est de prime abord la science des moyennes ; la rythmologie, en introduisant le facteur Temps, fait reconnaître le caractère unique de chaque phénomène ou événement.

La statistique s'occupe, tout au plus et en quelque sorte à regret, de périodicités, c'est-à-dire de la partie mesurable d'un rythme, de son côté défini, déterminé, rationnel, celui qui est comparable à un habit ou à un véhicule utilisé par le rythme, mais qui n'est pas le rythme lui-même, toujours indéfini, indéterminé, irrationnel.

La statistique cherche à établir ce qui dans les phénomènes est commun. Or, le commun, c'est ce qui est "comme un", mais ce n'est ni l'UN, ni l'UNIQUE. Ces phénomènes appartiennent au règne du rythme et de la cinématique cyclique.

Ainsi que l'a exprimé l'érudit polytechnicien Raymond ABELLIO, "un recours à la statistique est évidemment un palliatif à l'ignorance, un moyen de manier le tout sans le connaître ; une réduction, une approximation utilitaire. Il est dans la nature de la statistique de pouvoir apporter des présomptions pour, jamais des preuves contre."

*

* *

- Si l'on admet qu'un "Ordre cyclique" règle le monde, il s'agit d'établir entre la série des mouvements cycliques et la série des événements collectifs et sociaux une relation telle que de l'apparition de tel phénomène rythmique, on puisse déduire l'apparition probable de tel phénomène historique.

Il faut à cet effet, bien entendu, ramener la vérité historique à un minimum d'énoncés et de significations. Cette double nécessité oblige à concevoir une véritable cyclo-sociologie, seulement entrevue aujourd'hui et tenant compte des apports divers de l'économétrie moderne, de la psychosociologie, de la sociologie psychanalytique, de la géopolitique, de l'anthropologie et de la dialectique marxiste. L'unification relative ou en tout cas la simplification de la multiplicité historique est obtenue si l'on discerne dans le fait social sa forme et son contenu et si l'on ne retient que ce dernier. Naturellement le raisonnement se fera sur des "faits analogues" et sur des "correspondances spatiales et temporelles".

A la base de ces "correspondances" réside la notion de "cycle", valable aussi bien pour l'ESSENCE des événements que pour les mouvements périodiques et rythmiques. Mouvements qui tous passent dans un rythme déterminé par les mêmes phases successives, en évoluant selon un processus unique, comportant quatre phases typiques : naissance, croissance, épanouissement et destruction, et cela à travers une série évolutive à caractère anabolique et une série involutive à caractère catabolique. L'unité de mesure et de repérage de ces manifestations sera le cycle.

On est donc conduit à postuler qu'à toute étape d'un cycle correspond synchroniquement sur terre un phénomène social ou collectif, ayant une amplitude égale et une évolution parallèle.

Il existe ainsi une série de périodicités aux rythmes très variés. De 1 mois à 500 ans, on ne compte pas moins de 45 cycles. C'est en raison de l'extrême variété de durée de ces cycles, de leurs interférences complexes et du chevauchement de leurs périodicités que nous n'arrivons pas aisément à identifier la manifestation historique de chacun d'eux. Mais on est légitimement enclin à penser que l'évolution de l'humanité est l'expression de la résultante synthétique de ces 45 cycles, depuis le plus rapide jusqu'au plus lent. On devine le problème de sélection et de hiérarchisation à opérer et que complique la subjectivité relative de l'interpréteur.

Pourquoi prévoir ? nous dira-t-on. C'est une caractéristique de toute science d'aboutir à la prévision des faits qu'elle étudie. H. Poincaré déclare que la science prévoit, et c'est parce qu'elle prévoit qu'elle peut être utile et servir de règle d'action. De son côté, le grand physicien Paul Langevin a écrit : "Le but de toute science est l'élaboration de lois de prévisions". Mais les lois cycliques sont des lois statistiques et comparatives et, en tant que telles, sont seulement des lois approchées. Par conséquent, toute prévision ne peut énoncer qu'une probabilité et la seule expression rationnelle qu'on devrait leur donner serait un coefficient de probabilité. Cette cause inévitable d'imprécision et parfois d'erreur tient, répétons-le, à la multiplicité des facteurs cycliques à considérer.

De ce fait, toute prévision est affectée d'une certaine imprécision quant à la définition des faits à attendre, il est donc de toute évidence périlleux de s'aventurer dans la voie de l'énoncé des détails circonstanciels qui accompagnent tel fait ; plus on s'éloigne des grandes lignes, plus les prévisions risquent de devenir aléatoires. Toutefois, nous ne craignons pas, grâce aux ressources de notre technique, de passer des généralités aux circonstances, de tenter d'habiller la conjoncture tracée en épisodes concrets. Au sein d'une prévision de synthèse, même nos erreurs circonstanciellles furent rares.

Bref ; toute prévision embrasse plusieurs possibilités auxquelles correspondent le plus souvent des probabilités inégales qu'il n'est pas toujours aisé d'évaluer.

Les stoïciens disaient que nous naissons au monde acteurs d'une comédie de la vie ; nous n'en avons pas le choix, mais toute latitude nous est laissée pour la bien jouer.

De ce fait, l'équation cyclique comporte nécessairement toute une gamme de

solutions d'emploi et d'usage, expression du libre arbitre de chacun que cerne son coefficient personnel de chance ou de malchance. C'est dire qu'à un moment donné, l'homme-opérateur-praticien devient finalement plus significatif que l'homme-science-théoricien et il est parfois difficile de se faire un bouclier efficace contre un avenir présenté schématiquement et plus ou moins abstraitement.

La notion du facteur Temps Cyclique évoque aussitôt les périodicités naturelles qui ont pour cause première les rouages compliqués de l'immense horlogerie cyclique de l'Univers. D'innombrables phénomènes de périodicités ont été constatés par les savants : arts, morts, saisons, pluies, hivers et étés rigoureux, épidémies, blé, histoire des peuples et des civilisations, dépressions et expansions économiques. Il y a là un terrain de recherches très important dont il sera permis d'espérer des résultats féconds à la condition que, suivant la voie que nous leur avons ouverte, les techniciens de la conjoncture, dans l'application des théories des "répétitions cycliques" ne se limitent plus aux données statistiques dans leurs dissections analytiques.

Les phénomènes cycliques représentent en quelque sorte le bain psychique dans lequel baigne le déterminisme qui doit agir de proche en proche.

- Il est nécessaire d'appliquer la Technique cyclique à des domaines positifs comme l'Economie, la Finance et la Bourse afin de connaître la pesée des influences cycliques sur les phénomènes historiques et dans le but d'être averti des périodes de "vaches maigres" et de "vaches grasses". Mesure-t-on la portée des résultats que l'on pourrait obtenir ? On ne peut méconnaître que les guerres, les révolutions sont, neuf fois sur dix, les conséquences des crises économiques et financières, crises que l'on pourrait étaler, atténuer si les faiseurs de plans tenaient compte des lois cycliques. Il ne faut pas prendre les causes pour des effets, et la théorie hégélienne des oscillations constitue un reflot de ces lois. Si nous paraissions courbés sous le signe de la fatalité, c'est que la fatalité n'est qu'une démonstration de notre ignorance touchant les périodicités, c'est-à-dire les intervalles de temps dans lesquels se manifestent les phases euphoriques ou dépressives dans l'économie générale du monde. Splendide inconséquence que de chercher à dériver par des techniques artificielles dites scientifiques l'évolution normale des cycles d'expansion et de récession. Par les effets de la loi des "chocs en retour", les conséquences en seront graves. Au lieu de s'adapter, on essaye, par ignorance, de décaler les échéances cycliques, ce qui est toujours explosif. Où nous conduira un messianisme économique dont les calculs rigoureux font fi des Lois Cycliques et d'un élément capital mais non chiffrable, l'homme. Une politique anticyclique de longue durée est une erreur monumentale ; c'est pourtant celle de l'époque moderne. A notre avis, l'essentiel de la politique visant au progrès économique doit porter sur l'adaptation aux pressions cycliques et non sur leur refoulement.

La pensée moderne est responsable d'une représentation des faits aussi conventionnelle que superficielle ; elle est responsable d'équations illégitimes basées sur de fausses identités, d'aventureuses extrapolations, d'apparentes analogies qui transforment arbitrairement des phénomènes de simultanéité en rapports de causalité.

Certes, il ne faut pas s'illusionner sur le pouvoir de la connaissance cyclique, mais ses imperfections et ses lacunes pourraient tôt disparaître si on lui donnait seulement les moyens de recherches et d'études dont bénéficient la médecine et la chimie depuis 150 ans.

Ni les fluctuations boursières et économiques, ni les événements sociologiques et politiques ne sont réglés par le "hasard". Le mathématicien M. Bôll a écrit : "Le hasard n'est pas ce qui ne peut pas être prévu, mais simplement ce qui n'a pas été prévu". Avec l'appui de la technique cyclique, les Sciences de Conjoncture pourraient parvenir à une possibilité de connaissance qui confinerait quelquefois à l'absolu et bannir du vocabulaire le mot "hasard".

§ II : LE CALCUL DES PROBABILITES ET LE HASARD

- La notion classique de causalité est liée, à la polarité irréversible du temps. "Dans les conditions où la pensée s'exerce, écrit L. Brunsch-Vicg, la cause est appuyée sur le temps, et à son tour elle appuie le temps". Ce n'est pas par une rencontre fortuite que les phénomènes astronomiques, qui sont à l'origine d'une notion et d'une mesure précises du temps, sont aussi la source des conceptions les plus consistantes de la causalité. "Il n'existait pas avant Newton, écrit Einstein, de résultats fondés sur les faits, qui auraient pu s'appuyer sur la confiance en l'existence d'une causalité physique parfaite.

Ainsi que le fait observer Malebranche, les causes particulières en cascade ne sont pas des causes : il ne peut y avoir "qu'une seule cause qui soit véritablement cause". A. LAMOUCHE (auteur lui-même d'une "Théorie Harmonique" qui fait autorité) ajoutait : "dans l'ignorance où nous nous trouvons de la causalité première, la causalité seconde, dont la science est obligée de se contenter, n'est qu'un pis-aller, un parti-prie d'ignorance de l'absolu, un moyen d'agir plutôt que de connaître. Si le déterminisme est un problème scientifique ou épistémologique, la causalité débouche sur un problème métaphysique".

L'examen des bases du Calcul des probabilités a conduit plusieurs chercheurs (H. Reichenbach, W. Dubielav) à le considérer comme un chapitre de l'arithmétique. Cet aspect de la question est d'une importance capitale pour la théorie exposée ici.

Si la notion de fréquence fait intervenir le mode de composition le plus simple : l'addition, la notion de compensation repose sur le mode de dé-composition le plus simple : la soustraction. Le calcul des probabilités n'est donc autre chose que le développement des lois de composition et de décomposition du nombre dans leur expression opérationnelle la plus simple. Son applicabilité au réel suppose dès lors que celui-ci est régi par les lois du Nombre et par le principe de simplicité relative maximum.

A cette notion de compensation se rattache un principe qui joue un rôle essentiel dans le Calcul des probabilités : la loi des grands nombres.

Mais en fait le calcul des probabilités est une technique commode, mais empirique et superficielle, qui constitue, du point de vue de la théorie exposée ici, une application simplicissime du principe de simplicité. Il ne s'applique qu'à certaines catégories de phénomènes pluraux ou à certains aspects de ces phénomènes. L'objectif principal de la science est bien de réduire le plus possible le nombre des attributs et des lois qui sont à la base des phénomènes. Mais le calcul des probabilités pousse à l'extrême cette tendance, en vidant de tout contenu, non seulement qualitatif, mais même fonctionnel, la réalité physique ; pour n'y laisser subsister que la faculté métrique pure et simple, propre à tout ce qui procède du nombre.

- Quant au "hasard", le hasard n'explique pas que l'univers sans cesse et tout entier se répète, c'est-à-dire qu'il y a dans le monde, un principe d'anti-hasard qui s'impose au hasard et qui le domine. Ce serait peu de dire qu'il y a dans l'univers bon nombre de répétitions pour une part d'imprévu. La vie de l'univers est à base de répétition, c'est le non-hasard qui est la règle... Le grand secret de l'univers est donc cet antihazard, le pourquoi de cette masse de répétitions... Le secret de tous les mouvements de l'univers a bien un sens, qui est un secret d'ordre puisque ces mouvements se répètent ; d'où vient cet ordre ? "Pour ce qui concerne le domaine physicochimique, la théorie harmonique répond : cet antihazard, c'est le principe de simplicité".

Le principal grief qu'on peut faire à l'extension excessive de la notion

de hasard dans la science moderne, c'est que cette extension a amené les savants et les philosophes à se contenter d'une pseudo-explication, en réalité très obscure et procédant d'un empirisme borné. Elle a ainsi paralysé leurs efforts dans la recherche d'un mode de représentation de la structure atomistique de l'univers, qui ait une valeur à la fois plus objective, plus descriptive et plus profondément explicative.

En matière d'applications à la physique du calcul des probabilités, on n'a pas le droit de parler des "lois du hasard", mais des lois du Nombre. On peut parler encore de lois statistiques, mais dans le sens de lois plurales. Et les lois du nombre, telles qu'elles sont mises en oeuvre dans le calcul des probabilités, ne sont qu'un aspect dégénéré de la souplesse et de la puissance de coordination des développements métrico-fonctionnels du nombre. Tel qu'il régit le monde physico-chimique, le nombre n'est pas seulement la multiplicité anonyme qui intervient dans le calcul des probabilités. C'est un nombre articulé sur les réalités physiques de l'espace et du temps, un nombre organisé par le jeu subtil du rythme sur la base du principe de simplicité. Ce nombre organisé en périodicités rythmiques qui interfèrent de proche en proche suivant les lois les plus simples, c'est tout le contraire du hasard et du désordre. C'est l'ordre et l'harmonie par excellence.

Einstein a dit : "Je me refuse à croire que Dieu joue aux dés avec le Cosmos".

*
* *
*

- On doit signaler l'importante confirmation qu'apporte à la Théorie Harmonique une étude de G. BAUDEZ, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, parue (c/o Dunod, éditeur) sous le titre "Le hasard et les causes rythmées". Dès l'introduction, l'auteur déclare : "Le hasard n'est-il qu'une vanité, et les événements étudiés par les probabilistes ne sont-ils aléatoires qu'en apparence?" La théorie exposée dans ce chapitre permet de répondre affirmativement à cette question, car tout en respectant absolument le principe de causalité, elle explique, par le rythme dans les causes, les effets attribués en général au hasard.

Que l'on nous permette de reprendre ici quelques-unes des meilleures pages de G. BAUDEZ données une première fois dans "HORIZON 1983".

"Pour certains, écrit M. G. BAUDEZ, l'univers est soumis aux "lois du hasard", tous les phénomènes, même s'ils ont entre eux les rapports nécessaires qu'étudient la physique, la chimie, la biologie, les sciences naturelles, etc... s'ordonnent dans leurs ensembles suivant ces lois. Ainsi, le hasard, simple conception de l'esprit, devient le principe de l'ordre. La théorie des causes rythmées, en rendant au caractère des événements aléatoires sa vraie valeur, qui est celle d'une "apparence", a pour conséquence immédiate et heureuse de redonner à la notion de cause première toute son importance.

Il ne sera pas toujours aisé de trouver les rythmes de base qui parfois se confondent, mais la théorie proposée peut, dans tous les cas, fournir une explication rationnelle des successions de faits que la théorie du hasard ne peut justifier, si elle n'a recours à la formule : "le hasard n'a ni conscience, ni mémoire".

Voici, d'ailleurs, au sujet du hasard et de ses lois, deux opinions des plus autorisées : Joseph BERTRAND, le grand mathématicien, s'exprime ainsi au début de la préface de son livre "CALCUL DES PROBABILITES" : "Comment oser parler des lois du hasard ? Le hasard n'est-il pas l'antithèse de toute loi ?"

De son côté, M. Paul LEVY écrit : (CALCUL DES PROBABILITES, chapitre III) : "Mais d'abord, qu'est-ce que le Hasard, sinon un nom que nous donnons à notre ignorance lorsqu'elle ne nous permet pas de bien connaître les causes qui déterminent la

réalisation de tel ou tel événement, et l'idée de hasard, n'est-elle pas en contradiction avec l'hypothèse déterministe, d'après laquelle l'état actuel du monde résulte nécessairement de ses états antérieurs, en vertu des lois inflexibles qui ne laissent aucune place au hasard".

Sans doute, "les grands noms de PASCAL, de FERMAT, de HUYGHENS décorent le berceau du calcul des hasards (J. Bertrand, Préface déjà citée), mais peut-on dire que PASCAL ou FERMAT ou HUYGHENS aient vraiment codifié des règles concernant la théorie des probabilités. En tous cas, on peut affirmer, sans crainte de s'avancer trop, que PASCAL, ce grand croyant, aurait rejeté certaines conceptions auxquelles la théorie des probabilités a abouti, et qui font du hasard l'ordonnateur de l'univers.

Nous pensons donc être en droit de chercher une autre explication que le hasard aux faits de nature ; les erreurs et les abus qu'entraîne l'application des principes placés à la base du calcul des probabilités peuvent justifier d'ailleurs cette recherche.

Tant de ces erreurs ont été commises, qu'il a été possible d'accuser la Statistique de "mensonge", voire de "dangereux mensonge", et pis encore. Il serait aisé de donner maints exemples de ces "mensonges".

Si l'on fait appel à la météorologie, quelle série d'impuissances dès qu'il s'agit de prévoir à échéance un peu lointaine, et quels à peu près dans les explications des résultats enregistrés !

Pourquoi les prévisions des statistiques - dont l'honnêteté n'est pas mise en cause - sont-elles si souvent erronées ? Peut-on penser qu'elles soient le fait d'une discipline exacte, et n'est-ce pas uniquement à la méthode employée qu'il faut attribuer les erreurs commises ?

L'utilisation journalière par les compagnies d'Assurances de tables spéciales relatives aux maladies, aux accidents, à l'invalidité, etc... n'est-elle pas le signe indéniable de la croyance générale en une certaine constance dans le retour des mêmes effets, constance qu'explique si bien le rythme dans les causes.

Il apparaît donc clairement que l'assimilation des phénomènes statistiques à des phénomènes aléatoires, nécessaire quand on veut se servir des règles du calcul des probabilités, n'est, en aucun cas, légitime.

Aussi bien, il y a des cas où les causes rythmées interviennent manifestement dans la production des résultats constatés. Toujours, lorsque les nombres sont les éléments de l'étude, et qu'alors on savait voir les causes elles-mêmes, on retrouvera le rythme, et ses conséquences.

Quand les causes sont invisibles, mais nombreuses (erreurs d'observation), la théorie des causes rythmées permet également de justifier les résultats constatés.

Cette même théorie permet d'affirmer l'exactitude de l'hypothèse de GAUSS qui admet pour valeur la plus probable d'une grandeur mesurée la moyenne des nombres trouvés au cours d'un certain nombre d'essais ; cette hypothèse qui sert actuellement de postulat devient une vérité établie, parce qu'elle est une conséquence directe de la théorie.

Enfin, une raison, et non la moindre, en faveur du principe de la régularisation et de l'ordonnement des phénomènes naturels par les causes rythmées, est son caractère de simplicité qui convient à une loi aussi générale.

Parmi les grandes lois naturelles, la loi du rythme prend une place éminente, car son champ d'application les contient toutes et s'étend à l'infini.

Beaucoup de phénomènes dans l'ordre naturel sont rythmés. Le soleil, notre lumière et notre vie, passe tous les jours au zénith de notre demeure ; selon la position qu'il occupe sur l'écliptique et qui, d'ailleurs, est fonction rythmique du temps, les jours s'allongent ou se raccourcissent, les saisons changent.

Notre vie est scandée par le rythme des pulsations artérielles.

Il n'y a donc pas de difficulté à constater l'existence du rythme. Nous ne pouvons, dans cet exposé, expliquer rationnellement les phénomènes de la statistique, au moyen du rythme. Nous nous limiterons donc à un seul cas particulier.

- Il est, en effet, un cas particulier, dans lequel il est très visible que c'est au RYTHME qu'il faut attribuer les effets qu'on attribue au HASARD.

Prenons, par exemple, le problème de la répartition des nombres premiers. Pour ce cas particulier, nous nous contenterons d'étudier la répartition des nombres premiers dans des tranches de 500 nombres pour les nombres compris entre 9.000.000 et 10.000.000.

On connaît le problème qui a été, en particulier, exposé par MONTESSUS DE BALLORE : on partage les nombres compris entre 9.000.000 et 10.000.000 en tranches de 500 nombres, 9.000.001 à 9.000.500, 9.000.501 à 9.001.000, etc... soit en tout 2.000 tranches.

On compte combien il y a de nombres premiers dans chaque tranche. On trouve :

1	tranche	18 nb.pr.	194 tranches	32 nb.pr.
1	"	19	171	33
7	"	20	143	34
9	"	21	111	35
13	"	22	89	36
20	"	23	72	37
46	"	24	54	38
73	"	25	27	39
105	"	26	20	40
130	"	27	11	41
135	"	28	4	42
171	"	29	4	43
177	"	30	2	44
210	"	31		

Le graphique des fréquences affecte sensiblement la forme de la courbe en cloche.

Seulement le hasard, à qui l'on attribue l'effet produit, doit oublier d'obéir à ses lois, pour permettre l'explication.

Or, la probabilité d'amener ou non un nombre premier dans le cas d'un tirage fait parmi le million de nombres allant de 9.000.001 à 10.000.000, est égale au quotient du nombre total des nombres premiers, c'est-à-dire :

$$(x + 31) y = xy + 31 \quad y = 90 + 31 \times 2.000 = 62.090$$

par le nombre 1.000.000, c'est-à-dire qu'elle est 0,062.090.

Cela met en évidence l'incohérence de l'explication et nous permet de dire que le "hasard" en ce cas désobéit aux "lois du hasard", ce qui est difficile à admettre.

Aussi bien, MONTESSUS de BALLORE ne tente aucune justification et se contente d'écrire que "le mot hasard étant pris dans son sens le plus restreint, dans les tranches de 500 nombres de la suite des nombres entiers de 9.000.001 à 10.000.000,

la répartition des nombres premiers est soumise aux lois du hasard".

Nous rejetons cette explication par le hasard et nous verrons que les lois du rythme expliquent tout naturellement et de façon impeccable la distribution constatée.

Tout d'abord, à l'évidence, la répartition est l'effet d'un rythme, rythme qui est loin d'être simple, mais qui est.

En effet, considérons les nombres premiers et, en particulier, ceux qui ont été étudiés dans le traité de MONTESSUS de BALLORE, "PROBABILITES ET STATISTIQUES", c'est-à-dire ceux qui sont compris entre 9.000.001 et 10.000.000.

Sur le tableau complet de ces nombres, nous devons :

- enlever tous les nombres de 2 en 2, opération rythmée,
- enlever tous les nombres de 3 en 3, opération rythmée,
(à l'exception de ceux enlevés déjà par opération rythmée),
- enlever tous les nombres de 5 en 5, opération rythmée
(à l'exception de ceux enlevés déjà par opération rythmée),
- etc...

Le tableau des nombres premiers, résidu laissé après toutes les opérations d'enlèvement obtenu par l'effet d'un ensemble de causes rythmées ; le hasard ne joue absolument aucun rôle dans ces opérations.

Ce n'est pas, par exemple, un nombre sur trois pris au hasard au sens donné en général à ce terme, qui sera enlevé, mais un nombre bien déterminé sur trois.

Nous pourrions donc nous en tenir là, et faire le raisonnement suivant : le rythme, dans la composition du tableau des nombres premiers donne, pour la répartition de ces nombres, les résultats que donnerait le "hasard". Le rythme existe, à n'en pas douter, dans le cas examiné ; le hasard n'y a aucune place.

D'ailleurs, nous sommes dans les conditions requises pour l'application de la théorie du rythme, car les nombres qui expriment les rythmes mis en oeuvre lors de l'enlèvement des nombres non premiers sont premiers entre eux. On voit que c'est là un des cas les plus simples de la manifestation du rythme, et que le phénomène résultant de causes ainsi rythmées est alors certainement distribué suivant la loi de GAUSS.

*
* *
*

- La théorie des causes rythmées ajoute à la théorie du hasard ce qui lui manque, en rendant nécessaire cette apparition d'une constance dans le retour des résultats, et en fournissant la cause.

Peut-on conclure : le hasard est fiction, le rythme est réalité ?

Pour déterminer notre jugement, interrogeons la philosophie. Si le plus grand docteur de l'Eglise, SAINT THOMAS D'AQUIN a pu écrire qu'il est inconcevable "qu'un effet puisse être la résultante d'une suite infinie de cause, chacune étant nécessaire à l'effet produit", c'est qu'il constatait l'impossibilité logique d'enfermer l'infini dans le fini.

L'observation de SAINT-THOMAS postule le rythme. Si l'on se borne en effet - ce qui sera presque toujours suffisant - à examiner les causes principales d'un phénomène qui sont en nombre relativement peu élevé et renfermées chacune entre des limites d'intensité également finies, il est clair qu'une fois épuisées toutes les

combinaisons qu'on peut former prise chacune avec leur intensité possible, on aura atteint la période du rythme.

Il est également clair que la théorie des causes rythmées laisse subsister dans son intégrité le principe de causalité. Les causes obéissent à un rythme, il nous faudra donc chercher, tout d'abord, à déterminer ce rythme, puis, le rythme connu, à connaître les causes, leur effet à chacune, peut-être leurs diverses intensités. C'est là tout autre chose que de laisser au hasard le soin de donner une explication qu'il ne peut fournir. En fait on verra que notre théorie ouvre le champ à des recherches d'une étendue qu'on peut à peine soupçonner d'abord.

Cette théorie est extrêmement étendue et variée, puisqu'elle relie à travers leur apparence aléatoire, les effets à des causes véritables, permettant ainsi de déceler lesdites causes par un procédé absolument nouveau et d'une précision rigoureuse.

En définitive, les deux traits caractéristiques de la loi du rythme sont ceux des lois naturelles : simplicité et généralité. En outre, elle se superpose à toutes les autres lois, et réglant leurs actions diverses, suffit à faire régner l'ordre en toutes choses.

Ainsi apparaît-elle comme marquée du sceau même de Dieu : de vrai, une théorie qui rend à la notion de cause première toute sa valeur, est peut-être de nature à ramener à la foi ceux qu'une science de l'incertain, cherchant l'explication de l'ordre dans le hasard, en avait éloignés.

*

* *

§ III : TOUT EST TOUJOURS A RECOMMENCER-MAIS TOUJOURS TOUT RECOMMENCE

- Que le rythme soit une donnée immédiate du monde et de l'homme il suffit d'ouvrir les yeux pour s'en rendre compte. Nous baignons dans un univers rythmé, en vertu de phénomènes rythmés. Collectivement nos existences semblent obéir à des rythmes, dont les guerres et les crises sont les manifestations les plus frappantes. Il est impossible à la conscience d'échapper à ces "ondulations" dont parlait Léonard de Vinci, à ces grands battements auxquels ceux du cœur font écho, et qui suggéraient à Platon l'idée de la "grande Année" de 760.000 ans et du Retour Eternel.

Le rythme est partout. Les phénomènes astronomiques le rendent évident au moins observateur des hommes: le simple retour du jour et de la nuit, des phases de la lune, des saisons de la Terre, le découvre sans qu'il soit besoin d'en constater les lois dans les jeux exacts des planètes, des comètes ou des fabuleuses galaxies ; mais il est aussi bien -encore que hors de portée de l'homme moyen-dans l'univers d'arcanes où la science force les secrets de la matière, au niveau du milliardième de micron. Chacun de nous l'éprouve dans son propre corps, où l'activité musculaire est si évidemment liée à lui, où les centres nerveux se comportent comme des récepteurs accordés à des ondes de périodes définies, où les phénomènes les plus secrets, ceux qui touchent au mystère de la vie, se révèlent rythmés.

Il est plus étonnant de constater que le groupement humain n'échappe pas à cette loi du rythme. Dans les sociétés les changements de la mode, l'alternance des générations en sont les manifestations frappantes, sans même vouloir évoquer les théories qui assurent que le destin des civilisations se soumet, lui aussi, à des courbes sinusoïdales. En économie, maints doctrinaires ont affirmé l'existence de "crises cycliques", de temps d'euphorie et de dépression se succédant nécessairement.

La présence du rythme est, d'ordinaire, moins évidente quand on passe aux problèmes de l'esprit. On admet, assez confusément, que le rythme est fondamental en musique et en danse, mais quel écrivain ne sait qu'il est sous-jacent à toute littérature, quel artiste ignore que, dans un tableau, un monument, il a ses exigences, celles-là mêmes qu'une grande tradition désigne par le "Nombre d'Or" ? Enfin, dans les plus hautes sphères de la vie spirituelle, les successions d'état de ferveur et de sécheresse, que montre l'exemple des grands mystiques, n'obéissent-elles pas, elles aussi, au rythme ?

Donnée essentielle de l'homme, le rythme n'en est pas moins une des plus mystérieuses. Nous le sentons plus aisément que nous ne le définissons. Du rythme qui conduit l'essentiel de nos actes de vivants, le temps, qui peut donner une définition simple et complète ? Il faut constater le rythme, en fixer tous les caractères avant d'en proposer la moindre formule.

- Il semble parfois que les catégories de l'esprit humain soient vraiment en petit nombre, et que la pensée revienne nécessairement dans des sillages très antiques, non qu'elle le veuille ni même qu'elle s'en rende un compte exact, mais parce que la première image qu'elle avait formée de l'Univers dans ses enfances était comme l'esquisse de celle que lui renverrait beaucoup plus tard une étude approfondie. Et ce n'est pas le moindre intérêt de la notion de rythme de nous renvoyer et nous reporter d'abord aux états les plus anciens de la pensée. Il est possible comme le pensait Ravaiseon dans son mystérieux Testament, que l'ondulation soit la méthode générale de la nature. Toute forme est serpentine, disait aussi Léonard de Vinci, et Léonard, selon Ravaiseon, supposait que "dans chaque manière de serpenter et d'ondoyer se révélait le caractère propre de chaque être". Et Ravaiseon, allant à la limite et comme au foyer du mystère, disait encore que l'ondulation développée par le dédoublement, l'onde qui se soulève et s'abaisse comme par abandon, est par excellence la ligne de la grâce, entendu dans les deux sens ambigus de ce vocable, parce que le second moment de tout rythme et de toute onde figure l'abnégation, l'abandon essentiel à l'amour. C'était vouloir forcer peut-être le secret de la liaison de toutes choses. Et sans doute est-ce indiscret. Les philosophes anciens, à vrai dire, n'ont point été si ambitieux que Ravaiseon, le dernier des prophètes philosophes... Et c'est, pense Mr Jean Guittou, la considération des difficultés de la mesure du temps qui les a conduits à l'idée d'un rythme inscrit dans la structure de l'univers.

Qu'est-ce que le temps ? - Lorsqu'on ne me demande pas de le définir, disait Saint-Augustin, dans les "Confessions", j'ai l'impression de pouvoir le faire aisément ; mais lorsqu'on me le demande et que je m'y efforce, je ne le puis plus. Aussi, les philosophes, pour définir le temps, ont-ils accoutumé de procéder comme à tâtons et par des moyens détournés. La tradition est d'aborder le problème de la nature du temps en cherchant à résoudre celui de la mesure du temps. Si l'on pouvait déterminer par quel artifice nous mesurons le temps, il serait assez facile de dire ce qui reste, quand l'artifice est aboli ; ce résidu serait le temps véritable.

Saint-Augustin se servait d'un exemple héroïque : Josué, remarquait-il avait arrêté le soleil, mais il n'avait pas arrêté le temps. Nous nous contenterons, si vous le voulez, d'une expérience plus familière. Prenons place dans un train de nuit. Le convoi s'arrête à minuit en pleine campagne, au moment du changement d'heure. Quand le train repart, une heure après, il est donc encore minuit. Les voyageurs ont vécu une heure entière qui ne s'était inscrite sur aucune horloge : temps d'assoupissement pour les uns, de plein sommeil pour les autres, d'irritation et d'agacement pour certains, temps d'attente calme pour les sages : en chaque âme, ce temps a sa densité propre, et, si l'on peut dire, sa longueur et sa vitesse originales. Mais le temps qu'arrête le chef de gare sur son horloge, n'est pas le véritable temps. Un compagnon bergeonien, pourrait tenir le discours suivant : "Chacun des voyageurs vit dans un temps qui lui est propre, et si, ayant confisqué les montres, vous organisiez dans le train un plébiscite pour savoir quand l'heure légale a pris fin, vous obtiendriez des résultats très différents, et probablement autant d'heures de

départ qu'il y a de consciences. Pour faire coïncider ensemble toutes ces durées, il a fallu chercher dans la nature un type de mouvement, et c'est ainsi qu'on a fabriqué les horloges. Mais l'horloge, qui mesure le temps, n'a pas de conscience ; elle est un assemblage de mécanismes et par conséquent de matières ; elle n'est pas elle-même dans le temps ; elle est et elle ne peut être que dans l'espace. Qu'est-ce donc en définitive que déterminer l'heure, et par exemple définir qu'il est minuit ? C'est remarquer la coïncidence entre une position de l'aiguille mobile et un trait de l'immobile cadran. Or, une telle coïncidence ne peut exister que dans le coexistant. Peut-être allons-nous tout à l'heure tamponner un autre convoi. Ce serait une catastrophe, c'est-à-dire une coïncidence tragique. Mais toutes les coïncidences sont des croisements de deux séries spatiales. Et certes, il peut exister, il existe même une infinité de coïncidences dans le temps, mais lorsqu'elles ne se doublent pas directement ou par artifice, de coexistences spatiales, ces simultanéités ne sont définissables que pour une conscience supra-temporelle. Que pensait Tibère ou Philon au moment précis où Jésus-Christ expirait ? Dieu seul le sait et Dieu seul peut le savoir. Pour nous contenter de formules grossières, disons donc que le temps de l'horloge, le temps qui se superpose à lui-même, qui se fragmente, se compte, qui se divise et qui se multiplie, le temps des simultanéités scientifiques, celui de Newton, celui surtout des équations de Lorenz ou d'Einstein, n'est pas du temps, mais une sorte de quatrième dimension. Pour plus de clarté encore, cessons même de parler du temps, terme équivoque ; les consciences vivent et c'est dans la durée ; les horloges comptent, mais c'est dans l'espace".

Tel est le discours qu'aurait pu nous tenir ce compagnon que nous supposons nourri de "l'Essai sur les données immédiates de la conscience" et de "Durée et simultanéité".

Ce langage accuse peut-être à l'excès certains des caractères du temps : le temps peut en effet paraître, parmi les essences qualitatives, la seule qu'il ne soit pas vain de mesurer, car la nature l'a douée d'une mesure immanente. L'unité d'espace est artificielle : la preuve en est qu'elle varie avec les frontières des Etats ; l'unité de temps ne l'est pas et le jour d'Adam était notre jour. Le temps de notre système solaire, auquel se rapportent tous les changements sublunaires, a sa mesure en lui parce que les mouvements primordiaux qui nous servent à les compter sont des mouvements périodiques et cycliques. L'astre revient sur lui-même : c'est un fait et nous supposons que sa vitesse est constante, c'est-à-dire qu'il parcourt des espaces égaux en des temps égaux. Sur cette supposition notre science est bâtie ; et, comme notre science réussit, rien ne suppose jusqu'ici que cette supposition soit fautive.

Aristote, dans sa "Physique", avait été sensible au fait que tout mouvement a ses périodes, ses phases, ses retours, et qu'il forme ainsi un nombre. Ce nombre constituait pour lui ce que le sens commun appelle le temps et qu'il définissait "le nombre du mouvement". Nous voici au point même qui nous intéresse spécialement, puisque, dans le temps, nous avons retrouvé le rythme, c'est-à-dire le caractère de tout mouvement qui revient à son point de départ et qui repasse par son origine.

*
* *
*

- Nous ne parlerons pas longuement des rythmes de l'ordre inanimé.

On sait que la science les découvre depuis quelques années dans l'infiniment petit, à l'intérieur de l'atome. Et ce n'est pas un des moindres sujets d'étonnement pour celui qui contemple les transformations de l'image que la science s'est faite de l'univers, de voir combien la notion de rythme tient de place à l'heure présente dans l'étude de la matière. Ce qui semble fonder l'individualité des corps et les distinguer les uns des autres, c'est l'intensité ou le relâchement de leur "fréquence". Chaque corps apparaît donc comme une source de vibrations qui vont rayonner à partir de lui et se transporter en se répétant, beaucoup plus que se déplacer en se mouvant, comme s'il laissait émaner de lui, à la manière des esprits,

quelque influence qui lui ressemble. Or, si dans la représentation que nous nous faisons actuellement du cosmos, la notion de fréquence semble l'emporter sur celle d'énergie (comme celle-ci jadis l'emporta sur celle, plus grosse encore, de matière",) c'est sans doute que dans son fond l'élément au-delà de quoi on ne peut plus remonter est d'essence rythmique, sorte de chiffre qui se prononce et se diffuse dans l'espace-temps. Et, dans ces conditions, on voit aussi s'altérer les concepts qui nous servaient à figurer les relations ; car, l'action des éléments d'univers les uns sur les autres n'est plus représentée par une causalité nécessaire de l'un sur l'autre, mais plutôt par un accord de leur rythme et de leur résonance.

Les rythmes astronomiques dans l'infiniment grand ont l'avantage de pouvoir être contrôlés partout un chacun. Il est même curieux de constater comme la nature humaine est dépendante des rythmes astraux et en particulier de ceux du rythme solaire. Que l'on songe à cette alternance des jours et des nuits qui pourrait n'être qu'un découpage et qu'un objet de raison, si notre système nerveux n'y trouvait cette mystérieuse détente du sommeil, qui n'est peut-être susceptible que d'une explication métaphysique. Que l'on songe surtout à ce retour des saisons, à cette vie de la plante qui meurt et ressuscite, comme si elle était esclave des conjonctures astronomiques, comme si elle devait rappeler au géomètre, par l'étalage des couleurs et l'insinuation des parfums, qu'un astre se retrouve infiniment loin, au même point sur son orbite.

Nous insisterons davantage sur les rythmes propres à la vie.

Remarquons que nous pouvons supposer un monde semblable au nôtre dans lequel il n'y aurait pas de périodes astrales. Il suffit d'imaginer deux astres qui resteraient toujours dans le même rapport : tel est peut-être le cas si commun des étoiles doubles. Mais nous ne pouvons concevoir un être vivant qui ne soit pas soumis au rythme.

La vie ne peut durer qu'en changeant de demeure, qu'en passant d'un être à un être, d'un corps à un corps. Or, examinons ce qu'exige un tel changement. Il suppose d'abord qu'à un certain moment, l'être vivant transporte soit en lui-même, soit plus généralement hors de lui-même, quelque chose de sa propre substance, qui deviendra le germe d'un autre être. Mais alors, ce nouveau vivant va prendre son origine sous une forme réduite, imparfaite et larvée ; il ne pourra échapper à la corruption que par un silencieux accroissement : il va grandir. Et, d'autre part, l'être qui lui a donné naissance s'est appauvri dans la génération de quelque principe essentiel ; parfois (c'est le cas de certains insectes), il meurt dans cet acte même ; à tout le moins, dans les espèces supérieures nous le voyons se prolonger, se répéter et, pour ainsi dire, se survivre. Il faut donc que l'être commence par un état embryonnaire, qu'il arrive à son apogée, puis qu'il décline. Il le faut pour que la vie se transmette.

La nature créant la vie, devait l'asservir à la loi des âges, c'est-à-dire au rythme de la naissance, de la croissance et de la mort. Mais, à l'intérieur de ces limites, il était possible qu'elle diminuât la part des mouvements rythmiques. Il semble au contraire qu'elle ait voulu l'augmenter en la compliquant : plus l'être s'élève, plus il sera soumis à des rythmes variés, complémentaires et opposés, comme si l'artiste souverain se plaisait plus à écouter la vibration affairée des battements de la vie que l'harmonie sereine des sphères célestes.

Tout est toujours à recommencer. Mais toujours tout recommence.

Toujours ? Non, nous le sentons bien. Le rythme de la vie ne recommence pas toujours. Et c'est ce point qui va nous éclairer ?

Le rythme, disions-nous, est une alternance ; c'est, pour l'observateur, le même qui revient après l'autre ; c'est, en soi et intérieurement, le passage du même à l'autre et de l'autre au même. Or, dans les manifestations de la vie, nous sommes amenés à remarquer que le retour n'est qu'apparent, qu'il ne se fait pas indéfiniment, et surtout ne se fait jamais de la même manière. La dissolution qui se manifeste dans

l'être vivant après la maturité n'est pas un retour aux formes primitives, comme Platon l'avait rêvé dans le mythe du "Politique", et les vieillards ne rajeunissent pas. Dira-t-on qu'ils retrouvent parfois l'insouciance de l'enfance ? Il est vrai. Mais ils ressemblent alors aux enfants comme un tas de sable ressemble à un tas de blé, comme un résidu ressemble à un germe. C'est une enfance sans cette promesse, qui est l'essence du jeune âge, une enfance qui ne montera pas, une enfance où l'on tombe et pour ne plus se relever.

Il importe maintenant d'examiner le rythme non plus dans la nature et dans la vie, mais dans la conscience. Là seulement nous aurons chance de la comprendre dans son intérieur même ; car les rythmes de la vie, même les plus intimes, telles les pulsations du cœur, nous les sentons en nous comme quelque chose d'intime et d'étranger, "nous ne les sommes pas". Si "nous les étions", la douleur physique se confondrait avec la douleur morale.

Nous trouvons d'abord dans notre conscience, miroir mobile de l'univers plus mobile encore, un reflet et un contre-coup de plusieurs rythmes cosmiques.

Mais l'esprit, pour sa vivacité, sa subtilité, son élan, ne dépend-il pas aussi du cours des saisons ? ainsi que l'écrivait MAINE de BIRAN.

Nous voudrions maintenant parler d'un rythme aussi différent des rythmes cosmiques et vitaux que ces rythmes différents entre eux : le rythme de notre vie spirituelle et de notre histoire.

Ces rythmes historiques ne sont pas cycliques ; ils ne présentent même pas l'allure de la sinusoïde, malgré la tentation constante que nous apporte le langage. On entend parler du néoplatonisme, du néo-thomisme ; on entend comparer le fascisme à l'impérialisme français ou au césarisme romain. Serait-ce que la même doctrine se répète ? En réalité, les idées ne reparaissent jamais de la même manière, ou plutôt ce ne sont jamais exactement les mêmes idées, les mêmes doctrines ; les analogies n'existent que pour nous inviter à remarquer des différences essentielles.

Quand il s'agit d'une grande idée ou d'un grand amour, il nous semble même que nous n'avons jamais cessé de concevoir ou d'aimer ; nos découvertes nous paraissent comme déjà faites, nos alliances comme déjà formées, comme si nos convictions et nos choix s'étaient produites dans une autre durée et que nous ne fassions ici-bas que nous ressouvenir : n'est-ce pas le sens de cette doctrine de la réminiscence auquel le grand Platon s'est attaché ?

Pour comprendre ce rythme propre à la conscience, on voit donc où il s'agirait de fixer l'attention. Il faudrait essayer de saisir un sentiment dans la première phase de son rythme, dans son commencement, dans son origine, ou plus précisément encore au moment de son émergence dans la zone de la conscience claire, et il faudrait encore le suivre dans ses recommencements, dans ses apparitions et ses figures successives.

C'est ainsi que le rythme propre à nos états de conscience est unique en son genre. Au début, ces oscillations étaient accordées aux battements de la vie, comme ceux-ci sont accordés aux périodes de l'univers. Finalement, il rappellerait plutôt, si on voulait à toute force le comparer, ces rythmes de l'art, qui nous permettent de faire participer à une même perception dans une durée plus ramassée, plus spirituelle, plus haute enfin, les aspects multiples d'un beau spectacle, ou d'un développement dramatique.

Nous entendons bien ce que certains vont dire ici et avec raison : "Les rythmes de la conscience que vous envisagez sont extrêmement rares et combien peu les ont connus !" Mais nous n'avons jamais cru que cette marche caractérisât également tous nos jugements, toutes nos opinions et tous nos attachements. Tout au contraire, nous pensons que -si nous sommes tous appelés à ce développement spirituel, au moins dans l'ordre moral- peu de nous, par notre faute, ou, si l'on préfère, par l'accumu-

lation de nos négligences, peu de nous acceptent d'être élus. Il est si tentant de laisser prédominer en soi les rythmes de la nature et de la vie !

Peut-on s'élever plus haut et expliquer pourquoi les choses et les êtres sont soumis à cette loi des rythmes qui fait du cosmos et de l'histoire, selon un mot de Saint-Augustin que Paul Claudel aimait à citer "quasi magnum carmen ineffabilis modula toris" ; Mais on ne peut se contenter de considérations tirées de la beauté, qui est en toutes choses une sorte de surcroît et comme une irradiation silencieuse de l'ordre. Il s'agit donc de deviner s'il n'y avait pas un intérêt mécanique, un bon usage des forces et une secrète économie dans cette soumission du cosmos à la reprise, à la réitération et à la fréquence. Il est probable, répondrons-nous, qu'un changement est rythmé, lorsque l'impulsion initiale doit composer une résistance, disons lorsque la forme efficiente doit s'accorder avec une matière ou une inertie : alors l'arrêt, la reprise et le retour permettent à l'énergie originelle de se reconstituer pour un nouveau départ.

Et peut-être le temps, comme le présentait M. L. Lavelle, nous présente-t-il le type de tous développements, se scindant sans cesse dans nos consciences en ces périodes ramassées faites d'un avenir immédiat, d'un passage et d'un passé et que nous appelons des "présents". La pensée pure et contemplative, l'extase, l'activité inventive, l'éveil, certains plaisirs offrent à l'homme ces présents improbables dans lesquels il prend conscience de cette vibration intemporelle où le rythme se suspend ou plutôt se contracte ; et aussi, comme nous l'avons dit précédemment, ces stades connus des mystiques où l'amour, après les enfances, les crises et les maturations, s'est accompli et cesse d'être conscient, car son rythme est fait alors d'un renouvellement immobile. Mais, bien loin que l'existence des rythmes soit pour nous la preuve de l'éternité du mouvement et de l'être, nous y verrions volontiers la marque de leur finitude. C'est, disions-nous, parce que le mouvement cosmique, vital ou spirituel, ne dispose que d'une énergie limitée, qu'il adopte le divin artifice du rythme, afin de se maintenir, et peut-être de se dépasser, comme le suggérait Pascal lorsqu'il écrivait, parlant de la nature : "Elle passe et revient, puis va deux fois plus loin, puis deux fois moins, puis plus que jamais...". Mais ces "plus que jamais" ne seront jamais que des paroxysmes qui épuisent l'effort de nature. Celui qui, placé au-dessus de tout, écouterait la cadence des rythmes, verrait plutôt qu'ils s'amortissent, et qu'ils tendent à l'identité. Et, peut-être, s'il existe deux sortes de rythmes, est-ce parce qu'il y a deux genres d'identité, dont l'une qui est la réitération, caractérise la matière, et dont l'autre qui est reprise et renouvellement, est d'Esprit ?

*
* *
*

§ IV : LES COUPES DE L'ESPACE ET DU TEMPS

- L'humanité est "vivante". Et la vie impose la notion de cycle et de rythme, donc celle d'un temps qui, de subjectif, devient pour nous objectif. La définition n'importe plus, puisque nous avons la "sensation" d'un temps réel. Seule, l'apparente réalité doit nous guider, sinon toute vie deviendrait impossible. Le moment est donc venu de distinguer les quatre sortes de temps auxquelles nous sommes soumis : le temps sidéral (celui de l'univers) ; le temps terrestre (celui de l'évolution de notre planète) ; le temps humain (celui de la collectivité humaine), et le temps individuel (celui de l'Homme).

Or, chacun sait que le temps ne peut être objectivé (ou "sentir et compris" comme existant) qu'en fonction d'une succession d'événements "jalons" qui permettent d'apprécier ce que l'on peut appeler les "tranches" de temps : la durée. Si aucun fait, si aucun phénomène ne tient lieu de "départ" et "d'arrivée" ; si nul point de référence ne peut être situé par rapport à un autre point qui lui est relatif, aucune sensation de durée ne pourra naître. Pensons à un univers vide, un univers dans lequel

aucun phénomène ne se passe, dans lequel "aucun" fait ne peut être relevé, un "univers immobile".

Quelques instants de réflexion montrent que, dans un tel univers (inconcevable pour nous), le temps, et son complémentaire co-existant l'espace, n'existeraient pas.

Un événement, quel qu'il soit, impose donc les notions de mouvement et de changement, d'où nécessité "de droite" à cette dualité qui hante non seulement les philosophes, mais les mathématiciens : le temps et l'espace, dualité depuis peu devenue l'unité mathématique "espace-temps".

- C'est le Nombre qui établit la liaison et la relation entre les Cycles de "temps solaires" et les Cycles de "temps lunaires" : certains nombres spatiaux permettent de fixer le temps par rapport à l'espace et réciproquement, et d'établir ainsi une relation fondamentale entre une catégorie non tangible (le temps) et une catégorie perceptible (l'espace). Ce ne peut être qu'en raison d'un déterminisme numéral et géométrique que l'Histoire peut rendre compte du passé et de l'avenir, et ce dans tous les domaines.

Tout phénomène ou événement a un cycle (une certaine longueur) et un rythme (une certaine vitesse de développement) inscrits dans son origine. Une image fera mieux saisir ce que nous voulons exprimer. Le trajet d'une rivière, c'est son cycle ; la vitesse à laquelle elle coule est son rythme et ces deux aspects du mouvement sont établis par la configuration du terrain imposé à sa source. Ce "terrain imposé" sur lequel se calculent les prévisions rythmologiques, est déterminé par les champs magnétiques : géolunaire et sidéral, et leur configuration fixe le point de départ des cycles obéissant à l'influence solaire et à ses périodicités.

En quelque sorte nous devrions concevoir un espace-temps sidéral qui symbolise le champ magnétique permanent du Soleil par rapport au mouvement de translation de la Terre ; un espace-temps géolunaire qui symbolise l'attraction du Soleil sur la masse Terre-Lune et un Espace-Temps tellurique qui symbolise l'axe d'attraction solaire par rapport à la masse géolunaire. On voit la complexité des calculs et des enchaînements rythmologiques.

Nous avons d'ailleurs des motifs de supposer que le problème de l'Espace-Temps ne peut être dissocié de l'observation que les deux axes du système Soleil-Terre sont parfaitement rythmés sur les deux axes du système Terre Lune. En quelque sorte il existerait un temps galactique intercepté et transformé par l'axe central du système solaire le temps solaire serait happé et transformé par les antennes lunaires puis reçu par les antennes terrestres, pour devenir le "temps apparent" de notre Terre. Temps solaire, lunaire et terrestre émaneraient en quelque sorte d'une infinité de combinaisons magnétiques. Nous nous devons, en outre, d'affirmer que dans notre ère les temps devraient se compter en années lunaires (de 354 jours) rigoureuses, car ce sont les années de l'énergie lunaire dans l'énergie solaire.

- Le secret à percer, ce sont les enroulements des "durées", lesquelles répondent à une loi de spirale rythmologique, c'est-à-dire que chaque vague de durée découle de la précédente et donne naissance à une nouvelle vague. C'est ainsi que l'impulsion magnétique solaire fait le tour de la sphère terrestre en trois vagues, la deuxième ayant une énergie diminuée d'un tiers par rapport à la première et la troisième d'autant par rapport à la deuxième vague.

Si nous appliquons ce rapport de nature astronomique à la décomposition du nombre 100, nous aurons 45-67-100 ; de 45 à 67 écart 22 ans, de 67 à 100 écart 33 ans. Trente-trois ans, c'est ce que l'on nomme le cycle des "générations sociales". Tous les 33 ans, le Soleil revient au même jour et à la même heure au même point du Zodiaque, et 33 est un multiple de 11, rythme moyen de l'activité solaire qui se situe entre 10,9 et 11,5. La même décomposition appliquée à partir de 100, donne 133 et 177 ;

les écarts sont de 33 et 44, de total 77 ; $77 \times 7 = 539$ ou Saison Cosmique ; et $539 + 1$ faisant 540, par $540 \times 5 = 2.160$ et 2.160×12 , nous retrouvons le Nombre prééminent 25.920 !!!

L'astronomie nous ouvre les portes du fabuleux temps sidéral. Quand nous cherchons des jalons-références facilement situables sur cette ligne idéale qui devienne pour nous objective, il n'en est pas de meilleure et de plus sûre qui coïncident avec le point vernal, cette réalité astronomique qui est chacun le sait, le retour à un même point de l'écliptique de l'axe précessionnel des équinoxes toutes les 25920 années, valeur temporelle en présence d'une valeur spatiale qui est la ligne écliptique. Nous appelons cette durée "le temps cosmique" pour fixer les idées et cet espace "l'espace cosmique".



- Etrange monde que celui dans lequel nous vivons ! étrange univers dont la structure est électro-magnétique et l'harmonie, numérique.

La terre tourne sur elle-même, et ce sera notre temps quotidien ; sa rotation autour du soleil sera le temps de notre vie ; une longue période de l'histoire de l'homme sera le temps de l'humanité collective ; la succession des ères géologiques sera le temps terrestre ; enfin, la ronde des phénomènes sidéraux sera le temps cosmique.

La vie, notre vie, passe au rythme du temps physiologique, et notre pensée suivra ses propres cycles psychologiques. Dans notre propre corps, sur lequel nous n'avons qu'une bien faible influence, notre cœur battra son rythme jusqu'à notre dernière heure et, chaque septénaire, les cellules de notre organisme se renouvelleront...

Chaque "coupe" d'espace-temps, par sa situation dans un système cyclique, peut -et doit- porter un numéro d'ordre qui définit ses composantes faites d'une somme d'attributs positifs ou négatifs, actifs ou passifs, constructeurs ou destructeurs, dynamiques ou statiques. Le Nombre qui caractérise cette "coupe" (ou ce secteur) symbolise d'une manière très significative ses activités, sans que soient annihilées ses relations avec les autres portions d'espace-temps auxquelles ce secteur est relié, non seulement par voisinage mais aussi par analogie numérique. Il exprime des "états" avec une exactitude comparable à celle d'une formule chimique par exemple.

Il faut remarquer que toute durée, tout cycle qui commence ou finit, marque une étape sur la ligne espace-temps et implique l'annulation des variables pour ne laisser que des fonctions seulement agissantes pour les créations nouvelles dont elles deviennent une des coordonnées. La Loi de cause à effet trouve ici sa pleine expression. Une phase cyclique ou rythmique est un retour périodique à un phénomène de même ordre. C'est une pulsation qui reproduit une manifestation analogue (mais non identique) à celle qui l'a précédée dans le système considéré.

Ainsi, à travers les ères, les périodes, les siècles et les années, une propagation rythmique organise les êtres, les collectivités humaines et animales, les plantes et même la matière inanimée. L'enfant qui naît est un aboutissement et un recommencement. Nous pouvons également le comparer à une pulsation reliée à l'immense chaîne de toutes les pulsations de l'univers. C'est un "instant d'univers" qui s'humanise dans les différentes sortes de temps. C'est un fragment de la Vie universelle, une petite parcelle de vie temporairement individualisée.

L'année fut toujours reconnue comme un cycle doué d'une puissance effective indiscutable. Et cela s'explique par l'éternel recommencement des rythmes saisonniers qui ne sont que la manifestation des phénomènes cyclique du couple soleil-terre. Un

groupe d'années ouvre une période qui devient active car, en outre de ses correspondances avec les pulsations solaires, ce groupe est placé sous des indices numériques qui le différencient des autres groupes.

Dans les hôpitaux (ces milieux pourtant homogènes), dans les statistiques criminologiques, météorologiques, démographiques, biologiques, historiques, physiques, chimiques, on trouve la Loi des séries qui met en évidence la suprématie cyclique, simple ou complexe. Ces cycles sont de suites, admirablement réglées, de nombres spécifiques qui, sans interruption, s'enchaînent depuis le premier, jusqu'au dernier, pour retourner au premier. Ils régissent l'univers entier. Rien, ni nul n'y échappe : nébuleuse, amas stellaire, système planétaire, rythme biologique vital, rythme morphologique, sexuel, héréditaire, psychologique, rythmes physiques et physico-chimiques, rythmes des périodicités géologiques (marines, magnétiques, telluriques, etc...) ; cycles de la vie et de la mort (naissance, destruction, retour sous d'autres formes des éléments constitutifs...) ; rythmes particuliers à certaines formations stellaires ; évolution des étoiles, cycles des taches solaires (et leur action sur les êtres vivants), pulsations des Novae, cycles de reproduction des micro-organismes et tant d'autres !

La Vie est Une, parce que le Principe de l'Univers est Un.

/ LES REPERES DU TEMPS :/

- Le temps, lorsque nous l'apprécions avec une grande rigueur nous montre l'instabilité de ses repères. Lorsque nous parlons en heures, minutes ou secondes, nous croyons énoncer quelque chose de stable, d'immuable, et cependant, ces repères ne sont tels que pour des époques déterminées. La Terre ralentit son mouvement chaque année d'une manière appréciable. (1)

Les nombres sont évidemment très petits, mais si l'on compte en mégasiècles, ils ont leur importance. Lorsque la Terre expulsa la lune, il y a environ trente mégasiècles elle tournait quatre ou cinq fois plus vite qu'actuellement. Ce qui fait que les heures se rapportant à la rotation terrestre étaient quatre ou cinq fois plus courtes que celles que nous connaissons (en divisant les jours comme actuellement). (2)

Ceci souligne l'instabilité des moyens d'appréciation, lesquels ne peuvent se rapporter qu'à un instant déterminé. Ces notions étaient nécessaires pour la compréhension de ce qu'on nomme "LE TEMPS".

Nous, humains, avons pris pour base quelque chose à la portée de notre compréhension : la rotation de la terre. C'est une mesure humaine. Mais, cette rotation n'est que ce qu'elle nous apparaît ; elle représente, pour l'homme, la succession des apparitions de la lumière solaire sur la Terre. (Or, la Terre décrit une ellipse autour du soleil en un an environ ; ce qui fait que le nombre de rotations par rapport à un point fixe extérieur à cette ellipse contient en réalité un jour de plus ; cela a conduit les astronomes à se repérer au moyen d'un temps sidéral, extérieur en somme au système solaire, utile pour les commodités de leurs calculs. C'est pourquoi dans un observatoire, les pendules semblent marquer des heures fantaisistes, puisqu'elles décomptent en heures sidérales).

Sur notre Terre même, il y a donc plusieurs manières de mesurer le temps. D'abord le temps scientifique (précis puisqu'il se réfère aux astres), puis le temps usuel, ce dernier subissant des différences très marquées d'appréciation selon les religions et les lieux... (par exemple le calendrier russe n'est pas le même que le ca-

(1) Ce ralentissement est de 420 microsecondes par jour, soit une seconde tous les sept ans environ (Lucien Rudeaux. La Terre et son Histoire).

(2) Jean Granier. La Mesure du Temps, précise que -le jour terrestre était donc d'environ six heures et par conséquent si le jour avait été alors divisé en vingt-quatre heures, chaque heure aurait valu environ quinze de nos minutes. Il arrivera donc un jour où les hommes auront à compter avec des heures deux fois plus longues qu'actuellement.

lendrier grégorien)... sans qu'évidemment, l'homme puisse obliger Dieu à se conformer à un système ou à un autre. Ensuite le temps sidéral considéré comme absolu puisqu'il se réfère à l'ensemble de l'Univers en théorie. Il suppose un observateur concluant au sein d'un amas d'étoiles immobiles.

Nous ne ferons mention que d'une manière fortuite et sommaire des théories einsteiniennes..

Les théories einsteiniennes ne concernent du reste pas que le temps : elles lient le temps et l'espace dans certaines conditions.

Il faut que nous tenions compte, dans cette analyse, des idées ayant actuellement cours dans les milieux spécialisés. Mentionnons donc le temps physiologique des médecins, -(Celui-ci est simplement relatif à la manière dont un corps humain se comporte devant les accidents ou les incidents se rapportant à la physiologie. Par exemple une plaie se referme plus vite chez un enfant que chez un vieillard. D'autre part, des gens subissent une usure des organes plus rapide que d'autres au même âge)-, et le temps psychologique de Bergson -(Le temps n'a pas la même valeur chez un enfant que chez un adulte. Chez ce dernier, il passe plus vite, ou semble tel)-.

- Ce que nous venons d'exposer concerne le temps vu par les hommes. Ce sont des conceptions humaines, des efforts pour s'intégrer, dans le temps avec le plus d'exactitude possible. Mais, ce n'est pas le temps réel.

Tout ayant été créé par Dieu, y a-t-il quelque chose qui ne soit pas divin ? Et cependant, nous ne sommes pas sûrs que le temps n'existait pas avant Lui. Le temps est quelque chose d'un peu incompréhensible. Si des repères nous indiquent les secondes, les années, les siècles, il est difficile de s'imaginer ce qui a toujours existé, comme le temps, et qui ne finira jamais, comme le temps, encore. C'est un élément impalpable et comme l'a si bien dit Lucrèce dans l'exposition de la doctrine épicurienne :

"Le temps n'existe pas par lui-même, mais par les objectifs sensibles seuls, dont résulte la notion de passé, de présent, d'avenir. On ne peut concevoir le temps en soi, indépendamment du mouvement ou du repos des choses".

C'est juste ; si rien n'existait, nous ne pourrions mesurer le temps et cependant, nous pourrions peut-être tout de même le trouver long et être gagné par l'ennui, à condition bien entendu que rien n'existât, sauf nous.

Evidemment, les efforts des hommes consistent surtout actuellement à essayer de mesurer le temps par des repères de plus en plus précis. Cependant, nous savons que sur Terre tout est "Maya" selon les conceptions hindoues. Si les repères sont faux, le raisonnement l'est également.

Supposons... que la vie de l'homme devienne 20 fois plus longue, que les appareils de mesure se mettent à marcher vingt fois plus lentement... que la croissance et les phénomènes de la vie, les gestes, etc... se mettent à être vingt fois plus lents... enfin, etc... Eh bien, nous ne nous apercevons de rien du tout, ou plutôt, si l'ennui nous gagnait, nous ne pourrions pas apercevoir pourquoi avec les instruments dont nous disposerions. Les savants mesurent le temps avec leurs instruments, par rapport à des repères qu'ils considèrent doués d'une certaine fixité, alors que l'Univers entier est en mouvement. Nous jugeons en hommes, avec nos appréciations terrestres. Or, ces appréciations sont forcément différentes selon la position de l'observateur, puisque si la Terre tourne en un an autour du soleil, et en vingt-quatre heures sur elle-même, selon que l'observateur sera placé sur un autre astre du système solaire, d'autres unités pourront être employées. Aussi une année ou un jour n'ont plus le même signification si l'on parle à l'échelle de Neptune (164 ans) ou selon le langage terrestre.

La Terre, nous le savons, n'occupe pas une place privilégiée dans l'univers ; elle n'est qu'un des petits satellites d'une étoile, et encore pas d'une des plus grosses étoiles. Le soleil, dont la grosseur apparente n'est due qu'à son peu d'éloignement de la Terre. (L'étoile la plus rapprochée de la Terre est environ cent quatre vingt mille fois plus loin).

Dieu, par conséquent, ou un des grands Êtres qui dirigent l'univers, n'ont

pas de raisons d'employer plutôt l'année terrestre, pour leurs décomptes, s'ils en ont à opérer, que l'année lunaire, martienne ou toute autre mesure à leur convenance.

De quelle façon DIEU peut-il concevoir ce même temps ? ou plus exactement quelle base d'appréciation peut-il être tenté d'employer ? Voilà un problème bien ardu à résoudre.

Comment DIEU alors, jugerait-il le temps ? en contemplant cette immense roue en giration variable, regardant au sein d'elle des systèmes multiples en mouvements divers et parfois contradictoires ? C'est le point d'interrogation insoluble aux humains qui ne peuvent juger que dans les limites citées plus haut : le temps n'existe pas par lui-même, mais par les objets sensibles seuls dont résulte la notion de passé, de présent, d'avenir.

Et cependant, malgré cette affirmation, le temps existe par lui-même : ce sont les hommes qui ont besoin des objets sensibles pour le rendre tangible. En dehors d'eux, le temps se déroule quand même irrémédiable et irréversible.

Le temps est aussi incompréhensible que l'espace. Comment se figurer l'espace ? Nous pouvons supposer, par la pensée, que nous nous transportons aux confins de notre galaxie. Là, nous sauterons sur la galaxie la plus proche, puis sur l'autre encore, et ainsi de suite, et en supposant que nous puissions trouver un jour la fin de tous ces amas d'étoiles, il y aura encore des espaces qui pourront en contenir autant, puis davantage et peupler éternellement tous les endroits où nous pourrions aller. C'est l'espace, toujours l'espace, occupé ou non. Que nous nous le figurions ou que cela dépasse notre entendement, il existe partout et toujours. Il en est de même du temps : il existe formellement, qu'il échappe ou non à nos conceptions et il est indépendant des mesures dans lesquelles nous essayons de l'enfermer.

/ LES CARACTERES DU TEMPS :/

- Le mot "Rythme" a le sens d'écoulement, et donc de proportion dans l'écoulement ; cette proportion ne peut s'établir qu'en fonction de l'égalité exactement de même que la projection dans la segmentation graphique. Il s'agit donc dans toute étude d'un phénomène rythmique ou cyclique, d'établir les éléments permettant ce découpage du temps. Dans chacun de nos ouvrages, nous ne manquons pas de faire connaître une part de nos techniques.

De toutes les considérations que l'on peut émettre sur le temps, une vue simple mais vivante nous apprend que l'action temporelle ne peut s'organiser que par "cette image éternelle qui progresse suivant la loi des Nombres", que seule la discontinuité permet en ses quanta rythmés, d'insuffler, de restituer, de transmettre notre vie. Pour prendre l'exemple le plus simple, l'année n'est pas faite d'un nombre plein de jours : nous avons ici encore le phénomène constant de la discontinuité.

Allons plus loin : le Rythme, en fait, est hors du temps ; c'est nous qui le temporalisons. Ce problème fut toujours et ne pouvait être pris qu'à l'envers. Le Rythme est souverain et le Temps est son fils. Penser le contraire est prendre la Dérivée pour l'Intégrale.

Et voici la Relativité qui a retenti et qui vient de réinventer le monde. A l'Univers à trois dimensions, elle incorpore un quatrième terme d'une nature hétérogène. Par ce quatrième terme, ne touchons-nous pas au quaternaire, suprême arcane de toutes les Traditions ?

Que l'on nous permette ici de citer la vue magistrale de R. AUCLAIR dans "LE LIVRE DES CYCLES" (Ed. Portes de France) :

- "Or, dans le monde, l'Espace- et ses trois dimensions telles que, naguère encore, nous les considérons-constitue proprement le Ternaire. Avec le Temps, ce quatrième facteur d'une tout autre essence que la Longueur, la Largeur et la Profondeur, le Quaternaire est rétabli. Et ce n'est pas ce qui milite le moins en faveur du bien-fondé et de l'excellence des théories nouvelles de la Relativité, laquelle, pour la première fois, introduit dans l'univers spéculatif et rend sensible dans ses attendus, le principe transcendantal du Quaternaire, base absolue de toute Manifestation. Et ceci,

qui est admirable, ne résulte point d'une hypothèse traditionnelle que l'on eût voulu justifier a posteriori, mais découle de phénomènes observés et s'inscrit dans les démarches très précises de l'empirisme contemporain."

....."Dans le "continuum" Espace-Temps de la Relativité, le Temps, ce quatrième terme, ne s'unit point aux trois autres de la même, simple et immédiate manière qu'ils s'unissent entre eux pour engendrer la Surface et le Volume ; le Temps ne se combine point avec l'Espace ; et pourtant, ensemble, ils s'organisent de telle sorte qu'ils sont l'un à l'autre inséparables.

Il en est de même dans la Matière dont le quatrième Élément, le Feu, quoique compénétrant intimement le Ternaire élémentaire (Terre, Eau, Air) ne se comporte point avec les Éléments du Ternaire de la même façon que la Terre, l'Eau et l'Air se comportent entre eux.

Quant au Ternaire, il n'est rien d'autre que, littéralement, le Chaos biblique, la puissance négative des trois futurs états de la Matière."

Enfin, R. AUCLAIR relève : "L'idée fausse que la somme de ce que nous nommons le Temps constitue l'Eternité se retrouve, pour l'Espace, chez ceux-là qui croient que l'Espace est composé d'étendues infinies auxquelles, et si vastes qu'on les pose, on peut toujours, et impunément, et éternellement ajouter.

Outre, donc, le rétablissement traditionnel de la double et conjointe nécessité du Ternaire et du Quaternaire dans le principe et dans le fondement de la réalité contingente, ce n'est pas un moindre mérite, à l'actif de la Relativité, que d'avoir, scientifiquement, démontré l'urgence d'un Univers fini. Voici bien le gage que nous touchons, là, enfin, à la grande vérité de l'expression ad extra. Et ce n'est point assez qu'il soit fini, cet Univers est courbe, refermé sur lui-même et ignorant de la ligne droite, cette monstruosité.

Il peut bien d'ailleurs, sans que cela nuise à notre propos, exister un nombre prodigieux d'univers comparables à notre Galaxie - non point une infinité - mais tous ces univers ne sont que des flots dans le seul et unique Univers. Tous sont des cellules vivantes dans le Corps du Macrocosme."

- De son côté, dans ATLANTIS N° 241, Mr. Jean PHAURE, souligne excellemment que "-Rejoignant en cela certains aspects de la tradition métaphysique on sait que les sciences contemporaines nous ont accoutumés depuis un demi-siècle, à la suite d'Albert Einstein entre autres, de considérer le Temps comme constituant la "quatrième dimension". On peut donc dire que c'est dans ces quatre dimensions, dans ce "continuum espace-temps" que s'organise et que s'insère la totalité du monde manifesté... Il est donc naturel que dans cette optique les phénomènes temporels puissent être classés comme les phénomènes spatiaux selon qu'ils participent plus ou moins du principe qualificatif ou du principe quantitatif (étant bien entendu que tout phénomène, dans notre monde du "mélange" participe à la fois de l'absence dans sa forme et de la substance dans sa matière, et que qualité pure et quantité pure, ne sont envisageables qu'en esprit).

On aperçoit par là même que, sans le secours de notre expérience ou de notre intuition, la logique la plus rigoureuse nous amène à considérer l'existence d'un Temps "sacré" ou "qualifié" parallèle à l'Espace sacré ou qualifié, auquel nous faisons allusion dans nos premières lignes. Et c'est ce parallélisme, cette analogie qui nous fait comprendre la correspondance étroite, ontologique, entre le symbolisme spatial et le symbolisme temporel dont nous allons trouver maints exemples : symboles de l'espace et symboles du Temps procèdent des Nombres et tirent leur commune importance de leur commune nature qualitative ; la plupart en tant qu'archétypes primordiaux, sont à la base des rapports d'analogie qui permettent d'appréhender les structures fondamentales du monde manifesté.

Dès lors, les déterminations quantitatives du temps "habituel" vont devenir dérisoirement insuffisantes : de même que ce qui fait la spécificité d'un chœur de cathédrales ou du tracé régulateur d'une rosace gothique, réside non plus seulement

dans la dimension, mais dans la proportion, et dans la volonté de symboliser dans la matière modelée par l'homme un ordre cosmique, de même, ce qui va marquer le caractère qualifié du Temps va singulièrement transcender la simple mesure de celui-ci : cet écoulement chronologique va devenir porteur de symboles. Du domaine des chiffres, nous passons à celui des nombres."

" C'est pourquoi la première notion que nous rencontrons lorsque nous étudions le Temps qualifié, lorsque nous cherchons à comprendre en quoi ce Temps dit "qualifié" diffère du temps indistinct, uniforme et "quantitatif" de l'expérience et de la recherche profane, est que nous avons affaire à une entité vivante : cette "dimension" ne peut plus se représenter comme mesurable au long d'une ligne droite indéfinie, elle nous apparaît comme habitée de "pulsations", et se recourbe sur elle-même. Nous touchons ici le caractère fondamental du Temps traditionnel opposé au Temps profane : sa nature cyclique."

Notre auteur ne manque pas de relever plus loin, l'erreur à ne pas commettre. En réalité, et nous y insistons, il n'y a jamais au sein de ces correspondances cycliques, identités, mais analogies : les facteurs célestes de qualification du Temps ne se retrouvent jamais complètement semblables, et nous comprenons mieux alors que le Temps, à la fois assimilable à un mobile animé d'un mouvement circulaire et à un fleuve ait donné lieu à l'apophtegme célèbre d'Héraclite : "On ne se baigne jamais dans le même fleuve". Cette réflexion est évidemment à la base de toute idée d'Évolution", ce terme étant pris dans son sens le plus large".

- En excellente compagnie d'un auteur qui sait ce dont il parle, poursuivons un instant encore avec lui l'examen du problème du temps qualifié :

"La notion de Temps qualifié et divin se trouve ainsi liée à l'idée de cercle. Et, en effet, les astres, qui sont les signes du Temps et les "figurateurs" du Monde second des Lois et des Formes, ce qui constitue la clef de compréhension de toute mythologie et de toute astrologie, se déplacent selon des ellipses presque circulaires.

C'est dans cette pensée que Plotin écrit ce dialogue (Ennéades, II,2), "Pourquoi le Ciel se meut-il d'un mouvement circulaire ? - Parce qu'il imite l'intelligence. Or, l'intelligence se meut en restant immobile : et c'est ainsi que l'univers, en se mouvant en cercle reste pourtant à la même place..." Car l'intelligence, dont les mouvements célestes imitent les rouages, appartient elle aussi, de même que la Raison et la Sensibilité, au Second Monde, celui de l'âme, et manifeste à travers son "mouvement" même, la stabilité du Cosmos, cette "musicale" harmonie des Sphères où Platon voit : "L'image mobile de l'Eternité immobile". Aussi, la Musique, art du temps - et par cela même, art plus "spirituel", que les arts de l'Espace - ne cesse-t-elle, depuis la plus haute antiquité, de fournir les "correspondances" poétiques des mouvements célestes, parce qu'elle aussi se trouve basée sur cette suite de "respirations" cycliques qui constitue le rythme. Aucune autre école métaphysique, peut-être, que celle des Pythagoriciens ne pousse plus avant cette investigation. Platoniciens, Stoïciens, Néoplatoniciens rivalisent d'éloquence en dissertant sur ces "modèles" célestes du domaine des Nombres qui, ici se confond avec celui de l'Amour : "Les choses roulent suivant l'ordre immuable des cycles", écrit Celse (discours Vrai. 49). Enfin, les grands mystiques chrétiens y trouvent plus tard une source inépuisable de méditation sur l'Eternel Présent, là où le Temps qualifié et sacralisé touche à l'Eternité. Ainsi Maître Eckhart (sermon N° 10) : "Le Temps est toujours dans l'instant présent. Du fait que le ciel se meut circulairement, le jour date de la première rotation.

"Réflexion qui fonde la recherche mystique de "Premier Jour" du Monde, de l'État primordial, objet de la quête mystique fondamentale des spirituels de tous les temps et de toutes les traditions..."

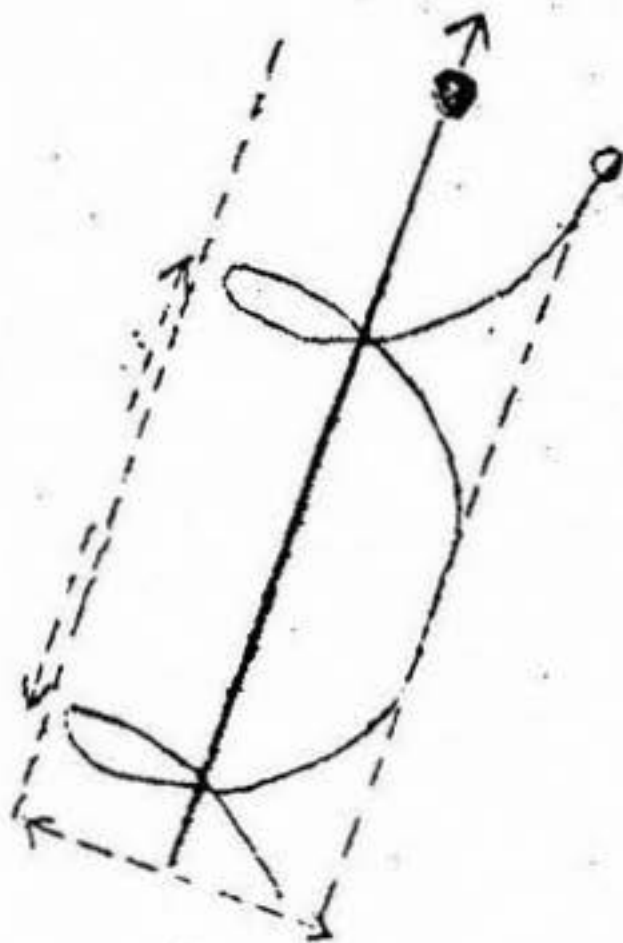
" En déduirons-nous que la notion de Temps cyclique devra être figurée par nous par un cercle, ou plus exactement par un cercle qui "s'engendre" lui-même sans fin, semblable à l'ouroboros classique, le serpent qui se mord la queue ? En pratique,

oui, et surtout si nous considérons les nécessités d'une figuration sur un espace à deux dimensions.

Mais en fait, nous savons déjà par ce qui précède que le "serpent", symbole de cycle temporel, ne remord pas exactement sa propre queue, ne s'engendre pas exactement lui-même à nouveau mais qu'à chaque "mort et renaissance", il engendre un nouveau serpent, analogue mais non identique à lui-même : ainsi seule une figuration à trois dimensions pourrait avec exactitude concrétiser notre idée de Cycle de Temps qualifié : et cette figure sera une spirale.

L'erveilleux accord entre le monde des idées et celui de la manifestation matérielle :

quelle plus belle image, en effet, pourrions-nous trouver de la spirale du Temps que la trajectoire parcourue en réalité dans l'espace interstellaire par notre Terre elle-même ? Décrivant une ellipse autour du Soleil en trois cent soixante-cinq jours un quart, nous sommes, en effet, entraînés en même temps par le même Soleil vers l'"apex", point de l'espace situé près de Véga de la Lyre, et vers lequel l'ensemble du système solaire se dirige à raison de 20 km à la seconde (ce qui est d'ailleurs une vitesse très faible au regard des vitesses habituelles des étoiles). Ainsi notre planète décrit-elle dans l'espace une gigantesque hélice d'une largeur du 279 millions de kilomètres et d'un pas de 525 millions de kilomètres, chemin parcouru par le Soleil en une année de trois cent soixante-cinq jours un quart.



Si ce n'est vraisemblablement pas à ce phénomène astronomique qu'elles se réfèrent (quoique une négation ici encore serait bien présomptueuse quant aux connaissances cosmologiques de nos ancêtres), d'innombrables figurations "traditionnelles" de spirales et de mouvements hélicoïdaux n'en existent pas moins à titre de symboles métaphysiques ou d'éléments décoratifs dans presque toutes les civilisations. On sait combien les monuments mégalithiques et romans, principalement, ont utilisé ces figurations cycliques, et la signification cosmique que la plupart des exégètes traditionnels leur prêtent.

- Enfin, Jean PHAURE, (que l'on nous excuse de citer longuement) n'omet pas de rappeler "dans "ATLANTIS" N° 242 :

"Enfin, avec les IV^{ème} et III^{ème} siècles, voici l'honneur de la Grèce : Socrate, Platon, Aristote. Certes le premier et le troisième d'entre eux mettent surtout l'accent sur l'étude de l'âme humaine et sur la recherche de la sagesse, mais on trouve aussi chez Aristote de nombreux textes tout pénétrés de platonisme et de sa conception cyclique et "catastrophique" du Temps. Ainsi décrit-il dans les Météorologiques (A 14) les métamorphoses de la Terre, évoque-t-il çà et là la sagesse antédiluvienne, cette connaissance qui ne règne à nouveau qu'amoindrie après chacune de ces catastrophes cosmiques qui se succèdent à des intervalles réguliers."

..."Car après Hésiode, c'est en effet au génial disciple de Socrate qu'il faut sans cesse revenir pour avoir de la conception grecque du Temps qualifié l'exposé le plus cohérent - encore que la forme dialoguée et digressive adoptée par Platon, rende fort dispersés les éléments de cette doctrine. L'auteur du Timée et du Critias est familier aux lecteurs d'Atlantis ; aussi nous bornerons-nous en terminant cette

brève étude à mettre en valeur quelques aspects particulièrement traditionnels de la pensée platonicienne.

Pour Platon, c'est l'Ame du Monde, le Second Monde, que le Dénierge crée en premier. Là est le siège du Temps. C'est en tant qu'image de l'Ame du Monde que le monde matériel des astres se meut suivant des courbes et que la Création en continu devient est soumise à une perpétuelle succession de créations, de destructions et de renaissances. Au début de notre actuelle humanité se place l'Age d'Or que "Le Politique", particulièrement, décrit longuement. Après avoir traditionnellement rappelé la communion intime de l'homme de ce temps avec une nature pacifique et spontanément généreuse dans laquelle le dialogue de l'homme et de l'animal, entre autres choses, était possible, Platon précise que "c'était la Divinité en personne qui était leur pasteur et qui présidait à leur vie", et que "par rapport au bonheur, les gens de ce temps-là étaient mille et mille fois supérieurs aux hommes d'à présent..." "Au point de vue des rapports pour nous fondamentaux mais évidemment délicats entre la conception générale des quatre Ages du Cycle avec la mythologie grecque, Platon nous apporte la précision suivante ; "Tu viens d'apprendre, Socrate, quelle vie menaient les hommes du temps de Cronos. Quant à celle que la tradition attribue au temps de Zeus, c'est la vie d'à présent..."

Ce qui signifierait que la sortie de l'Age d'Or ou Chute correspond cycliquement aux bouleversements planétaires traduits dans la mythologie grecque par la guerre livrée par le jeune Zeus à Cronos son père et à ses oncles les Titans avec l'aide des Puissances infernales, et suivie par l'exil de Cronos. De plus, Platon précise encore, toujours dans "Le Politique" qu'à cette même fin catastrophique de l'Age d'Or, "celui qui conduit le navire de l'Univers, ayant pour ainsi dire abandonné la barre du gouvernail alla se retirer dans la guérite de guet..." ce qui, à travers la familiarité de l'expression, traduit ce processus métaphysique d'éloignement du Principe qui constitue le caractère fondamental de l'Involution cyclique de l'humanité.

Ainsi, comme pour le Trismégiste, la Lumière primordiale s'est trouvée emprisonnée dans les Ténèbres à la suite d'une catastrophe cosmique. Emprisonnement que nous ressentons au niveau du microcosme comme une confusion douloureuse, comme le scandaleux mélange entre le Bien et le Mal qui caractérise le milieu de vie terrestre dans lequel nous sommes "internés", et d'où nous aspirons à nous évader. Cette "évasion", les uns, cédant à la "pesanteur", la réalisent par le bas ; les autres, ayant gardé plus ou moins vive la mémoire de l'Etat Primordial, la tentent ardemment par le haut. Pour cela, deux étapes : se connaître d'abord ; connaître Dieu ensuite, à travers soi-même et le monde. "La connaissance de l'homme est le commencement de la perfection : la connaissance de Dieu est la consommation." (Fragment gnostique cité par Hippolyte de Rome : *Philosophoumena*, V,6.)

Tel est en effet le seul cheminement possible pour qui a choisi au terme d'un choix douloureux et qui est le fruit même de la vie, "la voie du haut".

*
* *

/ LA DIMENSION SUBJECTIVE DU TEMPS:/

"Chacun de nous a son espace et chacun de nous a son temps, et chaque moment de cet espace et chaque moment de ce temps, s'ouvre vers l'infini."

(Jean WAHL dans "L'expérience mystique". Flammarion)

- Un état ne peut être compris que du point de vue d'un état supérieur. Le niveau inférieur ne peut jamais comprendre le niveau supérieur, tandis que le niveau supérieur comprend facilement les niveaux en dessous. Il les voit dans leur totalité.

Pour la compréhension de l'immortalité, un petit tour dans les dimensions

que nous connaissons pour pouvoir mieux imaginer la dimension qui n'est pas à notre portée. Quelque chose nous empêche de voir au-delà des trois dimensions de notre univers. Ce sont les égo-éléments, des interprétations personnelles que nous ajoutons à nos perceptions, et dont nous n'avons pas conscience avant d'en être libérés. Un égo-élément typique serait l'idée que le soleil tourne autour de la terre. C'est, en effet, ce que nous voyons. Par rapport à notre vie individuelle c'est une vérité, mais pour avoir une vérité plus complète, il faut éliminer l'égo-élément qui est notre individualité comme point de référence.

De même, pour comprendre l'immortalité, il faut nous libérer de l'interprétation égocentrique de nos expériences et comprendre que ce qui est apparemment lié sur un plan, peut, sur un autre plan, être des phénomènes séparés ou au contraire, que des phénomènes séparés peuvent être des aspects d'un seul fait.

Nous sommes des êtres à trois dimensions -longueur, largeur et hauteur - et nous ne connaissons que les trois dimensions de notre monde. Mais imaginez un monde à une seule dimension. Ce serait une ligne ? Sur cette ligne imaginez des êtres vivants. Un tel "être" serait un point, rien d'autre, et son monde serait une simple ligne sur laquelle le point pourrait se déplacer. Pour l'être à une dimension rien n'existerait en dehors de sa ligne et il ne pourrait rien connaître d'autre que ce qu'il y rencontrerait.

Si l'être à une dimension possédait une mémoire, tous les phénomènes qu'il rencontrerait sur sa ligne - changement de couleur, de densité, de température, etc... -seraient considérés comme étant dans le temps. Le point qui fut, qui est derrière lui sur la ligne, n'existerait plus pour lui. C'est son "passé". Le point qui pourrait apparaître plus tard, devant lui, sur la ligne, n'existe pas encore pour lui. C'est son "avenir". L'être à une dimension sentirait son déplacement sur la ligne comme étant dans le temps. En fait, son déplacement n'est pas dans le temps, mais dans l'espace.

Un être de dimensions supérieures verrait, en effet, toute la ligne à la fois. Il verrait que le passé, le présent et l'avenir du point sont tous là en même temps, simultanément. Pour saisir la vraie situation d'un point il faut posséder l'état d'être d'au moins deux dimensions.

Passons à un autre exemple, de deux dimensions cette fois. Imaginez une surface à deux dimensions non pas solide et résistante, mais plus "pénétrable" comme la surface de l'eau. Plongez graduellement vos cinq doigts dans l'eau. Notre être bi-dimensionnel apercevra sur cette surface, qui est son monde, cinq cercles qui viennent de quelque part, de "l'au-delà" de ses deux dimensions. Plongez la main plus profondément, Les cinq cercles se rapprochent, puis se joignent pour former une seule forme ovoïde qui est la coupe de la paume de la main. L'ovoïde se transforme et devient un cercle, qui n'est que le poignet en coupe.

Pour l'être à deux dimensions tous ces phénomènes sont dans le temps. Au début, rien, puis venant de l'avenir cinq cercles "arrivent", se ramassent et disparaissent dans le passé tandis que dans le présent il ne reste qu'une seule forme qui change graduellement en formant un cercle. Pour comprendre ce qui se passe il faut une autre dimension. Il faut avoir trois dimensions pour savoir qu'il n'y avait pas cinq phénomènes séparés mais des aspects d'une seule main dans l'espace. C'étaient les égo-éléments d'interprétation qui donnaient une illusion d'une évolution dans le temps de phénomènes séparés. Du point de vue d'un monde à trois dimensions, tout existait en même temps simultanément.

Considérez un autre aspect de la perception des phénomènes. Imaginez qu'on pose sur une surface un cube. Un être à deux dimensions sur cette surface n'aurait conscience que d'un carré plat et ne pourrait jamais comprendre le cube qui est un solide à trois dimensions.

- Tout cela est relativement facile à accepter pour les mondes à une ou deux dimensions, mais dans notre vie à nous, dans ce monde à trois dimensions, pour comprendre ces mêmes principes, il faut un esprit bien ouvert, car il faut se

faire une autre conception du temps. C'est effectivement notre conception du temps qui nous empêche de comprendre l'éternité et l'immortalité. L'homme ordinaire pense que l'avenir n'existe pas encore et que le passé, qui a existé, n'existe plus. Il se trompe. Précisons un peu la différence entre un continuum et une séquence. Si je voyage de Paris à Lyon, je fais le trajet dans le présent, un instant à la fois ; c'est une séquence. Arrivé à Mâcon, par exemple, ma seule réalité sera Mâcon. Mais Paris, qui est derrière moi dans mon passé, est tout aussi réel, et Lyon qui est devant moi, dans mon avenir, est réel aussi. Le passé et l'avenir existent réellement. Seulement, je crée la nature précise de mon passé personnel et de mon avenir personnel par la choix que je fais de chaque instant de mon présent (je peux descendre à Mâcon et prendre un autre train pour ailleurs, par exemple). Mais si je continue, alors arrivé à Lyon, ma seule réalité est Lyon. J'ai fait le voyage en séquence, une réalité après l'autre, à la suite les unes des autres.

Mais il y a une autre réalité encore plus réelle. Vu comme continuum, mon voyage Paris-Lyon n'est pas une séquence, mais tout le voyage, chaque moment, chaque expérience, chaque détail, tous à la fois simultanément. Il n'y a pas de moments séparés, mais un voyage, tout le voyage. Vu ainsi, en continuum, il n'y a pas de passé et d'avenir. Il n'y a pas de temps. Il n'y a qu'un grand Maintenant... Mais, n'est-ce pas que c'est la définition même de l'éternité, ce qui a toujours été, est, et sera toujours, une existence sans durée, sans temps ? En effet, l'éternité existe ici et maintenant et se trouve toujours en contact avec notre temps ordinaire. C'est un autre niveau qui existe simultanément avec le temps ordinaire.

*
* *
*

- Deux façons de concevoir et par conséquent d'éprouver la vie : séquence et continuum. Séquence - une chose après l'autre avec une partie déjà disparue dans le passé, une partie inexistante dans l'avenir et l'homme comme un funambule sur les deux, vivant pense-t-il dans le moment qu'il appelle le présent, mais auquel il n'est jamais vraiment présent, vivant comme il le fait, dans les souvenirs du passé ou dans l'anticipation de l'avenir. Son esprit est continuellement en retard ou en avance sur les faits présents et si on lui montre combien il peut être absent à ce qu'il fait, il se révolte et refuse de l'avouer ou, le voyant, il tombe dans l'angoisse. C'est seulement au moyen d'un entraînement progressif, comme le Zen, comme certaines écoles ésotériques tel l'enseignement de Gurjieff ou de Ramana Maharishi qu'on peut amener l'homme à sa présence, à vivre dans le présent, libéré de l'emprise du passé et du gaspillage de sa rêverie de l'avenir.

Le continuum est plus difficile encore à saisir que ce qui précède, car le continuum suppose une idée que la plupart des gens refusent d'office, l'idée que le passé, le présent et l'avenir sont des aspects d'une même chose et existent tous avec la même réalité. On la refuse parce qu'on pense que cela veut dire que l'avenir est inexorablement tracé devant nous, que tout est prédéterminé dans tous les détails.

L'erreur réside dans le fait que nous pensons que nous n'avons qu'un seul avenir alors que nous en avons un grand nombre de possibles, tous réels, tous à l'état potentiel.

- Nous avons comparé cela à un voyage en chemin de fer de Paris à Lyon. Conçu comme une séquence, le voyage serait une série de moments les uns après les autres et dont seulement le présent serait réel. Mais cette réalité est une illusion qu'on ne saisit jamais, car il se transforme instantanément et continuellement en passé. Le voyageur qui conçoit la vie comme une séquence a un gros problème -auquel il préfère ne pas penser. Pour lui, il n'y a que le présent ; le passé n'existe plus, l'avenir n'est pas encore. Mais voilà, s'il y croit vraiment, alors dans son trajet, Paris qui est derrière lui dans son passé n'existe plus et Lyon qui est quelque part devant lui ne doit pas encore exister ! Pour pousser la logique à sa conclusion rigoureuse, il doit imaginer que quelque chose fait disparaître Paris dès qu'il le quitte et que quelque chose est en train de construire Lyon juste à temps pour son arrivée,

pour lui tout seul, vivant en séquence avec sa petite tranche personnelle du temps présent.

Le voyageur en continuum a une réalité différente, la réalité de son voyage tout entier du début à la fin. Paris, le trajet et Lyon existent tous à la fois, une réalité où le passé, le présent et l'avenir sont également réels et existent véritablement.

- Où est la liberté là-dedans ? Dans le choix de chaque moment présent qui changera un fait potentiel en fait virtuel. Par exemple, dans l'avenir fait de nombreuses réalités potentielles qu'offre ce voyage, il y a un certain nombre de possibilités qui vont devenir la réalité personnelle du voyageur et entrer définitivement dans sa vie selon son choix. Il peut, par exemple, descendre au prochain arrêt et retourner à Paris et le choix, une fois fait, sera définitif. Il peut descendre à une gare de correspondance et prendre un train pour une tout autre ville. Il peut sauter du train et se tuer, il peut rester sagement dans son coin ou flirter avec sa voisine. Chacun de ses choix entraînera d'autres conséquences et le branchera sur une autre ligne du temps, ouvrant devant lui un avenir différent.

La différence entre deux voyageurs ayant conscience ou non de ces attitudes, séquences ou continuum, est subtile mais importante. L'un se laisse vivre, son avenir individuel est tracé d'avance. L'autre construit son avenir en se donnant consciemment à sa présence. Il le construit encore plus précisément s'il choisit consciemment son attitude à l'égard du présent et s'il dirige sa vie en se dirigeant dans l'instant même. L'instant même devient alors son unité de l'éternité.

La mythologie, sous une forme allégorique et imagée, nous enseigne des vérités que l'homme ne peut pas saisir sous une autre forme. Dans l'antiquité grecque on trouve la légende des Parques, les trois sœurs qui représentent le passé, le présent et l'avenir et qui filaient la trame de la vie humaine. "Les sœurs filandières" les appelées La Fontaine. Dans d'autres pays encore, on trouve souvent cette allégorie des trois sœurs du temps qui tissent la vie de l'homme sous la forme d'une tapisserie. Mais remarquez bien ce détail : les trois sœurs sont présentes toutes les trois en même temps et disposent de tous les éléments nécessaires non pas pour dessiner une seule vie, mais pour faire un choix qui permettrait de concrétiser un grand nombre de possibilités. Tous les bouts de laine de couleurs différentes sont là ensemble en même temps. Ils existent réellement, mais la tapisserie ne prend forme que par l'acte délibéré, mais réel, qui fait entrer telle couleur dans la tapisserie pour devenir ainsi son passé. Tout est également réel et existe simultanément dans un seul moment du présent.

Dans sa petite nouvelle "Une douche à Jouvence", Vladimir Volkoff imagine une prodigieuse invention fondée sur le principe suivant :

Le temps c'est autre chose que la rotation de l'électron qui tourne à une vitesse de 297.000 kilomètres-seconde autour de son noyau. Et, par conséquent, il suffit d'inverser uniformément la rotation de ces électrons pour que le temps ipso-facto soit également inversé. Or si une telle inversion était faite sans changer la vitesse que vous avez indiquée, vous comprendrez que vous mettriez dix ans à rajeunir de dix ans. Pour que vous rajeunissiez à un rythme plus satisfaisant, il faut non seulement inverser, mais accélérer la rotation des électrons. J'ai l'intention de l'accélérer 14.600 fois. Autrement dit, vos électrons tourneront à la vitesse de 4.236.200.000 kilomètres-seconde.

Nous retrouverons ici, sous une forme scientifique "d'avant-garde" une vieille légende parisienne : celle de Oswald Biber, "L'Horloger du temps à rebours". Et, de même que dans les vieux récits folkloriques, l'auteur retrouve aussi la hantise spirituelle d'aller au-delà des limites imposées à l'homme sur ce plan-ci, et ne peut donc s'empêcher (réaction significative) de s'interroger sur le caractère illicite ou non de la tentative prométhéenne du héros qu'il met en scène.

D'autre part, Mr. Noël Felici, Professeur à la Faculté des Sciences de Grenoble, emprunte dans une étude "Conception probabiliste de la causalité", une notion bouddhiste, d'après laquelle le "monde est un cinéma". L'illusion de durée y est causée, comme au cinéma par la rapidité avec laquelle ces multiples événements se succèdent "et encore". "La vie dure le temps d'une pensée ; lorsque la pensée disparaît, la vie de l'être est terminée et ce qui lui succède c'est un être différent, bien que résultant de celui qui l'a précédé".

*
* *

- En négligeant son côté symbolique : lumière et ombre, le principe de la dualité de la matière s'exprime scientifiquement comme un courant finaliste (ou ciel) et déterministe (terre), pouvant s'admettre réciproquement, ce qui ne présente pas plus de difficultés que le problème de l'onde et du corpuscule. Ce sera sans doute le grand mérite du physicien français Costa de Beauregard d'avoir montré que "la finalité est à l'oeuvre dans le Cosmos". "Or, commente Roger DURAND, l'oeuvre de Costa de Beauregard n'est ni finaliste ni déterministe au sens mécaniste du terme. Elle réalise une profonde synthèse de ces deux courants de pensée qui, longtemps, se sont violemment heurtés. Ce faisant, c'est l'unité des vieilles dualités objectivité-subjectivité, matière-psychisme, qui surgit.

A notre sens, les conclusions de l'auteur marquent un tournant, un point de rupture, une mutation dans l'évolution qui conduit la pensée vers la connaissance. L'auteur en est d'ailleurs parfaitement conscient : "La quasi invisibilité scientifique de la finalité ne résulte-t-elle pas tout simplement de ce qu'en observant on lui tourne le dos. Ne serait-il pas de l'essence même de la finalité de ne pouvoir être ni vue, ni observée directement (seulement alors inférée indirectement) ? De ne pouvoir être vue dans l'observation, mais seulement éprouvée dans l'action ? L'évidence de la finalité ne relèverait-elle pas de la conscience volitive, comme l'évidence de la causalité relève symétriquement de la conscience cognitive ? S'il en était ainsi, le problème de vérifier notre hypothèse relative au processus élémentaire de l'action, celui de faire sortir la conversion de l'information en néguentropie des arcanes phylogéniques, ontogéniques et organiques où, pensons-nous, elle se cache, serait beaucoup plus un problème de changement de discipline qu'un problème de perfectionnement des techniques d'observations. Ce serait secondairement un problème de perfectionnement technique d'observations, mais ce serait fondamentalement une discipline d'exaltation de l'action, d'emprise du psychisme sur l'organisme..."

En définitive, la distinction déterminisme de type causal/finalité, n'est-elle pas un peu arbitraire ? Ces deux courants de force ne nous conduisent-ils pas, de quelque façon que ce soit, là où nous devons aller ? Et ceci n'est-il pas du déterminisme ou du finalisme, selon ses préférences."

/ET QU'EST-CE ENFIN QUE LE TEMPS ? /

- "Le Cosmos est ainsi agencé que, des quatre dimensions de son espace-temps, c'est le long de la quatrième que s'étendent les lignes de force le rattachant à son principe et à sa fin. Ce "principe" et cette "fin", la matière les subit symétriquement et statistiquement, étendue qu'elle est le long de sa dimension temporelle comme elle est étalée dans ses trois dimensions spatiales."

Quant à l'Univers, qui semble à plusieurs théoriciens émaner d'une fantastique explosion de causalité, pourquoi peut-être ne finirait-il pas dans une gigantesque implosion de finalité ? Si jamais la néguentropie perdue au cours des millénaires devait être réinjectée au cosmos pendant une durée équivalente à quelques jours, le passage universel de la loi des actions retardées à celle des actions avancées serait une catastrophe sans nom pour tous ceux qui mourraient de la vivre. C'est à la pleine force des termes que "les vertus des Cieux seraient ébranlées", que chacun sentirait sa vie biologique se dissoudre en son contraire absolu, pendant que "les Cieux

seraient repliées comme une toile de tente".

Cet angle d'observation dirigé vers le cosmos nous entraîne, à d'autres considérations, qui nous permettront d'aboutir à André Faussurier.

- Dans les temps à venir, pensons-nous, l'étude de la Nature et la recherche scientifique de sa présence en toutes choses, dans l'eau, dans l'air, dans le minéral... nu dans la fleur des champs, se développeront en une grandiose écologie. Des horloges atomiques continueront à scander et à mesurer le temps, mais on ne le considérera plus comme un maître plein de sagesse et de savoir. Ce sera seulement un fidèle et utile serviteur. Un nouvel Enseignement nous sera donné par les Rythmes qui seront découverts un peu partout. En eux le temps sera enfermé et s'enroulera comme une hélice ou une spirale. Autrefois, dit Faussurier, le Ciel et les configurations astrales dessinées, par l'entrecroisement des rythmes solaires, lunaire, planétaires, sidéraux, servaient à marquer et à qualifier les Temps non pas parce que des correspondances avaient été découvertes et établies scientifiquement entre ce qui se déroulait sur la voûte céleste et ce qui se faisait sur Terre, mais par une Connaissance innée, qui s'imposait quasiment à nos ancêtres basée sur le Symbolisme des choses. Un déterminisme assez rigoureux guidait le déroulement des événements terrestres. Le Ciel était significateur et l'Astrologie était alors la grande Science qualitative des Temps. Il serait aussi faux de dire que cette époque est définitivement révolue et dépassée, que de penser qu'elle va revenir ! En vérité, c'est comme si le Ciel et ses Constellations directrices qui ont présidé hier à la Création de notre Univers, allaient maintenant s'inscrire au coeur de la pensée de l'Homme pour qu'à son tour, il orchestre la Création de demain. De même que tout a été commencé par le jeu des rythmes cosmiques, tout devra être continué rythmiquement par l'Homme. Dans une première étape, qui nous semble proche, les hommes orienteront toute leur activité pour favoriser le jeu des rythmes cosmiques, reconnus essentiels à la Vie. Puis, peu à peu, d'autres rythmes convenablement accordés au Cosmos seront savamment introduits".

- Et, en lucide visionnaire, Mr. André FAUSSURIER, envisageant l'avenir, nous propose que : "La Nature qui, autrefois, obéissait, "naturellement" aux lois universelles, obéira de plus en plus aux lois de l'Homme. Mais cette obéissance ne sera féconde que si l'Homme obéit lui-même aux Principes sacrés qu'il aura découverts scientifiquement -conjointement par l'observation de la Nature et par le raisonnement ascétique de la science moderne".

..."Et alors, par le jeu des fluctuations souvent rythmiques reconnues utiles et au maintien desquelles nous travaillerons grâce au jeu des Temps scientifiquement et consciemment introduits par l'Homme sur la Terre, les éléments et les êtres communieront plus parfaitement avec l'Univers et recevront l'Energie dynamisante, vitalisante, qui leur permettra d'échapper à la mort éternelle du temps, inscrite dans le deuxième principe de la thermodynamique, et de mieux remplir leur destin.

Demain, l'Homme aura reconnu en toute chose la nécessité des Saisons, de leurs Solstices et de leurs Equinoxes. Mais les Saisons ne se feront plus sans lui".

*
* *
*

- Le même auteur note avec pertinence ; "Le professeur Piccardi n'est pas le seul à avoir mis en évidence des relations entre des phénomènes physiques et cosmiques. Le pendule paraconique du professeur Maurice Allais, en est un autre exemple. Il y a aussi les tests chromatographiques de M^{me} Kolisko réalisés à l'aide de sels métalliques, les variations de poids de récipients étanches contenant des graines en germination constatées par le Docteur Hauschka, etc. Pourquoi ces expériences, souvent menées avec toute la rigueur scientifique, sont-elles si peu connues, si sévèrement critiquées, sinon méprisées ou tenues pour suspectes ? Pourquoi y a-t-il trop souvent en nous une réticence à nous ouvrir à l'Univers réel, dont parle Piccardi, qui nous est destiné depuis toujours ? Le fait que le temps n'a pas toujours les mêmes propriétés, la même qualité, ne nous permettrait-il pas de pro-

jeter une lumière originale sur le problème de l'évolution ? C'est nous qui avons inventé un temps monotone et régulier. L'Univers ne connaît peut-être pas le temps, car le rythme qui marque son existence l'en libère".

- En ce qui concerne l'espace, le mystique et voyant Rudolf STEINER mentionnait : D'une ligne prolongée du côté droit et revenant par la gauche à son point de départ, si bien que ce point est situé à l'infini du côté droit et se confond avec le point situé à l'infini du côté gauche... La ligne droite pouvant revenir sur elle-même comme un cercle fut pour moi une révélation. Un sentiment de délivrance m'envahit. "Nous sommes en 1879. C'est l'année de la naissance d'Einstein. Une coïncidence qui fait rêver... En ce qui concerne le temps, il dit : "Serait-ce possible qu'en procédant de même à l'infini du côté de l'avenir, on puisse se faire du temps une idée qui revienne à son point de départ du côté du passé ? Deux courants de sens opposés interfèrent pour créer le temps ; le courant de cause à effet qui va du passé et le modèle". Nos anciens lecteurs reconnaîtront notre théorie de la double flèche du Temps : Passé-Avenir et Avenir-Passé, dont le croisement forme l'événement dans le présent.

* * *

- Le phénomène prémonitoire (1) ne peut être logiquement expliqué que si le "fluide" Temps trouve son origine quelque part dans le futur, dans la durée, et traversant ensuite notre monde en formant successivement le présent et le passé. Cela conduit à concevoir la notion d'un hyper espace-temps à quatre dimensions (continuum espace-temps de Einstein). Cette conception nous permet d'envisager que le monde physique tridimensionnel ne reste plus mobile, figé dans cet espace, mais se déplace dans une direction bien déterminée, du passé vers le futur, dans la direction de sa quatrième dimension immobile qui est le temps.

Nous pouvons schématiser un tel univers en imaginant que l'espace-temps est formé par un nombre infiniment grand de lignes (de cordes) tendues dans la direction futur-passé. L'étendue de ces lignes représente pour nous la durée des temps et notre monde physique "présent" se déplace le long de ces lignes imaginaires. Sur elles sont inscrites les événements "futurs" et au fur et à mesure du déplacement du cosmos les événements "passés". Ces lignes sont les "courbes d'Univers" de Minkowsky.

La représentation de notre univers sous forme d'un hyper-espace temps à quatre dimensions fait supposer qu'il doit exister une commune mesure entre ces quatre dimensions, qu'elle doit avoir la même "métrique", selon le jargon des physiciens. Les données de la physique moderne nous permettent d'établir cette commune mesure en nous basant sur les phénomènes de la constance universelle de la propagation de la lumière blanche dans le vide, égale à 300.000 Km/sec.

Ainsi, dans ce "continuum espace-temps", la constance de la vitesse de la lumière prise comme base a permis d'évaluer la quatrième dimension (temps) par comparaison avec les trois autres : cela veut dire qu'une seconde équivaut dans l'hyper espace-temps, à 300.000 km et inversement.

En concevant le temps comme une dimension, au même titre que les paramètres des coordonnées spatiales de Descartes, nous sommes obligés d'en déduire que l'hyper-espace-temps contient en lui tous les espaces d'ordre inférieur, cela au même titre que l'espace-volume (à trois dimensions) contient l'espace-surface (à deux dimensions), et ce dernier l'espace-ligne (à une dimension).

En approfondissant, nous sommes obligés de voir que le "présent" n'est effectivement qu'une limite sans dimension entre le futur et le passé.

(1) cf. l'APPENDICE

C'est pourquoi nous pouvons dire que :

Prédire c'est actualiser du Passé
L'Avenir est du Présent désactualisé
L'Avenir est d'un Passé lointain
Le Passé et l'Avenir sont dans le Présent
Le Futur éclaire le Présent et le Futur agit sur
le Présent
Le Passé est le miroir de l'Avenir,

et qu'en définitive c'est la connaissance anticipative de l'avenir qui permettrait de parfaitement comprendre le Présent.

La succession des "présents" dans la durée forme l'ensemble du passé, tandis que ceux à venir forment le futur. Aussi le passé détermine notre présent et il est également la cause directe des événements à venir.

Il découle de cette conception que notre monde physique, dans son déplacement le long de la coordonnée temps, "concrétise", pour ainsi dire, les points d'intersection de ces courbes, en les "matérialisant" dans le présent de l'espace tridimensionnel sous forme de phénomènes d'ordre physique.

Et n'est-il pas curieux de constater qu'une telle conception d'un univers se déplaçant le long de la durée, fruit de longues recherches de savants de notre époque, était pleinement connue des Anciens.

Les traditions brahmaniques représentent le temps comme une "entité" en dehors de laquelle rien n'arrive, rien ne peut arriver ; tout ce qui meurt, ce qui renaît, est produit par le temps. La "cosmogonie brahmanique" conçoit notre monde physique comme se déplaçant le long de la durée immuable, le long d'un chemin en forme de spirale et cela pendant une période égale au jour de Brahma (manvantara), soit les 4.320.000 années terrestres ; après cette période, le cycle d'évolution de vie est terminé, le monde physique s'arrête et disparaît (mort de Brahma), puis un nouveau cycle recommence.

Pour exprimer le futur dans le passé, la langue chinoise emploie les expressions suivantes : ce qui se trouve "derrière" ou "après" pour le futur, et ce qui se trouve "devant" ou "avant" pour le passé.

Ainsi nous voyons que notre conception moderne d'un type espace-temps, qui est le résultat de longues études de nos savants occidentaux, rejoint celle des Orientaux, vieille de quelques milliers d'années. Et cela n'est-il pas extrêmement significatif ?

Significatif au point de justifier les thèmes de recherches du SRI-International, l'un de ces "think tanks", ou "réservoir de pensée" généralement liés à de grandes universités ou à d'importantes industries américaines. A savoir :

- * la télépathie : communication à distance de deux esprits, sans recours à un quelconque moyen physique ou corporel de transmission ;
- * la psychokinèse : influence opérée à distance par l'esprit sur un autre esprit (ou corps) humain ou animal, ou sur des objets matériels ;
- * la vision à distance : capacité pour un "clairvoyant" de voir par la pensée un lieu ou un être (connus ou inconnus) situés hors de portée du regard ;
- * la précognition : capacité pour un "clairvoyant" de voir dans le futur des événements qui vont, à court ou long terme, se produire dans sa vie ou dans celle d'autres personnes. La post-cognition étant la vue d'événements passés ou de lieux disparus.

La rigidité de notre héritage aristotélicien, puis cartésien-dont il serait d'ailleurs impertinent de nier le rôle irremplaçable - a bien longtemps corseté notre démarche intellectuelle en nous enseignant qu'il n'y avait point de salut hors du compréhensible et de l'écoulement du temps vers toujours le même point oméga. Il est réconfortant d'apprendre que depuis le début des années 70, une approche réellement scientifique du subjectif a été entreprise par des organismes tels que SRI-International. Et aussi par l'université de Princeton, le Mandelstam Collège de Chicago, la Mind Science Foundation de San Antonio (Texas), l'Institute for Parapsychology de Durham de l'université de Duke (Caroline du Nord), pour ne citer qu'aux Etats-Unis, ou par l'Institut für Grenzgebiete der Psychologie de Fribourg-en-Brisgau en République Fédérale allemande.

Il est satisfaisant que d'authentiques savants s'appliquent à une investigation exigeante et rationnelle de l'irrationnel, du non-mesurable, du non-qualifiable. Il est significatif qu'un homme comme le neuro-physiologiste Roger W. Sperry, prix Nobel de médecine 1981 (mondialement célèbre pour ses travaux sur les fonctions des hémisphères cérébraux) écrive en 1981 dans un article d'Annual Review of Neurosciences : "... Lorsque la science modifiera sa position traditionnelle, et commencera à admettre en théorie et mettre en pratique - au sein du domaine causal - l'univers entier de l'expérience intérieure, consciente et subjective... alors la nature même de la science aura changé..." Il est exaltant enfin que des méthodologies rigoureuses s'appliquent maintenant à l'exploration de cette étoile noire plus fascinante que tous les astres du cosmos : le cerveau humain dans la manifestation de ces capacités réelles et méconnues que l'on appelle globalement "la fonction psy".

La N.A.S.A. elle-même a passé des contrats de recherches (notamment avec SRI-International) sur la Perception extra-sensorielle. Pendant le vol vers la Lune de la mission Apollo 14, qui commença le 31 janvier 1971, le capitaine Edgar D. Mitchell procéda à plusieurs expériences de télépathie avec des percipients terrestres. Docteur en sciences en aéronautique et astronautique du M.I.T. (Massachusetts Institute of Technology), Edgar D. Mitchell a ensuite fondé l'Institut des sciences noétiques de San Francisco, dont l'actuel président est Willie W. Harman, membre du conseil d'administration de l'université de Californie. Tous deux ont travaillé de façon suivie avec, par exemple, le Professeur Robert B. Jahn, doyen de l'Ecole d'ingénierie et de science appliquées de l'université de Princeton (dont les recherches portent sur la psychokinèse). Toutes ces sociétés (parmi bien d'autres de même réputation) pourraient-elles n'être que des êtres trop crédules...? abusées par des gens comme Hella Hamid qui, immergée dans un sous-marin, réussit deux visions à distance irréfutables... Comme Marilyn Schlitz qui, de Detroit, réussit plusieurs visions non moins irréfutables d'Elmar Gruber qui était à Rome. Comme Pat Price qui annonça à l'avance le jour et l'heure de la guerre du Kippour, l'attaque de la conférence de l'O.P.E.P. par le terroriste Carlos, et avait utilisé pendant toute sa vie professionnelle ses capacités "psy" pour identifier et arrêter des malfaiteurs.

Apparemment, la question reste à l'ordre du jour. Car en juin 1981, la Commission des Sciences et Technologies de la Chambre des représentants (députés) des Etats-Unis déclarait, lors du 97e Congrès : "Des expériences récentes de vision à distance, et d'autres études parapsychologiques suggèrent l'existence d'une "interconnection" de l'esprit humain avec d'autres esprits, ou avec la matière... Des expériences de communication d'esprit à esprit ont donné des résultats encourageants... qui impliquent que l'esprit humain peut être capable d'obtenir des informations indépendamment de la situation géographique ou temporelle... Il est notoirement connu que l'U.R.S.S. poursuit des recherches semblables à un niveau beaucoup plus élevé et beaucoup plus officiel..."

En fait, on est quasiment certain que des organismes tels que la Central Intelligence Agency (C.I.A.) et la Défense Intelligence Agency (D.I.A.), ou des puissances industrielles comme General Electric ou Westinghouse, ont financé des programmes de recherche "psychotronique". En ce moment même, le Pentagone soutient ouvertement les efforts des chercheurs spécialisés dans la télépathie et la psychokinèse.

Il va sans dire que l'U.R.S.S., de son côté, n'est pas inactive. On estime que les recherches "psy" soviétiques ont commencé dès 1920. Contradiction avec les principes philosophiques du matérialisme marxiste ? Pas forcément. Les Soviétiques seraient persuadés de la nature "basse fréquence électromagnétique" des "ondes psy". Il est en tout cas intéressant de relever, dans la liste des organismes soviétiques travaillant sur la "fonction psy" : le département de cybernétique de l'Institut de recherche de biophysique, Académie des sciences soviétiques Pouchkino ; le département de cybernétique de l'Institut polytechnique de Leningrad ; l'Institut d'énergie de Moscou ; l'Université de Kazakhstan d'Alma-Ata ; l'Institut de génétique et l'Institut de radio-ingénierie et d'électronique de Moscou. Et bien d'autres..

Lésions, brûlures, blessures "psy" à distance. Communication télépathique avec des stations spatiales ou des sous-marins nucléaires. Influence hypnotique à distance sur le corps ou l'esprit de dirigeants étrangers. Lecture à distance de décisions ou de documents. Action à distance sur les machines, les ordinateurs, les radars. Pré ou post-cognition (hypnotique ou non) d'événements de tous ordres. Amplification des pouvoirs "psy" par l'action de drogues ou des systèmes électroniques. Attaque "psy" sur des "psy" ennemis, et contre-attaque "psy". Espionnage et contre-espionnage "psy". Tels pourraient être quelques-uns des enjeux de la guerre "psy", si elle devait un jour exister.

Tout en nous se rebelle, s'insurge. Dément ! Ridicule ! Histoire de sorcières ! Pourquoi ne pas faire pratiquer l'espionnage par Madame Irma dans le marc de café ?

Laissons donc le mot de la fin à un homme qui, toute sa vie, fut passionné par la parapsychologie et le "psy", et qui écrivait le 21 mars 1955 : "Pour nous physiciens, la distinction entre le passé, le présent et l'avenir, n'est qu'une illusion, même si elle est tâtue." C'était Einstein.



- Sans aucun doute, certains mettent en doute la validité de la théorie d'Einstein concernant le cours du temps et accordant à chaque objet en mouvement son propre déroulement de temps.

D'après cette théorie, ce temps serait déterminé par la vitesse de l'objet par rapport à la vitesse de la lumière, de telle sorte qu'à une vitesse plus grande correspondrait un déroulement du temps plus lent et qu'à la vitesse de la lumière, le déroulement du temps de l'objet s'arrêterait.

Il a été possible de confirmer cette théorie grâce aux expériences réalisées avec des satellites artificiels.

Mais les résultats de ces expériences sont compliqués et ne correspondent pas aux calculs effectués. Suivant ces calculs, dans tous les cas, l'horloge placée dans le satellite aurait pu indiquer un temps moindre que l'horloge de contrôle placée à la surface de la terre ; or, parfois, l'horloge du satellite indiquait une durée de temps plus longue que l'horloge de référence.

Naturellement, nous devons prendre en considération le fait qu'un satellite placé sur une orbite autour de la terre peut se déplacer moins vite que la surface de la terre par rapport à un point de référence statique dans l'univers, et ainsi indiquer un temps plus grand.

Malgré cela, toutes les expériences ont indiqué clairement que le déroulement du temps dépend de la grandeur de l'intensité du champ de gravitation dans lequel se déplace le satellite et que plus intense est le champ de gravitation, plus le temps passe rapidement.

On peut donc dire que les variations du déroulement du temps sont dues à deux facteurs différents, un facteur cinétique et un facteur dynamique. Le facteur cinétique est lié à la vitesse de l'objet, et le facteur dynamique est lié à l'intensité du champ de gravitation dans lequel se déplace l'objet.

Enfin, certains chercheurs doutent que la vitesse de la lumière soit réellement une constante universelle, et ils prétendent que cette vitesse est variable. D'autres affirment que la vitesse de la lumière est constante, bien que cela ne soit pas entièrement correct ? En effet, la vitesse de la lumière n'est pas constante, c'est la vitesse de la lumière par seconde (ou par unité de temps) qui est constante.

Il faut considérer que le déroulement du temps varie selon deux facteurs, un cinétique et un dynamique, ce qui, vu d'un point statique universel, signifie que l'unité de temps, la seconde, n'a pas la même longueur partout. Comme la vitesse de la lumière suit toujours exactement le déroulement du temps de telle sorte qu'un déplacement à la vitesse de la lumière indique un déroulement nul du temps, ainsi le produit de la vitesse de la lumière et d'une seconde doit toujours rester constant. Vu d'un point statique universel, cela signifie que la vitesse de la lumière est plus faible dans un champ gravitationnel plus faible et plus élevée dans un champ gravitationnel plus intense.

Il serait important d'insister, mais ce n'est pas le lieu dans ce livre, sur le fait que les variations de l'intensité de la gravitation provoquent des variations correspondantes de la vitesse de la lumière, du cours du temps et des énergies contenues dans les ondes électro-magnétiques.

*
* *
*

- La notion d'un Univers limité dans son volume implique qu'il est de même limité dans sa masse globale, c'est-à-dire que la quantité de matière et la quantité d'énergie qu'il contient ne sont ni l'une ni l'autre infinies. Et puisque la matière n'est que de l'énergie qui a changé de forme, leur somme ne peut s'accroître à travers le temps. Dans ces conditions, le mouvement de dérive des planètes, des étoiles, des galaxies qui s'écartent les unes des autres pose le problème d'usure par usage de l'énergie.

Toute étude sur l'avenir de la civilisation amène inévitablement à discuter de l'exploitation des ressources naturelles, dont l'épuisement progressif condamnerait d'avance l'humanité à la mort lente. Cette question n'est en fin de compte que le problème de l'épuisement de l'énergie, car sous des formes diverses (nourriture, logement, chauffage, transports...) c'est toujours et encore de l'énergie que consomme l'humanité pour assurer sa survie et son progrès. Or, ce même problème se pose d'une façon simplifiée et grossière, donc plus facilement observable, si l'on considère l'avenir du monde.

Puisque les corps s'attirent et que la force qui produit le mouvement a pour effet immédiat de détruire l'équilibre précaire du monde newtonien - équilibre qui repose sur l'annulation réciproque des forces d'attraction - l'Univers, selon Newton, devrait être un Univers en régression constante. Pour qu'il en soit autrement, il faut renverser les termes de la théorie et supposer que l'attraction universelle est une

conséquence, et non la cause, de la gravitation, et que loin d'expliquer la rotation des sphères, les lois de Newton n'en expriment que l'effet.

Le mouvement des astres comme l'expansion du monde ne peut se produire que sous la pression d'une énergie motrice qui s'épuise à mesure qu'elle s'exerce de telle sorte que l'accroissement du volume occupé par la matière représente très exactement une dépense d'énergie à fond perdu.

A cette source de dépense s'en ajoute une autre. On a remarqué que la densité de l'Univers restait inchangée.

Comme l'Univers augmente de masse et de volume, l'énergie qu'il contient disparaît progressivement sous forme de mouvement et de matière. Comme l'Univers est en croissance continue, l'énergie est en décroissance continue ; comme l'Univers tend vers l'infini ; l'énergie tend vers zéro, et le monde s'achève, comme l'humanité, à son point d'expansion le plus haut.

L'énergie comme le temps varient dans le même sens. Infinité à la naissance de l'Univers, ils s'achèvent avec son expansion infinie. Ce rapprochement suggère que l'énergie et le temps sont de nature comparable si même ils ne sont pas deux formes d'un même phénomène. Comme le temps, l'énergie ne peut être saisie en elle-même, mais seulement dans ses manifestations une fois qu'elle s'est transformée pour devenir matière ou mouvement. Comme le temps, elle s'apprécie et s'appréhende par ses effets. Le temps n'est lui-même que la mesure du mouvement comparé à un mouvement étalon ; et ce mouvement est produit par l'énergie. L'énergie et le temps ne seraient donc qu'une même réalité vue sous ses deux aspects d'intensité et de succession. Aussi est-il normal qu'ils varient de même et s'achèvent simultanément : quand le mouvement universel cesse faute d'énergie, le temps s'arrête, et la vie qui est mouvement, donc énergie, donc temps, disparaît aussi avec eux.

Ce schéma restait du domaine de pure spéculation jusqu'à ce que fut récemment mise en évidence la réalité de l'existence d'un corps nouveau, l'antiproton qui possédait toutes les caractéristiques du proton à ceci près qu'il était de sens contraire. L'interférence de ces deux corps (proton et anti-proton) avait pour effet leur annihilation réciproque et totale. Il est désormais du domaine des prévisions scientifiques que se produira dans l'avenir la découverte d'une anti-matière.

- Il serait non moins important de connaître les théories du philosophe estonien Gustav NAAN, qui a émis l'hypothèse que l'"Antimonde" ne serait pas une galaxie située à une distance fantastique de notre monde, mais se trouverait dans notre proche voisinage et peut-être même en Nous.

G.NAAN, procède à une "inversion totale du monde" par la mathématique : il transforme tout simplement les particules en anti-particules, la rotation épiroïdale positive devient rotation épiroïdale négative. Quant au temps, il l'obligea, sur le papier du moins, à changer de cours, le passé devenant le futur.

Ainsi se dessinait le profil de l'Antimonde.

Parlant de la coexistence des deux mondes, G.NAAN émettait les considérations bouleversantes suivantes que nous livrons à la méditation de chacun :

"Nous découvrons de temps en temps des sources gigantesques d'énergie : les super-étoiles et les radio-étoiles. On peut supposer que l'énergie naît du vide, mais qu'une quantité équivalente d'antimatière s'en va dans l'antimonde. Au total, dans un monde unique où règne la symétrie, il ne peut rien y avoir d'autre que le "néant", le vide. L'espace et le temps eux-mêmes n'existent pas.

A y bien réfléchir, cette vision nouvelle du monde, pour inhabituelle qu'elle soit, n'est pas plus étrange que l'Univers tel qu'on nous le présente à l'école, sans commencement ni fin, avec un espace et un temps infinis. Quelles que soient les conclusions qu'on en tire, quoi de plus naturel que de s'interroger sur l'origine ou la cause des choses. Et lorsque s'accomplissent certains phénomènes tels que la dispersion de la chaleur ou l'évolution des étoiles, on est fondé à se demander pourquoi ils n'ont pas encore atteint leur terme et ce qui se passera ensuite.

A présent, on peut dans certains cas-limite rechercher l'interaction avec l'antimonde à travers le vide. Après tout, peut-être n'avons-nous aperçu jusqu'ici que la moitié de cette roue gigantesque qu'est l'Univers et commençons-nous à peine, de manière confuse, à le voir dans sa totalité.

- Comme c'est étrange...

- Etrange est peu dire, répond Gustav Naan. Je pense à tout cela depuis des années et je ne cesse pas d'être étonné.

* * *

- Prendre pour l'endroit l'envers des êtres et des choses, voilà ce qui a été le péché capital de l'observateur matérialiste. Nous vivons en regardant la trame et les points du bâti : c'est de "l'autre côté" de l'étoffe des choses, que la tapisserie prend sa signification. La vérité est intérieure. Ce langage est à la fois celui du Sri Aurobindo (la descente de la conscience), d'Arthur Koestler (la théorie des holons-unités sous portées de l'esprit), de Samuel Butler (l'univers-grand-vivant), et en dernier lieu de Jean E. Charon.

L'idée fondamentale de J. Charon, physicien éminent, spécialisé dans les recherches nucléaires au Commissariat à l'Energie Atomique, est que l'électron est un espace spirituel conscient dont le temps est une mémoire sans oubli, à l'image de l'espace enfermé à l'intérieur de l'univers formé par les "trous noirs", ces étoiles vieillissantes qui meurent et qui se contractent elles-mêmes en mourant. Dans cet espace, les phénomènes s'enregistrent et reviennent périodiquement, ce qui entre parenthèses est une justification scientifique de la doctrine cyclique. Le médium lui-même ne ferait donc finalement que prélever ses messages dans la mémoire universelle ou "l'éternel présent", dans lequel est à jamais enregistré tout ce qui a été, est ou sera vécu, les moindres gestes, les moindres émotions, les moindres pensées.

Que semble dire d'autre Jean Guilton, le philosophe catholique bien connu ? Plus j'examine, plus je compare, plus je me souviens, plus il me semble trouver dans la suite des âges, dans la ressemblance des événements, dans les apparitions d'amis et dans leur disparition un accord mystérieux du dedans et du dehors, des instances et des circonstances, de ce que je désire et de ce qui arrive. Comment l'appeler cette harmonie cachée, plus belle disait Héraclite, qu'une harmonie trop visible ?

Jean Charon lui donne son explication personnelle. Alors que nous avons cru, jusqu'ici, à l'existence d'un espace-temps "simple", voici que se découvre un espace-temps où chacune des dimensions est "double" : dans celui-ci il existe un espace-temps de l'Esprit, à côté de l'espace-temps traditionnel de la matière.

Et comme la stabilité de ces particules "spirituelles" équivaut pour elles à une durée de vie pratiquement "éternelle", alors, ajoute Jean Charon, toutes ces informations que, durant notre vie humaine, nous avons emmagasinées dans ces particules "spirituelles" entrant dans la constitution de notre corps, vont subsister par delà notre mort corporelle, pratiquement pour l'éternité. Ainsi chacun de nous possède un /Je/ qui est coextensif à l'éternité du temps, dans le passé comme dans le futur. Partout, en effet, la science moderne découvre la présence d'une énergie consciente. L'être humain peut mobiliser en quelque sorte cette conscience-énergie, l'actualiser en résorbant son /Moi/, menacé par l'entropie, dans le /Soi/, réalité unique, conscience-énergie. Influx universel, il accomplit ainsi son authentique réalisation, le passage du physique au mystique. Par la science, mais au-delà de la science, le monde trouverait de la sorte sa finalité spirituelle, cette quatrième dimension qui, pour Platon déjà, était la lumière définissant la qualité des hommes et des choses.

Voilà que, comme en réponse au "il se pourrait que tout cela ait un sens" du père chevelu de la Relativité, la science en son dernier état, annonce donc que le monde pourrait être "intelligent" ! Mais si Dieu est dans le cosmos, dans chaque

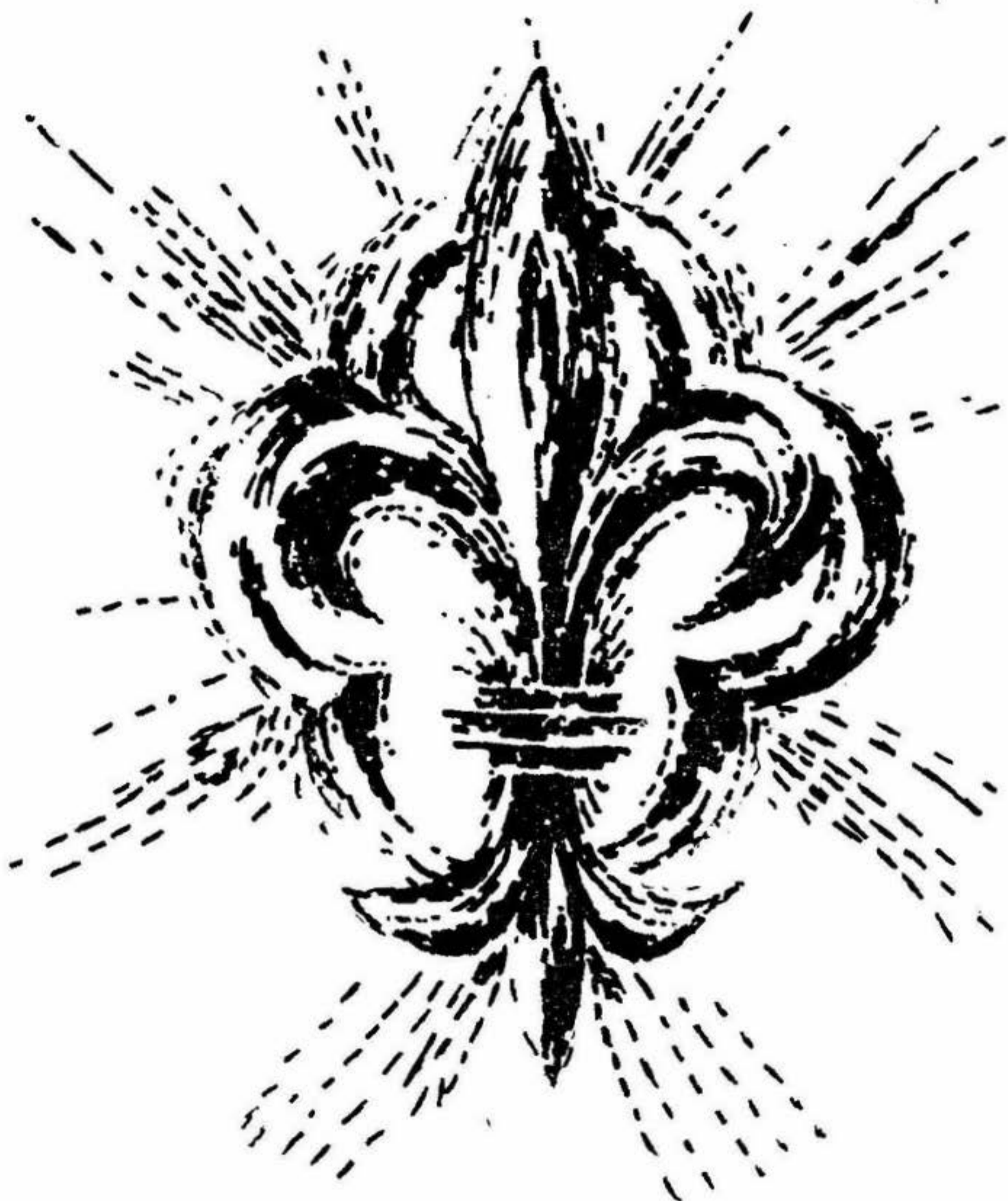
être et dans l'unité des êtres et dans leurs progrès biologiques, il n'est pas dans l'histoire des peuples. L'évolution de la matière n'est rien d'autre en effet qu'une symbolique répétitive de l'évolution de l'énergie. La source cosmique est donc comparable à un ensemble de thèmes-programmes dominant le hasard qui réalise les possibles. Le destin des hommes, c'est-à-dire l'Histoire, n'est par conséquent pas le fait du hasard, mais la représentation ou la reproduction cyclique du destin même du monde. Au fond, on a expliqué par le hasard ce qui relevait de cet "échec au hasard qui est l'harmonie des hasards".

Et si comme l'a évoqué Malraux" notre troisième millénaire sera celui de l'Esprit", on n'a pas fini d'entendre parler de cette nouvelle exploration par la science de la vérité de "Dieu" : le meilleur de l'être humain provient de l'Intelligence Cosmique, ce qui, traduit dans la tradition judéo-chrétienne, lui a fait dire que l'esprit de l'homme est image et "miroir" de "Dieu".



CHAPITRE III

L'HORAIRE DES REVOLUTIONS



§ I : L'HORAIRE DES REVOLUTIONS :

"Certes, les Templiers avaient choisi la France comme centre, car le Royaume de France a succédé au Royaume d'Israël, ayant le même ange protecteur : saint Michel. Mais au lieu d'être prise en tenaille comme l'est Israël, la France a été géographiquement choisie par l'Esprit, en position terminale de fin de vague d'invasion... pour assurer sa pérennité. Cela s'est vérifié et se vérifiera bientôt".

(J.G. BARDET dans "Mystiques et Magies")

"Il y a des lois fondamentales qu'on ne peut changer... C'est principalement de ces lois fondamentales qu'il est écrit qu'en les violant, on ébranle tous les fondements de la Terre, après quoi il ne reste plus que la chute des empires."

(BOSSUET)

§ I : LE PLAN UNIVERSEL DE L'HISTOIRE EST CYCLIQUE - LES RYTHMES HISTORIQUES ET POLITIQUES EN FRANCE -

TABEAU DES DUREES RESPECTIVES DES REGIMES DEPUIS 1789 A NOS JOURS ET LEUR EPHEMERIDE A DATER (d'une part) DE L'AVENEMENT DE LOUIS XVI ET (d'autre part) DE L'INSTAURATION DE LA REPUBLIQUE EN FRANCE.

REGIMES	DATES D'INSTAURATION	DUREE	EPHEMERIDE DEPUIS L'AVENEMENT DE LOUIS XVI	EPHEMERIDE DEPUIS LA PROCLAMATION DE LA 1 ^{ère} REPUBLIQUE
Accession de Louis XVI	Le 10/5/1774	6709 jours	0	-
1 ^{ère} République	Le 21/9/1792	1131 jours	6.709	0
Directoire	Le 27/10/1795	1474 jours	7.840	1.131
Consulat temporaire	Le 9/11/1799	997 jours	9.314	2.605
Consulat à Vie	Le 2/12/1802	655 jours	10.311	3.602
1 ^{er} Empire	Le 18/5/1804	3615 jours	10.966	4.257
1 ^{ère} Restauration	Le 12/4/1814	342 jours	14.582	7.873
Les Cent Jours	Le 20/3/1815	94 jours	14.924	8.215
2 ^{ème} Restauration	Le 22/6/1815	5525 jours	15.018	8.309
Louis-Philippe	Le 7/8/1830	6411 jours	20.543	13.834
3 ^{ème} République	Le 25/2/1848	1742 jours	25.954	20.245
Second Empire	Le 2/12/1852	6485 jours	28.696	21.987
4 ^{ème} République (avant la Loi Fallon)	Le 4/9/1870	1509 jours	35.131	28.472
5 ^{ème} République (après la Loi Fallon)	Le 30/3/1875	23903 jours	36.790	30.081

L'Etat Français	Le 10/7/1340	1519 jours	60,593	53,984
Le G.P.R.F.	Le 6/3/1944	846 jours	62,212	55,503
La IV ^{ème} République	Le 1/1/1957	4296 jours	63,059	55,349
La V ^{ème} République	Le 6/10/1958	X jours	57,354	60,645

/ APPARITION D'UNE RYTHMOLOGIE DANS LA DUREE DES REGIMES POLITIQUES :/

- Avec l'abolition des privilèges et la nuit du 4 Août 1789, la Monarchie française entrait en agonie. Cette agonie, jusqu'à la proclamation de la 1^{ère} République, allait durer 1.144 jours, ce qui, à peu de choses près, fut également la durée de la 1^{ère} République.

De telles équivalences se retrouvent assez souvent.
C'est ainsi que :

- La durée du Consulat à Vie (655 jours) cumulée avec celle de la 1^{ère} Restauration (342 jours) égale exactement la durée du Consulat à temps (997 jours).

- La durée de l'Empire, deuxième de nom, qui fut de 6.485 jours à partir de sa proclamation, ou de 6.429 jours à partir du sénatus-consulte du 7 Novembre 1851 se compare avec la durée du Règne de Louis-Philippe de 6.411 jours.

- La totalisation des durées du Directoire (1.474 jours), du Consulat à temps et du Consulat à Vie (respectivement 997 et 655 jours), de l'Etat français prolongé par le G.P.R.F. (1.519 et 846 jours) donne un total de 5.491 jours, alors que la durée de la 2^{ème} Restauration fut de 5.525 jours.

Ce ne sont là, certes, que des témoignages indirects de l'existence d'un rythme, que les sceptiques pourraient trop facilement affubler du nom de coïncidences si bien d'autres preuves ne venaient démontrer le contraire.

- Avant que de les présenter plus longuement, il peut être intéressant de faire ressortir certains "Nombres Remarquables".

C'est ainsi qu'avant que ne s'ouvre l'ère napoléonienne, il s'écoula 2.605 jours du 21/9/1792 au 9/11/1799, durée que l'on rapproche du carré du Nombre d'Or 2.618. Nombre d'or d'ailleurs que l'on retrouve précisément à la fin de l'ère napoléonienne (Napoléon III cette fois), entre la date de l'abolition de l'Empire et l'installation définitive de la République par l'amendement Wallon : 1.609 jours contre 1.618. Notons d'ailleurs que :
 $2.605 - 1.609 = 996$ jours, soit la durée exacte à un jour près du Consulat qui, lui-même, comme nous venons de le voir ci-dessus, égale Consulat à Vie + 1^{ère} Restauration.

Si l'on peut assimiler 1.609 et 2.605 à 1.618 et 2.618, 3.618 (ou 2618 + l'unité 1000), ressort également sous la forme de 3.602 jours, du 21/9/1792 au 2/8/1802, et de 3.616 jours, du 18/5/1804 au 12/4/1814. Et remarquons de nouveau que $3.602 - 2.605 = 997$ jours encore une fois.

Coïncidences ? une répartition peut-être trop facile.

Les 3.616 jours et les 3.602 jours qui viennent d'être mentionnées font un total de 7.218 jours dont la section d'or décroissante est : $7.218 - (1-0,618) = 2.757$
Or $2.757 \times 2 = 5.514$ jours, soit encore la durée approchée de la II^{ème} Restauration (5.525 jours).

De plus, l'autre section d'or croissante de 7.218 jours par 0,618, c'est

4.461. Multipliée, elle aussi, par 2, elle donne 8.922 jours. Or, entre le 21/9/1792, fin de la monarchie, et le 22/6/1815, restauration de la Monarchie, il y a 8.309 jours, soit une différence avec 8.922 peu éloignée de ce fameux 618.

- Arrivés à ce point de notre exposé, nous prions notre lecteur de se reporter à d'anciens "HORIZONS" et notamment au Chapitre II de "HORIZON 1985" pour se remémorer certains Cycles recteurs dont nous ne rappellerons pas la définition ici.

Nous savons par exemple combien le cycle de 4.484 jours est intimement lié aux mesures de 36.524 jours (le siècle) et de 25.920 jours (25920 ans, durée théorique du phénomène de la Précession des Equinoxes).

On notera aussitôt, (et c'est d'autant plus remarquable que notre démonstration s'appliquera à des durées d'une seule forme de Gouvernement, la République sous ses différents numéros) que : I^{ère} République (1.131 jours) + II^{ème} République (1.742 jours) + III^{ème} République jusqu'à l'amendement WALLON qui l'instaura définitivement (1.609 jours) donne comme total 4.482 jours.

Décomposons donc 4.484 en ses sectionnements par le rapport d'extrême et moyenne raison. Nous faisons ressortir 2.771 par 0,618 - 1.713 par 0,382 et enfin 655 par 0,236. 655 jours qui est la durée exacte du Consulat à Vie.

Nous remarquerons au passage que divers astronomes attribuent au phénomène de la précession des équinoxes une durée réelle de 25.867 ans, soit le nombre exprimé en jours représentant la durée exacte séparant l'arrivée au Pouvoir du 1^{er} Consul BONAPARTE de l'écroulement du Second Empire de Napoléon III). Quant à 25.920, nombre principe du phénomène précessionnel, son quart nous conduit à 6.480, soit très proche précisément de la durée de ce Second Empire, (6.485 jours).

Au cours de ces derniers paragraphes, nous venons de constater la manifestation dans le déroulement du mouvement de l'Histoire de mesures dérivées de 1.618, de 4.484 et de 25.920. Combinons-les :

D'une part 2.772 est la section d'or de 4.484

D'autre part, 6.118 est le reste par 0,236 des deux sections d'or de 25.920.

La somme de ces deux décompositions : $2.772 + 6.118 = 8.890$ jours, mesure qui a comme reste par 0,236 2098 jours.

$(1.618 + 618) \times 2 = 4.472$ jours dont la progression par le rapport d'extrême et moyenne raison nous conduit d'abord à 7.236 puis à 11.707.

7.236, c'est à peu de choses près 7.218 jours (la période allant du 21/9/1792 au 2/8/1802, plus la période allant du 18/5/1804 au 12/4/1814, lesquelles sont séparées justement par la mesure 655 jours du Consulat à Vie, qui appartient, comme nous venons de la voir, au rythme de 4484 jours).

Quant à la mesure 11.707 jours, elle se concrétise ainsi :

La III ^{ème} République dura	25.512 jours
$11.707 \times 2 = \dots\dots\dots$	23.414 jours

SOIT UNE DIFFERENCE DE .. 2.098 jours que nous venons de voir être la décomposition par des rapports de section d'or de 4.484 et de 25.920. Ce 2.098 jours étant (cf. ci-dessus) le "Reste" de 8.890 jours.

Développons entièrement par la section d'or la série issue de 8.890 jours :

Nous avons : 8.890, 5.494, 3.396, 2.098, 1.298, 800 et enfin 498.

Or $498 \times 2 = 996$, et revoilà encore la durée du 1er Consulat à temps comme 1.298 : $2 = 649$, à six jours près la durée du Consulat à Vie.

Succinctement, nous venons ainsi, à l'aide des mesures dérivées du seul Nombre d'Or, du Cycle Précessionnel, et de la mesure 4.484, de traverser 150 ans d'histoire de France. Et une première notion de loi rythmique à l'intérieur de celle-ci se précise, qui nous permet de commencer à croire que la dynamogénie numérique appliquée à l'Histoire n'est pas qu'un jeu d'érudit imaginaire ?

/ LE RYTHME QUANTITATIF DES REGIMES ET LEUR LIAISON QUALITATIVE :/

- Depuis la proclamation de la 1ère République en 1792, quatre formes de Gouvernement ont présidé aux destins de la France.

- La République révolutionnaire tout d'abord, conséquence de 1789 puis de 1848.
- La République parlementaire après 1870
- La Monarchie avec la Restauration des Bourbons et le Duc d'Orléans
- Les Régimes monocratiques enfin, qu'il s'agisse des deux Napoléon ou de l'Etat français de Vichy.

Examinons chacune de ces grandes divisions :

- La République révolutionnaire, sous ses diverses formes, : 1ère République (1.131 jours), Directoire (1.474 jours), Consulat à temps (997 jours), IIème République (1.742 jours) représenta une durée totale de 5.344 jours.

La période monarchique avec les règnes de Louis XVIII, de Charles X (avant et après les Cent Jours, soit 342 jours + 5.525 jours = 5.867 jours) et de Louis-Philippe (6.411 jours) dura 12.278 jours.

Premier rapprochement important : la période monocratique formée par les durées du Consulat à Vie (655 jours), du 1er Empire (3616 jours), du IIème Empire (6.485 jours) et de l'Etat Français (1.519 jours) s'étend, elle aussi, sur 12.275 jours.

Ce premier rapprochement demande bien entendu corroboration. Or voilà que :

République révolutionnaire :	5.344 jours
Monarchie..... : +	12.278 jours
Régimes monocratiques..... : +	12.275 jours

font un total de.....

29.897 jours.

Serez-vous surpris de constater que la République parlementaire (soit la IIIème République d'avant et après l'amendement Wallon = 25.512 jours et la IVème République, soit 4.296 jours) dura au total 29.808 jours ? et que si nous tenons compte de la période des "CENT JOURS" de Napoléon, non décomptée jusqu'ici et qui marque un retour à un régime parlementaire plus libéral, lequel dura en réalité 94 jours, nous obtenons, mais oui, 29.902 jours contre 29.897 précédemment ?

Ainsi, aboutissons-nous à une égalité pour le moins assez extraordinaire, après l'examen attentif des durées de tous les régimes, classés suivant l'idéologie qu'ils représentent, s'étant succédés depuis 1792 et ce jusqu'à la proclamation de la Vème République.

Un seul ne figure pas dans cette énumération : celui du Gouvernement Provisoire de la République Française en fonction pendant 846 jours. La suite de

notre exposé prouvera qu'il ne s'agit pas là d'une lacune de notre démonstration. Pour l'instant, remarquons seulement que si ce que nous avons appelé la période révolutionnaire s'étendit sur 5.344 jours, la Restauration des Bourbons (Louis XVIII et Charles X) dura $342 + 5525 = 5.867$ jours.

Or $5867 - 5344 = 523$ jours (justement le centième Nombre Premier)
(La Restauration fut interrompue par "Les Cent Jours")
et $523 \times 1,618 = 846$ jours

Remarquons aussi que si nous assimilons le G.P.R.F. aux divers régimes monocratiques, nous avons comme durée globale de ceux-ci : $12.275 + 846 = 13.121$ jours.

Reportez-vous à l'importante mesure observée l'an dernier à Wall-Street séparant le plus bas de tous les temps du Dow-Jones et le creux du krach des années 1929 à 1932 à Wall Street : 13.119 jours. Une même loi rythmique préside bien à l'élaboration de tous les phénomènes naturels. L'Unité mathématique en est le fondement.

- Croyez-vous encore que les Hommes font l'Histoire ? et si un léger doute existe, malgré ce, dans votre esprit, poursuivons :

Des hommes, une famille, des idéologies ont pu incarner des Régimes. L'idéologie révolutionnaire par exemple (5344 jours,) la famille des Bourbons (5867 jours), un homme comme Napoléon-Bonaparte (1er Consul durant 655 jours, Empereur pendant 3.616 jours) (soit 4.271 jours).

D'autre part, Louis-Philippe, roi des Français pendant 6.411 jours,
Napoléon III, Empereur des Français, durant 6.485 jours,

Le Maréchal Pétain, Chef de l'Etat Français, pendant 1.519 jours, (curieux que le mot "Français" se répète dans ces trois régimes).

Récapitulons :

d'une part : $5.344 + 5.867 + 4.271 = 15.482$ jours
(soit un nombre entier de 11.000 jours) (retenez le nombre 11)
+ 4.482 jours la mesure bien connue.

d'autre part : $6.411 + 6.485 + 1.519 = 14.415$ jours
Posons : $15.482 - 14.415... = 1.067$ jours

Et comparons avec la différence des durées de la période révolutionnaire et de Napoléon-Bonaparte, 1er Consul à Vie, puis Empereur :

$$5.344 - 4.271 = 1.073 \text{ jours}$$

- Des rapports, en voulez-vous encore ?

Louis XVI, dernier Roi avant la Révolution de 1789, régna 6709 jours. Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe, les Rois de la Restauration, régnèrent 12.278 jours.

La différence est de $12.278 - 6.709 = 5.569$ jours.

Or n'est-il pas curieux de constater que la règne de Louis XVI fut sévèrement marqué par le fameux 4 AOUT 1789, journée qui entraîna l'abolition des privilèges, et qui était le 5.565ème jour du règne de Louis XVI ?

Et depuis 1792, nous avons aussi connu bien souvent ce que l'on a appelé

des "gouvernements provisoires" :

Citons :

Le Consulat Provisoire du 11/11/1799 au 24/12/1799 : 43 jours

Le Gouvernement Provisoire de la IIème République du 25/2/1848 au 8/12/1848 : 287 jours

La 1ère Restauration avant les "Cent Jours" : 342 jours

Les Cent Jours eux-mêmes : 94 jours

Le Gouvernement Provisoire de la République Française en 1944 : 846 jours

Au total, l'ensemble de ces gouvernements provisoires restés en fonction 1.612 jours.

Bien que "provisoires", ces gouvernements étaient prédéterminées quant à leur durée globale, puisque celle-ci est identique à trois jours près à ce que fut la durée de la République "provisoire" (tout le monde attendait, en effet, le retour de la Monarchie) après 1870 et avant l'amendement Wallon : 1.609 jours.

Certains politiciens ou historiens considèrent que l'Histoire de France ne commence qu'avec 1789 ! d'autres, tout aussi excessifs dans leur opinion, la jugent terminée à cette date. Mais le rythme ignore les opinions de droite et de gauche et établit un pont entre les deux susdites périodes. En voulez-vous encore un exemple ?

Le Général De Gaulle, comme opposant au Maréchal Pétain puis Chef du Gouvernement Provisoire sous la IVème République, joua un rôle public du 18 Juin 1940 au 20 Janvier 1946, soit durant 2042 jours. Il devint le premier Président de la Vème République le 1er Janvier 1959, poste dont il démissionna 3770 jours plus tard le 27 avril 1969. Au total, il joua un rôle de premier plan durant 2042 + 3770 jours = 5812 jours, soit peu différent de 36525 jours (le siècle) : SPI = 5813 jours.

*
* *
*

§ II : LE MERVEILLEUX DANS L'HISTOIRE DE FRANCE

- " La Nation des Francs, illustre, ayant Dieu pour Fondateur, ...
Et ainsi fut dressé ce décret :
" Vive le Christ qui aime les Francs !
" Qu'Il garde leur royaume et remplisse leurs chefs de la lumière
de sa grâce !
" Qu'Il protège l'Armée !
" Qu'Il leur accorde des signes qui attestent leur foi,
leur joie, la paix, la félicité !
" Que le Seigneur Jésus-Christ dirige dans le chemin de
piété ceux qui gouvernent !..."

(Loi constitutionnelle du Royaume des Francs
en tête de la Loi Salique)

- " Le jour où la France coupa
la tête à son roi, elle commit un suicide "
(E. RENAN)

"... Le Roi de France était sacré avec le
Saint-Chrême, la plus noble des Huiles Saintes,
celle qui est employée au Sacre des Evêques.
Lorsque d'autres Rois demandèrent à l'Eglise
de les sacrer eux aussi, elle ne voulut
leur appliquer que l'Huile des Catéchumènes".

(Mgr. DELASSUS)

- " La mission de la France, aussi
visible que le Soleil, lui a
été marquée dès le berceau
par les paroles de Saint-Remy
au baptême de Clovis."

(Joseph de MAISTRE)

/ LES TROIS NOELS QUI FIRENT LA FRANCE :/

a) NOEL ! NOEL !

- Le Moyen-Age entier (latin ou byzantin) a été dominé par la double image du Christ Rédempteur et du Christ Roi ou "Pantocrator" dont, aujourd'hui encore, nous conservons, ici et là, d'innombrables figurations dans les fresques et les mosaïques, sur les tympans ou les corbeilles de chapiteaux de nos églises.

Il était normal, en conséquence, que les monarchies de droit divin naquisent, elles aussi, le même jour que ce Christ Roi et Rédempteur.

Qui ne connaît, au moins par des commentaires, le texte fameux de Grégoire de Tours ?

"Les rues sont ombragées de tentures de couleurs, les églises ornées de courtines blanches ; le baptistère est apprêté, des parfums sont répandus, des cierges odorifiants brillent ; tout le temple du baptistère est imprégné d'une odeur divine et Dieu y comble les assistants d'une telle grâce qu'ils se croient transportés au milieu des parfums du paradis.

"Ce fut le roi qui, le premier, demanda à être baptisé par le pontife. Il s'avance, nouveau Constantin, vers la piscine pour se guérir de la maladie d'une vieille lèpre et pour effacer avec une eau fraîche de sales taches faites anciennement. Lorsqu'il y fut entré pour le baptême, le saint de Dieu l'interpella d'une voix éloquente en ces termes : "Courbe doucement la tête, O Sicambre, adore ce que tu as brûlé, brûle ce que tu as adoré" (...).

"Ainsi donc le roi, ayant confessé le Dieu tout puissant dans sa Trinité, fut baptisé au nom du Père et du Fils et du Saint Esprit et point du saint chrême avec le signe de la croix du Christ.

"Plus de trois mille hommes de son armée furent également baptisés. On baptisa aussi sa soeur Alboflède qui, peu de temps après, émigra auprès du Seigneur".

Il n'est question, dans cette version, que de baptême, et non de sacre.

En 878, Hincmar, archevêque de Reims, ajoutera au récit originel quelques détails de sa façon. A l'en croire, Clovis pose à Rémi, devant la splendeur des pompes déployées, cette naïve question :

- "Père, est-ce là le royaume que Dieu promet ?"

- "Non, dit Rémi, mais la route qui t'y mènera."

Au moment du baptême royal, une colombe "plus blanche que neige" apporte, en son bec, l'ampoule du Saint Chrême. Le prélat s'en saisit et par trois fois, trace avec cette huile sacrée le signe rédempteur sur le néophyte qui, ainsi, devient à la fois le fils du Christ et le père de ses sujets. La foule pousse alors pour la première fois le cri fameux de la vieille France : "Noël ! Noël !".

Tel est le thème hagiographique dont l'école rémoise, au Moyen-Age, entretiendra la tradition avec piété.

Les moines dionysiens ajoutent simplement à "Noël ! Noël !" leur "Montjoie ! Saint Denis !".

Au XIIIe siècle, on figura sur la façade occidentale de la cathédrale rémoise, au-dessus de la grande rose, interrompant la galerie des rois, la scène sui-

vante : Clovis, dans la cuve baptismale, Saint Rémi lui imposant la sainte ampoule, et Sainte Clotilde lui présentant la couronne.

Ainsi se trouvaient, à la place d'honneur du plus haut lieu national, assimilés officiellement le baptême et le sacre de Clovis, en mémoire de la Noël 496.

*
* *
*

- Tout commence donc, ou presque, avec ce "Testament de Saint Rémi", qui fonde la thématique en offrant à l'alliance du trône et de l'autel de grandioses perspectives eschatologiques. Voici, en effet, la prédiction de ce "nouveau Moïse", formulée, selon le témoignage d'Hincmar, lors du baptême de Clovis à Reims, dans la nuit de Noël 496 :

"Soudain, une lumière plus éclatante que le soleil inonde l'église. Le visage de l'évêque en est irradié. En même temps retentit une voix : "La paix soit avec vous ! C'est Moi ! N'ayez point peur ! Persévérez en ma dilection!"

Quand la voix eut parlé, une odeur céleste embauma l'atmosphère.

Le roi, la reine et toute l'assistance, épouvantés, se jetèrent aux pieds de Saint Rémi qui les rassura et leur déclara que c'est le propre de Dieu d'étonner au commencement de ses visites et de se réjouir à la fin.

Puis, soudain illuminé d'une vision d'avenir, la face rayonnante, l'oeil en feu, le nouveau Moïse s'adressant directement à Clovis, chef du nouveau peuple de Dieu, lui tint le langage de l'ancien Moïse à l'ancien peuple de Dieu :

"Apprenez mon fils, que le royaume de France est prédestiné par Dieu à la défense de l'Eglise romaine, qui est la seule véritable du Christ. Ce Royaume sera un jour grand entre tous les royaumes. Et il soumettra tous les peuples à son sceptre. Il durera jusqu'à la fin des temps. Il sera victorieux et prospère tant qu'il sera fidèle à la foi romaine. Mais il sera rudement châtié toutes les fois qu'il sera infidèle à sa vocation."

- Dès l'époque de Pépin le Bref, nos rois ont indiqué qu'ils se pensaient les continuateurs des rois de Juda. Les papes ont ratifié cette façon de voir : l'Etat franc puis la France sont la tribu de Juda du nouveau Israël qu'est l'Eglise. Les actes royaux, les "ordines" des sacres, les bulles pontificales (Dei Filius, Rex Gloriarum...), les oeuvres d'art, ont souligné ce fait, encore rappelé avec éclat dans les discours de saint Pie X. Il s'agit là de textes fondamentaux pour notre histoire, il faut les connaître. Par contre il y a beaucoup trop de fantasmagories d'auteurs se fondant sur des sources inconnues ou des révélations privées rocambolesques, qui veulent que les rois de France soient les descendants des rois de Juda, ce qui n'a d'ailleurs aucun intérêt. Nous ne devons pas cesser de lutter pour que notre tradition nationale authentique soit expliquée par des actes vérifiables, ce qui élimine ce grand testament de Saint Rémi et autres faux retentissants.

Ne soyons pourtant pas aussi aveugles que la plus grande partie de la hiérarchie ecclésiastique, en Europe Occidentale tout au moins, qui ne croit plus aux révélations privées. Paray-le-Mondial, La Salette, Lourdes, Fatima, sont, à cause d'elle, rejetées au rang des superstitions moyenâgeuses et les clercs s'occupent gravement à psychanalyser les saints et expliquent tout simplement leurs visions par des fantasmes d'ordre sexuel ou hallucinatoire. Il est vrai que la Révélation elle-même n'est pas mieux traitée et qu'il est fréquent de voir les évangélistes considérés comme des fabulateurs ou des faussaires. Et pourtant, l'Eglise a toujours reconnu l'origine divine de certaines prophéties et laisse aux fidèles la liberté d'y faire foi.

Si l'on prend la peine d'examiner les révélations privées modernes, on se

rend compte que malgré des divergences de détail, des différences d'estimation dues probablement au facteur humain, malgré cela les prophéties forment pour l'essentiel un facteur cohérent qui annonce trois grands faits : une terrible persécution des chrétiens et une sorte de triomphe du mal, des châtements nombreux et un "grand coup" qui manifesterait la colère de Dieu, enfin le règne réparateur d'un grand monarque en France et le pontificat d'un grand pape qui relèverait l'Eglise.

Les annonces faites à Marie-Julie JAHENNY, "la stigmatisée de Blain" (1850-1941) s'insèrent parfaitement dans ce faisceau. L'autorité ecclésiastique varia dans sa conduite à l'égard de cette pauvre paysanne bretonne, quasi illettrée, dont la vie fut une sorte de "miracle permanent". Si Mgr Le Fer de la Motte, évêque de Nantes de 1914 à 1934, lui apporta tout son appui, elle avait été, trente ans auparavant, privée de sacrements par le clergé de sa paroisse pendant onze ans.

Un certain nombre d'événements futurs sont décrits avec une grande précision par la "voyante" et, s'ils se réalisent, il sera facile de les reconnaître ; d'autres, plus obscurs, semblent avoir un caractère allégorique. En tout cas, le triomphe provisoire des méchants, le "grand coup" et le grand monarque sont explicitement racontés.

"Il est toujours tentant d'appliquer à notre époque, écrit Christian LAGRAVE dans "LECTURES ET TRADITION", des prophéties qui ne concernent peut-être qu'un futur éloigné et qui, de toutes façons, sont conditionnelles. Mais comment ne pas tressaillir quand on lit la mention de "l'Eglise envahie", et de "Lutte à Rome", l'affirmation que "l'Eglise sera un sépulcre", que l'on assistera aux "funérailles" du siège de Pierre ? Comment ne pas trouver effrayante cette apostrophe faite à la France : "Je ne te demande qu'un acte de charité : épargne au berceau l'innocence ; laisse la vie aux anges de la terre afin qu'ils puissent attirer sur toi le commencement de la miséricorde". Voilà qui semble prévoir le massacre des innocents Giscard-Veill !"

Passons sur la partie des révélations qui concerne l'Eglise et la France pour en venir à cette projection commune à toutes les traditions. Pendant ce temps, le descendant d'une famille de régicides prétendra au trône de France et essaiera de se faire nommer roi ; "mais cette race n'est pas dans les desseins de Dieu". Trois "souverains" se produiront "animés d'ambition humaine" et seront renversés successivement. Le grand monarque aimé de Dieu "sera un descendant de Saint-Louis", "aucune créature ne le connaît", il se révélera pendant la guerre et sera couronné avant la fin des combats.

Suivant ce que dit Marie-Julie, la France a une destinée précise, et ses infidélités seront "rudement châtiées".

- Cette prédilection du Seigneur pour la France est affirmée par ce qu'il a dit à Marie Lataste, la célèbre mystique du Sacré Cœur à PARIS.

"Le premier roi, le premier souverain de la FRANCE, c'est Moi. Je suis le Maître de tous les peuples, de toutes les nations, de tous les royaumes, de tous les empires et de toutes les dominations. Je suis particulièrement le maître de la FRANCE."

"Je lui donne prospérité, grandeur et puissance au-dessus de toutes les autres nations, quand elle est fidèle à écouter Ma voix. J'élève ses princes au-dessus de tous les autres princes du monde, quand ils sont fidèles à écouter Ma voix. Je bénis ses populations plus que toutes les autres populations de la terre, quand elles sont fidèles à écouter Ma voix."

"J'ai choisi la FRANCE, pour la donner à mon Eglise comme fille de prédilection. A peine avait-elle plié sa tête sous Mon joug, qui est suave et léger, à peine avait-elle senti le sang de mon cœur tomber sur mon cœur, pour le régénérer, pour le dépouiller de sa barbarie et lui communiquer Ma douceur et Ma charité, qu'elle devint l'espoir de Mes Pontifes et bientôt après, leur défense et leur soutien. Ils

lui donnèrent le nom bien mérité de "fille aînée de l'Eglise."

La FRANCE, Nation missionnaire, parce que premier né des dix nations chrétiennes d'Occident !!!

*
* *
*

- L'ambiguïté serait-elle donc la constante fondamentale de cette mission de la France, blanche et noire comme le Beaucent des Templiers ? Aurions-nous là la clef de cette mythologie, qui invite à discerner toujours dans les transgressions présentes les germes d'une légitimité future, intégrant finalement d'irréconciliables contraintes en une synthèse majestueuse ? En d'autres termes, la France pourrait-elle se permettre ce qui à d'autres serait refusé ?

Quoi qu'il en soit le général De Gaulle ne craignait pas de se rattacher de façon éclatante à cette constante nationale, lui qui confiait à quelques disciples triés sur le volet : "Lorsque le grand, la nécessaire, l'inévitable révolution du XXe siècle, telle qu'ensemble nous l'avons entrevue au cours de nos séances, pour la France, pour l'Europe, inséparables des destinées du monde ; lorsque cette révolution, disons-nous, sera achevée ou en voie d'accomplissement, le général De Gaulle ne verrait, personnellement, nul inconvénient et beaucoup d'avantages, à ce que le dernier descendant qui, en mille ans, firent la France", retrouvât le trône de ses ancêtres, pour conduire la nation française à ses fins dernières. Rien ne parachèverait plus dignement l'histoire de France, aux jours parousiques" (R.P. MARTIN - Le Livre des Compagnons Secrets aux éditions du Rocher)-

Pour l'auteur qui ne manque pas de renvoyer au propos développé, entre autres penseurs, par Julius EVOLA dans, par exemple, les "Hommes au milieu des ruines" ou "Chevaucher un tigre", posant de prime abord que nous vivons au temps de la confusion totale, de la négation de toute hiérarchie précédant l'heure du renversement de toutes les valeurs, prélude d'une renaissance nouvelle, pour celui donc qui se fait l'interprète du Général, nous approcherions de la fin des temps (notre conception est toute différente : fin d'un temps oui, fin du monde non) - de la parousie qui n'est autre que la fin de l'histoire.

Prêtant au Général des propos que ne renierait pas le plus distingué des marxistes et qui surprennent plus d'un lecteur, le R.P. MARTIN nous trace un fort intéressant tableau de l'histoire de France, dont l'histoire intérieure reposerait, -voyez-vous ça ?- sur une lutte des classes continue où les communards de 1871 sont les héritiers des Bagaudes, tout en faisant remarquer que ce qui distingue la France des autres pays c'est le fait qu'elle ne fut jamais une race physique mais une sorte de race psychologique transcendée d'âge en âge par le sens de la gloire et de l'honneur.

Même si l'on peut émettre plus d'une réserve sur la déclaration sibylline ci-avant rappelée que l'auteur attribue au Général De Gaulle, comme si celui-ci semblait avoir scruté le passé pour y découvrir les signes de l'avenir, constatons qu'en faisant état d'un anneau encore manquant à la chaîne des quarante rois qui firent la France, elle s'accorde avec les plus anciennes traditions.

Entre autres, Raoul AUCLAIR dans "HISTOIRE ET PROPHECIE" (Nouvelles Editions Latines) montrait dans la liste de nos rois la toute-puissance du Nombre, "dégageant déjà, dans cette France missionnée, que tout, ici, comme jadis en Israël, a été pesé, compté, mesuré."

Citons ses commentaires concernant le tableau des dynasties.

*
* *

TABLEAU I

I. - (1) MEROVINGIENS (à partir de Clovis)	18 rois
II. - (2) CAROLINGIENS	12 rois
Total	30 rois
CAPETIENS ayant régné du temps des Carolingiens	3 rois
III. - CAPETIENS	
(3) CAPETIENS DIRECTS	15 rois
(4) VALOIS	7 rois
(5) ORLEANS	1 roi
(6) VALOIS-ANGOULEME	5 rois
(7) BOURBONS	8 rois
	36 rois
LE GRAND MONARQUE (?)	1 roi
	37 rois
Total	40 rois
Rois de France : $30 + 40 =$	70 rois

"Tout d'abord trois races, la Mérovingienne, la Carolingienne et la Capétienne, qui impriment le sceau du Ternaire dans l'unité du destin monarchique de la France.

"Mais l'empreinte du Septénaire s'y décèle également, la troisième race se ramifiant en plusieurs branches qui portent à sept le nombre des dynasties.

"Toute architecture divine, celle des cieux ou celle des royaumes, est marquée au coin de la "ressemblance". L'Apocalypse en dresse le secret mais complet témoignage. Si donc le Ternaire est gage d'authenticité, le Séptenaire impulsion formatrice, dans le Duodénaire tout organisme et toute organisation trouvent leur équilibre et acquièrent leur plénitude. Or, ne sont-ils point douze, les rois de la seconde race, et trente-six, soit le triple duodénaire, ceux de la troisième ?

"Enfin, et plus éloquemment encore, quoique avec plus de mystère, tenant compte de Celui qui doit venir, le nombre des rois capétiens, depuis leur avènement dynastique, serait porté à trente-sept, QUI EST LE NOMBRE DOUZE dans l'acception mystique des nombres-premiers."

- " La France des Carolingiens, et plus encore celle des Mérovingiens, était une France toute floue, indécise et flottante, encore que ce fût, de toutes les nations de l'Europe, celle qui naquit avec le plus d'évidence et grandit avec le plus de constance. Ce n'était toutefois qu'un Royaume enfant qui ne vint à l'âge de raison qu'avec l'avènement des Capétiens. Aussi bien, nous vait-il falloir, tantôt, observer en cet endroit une coupure ; mieux que cela, une mutation, une discontinuité.

"Le Duodénaire étant l'expression de la forme accomplie et le Septénaire la puissance informatrice, s'étonnera-t-on, à contempler la première Race, d'y mieux

discerner la marque de celui-ci que la présence de celui-là ? Il y eut, en effet, dix-sept rois à compter de Clovis, DIX-SEPT ETANT LE NOMBRE SEPT en cette même suite absolue des nombres où trente-sept est l'équivalent de douze.

"Un dix-huitième roi (1), fort à part de ses prédécesseurs, nous ramène, par le biais, vers le Duodénaire. Mais gageons que sa vertu fut surtout d'imposer la nécessité de TRENTE rois en cette première France.

"Chose singulière, mais en tout point admirable, et si bien faite pour dérober les arcanes de cet auguste plan, ce sont des monarques placés en dehors des séries dynastiques qui permettent, ne nuisant point au nombre parfait des séries, de concourir au nombre parfait de l'ensemble. C'est ainsi que nous voyons, outre ce dix-huitième roi mérovingien, trois rois capétiens qui régnèrent du temps des Carolingiens (2)."

- "Enfin sied-il de rappeler ces douze rois, situés eux aussi "en dehors" : douze rois mérovingiens qui régnèrent en France bien que ne régnant pas sur cela qui était déjà la France et que l'on n'inclut pas d'ordinaire, avec juste raison, dans la royale théorie des monarques français."

- "Ainsi les deux premières Races qui jalonnent les étapes de l'établissement du Royaume, ont un total de trente rois. A partir d'Hugues Capet, la France enfin, la France désormais affirmée, va compter trente-six rois. Si l'on tient compte des trois Capétiens qui occupèrent le trône quand régnaient encore les Carolingiens, cela fera, pour la troisième Race, trente-neuf souverains. Assurément, le dernier et tellement promis qui doit paraître à la Fin, ne saurait point ne point venir. Voudrait-on que l'absence du Quarantième faussât une aussi stricte économie ? L'intervention de la Providence, en cette harmonie, s'impose avec tant d'évidence qu'on se refuse à croire qu'elle puisse, à ce terme, interrompre une ordonnance établie avec cette rigueur et ne point poser la clef de voûte qui retiendra ce splendide édifice."

"QUARANTE souverains de la troisième Race, et en tout, ô prodige, SOIXANTE-DIX rois !"

"SOIXANTE-DIX : la durée des jours d'un roi."

(Is., XXIII, 15).

70 rois de France,
comme ils furent 70 de la postérité de Jacob (3),
et 70 Anciens en Israël,
et 70 Disciples de Jésus,
et 70 Nations sur la terre (4), (renvoi bas de page, suite page 15.)
figurées par les 70 palmiers d'Elîm au milieu de l'oasis où coulent 12 sources d'eaux vives.

(1) Après un interrègne de cinq années sous la domination de Pépin-le-Bref (737-742), Childéric, souverain fantôme et dernier monarque de la race de Clovis, fut fait roi et défait par celui qui était déjà le premier roi carolingien.

(2) Eudes (888-898); Robert Ier (922-923); Raoul (923-936).

(3) "Toutes les personnes issues de Jacob étaient au nombre de soixante-dix" (Ex. I, 5).

"Tes pères descendirent en Egypte au nombre de soixante-dix personnes." (Deut. X, 22).

(4) Fils de Noé : Japhet, Cham, Sem.

Nations issues des fils de Japhet.....

14 (Gen. X, 2-5).

Nations issues des fils de Sem.....

26 (Gen. X, 21-31).

soit :

QUARANTE Nations

Nations issues des fils de Cham et qui portèrent la malédiction de Noé.....

30 (Gen. X, 6, 20).

SOIXANTE-DIX Nations

70 paraît devoir être l'extension en mode d'organisation temporelle du Duodénaire fondamental. C'est ainsi que les 70 Anciens d'Israël prolongent les 12 Fils de Jacob ; les 70 Disciples, les 12 Apôtres ; les 70 Nations de la terre, les 12 Nations mystiques, d'abord figurées dans les 12 Tribus commandées par les 12 Fils, et, à la fin, dans les 12 Plénitudes du plérôme de la Jérusalem Céleste "jugées" par les 12 Apôtres : "Je vous le dis en vérité, quand le Fils de l'Homme, au renouvellement de toutes choses (les nouveaux cieux et la nouvelle terre), sera assis sur le trône de sa gloire, vous qui m'avez suivi (les Apôtres), vous serez de même assis sur 12 trônes et vous jugerez (gouvernerez) les 12 tribus d'Israël." (Math. XIX, 28.) Cela, certes, se doit entendre absolument, dans la perspective apocalyptique de la Jérusalem des cieux ; mais pouvons-nous ne point voir que le texte, traduit littéralement, porte en cet endroit une formule beaucoup moins définitive et si pleine de mystère : DANS LA NOUVELLE ÈRE DU MONDE.

Non seulement la Bible fait état de 70 nations, mais nous y voyons ces peuples distingués selon les nombres 30 et 40, c'est-à-dire en vertu de la division mystique du Septénaire : le Ternaire, sceau divin et le Quaternaire, norme de la Vie.

Enfin, il ne nous paraît point hors de propos de souligner, ici, que les Juifs de la Diaspora, retournant en Terre Sainte à l'approche "de la nouvelle ère du monde", ont été, à s'en référer aux statistiques, regroupés à partir de 70 pays.

FIN du RENVOI (4)

"Voici donc reproduit, en cette royale théorie, comme le témoignage d'une prédestination, l'ordre même dont Dieu s'est servi pour susciter les patriarches et répandre les nations. Relisons ce dixième chapitre de la Genèse qui dénombre les pères des peuples qui essaimèrent sur la terre après le Déluge. Outre les TRENTE fils de Cham, comme soustraits momentanément à la gloire et au bénéfice de la future Promesse, outre les QUARANTE rameaux issus de la double tige de Sem et de Japhet, un examen attentif fait apparaître deux autres nations : les Philistins et les Caph-torim (5). Du coup, nous voici ramenés au centre d'un nouveau mystère, à cet inévitable flou entre les nombres 70 et 72, équivoque si constante qu'il faut bien qu'elle

(5) Gen. X, 14.

Notons le parallélisme entre les 70 (ou 72) disciples du Christ, selon les versions de l'Evangile de saint Luc (X, 1) et les 70 (ou 72) Anciens d'Israël.

"La clef de tout cela se trouve peut-être dans le onzième chapitre du Livre des Nombres, où l'on voit Yahvé ordonner à Moïse d'assembler soixante-dix hommes des anciens d'Israël. Or, Moïse étant sorti, "il rapporta au peuple les paroles de Yahvé, et il assembla 70 hommes des anciens du peuple et les plaça autour de la tente. Yahvé descendit dans la nuée et parla à Moïse : il prit de l'esprit qui était en lui et le mit sur les 70 anciens ; et dès que l'esprit reposa sur eux ils prophétisèrent... Deux hommes, l'un nommé Eldad et l'autre Médad, étaient restés dans le camp ; et l'esprit reposa aussi sur eux...". Le Livre des Cycles.

70 porte le sceau du Principe ; 72, celui de l'Acte ; enfin, le nombre (ou l'arcane) 70, s'accomplissant en 72, est ramené de la sorte dans la nécessité organique du Duodénaire.

ressortisse à quelque loi divine.

"Gageons qu'un jour, sans toutefois que s'en trouve faussée la rectitude d'un si ferme dessein, deux autres monarques trouveront à s'inclure dans l'auguste chaîne des 70 rois de la France, par exemple Louis-Philippe, pour lors exclu, et qui rentrera dans la théorie des rois comme les Philistins sont entrés dans la théorie des peuples."

*
* *
*

- "Et maintenant, à compter les 12 souverains de la dynastie mérovingienne qui furent rois EN France -car enfin, que s'ils se détachent à la fois et s'imposent, il faut bien convenir qu'ils ne sauraient figurer d'inutiles éléments ou de vains motifs d'ornement dans ce surprenant et impérieux monument de la Providence - nous sommes amenés à considérer une ultime somme de quatre-vingt-quatre rois.

Ici, où nous avons tant décelé la secrète présence et les vertus conjuguées du Septénaire et du Duodénaire, nous les voyons enfin, l'un et l'autre, condensés en 84, qui est le nombre produit par la multiplication du nombre de l'un par le nombre de l'autre.

- Quand un journal, naguère condamné par l'Eglise, et qui avait pourtant l'inestimable mérite d'entretenir une flamme française dans le coeur de la France, mais qui se chargeait du grand péché de ne la point répandre pure (1), rappelait, chaque matin, les QUARANTE rois qui, en MILLE ans, firent la France, sans doute ne savait-il point jusqu'où portait cette fière affirmation. La France des Capétiens commença de courir en 987. Et mille ans au-delà, mille ans tout juste, nous amènent en 1987, une année tout alourdie du poids des conjectures ; une année aussi, qui clôt, ouverte en 1917, la Semaine de 70 ans du Trouble et de la Gloire crépusculaire des Nations."

- "Jamais au monde famille souveraine ne s'étendit avec autant de gloire et de durée que la race capétienne. Et ce n'est pas assez qu'elle ait fait la France, elle a façonné quasi l'Europe. Et voilà, de nouveau, que nous allons nous heurter à de bien merveilleuses rencontres où se manifesteront, une fois encore, tout empreinte de l'excellence du Nombre, les plans très sûrs des établissements de la Providence.

"Les Capétiens - à nous reporter au tableau qui suit -régneront sur DOUZE nations.

TABLEAU II

LES DOUZE COURONNES TERRESTRES DES CAPETIENS

1. - FRANCE		987-1830
2. - BOURGOGNE	Maison de Bourgogne	1032-1477
3. - PORTUGAL	Maison de Bourgogne	1139-1578
	et	1640-1836
4. - BRETAGNE	Maison de Bretagne	1213-1515
5. - CONSTANTINOPLE	Maison de Courtenay	1216-1261
6. - SICILE-NAPLES	Maison d'Anjou	1266-1480
	Maison de Bourbon	1731-1860

(1) Organe royaliste, sa plus grande faute fut peut-être, de prendre appui sur un souverain et sa lignée, Louis-Philippe, le seul roi qui se soit jamais écarté de la tradition mystique du Royaume de France.

7. - HONGRIE	Maison d'Anjou	1308-1386
8. - POLOGNE	Maison d'Anjou	1370-1399
9. - NAVARRE	Maison de Bourbon	1572-1830
10. - ESPAGNE	Maison de Bourbon	1700-1931
11. - LUCQUES	Maison de Bourbon	1815-1847
12. - BRESIL	Maison portugaise de Bourgogne	1822-1889 "

(FIN DE CITATION)

*
* *
*

b) LE PERE NOEL DE L'EUROPE :

- Trois siècles ont passé depuis le sacre de Clovis, et c'est -autre image d'Epinal- Charlemagne sacré Empereur à Rome, le jour de Noël en l'an 800 : date et image amies des mémoires écolières.

La vérité, comme toujours, est plus complexe. Le pape Léon III était alors très contesté, l'Eglise fort divisée (ce qui prouve que rien n'est nouveau sous le soleil). On avait même pu voir le Souverain Pontife assailli en pleine rue et roué de coups par la populace.

A l'instigation de Théodulphe et d'Alcuin, grands prélats politiques, Charlemagne intervint. Le 23 décembre 800, l'ordre, à Rome, était rétabli par ses soins.

Le lendemain, vigile de Noël, Charlemagne, entouré de ses principaux familiers, se rendit en la basilique de Saint-Pierre, pour y entendre la messe de la nuit sainte. Après la consécration, alors que le roi, chef incliné, s'abîmait dans les prières, Léon III, inopinément, le coiffa du diadème d'or, emblème du pouvoir impérial. Immédiatement, Romains et Français, assemblés dans l'édifice, d'une seule voix, s'écrièrent à l'unisson :

"A Charles, Auguste, couronné par Dieu, grand et pacifique empereur des Romains, vie et victoire !".

Le peuple avait parlé : Vox populi, vox dei.

Tel est du moins le récit officiel que nous ont conservé les Annales royales du règne, c'est-à-dire, *mutatis mutandis*, la préfiguration de notre journal officiel contemporain.

Cette espèce de "guet-apens politique", si louables qu'en fussent les intentions, ne plut guère, semble-t-il, à l'intéressé principal. Dans son récit de l'événement, Eginhard écrit à ce sujet : "C'est alors qu'il reçut le titre d'empereur et d'Auguste. Et il, s'en montra d'abord si mécontent qu'il aurait renoncé, affirmait-il à entrer dans l'église ce jour-là, bien que ce fût jour de grande fête, s'il avait pu connaître à l'avance le dessein du pontife."

Or, Eginhard, qui a fort bien connu Charlemagne et qui a recueilli ses confidences, à la fin de sa vie, est ici fort digne de crédit. Le moine de Saint-Gall, Nokter le Bègue, autre biographe du temps, mais plus tardif, donne d'ailleurs de ces faits une version sensiblement analogue.

Ici se pose donc une énigme qui, peut-être, est la plus importante et la moins éclaircie de ce règne illustre, étendu sur près d'un demi-siècle : est-il permis d'affirmer que Charlemagne a été sacré empereur contre son gré ?

A vrai dire, le roi des Francs ne pouvait pas ignorer, à notre sentiment, qu'une importante fraction de "l'intelligentsia" qui l'entourait avait la ferme intention de restaurer à son profit la dignité impériale éteinte en 476 lors de la chute de Rome.

Son ancien maître Alcuin et son jeune ministre Théodulphe, notamment, bien qu'appartenant à deux familles d'esprits et obéissant à deux idéologies différentes, voire opposées, se trouvaient d'accord au moins sur ce point. Les écrits de l'un et de l'autre en fournissent des preuves surabondantes. Citons seulement cet important passage d'une lettre du grand Alcuin à cette époque :

"Jusqu'à présent, il n'y a eu, au monde, que trois personnes dans la plus haute position. La première fut cette sublimité apostolique qui occupait le trône de Saint Pierre en sa qualité de vicaire du Christ. Vous m'avez informé de ce qui lui est arrivé. La seconde était revêtue de la dignité impériale et exerçait le pouvoir séculier de la seconde Rome (Constantinople). Tout le monde s'est ému de la façon impie dont l'empereur a été déposé par ses propres concitoyens. La troisième est revêtue de la dignité royale, celle là même qui vous a été conférée par la grâce de Notre-Seigneur Jésus Christ et qui fait de vous l'administrateur du peuple chrétien. Votre pouvoir est donc plus excellent que celui du pape et de l'empereur, votre sagesse plus ferme que la leur, votre dignité royale plus sublime. Sachez que sur vous seul repose le salut des églises du Christ."

Il s'agissait, somme toute, de faire face à une très grave crise des autorités. Un tel problème reste pour nous, hommes du XX^e siècle, étonnamment actuel. Tous les esprits, alors, étaient inquiets. Toutes les élites craquaient, se démettaient ou s'émiettaient.

Une autorité de rechange étant confusément attendue, obscurément exigée, la "vox populi" devint "vox Dei" en ce jour de Noël de l'an 800.

*
* *

- Deux siècles plus tard, à la veille de l'an 1000, le réalisme l'emportant, les hommes forts d'entre Meuse et Loire, devaient se choisir Hugues Capet pour roi. Pour élire un Carolingien, il aurait fallu vouloir encore un tant soit peu l'unité de l'Europe : on n'en avait plus la force.

Que cette sorte de démission collective, la patience et l'obstination de la famille capétienne soient parvenues à faire naître la France, c'est un sujet d'émerveillement. Mais il ne doit pas nous faire oublier que, grâce à la famille carolingienne, l'Europe est, pour nous, aujourd'hui, autre chose qu'une expression géographique, ou qu'une rêverie abstraite.

Avant Charlemagne, il y avait la Méditerranée et des barbares. Après Charlemagne, il y a l'Europe, consciente d'elle-même : ce sont ses propres contemporains qui l'ont appelé "le père de l'Europe", comme l'observe Pierre Riché en nous contant la saga de cette famille prodigieuse.

- Dès le règne de Pépin dit le Bref, fils de Charles Martel, qui se fait élire roi des Francs en novembre 751 et sacrer par les évêques, étendant, trois ans plus tard, cette grâce spéciale à ses deux fils Carloman et Charles, les grandes options qui caractérisent l'histoire de l'Occident pendant un siècle et qui forment "la Renaissance carolingienne" sont prises : regroupement autour du royaume franc des principales régions de l'Occident, alliance avec la papauté, romanisation de la liturgie, intervention en Italie, réforme monétaire, reprise des relations avec l'Orient, restauration de la loi et de l'écrit, développement de la cavalerie lourde.

Et ce n'est pas amoindrir la stature et l'oeuvre de Charlemagne que de mettre en valeur la qualité de l'héritage que son père légua à celui qui apparaît à la fois comme un chef de clan austrasien et comme le "phare de l'Europe", ainsi que le baptise un poète contemporain.

Comme toutes les grandes sagas familiales, celle-ci ne nous épargne pas l'embrouillamini tumultueux des divisions et des retrouvailles ; le désir et la mort ménagent des surprises aux plans trop clairs des ambitions. Comment, parmi tant de hasards, découvrir le sens d'un destin ? Et, pourtant, tout se passe comme si instinct poussait cette famille à toujours reconstituer l'unité qu'elle détruit sans cesse. Toute succession entraîne un partage, mais chaque héritier partiel guette ou prépare l'occasion de refaire à son profit l'unité perdue. Et tous ces évêques et ces ducs qui forment le tissu politique de l'Europe coopèrent à ce travail de Sisyphe, changeant d'allégeance en quête de celui qui pourrait restaurer l'Europe."

Mais l'Europe s'épuisera à ce jeu. Et ces princes qui sollicitent ou achètent l'appui de leurs vassaux leur transfusent, goutte à goutte, le sang du pouvoir. A force de se battre pour l'Europe, ils créent la féodalité où elle s'émiette pour cinq siècles : il n'en sortira que les nations.

L'Europe devra attendre mille ans pour renaître. 1800 répète 800 l'avènement de Napoléon, le sacre de Charlemagne : 814 et 1814 : la mort, étrangement exacte, les frappe aussi à mille ans d'intervalle, interrompant le rêve éveillé, mais laissant en nous une nostalgie et un désir. Après bientôt deux siècles, nous en sommes toujours là, incapables d'atteindre ce dont la nécessité s'impose avec évidence et qui paraît même presque à portée de la main.

Faudra-t-il renoncer, et constater, la rage au coeur, que les chefs politiques, à force de se disputer sur les moyens, ont laissé échapper la fin ? Et faudra-t-il encore attendre un millénaire le troisième Charlemagne ?

- Curieuses coïncidences qui se rassemblent sur cette terminaison chronologique 14.

Quatorze, par exemple, 814 : mort de Charlemagne, éclatement de son empire avec des guerres et des rencontres frappées à ce chiffre : 1214, Bouvines ; 1814, campagne de France ; 1914... Et même si vous additionnez les composantes de 1940, véritable début de la deuxième guerre mondiale, que trouvez-vous ?

D'accord, l'histoire est généreuse en guerres et en batailles, les fausses coïncidences ne peuvent y manquer. Mais si nous parlions de Louis XIV, Il monte sur le trône en 1643 ; 1652 voit la fin de la Fronde ; 1661 : début du règne personnel de ce roi qui meurt en 1715. Alors ? Additionnez à nouveau chaque composant et vous trouvez... 14. Et il monta sur le trône un 14 mai, fut déclaré majeur à 14 ans et mourut à 77 ans (7 + 7 = 14). Il ne lui manque pas le 14 juillet. Que Zeus nous foudroie : le premier Capétien héréditaire, Louis VIII, débuta son règne en 1223 : le 14 juillet. Chaque année donc, la France républicaine fête sans le savoir l'anniversaire de la fondation de la dynastie des Capet.

*
* *
*

c) "NOEL ! NOEL ! MONTJOIE ! SAINT DENIS !" :

- Personne, parmi les familiers de l'histoire, ne doute plus qu'il n'y aurait pas eu de France sans la famille capétienne. Il faut ajouter que l'Europe eût été, sans eux, profondément différente de ce qu'elle est.

Aux IX^e et X^e siècles de l'Occident, le chaos règne dans l'empire rassemblé par Charlemagne : des milliers de petits Etats, seigneuries ou vastes abbayes, composent la carte de l'Europe. Ni les langues ni les races ne sont semblables dans ce fourmillement ; et la religion chrétienne, qui devait faire l'unité spirituelle de l'Occident, n'a encore conquis que la moitié du continent. Aucun motif d'union ne prévaut donc. De plus, des vagues d'envahisseurs se présentent partout, à mesure que le pouvoir impérial se désagrège ; les régions du sud sont dominées par les Arabes ; le Nord, dévasté par les Vikings, pirates de la mer.

Entre ces menaces de barbares et ce morcellement infini de souveraineté, il était impossible que se construisît, par sa seule force intrinsèque, un royaume unifié à l'Ouest de l'Europe.

Une famille se présente : elle va faire, de ce rassemblement d'un royaume sa besogne particulière. En instituant chez elle la loi de l'hérédité par ordre de primogéniture, elle conclut alliance avec les siècles.

- Le premier juin 987 Hugues Capet a été couronné roi dans la ville de Noyon. Le 3 juillet suivant, à Reims, il a été religieusement consacré par l'archevêque Adalbéron.

Mais il a un rival en la personne du dernier des Carolingiens, Charles de Basse-Lorraine.

Celui-ci occupe une partie des provinces du nord de la France et Hugues sent son pouvoir mal affermi.

Une seule manière de s'affirmer, à son sentiment : l'hérédité du Trône de France.

Le moine Richer, contemporain des événements, nous en a laissé un récit fidèle.

Le jour de Noël 987, Hugues Capet se rendit chez son ami Arnoul, évêque d'Orléans, lui tendit une lettre que Borel, duc de l'Espagne citérieure, venait de lui faire parvenir quelques jours plus tôt. C'était un dramatique appel à l'aide. Les Sarrazins menaçaient d'envahir les Etats de Borel. Alors, tout transporté :

" - Je dois partir, seigneur évêque, s'écria Hugues, avec mes hommes. Il me faut sauver la chrétienté. Mais si je meurs là-bas, sous les armes des infidèles, ne faut-il pas, dès aujourd'hui, charger Robert, mon fils aîné, de la main de justice et du sceptre de gloire" ?

De telles raisons étaient si nobles que, touchés, les prélats durent s'incliner.

On peut voir, dans la crypte de la cathédrale Sainte-Croix, à Orléans, les vestiges d'une austère église préromane .

C'est là qu'en l'an 987, pendant l'office de la nativité du Christ, Adalbéron, archevêque de Reims, assisté d'Arnoul, évêque du diocèse, procéda au sacre du roi Robert, de même qu'il avait, six mois plus tôt, procédé au sacre de son père Hugues.

Ainsi naquit, dans la vieille cité de Saint Aignan, de Saint Euverte, où battait alors le coeur de la France, l'hérédité de la dynastie capétienne.

Quant à Capet, en grand politique, il oublia, bien entendu ses engagements : la première croisade attendit un siècle.

Noël connu d'autres sacres médiévaux, tel celui, en 1066, de Guillaume le Conquérant, à Westminster que les Saxons -acène des plus romantique - incendièrent au milieu de la cérémonie, ou celui de Baudouin Ier, roi de Jérusalem, en l'an 1100. Mais ces événements furent isolés. En revanche, les trois dynasties royales dont s'enorgueillit la France, naquirent toutes à Noël.

*
* *
*

- Il faudra attendre le XVIème siècle pour que la date du 3 juillet 987 devienne journée fondatrice de la France. La lignée issue du fondateur est désormais solidement installée. La royauté est française et nationale. Indispensable s'il était avéré qu'Hugues Capet a dépossédé du royaume franc la race glorieuse de Charlemagne ?

Car pour battre Charles de Lorraine, frère cadet de Lothaire II, mort un an plus tôt et oncle du roi Louis IV, décédé le mois précédent, il va falloir une incroyable conjonction de forces, le plus souvent antagonistes. Cela va du parti allemand au mouvement clunisien, en passant par les ambitions les plus sordides et une vision idéalisée d'un monde unifié, d'une Europe unie et théocratique (thèmes que l'on retrouve également de nos jours, un millénaire plus tard). Adalbéron, évêque de Reims, comprend que l'heure est venue. Il y en a assez de ces rois qui n'ont d'yeux que pour l'empire et usent leurs forces à disputer les dépouilles de la Lotharingie, il faut à la France un roi "sorti de ses entrailles". A l'assemblée de Senlis, l'évêque explique avec talent qu'il faut écarter Charles responsable de sa propre déchéance par son engourdissement et sa soumission à un roi étranger, et il ajoute "Donnez-vous pour chef le duc Hugues, désigné par ses actions, par sa noblesse et par ses forces, celui en qui vous trouverez un défenseur non seulement de la chose publique mais de vos intérêts privés."

La cause est entendue : Hugues Capet est élu, puis un mois plus tard sacré. Quelques remarques ici s'imposent :

1°) Ce fut bel et bien une élection puisque, depuis cent ans, la coutume avait rendu la couronne élective. Mais cette élection n'eut rien d'une expression démocratique : son pouvoir, Hugues Capet le tenait déjà de sa bravoure, de ses conseils, de ses exploits pour le bien public, de son aptitude à servir le bien de tous. L'élection n'a fait que reconnaître le droit ; elle ne l'a pas créé.

2°) Si Hugues fut désigné, c'est avant tout afin que dans un pays livré depuis longtemps à la loi du plus fort, il pût mettre son épée au service de la justice, donc de la paix civile. Il le dit lui-même, remerciant ses électeurs : "La sublimité de notre piété n'a de raison d'être, en droit, que si nous rendons justice à tous". Le sacre qui suivit exprima encore plus cette exigence, ce besoin du peuple, qui fonde le pacte entre le prince et la France : Hugues fit le serment devant Dieu et Lui seul de "faire droit à tous", "de mettre le peuple en possession de ses droits légitimes." Pas plus que l'hérédité, l'"élection" ne créait vraiment le roi. En réalité, c'était le sacre.

Le rituel du sacré sera héritier de traditions multiples remontant aux rois d'Israël, Saül et David d'abord, puis au sacre de Marcien, empereur chrétien, en 450. On ne peut évoquer le sacre royal sans penser à la Sainte Ampoule conservée à l'Abbaye de Saint-Rémi, près du Tombeau du Saint, et à laquelle la tradition accorde une origine miraculeuse ; mais le sacre, c'est aussi tout un ensemble de rites minutieusement élaborés qui prirent leur forme définitive à l'époque de Philippe Auguste. Pour être "royable", un prince doit être baptisé, doit être français, doit représenter la force d'une tradition et d'un droit. De même pour être "royante", la ville doit être une cité, une citadelle, un sanctuaire. Tel fut Hugues Capet. Telle fut Noyon.

3°) Voulu par un évêque, cette élection n'eut rien de théocratique. Adalbéron sa-

vait que les hommes d'Eglise, obligés par les malheurs des temps de s'occuper des choses temporelles, devaient revenir à leur vraie mission dès lors qu'une force garantissait un ordre politique. Loin d'être la créature des évêques, Hugues, sacré comme eux sur la tête et non sur l'épaule, n'avait de comptes à rendre qu'à Dieu seul, et était, par nature, supérieur aux autres hommes en tout ce qui touchait au temporel.

4°) Hugues fut élu, comme dit Jacques Bainville, "en qualité de prince national", le roi de France ne devant être en rien lié à l'étranger afin de pouvoir s'occuper exclusivement des affaires françaises. Si Hugues Capet accepte la couronne après la mort de Louis V, c'est qu'il n'y a plus de Carolingien capable de régner, le dernier, fils de Lothaire, ayant accepté de devenir vassal de l'Empereur. Il n'est plus Français. Ainsi précise la troisième condition royale : le Roi de France doit être Français.

5°) Enfin, il n'y eut aucune usurpation, le fil de la Tradition ne fut pas rompu. Hugues Capet se savait non le vainqueur, mais le continuateur des Carolingiens qu'il avait loyalement servis. Pendant cent ans, les Rois se sont succédés : a) Eudes, précapétien, b) Charles, Carolingien, c) Robert, précapétien, d) Raoul, précapétien, e) Louis IV carolingien, f) Lothaire, carolingien, g) Louis V, carolingien, h) Hugues Capet.

Il y a le quarté carolingien b, e, f, g, et le quarté capétien : a, c, d, h. La France a joué le quarté gagnant et ce fut le plus beau triomphe de son histoire.

L'habileté des hommes, leur accord avec les intérêts nationaux, la transmission héréditaire de droite sans cesse accrue et sans cesse fortifiée par le temps, tout cela aboutit à ce chef d'oeuvre : la France, et à ce chef d'oeuvre la Maison de France, tête et coeur de la Nation. Tout cela est la grâce de Dieu.

*
* *
*

- Il est impossible de comprendre le phénomène de la royauté sacrée sans recourir à une philosophie articulée à une théologie. En l'occurrence, la royauté française, antérieure à la Révolution, qui est le sommet et la fin de la sacralisation de la vie politique en son sommet, est inintelligible sans un constant recours à la philosophie traditionnelle et à la théologie catholique qui lui est liée.

L'histoire nous enseigne la vérité de cette interprétation. La royauté sacrée, immuable dans le cours du temps, est universelle dans son extension, et on la retrouve dans l'Inde, la Chine, l'Afrique, l'Egypte pharaonique, l'Empire germanique et toute l'Europe jusqu'en 1789, à des titres divers, mais dont la substance est toujours semblable, et surtout dans la France médiévale. Jean HANI le montre superbement dans ses analyses de la fonction royale : "l'autorité n'a une force efficace d'unité, d'ordre, de paix, de prospérité et de justice, que par référence à une réalité transcendante et par une puissance supérieure de cohésion spirituelle". Ce thème se retrouve identique en son essence chez tous les peuples que connaît l'histoire. Il en est de même de la fameuse théorie des Deux Glaives, de la Royauté juive, du Saint Empire romain germanique. Il n'est guère soutenable que cette étendue dans l'espace et le temps soit le fruit des cogitations subjectives de millions d'intéressés. Elle doit reposer sur des faits réels que la foi catholique vient confirmer et surélever, particulièrement dans le cas de la royauté française.

La royauté franque de Clovis, -(celui-ci, sur le point de succomber sous les forces ennemies à Tolbiac, invoque le Dieu de Clotilde, et promet, s'il est vainqueur, de se convertir au Catholicisme : il obtient une victoire éclatante contre les Alamans)-, puis française, est l'héritière de cette ligne d'une étonnante continuité de l'institution royale de modèle sacré. C'est ignorer l'histoire de France et toute l'histoire humaine jusqu'au XVIII^e siècle que de ne voir dans l'institution royale qu'une espèce, parmi d'autres, de régime politique quand bien même on la considère

comme le meilleur, le seul bon, et de "réduire le rôle du prince à celui de promouvoir un gouvernement intelligent et une administration rationnelle, positive et réaliste, par opposition à ceux des régimes fondés sur des idéologies fumeuses". Parmi les nombreux textes médiévaux qui le prouvent, détachons celui d'Hugues de Fleury : "Le roi symbolise dans le royaume l'image du Père" et celui-là même du rituel du sacre qui fait "porter au roi le nom et tenir la place du Sauveur Jésus-Christ". Il ne s'agit pas ici d'une incarnation personnelle qui viendrait doubler l'incarnation de la Seconde Personne de la Sainte Trinité, cela va de soi, mais d'une "incarnation fonctionnelle". La royauté française par la sacralisation qui porte non sur le roi en tant que personne, mais sur le roi en tant que représentant de la royauté, nous montre que "la justice véritable, la paix véritable et l'abondance de biens qui n'est pas artificielle ne sont réalisées que dans la conformité à la loi divine". Gilles de Rance l'a bien vu : "Ce que nous voyons dans l'ordre et le gouvernement de l'univers, nous devons le réaliser dans le gouvernement de l'Etat". "Dans et par le roi sacré, le gouvernement céleste est incarné, on le rend présent sur terre. La structure sociale imite la structure du ciel ; elle s'offre comme une série de cercles concentriques autour du point central, le roi, depuis les cercles les plus extérieurs constitués par les couches les moins spécifiées de la population, en passant par les groupes qualifiés, les corporations, jusqu'aux groupes, supérieurs, chevaliers et clercs et la Cour royale". "Le roi est celui qui maintient l'harmonie de la communauté en l'intégrant dans la vie cosmique", grâce à sa participation confirmée par le sacre à la Royauté du Christ. Cette participation du roi à la Royauté du Christ se confirme dans son pouvoir de guérison grâce auquel il coopère aux prérogatives du Christ. Seules cette participation peut expliquer ce don.

*
* *

LE ROI THAUMATURGE ET LE ROI-SOLEIL :

- "N'avons-nous pas vu notre seigneur, le roi Louis, user d'un prodige coutumier ? J'ai vu de mes propres yeux des malades souffrant d'écrouelles au cou, ou en d'autres parties du corps, accourir en foule pour se faire toucher par lui toucher auquel il ajoute un signe de croix (...). Son père Philippe avait exercé aussi, avec ardeur, ce même pouvoir miraculeux et glorieux". Ce témoignage de Guibert, abbé de Nogent-sous-Coucy, datant du début du XII^{ème} siècle, met en scène deux Capétiens, Louis VI (qui a régné de 1108 à 1137) et son père, Philippe I^{er} (1060-1108). Il leur attribue le pouvoir de guérir, par simple attouchement, les écrouelles (ou scrofule), identifiées par la médecine moderne comme des inflammations des ganglions lymphatiques dues aux bacilles de la tuberculose. Ces rois de France sont donc des faiseurs de miracles, des "rois thaumaturges".

Si l'on en croit le moine Helgaud, le roi Robert le Pieux, grand-père de Philippe I^{er}, avait déjà un pouvoir de guérison : "De sa très pieuse main touchant les plaies des malades et les marquant du signe de la très sainte croix, il les délivrait de la douleur et de la maladie". Non seulement le Roi de France pouvait accomplir ce miracle en France, mais encore à l'étranger ; c'est ainsi que l'on vit, rapporte le Marquis de la Franquerie (1), Jean II, prisonnier à Londres après la bataille de Poitiers, et François I^{er}, à Madrid, après Pavie, guérir "bien des malheureux atteints de semblables maladies. On cite même un évêque polonais et des jésuites venus d'Espagne et de Portugal dans notre pays pour être guéris par le Roi de France. Les derniers miracles, enregistrés avec le plus grand soin, se produisirent au sacre de Charles X, en 1825.

(1) dans son livre "Le caractère sacré et divin de la Royauté en France" (Éditions de Chiré)

L'historien Mezeray, parlant des guérisons miraculeuses opérées par les Rois de France écrit au sujet des écrouelles :

"Les Français les nomment le mal du Roi, à cause que, les médecins et les chirurgiens, s'étant le plus souvent lassés à les traiter sans aucun bon succès, sont contraints de les renvoyer à cette miraculeuse guérison qu'en font nos Rois".

Relatant les résultats, il ajoute :

"La violence de la douleur s'apaise aussitôt dans plusieurs, les ulcères de quelques-uns se sèchent, les tumeurs de quelques autres se diminuent, et bien souvent de mille plus de cinq cents reçoivent une entière guérison."

Il pense que la raison pour laquelle Dieu a accordé aux seuls Rois de France ce privilège est pour rappeler la mission divine de ces Rois qui est de guérir des hérésies et des schismes.

- Pour l'historien Marc Bloch (1), le pouvoir guérisseur du roi est une notion qui, loin de se limiter à la France est un phénomène caractéristique de l'idée que l'on se fait, dans l'Europe du Moyen-Âge, de la nature de la souveraineté : la royauté est sacrée, c'est-à-dire qu'elle est reliée, par essence, aux forces de l'invisible; elle manifeste la présence du divin dans les affaires humaines : "Le miracle royal, écrit Marc Bloch, se présente avant tout comme l'expression d'une certaine conception du pouvoir politique suprême; de ce point de vue, l'expliquer, ce sera le rattacher à l'ensemble d'idées et de croyances dont il fut une des manifestations les plus caractéristiques".

Bloch est conscient de la filiation culturelle directe qui unit, à sept siècles et demi de distance, un Clovis et un saint Louis : les Capétiens ont toujours eu le souci de se présenter comme les héritiers légitimes -non au plan biologique, mais au plan spirituel, on est même tenté d'écrire "idéologique"- des Carolingiens, qui eux-mêmes s'affirmaient descendants - toujours du même point de vue- des Mérovingiens. Pareillement, les rois normands d'Angleterre prétendent hériter du pouvoir des princes anglo-saxons. "C'est donc, conclut Bloch, vers les vieilles royautes germaniques qu'il nous faut regarder tout d'abord ; par elles nous touchons à un fond d'idées et d'institutions extrêmement archaïques".

Du mythe des origines découle la nature des pouvoirs magiques du roi : responsable de l'ordre des choses, le souverain est censé posséder un pouvoir sur la nature. Incarnation de la fonction souveraine, maître de la fonction guerrière -pendant longtemps, le Capétien devra donner le premier coup d'épée dans la bataille - le roi est aussi garant de la fécondité : Saxe Grammaticus nous dit que lorsque, en 1164, Waldemar 1er, roi du Danemark, traversa l'Allemagne, les mères lui faisaient toucher leurs enfants et les paysans leurs blés, pour qu'aux uns et aux autres soit assurée une heureuse croissance. Par contre, que le roi n'assume plus la souveraineté, et c'est tout le pays qui sera frappé de stérilité, de maladie et de pauvreté. Le souverain incarne donc, en offrant pour garantie le don de sa personne, les trois fonctions qui régissent, au moins au plan de l'idéologie, les sociétés indo-européennes.

La royauté sacrée, venue du fond des âges, est donc présente au cœur du Moyen Âge. Ceci, au prix d'une adaptation : "Une révolution religieuse, rappelle Bloch, porta en effet un coup redoutable à l'antique conception de la royauté sacrée, telle qu'en l'avait vue fleurir chez les Germains ; l'avènement du christianisme la

(1) dans "Les rois thaumaturges" (c/o Gallimard, 1983)

priva de son appui naturel : le paganisme national". L'idéologie chrétienne apporte avec elle une notion totalement étrangère aussi bien à la tradition romaine qu'aux peuples germaniques : la distinction, séparation et opposition du temporel et du spirituel. Vision dualiste : il faut "rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu", cantonner le pouvoir politique dans le profane.

Il était dans la logique du christianisme de refuser cette institution païenne qu'était la royauté sacrée. Mais, constate Marc Bloch, "les vieilles idées ne s'effaçaient point tout d'un coup. Il est probable qu'elles continuèrent à vivre, plus ou moins sourdement, dans la conscience populaire". C'est pourquoi, en une démarche de récupération qu'elle systématisa en d'autres domaines, l'Eglise choisit d'accorder au pouvoir royal une dimension sacrée, mais par le biais d'un rite qu'elle contrôlait, le sacre, présenté officiellement par les clercs comme inspiré d'une tradition biblique.

- Le docteur Robert van der Elst, dans la magistrale critique qu'il fait du livre de Marc Bloch "Les Rois thaumaturges" affirme la guérison des écrouelles et conclut :

"Le fait ne s'applique donc que par une cause transcendante. Et cette cause, c'est la prédilection marquée par Dieu envers la Dynastie des Rois de France. Est-ce parce qu'ils sont Rois ? Non, certes, car les rois des autres pays ne sont pas favorisés du même prestige. Est-ce parce qu'ils sont saints ? Non, pas davantage, car ils le sont très inégalement et quelques-uns ne le sont pas. Qu'y a-t-il donc en eux qui justifie cette sorte d'alliance entre leur race et Dieu ? Eh ! précisément la vocation de leur règne ! Ils sont Rois pour concourir au règne de Dieu ! Ils sont de la race élue pour cette fonction, ils reçoivent ce privilège à la façon d'une grâce, sans doute imméritée comme toute grâce, mais motivée par leur devoir sur le sens duquel le peuple est ainsi renseigné. C'est ce que rappelle le traité "De Regimine Principum"... (de) saint Thomas (d'Aquin)... De ce point de vue, pour l'esprit humain affamé de justes rapports et non de probabilités, indéfiniment discutables, une claire relation s'établit entre deux ordres de fait inégalement patente : d'une part la destinée de la France, surnaturellement soumise, dans l'intention de Clovis, aux fins de l'Eglise, et parfois honorée, comme au Temps de Jeanne d'Arc, d'une libération miraculeuse ; d'autre part le privilège des Rois qui n'est qu'un moyen de leur influence et un motif de leur confiance en Dieu, subordonnées elles-mêmes aux fins que ce privilège signifie."

Saint Thomas d'Aquin écrit :

"Nous trouvons une preuve de cette sainteté dans les gestes des Rois de France et du Bienheureux Rémi. Nous la trouvons dans la Sainte Ampoule apportée d'en haut par une colombe pour servir au Sacre de Clovis et de ses successeurs, et dans les signes, prodiges et diverses cures opérées par eux."

Au surplus, ces Miracles sont attestés dans la Bulle de Canonisation de Saint Louis (11 Août 1297) ; le Souverain Pontife, Boniface VIII, prend soin de distinguer les miracles que faisait le Saint Roi en vertu de sa sainteté personnelle et ceux qu'il faisait grâce à sa dignité de Roi de France, la guérison des écrouelles ; et Benoît XIV écrit :

"Citons, par exemple, le privilège qu'ont les Rois de France de guérir les écrouelles, non par une vertu qui leur est innée, mais par une grâce qui leur a été accordée gratuitement soit lorsque Clovis embrassa la foi, soit lorsque saint Marcoul l'obtint de Dieu pour tous les Rois de France".

Enfin saint François de Sales, dans ses "Controverses" pour convertir les Protestants, s'appuie entre autres miracles certains, indubitables, sur ceux que faisaient les Rois de France, pour montrer que "la vraie Eglise doit reluire en miracles" et que l'Eglise Catholique romaine est la seule vraie puisqu'elle seule jouit du

miracle. Il écrit :

"Le bon Père Louys de Grenade, en son "Introduction sur le Symbole" (par II, cap XXIX, VIII) récite plusieurs miracles récents et irréprochables. Entre autres, il produit la guérison que les Roys de France catholiques ont fait, de nostre aage mesme, de l'incurable maladie des écrouelles, ne disant autre que ces paroles : "Dieu te guérisses, le Roi te touche", n'y employant autre disposition que de se confesser et communier ce jour là".

- Ainsi que la souligne Pierre Vial dans la revue "ELEMENTS", la dimension sacrée de la souveraineté ne disparut en fait, aussi bien en France qu'en Angleterre, qu'à l'époque où la laïcisation de l'idéologie chrétienne déboucha sur la philosophie des Lumières. Du jour où triompha l'idéologie bourgeoise, aux XVIIème et XVIIIème siècles, la dimension mythique du pouvoir s'effondra. "On demande volontiers, souligne Marc Bloch, des miracles à un chef de droit divin, dont le pouvoir même a ses racines dans une sorte de sublime mystère ; on n'en demande pas à un fonctionnaire, si élevé que soit son rang et si indispensable que puisse paraître son rôle dans la chose publique". La décapitation de Charles Ier, puis celle de Louis XVI, ont valeur hautement symbolique, volontairement blasphématoire. C'est la notion même de légitimité qui est bouleversée. Une notion qui reste au coeur des grands débats politiques du monde contemporain.

★
★ ★

- "Ce qui confirme encore la participation du Roi de France à la Royauté du Christ, nous explique le Professeur émérite et philosophe Marcel DE CORTE dans "la Revue Universelle", c'est la conception et la réalisation du palais du Roi Soleil à Versailles. Le roi est au centre de ce palais bien orienté, comme le soleil est au centre du monde, et par sa référence en ce cas au Christ qui est appelé "Soleil de justice" et "Soleil de vérité" dans la Bible. Il en est de même de la magnificence royale qui reflète celle de Dieu et qui n'a rien d'une énergie personnelle de gloire et de puissance, comme l'immense majorité des historiens d'aujourd'hui, pénétrés de laïcisme, le pense et l'enseigne. Contrairement à la plupart des légistes, la royauté n'est légitime et ne se revêt de lustre et de force que par le sacre".

Et il est vrai que Versailles n'est pas qu'un palais : "c'est un temple traditionnel, un Temple solaire, dont les proportions, écrit Jean Phaure dans la revue "L'Autre Monde", les dispositions et la numérologie des éléments, attestent le caractère authentiquement symbolique et rituel. Deux études remarquables "Versailles: le palais du soleil" du R.P. Guillou (Plan 1963) et "Le guide du Versailles mystérieux" de René Alleau (Tchou 1966) ont déjà amassé de nombreux matériaux d'investigation traditionnelle. Sur bien des points, poursuit Jean PHAURE, nous sommes allés, sur place et devant d'autres sources scripturaires et iconographiques, "plus loin" que nos devanciers, nous attachant en particulier à montrer combien ce symbolisme gréco-latin, dans la floraison métaphysique même de ses "mystères" fondait et magnifiait les mystères de la religion du roi-très-chrétien : à travers la notion immémoriale de "théocratie" dans laquelle le souverain se trouve être le "lieutenant de Dieu sur la Terre". "Médiateur du Royaume" (et non son possesseur ou son tyran), Versailles constitue en plein XVIIe siècle une gigantesque et stupéfiante résurrection du savoir métaphysique de l'humanité et de ses structures primordiales. Une investigation traditionnelle du château et du parc de Versailles offre en effet, pour peu qu'elle soit conduite avec ferveur et méthode, la caractéristique d'être une vivante leçon d'astrologie et d'alchimie, l'une de ces disciplines se nourrissant, comme il se doit, de l'autre".

"Dès l'entrée sur la place d'Armes, les lyres d'Hermès, les lys de lumière et la dualité du Lion et de l'Aigle qui figurent dans les groupes sculptés pour la commémoration du Soleil monarchique, nous avertissent des mystères spirituels qui

reposent ici, le Lion étant l'image du Soufre fixe et l'Aigle celle du Mercure volatil. Car l'immense poème construit, peint et sculpté de Versailles chante le dialogue éternel entre les pôles mâle et femelle, entre le Jour et la Nuit, Paix et Guerre, Ordre et Anarchie, Soleil et Lune, Apollon et Diane : les appartements du nord et du midi, respectivement attribués au roi et à la reine, comme les bassins du parc, matérialisent cette complémentarité, en un contrepoint auquel toutes les planètes et leurs dieux correspondants prêtent leurs voix. Partout, le nombre des baies, la proportion des étages, la signification des groupes sculptés atteste une immense pensée métaphysique".

"Comme une cathédrale, et tout comme la "croisée de Paris", Versailles est un temple orienté (et comme le chœur de Notre-Dame de Paris, l'axe est-ouest de Versailles marque les points de l'horizon où se lève le soleil le jour de la Toussaint et où il se couche le jour du 25 août jour de la Saint-Louis, fête de la Lumière). Comme une cathédrale, Versailles impose à un piéton franchissant les grilles et cheminant vers ce "saint des saints" qu'est la chambre du roi au fond de la cour de marbre et au centre géométrique du palais, la traversée d'une triple enceinte, aisément décelable si on se réfère aux dispositions primitives... Comme une cathédrale, Versailles distribue le proliférant appareil symbolique de son iconographie peinte et sculptée selon un ordre zodiacal qui s'affirme encore plus particulièrement rigoureux à mesure que là aussi nous nous référons aux dispositions premières et faisons abstraction des presque toujours fâcheuses altérations des XVIIIe et XIXe siècles qui avaient hélas perdu la Tradition. Il semble que par "un décret des puissances suprêmes", comme dit superbement Baudelaire, Philibert Le Roy, Louis Le Vau, Charles Le Brun, André Le Nôtre, François d'Orbay et Jules Hardouin-Mansart aient été en cette fin du XVIIe siècle dépêchés sur Terre pour réaliser avant le grand débauche et la grande décadence technocratique de la fin de l'Âge de Fer, le dernier Grand Œuvre, la dernière de ces réalisations synthétiques qui, depuis les pyramides d'Égypte à nos plus récentes "demeures philosophales" atteste de ce qui a pu encore demeurer d'Amour et de Connaissance au cœur de l'homme tombé du Paradis et désireux de réintégrer son état primordial."

"Partout dans la proportion des façades s'articulent harmonieusement des éléments tracés selon les proportions éternelles : "carré solaire" "carré lunaire" section dorée, etc. Ainsi le corps central de la façade ouest représente-t-il 0,618 etc... Parvenus sous cette terrasse ouest, sous la galerie des glaces, (dont le nom véritable est galerie d'Apollon comme au palais du Louvre) nous sommes à la croisée des forces, à la croisée des quatre éléments : la Terre à l'est, vers le printemps, vers la ville ; l'air à l'ouest, vers l'automne, vers les bassins de Latone et d'Apollon et le Grand Canal ; le Feu au sud, vers l'été, les "Hespérides", l'Orangerie ; l'Eau enfin vers le nord, l'hiver et le bassin de Neptune. De même qu'au portail saint Marcel de Notre-Dame de Paris (le portail de l'Alchimie, celui de droite), la crosse de l'évêque plonge dans la gueule du dragon, indication nous dit Grilhot de Givry qu'un rayon céleste est nécessaire pour allumer le feu de l'athanor, de même cet axe nord des jardins alchimiques de Versailles, celui de l'eau, aboutit au bassin du Dragon, par l'allée des Marmousets bordée de 22 groupes de trois figures enfantines : là, au bord du bassin de Neptune, la gueule du monstre renvoie le rayon par un angle de 97 degrés vers le Grand Trianon, dont il ne semble pas qu'on ait jamais étudié le vocable, extraordinaire si on le soumet à la cabale phonétique !"

"Ainsi se transmet tout au long de l'œuvre versaillaise et selon un cheminement encore visible et "opératif" si nous le voulons assez, l'énergie salvatrice du Mercure philosophal... Car Versailles est un de ces lieux prédestinés où s'écrit dans le temps historique l'éternel poème de la Création dans l'équel l'homme, sur une base "préparée" par le Créateur, achève l'œuvre selon des Lois elles-mêmes émanées de la Divinité. Qu'une telle gigantesque opération architecturale de magie blanche, accomplie à l'instar de celle des cathédrales quatre siècles plus tôt, fût encore possible et pleinement "opératoire" à la dernière période glorieuse de l'ancien régime et après la décadence traditionnelle de la Renaissance, ne saurait étonner tous ceux qui se sont penchés avec une mentalité proprement compagnonnique sur l'œuvre des archi-

tectes de cette époque, encore dignes, par la maîtrise de la science sacrée qu'ils témoignaient, de leurs ancêtres maîtres d'oeuvre du Moyen-Age."

(Source : Jean PHAURE)

*
* *
*

- Pour sa part, le cinéaste roumain Paul Barba-Négra, disciple de René Guénon, de Mircea Eliade et de Julius Evola, déchiffre dans la décoration de Versailles, une prodigieuse partition païenne dont les symboles plongeront à la source même de la tradition hyperboréenne et dont les motifs récapitulent, avec une précision, une exactitude et une rigueur confondantes, l'héritage culturel et religieux du monde grec, antique et romain.

Comment ne pas s'interroger, dès lors, sur cette singulière association emblématique, partout présente à Versailles, de l'astre solaire et de la fleur de lys, surtout lorsque l'on sait que la fleur de lys pourrait bien dériver directement de l'Irminsul des anciens Germains, l'arbre sacré que les Saxons exterminés à Verdun par Charlemagne, en 782, vénéraient à l'encontre de la croix galiléenne ?

L'historienne Marie-Madeleine Martin s'inscrit en faux contre cette assertion, elle qui ayant recherché l'origine des Francs, a trouvé la preuve qu'ils "présentaient des traits absolument opposés à ceux de l'ensemble des Germains", par contre pour elle les signes abondent de similitudes entre Francs et Gaulois, au point que la fusion rapide aurait pu être favorisée "par des ressemblances antérieures de mœurs, de coutumes, de croyances et de cultes". Et l'auteur de tirer de l'oubli méprisant où elles sont confinées l'idée d'une origine scandinave des Francs et celle de leur origine troyenne. "On rattacherait donc ainsi les Francs aux fameux Pélasges, les plus anciens habitants de l'Europe(...). Ainsi l'orgueil des Francs recevrait une explication". Ils se sont alliés aux Gaulois et Romains comme "à tous ceux qui pouvaient revendiquer une origine lointaine, soeur de la leur propre(...). Tout se reliait, par-delà les siècles et les millénaires, dans la conscience d'appartenir aux Peuples de la mer, aux conquérants sans peur".

Le symbole de la fleur de lis fortifie l'idée de l'antiquité de la race, "le lis ou l'iris des marais que les peuples ligures et francs tenaient pour un symbole de fécondité, comme le Orientaux le faisaient pour le lotus." En effet "cette fleur de lis, dont les trois pétales sont parfois dessinés comme un trident, est l'héritage des Peuples de la Mer, conquérant les côtes du monde antique... ces peuples de la Mer, ces Pélasges, ancêtres des Francs"...

Cette fleur de lis qui deviendra "le symbole des Rois Très-Christiens" lorsque "les Francs (seront) devenus les aînés de l'Europe, dans le service du Christ."

- Le principe qui régit la royauté sacrée: celui de la suprématie du spirituel sur le temporel et du divin sur l'humain, mais aussi de leur union, a d'ailleurs été nié par les empereurs germaniques lors de la querelle des Investitures et, plus gravement encore, lors de la querelle du Sacre et de l'Empire. Philippe le Bel s'est aussi opposé à lui dans ses dissensions avec Boniface VIII et dans son rejet de la doctrine des Deux Glaives. Le gallicanisme a fait plus ou moins de même, influencé par une théologie située aux confins de l'orthodoxie.

Tous ces faits et d'autres n'entament nullement l'interprétation, à la fois lumineuse et facilitée, que Jean Hani nous donne de la royauté sacrée. Ce sont là des accidents de l'histoire qui vont de pair avec le surgissement discontinu de l'individualisme, avec la réduction de la société à ses seuls éléments humains et avec la mise entre parenthèses, sinon la négation du surnaturel. On veut bien, à la limite, que la foi influence l'individu clos en lui-même, mais non sa nature sociale. Le libéralisme moderne, l'anarchisme qu'il couve, l'idéologie sociale et communiste

qui réduit l'humain à l'économique considéré comme transcendant à tout, ne cessent de saper les bases multiséculaires de la royauté sacrée. Tout cela n'est pas la vérité, du moins pour le croyant, sinon pour l'historien soucieux d'objectivité.

Notre société décomposée, où triomphe l'individualisme absolu, avec ses apparences égalitaires, son refus du sacré et son pouvoir banalisé, est certes, à l'opposé de la société féodale telle celle du milieu du treizième siècle, rigoureusement organisée et hiérarchisée, mais couronnée par une autorité légitime, sacralisée, aux vertus évangéliques. Point n'est donc surprenant qu'un règne aussi glorieux que celui de Louis IX, qui malgré les vicissitudes de l'histoire, demeura si longtemps populaire et ne suscita qu'admiration et respect, soit aujourd'hui tenu pour négligence, voire dénigré et contesté.

Peu importe ce dénigrement et cette contestation puisqu'en définitive, Saint Louis les appelle, les suscite : son existence est une vivante condamnation de notre monde sans âme, sans finalité autre que sa consommation et ses profits. Pour surmonter les déséquilibres de notre temps, restaurer une civilisation qui suscite autre chose que l'angoisse et la solitude, Saint Louis indique la voie : légitimité, justice, unité.

Légitimité : depuis la révolution, du fait d'une compétition de style individualiste, les régimes successifs n'ont pas été capables d'instituer une autorité qui ne soit pas seulement légale mais légitime. La légitimité appartient au pouvoir qui soit réellement servir le bien commun de façon durable. Nos régimes modernes n'y sont pas parvenus, pas plus qu'ils n'ont réussi malgré leurs prétentions démocratiques à s'enraciner et à s'attacher l'estime et l'assentiment véritable du peuple. Telle est la première leçon de saint Louis : " tiens le peuple "en faveur et amour", c'est le dernier conseil de Saint Louis à son fils pour que "tes ennemis et adversaires, spécialement tes pareils et tes barons, redoutent de t'assaillir et de méfaire envers toi".

La seconde leçon est toute contenue dans ce grand mot de Justice qui est la plus noble des vertus. En son temps Saint Louis sut faire respecter la Justice du roi par des Féodaux prompts à exercer leur propre justice. Qui, aujourd'hui, est capable de mettre le monde du travail à l'abri de la fortune anonyme et vagabonde et des nouvelles féodalités ?

Enfin, la troisième leçon est une leçon d'unité nationale : Saint Louis ne divisait pas pour régner, il régnait pour unir. Cette union est la condition absolue du relèvement de la France contemporaine. Bannir à tout jamais le régime des partis permettrait d'ouvrir une voie nouvelle qui serait pour beaucoup d'hommes celle de l'espoir et du salut.

Légitimité, Justice et Unité, telles sont les qualités premières du régime monarchique moderne, ces qualités consubstantielles, antithétiques des caractères de l'état démocratique.

*
* *
*

LA MISSION DIVINE DU ROI DE FRANCE ET DE SON ROYAUME :

- Les faits mystiques confirment, au cours des siècles, en France et à l'Etranger, le caractère sacré et divin de la Royauté en France et la Mission divine de la France. Inutile de revenir sur les faits de Tolbiac et du Baptistère de Reims, ni sur le règne de Charlemagne. Arrivons à la Mission de Jeanne d'Arc, la plus transcendante de l'Histoire du Monde, dont le double but fut de proclamer la Royauté Universelle du Christ et de sauver le Royaume de France pour lui permettre d'assurer sa Mission providentielle.

Le 23 février 1429, date probable de l'arrivée de Jeanne à Chinon, auprès du Dauphin Charles, le sort du royaume de France est scellé : comme entité indépendante, il n'existe plus. Cela, depuis plus de dix ans, depuis que le 25 octobre 1415, Henri V, roi d'Angleterre, a anéanti l'Armée française à Azincourt.

Le 2 décembre 1419, Philippe Le Bon, duc de Bourgogne, décide le mariage d'Henri V avec une fille du roi de France Charles VI et d'Isabeau de Bavière, Catherine de France. Il est officiellement prévu, dès ce jour-là, qu'à la mort du "fol" (Charles VI), l'héritage des Valois reviendra à son gendre d'Angleterre.

Le 21 mai 1420, c'est la signature du traité de Troyes : le dauphin Charles est éliminé officiellement, ses parents le renient. La France et l'Angleterre seront désormais unies sous la couronne anglaise. L'article 6 du traité stipule : "Tantôt après notre trépas et dès lors en avant, la couronne et royaume de France, avec leurs droits et appartenances, demeureront et seront perpétuellement à notre fils le roi Henri et à ses hoirs". Henri V meurt subitement à Vincennes, à l'âge de 36 ans, le 31 août 1422. Deux mois avant son beau-père Charles VI. L'ordre de disparition est capital. Si l'inverse s'était produit, le roi d'Angleterre eût pu avoir le temps de recevoir à Reims l'onction du sacre de France, et sans doute n'y eût-il pas eu de Charles VII.

Henri V laisse un fils en bas-âge, et la régence de France est assurée par un oncle du nouveau-né, le duc de Bedford, avec la bénédiction de l'Université de Paris et du "parti intellectuel" dans son ensemble.

Sept ans plus tard, Charles de Valois n'est le dauphin que pour une petite minorité de Français. On l'appelle le plus souvent, par dérision, le "roi de Bourges". Point d'armée : quelques bandes, pas toujours fidèles. Point de finances : il est à la merci de la bonne volonté des Etats du Languedoc. Un fantôme d'Etat, qui se rétrécit tous les ans comme peau de chagrin, à chaque offensive anglo-bourguignonne.

*
* *
*

- Charles VII, replié dans la région du Berry, avant de recevoir le miracle de résurrection que va lui annoncer Jeanne d'Arc, n'est-ce pas significatif ? L'éminent historien qu'est Melle Marie-Madeleine Martin nous explique pourquoi dans sa recherche sur les origines des rois capétiens.

L'action des aïeux d'Hugues Capet, nous apprend-elle, apparaît très souvent, aux IX^e et X^e siècles, en Berry et en Bourgogne. "Je découvris cela en comparant maints documents, en étudiant aussi la présence fréquente du bisaïeul de Hugues Capet, Robert le Fort, à la cour des rois d'Aquitaine (dont les possessions englobaient le Berry). C'étaient déjà de fortes présomptions en faveur de la tradition orale, plaçant la naissance de Hugues Capet en Berry (d'autant qu'au moment de cette naissance, ses parents Hugues le Grand, duc de France, et Hedwige de Saxe, se trouvaient bien en Berry)"... "Après maintes nouvelles recherches, je découvris que les meilleurs généalogistes du XVII^e siècle... sans pouvoir se déterminer avec certitude sur l'origine des Capétiens, les rattachaient pourtant (et le roi lui-même avec eux), à une généalogie qui mentionnait l'existence d'un certain Robert de Saxeau ... C'est alors que je fis ma plus grande découverte : SAXEAU ETAIT LE NOM ANCIEN DU VILLAGE ET DU CHATEAU DE LA CHAPELLE-D'ANGILLON ; ET ROBERT LE FORT DEVAIT ETRE ROBERT LE SAXEAU LUI-MEME !"

"Saxeau est la traduction du mot latin "Saxiacum" qui veut dire, au Moyen Age, la forteresse, le rocher de défense. Or la vie du fameux ermite saint Jacques, venu de Byzance et vénéré depuis des siècles à la Chapelle-d'Angillon où il vécut, mentionne Saxeau comme le nom de la Chapelle-d'Angillon. Cette preuve est reprise par les grands érudits du XVII^e siècle, et surtout André Duchesne dans ses études du nom des villes de France."

"Tout le monde semble avoir oublié, au XIXe siècle, que Robert le Fort eut, comme première épouse, Ariane, fille du comte de Bourges, et qu'ainsi au milieu de ses possessions, il tint cette forteresse proche de Bourges, le "Saxeau", magnifiquement placée à un noeud de rivières, protégée par une contrée de marécages (elle devait, postérieurement, attirer les pirates normands, ui seront à l'origine de la première famille seigneuriale des Sully). C'est Robert de Saxeau qui s'offrit à protéger le fameux ermite saint Jacques sur ses domaines, inaugurant ainsi cette longue défense des gens d'Eglise et des biens d'Eglise qui sera, au Moyen Age, la base des progrès d'influence universelle des Capétiens. Puisque Robert, appelé par la suite "le Fort", portait le nom de Robert de Saxeau, coutume familière au Moyen Age, il n'y avait plus aucune difficulté à ce que son arrière petit-fils Hugues Capet ait pu naître dans ce même château de Saxeau, propriété de son bisaïeul !"

"En tout cas, ce qui devenait certain pour moi, c'est que le château de Saxeau, appelé ensuite château de la Chapelle (en l'honneur du saint ermite), puis château de la Chapelle-d'Angillon (en l'honneur de Gilon de Sully), et enfin château de Béthune (nom qu'il porte encore), devenait l'un des lieux sacrés des Capétiens originaux; et il expliquait la fameuse phrase du chroniqueur médiéval qui célébrait dans les Capétiens, des princes "sortis des entrailles de la nation".

Grands fonctionnaires apparentés aux Carolingiens, ils étaient donc venus résider dans ce Berry dont Jules César, conquérant des Gaules, avait célébré l'importance et la richesse (l'ultime phase de la conquête des Gaules se passe exactement dans le noeud de régions que nous venons de décrire : Orléanais, Berry, Bourgogne, centre vital où aboutissent de grandes voies et de grands fleuves, et où se marient plusieurs civilisations du sud, du nord, de l'est, de l'ouest)".

"Plus tard, n'est-ce pas à Bourges que naîtra Louis XI, grand rassembleur des terres françaises ? Plus tard encore, le roi Louis XIV, chassé de Paris par la révolution de la Fronde, viendra coucher le 6 mai 1651 au château de la Chapelle-d'Angillon, comme s'il devait lui aussi reprendre foi et espoir dans sa lignée, sur les lieux mêmes où elle avait commencé sa grande tâche ?"

"L'accumulation de ces probabilités éclatantes devait me faire soupçonner une autre explication (mais je ne livre celle-ci que sous l'aspect d'une hypothèse); l'explication du surnom même porté par Hugues : Capet. Ce surnom a fait le désespoir des commentateurs. Bien qu'il dût donner son qualificatif à la dynastie tout entière, personne ne put jamais l'expliquer avec certitude, et bien des hypothèses avancées ne correspondent pas aux moeurs du temps. Ce temps, répétons-le, désignait fréquemment une personnalité par le nom du lieu où elle résidait, du lieu où elle était née."

"Or les historiens oublient souvent de remarquer que le surnom de Hugues est tantôt Capet, tantôt Chapet, tantôt Capel, tantôt Chapel. Ils oublient surtout que, dans le latin de l'époque, Cappa est l'origine du mot Chapelle. Pourquoi Hugues Capet ou Capel ne serait-il pas tout simplement appelé du nom de son lieu de naissance, Hugues de la Chapelle ? (Le château et le village, qui s'appelaient Saxeau au temps de Robert le Fort, étaient devenus tous deux, à cause de la dévotion au saint ermite Jacques, La Chapelle.)"

Nous proposons cette explication qui a du moins le mérite d'être conforme aux moeurs du temps. Et l'on comprend beaucoup mieux qu'une dynastie tout entière ait adopté un nom de lieu, qu'un sobriquet uniquement individuel, limité à celui qui le porte.

Mais ce qui nous ravit, c'est d'avoir pu découvrir avec la célébrité du nom de Saxeau, une explication qui, en éclairant les débuts de l'histoire de France, se trouve conforme à la fois à la longue tradition orale et à l'ensemble des certitudes scientifiques acquises depuis plusieurs siècles.

- Fermons cette parenthèse que Melle Marie-Madeleine Martin nous a permis d'ouvrir opportunément sur la rencontre, à Bourges, du futur Charles VII avec le fondateur de sa dynastie, et revenons à JEANNE D'ARC. Nom mystique. Nom glorieux. Nom mystérieux évoquant l'épopée hors du commun d'une jeune Lorraine dont un professeur d'université a pu dire : "Pour moi, tout s'explique. Napoléon, Hitler, Alexandre le Grand, César, Louis XIV. Mais Jeanne d'Arc, c'est le mystère. Pourquoi Jeanne d'Arc ? Quelle mission ? Pourquoi ? Pour moi, c'est le plus grand mystère du monde et de l'Histoire."

De Jeanne Hachette au Père de Foucauld, de Bayard à ceux de Cambrone, les héros ne manquent pas dans l'Histoire de France. Mais ce qui fait l'originalité de la Pucelle c'est que sa mission, chasser les Anglais, réaliser l'unité nationale autour de Charles VII lui est commandée par "ses voix". Elle est mandatée par Dieu. Que l'on soit croyant ou non ne change rien à l'affaire.

Jeanne surgit à Bourges le 23 février 1430. Le surlendemain, elle est reçue, va droit au dauphin, qui avait eu la curieuse idée de se travestir et de se cacher parmi les courtisanes. - "Je le reconnus entre les autres, dira Jeanne, par le conseil de ma Voix qui me le révéla." Elle lui déclare alors : - "Gentil dauphin, j'ai nom Jeanne la Pucelle, et vous mande le Roi des cieux par moi que vous serez sacré et couronné en la ville de Reims, et vous serez lieutenant du Roi des cieux, qui est roi de France."

- Dans son livre "La Mission de Sainte-Jeanne", très judicieusement, le Père Clérissac constate la vertu de prudence et la discrétion de l'Héroïne :

"A un âge où ce serait une tentation, un besoin, bien plus un devoir, du moins communément, de s'ouvrir, Jeanne demeure trois ans sans parler de ses visions et de ses voix à personne. Certains de ses silences, au cours du Procès, ne sont pas moins extraordinaires : Ils proviennent de la même force paisible d'une certitude qui est tout droit de Dieu. Le respect et l'humilité scellent les lèvres de l'enfant ; la fidélité fera taire la prochaine martyre..."

"En elle se réalise sans violence la substitution de l'Esprit de Dieu au moi humain. Le zèle de sa mission la dévore bien plus que la flamme de l'action ; l'esprit de prière commande toute sa vie, avec les inspirations quotidiennes de ses Voix... Certaines de ses paroles sont des étincelles qui ne peuvent venir que du foyer intérieur de l'union Divine..."

"Le caractère du Christ est scellé en elle comme dans la matière la plus tendre et la plus ferme en même temps. La Foi, l'Espérance et la Charité, Jeanne en vit tellement qu'elle pourrait personnifier également chacune de ces vertus. L'esprit et le sens du Christ, lumineux, généreux et humble, rayonne de sa physionomie, émane de ses gestes, résonne dans ses paroles ; mais surtout on sent qu'il imprègne le fond de son être et la substance de son âme... Car c'est le Christ qui habite et vit dans cette âme. C'est le Christ qui est l'auteur en elle de cette sainteté si simple et si achevée, qui dirige cette destinée d'après le plan de sa propre vie terrestre, l'acheminement à travers une brève carrière publique vers la mort sur un bûcher. C'est le Christ qui met en elle l'intelligence si claire de ses droits divins..."

"Jeanne, du premier élan, embrasse la volonté divine de manière à ne pouvoir s'en détacher en quoi que ce soit. La Voix de Dieu lui a parlé clairement, cette âme d'enfant est possédée de cette conviction qu'il n'y a au monde que la volonté de Dieu qui compte - tandis que des spirituels emploient leur vie à l'acquiescer. L'attraction divine a été si efficace que Jeanne s'y est livrée toute entière et que désormais elle aura le culte de la volonté et de l'honneur de Dieu par dessus tout : c'est la raison unique de ce qu'elle entreprend, de ce qu'elle demande ou commande..."

"J'aimerais mieux être écartelée, dit-elle, que d'aller en France contre

la volonté de Dieu !"

Dès le début de sa Mission, Jeanne déclare à Baudricourt :

"Le royaume n'appartient pas au Dauphin, il appartient à mon Seigneur. Cependant mon Seigneur veut que le Dauphin devienne Roi et qu'il tienne le Royaume en commande."

Elle donne à Charles VII une leçon de foi et d'abandon à Dieu : "Ne doutez pas !"

Elle lève les doutes du Roi quant à sa légitimité ;

"Je te le dis, de la part de Messire (Dieu), tu es le vrai héritier de France et fils du Roi."

Elle lui révèle les desseins et les volontés de Dieu sur le Royaume.

Très justement, le Père Clérissac écrit :

"Toute la substance du Droit public chrétien se trouve là".

Après, mais seulement après lui avoir donné la preuve de sa Mission auprès de lui :

"Vous mande par moi le Roi des Cieux que vous serez sacré et couronné à Reims et que vous serez lieutenant du Roi des Cieux qui est Roi de France !"

Peut-on proclamer avec plus de force la Royauté du Christ ? Et encore Elle ajoute : "Le Dauphin sera Roi malgré ses ennemis ; et moi je le conduirai à son sacre." Et Notre-Seigneur a dit à sainte Marguerite-Marie, deux siècles et demi plus tard : "Je règnerai malgré mes ennemis."

Au Roi d'Angleterre, qui veut usurper le Royaume de France :

"Faites raison au Roi du Ciel de SON sang royal... Vous ne tiendrez point le Royaume de France, de Dieu le Roi du Ciel... Mais le tiendra le Roi Charles, vrai héritier, car Dieu... Le veut..."

Et au duc de Bourgogne, pour le faire rentrer dans la fidélité et le devoir :

"Tous ceux qui guerroyent au Saint Royaume de France, guerroyent contre le Roi Jésus, Roy du Ciel et de tout le Monde..."

Dans son "Mystère de l'Eglise", le Père Clérissac constate que "tout le long de l'Histoire de la Révélation le mode préféré des interventions divines c'est, je ne dis pas seulement la promesse, mais le Pacte et l'Alliance. Dieu s'engage ainsi tour à tour avec Adam, avec Noé, avec Abraham, avec Moïse, avec David, avec les Prophètes." Il va faire de même avec le Roi de France :

Par ordre divin, la Pucelle va renouveler le Pacte conclu à Tolbiac et aux Font^s Baptismaux de Reims, l'Alliance du Christ et du Roi de France :

"Gentil Roi, il me plairait avant de descendre dans le cercueil, d'avoir votre palais et votre Royaume - Oh ! Jeanne, répond Charles VII, mon palais et mon Royaume sont à toi.- Notaire, écrivez, dit la Pucelle inspirée : Le 21 juin à quatre heures du soir, l'An de Jésus-Christ 1429, le Roi Charles VII donne son Royaume à Jeanne. -Ecrivez encore : Jeanne donne à son tour la France à Jésus-Christ. - Nos Seigneurs, dit-elle d'une voix forte, à présent c'est Jésus-

Christ qui parle : "Moi, Seigneur Eternel, Je donne la France au Roi Charles."

Qu'elle est donc émouvante cette triple donation passée en bonne et due forme, par devant notaire ! Elle est l'éclair fulgurant qui explique, illumine, transfigure toute notre Histoire. Elle est l'acte capital qui consacre la raison d'être du Roi et de la France. A la face de l'Univers, Jeanne -au nom et d'ordre de Dieu- proclame la Royauté Universelle du Christ sur la création et plus particulièrement sur notre Patrie, mais aussi la mission divine du Roi de France et de son Royaume. Car cet acte a une portée générale : ce n'est pas seulement à Charles VII que Dieu confie le Royaume ; en sa personne, c'est à toute la Race Royale pour bien montrer que la Race Royale est aussi inséparable de Dieu et de la France que la France est inséparable du Christ, de son Eglise et du Roi.

Monseigneur Delassus écrit :

"En dehors de la Race de David, jamais Dynastie n'a reçu une pareille consécration."

*
* *
*

- Le passage si bref, de Jeanne dans l'Histoire, coïncide avec le retournement qui allait permettre à la France de terminer victorieusement la guerre de Cent Ans. Avant Jeanne : malaise, désarroi, défiance de soi sont du côté français. Elle survient, les mêmes sentiments passent dans le camp ennemi. Après elle, les Anglais verront se dissiper en quelques années le résultat de cinquante années de succès ininterrompu (depuis la mort de Du Guesclin et de Charles V, en 1380).

Certes, le destin de cette humble fille de 17 ans qui devient le 15 avril 1429 chef des Armées françaises a quelque chose de merveilleux, d'extraordinaire et de fabuleux. Comme l'écrit Jacques Bainville : "D'un consentement universel, il n'est dans aucun temps, dans aucun pays, aussi pure héroïne, récit plus merveilleux". Les mots manquent pour décrire la réalité de cet événement phénoménal dans l'histoire. Ce qui l'est aussi, c'est que cette fille fut choisie par Dieu pour remplir une mission : bouter les Anglais hors de France. Mais c'est cela justement qui étonne et frappe l'esprit, surtout en notre période de pacifisme intégral et de démilitarisation psychologique de la France. Cette vierge, reconnue sainte par l'Eglise catholique, clame bien haut : " Français, relevons-nous, prenons les armes et chassons l'ennemi hors de chez nous !".

Tel le Christ avec les vendeurs du temple, elle emploie la manière forte pour faire disparaître l'iniquité. Les soldats français combattent les Anglais, les tuent, les blessent, les font prisonniers, les expulsent de la France. C'est une leçon de force, de courage et de saine violence qu'elle nous donne, c'est la sainte colère de Dieu et du peuple français contre l'ennemi envahisseur et son roi usurpateur. Car Jeanne, et on ne met pas cela en valeur, veut que ce soit le Dauphin qui soit sacré Roi de France, et non pas le Roi d'Angleterre. Seul Charles VII, descendant d'un Roi de France par les mâles, a droit au trône. Le Roi d'Angleterre descendant du Roi de France par une femme n'a pas droit au trône. Telle est la réalité. Tel est aussi le mystère. La royauté française se transmet par les mâles. Car la royauté française n'est semblable à aucune autre. Elle a un caractère presque sacerdotal, or les femmes n'ont pas le sacerdoce. Le Roi de France a des privilèges qu'aucun autre monarque du monde n'a jamais eus, ainsi, nous l'avons évoqué ci-avant, le don, une fois sacré, de guérir miraculeusement les maladies des écrouelles.

Tout de même, il importe que tous les nationaux sachent que, depuis Clovis, les rois de France ne sont considérés que comme les représentants du Christ dans le royaume. Evénement unique (quoique copié par la suite par de nombreuses royautés européennes, l'Angleterre en particulier) qui fait que, par le Saint Chrême, le roi

est l'oint du Seigneur. Dans la tradition, le trône lui appartient et la mission de la France, mission universelle, est d'origine divine tout comme l'est celle de Jeanne.

*
* *
*

- Bien entendu, l'histoire peut nier ou récuser l'influence du surnaturel sur le cours de l'histoire et limiter son travail au seul récit anecdotique des faits connus. Mais alors, quelle pauvre vision il dresserait de l'épopée de Jeanne ! Les faits y sont certes brillants par eux-mêmes, mais ils perdraient l'essentiel de leur éclat s'ils n'étaient irradés par les lumières d'en-haut. L'armure de Jeanne d'Arc ne serait pas aussi resplendissante si elle ne reflétait un rayon de grâce. Non !... si l'histoire a tous les talents sauf celui de comprendre ces choses, il vaut mieux qu'il s'intéresse à une autre période où les lumières d'en-haut, les seules vraies, n'ont réellement que faire : une de ces périodes ternes où l'histoire vole si bas que la troisième dimension y est parfaitement inconnue. Là au moins, aucune transcendance ne risquerait de le gêner.

Par contre, quand l'historien accepte d'envisager dans ses envolées les plus hautes l'élan vital qui constitue le principal moteur de l'histoire, alors, un problème se pose. Un grave problème ! Comment accéder aux sommets de l'âme humaine où s'établit le contact entre le céleste et le terrestre ? Comment pénétrer jusqu'au lieu de convergence de l'héroïsme et de la sainteté ? Comment atteindre au fond du cœur de Jeanne le point focal des ondes explosives qui firent voler en éclats une situation politique et militaire figée depuis un siècle dans des luttes stériles ?

Ni Alexandre, ni César, ni Bonaparte, ne réalisèrent un tel programme - non de conquête, mais de reconstruction, dans la ligne de Saint Louis et de Charles V - en si peu de temps. Qu'on y songe ! La chevauchée, 600 kilomètres en 11 jours ; Orléans, dont le lent siège de huit mois fut levé en 8 jours ; enfin, Reims et le Sacre, moins de trois mois après ; les Bourguignons hésitants et ébranlés, les Anglais éparpillés et démoralisés ; - le tout en moins de six mois !

Il est permis de se demander pourquoi Dieu choisit l'Archange saint Michel pour révéler à Jeanne sa mission, l'éduquer, l'instruire et l'assister : "Il me disait d'être précise et bonne et de me bien conduire. Et il me disait la pitié qui était au Royaume de France."

Il y a des éléments de réponse : saint Michel était l'objet d'un culte dans l'Eglise et dans toute la France - Le Mont Saint Michel fut la seule forteresse normande à résister aux Anglais durant la Guerre de Cent Ans. Saint Michel est le protecteur du peuple de Dieu, le patron de la Chevalerie, l'un des protecteurs célestes du Royaume de France. Plus mystérieusement (par rapport à la mission de Jeanne), l'Archange est aussi le chef qui donne le signal du combat contre Lucifer révolté, au cri de : "Qui est comme Dieu ?"

Le fait est bien établi. Tous les historiens le mentionnent. Le 25 février 1429 au soir, prévenue qu'elle était attendue au château de Chinon pour être reçue par Charles VII, Jeanne passait à cheval le pont-levis lorsqu'un soldat lui lança une plaisanterie impie, grossière et injurieuse. "Ah !... s'écria-t-elle, tu renies Dieu alors que tu es si près de la mort !..." Et elle passa toute triste. Une heure après la prophétie se réalisait. Le soudard tombait dans l'eau du fossé et s'y noyait. On devine l'effet bouleversant qu'eut cette prédiction sur l'esprit de ceux qui en furent témoins.

- Maurice Barrès, qui s'est passionnément intéressé à Jeanne d'Arc, a, entre autres, écrit un livre intitulé "Le Mystère en pleine lumière" - où il commente la Sybille d'Auxerre. Nous reprochera-t-on un rap-

prochement hardi, si nous prétendons que Jeanne est notre Mystère en pleine lumière, et qu'elle est irréductiblement la Sibylle de la France et de ses rois ?

Jeanne, unique en son espèce, Lys des Lys, poussé au jardin de France, royaume de Marie, elle est l'incarnation de la "double Dame", sceau vivant apposé sur l'oeuvre de la race de Clovis par le "Tout-Puissant Roi des Rois", dont elle se déclarait mandataire. Elle reçut de Charles VII le don de son royaume; elle en fit l'hommage au Maître des Empires ; puis elle investit solennellement du royaume de France le Dauphin, dépouillé volontaire devant elle.

Ainsi ce jour du sacre de Reims, le 17 juillet 1429, était la confirmation la plus expresse de l'antique alliance de Reims.

Jean Brehal, Inquisiteur, chargé de présenter le rapport doctrinal du procès de réhabilitation, recueillit une ancienne prophétie hongroise, que l'on appliquait alors à Jeanne, et qui comportait cette formule évocatrice : "Vive le Lys ! Loin la Bête ! Fleurisse le Verger !". Le symbolisme en est clair. Jeanne, c'est la nouvelle Eve victorieuse du serpent. Mais alors, quel est le caractère mystérieux à l'origine extra-terrestre de l'Envoyée du Roy du Ciel ?...

*
* *
*

" LE ROYAUME DE MARIE " :

- Du livre déjà cité ("Le Caractère sacré et divin de la royauté en France") du Marquis de la Franquerie, lauréat de l'Académie Française, extrayons les passages suggestifs qui suivent.

"Il est un autre Acte solennel, officiel, qui caractérise bien la Royauté et la France ; c'est la Consécration du Royaume faite par Louis XIII à la Très Sainte Vierge le 10 février 1638 en témoignage de reconnaissance pour la protection et les grâces que la Reine du Ciel n'a cessé d'accorder à la France depuis l'instauration miraculeuse de la Monarchie à Reims le jour de Noël 496. Dans l'Acte de Consécration, le Roi reconnaît :

"Si les plus grandes forces des ennemis de cette Couronne se sont ralliées pour conspirer sa ruine, Il a confondu leurs ambitieux desseins pour faire voir à toutes les nations que, comme sa Providence a fondé cet Etat, sa Bonté le conserve et sa Puissance le défend... Tant de grâces si évidentes font que... nous avons cru être obligé de nous consacrer à la grandeur de Dieu..., à ces causes, nous avons déclaré et déclarons que, prenant la très sainte et très glorieuse Vierge pour Protectrice spéciale de notre Royaume, nous lui consacrons particulièrement notre personne, notre Etat, notre couronne et nos sujets..."

Par cet Acte grandiose, le Roi donnait à Marie et la Reine du Ciel acquérait une véritable possession, une propriété réelle et absolue sur la France et sur nos Rois qui devenaient ainsi, les Lieutenants, les vassaux de la Mère de Dieu. Non seulement, en effet, le Roi avait agi dans la plénitude de son Pouvoir Royal, mais tous les Corps de l'Etat en l'enregistrant et le Peuple en s'y associant avec une splendide ardeur, l'avaient confirmé au nom de la France tout entière. Cette donation ayant été faite irrévocablement, il n'est au pouvoir de personne de la dénoncer, de l'amoindrir, de la supprimer ; c'est pourquoi la France demeurera -qu'on le veuille ou non- jusqu'à la fin des temps le spécial Royaume de Marie."

..."Notre-Seigneur, Lui-même, l'a reconnu dans une Apparition à Marie Lataste, Religieuse du Sacré-Coeur, au XIXe siècle : "Il est une chaîne que Satan ne peut briser et qui le captive : car ma Mère a un droit spécial sur la France qui Lui est consacrée et par ce droit Elle arrête le bras courroucé de Dieu et répand sur ce Pays qui Lui est voué les bénédictions du Ciel... (Abbé Pascal Darbins)

... "Les Apparitions du Sacré-Coeur à sainte Marguerite-Marie à partir de 1689 confirment à nouveau la Mission divine du Roi et de la France. Il veut rappeler au Roi le Pacte de Tolbiac, l'Alliance contractée au Baptistère de Reims, l'Acte notarié inspiré à la Pucelle du 21 juin 1429, Acte de triple donation du Royaume par le Roi à Jeanne d'Arc, par Celle-ci à Dieu, enfin par Dieu au Roi Charles VII, pour rappeler à ce dernier que le Roi de France ne tient le Royaume qu'en commende, qu'il n'est que le vassal du Christ, qui, Lui, est le Vrai Roi de France. Le Sacré-Coeur n'a-t-il pas des droits tout particuliers sur lui ?

... "Là ne s'arrête pas le but poursuivi par Notre-Seigneur. Il veut une fois de plus consacrer par un acte grandiose cette mission divine de la France et de son Roi.

Parce qu'Il l'a davantage comblé, Son "Lieutenant" Lui est plus cher Il lui réserve le plus beau rôle. Que demande-t-il ? :

- 1° La Consécration du Roi et du Royaume de France au Sacré-Coeur.
- 2° L'apposition du Sacré-Coeur sur les Armes du Roi et sur ses Etendards.
- 3° La construction d'un édifice où serait exposé et honoré le Sacré-Coeur.
- 4° Que le Roi obtienne du Saint-Siège la messe et l'établissement du culte du Sacré-Coeur dans la Sainte Eglise.

5° Que le Roi de France fasse triompher le Règne du Sacré-Coeur auprès des rois et des grands de la terre.
afin de lui faire ainsi mériter de porter à jamais le glorieux titre de Lieutenant du Sacré-Coeur. Il veut donc ajouter le plus beau fleuron à l'auréole de Son "Fils Aîné". Il veut, dans sa splendide prédilection, attacher pour l'éternité le nom du Roi de France au culte de son Sacré-Coeur."

... "Malheureusement le Saint-Siège ne comprit pas la grandeur des desseins de Dieu, puisqu'il faudra attendre Pie IX pour que le culte du Sacré-Coeur soit institué dans l'Eglise Universelle... Dès lors le Règne du Sacré-Coeur ne pouvait plus s'établir que lentement, progressivement, humainement pourrait-on dire, c'est-à-dire dans la lutte, les épreuves, la souffrance des hommes livrés à eux-mêmes. Alors les ennemis "invisibles" de l'Eglise et de la France, le Pouvoir Occulte, les Sociétés Secrètes et la Franc-Maçonnerie ainsi que les Puissances protestantes déclenchèrent leurs attaques lucifériennes qui aboutirent :

pour la France à la révolution et à la chute de la Royauté, que Louis XVI sacra du seul fleuron qui lui manquait encore : le martyre ;

pour la Compagnie de Jésus, à sa suppression :

pour l'Eglise, d'abord au martyre de Pie VI, ensuite à la suppression de son Pouvoir Temporel, sauvegarde de son Pouvoir Spirituel ;

enfin à la crise ultime qu'elle vit actuellement par l'introduction dans son sein de la démocratie et, à sa tête, des suppôts de l'enfer."

- Revenons à la France et au martyre de son Roi.

Le Père Bruckberger écrit à ce sujet :

"On comprend à quel point le meurtre du Roi fut un acte consciemment sacrilège, la profanation volontaire du Sacre de Reims, la Messe noire de l'histoire de France, dont nous n'avons pas fini de vivre les ultimes conséquences. C'est un acte symbolique... qui domine l'histoire de France, au même titre, bien qu'en sens

inverse, que le baptême de Clovis à Reims ou l'ouverture triomphale et sacrificielle de Jeanne d'Arc. Ce n'est pas une société profane qui s'est scellée dans le sang de Louis XVI, c'est une contre-chrétienté : en immolant l'oint du Seigneur, ce peuple en tant que peuple, abdiquait la haute espérance du Royaume de Dieu".

Il ajoute :

"... Pour comprendre notre époque, autant vaut remonter des effets aux causes, et discerner comment les conséquences justifient ou vengent les principes... Le meurtre rituel du Roi... est le signe aveuglant d'une conflagration mystérieuse et terrible..."

"L'histoire de l'Enfant Prodigue est la parabole des temps modernes, qui se sont inaugurés par la mise à mort du Roi consacré, et par la profanation de l'ordre politique... La Parabole de l'Enfant prodigue commence ainsi : "Père donne-moi ma part d'héritage !" Quel plus sûr moyen d'ouvrir la succession que d'assassiner le Père ? C'est ce que le monde moderne a fait, au moins en intention, en abolissant l'image du Roi-Père !"

*
* *
*

- Sous la plume de Léon BLOY, l'Histoire de France prend un essor sublime et mystique. Au sortir du Moyen Age, "immense église, comme on n'en verra plus jamais, jusqu'à ce que Dieu revienne sur terre", Jeanne crée le Royaume particulier du Christ, dont la Monarchie est le support "unique, nécessaire, indiscutable ; la Monarchie en forme de lys, d'où procédaient toutes les autres monarchies et qui ne ressemblait à aucune autre". La Révolution devient une Passion authentique, pour "y instaurer l'image grandiose du futur Empire du Saint Esprit".

L'écrivain bien connu insiste aussi bien sur le symbolisme mystique de la mort de la Reine que sur celle du Dauphin. Assurément la Reine n'est pas sainte mais elle meurt martyre. En elle "l'indigente beauté humaine surabonde et crève de compassion tous les cœurs... Le règne de Marie-Antoinette n'aura pas de fin dans le cœur des hommes", parce qu'il participe à la poésie du sang et des larmes, "la poésie de la Passion du Sauveur". Quand le Dauphin fut sacrifié, par et pour la Nation, c'est une exacte figure christologique : "Lorsque s'éteignit le dernier titulaire de la succession capétienne, il est tout à fait raisonnable de penser qu'il y eut dans les choses divines quelque changement incompréhensible... et annonciateur de calamités sans nom... La France néanmoins a survécu à Louis XVI mais on sait comment et dans quel cloaque est descendu le glorieux miroir où la Splendeur incréée prenait ses délices."

- Le sentiment que les épreuves du roi passaient le commun sort et relevaient du martyre, semble avoir été celui d'un grand nombre dès l'annonce de sa mort, d'après des témoignages que l'on possède et la presse révolutionnaire elle-même y fit écho. Ainsi dans le Père Duchesne (No 212) lut-on sous la plume de Hébert : "Le pape va en faire un nouveau saint..." et, dans l'hebdomadaire les Révolutions de Paris, on pouvait également lire, à la suite du compte rendu de la mort du Roi "les prêtres et les dévotes, qui déjà cherchent sur leur calendrier une place à Louis XVI parmi les martyrs, ont fait un rapprochement de son exécution et de la passion de leur Christ."

Une fois posé ce point, il était tentant d'établir un étroit parallèle entre les différentes phases de la passion et de la mort du Christ et celles de l'emprisonnement et de l'exécution de Louis XVI. M et Ma Girault de Coursac (à l'ouvrage desquels sont empruntées les citations précédentes) ont effectué ce travail dans un livre clair et concis : "Louis XVI, roi martyr ?" qui met en regard constant le texte tiré des Ecritures se rapportant à Jésus et celui qui concerne Louis XVI. Il s'agit

le plus souvent de témoignages contemporains dont la référence précise a de quoi satisfaire les plus exigeants.

Encore demeure t-il que ce parallèle, si parfait quant à la forme, reste très arbitraire et ne suffit pas à convaincre. Sans doute, comme le Christ, Louis XVI montra-t-il une soumission complète à la volonté de Dieu puis subit-il avec patience et dignité les outrages dont il fut abreuvé. Sans doute affronta-t-il aussi la mort avec une sérénité impressionnante qui fit écrire au bourreau "Je reste très convaincu qu'il a puisé cette fermeté dans les principes de la religion dont personne plus que lui ne paraissait pénétré ni persuadé." Pourtant le témoignage de Cléry, son valet de chambre, porte à penser que, de même qu'à Jésus, l'idée de cette mort ignominieuse lui causait une vive angoisse. Mais on pourrait en dire autant de bien d'autres, grande ou obscure.

On sait encore que le roi offrit sa vie pour son peuple - comme, nous fait-on remarquer, le Christ offrit la sienne pour les hommes dont il était le pasteur - et que Louis XVI affirma devant Cléry, le 20 janvier 1793, veille de son exécution : "Je voudrais que ma mort fût le bonheur des Français et pût écarter les malheurs que je prévois", de même Sanson, le bourreau, rapporta que les dernières paroles du roi furent ce souhait : "Je voudrais que mon sang puisse cimenter le bonheur des Français". Toutefois Louis XVI n'est pas le seul et, plus près de nous, un autre chef fit aussi don de sa personne pour le salut de la Patrie et n'en fut guère mieux récompensé.

Les dernières paroles de Louis XVI sont d'autant plus émouvantes que le souhait qu'elles exprimaient était prémonitoire et étrangement semblable à celui de son prédécesseur sur le trône. Rappelons les faits :

En octobre 1793, la Convention ordonne la profanation des sépultures de Saint-Denis. Fait unique dans l'histoire des nations, il fallait ainsi abolir par un sacrilège tout le passé d'un pays pour que commencent les temps nouveaux. Le tombeau de Louis XV fut le dernier à être profané. Son corps se décomposa immédiatement au contact de l'air sous le regard d'une statue de la Sainte Vierge, de cette Mère de Dieu pour qui le roi avait eu une si tendre dévotion. Au même moment un Anglais découvre par hasard aux Tuileries mises à sac, le texte des dernières volontés du Bien-Aimé recopié par son petit-fils, le Roi-Martyr. Il se terminait par cette ultime prière qui prend toute sa valeur aujourd'hui :

"O Dieu qui connaissez tout, pardonnez de nouveau toutes les fautes que j'ai faites et tous les péchés que j'ai commis.

Vous êtes miséricordieux et plein de bonté et j'attends en frémissant de crainte et d'espérance votre jugement.

Ayez pitié de mon peuple, et de tout mon royaume, et ne permettez pas qu'il tombe jamais dans l'erreur, comme des Etats nos voisins qui étaient jadis si catholiques, apostoliques et romains, et peut-être plus que nous.

LOUIS

"Copié sur l'original et attesté par moi véritable, LOUIS-AUGUSTE".

*
* *
*

- Les calamités sans nom appelées à solder le crime historique de la Nation Française impliquaient un catastrophisme nécessaire. Il ne fait pas de doute que, dans cette perspective, la vision d'une guerre thermonucléaire eût été à la mesure de la démesure de Léon Bloy. C'est à peine si le pressentiment d'invasions toujours plus barbares parvenait à saturer son désir de justice immanente. Le voici qui parle du châtiment à venir, comme les autres prophètes : "Dieu ne peut être remplacé que par les monstres de l'abîme, et les Allemands ne sont pas assez effrayants. Ils disparaîtront d'ailleurs, quel que soit leur nom-

bre, n'étant que la poussière des pas de l'Exécuteur. Alors, ce sera l'Expiation véritable, dans l'épouvante indicible, l'expiation pour la France d'abord, à cause de sa primauté, ensuite pour le reste du monde coupable de la même prévarication, et aucune voie humaine ou angélique ne pourrait dire jusqu'où ira la désolation de la terre... Mais la France, toujours nécessaire à Dieu, sera la première à se relever au milieu des agonisants pour accomplir tout son destin. Sans doute, elle aura perdu sa fleur, ses plus nobles fils ayant donné leur vie pour sa rançon. Mais ce sacrifice énorme lui sera compté par Celui qui pèse les sphères et les atomes et il se pourrait bien que, pour finir, une virginité mystérieuse et immaculée devint son partage."

C'est alors que surgit le thème de "l'Envoyé qui sort du mystère", si proche de celui du Grand Monarque, qu'on s'est demandé si Léon Bloy ne participait pas secrètement à la tradition prophétique :

"Où se cache-t-il donc ce va-nu-pieds tout-puissant qui doit succéder à Napoléon et qui réalisera, en une manière que ne peut deviner aucun homme, la divine figure du Précurseur ?... Et pourtant quelqu'un doit venir, quelqu'un d'inouï que j'entends galoper au fond des abîmes... Quand il paraîtra enfin, quand il frappera à la porte des cœurs avec le pommeau de l'épée divine, le réveil de tous les aveugles sera prodigieux... J'ai souvent parlé de quelqu'un qui doit venir sans être attendu, de l'Etranger parmi tous les étrangers imaginables. Jamais un homme n'aura été si inconnu, si imprévu, si soudain... Il sera l'Étonnement même... Est-ce possible, vraiment que je sois seul à l'attendre et à l'espérer ? Quand viendra-t-il, celui qui doit venir et qui fut sous Napoléon pressenti par le tremblement universel des peuples ? Il viendra sans doute en France, comme il convient... Il sera certainement l'homme attendu par les bons et les méchants. Missionnaire surnaturel de joie et d'espoir, que tant de prophètes ont annoncé... Ce jour-là, on saura enfin la vraie forme de la terre et pourquoi elle se nomme l'Escabeau des Pieds du Seigneur... Tout ce que je peux dire, c'est que l'Etranger qu'il faut attendre sera certainement un vagabond, étant envoyé par CELUI dont il est écrit que nul ne sait d'où IL vient ni où IL va. Un vagabond de l'Absolu... Quand il entrera en scène, il tombera de tous les yeux une quantité prodigieuse d'écailles et il y aura dans le monde une clameur infinie."

"Brusquement, un jour il synthétisera tout cela d'une phase abrupte, où se mêlaient le châtiement des invasions sauvages et la promesse du salut final. De sa main, il écrira en lettres capitales :

"J'ATTENDS LES COSAQUES ET LE SAINT ESPRIT !"

Il fallait être Léon Bloy pour l'oser.

*
* *
*

- "Plus de cent prophéties, nous rappelle le Marquis de la Franquerie dans son livre déjà cité, annoncent ... ce Saint Pape à ce Grand Monarque issu de la Maison Royale de France. Déjà dans l'Ancien Testament le Roi David dans ses "Psaumes", et les Prophètes Isaïe, Jérémie, Ezéchiel, Joël, Zacharie et Malachie les ont décrits, et, dans le Nouveau Testament, saint Jean dans son "Apocalypse". De nombreux Saints ont fait de même : Saint Césaire au IV^e siècle, saint Thomas d'Aquin au XIII^e siècle, saint Vincent Ferrier et saint François de Paule au XV^e, parmi tant d'autres.

La Prophétie de Prémol met ces paroles dans la bouche de Dieu : "Voici ceux que J'ai choisis pour mettre la paix entre l'Archange et le dragon et qui doivent renouveler la face de la terre. Ils sont Mon Verbe (le Saint Pape) et Mon Bras (le Grand Roi). Et c'est Mon Esprit qui les garde."

Qui sera ce Grand Monarque ? Les prophéties sont formelles : un descendant

de Louis XVII.

..." Au XVIII^e siècle, le Père Nectou annonce que l'Enfant du Temple ne périra pas et que sa postérité assurera le triomphe de l'Eglise, triomphe "tel qu' il n'y en aura jamais eu de semblable."

"Au siècle suivant, la petite Marie des Terreaux : "La légitimité sera reconnue... il se fera un troisième miracle qui étonnera l'univers et mettra fin à la révolution : un bras de fer surgira miraculeusement, armé d'une grande puissance pour venger les outrages faits à Dieu et à la Royauté..."

..." Entre beaucoup d'autres, citons :

Le 20 novembre 1843, à Marie Lataste, Religieuse du Sacré-Coeur, Notre-Seigneur dit : "Le premier Roi, le premier Souverain de la France, c'est moi. Je suis le Maître de tous les peuples, de toutes les Nations, de tous les Royaumes, de tous les Empires, de toutes les dominations. Je suis particulièrement le Maître de la France..."

"J'ai choisi la France pour la donner à mon Eglise comme sa Fille de Prédilection... Pendant des siècles la France a protégé mon Eglise ; elle a été mon instrument plein de vie, le rempart indestructible et visible que Je lui donnais pour la protéger contre ses ennemis.

"Du Haut du Ciel, Je la protégeais, elle, ses Rois et leurs sujets"... Et il poursuit, se plaignant :

"Elle brise le trône de ses Rois... Je lui ai suscité des Rois, elle en a choisi d'autres à son gré. N'a-t-elle pas vu, ne voit-elle pas que Je me sers de sa volonté pour la punir, pour lui faire lever les yeux vers Moi ?..."

Mélanie, la bergère de la Salette : "C'est Lucifer qui gouverne la France... Dieu nous donnera un Roi caché auquel on ne pense pas... Dieu seul le donnera."

..."Maximin avait reçu ordre de la Sainte Vierge de faire connaître la Survivance de Louis XVII au Comte de Chambord. Après l'entretien que le Prince eut avec le Messager marial, il déclara au Comte de Vanssay, son secrétaire et gentilhomme de service : "Maintenant, j'ai la certitude que mon Cousin Louis XVII existe. Je ne monterai donc pas sur le Trône de France. Mais Dieu veut que nous gardions le secret. C'est LUI SEUL qui se réserve de rétablir la Royauté."

A Tilly sur Seulles, la Sainte Vierge déclare à Marie Martel : "La République tombera, c'est le Règne de Satan. Priez, mes enfants pour le Roi qui va venir".

A Kerizinen, la Reine du Ciel dit à Jeanne-Louise Ramonet : "C'est le peuple de France que j'ai choisi pour renouer les liens brisés du monde avec Dieu.

" La France qui M'est si chère... Je l'ai choisie pour être l'escabeau de mes pieds... Je descends pour relever et sauver la France. Dans quelques temps, Je lui donnerai un grand chef, un Roi. Elle connaîtra alors un tel redressement que son influence spirituelle sera prépondérante dans l'Univers... Croyez en son salut miraculeux, en son sauveur prédestiné."

Et elle précise que c'est par la France que le monde se consacrera aux deux Coeurs unis dans le Saint-Esprit.

Marie-Julie Jahenny, la pieuse stigmatisée, a reçu de nombreux Messages concernant le Saint Pape et le Grand Monarque. Citons seulement ces quelques visions particulièrement émouvantes et instructives de la volonté divine touchant la Royauté en France ; et tout d'abord le jugement et la mise au tombeau de la France :

"... Après une lutte, de la France qui refuse les secours de saint Michel et ensuite celui de la Sainte Vierge, Celle-ci enchaîne la France et l'oblige à La suivre. Elle est amenée aux pieds de Jésus qui la juge et passe en revue tous ses crimes, puis Il lui dit :

"Où est la fleur blanche (le lys, symbole du Roi) qui faisait la couronne radieuse de ton front ?

"La France : Ils m'ont ôté ma couronne blanche...

"Notre-Seigneur : Lève ton front et tes yeux vers Moi.

"La France : Seigneur, je ne suis pas digne de Vous regarder, je ne pourrai Vous voir ; je suis aveuglée par mes crimes...

"Jésus lui présente le lys en lui disant : France coupable, le connais-tu ?

"La France avoue son péché...

"Notre-Seigneur : France coupable accepte ce lys, je te le donne !

"La France répond : Celui qui a fait mon malheur n'est plus. Il m'avait fait croire que la Couronne de Lys serait ma perte ; Il m'a jetée dans les ténèbres. Seigneur, je ne puis en sortir sans Vous."

Le 25 août 1874, Marie-Julie voit le Roi Saint Louis qui dit :

Je reviens faire l'alliance du Ciel et de la terre... Je veux que la France abjure ses erreurs. Marie Immaculée me donne des pouvoirs et des grâces. Je donnerai à la France par mes prières un nouveau baptême, puis après je lui rétablirai son trône."

★
★ ★

- Le texte de la Prophétie de Prémol a été découvert en 1833. En voici un résumé succinct dressé par J.C. SALEMI dans la revue "ONDES VIVES".

Il s'agit du combat entre l'Archange St-Michel et le Dragon qui se disputent "L'Empire de Jérusalem" devant le Triangle de Dieu. Ce combat se déroulera sur les 3 côtés du Triangle, marqués par les nombres de Dieu, en des temps inégaux. Donc en 3 temps :

Temps I

"L'Archange règne sans partage jusqu'au 13e jour. Alors le Dragon chasse l'Ange du Temple et immole l'Agneau Sacré et couronné. Mais le Dragon ne fait que passer, répandant le trouble, la terreur, et le sang et fauchant de sa queue le LYS.

"Onze heures lui sont comptées et l'Archange envoie l'AIGLE pour dévorer le SERPENT".

Le règne de la Chrétienté (Jérusalem) a commencé lors du baptême de Clovis à Reims en 496. Il fut le premier roi chrétien. La Chrétienté s'est établie pendant 13 jours qui sont 13 siècles, soit jusqu'en 1796 (496 + 1300).

Si l'on tient compte que Clotilde, épouse de Clovis, avait commencé la conversion de son époux au Christianisme en 493, cela nous amène à 1793, date de

l'exécution de Louis XVI (Janvier 1793) qui est donc bien "l'Agneau Sacré et couronné, immolé" par le Dragon qui faucha le LYS (la Royauté) avec sa queue, c'est-à-dire avec ses menaces.

Ainsi il est dit clairement que c'est Satan (le Dragon, le Serpent) qui a provoqué la Révolution de 1789 avec son cortège de "troubles, de terreurs et de sang."

Mais cette victoire du Dragon sera de courte durée : 11 heures, soit 11 ans. Effectivement, le 18 Mai 1804, 11 ans après la décollation de Louis XVI, Napoléon 1er devenait Empereur. L'AIGLE avait dévoré le SERPENT (la queue du Dragon).

Temps II

"Onze heures sont données au vol de l'AIGLE et voici le LYS qui renaît aux champs. Mais l'heure sonne et l'AIGLE vient l'arracher et passe encore une heure et la tempête précipite l'AIGLE sur le rocher. Et le LYS refleurit de nouveau 3 fois 5 heures jusqu'à ce que le COQ le coupe de son bec et le couche sur le fumier. Le Dragon dévorera le Coq lorsqu'il aura chanté 2 fois 3 fois 3 heures sur son fumier. Et le COQ ne serait pas dévoré s'il quittait le fumier car, après 3 fois 2 fois 2 heures, l'ANGE l'avertit et lui crie : Malheur ! trois fois malheur ! Mais il ne veut pas entendre. Ainsi l'homme se joue des prophéties et périra parce qu'il n'aura pas cru aux envoyés du Seigneur. Ainsi arrivera le Dragon après les 43 heures de l'Archange. Et encore 3 heures et le Dragon sera écrasé à son tour et ce sera alors le Commencement du 3e Temps.

Tout ceci est d'une précision stupéfiante :

Louis XVIII (le LYS) fait son entrée à Paris le 30 Mai 1814, soit la 11e année de l'Empire et Napoléon est exilé dans l'île d'Elbe.

Un an plus tard (1 heure) il revient à Paris (20 Mars 1815) et Louis XVIII s'enfuit. Ce sont les 100 jours au bout desquels Napoléon abdique de nouveau (22 Mai 1815) et est "précipité sur le rocher" de l'île de Ste Hélène. Et le LYS (Louis XVIII) refleurit de nouveau pendant 3 x 5 heures = 15 ans, soit jusqu'en 1830. A cette date Charles X qui a succédé à Louis XVIII est déposé et le 9 Août le duc d'Orléans devient Roi de FRANCE sous le nom de Louis-Philippe 1er. Il abandonne le drapeau blanc fleur-de lysé (LYS) pour adopter le drapeau tricolore et la COQUARDE. Le COQ vient de couper le LYS de son bec.

Le COQ durera 2 x 3 x 3 = 18 ans. En effet la Révolution de 1848 (1830 + 18) renversera Louis-Philippe.

Donc l'Archange Michel aura régné 43 ans (heures) soit depuis Mai 1804 à Février 1848 (43 ans et 9 mois). Le Dragon a réussi à instaurer de nouveau la République, mais celle-ci ne durera que 3 ans et 11 mois (3 heures) et le Dragon sera écrasé le 14 janvier 1852, à la proclamation du Second empire.

Le 2e Temps aura duré 48 ans, de 1804 à 1852.

Temps III

"Le LYS venait de reparaître après la chute de l'AIGLE sur le rocher et l'Esprit me montra un arc-en-ciel avec les 12 signes du zodiaque qui sont les 12 apôtres.

"Au centre, Judas qui blasphème. Le Triangle de Dieu va parcourir le cercle, se reposant sur les têtes des Apôtres. Chaque repos est marqué par le nombre de dieu et par celui de l'Apôtre. Entre chaque repos il y a de grands bruits et révolutions sur la Terre. Mais 3 fois malheur lorsqu'il passera sur la tête de

Judas car c'est alors qu'il y aura des pleurs et des grincements de dents et que la terre criera : Merci (grâce). Malheur, 3 fois malheur à ceux qui ne toucheront pas les signes du Seigneur, car pour eux, le Jugement sera terrible". "Le Triangle n'était pas encore au milieu de l'arc mais il n'avait plus qu'un pas à faire, le nombre de son repos étant un des nombres choisis. "Un coup de tonnerre ouvrit les nues et j'aperçus Jérusalem abîmée sous une effroyable tempête car l'ennemi s'était rendu maître et l'abomination de la désolation régnait. "Et voilà que j'aperçus le PATRIARCHE qui sortait du Temple envahi par les enfants de Baal (Satan) et qui fuyait, emportant l'Arche Sainte vers la mer, à l'Ouest. Et l'Esprit me dit : "Le Soleil se couche à l'Occident et se lève à l'Orient. La nuit succède au jour et le jour à la nuit."

*
* *
*

- Il ne fait pas de doute que la trajectoire historique du prophétisme offre des caractères de crédibilité. Son homogénéité est patente. Les thèmes sont repris pour recevoir confirmation et précisions. Il est impressionnant de constater que, pour les prophéties anciennes, la part de ce qui, pour le voyant, était à venir et qui est du passé pour nous, correspond à des réalités. Comme le disait Eddington, nous avons rencontré les événements prévus sur notre ligne d'univers. Alors pourquoi le reste ne serait-il pas crédible ? Ce qui reste le plus incertain, c'est la datation hypothétique de ce futur.

On doit aussi constater que la fièvre prophétique s'est accentuée chaque fois que l'on traversait une période de mutation intense qui engendrait un climat d'angoisse. Dans ces moments, la prophétie devient une sorte d'exutoire nécessaire. Elle promet au-delà des épreuves toujours plus redoutables, la réouverture du Paradis Terrestre. C'est vrai pour l'écroulement de l'Empire Romain, pour la Renaissance qui suivra l'An Mil et pour la Renaissance qui ferme le Moyen Age, pour l'approche de la Révolution française, pour la fin du Premier Empire, pour notre temps également qui va déboucher sur le troisième millénaire. C'est alors que le prophétisme devient une soupape de sûreté pour l'angoisse. On pourrait donc interpréter l'homogénéité du Cycle prophétique impérial de deux manières :

- Elle résulte du fait que ce prophétisme est authentique et que, ce qui nous est promis est inéluctable.

- Elle est le résultat de l'épanouissement d'un mythe où les voyants, comme les trouvères, brodent sur le même thème, sans pour autant prophétiser. Nous sommes en pleine fable, même si certains fragments prophétiques semblent probants par leur réalisation déjà confirmée.

Il est en tout cas certain que les périodes d'angoisse voient déferler des témoins qui n'ont rien de communs avec de véritables prophètes. Ils s'abusent eux-mêmes et ils trompent les autres. Actuellement, il est fréquent de voir parvenir dans les salles de rédaction des journaux, l'annonce d'apparitions et de révélations en provenance directe de Dieu, de la Vierge et des Saints. La Presse est mise en demeure d'annoncer, sans délais, la Fin des Temps, la punition des méchants et la manifestation du Nouveau Messie. On a beaucoup de peine à s'y retrouver et la voyance d'angoisse devient un cas pathologique.

*
* *

- Cette réserve de principe formulée, ne couvrons pas la tête de l'autruche du bonnet phrygien. Nous avons donné suffisamment de témoignages du rôle dévolu à la France (et encore aurait-il convenu de parler de la prophétie de Sainte Odile, de la paralysie soudaine des armées allemandes à l'apparition de la Vierge lors de la bataille de la Marne durant la première guerre allemande, etc...) pour que l'on ne s'étonnât pas que le manquement à celui-ci ait été sanctionné. Reportons-nous deux-cents ans en arrière. Gens de lettres, auteurs,

comédiens, philosophes, vivaient heureux, dans le plus beau pays du monde, sous la protection d'un monarque qui, s'il était mort avant 1789, serait considéré comme le plus grand roi de la terre. La prépondérance de la France, n'était contestée nulle part, l'universalité de sa langue non plus. Le roi de France, du fait de son importance et de son honnêteté, n'était pas seulement l'arbitre choisi par les souverains d'Europe, comme dans l'affaire de succession de Bavière, c'est le nouveau monde qui envoyait son plus illustre représentant, Franklin, pour le solliciter. Et ce même Franklin, émerveillé par la sagesse et la compétence du roi, l'appelait "un faiseur de bonheur". Louis XVI était attentif à respecter la morale internationale comme la morale tout court.

La situation intérieure de la France était brillante et unique, ainsi que l'a dépeinte l'Anglais Arthur Young, dans ses relations de voyages ! La prospérité qu'il y constate tranche sur tous les Etats civilisés. Ce que tous les philosophes français pouvaient constater, libres de voyager à l'étranger. Mais Voltaire, en attendant leur brouille, avait fait le renom de Frédéric II et se comportait enthousiaste de la nation prussienne, d'où cet engouement des hommes de la Révolution pour la Prusse, à l'encontre des intérêts français. Mais Diderot idolâtrait Catherine II qui interdisait ses ouvrages en Russie. Mais Rousseau exalte un idéal de liberté, d'égalité et de fraternité, et les Français acceptèrent de se battre contre les inégalités sociales avant de se battre plus tard pour des questions économiques, puis pour un idéal social, puis contre le capitalisme, contre le patronat, contre le gouvernement, contre l'étranger ou tout autre "ennemi supposé", au point de devenir la nation la plus belligérante du monde. Quant à La Harpe, il n'était qu'un espion à la solde de la Russie. L'Angleterre, représentée comme un pays de liberté, n'était guère connue des philosophes, qui n'y auraient pas vécu. Montesquieu a parlé de sa constitution, sans la bien connaître. Conféré à une oligarchie parlementaire, sous le couvert d'un roi irresponsable, le pouvoir se ressentait déjà de l'influence des gens d'affaires. Loin de disposer, comme en France, de franchises et de corporations, le peuple était soumis à l'aristocratie, l'ouvrier se débattait dans la misère de son impuissance. Les lois paraissaient libérales : mais une évasion y était punie de la peine de mort, tandis qu'en France un Latude, un Mirabeau qui s'évadaient couraient le seul risque d'être repris.

Et ce sont de tels "esprits éclairés" qui vont répandre les idées de la misère du peuple, des abus de la noblesse, des dépenses ruineuses des rois, et apostasier au "culte de la Raison" qui devait apporter prospérité, joie et bonheur total. Ce fut le contraire qui arriva. Sans le bien solide de la foi, sans l'idéal d'amour, de justice et d'espérance de Dieu, tout se désagrégea : famille, institutions, morale, sens de la vie et de l'honneur. A tel point que le 20 Mai 1797, le Conseil des Cinq Cents décida de rétablir officiellement les cultes abolis.

Entretiens, la France avait tué son Roi, son Protecteur, en la personne du Roi Martyr Louis XVI. Ce Roi bon et humain, aurait pu faire massacrer la foule hurlante qui attaquait son palais, ce qui aurait arrêté tout net son affaire. Mais il n'a pas voulu verser le sang du peuple et il a ordonné aux soldats suisses de ne pas tirer. Cela lui a coûté son trône et sa vie. Il s'est sacrifié pour son peuple. Tout comme Jésus s'est sacrifié pour ses brebis.

La France s'est laissée prendre au piège. Elle a jeté à terre et piétiné les fleurs de lys de sa pureté, pour se coiffer du bonnet phrygien rouge et hurler la haine avec les révolutionnaires. Elle s'est plongée dans un bain de sang et de souillure. Elle s'est parjurée.

Et la France cocardière recommence depuis trois-quarts de siècle environ la même erreur "perverse" avec le communisme rouge. Son expérience d'il y a deux cents ans ne l'a pas guérie. L'expérience désastreuse de la Russie ne lui a pas servi de leçon. Il suffit pourtant d'y aller faire un petit tour pour constater comment on entend là-bas la Liberté, l'Egalité et la Fraternité, dans ce régime d' esclavage tyrannique et de terreur continuelle. On est loin des promesses alléchantes

du "Paradis Soviétique" et des "lendemain qui chantent", en dépit des fleurs que se jette la propagande marxiste.

Remarquons qu'on a récidivé en Russie, en 1917, le même scénario qu'en France en 1789. Révolution populaire, massacre de la famille royale, massacre des populations et des masses religieuses, abolition complète de la Royauté et de la Religion - Spoliation - Dévaluation - Désorganisation - Chaos, Famine et Guerres. Remarquons que 1789-1793 + 125 ans (multiple du Cycle Séculaire) = 1914-1918 (la 1ère Guerre Mondiale) et que 1914-1918 + 25 ans (autre multiple) = 1939-1943 (la Seconde Guerre Mondiale tourne à l'avantage des Alliés). Enfin que 1943 + 25 ans = 1968 (les événements révolutionnaires de Mai 1968 en France). Et maintenant la subversion se sert de l'URSS pour semer partout, dans toutes les nations, le germe de destruction et de mort de ce cancer dévorant qu'est le Communisme Rouge-Rouge comme ce dragon de Satan. Le Communisme dont l'emblème est parlant : FAUCILLE ET MARTEAU disposés en CROIX DE SAINT ANDRE (1), parodie de la Croix du Christ, une Croix du Christ déformée, tordue, défigurée. La faucille qui tranche, qui décapite, qui tue, et le marteau qui écrase, qui démolit, qui anéantit tout ce que la faucille a laissé.

*
* *
*

- A ce propos, se souvient-on que le blanc et le rouge du drapeau français remontent, contrairement à ce que l'on croit, à une ancienne tradition capétienne : la chape de Saint-Martin, apôtre des Gaules, comme la bannière de Charlemagne qui flottait à son couronnement, était de couleur bleue, et la bannière de Saint-Denis, protecteur du royaume, que l'on vit à Bouvines, était rouge. Quant au blanc, il est, à partir de la fin du XVI^e siècle, la marque distinctive du commandement militaire. Plus surprenant : les "gens de service" de la maison royale, officiers et domestiques, étaient habituellement vêtus, selon un usage établi par les Valois, d'une livrée aux trois couleurs, bleu, blanc et rouge. En 1789, note Raoul Girardet, "bien plus qu'un emblème de guerre civile, la nouvelle cocarde pouvait dans ces conditions légitimement apparaître comme le témoignage d'une unité retrouvée, un symbole d'alliance et de concorde."

- Quand sous le précédent septennat, Mr. Girard d'Estaing décida de grouper, à la date du 11 Novembre, tous les souvenirs militaires des Français depuis un demi-siècle, il n'avait sûrement pas pensé au symbole capital inscrit dans ce geste : c'est que la France se voyait ainsi ramenée à célébrer ses fastes guerriers sous le signe de saint Martin dont les couleurs, nous venons de le dire, flottent sur notre oriflamme national.

Le grand soldat de Rome qui déchira sa tunique, dans un geste fulgurant de charité, brillait jadis au fronton de maintes cathédrales, il possède en France autant d'églises, ou presque, qu'il y en a de dédiées à la Vierge Marie. Ah ! Cette cape de saint Martin ! Portée pendant des siècles au milieu de toutes nos batailles, vénérée par les premiers Capétiens comme leur symbole le plus cher, elle rappelait à nos aïeux, au temps où ils vivaient par des coutumes et des traditions, que Dieu avait choisi un soldat pour être leur apôtre définitif.

(1) Chose extrêmement curieuse : André signifie : homme - Le Communisme rejette Dieu et ne croit qu'en l'homme : Mystères des symboles - Or Dieu a dit "Maudit soit l'homme qui se confie dans l'homme" (Jér. 17/5) - Esaie 2/22). Mais qui tient compte de ses avertissements ?

Par Martin, Rome et la vieille Celtique se sont à jamais données au Christ, la Gaule des campagnes druidiques, tout éblouie par les étoiles des Mages, a rencontré la fermeté latine et le génie organisateur de l'Eglise. C'est à saint Martin que Benoît, "le Père de l'Europe" chrétienne, dédia le début de son oeuvre. Nos pères ont tenu ce saint en vénération éblouie, ils l'ont porté dans l'Espagne de leurs chevauchées médiévales, on le trouve vénéré un peu partout, dans l'Europe façonnée par la chevalerie.

C'est que Martin, après avoir été l'apôtre des Gaules, devint l'un des modèles favoris de la chevalerie française; ce n'est pas en vain, répétons-le, que Dieu avait choisi un soldat pour être notre évangélisateur. Ni que ce soldat était l'homme de la charité.

La démocratie considère le nom de Martin comme un symbole de roture : c'est un nom de dieu de la guerre. Les premiers missionnaires de nos campagnes jouèrent sans cesse sur la parenté des deux mots : MARTIUS, MARTINUS, Mars était le dieu des combats, l'un des favoris du panthéon gallo-romain, Martin était l'homme de guerre de Jésus-Christ; celui qui, semblable à saint Paul, rappelait aux hommes que nous étions déchirés, dans nos âmes, par la guerre à faire à nos péchés, et que nous devions en sortir vainqueurs par la croix du Christ.

Nom de guerrier, Martin fut également à l'origine un nom royal : il existe un prince franc du nom de Martin Ier, antérieur à Clovis. Et si Charlemagne compte aujourd'hui 8 millions de descendants, selon les généalogistes combien de Martin de nos jours descendent-ils de ce prince-là ?

Parce que les dons de Dieu sont sans repentance, celui qui fut destiné à être l'apôtre des Gaules continue de marquer, en maintes occasions, sa présence bénie au-dessus de notre nation. Un prêtre très érudit disait un jour à l'historienne Marie-Madeleine MARTIN : "Vous remarquerez qu'on retrouve le nom de Martin, en maints événements décisifs pour notre pays, et même dans la France contemporaine". Le 11 Novembre 1918, c'est au jour de sa fête que prit fin le plus atroce conflit des temps modernes, celui dont n'avons pas fini de payer les conséquences (l'élite française fauchée pour plusieurs générations, la carte de l'Europe bouleversée par une diplomatie imbécile, guidée par un Américain ignare et funeste).

Au seuil du XXème siècle, c'est par une jeune religieuse du nom de Thérèse MARTIN, que prit fin l'époque du jansénisme, enraciné tragiquement chez nous, comme l'héritage le plus néfaste de Calvin. Et cette petite Thérèse saura aussi (en faisant triompher le culte du Sacré-Coeur, prêché par Saint Jean Eudes dans sa province de Normandie au temps de Louis XIV), ramener à Dieu le philosophe politique français Charles Maurras celui que les royalistes français nomment leur maître.

- Erreur fatale ou volonté délibérée de François Mitterrand ? le jour de son entrée en fonction, le 21 Mai 1981, le nouveau président s'est rendu au Panthéon, l'Ecole normale des morts, en organisant une véritable représentation théâtrale. Cette représentation, il l'avait conçue comme un "réenracinement dans l'histoire de France, un rassemblement de la communauté nationale autour de ses grands hommes". C'était se tromper de lieu - Le Panthéon est le lieu même de la rupture entre les Français : sur lui ne parvient pas à s'effacer la marque originelle de la Révolution française. Comme le fait remarquer avec finesse Mons Ozouf : "La mémoire du Panthéon n'est pas la mémoire nationale, mais une des mémoires politiques offertes aux Français : le choix de François Mitterrand, parfaitement cohérent, n'aura évidemment fait que creuser un peu plus la fracture". Est-ce ce choix que visait la Prophétie de Paracelse (1493-1541) qui dans sa vingt-sixième figure, énonçait textuellement ?

"Elle pensait à toi, quand elle a proféré le "F" et tu vis maintenant bien dans la rose car tu es temporel et tu es né du temps. Ce que la Sibylle a dit de toi s'accomplira, et elle en dira plus encore. L'été qui fait éclore les roses est la saison des défaites où toutes les choses sont divisées, où l'on découvre que l'hom-

me a bâti sur le sable et que son entreprise va être ruinée. Que tu aies bâti sur le roc serait bien étonnant. Lorsque le temps sera venu viendra aussi ce pourquoi le temps est venu."

§ III : DES FAITS QUE LE HASARD SEUL NE SUFFIT PAS A EXPLIQUER

- "Sainte-Hélène, petite île". Retrouvé voici quelques années seulement, le cahier de géographie d'un écolier corse du nom de Napoléon Bonaparte portait, en première page, cette unique notation. Coïncidence ? Sans doute. Mais que de coïncidences de ce genre dans l'histoire des peuples et de ceux qui les gouvernent. Prenons par exemple un chiffre en apparence banal : 129 et une série de dates dont nous allons soustraire à chaque fois cet ensemble - 1918 : début de la révolution allemande. Avez-vous soustrait ? Hé oui, 1789, le début de la révolution française. Hitler devint Führer en 1933. Moins 129 ans = Napoléon empereur (1804). Débuts de la campagne de Russie de Hitler : 1941 ; de Napoléon : 1812. Débuts de la défaite allemande : 1944. Waterloo : 1815. La différence est toujours de 129 ans. Choisiriez-vous encore 1928, débuts des premiers succès électoraux de Hitler ? retranchez 129... Le 18 Brumaire 1799, Napoléon prit le pouvoir. Enfin, mais il ne s'agit plus de chiffres mais de l'anagramme de "révolution française" : "un veto corse la finira". Ce n'est pas de nous mais de Talleyrand.

Au point que l'on peut se demander s'il n'existe pas, aussi, un "mécanisme de la coïncidence", un aspect de prédestination, indécélable par définition, ou bien une manière de "système prophétique" qu'évoque, à sa manière, le mot de l'écrivain britannique Gilbert Keith Chesterton : "Le peu que nous voyons tient au peu que nous sommes."

D'autres exemples de ces points de rencontre ou de convergence ? On peut citer en tête celui-ci : la religion égyptienne préfigure, dans une certaine mesure, la religion chrétienne. En effet, les symboles retenus pour les quatre Évangélistes - l'ange pour Matthieu, le lion pour Marc, le taureau pour Luc et l'aigle pour Jean - figuraient déjà dans la morphologie de cet être mythique : le Sphinx.

On peut déceler, encore, qu'Isis, Osiris et leur fils Horus sont à l'image de ce que serait, plus tard, la Sainte Famille : Horus vient au monde sans que son père ait pu accomplir l'acte procréateur. Il se fera, plus tard, assassiner, mais ressuscitera.

Sujet d'étonnement, moins lointain dans le passé : celles d'entre les cathédrales des XII^e et XIII^e siècles qui furent construites en Champagne, en Picardie, en Ile-de-France, et placées sous le vocable de "Notre-Dame", figurent, sur le terrain, la constellation de la Vierge. Tandis que les abbayes bénédictines édifiées dans le pays de Caux épousent la forme de la Grande Ourse.

Surprises avec les chiffres, encore, et les dates : la France, qui participa à huit croisades en Terre Sainte, fut aussi mise à feu et à sang par huit guerres de religion.

Ce fut un 18 juin que fut consommée la défaite de Waterloo (1815) et que de Gaulle lança son fameux "appel" (1940). Événements fort dissemblables, certes, mais qui tous deux infléchirent l'avenir de façon considérable.

Des dates encore : celles des grandes expositions organisées en France quand ce pays commençait à s'industrialiser. Il y eut toujours d'importants événements politiques à l'approche de l'une ou de l'autre : l'"affaire du 16 mai", juste avant celle de 1878, l'éviction du général Boulanger à la veille de celle de 1889 ; la grâce de Dreyfus alors qu'on préparait fébrilement celle de 1900.

Et que ne trouve-t-on pas dans la vie trop tôt achevée des victimes des diverses révolutions ? Les faits prémonitoires qu'il nous est permis, après coup, d'interpréter pour tels se multiplient. Lorsque le dauphin Louis, petit-fils de Louis XV, épousa l'archiduchesse Marie-Antoinette, un gigantesque feu d'artifice fut tiré place Louis XV, c'est-à-dire sur l'actuelle place de la Concorde. Mais certaines de ses pièces s'enflammèrent spontanément et à contre-temps ; ce fut un incendie effroyable que plusieurs spectateurs payèrent de leur vie.

On devait voir, plus tard, un incendie identique semer la consternation sur Moscou, au soir des cérémonies de mariage du grand-duc Nicolas - le futur tsar Nicolas II - avec la princesse Marie Alexandrovna.

Or, ces mariés princiers de l'une et l'autre époque devaient se faire tous quatre jeter bas de leur trône. Et tous, aussi, devaient périr de la main de leurs sujets révoltés. Le premier prénom des deux femmes était Marie, le second débutait, pour l'une et pour l'autre, par un A.

On relève bien d'autres menus "signes" dans l'existence de Louis XVI et de Marie-Antoinette. La seconde, au moment de signer son acte de mariage, fut malhabile et écrasa de telle sorte sa plume d'oie que son nom fut à demi effacé sur le parchemin. Le premier, au jour solennel de son sacre, ne trouva qu'une exclamation à pousser quand la couronne lui fut posée : "Elle me fait mal."

Après l'échec de ce que l'histoire appellerait "la fuite à Varennes", le couple royal attendait, dans l'angoisse, les décisions de l'Assemblée législative à son égard dans une auberge à l'enseigne du "Grand Monarque". Ce qui relève, aussi, d'une sorte d'humour noir et même macabre.

Il y avait un précédent, d'ailleurs : la boutique devant laquelle Ravillac avait poignardé Henri IV, le 14 mai 1613, avait, elle, pour enseigne un coeur percé d'une flèche et surmonté d'une couronne. Et ce sera un 14 mai encore (celui de 1643) que le fils de la victime, Louis XIII le Juste, rendra lui-même le dernier soupir.

En poursuivant cette remontée du temps, on relève plus surprenant encore : les terribles épisodes des "rois maudits". En 1314, Jacques Molay, le Grand Maître de l'Ordre des Templiers, condamné au bûcher par le pape Clément V et par le roi Philippe IV le Bel, assigna "à comparaître dans l'année au tribunal de Dieu" ses deux persécuteurs. Ceux-ci rendirent l'âme, en effet, dans les mois qui suivirent.

Et ce n'était pas tout : la malédiction s'étendrait à la descendance royale. On allait voir disparaître, en effet, les plus illustres dynasties l'une après l'autre. Les Capétiens directs s'éteignirent après les décès successifs de Louis X le Hutin, Philippe IV le Long et Charles IV le Bel ; celle des Valois avec la fin de trois autres frères : François II, Charles IX et Henri III ; celle dite "des Lys" enfin - et beaucoup plus tard - avec Louis XVI déjà tant évoqué, puis ses deux frères : Louis XVIII et Charles X.

Quel symbole aussi ne peut-on trouver dans le fait que le premier des trois - le supplicié - ait eu pour prison la tour du Temple ! Les années passèrent, et, sous la IV^e République, on verra encore Charles Maurras, l'un des derniers grands champions de la monarchie, subir sa captivité dans une cellule de Clairvaux, dans l'abbaye, donc, qu'avait jadis fondée Bernard, le père spirituel du Temple.

Ainsi les coïncidences projettent-elles, à certains carrefours de l'histoire, des lueurs inexplicables, présomption d'une correspondance surnaturelle entre l'existence des choses et leur essence, entre le monde visible et le monde invisible. On ne cessera jamais de s'étonner par exemple, du fait que les chrétiens des catacombes aient choisi le poisson pour symbole de leur foi quand, précisément, débutait l'ère du signe zodiacal des Poissons. Ou encore des liens géographiques très précis unissant les quatre grands lieux de pèlerinage européens (Rome, Saint-Jacques-

de-Compostelle, Paray -le-Monial et Lourdes) aux quatre grande centres de l'Orient (La Mecque, Jérusalem, Bénarès et Lhassa). De fait, si l'on joint Lourdes à Rome et si l'on prolonge la ligne ainsi tracée, on a la surprise d'aboutir à Jérusalem. La même opération, effectuée pour Paray-le-Monial et Rome, les relie à La Mecque. Enfin, le prolongement de la droite tracée de Saint-Jacques-de-Compostelle à Rome rencontre Bénarès, et celui de la ligne reliant Saint-Jacques-de-Compostelle à Lourdes aboutit à Lhassa.

Mais enregistrer de tels faits et y réfléchir ne conduit pas, hélas, à les expliquer. "L'être humain, disait Hegel, ne se définit que chargé d'histoire". On peut ajouter qu'il est peut-être dans sa nature essentielle d'être accompagné, environné, cerné de mystères.



CHAPITRE IV

PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE: EXPLORATION DE LA MONTÉE CYCLIQUE DES GRANDS PROBLÈMES CONTEMPORAINS



§ I : LES CHOCS DE L'HISTOIRE (suite)

a) - "L'ART D'AGITER LE PEUPLE AVANT DE S'EN SERVIR " -
(TALLEYRAND)

" Après l'exercice du pouvoir par la coalition socialiste et communiste, l'ampleur du redressement national qui sera nécessaire, se précise de jour en jour. Pour refaire une économie délabrée et rembourser la dette publique, il nous faudra un Colbert. Pour remettre dans le rang les féodalités syndicales et rabaisser l'influence communiste dans l'Etat, il faudra un Richelieu. Pour rétablir l'unité nationale, il nous faudra un Hugues Capet."

(Michel DERE)

" L'effet parvenu à sa limite se défait comme un pli".

(Paul CLAUDEL dans "TETE D'OR")

"L'instinct du pays est monarchique, son instinct et sa mémoire."

(J. SERVAN SCHREIBER
dans "L'Express")

" La royauté a toujours été la patronne des classes ouvrières. Les Etablissements de Saint Louis, les règlements des Métiers, le système des Corporations en sont des preuves manifestes. C'est sous cette égide que l'industrie française a grandi et qu'elle est parvenue à un degré de prospérité et de juste renommée qui, en 1789, ne l'a laissée inférieure à aucune autre."

(Comte de CHAMBORD)

"Lorsqu'un peuple ne sait pas tirer parti de ses lois fondamentales, il est fort inutile qu'il en cherche d'autre ; c'est une marque qu'il est corrompu et qu'il n'y a plus de remède."

(Joseph de MAISTRE)

/ L'AGE DES DICTATURES :/

- Si l'on tentait de donner une définition de la monarchie ou de la république qui puisse recouvrir tous les cas connus dans le passé comme dans le présent, cette définition serait purement formelle. Pour la monarchie, elle pourrait être formulée ainsi : une forme de gouvernement dans laquelle un détenteur d'une fonction publique qui bénéficie d'une prééminence cérémonielle et qui possède une mesure de pouvoir réel variant du quasi-néant au quasi-absolu, une fois désigné par l'élection ou par l'hérédité ou par référence au droit divin ou par plusieurs de ces procédés, est supposé détenir cette autorité sa vie durant. Quant à la république, si nous en recherchons une définition vraiment exhaustive, nous ne trouverons rien de meilleur que : "Toute forme de gouvernement qui n'est pas monarchique." Même pareilles définitions, malgré leur extrême manque de signification, nous causeront des embarras lorsqu'il s'agira de savoir si elles s'étendent à des cas comme la Rome de Jules César, la France de la fin de la période consulaire, l'Allemagne de Hitler, et ces sujets favoris des discussions érudites d'autrefois : le Saint Empire romain, le royaume de Pologne qui tenait tant à se faire dénommer république, et l'empire des Hohenzollern. Cependant, en laissant ces modèles d'institutions aux spécialistes du genre et nonobstant des cas marginaux, peu nombreux, une telle définition éveille en nous des idées bien définies.

Rien de ce qui précède ne permet de conclure que, quels que soient les changements qui attendent l'humanité, tant à l'égard des directions nouvelles que les Etats pourraient prendre dans le domaine social ou idéologique qu'à l'égard des réalités de la politique, le monde a atteint le point final de son évolution en ce qui concerne la forme de gouvernement et l'âge des républiques est arrivé en définitive. Au contraire, il y a de bonnes raisons de croire que nos enfants pourraient connaître la renaissance de la monarchie sur une grande échelle. Ce n'est pas en vain que les penseurs de l'Antiquité ont développé la théorie cyclique des régimes politiques. Ils l'ont fait en se basant sur l'observation serrée de l'histoire, et l'explication, que nous devons à Platon, des raisons pour lesquelles ces changements cycliques peuvent être attendus, n'est survenue que pour appuyer par une théorie des données fournies par l'expérience. L'histoire, depuis l'époque classique, n'a certainement démenti ni l'observation, ni la théorie. Si quelque chose a été bien prouvé dans le domaine de la politique, c'est qu'aucun régime n'est éternel. Cela ne signifie pas que tous les régimes possèdent la même valeur. Selon son point de vue, une transformation donnée d'un régime en un autre apparaîtra à un observateur ou à un groupe d'observateurs comme une amélioration, tandis que l'autre la considérera comme un pas vers la décadence ; mais il y aura un changement. Et puisque les formes principales et les buts fondamentaux des gouvernements ont tendance à être peu nombreux et à réapparaître toujours, nous avons le droit de considérer que le changement est de nature cyclique. Marx et Engels et leurs premiers disciples ont caressé l'idée de mettre un terme à ce mouvement et de trouver une synthèse définitive au développement des formes politiques, mais on peut se demander si leurs successeurs, avec Lénine en tête, n'ont pas eu conscience que l'Etat socialiste, non plus, (les non-communistes diraient sans doute : particulièrement l'Etat socialiste) n'était pas à l'abri des transformations, et qu'il leur faudrait une extrême vigilance pour l'en préserver. Rien ne nous permet de croire que le régime républicain soit la seule et l'éternelle exception à la règle.

- Deux ordres d'idées renforcent la probabilité d'un âge monarchique succédant à l'âge républicain.

Le premier ordre d'idées se réfère aux profondes racines qu'a plongées la monarchie dans les sociétés humaines. En plein âge républicain - le nôtre - tout enfant doit être amené patiemment à la découverte des concepts républicains, alors que l'imagerie monarchique s'impose à son existence. Même en Union soviétique, et certainement en Suisse, aux USA, et en France, les plus anciennes des républiques actuelles, les symboles de la monarchie sont familiers au jeune enfant : trône, couronne, sceptre, rois, reines, princes et princesses sont pour lui des images connues

(souvent très idéalisées mais cette idéalisation les rend encore plus attirantes), alors que les présidents, leurs épouses et leurs enfants ne signifient rien pour lui. Le concept de monarchie est si profondément ancré, que les religions - celles qui sont monothéistes au moins - pour mieux expliquer la relation de Dieu à l'homme et à l'univers, ont emprunté au vocabulaire monarchique des termes comme le royaume de Dieu, le Roi de l'Univers, etc.

Cela n'est pas étonnant, car la monarchie représente une imitation de la puissance paternelle, et donc une extension, facile et attrayante de la société patriarcale - l'une des forces élémentaires et biologiques de la société - imitation aisée à comprendre, mais aussi grandie, dramatisée, hypostasie. -(Le roi est le symbole du père, aurait dit Freud. Le roi est le symbole de Dieu, aurait dit Jh. de Maistre. La France a tué son roi et exorcisé le charme de la monarchie.)- La sociologie moderne qui attache tellement d'importance à la poursuite d'un statut social, devrait nous faire d'autant plus reconnaître la puissance d'attraction actuelle ou latente de la forme monarchique. Un symbole de prééminence aussi ancien, qui fut si répandu, si simple à saisir, et doté d'une telle puissance d'attraction, ne saurait pas, avec quelque certitude, être relégué au passé.

Une seconde réflexion, qui n'est pas moins importante, nous conduit aux mêmes conclusions. Elle a trait à une évolution cyclique qui fut, à notre connaissance, formulée pour la première fois par Platon : il s'agit de la transformation de la démocratie (ou, réflexion faite, de toute république) en ce que les Grecs appelaient la tyrannie et que l'on connaît aujourd'hui, depuis les Romains, sous le nom de dictature. En effet, si nous prenons la dictature dans son sens le plus clair et le plus usuel à l'heure actuelle, c'est-à-dire comme le régime dans lequel une très forte concentration du pouvoir réel (et non pas nécessairement de l'autorité formelle) en une ou quelques mains se combine avec d'énormes difficultés mises sur le chemin de toute tentative visant à écarter cette concentration autrement que par la force, la dictature apparaît alors comme une maladie des républiques.

Pourquoi est-elle une maladie des républiques ? Parce que, dans une monarchie, et particulièrement si le monarque n'est pas seulement un personnage décoratif, la concentration du pouvoir en une main n'est pas une anomalie, on la considère au contraire comme une condition normale, et légitime. La république, d'autre part, est fondée historiquement sur le principe de la représentation ; chaque titulaire d'une fonction publique la tient en tant que représentant de quelqu'un d'autre, qu'il s'agisse de la soi-disant démocratie directe ou d'autres formes de républiques. Cela implique la non-concentration du pouvoir à un égard au moins, notamment sa division entre le représentant et le corps représenté. En fait, la philosophie du système républicain requiert une diffusion des pouvoirs beaucoup plus considérable, leur concentration dans les mains d'un représentant quelconque tendant à compromettre la prééminence du corps représenté.

Cependant, cette diffusion du pouvoir, malgré tous ses avantages, entraîne trois faiblesses pour le régime républicain : a) elle fait accroître les difficultés à surmonter les situations graves et qui requièrent des décisions rapidement prises et rapidement exécutées ; b) elle peut gêner le fonctionnement régulier de la marche des affaires publiques, si les autorités diffuses ont tendance à exagérer le contrôle qu'elles assurent les unes sur les autres ou si elles se combattent ; c) enfin l'autorité et le pouvoir étant diffus, le système peut se trouver en difficulté pour résister à un individu ou à un groupe ambitieux (que la nature de leur ambition soit personnelle ou qu'elle soit orientée vers une conception quelconque du bien public), qui ne sont pas gênés par un sentiment de respect pour les règles du jeu, trois faiblesses qui expliquent le phénomène de la dictature.

Lorsque la première de ces faiblesses apparaît seule, on trouve alors, pour y faire face, le dictateur romain du type d'avant Sylla ou, "mutatis mutandis", de son équivalent contemporain, représenté par un Lloyd George, un Clemenceau, un Churchill ; dans la terminologie de Carl Schmitt, il s'agit de dictateur dit "Kommissarischer". La dictature apparaît dans ce cas comme un remède temporaire, elle ne met

pas en danger l'essentiel de la philosophie du régime républicain, elle ne doit pas être considérée comme une anomalie. Mais si la dictature apparaît sur le fond de la deuxième ou la troisième de ces faiblesses, la situation devient anormale : une république supposée animée par l'idéal d'un pouvoir dispersé, se trouve, en réalité, dominée par un pouvoir concentré que seule une puissance supérieure pourra déplacer. C'est de cette forme de dictature que l'on parle lorsque le terme est utilisé pour qualifier une situation contemporaine. Ainsi comprise, le terme s'applique aux tyrans de la Grèce antique, aux dictateurs "bons" et "bienveillants" ou "mauvais" et "malveillants". A cause de cette contradiction entre la théorie et la pratique et tant que nous acceptons la théorie républicaine comme point de départ, nous pouvons considérer la dictature comme une anomalie, comme une situation pathologique. Cet exposé ne vaut pas pour la monarchie, car une telle contradiction n'existe pas, dans ce cas, entre théorie et pratique. Et pour les raisons indiquées plus haut, c'est une situation pathologique à laquelle toutes les républiques sont fondamentalement sensibilisées. De là notre caractérisation de la dictature comme maladie républicaine.

Si nous considérons la longue succession des dictatures que nous montre l'histoire, nous nous apercevons qu'elles représentent, en effet, une condition à laquelle les républiques sont exposées de façon endémique. Les monarchies - qu'il s'agisse de la monarchie féodale ou de la soi-disant absolue, ou de la monarchie constitutionnelle ou parlementaire des temps modernes - sont relativement protégées contre ce genre de situation pour la raison indiquée plus haut. La dictature a fleuri dans les républiques italiennes de la Renaissance, elle est apparue dans la république de courte durée qu'a connue l'Angleterre au XVII^e siècle, on l'a vue deux fois (avec les jacobins puis avec Napoléon), lors de la Révolution française, elle est devenue presque habituelle dans les républiques d'Amérique latine. Après la guerre de 1914-1918, la dictature s'est encore étendue, tant en Europe que dans les nouveaux Etats d'Asie, et maintenant elle promet aussi bien d'étendre son empire dans certaines républiques nouvellement indépendantes d'Afrique. Si nous nous demandons pourquoi il en est ainsi, nous pourrions peut-être trouver une explication partielle dans la complexité croissante des fonctions que les Etats se croient appelés à remplir et dans les buts de plus en plus ambitieux qu'ils se sont fixés à notre époque ; dans la non-congruence des techniques républicaines diffusées avec le contexte social de nombreux pays qui ont atteint l'indépendance au cours des cent cinquante dernières années ; dans les déceptions provenant de la contradiction flagrante entre les slogans du bien-être et de la paix d'une part, et la réalité des crises économiques et politiques de l'autre, et surtout dans le fait que les idéologies se sont ajoutées à la simple quête du pouvoir comme justification de la dictature. Mais la réponse fondamentale à la question est beaucoup plus simple ; il y a plus de dictateurs parce qu'il y a plus de républiques. L'âge des républiques a amené à sa suite ce que l'on pourrait appeler l'âge des dictatures. Les dictateurs ont souvent cherché à légitimer et leur personne et leur régime. Cela afin d'accorder un caractère de permanence à un état de choses entaché du soupçon du transitoire et de l'irrégulier, afin de donner à leur puissance le soutien d'une auréole quelque peu mystique et afin d'améliorer les chances d'une continuité du régime dans le même esprit et en conservant le pouvoir dans la même famille. Le moyen d'arriver à de telles fins réside souvent dans la transformation du régime en une monarchie. Ainsi firent déjà certains tyrans grecs. Les dictateurs romains à partir d'Auguste changèrent ainsi la nature de leur régime. Les Médicis, les Sforza et les d'Este n'agirent pas autrement. Napoléon, Dessalines et Christophe à Haïti, Mohammed Ali en Egypte, Reza Pahlavi en Iran et Zogu en Albanie usèrent du même moyen.

- Etant donné la conjonction de ces principaux facteurs - les racines profondes du principe monarchique, l'influence de la dictature dans les républiques, la tentation de légitimer la dictature - nous obtenons alors ce qui pourrait être appelé une "situation monarchique", une situation qui, sans qu'elle y mène nécessairement, peut facilement conduire à la renaissance des monarchies.

Au cours de cet essai, nous avons emprunté quelques termes au vocabulaire

médical. Usons de cette liberté une fois encore et demandons-nous s'il n'existe pas de "contre-indications" à notre pronostic. En vérité, trois principales contre-indications doivent être prises en considération :

a) la non-congruence possible de la monarchie avec son caractère irrationnel, son côté mystique, aux notions rationnelles et matérialistes qui sont supposées dominer l'esprit de l'homme moderne ;

b) sa non-congruence possible avec les tendances de "social-welfare" ou franchement socialistes qui caractérisent les Etats modernes ;

c) sa non-congruence possible avec la tendance aux formes régionales ou autres d'intégration internationale.

Sur la base du présent et du passé immédiat, la première contre-indication ne doit pas être prise trop au sérieux. Nous ne pouvons pas prédire l'état des esprits ni les sentiments des générations à venir, mais dans le passé et dans le présent, le rationalisme n'a pas constitué une force déterminante de l'évolution socio-politique, son influence étant largement limitée aux domaines scientifique et technologique. Le développement des impulsions nationalistes et raciales en tant que facteurs de premier ordre dans la vie politique, doit certainement plus à l'émotif qu'au rationnel, et cela indépendamment de la question de savoir si des sentiments nationaux ou raciaux nous apparaissent désirables ou non. Le succès des autres idéologies à base d'émotion et des symboles personnalisés du pouvoir politique, si caractéristiques de notre âge, conduit à la même conclusion. L'idée de pouvoir charismatique est une autre incursion d'un facteur irrationnel. Même dans le domaine de la science économique, cette figure sèchement rationnelle de "l'homo oeconomicus" a cédé la place à l'individu engagé dans la poursuite du "statut" social, adonné à la quête des consommations de prestige, animé d'un esprit de classe et mû par des préjugés nés de la propagande, des campagnes publicitaires, de l'endoctrinement. A moins que cette tendance ne soit renversée le mythe monarchique, qui en appelle au sens mystique aussi bien qu'à l'hédonisme - cela par le jeu de son appareil éblouissant - peut parfaitement redevenir populaire, si les moyens modernes de propagande sont employés de façon énergique. Les populations habituées au "culte de la personnalité", auquel tout dictateur se trouve contraint à recourir plus ou moins, peuvent être subjuguées par ce mythe sans difficulté. Les populations semi-orientales ou quasi primitives, pour lesquelles le paternalisme constitue en tout cas une structure sociale familière, seraient une proie particulièrement facile, car un prince, après tout, est une image paternelle plus convaincante et plus attrayante que ne l'est un président. De plus, si quelqu'un désirait savoir vers quoi se portent réellement les goûts de la masse dans les républiques occidentales avancées, il lui suffirait de jeter un coup d'oeil sur les hebdomadaires illustrés à grand tirage d'Italie, de Suisse, de France, d'Allemagne occidentale et même des U.S.A.; il y trouverait une nouvelle littérature de contes de princes et de princesses, pour l'usage de adultes.

Le second point, d'autre part, constitue certainement une contre-indication sérieuse. Une monarchie "sociale" n'est pas inconcevable. Le passé nous montre des périodes durant lesquelles la monarchie s'est parée (ou fut parée par le peuple) du bien-être social, à commencer par la monarchie égyptienne, sous l'administration de Joseph et par Harun al Rachid, comme nous le rapportent respectivement les livres de la Genèse et des Mille et une Nuits, jusqu'à des périodes plus récentes. Les écrits du Comte de Paris et la politique de Don Juan d'Espagne vont dans le même sens, et les monarchies du Nord-Ouest européen ont bien prouvé que la monarchie n'était pas un obstacle à un régime social-démocrate modéré. Encore est-il vrai que la note dépersonnalisée, uniforme et fonctionnelle des plans sociaux modernes, du New Deal aux Etats-Unis aux plans de cinq ou sept ans des pays socialistes ou à demi socialistes, les rend peu aptes à une version monarchique. Si cette tendance se poursuivait, elle constituerait un obstacle à la renaissance de la monarchie. Cependant, le présent exposé est basé sur l'hypothèse qu'il n'y a pas de régime éternel.

Le troisième point constitue aussi une contre-indication grave, bien qu'elle ne soit pas insurmontable. En général, la forme monarchique s'accorde mieux avec la

notion d'Etat-nation, apparaît plus adaptée à une exaltation semi-romantique des valeurs ethniques, qu'à l'atmosphère moins intime et plus anonyme d'un groupement super-étatique dénationalisé, qu'il soit régional ou idéologique. Plus le Bénélux poussera à l'intégration, plus les trônes de Belgique, de Luxembourg et de Hollande apparaîtront anachroniques. Cela est vrai pour toutes les monarchies européennes dans l'éventualité d'une consolidation progressive du Conseil de l'Europe, pour toutes les monarchies du monde dans le cas d'un renforcement des Nations Unies. Cependant, les Etats supranationaux pourraient avoir besoin, à leur tour, d'un système de personnalisation et de symboles de celle-ci. et, en effet, la monarchie du type césaro-impérial n'est pas inconnue. Les Césars romains, Napoléon et la couronne anglaise d'aujourd'hui ne représentent que les exemples les plus célèbres d'un tel processus. Au contraire, si, comme certains savants le soutiennent, le nationalisme est un substitut aux loyautés dynastiques disparues, des loyautés dynastiques pourraient bien devenir un substitut du nationalisme dont l'Etat supra-national et dont tout développement intégrationnistes sont les ennemis naturels.

*
* *
*

- De savants professeurs, qui ont beaucoup réfléchi, en partant d'idées générales et d'une connaissance abstraite de l'homme en société, nous expliquent aujourd'hui pourquoi le régime démocratique l'emporte sur tous les autres. Peut-être ont-ils raison dans l'absolu. Cependant force est de rappeler que cette opinion, fort récente, eut moins de hauts que de bas. Avant la dernière guerre, par exemple, personne d'intelligent n'aurait eu la pensée de défendre pareille thèse, dans le tête à tête, qui permet de parler tout à fait librement. Vers 1935, le suffrage universel, expression infaillible de la volonté populaire, demeurait certes un objet d'éloquence parlementaire ou de développement dans les journaux. Mais le politicien ou le chroniqueur, le polémiste, se hâtait de changer de langage dans la conversation entre "initiés", de peur d'être ridicule. On en avait la preuve dans tous les milieux politiques, à Londres comme à la Haye, à Bruxelles comme à Paris.

La pure doctrine démocratique, venue du Siècle des Lumières à travers les filtres de la Révolution française et de la monarchie bourgeoise, faisait alors aussi démodé que la redingote ou que le chapeau haut-de-forme. La moitié des états, dans l'ensemble du monde, avaient d'ailleurs abandonné le parlementarisme à l'anglaise: les uns pour plagier plus ou moins l'initiateur italien, les autres pour se teinter de marxisme policier. Car on se rappelait alors combien Marx s'est moqué des "socialistes démocrates".

La guerre de 1939-1945 qui, au début, fut une guerre d'Etats, non une guerre de peuples, se transforma rapidement en croisade idéologique, avec toutes les frénésies, les contraintes et les impostures que comporte cette entreprise. A la fin, qui avait gagné ?... Dans l'ensemble du monde, le "fascisme rouge", sans contredit. Mais en Occident se déclarer démocrate redevenait possible. Bien mieux : obligatoire désormais. La foi démocratique était promue chapitre de la morale. Y manquer, c'est maintenant infamant, dégradant. A la limite de la démence ou de la délinquance.

*
* *
*

- Voici donc quarante ans que les Occidentaux considèrent comme allant de soi un système qu'auparavant ils n'étaient pas loin de trouver absurde et néfaste. Soustrait à toute discussion entre gens sérieux, honnêtes et sages, ce système sera intégré, par essence et pour toujours, dans la sensibilité de tout citoyen sain d'esprit. A moins qu'il n'ait de mauvaises intentions, à la façon d'un bandit de grand chemin ou d'un incendiaire. A l'école, on

enseigne ce catéchisme-là, comme jadis l'existence de Dieu et l'obéissance aux commandements de l'Eglise.

Ne craignons pas d'insister sur ce point : ce n'est plus une opinion d'être démocrate, c'est un impératif, sévèrement surveillé par le pouvoir politique. Et aussi par les pouvoirs dits d'information, qui sont en réalité des pouvoirs d'endoctrinement, eux-mêmes tenus à l'oeil par quelques groupes financiers, détenteurs de l'indispensable manne publicitaire. L'éventuel contempteur de la démocratie ne participera pas, en fait, à la discussion politique ni à la vie publique. Avez-vous jamais vu, depuis la fin de la guerre, la radio ou la télévision donner la parole à quelqu'un qui ose contester l'excellence, la prédominance, la perfection éternelle et universelle du "gouvernement populaire", s'exerçant par le système des partis ? Même les plus acharnés adversaires des politiciens en place prennent soin de faire leurs dévotions à l'idole Démocratie ; à l'extrême-droite comme à l'extrême-gauche.

Depuis 1945, la démonstration est faite : la bataille des idées ne peut plus se situer qu'à l'intérieur de l'orthodoxie démocratique, dans ses limites ; elle ne peut plus porter que sur la façon dont cette religion s'affirme et se pratique. La Droite et la Gauche ne se disputent plus entre personnes qui se sont déclarées "pour" et d'autres, "contre" l'électoralisme social et politique, mais entre démocrates socialistes et démocrates libéraux. En France, même les stalinien et les promoteurs du Front national se proclament attachés à ce que Balzac, avec dérision, appelait "l'élection appliquée à tout", en ajoutant que "rien n'est plus contraire à l'ordre et à la prospérité d'une nation". De 1935 à 1945, l'esprit européen est revenu de cent ans en arrière. Tous quarante-huitards !... Cette période de l'histoire, où maintenant nous sommes en plein, paraîtra un jour bien ahurissante.

- "LA CONTRE-REVOLUTION SPONTANEE" -

- Il faut reconnaître que les institutions démocratiques en soi ne sont ni très stupides, ni vraiment désastreuses. Il y eut dans le passé en divers lieux, des régimes de ce genre qui ne fonctionnèrent pas trop mal. Encore au dix-neuvième siècle : la Grande-Bretagne, la république de Saint-Marin. En théorie, ça se défend à la rigueur ; en pratique, c'est parfois assez commode ; plus souvent, juste supportable. Les autres régimes aussi, plus ou moins. Tout dépend des circonstances, du cadre, des états d'esprit. L'inadmissible - pour ne pas dire - l'imbécile -, c'est de n'admettre comme légitime, moral, logique, congruente à la nature humaine et au bien des sociétés que la démocratie, dès lors imposée dans tous les cas à tous les peuples, sous peine d'excommunication majeure. De qui, de quoi, au nom de qui, au nom de quoi ?

Ce commandement vient-il de Dieu, de l'impératif catégorique, de la déesse Raison, du hasard ou de la nécessité, de l'Académie des Sciences, de la Trilatérale, de la conscience universelle ou du Grand Orient de France ?

*
* *
*

- Voilà cependant qu'il y a du nouveau dans la réflexion politique, ainsi que nous le fait constater FAVILLA dans "LES ECHOS". On commence à s'interroger sur les principes qui paraissent les plus fondamentaux, les plus universellement acceptés. Parmi eux, l'idée même de souveraineté du peuple. Ce qui est nouveau surtout, c'est que l'interrogation vienne d'intellectuels démocrates. Alors que, à l'inverse, nulle contestation ne s'élève plus de l'extrême gauche ni de l'extrême droite : M. Le Pen est des plus légalistes et le parti communiste a effacé la "dictature du prolétariat" de ses statuts. Au-delà même des principes, jamais les institutions de la République n'ont été entourées d'un semblable consensus. Peut-être est-ce d'ailleurs parce que, chez nous, la démocratie n'a plus d'ennemis que ses amis se mettent à douter.

Voici M. Julliard, pilier du "Nouvel Observateur", qui remet en question l'idée de souveraineté populaire, ou plutôt la simplicité d'esprit par laquelle on suppose qu'elle s'exerce dans notre système politique. Il revient à Rousseau pour montrer, avec lui, la nécessité et l'impraticabilité de cette idée : "S'il y avait un peuple de dieux, écrivait le Genevois, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes. Il faut bien pourtant que les hommes se gouvernent, et s'ils ne peuvent s'y prendre comme des dieux, que ce ne soit point comme des diables..."

En cette affaire c'est de la simplicité qu'il faut se méfier. La simplicité qui, après avoir fait du sujet un souverain, le soumet à son tour à la majorité, expression d'une "volonté générale" à qui rien n'est interdit, même l'oppression, même le totalitarisme. Ou la simplicité inverse des libéraux purs qui prétendent limiter (mais comment ?) le champ de cette souveraineté dangereuse, laissant à l'extérieur l'individu et même la société.

Ou encore la simplicité de l'équation "un homme, un vote". Comment, par exemple, les droits des hommes et des communautés qui vivent sur la terre sud-africaine pourraient-ils être préservés si l'on devait donner une application brutale à ce principe ? La loi de la majorité n'aurait pas là-bas plus légitimité que n'en a celle de la minorité. Les solutions sont à chercher ailleurs que sur les voies d'une démocratie trop simpliste.

Cet exemple montre que, pour qu'il y ait souveraineté du peuple, il faut à tout le moins qu'il y ait un peuple. La démocratie n'est pas à l'origine. Elle ne fonde pas le corps politique. Celui-ci doit préexister, avec tout ce qui le constitue ; une histoire commune, des rapports sociaux à peu près acceptés, un réseau de valeurs, un vouloir-vivre ensemble. Bref, tout un ensemble de conditions qui rendent la démocratie possible, mais, du coup, pas absolument indispensable.

*
* *
*

- La démocratie est un idéal, un mythe politique. C'est aussi un ensemble de pratiques : chez nous la désignation au suffrage universel du chef de l'Etat, des personnes chargées de voter les lois et d'arrêter le budget de l'Etat et des administrateurs des collectivités locales ; et, très marginalement, inutilisée depuis treize ans, la décision au suffrage universel, dans le référendum.

Henri FRENAY, dans la "Revue des deux mondes" de juin 1985, analyse pertinemment les deux premières d'entre-elles :

"Le pouvoir a été accaparé par l'Elysée où l'on parvient par le suffrage universel direct", écrit-il notamment. Dès lors, toute l'ambition des chefs politiques est de "prendre la place du titulaire."

"C'est une entreprise de longue haleine. L'expérience prouve qu'elle commence au lendemain même d'une élection présidentielle. Dès ce moment, faute de pouvoir chasser le vainqueur, tout sera mis en oeuvre méthodiquement pour l'abaisser. On donnera à chaque élection, générale ou partielle, municipale ou cantonale, une signification qui touche directement le Président. La bataille électorale devient permanente. Les sondages constituent en quelque sorte le tableau d'affichage des résultats provisoires. Les médias multiplient les "Face-à-Face", "Heure de vérité" et organisent des "duels" entre personnalités adverses.

La bataille se joue aussi à l'intérieur des deux camps que, pour la facilité du langage, on appelle la droite et la gauche. Dans chacun d'eux les ambitions suscitent de nombreuses vocations, déclarées ou non, affichées ou niées. Par des manoeuvres directes ou obliques, chacun s'efforce de se placer au mieux et d'abaisser le concurrent potentiel."

Et Henri Frenay de se lamenter sur le discrédit qui risque ainsi de frapper le régime, les Français éprouvant du dégoût pour ces jeux de la politique.

- Cette compétition acharnée pour le pouvoir suprême n'est pas le seul vice du système. Au second tour l'électeur a le choix entre deux candidats qui présentent chacun un programme : "A moins de s'abstenir, l'électeur est contraint de choisir. Ces propositions sont à prendre ou à laisser en bloc, même si certaines d'entre elles rebutent, ce qui est toujours le cas. L'électeur estime avoir écarté un homme au bénéfice d'un autre plus que d'avoir souscrit un contrat avec celui-ci. C'est cependant ce que les électeurs de François Mitterrand se sont entendu dire. Fallacieuse fiction s'il en est et qui devient une farce quand l' élu prétend être en même temps le Président de tous les Français. Comment peut-il prétendre à la fois être fidèle à son programme et être en même temps l'arbitre ainsi que le commande la Constitution ?

Le vice profond de notre système politique est là. Il précipite les Français dans la colère ou le découragement."

Ainsi le choix par les Français du chef de l'Etat n'est-il, nous dit Henri Frenay, qu'une fiction. Une grande partie d'entre eux ne se reconnaît pas en lui car même parmi ceux qui lui ont apporté leur suffrage beaucoup n'ont pas voté pour son programme, mais seulement contre son adversaire.

A cette situation Henri Frenay ne voit d'autre remède qu'un retour "à l'application stricte de la Constitution", c'est à dire, selon lui, à une conception du rôle du Président de la République où celui-ci ne serait qu'un "arbitre". Le Président devrait-il donc se résigner à demeurer passif devant la lutte des partis pour la conquête du pouvoir ? Ce serait revenir à un régime proche de la III^e ou de la IV^e République, qui furent caractérisées par l'instabilité et l'impuissance des gouvernements.

*
* *
*

- De telles pratiques sont, on le voit, des mécanismes sommaires au champ d'application très restreint. Ceux-ci laissent échapper à leur contrôle l'essentiel du pouvoir, lequel est une négociation permanente entre des puissances dont celles qui dépendent directement du suffrage universel ne sont ni les plus nombreuses ni les plus décisives. Bref, le Peuple ne dirige pas plus la France sous la République que la Providence sous le Roi de droit divin : ou, pour le croire, il faut avoir la foi...

Entre la démocratie directe - impraticable - et la démocratie représentative - trop infidèle -, on a souvent voulu croire que le "programme", forme souple du mandat impératif, établirait le chaînon manquant. Mais le chaînon ne résiste pas à la torsion des faits. Oublié, démenti, trahi, ou trop aveuglément appliqué, il ne fait qu'ajouter au discrédit du système.

On pourrait rêver de mieux tenir les élus en raccourcissant les mandats : mais ce serait jeter la démocratie dans une campagne électorale permanente.

Jacques Julliard suggère une autre idée : dissocier l'élection des personnes et le contrôle des actes. C'est pour ce dernier qu'il faudrait chercher les voies et moyens d'une démocratie directe plus efficace. Dès lors qu'il existerait, les mandats des élus peuvent s'accommoder d'une durée plus longue. Mandaté pour veiller à la fois au long terme et aux circonstances, l' élu a droit aux corrections de trajectoires : et ce sont ces corrections qu'il faut en somme valider auprès du "souverain".

Alors, la banalisation du référendum ? C'est la voie choisie par Alain Peyrefitte dans "Encore un effort" (associée à un raccourcissement du mandat présidentiel

que pourtant elle devrait rendre inutile). Julliard appelle l'attention sur d'autres formes de contrôle.

Les sondages par exemple : c'est vrai qu'ils sont, officieusement mais effectivement, entrés dans la petite panoplie des armes de la démocratie. C'est bien pour cela que la loi les a codifiés. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'opinion est reine, mais le sondage authentifie l'opinion. Il éclaire même l'élection, en nous disant quelque chose sur la motivation des électeurs.

On pourrait pousser cette réflexion plus loin qu'elle n'ose aller. Plus le mandat est long -un président décennal ? -, plus son titulaire est disponible aux circonstances, en même temps qu'il peut davantage intégrer la durée. Cela ramènerait la démocratie à cette vérité : qu'elle peut s'épanouir davantage dans le contrôle que dans l'élection. Le peuple ne doit pas laisser échapper la proie pour l'ombre, le consentement pour le pouvoir.

*
* *
*

- Précisément, selon un sondage effectué par la SOFRES du 22 au 29 août 1985, sur le thème : "Y a-t-il un rejet de la classe politique ?", 82% des personnes interrogées estiment que "les hommes politiques ne disent pas la vérité", 10% seulement estiment qu'ils la disent ; 62% trouvent "qu'ils ne traitent pas les grands sujets qui concernent la vie des Français", en tête desquels viennent le chômage (63%), la délinquance (45%), l'avenir de l'industrie (42%), le fonctionnement des institutions venant en queue avec 5% ; 60% jugent que les ministres devraient plutôt être choisis parmi les "techniciens spécialisés", alors que 26% seulement pensent qu'ils doivent l'être parmi les élus.

Pour l'homme libre qui n'appartient pas à la classe politique, et observe ces phénomènes objectivement en n'ayant pour souci que le bien commun de la Nation française, les résultats de ce sondage sont extrêmement intéressants et révélateurs. 82% des Français électeurs estiment que les hommes politiques ne disent pas la vérité, cela veut dire qu'ils ne croient pas aux hommes qu'ils ont eux-mêmes élus, qu'ils se considèrent donc comme trompés, et que par conséquent et implicitement ils ne font plus confiance au système électif par lequel ces hommes sont censés être choisis par eux, peuple souverain ; bref, et l'on conçoit que cela soit difficile à avaler pour les professionnels et profiteurs de la classe politique et les états-majors des partis, 82 % des Français ne croient plus à la démocratie en tant que régime politique fondé sur l'élection et la souveraineté populaire et 60% d'entre eux pensent qu'un spécialiste fait un meilleur ministre qu'un "élu".

Les Français seraient-ils parvenus instinctivement à un tel degré de sagesse, de sagacité, de maturité politiques qu'ils renoncent d'eux-mêmes, en ayant fait longuement la désastreuse expérience, à la démocratie, à ses pompes, à ses oeuvres, à ses partis, à sa "classe politique" ? Ce sursaut salutaire de lucidité politique est ce que Maurras eût appelé "la Contre-Révolution spontanée". Si les élus, les politiciens de métier, ne disent pas la vérité à leurs électeurs, c'est que leur élection dépend de leurs mensonges, implique et nécessite donc la démagogie inhérente à tout régime démocratique. En voulons-nous une preuve ? La gauche n'aurait pas obtenu la majorité aux élections de 1981 si elle avait alors dit la vérité, qu'elle est forcée d'avouer aujourd'hui, c'est-à-dire le contraire de son programme électoral. Il nous paraît donc hautement positif que 82% des Français se rendent compte qu'ils sont trompés par les menteurs -ou démagogues- de "la classe politique" qui sollicite leurs suffrages.

Ce chiffre doit être mis en relation avec les autres : 5% seulement s'intéressent au fonctionnement des institutions, 60% considèrent que des ministres "techniciens spécialisés" seraient préférables à des ministres choisis parmi leurs élus. Cela signifie que les Français n'ont que faire des institutions, constitution,

légalité républicaines, auxquelles ils n'entendent rien. Ils considèrent que ces ministres élus ne connaissent rien aux affaires, ne s'intéressent pas aux problèmes réels qui les concernent : "la classe politique, le pays légal, comme disait encore Maurras, ne représente plus le pays réel" dont il a perdu la confiance. Ils estiment aussi que des "techniciens spécialisés", des professionnels font de meilleurs ministres que des politiciens élus. Le sondage SOFRES les a aussi interrogés sur la réduction du mandat présidentiel, mais s'est bien gardé de leur demander si un chef d'Etat "technicien spécialisé" serait préférable à un politicien élu à cette fonction souveraine. Une réponse positive, conséquence logique a fortiori résultant de l'opinion concernant les ministres, eût simplement signifié que les Français étaient favorables à l'instauration d'un chef d'Etat hautement spécialisé, héréditairement spécialisé dans cette fonction souveraine, et non élu, c'est-à-dire à la restauration d'un Roi.

*
* *
*

- Un second sondage, réalisé par l'IFOP et publié par "LIBERATION" du 7 octobre 1985 est beaucoup plus subtil. Il porte sur les idées politiques elles-mêmes. Les personnes interrogées se sont vu soumettre des phrases politiques-clefs parfois identifiées par un parti précis et parfois présentées sans étiquettes. On a mesuré ainsi dans le premier cas la faveur pour une idée, et dans le second l'approbation éventuelle d'une thèse soutenue par un parti.

Conclusion globale : les idées de droite sont plébiscitées, surtout lorsqu'elles sont présentées sans l'étiquette d'un parti. La croissance, l'autorité de l'Etat, l'anti-étatisme sortent gagnants. Serge July, après avoir épluché résultats et graphiques peut écrire :

"Le libéralisme dont rêve majoritairement l'opinion est un libéralisme tempéré par un pouvoir politique fort qui saurait quoi en faire. Si la rigueur est ainsi paradoxalement associée au libéralisme c'est parce qu'elle signifie un déblocage effectif de l'économie française. Et tout se passe comme si l'opinion souhaitait que ce déblocage soit parfaitement maîtrisé afin d'éviter tous les inconvénients d'un libéralisme débridé. En d'autres termes, l'opinion rêve plutôt du libéralisme tout en s'en méfiant."

Elle n'a pas tort. N'est-ce pas une méfiance vis-à-vis de la philosophie individualiste, dont l'application stricte aboutit au libéralisme sauvage ? Les Français interrogés, par contre, sentent le besoin d'un Etat fort accordant la liberté économique et donc respectant l'autonomie de la société civile ; mais cet Etat doit rester capable de maîtriser la situation en évitant toutes les formes d'anarchie. C'est la conclusion que l'on peut tirer de ce sondage qui par ailleurs confirme simplement la vogue des idées conservatrices.

Mais pourquoi ne demanderait-on pas un jour à un échantillon de Français leur avis sur cette thèse ? "Pour assurer l'autorité au sommet et les libertés à la base, l'Etat doit être indépendant, stable et fort" ? Aurait-on peur du résultat ?

*
* *
*

- L'HISTOIRE DE FRANCE, UNE PHILOSOPHIE DE L'EDUCATION -

- Nos institutions sont aujourd'hui un corps sans âme dont le principe est occulté et la finalité détournée. Le général De Gaulle avait réinventé l'idée de légitimité, "procédé d'inspiration autant qu'application d'autorité", comme la définissait Michel Herson, qui ajoutait : "Nombreux sont les gaullistes de ma génération qui, dès juin 1940, trouvèrent dans les paroles et le comportement du général De Gaulle la révélation d'un certain pouvoir, extérieur aux

puissances établies et par là même merveilleusement expert à les dominer et à les conduire." Bossuet aurait immédiatement assimilé ce pouvoir extérieur à la volonté divine, mais son histoire universelle est celle d'un théologien, elle n'est pas celle d'un Richelieu et ne montre pas, par exemple, l'utilité pour la France des traités de Westphalie. Sa philosophie de l'histoire, si elle est une interprétation grandiose de l'évolution de l'humanité, la compréhension du destin de tous les peuples, n'est pas cependant un guide pour l'action et une leçon de politique française. C'est celle-ci que les jeunes générations doivent apprendre : apprendre à rester libre dans une France libre, avec un héritage qu'il faut maintenir envers et contre tout. Qu'est-ce qui est le plus important pour un jeune Français ? La réponse évidemment, c'est : la France et sa civilisation, celle-ci comprenant les lettres, les arts et la religion. On ne peut valablement interpréter l'histoire de France que de ce point de vue déterminé qui est politique au sens propre du terme.

Le péché, dans un pays, c'est d'abord l'éclatement de l'unité nationale, le triste spectacle d'un Etat livré aux éléments anarchiques, destructeurs et individualistes. Pour des raisons de confort matériel, on a voulu tout fondre dans une uniformisation de bien-être, perversion diabolique tant il est vrai qu'on peut pourrir un peuple et le dissoudre de cette façon. Jacques BAINVILLE en dressait un tableau digne de Thucydide : "L'Hospital pensait que la liberté arrangerait tout ; il désarmait le gouvernement, et il armait les partis. Michelet, presque malgré lui, traite ce libéral comme un imbécile. Aux flots de la mer soulevée, aux éléments furieux, au chaos, il dit : "Soyez rois"... Presque d'un seul coup la France flamba. En vain le chancelier multipliait les édits ; personne ne les observait. Les calvinistes ne trouvaient pas qu'il leur donnât assez et le parti catholique trouvait qu'il leur donnait trop. Les uns troublaient la messe, les autres le prêche sans qu'on eût jamais qui avait commencé". Remplacez les guerres de religion par les affrontements entre les partis politiques et vous avez le tableau de la France contemporaine. Que reste-t-il de la Nation, seul recours dans l'immense confusion du monde, seule communauté naturelle où s'opère la jonction des parentés et des originalités, des influences et des autonomies ? Combien d'actualité ce constat terrible de BAINVILLE : "On peut remarquer que presque partout en Europe, dans les pays éprouvés par la guerre, les gouvernements ont perdu pied. Le vieux monde est dans un état qui ressemble beaucoup au chaos. Extrême est la confusion des idées. Pleins pouvoirs, dictature, ce sont des mots qui n'affraient plus ou des choses qui semblent naturelles, tandis que partout sont affichés les noms de République ou de démocratie. Sur les vastes destructions qu'une guerre immense et les révolutions qui l'ont suivie ont causées, personne ne peut dire ce qui s'élabore, ce qui est provisoire et ce qui est définitif".

Avec les républiques parlementaires la France est devenue une maison de commerce, un immense marché où l'on vend - et mal- des usines au lieu de construire des cathédrales, où les officiers deviennent des mercenaires chargés d'escorter dans un Tiers-Monde encore féodal les caravanes multinationales et où les gouvernants ont pris pension dans les hôtels parisiens qui leur sont concédés à long terme par des électeurs somnambules.

Bainville nous apprend, au contraire, que dans le domaine de l'histoire, le fait capital le primat de la nation, qui ne divise jamais et que rien ne divise, qui à un moment donné a pris naissance dans le cœur des hommes ; la nation, venue de très haut, venue de très loin, comme dit le poète :

"Sous les quatre-vingts rois et les trois Républiques
Et sous Napoléon, Alexandre et César".

La France, ce n'est pas seulement la terre et les morts, mais une vision commune de l'histoire et de l'avenir ; une victoire de la liberté humaine sur les forces de servitude ; la résistance héroïque aux démons de l'anarchie et de la guerre civile, la seule condition de la survie de l'espérance. Voici ce qu'écrit encore Bainville : "Exposée aux tribulations, souvent menacée dans son être, elle n'est

pas sujette à ces affaissements ou à ces longues éclipses dont tant d'autres nations offrent le modèle... Après toutes ces convulsions, parfois plus violentes qu'ailleurs, elle ne tarde pas à renaître à l'ordre et à l'autorité dont elle a le goût naturel et l'instinct... Si l'on n'avait pas cette confiance, ce ne serait même pas la peine d'avoir des enfants."

Cette France ne s'est pas faite toute seule et une volonté dite nationale, au sens rousseauiste du terme, n'explique pas la formation de l'unité du pays. Il a fallu un gouvernement et une politique. Au début des Temps Modernes, une Bretagne, une Normandie, un Languedoc, une Provence indépendantes pouvaient naître. Mais alors, il n'y aurait pas eu de France. Les régions doivent la plus grande part de leur génie à la participation constante, croissante qu'elles ont prise à l'unité, à la centralisation française. Qu'on imagine seulement l'Aquitaine détachée du royaume : elle fût tombée sous l'influence espagnole ou anglaise ; la Provence serait italianisée et la Bourgogne et la Lorraine germanisées.

Il faut le dire et le redire : tout ce que les autonomistes actuels admirent dans ces provinces n'est que leur participation à l'âme française, au génie français.

- Loin d'être une entité géographique, protégée par ses frontières naturelles, la France, fondamentalement, a été "une nation - contrat". Il fallait une nation pour qu'il y ait des citoyens et un Etat pour que naisse la France, et s'il n'y avait pas eu, au préalable, des citoyens il n'y aurait pas eu un Roi.

C'est là un splendide paradoxe ! Seul, le Roi ne craint rien du peuple. Il lui doit tout : il en est l'incarnation directe, immédiate, et définitive. L'institution monarchique s'est confondue dans sa pérennité avec la vie de la nation française. Expérience pluriséculaire, la monarchie est l'âme de nos traditions. Elle seule est capable de réunir des tempéraments et des thèses que tout semble opposer, car elle ne se définit pas par l'exclusion. Elle incarne l'homme tout entier en accord avec lui-même, dans sa communauté naturelle, conscient de sa place dans l'ordre social et de la valeur unique qu'il représente. Elle le guérit de l'anarchie politique qui fait perdre l'esprit. Elle permet de vaincre cette opacité entre le Pouvoir et l'individu, qui fait de nous tous, des colonisés, des consommateurs et des contribuables, et non ce que nous sommes : des citoyens.

*
* *
*

b) - LA VRAIE DEMOCRATIE EST L'ARISTOCRATIE -

" (La monarchie), du point de vue scientifique... est l'unique forme de gouvernement qui corresponde aux toutes dernières découvertes de la science biologique. Depuis la première cellule, jusqu'à la dernière, tout s'est transformé d'une façon inéluctable, génétiquement. La monarchie est génétique. Elle vient de Dieu."

(Salvador DALI)

"On finira bien par restaurer la monarchie, un jour, contre la dictature et contre l'anarchie".

(Eugène JONESCO
dans "Le Figaro littéraire")

"L'Espagne a une chance, c'est qu'elle a un roi, c'est-à-dire un principe de permanence de l'Etat, un garant de l'unité nationale et des libertés."

(J.-F. DENIAU, ancien Ministre de
Mr. Giscard d'Estaing)

- Après un an et demi d'état de grâce, d'insouciance et de gabegie, le pouvoir socialiste s'est vu contraint de recourir aux bonnes vieilles recettes les plus classiques et les plus éculées de la thérapeutique économique, d'imiter la politique de Raymond Barre, d'imposer "la rigueur" pour tenter de

limiter l'inflation, de réduire les dépenses de l'Etat, de bloquer les salaires et de les déindexer des prix, bref de diminuer le pouvoir d'achat des grandes fortunes, certes, mais aussi des cadres, des fonctionnaires, et plus généralement de tous les "travailleurs". Sans parler du chômage que le miracle socialiste devait faire disparaître comme par enchantement.

Cette rigueur n'a rien en soi de répréhensible et c'était sans doute le seul remède possible. Mais ce qui condamne le gouvernement et le président socialistes, c'est d'avoir fondé leur campagne électorale sur des promesses démagogiques d'un âge d'or parfaitement chimérique, c'est de s'être fait élire sur ces promesses qu'ils ne tiennent pas et ne peuvent pas tenir, c'est pendant un an et demi d'avoir fait croire à des Français ignares et crédules que leurs promesses étaient réalisables, allaient être réalisées et que si l'on n'était pas encore entré dans le millénium socialiste, c'était la faute à Barre et à Giscard, pour finalement se trouver obligés d'appliquer en catastrophe la politique de leurs prédécesseurs qu'ils n'avaient cessé de critiquer, et où ils voyaient la cause de tous nos maux. Ou bien les socialistes qui nous gouvernent ont menti, par démagogie, pour s'emparer du pouvoir, et ils ont trompé leurs électeurs ; ou bien ils se sont trompés et ne sont que des incapables, des naïfs, des idéologues, des médiocres, des "charlots". Dans un cas comme dans l'autre, ils ont fait la preuve de leur inexpérience et de leur incompetence politiques. Le salut de la France exige donc qu'ils soient mis au plus vite dans l'impossibilité de nuire plus longtemps ; par tous les moyens même légaux.

- Mais au-delà de l'incapacité et de la médiocrité des hommes au pouvoir, c'est un problème beaucoup plus grave et fondamental qui se trouve posé, celui des institutions de la V République, qui ont permis à ces hommes d'accéder au pouvoir d'une façon parfaitement légale et démocratique. Si l'on se place du point de vue de la démocratie et de la légalité républicaine qui fait dépendre la légitimité du pouvoir de la manifestation de la volonté populaire par l'élection du chef de l'Etat et des représentants de la nation au suffrage universel, il est vain et il est faux de nier la légitimité démocratique du pouvoir socialiste.

Mais si l'on considère que ce gouvernement légalement élu pratique une politique désastreuse pour la France, ce sont les institutions qui lui ont permis d'accéder au pouvoir qui doivent être logiquement mises en cause. Force est de constater en effet que le choix du chef de l'Etat, l'orientation de la politique et le sort de la France, en fin de compte, dépendent dans un sens ou dans l'autre de l'opinion incertaine et fluctuante d'une infime proportion d'électeurs, ceux précisément qui sont les plus indécis, les plus versatiles, les moins soucieux de la chose publique, dont le choix se détermine en fonction de leur caprice et de leur humeur du moment, et qui sont les plus sensibles aux arguments les plus futiles de la démagogie. Plus que jamais se vérifie la judicieuse condamnation par Charles Maurras du "régime de la femme sans tête" ; plus que jamais s'impose le "politique d'abord". Il faut donc changer le régime politique et les institutions pernicieuses qui permettent si aisément et si constamment le triomphe de la démagogie, remettent le sort de la France au caprice de quelques centaines de milliers de girouettes.

Les maurrassiens ne sont plus les seuls à le dire, tant cette évidence est lumineuse et criante.

Louis Pauwels constate à son tour ce que nous ne cessons de répéter depuis des années : "Cette constitution aura permis ce qu'il faut bien appeler une révolution. Elle l'aura permis sans ébranlement apparent. Ainsi, des institutions faites pour garantir la continuité ont aidé au changement le plus profond qui se soit produit en France depuis la guerre."

Maurice Druon, baron du gaullisme, historien à succès, académicien, ancien ministre de Pompidou et ancien député, Maurice Druon lui-même, à son tour, constate l'échec de cette constitution, et propose dans un récent ouvrage de "Réformer la démocratie", et de modifier le point essentiel de cette constitution : l'élection du

chef de l'Etat au suffrage universel. Mais il suffit de lire quelques pages de M. Druon pour se rendre compte qu'il utilise le terme "démocratie" dans un sens passablement différent du nôtre. Pour éclairer le débat et éviter les confusions il faut d'abord dissiper toute équivoque sur l'emploi de ce maître-mot.

Nous utilisons ce mot dans son acception pleine et première, dans son sens grec de "gouvernement où le peuple exerce la souveraineté." (Dictionnaire de l'Académie). Littré donne la même définition et ajoute : "Société libre et surtout égalitaire où l'élément populaire a l'influence prépondérante. // Etat de société qui exclut toute aristocratie constituée, mais non la monarchie. On dit en ce sens la France est une démocratie. // Régime politique dans lequel on favorise ou prétend favoriser les intérêts des masses."

Aristote emploie le terme avec un sens péjoratif pour désigner des cités où règnent factions et démagogues flattant et excitant, pour conquérir le pouvoir, les passions de la populace. C'est très exactement le régime politique que nous avons avec la Ve République qui est une parfaite démocratie puisque le chef de l'Etat est élu au suffrage universel direct, expression la plus brutale de la volonté populaire.

- Mais la plupart de nos contemporains utilisent le terme dans un sens très vague, avec ce redoutable laxisme du vocabulaire qui caractérise notre époque, et toutes les époques de décadence, et constitue un dangereux facteur de confusion mentale et de désordre politique. Par démocratie, ils entendent non pas un gouvernement où le peuple exerce la souveraineté, mais une société où sont respectées les fameux "Droits de l'homme", où règne une certaine liberté d'expression, où les citoyens peuvent dire ouvertement tout le mal qu'ils pensent des princes qui les gouvernent sans être inquiétés ou emprisonnés dans un goulag, où il n'est pas nécessaire d'avoir la carte du parti unique pour s'approvisionner dans les boutiques, où les élections sont libres, les syndicats sont libres, où il n'y a pas une disparité criante entre les plus riches et les plus pauvres, où la loi est la même pour tous, etc. Bref la "démocratie" signifie de façon confuse l'inverse des régimes totalitaires, des "démocraties populaires" communistes de l'URSS et de ses satellites, et des dictatures militaires. Cette société "démocratique" n'existe en fait qu'en Europe occidentale, aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Japon. Elle est totalement inexistante dans les pays soumis au despotisme marxiste, et dans la plupart des pays asiatiques et africains, plus ou moins limités dans les pays d'Amérique latine. Néanmoins, certains de ces pays totalitaires sont démocratiques, des "démocraties populaires", dans la mesure où les despotes qui les gouvernent sont des démagogues qui représentent, ou prétendent incarner, la souveraineté et la volonté populaires, même si celles-ci sont en fait étouffées et ligotées dans un parti unique. Il y a parfois des élections, mais elles ne sont pas libres et l'électeur n'a pas le choix, pas même parfois celui de s'abstenir, et la police politique veille sur lui.

En revanche, certains de ces pays d'Europe où les "droits de l'homme" s'exercent le plus librement ne sont pas des démocraties, des "gouvernements où le peuple exerce la souveraineté" mais des monarchies, puisque le chef de l'Etat, le souverain, est un roi héréditaire non élu. C'est le cas pour les trois pays nordiques, les trois Etats du Benelux, le Royaume-Uni et l'Espagne. Certes, le pouvoir royal y est tempéré, limité par des constitutions et parlements ; c'est le cabinet ministériel, issu de la représentation populaire qui gouverne en fait. Toutefois ce cabinet ministériel, même constitué automatiquement par les dirigeants du parti ou des partis qui ont obtenu la majorité aux élections législatives, n'est pas l'expression de la souveraineté populaire, mais de la représentation populaire. Dans le Royaume-Uni, il existe, à côté de la Chambre élue des représentants du peuple (the Commons), une chambre des pairs, en grande partie constituée des représentants héréditaires de l'aristocratie du Royaume (The House of Lords). Le souverain, le Roi ou la Reine, incarne la pérennité de l'Etat, l'unité nationale ; il est l'arbitre suprême et incontesté, reconnu par le consensus de l'ensemble des citoyens et des leaders politiques. C'est un fait généralement admis que ces monarchies assurent autant et même mieux une société "démocra-

tique" de liberté et de bien-être que des Etats démocratiques (au sens premier du mot) tels que la France.

Maurice Druon, malgré son gaullisme qui lui colle au cerveau comme la tunique de Nessus, n'en critique pas moins l'élection présidentielle au suffrage universel telle que de Gaulle l'a voulue. "Je dois dire", confie-t-il à Patrice de Plunkett, "que depuis 1962 j'avais des doutes sur ce nouveau système d'élection. Je crois que le Général a compté sans la télévision, les sondages, tous les procédés modernes du marketing politique. Il a compté sans l'argent. Si géniales qu' soient sa qualité et sa faculté de prévision, on ne peut demander à un homme d'imaginer des choses totalement contraires à sa nature."

Quels que soient les motifs ou les excuses qu'il attribue à de Gaulle, Maurice Druon condamne l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel. "Il s'agit de soustraire la fonction présidentielle à l'affrontement des partis... Ce qui pourrait l'élection, c'est la candidature, avec ses conséquences morales et matérielles : il suffit d'assister au triomphe du candidat vainqueur et de sa faction un soir d'élection présidentielle, pour comprendre qu'il est impossible dans ces conditions d'espérer un rassemblement national." Et il se pose la question : "Comment remédier à ce mal sans sortir de la démocratie ? Et là réfléchissons. Sur les données de l'histoire. Les républiques grecques sont mortes de démagogie. La République romaine a tenu par l'autorité de l'Etat. La République peut exister sans démocratie, mais l'inverse n'est pas vrai. Qui veut assurer l'existence de la démocratie doit d'abord assurer celle de la République."

Si infime que soit apparemment la distinction, elle ne saurait être un simple artifice verbal. Il y a d'une part la démocratie actuelle pour laquelle l'auteur des "Rois Maudits" ne montre nulle tendresse : usurpation effrontée du pouvoir par les partis, règne de l'argent, prolifération des ministères, implantation tyrannique du pouvoir syndical, affaissement de l'éducation nationale, fiscalité écrasante et inquisitoriale, voilà les thèmes de critique ; nous n'avons nous-mêmes jamais dit autre chose... Mais, à en croire M. Druon, cette démocratie n'est pas la vraie, c'est M. Hyde et non le Docteur Jekyll. La vraie démocratie est "une république des meilleurs" : "si ce n'est pas eux qui exercent les responsabilités, ça devient une affaire désolante". Appelons les choses par leur nom : une république des meilleurs, c'est, au sens premier et noble du mot, une aristocratie. C'est-à-dire l'exact contraire de la démocratie. On aboutit donc à cette proposition d'une logique éclatante : La vraie démocratie est l'aristocratie.

*
* *
*

- A la démocratie grecque antique sombrant dans la démagogie, irons-nous opposer, comme notre auteur, l'image stable et rassurante de la république romaine ? On s'étonne alors, ceci soit dit en passant, de voir assimiler les "médiateurs" dont rêve M. Druon aux "tribuns de la plèbe" qui troublèrent et sabotèrent de leur mieux les institutions de Rome. Loin d'être une authentique démocratie, cette république romaine est définie par Cicéron lui-même comme un mélange dosé de royauté perpétuée par la présence des consuls, d'aristocratie incarnée par le Sénat et de démocratie représentée par le suffrage populaire des "comices". L'opérateur latin disait qu'il fallait dans l'Etat "quelque chose de royal". Mais quelque chose de royal qui ne soit pas un roi, cela ressemble à un cercle carré ou à une pierre en bois. Quelle approximation timide nous sera proposée par M. Druon ?

La démocratie réelle, nous dit-il, permet à chacun d'accéder à tous les postes à proportion de son talent, de son travail, de son mérite. Est-on sûr que la nature passionnelle, insatisfaite et jalouse de la démocratie s'accommode d'une approbation sincère et profonde de ce principe connu ? Le talent est souvent regardé comme le fruit scandaleux d'un héritage, le travail se ramène à une servitude volontaire envers la société capitaliste et bourgeoise, et la reconnaissance des mérites incombe aux autorités établies. Tout cela est plus ou

moins contraire à l'égalité, et sujet à une contestation tatillonne qui caractérise le vrai démocrate. M. Druon s'illusionne sur l'assentiment naturel de l'opinion. "Si certains veulent autre chose que ce régime-là, qu'ils le disent... Mais ce qu'ils souhaitent en secret, qu'il ne le baptisent pas démocratie". Qui donc ira les en empêcher ? Du reste, les contestataires ne sont pas des sorniois honteux réfugiés dans le secret, et ce qu'ils pensent a été, et bien avant mai 68, proclamé à haute et intelligible voix.

Or c'est à partir de cette éthique contestée que M. Druon propose d'organiser les pouvoirs. Renan rêvait d'une république gérée par l'Institut de France ; il ne fut point sénateur, et Pasteur non plus... M. Druon voudrait séparer les parties du gouvernement, et faire élire le chef de l'Etat par un conseil de sages analogue au Sacré-Collège. Maurras jadis fit l'éloge de l'institution pontificale, mais non pour la transposer dans les structures françaises. Le conclave politique de M. Druon serait recruté parmi "les meilleurs", "les plus à même de discerner celui qui possèdera au plus près l'ensemble des qualités nécessaires", "les Français qui ont exercé de grandes responsabilités dans la nation ou qui se sont acquis des titres particuliers à la reconnaissance nationale". Cela est beau et vague. Comment seront désignées les meilleurs ? Car en véritable démocratie, n'en déplaît à l'aristocrate académicien, tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, tout le monde il est le meilleur. Chacun prétend être le plus habile, dit Pascal ; et qui nous garantira qu'aucun de ces sages ne songera pour lui-même à la fonction suprême ? Et s'ils sont plusieurs ? M. Druon veut une élection sans candidature, mais on risque d'avoir un panier de crabes en lieu et place des démagogues plébiscitaires. "Le consentement vient d'en bas, l'autorité d'en haut" : fort bien ! Mais on ajoute : "La démocratie consiste à pouvoir donner et retirer le consentement". Si elle le retire, qu'advient-il du conseil des sages et du chef élu par lui ? Pour tenter de se maintenir au pouvoir et d'avoir la durée indispensable à la poursuite de son action, le président-candidat se trouvera contraint à la démagogie et aux surenchères pour résister aux attaques de ses adversaires.

- On aboutit une fois de plus à cette absurdité et à cette contradiction essentielle de la démocratie que les meilleurs sont choisis par les moins bons. On ne peut sortir de ce cercle vicieux qu'en sortant de la démocratie, c'est-à-dire de l'élection du chef de l'Etat, que ce soit au suffrage universel, ou par un conclave des meilleurs.

*
* *
*

- La nation couvre et assure nos biens temporels fondamentaux : sécurité intérieure et extérieure. Vite publiée dans la prospérité, on s'en souvient souvent trop tard. Cette communauté historique à sauver, c'est à l'élite d'en avoir souci, de penser à son bien commun, oeuvre de patriotisme mais raisonné, donc de nationalisme conséquent, c'est-à-dire intégral, vraie charité, pur dévouement. Le peuple qui compose la nation est sans doute intéressé directement, en tous ses biens particuliers menacés, à ce souci de l'élite, mais il est incapable de se hausser à la hauteur du Bien commun : ce n'est pas son ordinaire labeur. Il peut avoir de brefs moments de lucidité dans des circonstances tragiques ; sinon il approuve, suit... et qui ? L'aventurier de passage : Bonaparte profitant du désir d'un retour à l'ordre, Napoléon III de la même façon, De Gaulle détournant le grand mouvement patriotique du 13 mai 58. Et quand, au fond du désastre, il se remet d'un coeur unanime au maréchal Pétain, il n'a pas la constance de la fidélité dans l'épreuve. Le suffrage universel ne fait jamais que ratifier ce que la force... ou la Providence lui impose.

La survie d'un peuple dépend donc de son élite : en anarchie, son histoire est en dents de scie, décadences et redressements alternent selon l'influence d'un Maurras, d'un maréchal Pétain, ou même de politiciens qui se présentent pour sauver le pays : Clémenceau, Poincaré, Pinay. En "archie", l'élite le gouverne selon de sta-

bles et fortes institutions qui maintiennent une certaine permanence à travers les heurs et malheurs de son histoire. La forme d'ordre politique la plus parfaite est sans conteste la monarchie héréditaire, absolue dans ses pouvoirs de décision, mais conseillée par les grands corps de l'Etat, freinée par les privilèges et coutumes des communautés traditionnelles, familles, corporations, paroisses, provinces et ordres.

Malencontreusement ou heureusement, nous sommes nés dans un pays en faillite ! Pis ! dans un monde pervers et décadent ! La France d'Ancien Régime était le royaume le mieux gouverné, le plus puissant du monde dans une Europe chrétienne et dans un monde où les peuples barbares étaient sans force réelle.

Il y avait une CIVILISATION CHRETIENNE, et même une CHRETIENNE, c'est-à-dire un ensemble d'états chrétiens, dotés d'institutions inspirées du Christianisme. L'étude attentive, ininterrompue, de cette période d'histoire ne nous emplit pas toujours d'admiration, ni même de satisfaction. Nous pourrions aussi bien en avoir honte si... Si quoi que ce soit d'autre, de supérieur ou de mieux, s'était levé depuis dans le monde, si quoi que ce soit avait réussi où nous avons échoué. Mais nul, depuis que sont tombés les états chrétiens (et l'on sait l'acharnement mis à les détruire), n'a rien bâti qui vaille ce que bâtirent les chrétiens, n'a rien fondé de plus noble et de plus humain. Mieux : ce qui subsiste de sérieux, d'honnête ou de bon dans le monde actuel ou dans les promesses qu'on nous fait pour demain, n'est qu'un résidu, décroissant et altéré, de la civilisation chrétienne.

La réforme de Luther a failli tout briser, créant ces deux maux du monde moderne : le totalitarisme despotique et l'idée démocratique. Plus d'Eglise hiérarchique, indépendante, souveraine pour investir du pouvoir légitime les gouvernants. L'Eglise se fait gallicane, au caprice des princes : c'est le règne brutal de la force au nom usurpé de Dieu ou du Peuple ; le seul critère est le succès ; le seul mobile, l'appétit du pouvoir, la volonté de puissance. Des despotes allemands à De Gaulle en passant par Hitler ou le moindre de nos politiciens de rencontre, ainsi vont les choses dans l'univers créé par le protestantisme : guerres de religion jamais finies, guerres civiles, fratricides, essentiellement démocratiques ou appelées telles. Le protestant fut le fellagha du XVII^e siècle et, depuis, en France il est laïciste, républicain, antimonarchique par essence. La Révolution française, aboutissement du protestantisme, début de l'ère nouvelle, a dogmatisé... le désordre : Liberté, Egalité, Fraternité, Droits de l'Homme.

Et maintenant les peuples sont égarés. Dans le monde règnent désordre et illégitimité. Plus encore depuis 1944, la légitimité est l'objet d'une haine universelle. Les peuples s'imaginent gouverner par élections quand, en réalité, ils remettent leur destin à une fausse élite, celle des partis qui confisquent le pouvoir à leur profit, en se prévalant d'une fausse religion : la Démocratie, mystique aliénante, fascination vicieuse !

Car le rejet de la société actuelle n'est pas un épiphénomène lié à la crise économique. Il est tout simplement la réponse de la nature humaine à l'aberration qui lui a été imposée, voici près de deux siècles. La démocratie voit le monstre qu'elle a engendré lui échapper. L'enfant de la société socialo-libérale, c'est Dachau, c'est le goulag, c'est le New York des drogués et des pédérastes. Le véritable Moyen-Age, la période noire de l'Humanité, les ténèbres de l'esprit et de l'âme, c'est aujourd'hui, c'est maintenant. Aucune autre époque n'a manqué à ce point de civilisation et n'a célébré la Barbarie comme un des Beaux Arts !

Question décisive : pourquoi des pays catholiques à 90 %, Mexique, Pologne, France, etc., ont-ils des gouvernements de franc-maçons et d'athées ? Mystère ténébreux qui tient davantage des "profondeurs de Satan" que des hauteurs lumineuses de la politique divine selon laquelle "tout pouvoir vient de Dieu".

En fait c'est une servitude ploutocratique ; l'Argent conduit le bal ! L'his-

toire des démocraties est une montagne russe qui va de l'anarchie à la tyrannie, mais toujours sous le contrôle de l'Argent. Sous couvert de démocratie s'est répandue à travers le monde l'idéologie pragmatiste du protestantisme anglo-saxon et son organisation judéo-maçonnique, menant leurs attaques perfides contre les vieilles nations catholiques, leur arrachant les peuples colonisés sous prétexte de libération. La réalité : le monde est chaque jour de plus en plus asservi aux grandes finances internationales. Mais sur ce monde inorganique, pulvérisé, tout en agrégats sans âme, viennent déferler sans rencontrer d'obstacle les hautes vagues des idéologies politico-sentimentales, nazisme raciste, marxisme international.

Conclusion en lettres de feu : la Démocratie, c'est la mort ! Mais voici le pire : le drame est sans issue, parce que, pour les catholiques eux-mêmes, même "de droite", la démocratie est une conquête définitive de l'humanité ! Bâtisse d'un peuple décérébré, perversité d'un système fonctionnant pour ses seuls profiteurs, puissance politico-financière et policière !

En conséquence, le monarchisme est une théorie pure, le coup de force un rêve, le nationalisme une simple espérance, la sortie du tunnel un problème labyrinthique où tous se perdent.

Nous ne sommes pas royalistes dans la mesure où le suffixe "iste" implique l'attachement exclusif, inconditionnel ou même sectaire à une idée et le mépris ou l'ignorance de toutes les autres, mais nous considérons que la monarchie héréditaire fait partie des acquis définitifs de la Civilisation. Son existence est le signe d'un loyalisme rarement rencontré en dehors d'elle, la possibilité d'un recours à quelque chose de supérieur à la force pure ou aux intérêts et passions de l'heure. Depuis deux siècles, les hommes n'ont pas trouvé de formule meilleure dans cet ordre d'idée ; c'est peut-être qu'il n'en existe pas. Dans sa forme la plus élaborée qui est, en même temps la plus simple, n'est-elle pas après tout le résultat de plusieurs siècles de tâtonnements douloureux ? Cette formule, que d'aucuns croient être au passé, répond si bien à nos problèmes d'aujourd'hui que nous voyons en elle, au contraire, la formule de l'avenir, à moins qu'il ne faille plus attendre de l'avenir que chaos ou tyrannie.

Théoriquement, les hommes n'ont jamais rien trouvé de mieux pour :

1°) FONDER LE LOYALISME, admettre une LEGITIMITE, susciter un sentiment de fidélité et d'affection, donner à "l'état" un visage humain, échapper aux vertiges et aux tentations de la force brute, éliminer ou réduire la perpétuelle et stérile course au Pouvoir des puissants, se prémunir contre l'aventure, la tyrannie ou l'anarchie.
2°) Assurer (imparfaitement, mais qui peut mieux faire ?) la coïncidence des intérêts nationaux et de ceux du Chef de l'Etat. Les "complexes" des rois font le malheur des peuples.

*
* *
*

c) LA "MONARCHISATION DE LA REPUBLIQUE : L'HOMMAGE DU VICE A LA VERTU :

~ Alors le Roi ! Pourquoi pas le Roi. Mais alors on nous refait tous les vieux trucs. On nous dit : le Roi, mais comment pouvez-vous parler du Roi ? C'était hier. C'est la première objection. Comme si un principe pouvait avoir une date. Qui s'occupe de la date du principe d'Archimède ? La monarchie c'est une idée, c'est un principe et il paraît, nous dit-on, qu'il n'est plus d'aujourd'hui. Pourtant nous sommes frappés par une chose : Grande-Bretagne, Hollande, Belgique, Luxembourg, Danemark, dès le 1er janvier 1986 l'Espagne : dans cette Europe occidentale fédérée, qui est aussi l'Europe des démocraties, c'est avec un peu d'étonnement que nous découvrons, en nous donnant la peine d'y songer un instant, que les

monarchies sont majoritaires et qu'elles ne semblent pas sur le point de céder la place. Les couronnes ne sont pas menacées sur les têtes, ni les têtes elles-mêmes. Aucun monarque européen n'est actuellement dans la situation peu confortable qui était, au cours des derniers mois de son règne, celle du chah d'Iran.

L'institution monarchique qui, dans l'Europe féodale et dans l'Europe des Etats nationaux, fut si longtemps -exception faite pour quelques petites républiques marchandes- la forme la moins discutée et la plus généralement acceptée de pouvoir politique, paraissait au début de notre siècle la survivance anachronique et presque attendrissante d'un âge antérieur. Il faut croire qu'elle avait la vie plus dure qu'on ne le soupçonnait.

Sa force est-elle dans cet anachronisme lui-même ? Pour mieux répondre à cette question, notons quelques-unes des particularités des monarchies européennes d'aujourd'hui. Elles sont en place dans des Etats qui appartiennent tous à l'Europe atlantique et, dans cette Europe atlantique, à l'Europe du Nord. Les princes n'y gouvernent pas, mais les nations sur lesquelles ils règnent, et qui se gouvernent elles-mêmes, comptent toutes, sans exception, parmi celles où la démocratie est la plus réelle, où les Droits de l'homme sont le plus généralement et le plus scrupuleusement respectés, où la législation sociale est la plus avancée, où l'économie est régie selon la modernité technologique.

Les monarchies européennes ne peuvent être considérées, là où elles se sont maintenues, comme des témoignages de structures archaïsantes, comme des indices de sous-développement matériel ou culturel. Enfin, les peuples qui ont conservé - aucun n'a eu à la rétablir - l'institution monarchique ont été dans un siècle particulièrement tumultueux de l'histoire européenne, pratiquement exempts de crises intérieures graves, de coups d'Etat, d'aventures dictatoriales, de révolutions.

Il est vrai que la monarchie espagnole, qui prendra place bientôt aux côtés des cinq autres dans l'Europe unie, a des caractères différents. Elle concerne un pays latin, remuant, ouvert aux tentations anarchisantes. Sa continuité a été interrompue par une longue période de république et de dictature. L'action personnelle du souverain y est plus forte. Il faut noter pourtant que sa restauration a résulté d'un compromis de fait entre le régime dictatorial, tombé en déshérence à la mort de Franco, et les forces de l'opposition. Mieux encore : c'est la monarchie qui, en Espagne, a restauré la démocratie. Tout le monde, à droite comme à gauche, en convient. Qui, hormis le Roi parce qu'arbitre et reconnu comme tel, parce que dégagé des partis et des groupes de pression, parce que légitimé par sa naissance et non par l'occasion, la démagogie ou les hasards douteux de la vie politique, qui, en somme, avait à l'heure tragique des fièvres ibériques de février 1981, l'autorité voulue pour ramener la paix au cœur de son pays ? Personne. Que deviendrait la Belgique déchirée entre cultures rivales, sans le ciment de la monarchie ? Quel serait le destin d'un Royaume-Uni écartelé entre Anglais, Gallois, Irlandais, Ecossais, sans le dénominateur commun de la Couronne ?

Il a été recouru à la monarchie en Espagne comme à un régime d'arbitrage, comme à l'institution politique qui offrait au pays les plus grandes chances de maintien de la cohésion nationale et de la stabilité.

Stabilité, voilà sans doute le mot clé et sans qu'on puisse dire formellement si c'est la stabilité de certaines nations qui y maintient la monarchie ou si c'est la monarchie qui y conserve la stabilité. Ce qui est sûr, c'est qu'une nation est, en quelque mesure, le fait d'un hasard historique - elle aurait pu ne pas être -, qu'elle a une dimension dans le temps, qu'elle tient son identité de son passé même et que la monarchie, héritée de ce passé, est pour elle le symbole de l'identité.

Le drame de notre régime, c'est la passion partisane étendue au sommet, la souillure suprême atteignant les symboles de l'identité nationale. Nous verrons bientôt cela avec la "cohabitation" ! Le Président de la République est en réalité l'élu

d'un camp, d'un clan, d'une caste et ressentir comme tel, l'image passionnelle d'une moitié de la France contre l'autre moitié. Cet "arbitre" est, dès lors, disqualifié.

D'où la notion de l'arbitrage du Roi qui peut être, on le disait tout à l'heure, le roi de tout le monde. Nous sentons bien que, même si l'on était bien près de nous contéder le roi, l'on nous objecterait aussitôt la chose qui ne paraît pas raisonnable, qui ne paraît pas moderne, qui n'est pas concevable dans une société qui prend des dispositions pour éviter que les fils des chefs d'entreprises puissent avoir en main le sort de milliers ou de dizaines de milliers d'ouvriers alors qu'ils ne seraient pas capables de l'assumer : comment confier la France au fils d'un homme simplement parce que c'est le fils d'un homme. Alors la grande idée, c'est de dire : c'est cette histoire d'hérédité qui ne nous permet plus de vous suivre. Mais qu'a-t-on à nous proposer en échange dans le fond ? Dans le gouvernement des hommes, nous l'avons vu, il y a trois solutions possibles : ou bien l'on prend le gouvernement par la force, ce sont les régimes de dictature ; ou bien on le prend par l'élection ou la prétendue élection ; ou bien on le prend par l'hérédité. Comme il est de bon ton que l'on dénie toute vertu à l'acte de violence, il ne nous reste donc plus que l'hérédité ou l'électorat.

Bien sûr, c'est tentant une société où nous décidons de ce qu'il convient de faire, et cela de plein gré, de bonne foi et au nom de la majorité d'entre nous. Tout cela est très convenable au départ mais il faut au moins trois conditions : la première c'est qu'on veuille vraiment assumer cette responsabilité et ne pas avoir délégué à ceux qu'on croit être les meilleurs d'entre nous le soin de la prendre ; la seconde est que nous ayons à notre disposition, tous, tous les moyens de jugement qui nous permettent de prendre de bonne foi la meilleure des dispositions possibles ; et la troisième, et celle-là est terrifiante, est que n'intervienne pas, entre ce choix et le résultat, une foule d'éléments totalement incontrôlables et qui faussent complètement le jeu. En fait, même si le jeu démocratique est le bon, on ne le joue pas. Donc, on ne va pas nous opposer un système qui n'est même pas mis en application.

Admettez les trois conditions remplies, on peut dire aussi que l'homme élu est un homme qui n'est plus le même obligatoirement. On peut s'être trompé sur lui et lui-même peut brusquement, confronté avec le pouvoir, ne plus être le même homme qu'hier. Donc ça fait là aussi un grand nombre d'aléas, de risques, et on les prend apparemment gaiement.

- Les chromosomes aussi ont leurs mystères, c'est certain ; donc ils peuvent comme l'élection, plus qu'elle-même, peut-être nous donner un jour un chef d'Etat imprévisible. Mais on oublie de dire que dans l'un et l'autre cas, des dispositions complémentaires ont été élaborées pour pallier en partie les coups du hasard qui ne sera jamais, grâce au ciel, totalement exclu des entreprises humaines, bien que nous ne sachions pas que la République les ait prises ces dispositions. Jusqu'à présent les précautions qui sont de règle lors de l'engagement d'un chauffeur d'autobus sont infiniment plus sévères que celles réclamées au candidat à l'élection présidentielle. Observez la limite d'âge. Tel administrateur de société, atteint par la loi, n'a plus d'autre possibilité de reconversion licite que la présidence de la République. C'est la plus facile d'accès de toutes les présidences de société anonyme. Autant dire que le problème de savoir si nous avons ou non le meilleur de la classe au sommet de l'Etat n'est pas le problème. Le problème est de savoir si la France est ou non une société anonyme. Nous croyons que nous devons nous dresser de tous les côtés pour ne pas admettre cette mise en société anonyme de la France. Il faut aussi se souvenir que la Monarchie, la Monarchie capétienne était celle de France qui était portée à la magistrature suprême par la volonté de leurs pairs. Le principe d'hérédité devait, à la mort de chacun des rois, être confirmé par l'agrément des hauts personnages du royaume. Vous nous direz que c'est un collège électoral restreint. Mais quel est le nôtre aujourd'hui de collège électoral ? A la veille d'une

élection capitale, on peut dire en gros qu'on a affiné les problèmes. La fois précédente, il s'agissait de savoir si l'on avait 51,5 contre 48,5 %. Cette fois-ci, 97 % des Français peuvent rester moralement à la maison, on sait comment ils vont voter; certains voteront communiste, d'autres socialiste, d'autres R.P.R., quelques-uns se regroupent dans quelque chose qui s'appelle l'U.D.F. Il en reste 3 % d'intéressants pour faire la différence. On pourrait laisser chez eux les 97 %, c'est 3 % des hésitants qui font le collège électoral de la France. Alors pourquoi le Roi ? Parce qu'on a envie, fils de paysans habitués au travail et à la récompense ou à la sanction du travail, on a envie que la personne qui nous a en charge tous, devant lui nous pesions le même poids, c'est-à-dire que, ouvriers de l'usine ou patrons de l'usine, nous n'ayons pas quelqu'un en face de nous qui soit grevé de dettes, de dettes électorales et de dettes de réélection possible. C'est tout ce que nous voulons. On veut que ce Prince, on veut que cet arbitre, ce roi soit le roi d'emblée de tous les Français et tout de suite.

- Maurice Jallut posait ainsi le problème :

" Le pouvoir d'un seul est en effet un pouvoir fort doté d'une grande autorité et de puissants moyens d'action. Il peut par suite être bénéfique s'il est orienté vers le bien commun. En revanche, il peut être très nuisible si sa force est utilisée à des fins partisans ou égoïstes."

C'est en somme, la distinction que faisait Saint Thomas entre la royauté qui est le meilleur des régimes et la tyrannie qui est le pire. Il écrivait en effet : "En outre une force unifiée est plus efficace pour obtenir un effet qu'une force dispersée ou divisée... de même, donc, qu'il est plus utile qu'une force opérant en vue du bien soit plus une, afin qu'elle soit plus puissante à opérer le bien, de même il est plus nuisible qu'une force opérant le mal soit une plutôt que divisée. Or la force de celui qui gouverne injustement opère pour le mal de la multitude au profit de son seul bien à lui. De même, donc, qu'un gouvernement juste est d'autant plus utile que son organe de direction est plus un, de sorte que la royauté est meilleure que l'aristocratie et l'aristocratie que la république, ainsi, inversement, en sera-t-il pour le gouvernement injuste, de sorte que, plus son organe directeur est un, plus il est nuisible."

Autrement dit : "Le pouvoir d'un seul, étant plus puissant, est tantôt le meilleur s'il est exercé pour le bien commun et tantôt le pire s'il est utilisé pour l'intérêt d'un seul ou d'un parti. Tout le problème est donc de faire en sorte que ce pouvoir soit organisé de telle façon que celui qui le possède ne soit jamais tenté de s'en servir pour un autre but que l'intérêt général."

La solution, c'est de faire coïncider l'intérêt particulier du chef d'Etat avec l'intérêt supérieur de la nation. Ainsi la monarchie héréditaire corrige-t-elle une simple monocratie.

"Au lieu d'une personne, nous avons recherché une position : la position unique d'où le commandement est le plus ou le mieux subordonné au bien public". "Il y a un moyen d'intéresser absolument un homme à ce qu'il fait, c'est de faire que cette action soit sa chose et soit à jamais la chose des siens. Que le bien public de l'Etat devienne ainsi le bien privé de son Prince, que celui-ci hérite le commandement de l'Etat comme il hérite son sang, son bien mobilier et immobilier, voilà l'effet heureux qui couronne le plus naturel et le plus élégant des artifices réalistes de l'histoire : l'hymen d'une race et d'un peuple, l'identification politique d'un Etat et d'une Maison". En cela, la monarchie héréditaire évite les inconvénients de la "monarchie élective."

Que le simple fait d'avoir été conçu dans un lit royal ne suffise pas à conférer à l'héritier sagesse exemplaire et savoir universel, que contrastant avec Saint Louis, Louis XI, Henri IV et Louis XIV, il y ait eu des princes sans personnalité marquante, voilà ce que nous pouvons aisément accorder à notre contradicteur. Mais celui-ci est-il de bonne foi si, sachant que cette lignée faite d'hommes divers

et inégaux a réalisé au cours des siècles l'oeuvre demandant le plus de ténacité et de continuité, à savoir l'unité française, -est-il de bonne foi, disions-nous, s'il refuse d'admettre que l'institution héréditaire renferme "quelque chose" qui corrige ou, du moins, atténue fortement les hasards parfois malheureux de la naissance ?

L'expérience ordinaire du quotidien aide à saisir ce "quelque chose". N'est-il pas prouvé qu'un homme doté d'une intelligence et d'un jugement très ordinaires, enclin peut-être à la paresse et à l'égoïsme, sait voir clair et se montre prévoyant dès qu'il s'agit de l'intérêt des siens, de ses enfants ? Or, le génie de la Monarchie française est justement d'obliger le souverain à déployer toujours les qualités inhérentes à son rôle de père de famille, au service du bien commun de la Nation. Cela, en faisant coïncider d'une manière permanente l'intérêt de la famille royale avec l'intérêt national. Comme le disait Bossuet : " (Ce gouvernement) est celui qui intéresse le plus à la conservation de l'Etat les puissances qui le conduisent. Le prince qui travaille pour son Etat travaille pour ses enfants ; et l'amour qu'il a pour son royaume, confondu avec celui qu'il a pour sa famille, lui devient naturel."

L'hérédité du pouvoir n'est-elle donc pas la meilleure garantie de responsabilité ? Responsable, le roi ne l'est pas devant une assemblée partisane, ni devant une opinion fluctuante et éphémère, mais il l'est devant Dieu, et devant sa descendance. La moindre de ses erreurs politiques amoindrit l'héritage qu'il lèguera à ses enfants.

Mais notre contradicteur insiste : la compétence du souverain héritier ne lui semble toujours pas garantie. C'est oublier que l'enfant royal est préparé dès ses jeunes années à sa mission : des précepteurs qui donnent une éducation adaptée, l'assistance dès l'adolescence au Conseil l'initie et lui procure une expérience qu'aucun homme issu des hasards de l'élection n'aurait pu acquérir. L'intelligence est-elle la première des qualités nécessaires au chef de l'Etat ? Ne lui faut-il pas avant tout le bon sens, la prudence, la souplesse et la modération, toutes qualités que donne seule une éducation de chaque instant ? Conscient de sa mission, le roi saura s'entourer de ministres intelligents et de spécialistes, mais lui-même devra dominer ceux-ci avec le réalisme et la prévoyance qui fondent la pérennité des institutions humaines et qui trop souvent font défaut à des esprits uniquement instruits et spécialisés.

Le roi héréditaire est le seul homme qui, par sa position même, peut avoir, embrasser dans tous ses aspects et servir en toutes ses exigences le bien commun. Non élu, il n'est l'homme d'aucun parti : roi de tous les Français sans distinction, placé par nature bien au-dessus des tendances, des modes et des intérêts particuliers, pouvant rester sourd à toutes les sollicitations des puissants de la finance et de l'intrigue qui ne lui sont d'aucun appui pour se maintenir au pouvoir, n'ayant aucune clientèle à flatter, ni aucune fortune à établir, le roi héréditaire est le fédérateur-né de toutes les familles françaises qui voient en lui un lien vivant, le symbole même de l'unité par-delà les divergences de toutes sortes. Indépendant, libre du souci de "tenir" l'opinion, (ne préparant pas sa réélection !), disposant de la durée, il peut se lancer dans une politique audacieuse, concevoir des projets à longue échéance, renverser les alliances si besoin est ... tant de choses que l'opinion publique routinière, impulsive, mal éclairée, facile à duper ne peut qu'empêcher lorsqu'elle est reine. La Monarchie est en fin de compte bien plus capable de progrès et de changement que le régime électif, car elle opère les réformes nécessaires avec réalisme, dès qu'elles s'imposent par la nature des choses, et sans attendre que l'opinion en ait comprise l'urgence. Qu'on se rappelle les réformes de Louis XV : renvoi des Parlements, alliance avec l'Autriche, tant d'actions indispensables que l'opinion refusait ...

- Notre contradicteur va-t-il insister et prétendre que le mode de transmission héréditaire n'est pas "juste" ? Il faut vraiment avoir l'esprit perverti par l'égalitarisme démocratique pour parler ainsi. L'autorité est-elle une récompense, une faveur à laquelle tous nous ayons des droits égaux ?

Bien plus proches de la réalité, ces lignes d'Auguste Comte : "La vraie prééminence personnelle est tellement rare que la vie sociale se consumerait en débats stériles et interminables, si l'on prétendait conférer toujours chaque fonction à son meilleur organe, sans égard aux conditions d'exercice."

Faisant cesser en nous toute envie stérile, tout sentiment égalitaire (qui bien souvent n'est qu'une forme de l'orgueil humain), reconnaissons que la monarchie héréditaire est le régime le plus conforme à la nature.

D'abord parce que c'est une institution qui ne doit rien au pauvre volontarisme humain. L'hérédité n'a pas été établie selon un système germé dans les cerveaux froids d'hommes de cabinet. Elle est entrée dans les mœurs parce que les premiers Capétiens n'eurent d'autres désirs que de se soumettre aux leçons de l'expérience : ils virent très vite que dans un pays aussi individualiste que le nôtre, l'unité française serait sans cesse remise en cause si des cabales et des intrigues naissaient à la mort de chaque souverain. Ainsi prirent-ils l'habitude d'associer de leur vivant leur fils aîné à leur gouvernement, et dès le XI^e siècle, le principe était consacré. Il répondait pleinement à la nature politique de la France.

Disons même qu'il est le seul principe naturel de transmission. Écoutons encore Bossuet : "Ce gouvernement est le meilleur, parce qu'il est le plus naturel et qu'il se perpétue de lui-même. Rien n'est plus durable qu'un Etat qui dure et se perpétue par les mêmes causes qui font durer l'univers et qui perpétuent le genre humain."

Eh oui, ce régime assure seul la continuité de l'Etat. Celui-ci doit subsister, ne jamais s'interrompre, car il est au service de l'intérêt général qui existe de façon permanente. N'est-il pas naturel que celui qui incarne l'Etat soit un roi qui "ne meurt pas", qui est sans secousse continué par l'autre "lui-même" qu'est son fils aîné ? C'est ce qu'exprime le cri porteur d'une espérance que les regrets entretiennent plus qu'ils ne l'étouffent : "Le Roi est mort ! Vive le Roi !" La nature veut que les pensées et les actions, "tous les honneurs de l'homme", comme disait Maurras, soient entretenus par delà les générations.

Et puis, de quoi est faite la nation ? De familles ! Ce sont les familles qui en constituent le tissu et qui entretiennent sa vie. Quoi de plus naturel que l'Etat qui les protège soit géré par un père, lequel est alors le reflet des soucis et des espoirs, des souvenirs et des projets, de tous les chefs de famille soucieux de l'avenir de leur sang et de leur nom ?

"Lawrence Durrell fait dire à l'un de ses personnages que les structures royales reproduisent l'architecture même de la personne humaine. Vivante.

C'est que, dans la royauté, il n'y a rien qui sente l'abstrait, le prémédité. Dans la royauté, il y a le grain qui meurt et qui ressuscite, les fils qui s'en-grènent sur les pères, l'homme tel qu'il a été créé à l'image de Dieu. Il y a la vie.

Ce n'est pas un hasard si, en royauté, la même formule a pu servir de prière, de cri de joie, de cri de guerre, quelquefois de simple interjection et presque de jurement. Ce n'est pas un hasard si le souhait qu'il est d'usage d'adresser au roi est à la fois le plus religieux et le plus charmel : qu'il vive."

*
* *
*

- Jacques LAURENT a raison : "La France s'est déshabituée du Roi. Au sens politique, il y a des traces de bonapartisme en France : c'est ce qui a permis Pétain et De Gaulle, mais le sentiment de l'hérédité a disparu chez les Français alors qu'il est resté fort en Espagne". La perte du sens héréditaire n'est-elle pas justement, au plan politique comme au sens social, l'une des causes

déterminantes de notre faiblesse présente et de notre asservissement ? Bonaparte était trop imprégné de culture latine pour oublier que si César fut assassiné ce fut pour avoir rêvé de rétablir la royauté à son profit. Plus sage, Auguste se contenta de revêtir l'imperium tout en conservant la forme républicaine de l'Etat qui ne disparut que bien plus tard sous Dioclétien. De Gaule reprit à son tour le vieux rêve bonapartiste en investissant le président de la République de prérogatives régaliennes. Ce qui tourna à la farce sous Mr. Giscard d'Estaing. Ses familiers nouaient pompeusement la triste bâtisse élyséenne, "le château", dans le plus pur style du grand siècle. Mr Mitterrand se montre plus discret, donc plus adroit. N'empêche qu'il se trouve fort bien de la république consulaire. Désavouant ses ministres et le premier d'entre eux, il se pose en arbitre suprême. Ses décisions prennent force de loi. A d'autres, les soucis de l'intendance.

Le régime républicain n'exclut donc pas le pouvoir d'un seul. Une étude comparative des formes qu'il a prises dans le temps et dans l'espace, prouverait qu'au-delà des multiples variantes, il n'est de République qu'oligarchique, encore que d'ordinaire le groupe dirigeant s'affuble du masque de la démocratie. Rien là que de plus facile à démontrer : la démocratie n'est concevable que dans le cadre d'un village. Les athéniens se prétendaient démocrates. En fait, ils excluaient du pouvoir les esclaves, bien sûr, mais aussi les métèques et les habitants des cités conquises. Il s'agissait, en fait, d'une oligarchie qui veillait avec un soin jaloux, à préserver ses privilèges. Dès l'instant que la démocratie se fonde sur une délégation de pouvoir, elle ne fait que renforcer son caractère oligarchique. Seuls peuvent prétendre au pouvoir les citoyens qui disposent de moyens financiers suffisants pour conduire, avec quelque chance de succès, les campagnes électorales. Il est remarquable qu'à Rome, la fonction tribunicienne, en principe destinée à défendre le peuple, ait été accaparée par des oligarques. César se présente en chef du parti populaire, face à Pompée, soutenu par le Sénat. Leur origine sociale est semblable. Ils sont d'ailleurs apparentés. A la limite, l'on arrive à la partitocratie italienne, où l'Etat subventionne les principaux partis, interdisant à tout citoyen qui n'appartient pas à l'un d'eux, l'accès du pouvoir. L'exemple le plus remarquable reste celui des Etats-Unis où la démocratie se réduit à la compétition de deux groupes oligarchiques, que ni l'idéologie ni la composition sociale ne différencie.

Il n'est de République qu'oligarchique. Qu'elle soit autoritaire ou "démocratique" n'y change rien et pas davantage que le pouvoir appartienne à un seul ou à une coalition plus ou moins hétérogène de partis. Précisément, Maurras nous enseigne, à la lumière de l'empirisme organisateur, que la monarchie ne s'est imposée, n'a duré que par une lutte constante contre l'oligarchie constituée, dans l'ancienne France, par la coalition des grands feudataires et des parlements. Cette oligarchie, de son côté, n'a cessé d'intriguer et, quand elle s'estime assez puissante pour l'oser, de combattre, les armes à la main afin d'imposer un régime "libéral", une République couronnée où le Roi aurait régné, à titre de symbole, sans gouverner. Des ligueurs à Montesquieu, en passant par le duc de Saint-Simon et son étrange projet de polysynodie, il existe une incontestable continuité. Réprimée, du temps de la Fronde, l'entreprise devait réussir en 1789.

- Se substituant aux Grands seigneurs libéraux, parlementaires et fermiers généraux, voyait le jour une nouvelle oligarchie composée des déclassés réunis dans les "quatre états confédérés" qu'a si bien décrit Beau de Loménie dans le premier tome de son "Histoire des Dynasties Bourgeoises". Ainsi se mettait en place "l'établissement", ce conglomérat de familles unies par des alliances matrimoniales ou bancaires qui a fait main basse sur la nation à l'époque du directoire et qui a gouverné en sous-main la République depuis, en se gardant bien de mettre tous ses oeufs dans un même panier, les uns soutenant le courant libéral, les autres le courant socialiste.

C'est la Révolution dite française qui a permis la reconstitution de cette grande féodalité. Avait disparu celui qui pouvait, par sa seule présence, être le contre-poids aux excès des puissants.

Dès lors que la Liberté absolue était proclamée, et avec elle l'Egalité, on se trouvait dans une situation à tout le moins paradoxale : si tous les hommes sont déclarés libres, ils développent à l'extrême leurs forces particulières évidemment inégales ; à l'inverse, si tous les hommes vivent en égaux, c'est qu'un régime dictatorial leur impose un style de vie. On est en pleine contradiction. Impossible d'en sortir ! La négation des inégalités voulues par la nature est une prétention criminelle : de quel droit tromper les hommes sur leur vraie nature ? Les hommes ne naissent pas égaux, l'égalité se conquiert, et une société harmonisée, respectueuse de la nature et de l'expérience, tend - comme l'a fait l'ancienne France - à rendre complémentaires les nécessaires différences ; alors le "service" légitime la hiérarchie. Que l'on nie les inégalités, elles se manifesteront quand même, et dans l'anarchie ! "Qu'on ne s'y trompe pas, nous prévient Bonald, partout où deux hommes vivent, un homme domine. A la place d'une autorité légale, s'élève une autorité personnelle, celle de l'adresse, de la violence, de l'habileté en affaires, de l'obstination du caractère."

Ainsi, le drame social depuis la Révolution vient de ce que les principes de 1789, libérant les inégalités uniquement matérielles, ont laissé la place au seul pouvoir de l'argent. Dans un régime libéral, quiconque a de l'argent est libre, quiconque en a moins est moins libre ! En somme on considère les individus non plus pour ce qu'ils "sont", mais en les poussant à s'affirmer seulement par ce qu'ils "ont". "L'être" fait place à l'"avoir", et donc la "qualité" s'efface devant la quantité.

Dès 1981 le "Figaro-Magazine" faisait remarquer : "La République socialiste est en fait celle des épouses, des filles, des soeurs, des fils, des frères... de nos "nouveaux princes" qui casent leurs familles dans les cabinets ministériels, dans les administrations et même au Parlement. (...) L'Etat est devenu une gigantesque propriété familiale.

"Le Figaro-Magazine" aurait pu ajouter que les mêmes pratiques avaient cours sous les majorités précédentes.

On a beau dire, la Monarchie était loin de ces mœurs. Elle tenait davantage compte de la compétence des hommes.

La vérité historique la plus évidente exige que soit dénoncé avec indignation le mensonge grossier de nos manuels d'histoire osant enseigner que sous la Monarchie le peuple ne pouvait parvenir à rien, et que l'émancipation et l'ascension du peuple datent de la Révolution de 1789, alors que les Jacques Coeur, les Colbert, les Louvois, les Letellier, les Chamillard, les Vauban, les Catinat, les Fabert, les Jean Bart, les Turgot, les Necker, tous issus du peuple gouvernaient la nation ou commandaient des armées !

"Rappelons encore que Louis VII eut pour ministre, Suger ; Charles VII, Jacques Coeur ; Louis XI, Olivier le Daim, fils d'un barbier ; Louis XIV, Colbert, Louvois, Servien, Chamillard, Voisin, Desmarét, Le Tellier, Bouthillier, etc ; Louis XV, Dubois ; Louis XVI, Turgot et Necker.

Jean Bourrée sortait d'une échoppe de savetier. Des roturiers comme Segulier, Boucherat, Talon, Bignon, Poyet, Brulart, Montholon, etc. étaient chanceliers de France et gardes des sceaux. Michel de l'Hôpital était fils d'un petit médecin. Le fameux Nogaret, créé duc d'Épernon, était fils d'un notaire de Toulouse. Pas un homme de valeur ne restait dans l'ombre. Pléchier n'était-il pas fils d'un épiciers ? Et Catinat et Fabert et Jean Bart, et Duquesne, et Duguay-Trouin, tous fils du peuple. Le général Fontaine, l'un des héros de Fontenoy, avait été pâtre et Kellermann, le vainqueur de Valmy, sous-lieutenant en 1756, était arrivé par la voie hiérarchique maréchal de camp, en 1788. L'armée était régie par l'ordonnance de Louis XII appelant aux plus hauts grades de degré en degré, le soldat "s'il s'en rend digne". Le vaniteux duc de Saint-Simon dit, dans ses mémoires : "Depuis Louis XIII, le Tiers Etat a tout envahi, il tient tous les emplois : dans l'armée, il n'y a aucune préférence pour les

grades. On a éloigné la noblesse des affaires, on a élevé la plume et la robe. Le roi a préféré, pour manier ses affaires en tout, des gens de rien. Grande et petite, obscurs et connus vivent en toute égalité". La morgue de Saint-Simon nous a aussi valu cette claire affirmation du caractère de la Monarchie :

"Durant un règne de soixante-douze ans, Louis XIV prit un seul de ses ministres dans la noblesse, le duc de Beauvillier ; tous les autres étaient fils du peuple et de leurs oeuvres. Sous le grand Roi, presque toutes les charges étaient occupées par des roturiers.

Le mérite, le savoir, la vertu furent les seuls titres au choix de nos Rois".

Tout cela suffit à réduire à néant la calomnie historique qui n'en persiste pas moins à servir de thème aux falsificateurs et aux contempteurs de notre histoire nationale. Le Roi ne fut jamais l'homme d'une caste, il fut l'homme de toutes les classes sociales. La Monarchie n'a jamais été le régime de quelques-uns, elle a été le régime de tous. Le mérite, le savoir furent les seuls titres, et toute intelligence laborieuse eut son champ d'activité marqué.

"Le plus grand ministre dont la France se glorifie, Colbert, naquit dans la boutique d'un drapier de Reims, à l'enseigne du Long vêtu. Cette modeste origine ne l'empêcha pas d'être nommé conseiller d'Etat à vingt-neuf ans et d'exercer les fonctions de ministre pendant trente ans aux côtés de Louis XIV. Il est vrai qu'à cette époque une naissance obscure ne suffisait pas pour obtenir les faveurs du pouvoir ; à l'humilité de l'extraction il fallait joindre quelque génie. Tandis que sous la République, l'accès des emplois devient impossible à qui n'invoque que son seul mérite. L'aristocratie républicaine prend tout pour elle, et pour quelque chose en République, il faut être non Français mais républicain.

Les Français d'aujourd'hui appellent une société différente, libérée des marchands, libérée de l'argent, libérée de cette organisation prétendument rationnelle que des technocrates venus d'ailleurs et, en tous cas, dont l'esprit est étranger à notre histoire, ont imaginé de nous imposer... C'est dans cet esprit qu'un Jean d'Ormesson a pu, récemment, déclarer : "Je suis loin de méconnaître les bienfaits historiques de la Monarchie et de penser que l'avènement de la République est une grande victoire sur je ne sais quoi, l'obscurantisme ou le passéisme ; et je me demande s'il vaut mieux être ouvrier dans une usine soviétique ou américaine ou être paysan sous la Monarchie : la réponse est au moins incertaine ! Bien sûr, il n'y avait pas de Sécurité sociale mais on était réellement solidaire et on ne laissait pas tomber les gens : on était mis au ban de la société si on lâchait quelqu'un dans l'embarras". Et Jean Edern Hallier de renchérir : "Pour moi la Monarchie est une grille comme une autre, et elle n'est pas mauvaise. Une des plus grandes et des plus anciennes définitions de la Monarchie est : Le Roi en ses conseils, le Peuple en ses Etats, et il est bien évident que j'appartiens à l'un des Etats de cette Monarchie. Notre démocratie n'est rien d'autre qu'une oligarchie où tout se décide dans trois salons et à la brasserie Lip."

*
* *
*

d) - LE ROI EN SES CONSEILS, LE PEUPLE EN SES ETATS -

- Sous l'Ancien Régime, nous répète-t-on, il n'y avait pas de liberté car les rois gouvernaient en monarques absolus. Ce qui est commettre un grave contresens. Un roi absolu était un roi qui ne dépendait de personne, hormis de Dieu. Il était donc affranchi des factions ou des influences étrangères qui auraient pu imposer leurs volontés. Parce qu'il était "absolu" le roi était en mesure de protéger les libertés concrètes des Français et d'assurer entre eux un arbitrage équitable. Le roi, par position, n'était lié à aucune coterie.

La nuit du 4 août a ruiné surtout nos libertés collectives, libertés locales, libertés professionnelles, qui firent la gloire et la force des Français d'autrefois. Jusqu'où allaient ces libertés; les manuels s'appliquent à le dissimuler mais la vérité, même cachée, subsiste et fait obscurément son chemin dans la vie.

Nous avons sous les yeux un extrait des registres de nos Assemblées des communautés au dix-septième siècle. On y lit des mentions comme celle-ci : "A Lambesc, en février 1664, après de longs débats, le don gratuit que le roi portait à 400 000 francs est réduit à 300 000, à condition que l'édit qui ordonne une commission des affouagements sera révoqué..."

"A Lambesc en juin 1665. Le roi demande la somme de 400 000 francs et insiste pour que le pays termine l'affaire des affouagements et prenne des mesures pour faire prospérer les manufactures... Observations de l'assemblée sur chacun de ces objets ; vote seulement de 100 000 francs, de 200 000 francs et enfin de 300 000 francs... à condition de la révocation de certains édits..."

"A Lambesc, en septembre 1666. On annonce que le roi a fait droit aux précédentes doléances. Sa majesté demande 600 000 francs en dons gratuits. L'assemblée en accorde les deux-tiers et envoie des députés à la Cour. Ceux ci, de retour, font connaître l'heureux résultat de leur mission.

"A Lambesc, en septembre 1667. Le roi demande 600 000 francs, on lui accorde 400 000, à condition que sa Majesté révoquera etc..., etc..."

Nous prions le lecteur de penser que nous sommes sous Louis XIV. Nous le prions aussi de nous dire où, dans quel manuel il a trouvé des traces de cette organisation ? Elle a été submergée, emportée, abîmée dans la funeste nuit du 4 août 1789. Les historiens officiels parlent tous des privilèges nobiliaires ou cléricaux disparus alors, mais des privilèges de villes, de ceux des provinces, de ceux des corps, où en est-il fait aucune mention, si ce n'est parfois pour soutenir explicitement et formellement le mensonge, que, depuis Richelieu, ou Louis XIV, ils n'existaient plus ?

Autre exemple que nous extrayons de la description concise mais nourrie par une riche érudition, de l'état de la société et du pouvoir sous l'Ancien Régime que donne Emmanuel Le Roy Ladurie dans la revue néo-libérale "COMMENTAIRES".

"Malgré la façade absolutiste qui, progressivement, se lézarde au XVIII^e siècle, l'Ancien Régime français demeure société d'ordres ou d'Estates. Au long de la grande chaîne des êtres, le roi et les Etats généraux ou provinciaux sont les portions émergées d'un conglomérat beaucoup plus vaste ; il est fait de communautés, corporations, institutions représentatives (...).

"La monarchie classique reste objectivement et subjectivement décentralisée, en tout cas nettement moins centralisée que les systèmes politiques qui lui succéderont au XIX^e siècle ; elle est a fortiori moins tentaculaire que ne le sont de nombreux régimes du XX^e siècle ; ils s'ingèrent en bien des cas dans la sphère des intérêts privés, et dans les domaines spécifiques de la société civile."

"(...) Prenons l'exemple à cette époque de la généralité d'Alençon, ni trop proche, ni trop éloignée de la capitale. L'intendant y apparaît surtout comme un arbitre, un négociateur ; il passe son temps à louvoyer entre les pouvoirs locaux ou nationaux : administration des tailles ; fermes des aides et des gabelles ; communautés de villes ; contrôle général sis à Versailles ; armée royale, mise au repos dans son quartier d'hiver en Normandie, et dont les soldats, désargentés, se font quelques revenus par le faux-saunage ; évêques ; tribunaux de baillages..."

Evoquant les exemples de la communauté paysanne, de la "bonne ville", et de la guilde professionnelle, l'auteur y décèle des mécanismes particulièrement har-

monieux de coopération entre le pouvoir central et la société civile (dans des domaines comme ceux des impôts, du recrutement de l'armée etc...). Puis il analyse le mode des prises de décision sous l'Ancien Régime :

"La monarchie classique aime les prises de décision qui s'effectuent au terme de sessions délibératives, dans le Conseil d'en haut et dans les autres conseils de gouvernement, dans les compagnies des cours de justice ou des élus, etc. La société locale, qu'elle soit civile ou religieuse, n'est pas en reste. Voyez ses délibérations multiples : elles animent les conseils de villes, les chapitres de chanoines...

"(...)Les chaînes de pouvoir que Bonaparte mettra en place, à travers les ministres, préfets, sous-préfets et leurs subordonnés rompront avec mainte habitude de direction collégiale. De haut en bas, elles répercuteront les décisions autoritaires de personnalités responsables, y compris dans le domaine non militaire."

- L'Etat bureaucratique, socialisé, qui nous dépouille de la libre disposition de nos compétences particulières, cette administration lourde, lente, sans âme, qui coûte si cher et absorbe chaque mouvement de notre vie - jamais un régime monarchique n'aurait eu l'audace de l'imposer. Quel besoin, d'ailleurs, en aurait-il eu ? Uniformiser la vie de ses sujets est inutile, le régime n'attendait rien de l'élection. La République a transformé les individus en "objets", en simples machines à voter, interchangeables et dévêtus de toute personnalité. La Royauté, elle, les considère en "sujets" actifs, agissant selon leur manière propre au sein des communautés où la nature les a placées. Que ceux que le mot "sujet" effraye ou humilie, réfléchissent un peu au véritable sens de ce mot ! Ils verront qu'en fait, c'est la République qui est amenée au despotisme.

L'autorité royale peut assurer un plein épanouissement des associations naturelles. Ainsi que l'écrit Michel FROMENTOUX dans "ASPECTS DE LA FRANCE". "Au sein de sa famille, cellule de base de toute société policée, l'homme acquiert les plus nobles sentiments (oubli de soi, puis sens des responsabilités, etc), et reçoit, avec l'obligation morale de les faire fructifier et de les enrichir, les plus riches acquis honorifiques, spirituels et matériels, tout la base, en somme, d'une vraie personnalité. Pour cela, bien sûr, il faut rejeter les entraves que les lois étouffement égalitaristes mettent à l'autorité du père de famille, ainsi qu'à la transmission totale de l'avoir héréditaire ! Le Roi, avant tout lui-même père, est le protecteur-né des familles."

"Au sein de sa corporation, l'homme, même s'il est du rang le plus inférieur, participe à une véritable aristocratie, les nécessaires inégalités naturelles qui seraient exacerbées par l'élection de parti, se trouvant composées, rendues complémentaires, dans l'unique et commun intérêt de la profession. Le privilège, c'est-à-dire la "loi privée", protège et enrichit l'artisan. La démocratie niveleuse n'admettra jamais cela ; elle ne peut que se méfier des associations particulières et son obstination entretient un syndicalisme irréaliste, politisé et partisan, organisé plus pour la prise du pouvoir que pour la défense d'intérêts concrets."

"Au sein de sa commune, l'homme gère des biens qui sont proches de lui, qu'il connaît et sur lesquels il possède une vraie compétence. C'est pourquoi, la commune peut être une petite république, le bon sens et la situation le commandent, chacun s'y trouve intéressé. Il est normal que les habitants élisent le maire et les conseillers, et il faut que ceux-ci aient de vraies responsabilités, que l'administration cesse de leur imposer ses vues abstraites et de leur mesurer selon les résultats électoraux, les subventions accordées..."

"Au sein de la province, l'homme s'épanouit dans toute sa richesse selon une culture et une manière d'être naturelles à sa terre natale. Les besoins budgé-

taires, universitaires, industriels, agricoles, touristiques, etc., sont connus, avant tout, des provinciaux. Le désir d'une plus grande justice fiscale et d'une plus grande participation, si vif aujourd'hui, était pris en considération par Louis XVI qui voulut créer à cet effet des Assemblées provinciales."

"Familles, communes, corporations, provinces : même dans les moments les plus difficiles, jamais la Monarchie n'eut envers ces corps naturels une hostilité systématique comme on voit aujourd'hui. Liberté de chacun dans son ordre, depuis le roi jusqu'au simple sujet, selon le rythme des compétences de chacun : c'est cela l'ordre naturel."

★
★ ★

- Comment oublier que l'apparition en France du mot "démocratie", dans son sens moderne, a coïncidé avec l'abolition de la liberté des communes, des provinces, des corporations, des associations, et, avec la dictature sanglante de la Terreur ? L'historien Funck-Brentano disait que l'ancienne France était- "hérissée de libertés". La France issue de la révolution parisienne et du carcan napoléonien fut pour un temps ballottée entre la pesanteur des esprits encasernés et l'ambition de quelques uns dévoués à la seule recherche des objectifs de pouvoir. Devenu aujourd'hui un des plus centralisés d'Europe, notre pays connaît principalement, face à l'Etat tout-puissant, des contribuables et des assujettis, consultés de temps à autres par voie de scrutin, mais n'ayant en réalité que peu de prise sur la conduite des choses publiques.

Nous subissons actuellement un véritable matraquage qui vise à nous faire admettre que la solution de tous nos problèmes administratifs, économiques, politiques, se trouve dans une pure et simple diminution du rôle de l'Etat. Cela est certainement vrai mais il manque encore l'essentiel, ce qu'Henri CHARLIER appelle la distinction du Gouvernement et de l'Administration. Son étude, parue en 1956, mériterait d'être citée en entier. Contentons-nous des quelques extraits qui suivent :

" Un Etat qui veut pouvoir gouverner doit se contenter d'être l'arbitre des citoyens qui s'administrent librement ; l'inextricable mélange du gouvernement et de l'administration est la plaie des Etats modernes. Les caractères propres de la bonne administration et du bon gouvernement sont très différents et même si contradictoires qu'il y a grand intérêt à ce qu'ils soient aussi complètement séparés que possible (...). La bonne administration consiste à établir les règles les plus simples et les plus générales ; ce sont les moins coûteuses, les plus sûres aussi pour le contrôle du fonctionnaire lui-même.(...). Un bon gouvernement doit favoriser toutes les initiatives, individuelles, communales, provinciales. Les tourner au bien commun est sa vraie fonction."

La distinction une fois établie dans le domaine des idées, Henri Charlier montre qu'historiquement elle fut respectée par l'Ancien Régime, et violée par la Révolution :

"L'Ancien Régime se contentait de gouverner et il administrait le moins qu'il pouvait. Il laissait les communes, les villes, les états provinciaux, les corporations, les collèges s'administrer eux-mêmes. Il était si soucieux de ne pas s'en mêler, qu'il confiait à une compagnie fermière la levée des impôts (...). La révolution ayant détruit les institutions spontanées de l'Ancienne France, il a fallu créer de toutes pièces des administrations pour les remplacer. Justice, économie, finances, enseignement, travaux publics dépendirent désormais de l'Etat, non seulement en ce qui est légitime et nécessaire, parce que l'Etat est l'arbitre entre les citoyens et le juge du bien commun, mais en dépendirent aussi pour leur administration, ce qui est tout à fait superflu. Il le fallait bien ; la Révolution n'avait pas seulement détruit les institutions libres de l'Ancienne France, elle avait dila-

pidé les biens permettant à ces institutions anciennes de vivre sans rien demander à l'Etat."

(Fin de Citation)

- Comment imaginer nos fonctionnaires-ministres et nos fonctionnaires-députés, bref notre personnel politique dont l'élection dépend en grande partie de cette clientèle des fonctionnaires, toucher à ces corps de privilégiés ? Comment oser espérer que ces mêmes ministres qui disposent de tout l'appareil de l'Etat, statuent sur le prix du téléphone ou la nomination des banquiers, ont le droit de vie ou de mort sur toutes les forces vives de la nation, puissent entreprendre de renoncer à leurs pouvoirs ?

Découragés, exaspérés, las de croire aux professionnels de la politique - ces marchands d'illusions qui manipulent des appareils et encadrent des électeurs - les Français se découragent et sont démobilisés. L'Etat est devenu "la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde" (Bastiat).

Rarement dans l'histoire de ce pays, le citoyen et le pouvoir ont été aussi éloignés l'un de l'autre. Si l'on évoque Antigone et l'ouvrage de Charles Maurras, "Antigone, Vierge Mère de l'Ordre" on pourrait dire que la légitimité était du côté d'Antigone et la légalité du côté de Créon. Nous, nous voudrions parler de ce silence qui tombe sur les citoyens français d'aujourd'hui. Vous savez, il y a dans "Electre", une phrase terrible d'Egiste. En évoquant la venue possible d'Oreste et la vengeance qui va s'accomplir, Egiste dit à Electre : "si l'on ne veut pas entendre le rémouleur en train de préparer le couteau, il suffit de crucifier dans les vallées et non plus sur les collines et surtout d'accorder exactement la même importance aux plus petits délits qu'aux plus grands crimes : alors les dieux sont sourds." Ce silence d'Egiste, c'est exactement la société que nous faisons où l'on remplace le sens commun, le bon sens, par le juste milieu, où pour guérir les plaies des gens qui souffrent et qui ne se retrouvent plus, on nous offre quoi ? des énarques, c'est-à-dire en fin de compte des êtres qui ont deux caractéristiques essentielles : la première, c'est qu'ils se ressemblent tous entre eux, la deuxième c'est qu'ils ne ressemblent à aucun français vivant à leur époque.

Ainsi que le constatait avec regret Vladimir Volkoff :

"Curieusement, les régimes dits humanistes sont parmi les plus déshumanisés. Justice immanente ? La grande machine électorale qui repose sur le principe abstrait 1 = 1 (autrement dit : un poirier égale un pommier), qui rend ses oracles sous forme de statistiques, qui aplatit les visages en bulletins de vote, ne s'adresse, dans le meilleur des cas, qu'à une seule des fonctions de l'homme : l'intelligence. Elire bien, c'est élire intelligemment. Elire le meilleur, c'est élire le plus intelligent. Le suffrage universel pourrait être avantageusement remplacé par un ordinateur bien programmé (...)

"La royauté est autre. Pourquoi ? Parce que, révérence parler, elle commence là où commence l'homme : dans les reins d'un monsieur et dans le ventre d'une dame."

*
* *
*

Quand on détaille les formes du pouvoir, on s'aperçoit avec bonheur que la monarchie capétienne remplissait exactement les conditions d'un amour véritable entre le roi et les sujets. Le roi suivait une pente naturelle en aimant les Français parce que, dans une perspective chrétienne de paternité, il voyait en chacun d'eux non pas des administrés, mais des êtres à la fois dans la nécessité raisonnable et dans une possibilité de passion pour une famille vivante et concrète. Le roi d'abord chevalier courtois, puis justicier noble et père du peuple, pouvait aussi, en toute

innocence, barcar les rêves des femmes de France. La reine, dispensatrice de biens et incarnation du charme et de la beauté physique, pouvait susciter le dévouement amoureux des hommes de France. Et des princes, qui pouvaient être charmants, étaient les enfants de France, les enfants des Français. Cette passion naturelle, charnelle pour une famille réelle, vivante en chair et en os, en nerfs et en sang, légitimait un amour "qui met sa joie dans la vérité".

Mais depuis les rêveries fuligineuses de J.J. Rousseau, des philosophes et des savants, nous sommes entrés dans le domaine de l'indifférence et du froid. Le pacte séculaire du sang a été rompu dans le sang, pour ne laisser derrière l'échafaud que des fantômes d'idées, des squelettes de systèmes et que nous savons faux. Et c'est la litanie banale des abstractions connues de tous : une Liberté congénitale qui est un non-sens, une Egalité mythique et mortelle, une volonté générale qui ne sait rien du bien commun, un suffrage dit universel car il est universellement trompé, manipulé et payé, des votes livrés aux pressions, aux sondages et aux ordinateurs, une démocratie, masque à peine trompeur de la ploutocratie internationale et qui ne se sauve de temps en temps que par le culte de la personnalité : ce sont les déchets naturels de l'idéalisme et qui pourrissent en matérialisme doré pour technocrates.

On ne peut plus y loger ni beauté, ni enthousiasme, ni passion ; il n'y a plus de place pour l'amour. Le pouvoir n'y peut aimer des sujets qu'il a lui-même réduits à l'état d'individus voteurs, sans âme, ni tête : la "femme sans tête" ne peut aimer des hommes sans tête. Et les administrés ne peuvent ressentir aucune passion pour des principes abstraits, ni pour cette Mariame, société secrète du second Empire, ni pour l'arithmétique faussée des votes ; ils ne peuvent aimer ces politiciens qui se déguisent, se griment et se vendent dans les coulisses des partis, viennent faire un petit tour sur la scène politique et repassent rapidement derrière les décors lorsqu'ils sentent venir l'instant des sifflets et des pommes pourries.

La démocratie n'est pas seulement une machine administrative et le royaume du mensonge ; elle est un "monstre-froid", car elle est le désert de l'amour. La France ne s'est faite que par l'incarnation d'un amour véritable ; elle se défait dans l'abstraction qui tue l'amour.

- Cela étant d'abord posé, il devient possible d'écouter au plus profond de nous, les accents d'un ordre intérieur qui répond en écho aux appels impératifs d'un ordre de création. On peut évoquer le dialogue de tous les temps entre le microcosme et la macrocosme, aussi bien que le rêve d'Auguste "... maître de moi comme de l'univers..." On peut sentir les eurythmies parallèles de la musique intérieure et de l'harmonie du monde. Il n'est pas impossible de préciser le point mystérieux où s'accordent le sentiment monarchique et la soif métaphysique de l'être : car une nation aspire à être ou à s'incarner dans un être : même imparfait, un roi est ; même parfaite, une constitution n'est pas. Et c'est en ce point qu'il est bienfaisant de laisser s'épanouir au plus intime de soi, ce sentiment d'harmonie, d'adéquation entre la monarchie et notre être profond, tout autant qu'entre la monarchie et la France et son humanisme chrétien. Cette sorte d'état de grâce monarchique est une intuition immédiate, une ontologie monarchique.

Car il ne faut pas se faire d'illusion : si les anciens Français étaient viscéralement monarchistes, si les Vendéens se sont sacrifiés, si certains monarchistes sont restés fidèles, ce n'était pas à cause d'une science politique qu'ils ignoraient, ni à cause de l'empirisme organisateur, ni pour toutes sortes de raisons raisonnantes. Un seul moteur les rendait unanimes : le sentiment monarchique où s'entremêlaient le respect, l'évidence d'une filiation, l'attachement charnel et la conviction irraisonnée que le roi se confondait avec la France et qu'il était à la fois le maître et la propriété de la nation. Quelles qu'en soient les composantes, au centre de ce sentiment monarchique il y avait une passion, et c'était l'amour. Le miracle de la monarchie capétienne, c'est d'avoir uni, au cours d'une expérience séculaire, la raison de quelques sages et l'amour des autres.

- 1789 a brisé la royauté ; au-delà d'un ré-
gicide ce fut un suicide ; l'on ne supprime pas impunément le Prince. Cette époque
de notre histoire nous accable ; les députés socialistes et les maîtres des écoles
communales seraient bien avisés de moins s'en réclamer. De ce crime est né un
malentendu ; les français sont républicains comme les anglais sont monarchistes.
Rien n'est moins vrai ; il n'est d'ailleurs pas de peuples "libres" et de peuples
"sujets". Il y a simplement ceux qui ont conscience de la valeur des symboles.

Nous sommes malades de trop d'Etat, malades de trop de solidarité, de ci-
toyenneté, de fraternité et d'intérêt général. Nous n'avons plus foi en rien, nous
ne croyons plus même en nous. Pour un temps au moins, le temps d'un Prince, nous
avons besoin d'être réellement unis, fiers de notre passé et heureux d'être nous-
mêmes.

L'histoire nous a, en effet, lancé un défi ; réunir l'Europe. Séparés
nous sommes faibles, bien plus nous n'avons plus les moyens nécessaires pour exis-
ter face au monde. L'Europe pour exister ne peut s'incarner dans une administration
tortueuse et paralysante, elle a besoin d'un homme, d'un leader. D'un homme qui
par lui-même incarne l'Europe, il n'est pas nécessaire qu'il ait des pouvoirs poli-
tiques. Il a simplement à être là, pour être le symbole de notre union, face au
monde, autant que pour nous-mêmes. L'Europe se construira, c'est une évidence, au-
tour de l'Allemagne et de la France, cela n'est désobligeant pour personne, c'est
une réalité dont nous devrions avoir autant conscience que nos voisins d'outre-Rhin.
Dans cette optique, contemplant une carte, nous serions bien inspirés de nous souvenir
parfois de certains Princes d'autrefois que les temps nous ont épargné ; ils peuvent
aujourd'hui servir. C'est un espoir désespéré, immense et un peu fou, mais comme
l'écrivait Hasek "il ne faut jamais oublier d'envisager l'invraisemblable".

Ce Prince ne devrait-il servir qu'à remonter les Champs-Élysées sans être
sifflé que ce serait déjà énorme. Et cet homme nous ne pouvons l'élire ; l'on n'élit
pas un symbole. Or, encore une fois, ce qui réunit les européens au-delà de la simple
géographie c'est l'histoire, cette histoire fascinante que nous oublions tels des
amnésiques. L'Europe en tant qu'unité y est plus que le souvenir de Charlemagne ou
Frédéric II de Hohenstauffen, c'est un mythe puissant. L'homme qui incarnera l'Europe
sera un homme qui par sa naissance appartiendra à cette histoire. Il nous faut celui,
qui tel Learoyd le roi fou du roman de Schoendorffer, vienne nous dire "les temps
aventureux sont de retour".

*
* *
*

e) - QUAND LE CYCLE SEULAIRE COMMANDE AU MONDE IMMOBILE DES IDEES ! -

- Georges Suffert, dans "Le Point" du 8 juil-
let 1985, a fait paraître un article intitulé "La Révolution n'est plus ce qu'elle
était", qui témoigne de l'évolution de l'esprit public. On peut y lire, en effet,
que : "... les projets de cérémonie grandiose pour le bi-centenaire de la Révolution
française (donc 1989) étaient abandonnés, ou tout au moins mis en sommeil..., que
les autorités de l'Etat envisageaient de commémorer solennellement, en 1987, l'avè-
nement de Hugues Capet à la tête de la monarchie française (...). Par quel sortilège
François Mitterrand, héros de la gauche, héritier des Lumières de trois républiques,
d'une demi-douzaine de révolutions a-t-il été conduit à métamorphoser le pèlerin du
Panthéon en chantre de Hugues Capet, ombre fugitive d'une monarchie incertaine et
cette fois-là élective, sur lequel on ne sait pas grand-chose" ?

"Pour comprendre, il faudrait avoir la place de raconter le déclin de trois
légendes emboîtées les unes dans les autres comme des poupées gigognes : celle de
la grande Révolution dite de 1789, celle de la Révolution communiste de 1917, et
enfin celle du socialisme à la française. Tout cela en cinq ans : le record toutes
catégories de la destruction des mythes (...)

... "Si la séquence 1789-1795 n'est plus la matrice de la nation française républicaine, d'où venons-nous, qui sommes-nous ? Une fois de plus, nous voilà repartie à la quête de nos origines : les Romains, les Gaulois, les Francs, va savoir ! Les historiens d'aujourd'hui viennent de relativiser la tradition historique et intellectuelle sur laquelle vivait Mitterrand, fils spirituel de Jaurès. Voilà pourquoi il s'en va aujourd'hui bien au delà du Panthéon, quelque part dans les ténèbres de l'année 987, à la recherche du premier Capet. Un homme qui fut élu par ses pairs, roi, parce que la situation était mauvaise. Mille ans plus tard, elle l'est toujours."

Remonter le cours des événements, sans hésiter à avoir recours aux cycles longs, pour tenter d'expliquer le présent et de donner une vue globale de l'avenir, voilà le fondement même de notre exploration du futur. Ne nous faisant aucune illusion sur la pérennité des passions humaines, nous considérons que la politique ne saurait être que le choc d'ambitions éternelles et le théâtre toujours animé, mais jamais dérisoire, de "masques" disposés là depuis l'aube de nos sociétés et qui sont déposés au rythme des composants séculaires (multiples et sous-multiples du cycle de cent ans, mesures undecennales et novennaires qui scandent celui-ci : cf nos précédents "HORIZONS") chaque fois que retentissent les trois coups frappés par le régisseur de l'Histoire.

Même si François Mitterrand n'a vraisemblablement pas la carrure romaine d'un Syagrius (défait en 486 par Clovis - 486 + un millénaire et demi = 1986), il se pourrait bien que le chiraquisme puisse s'analyser comme un sursaut de conservation sociale et nationale, type courant bonapartiste du général Boulanger (Mai 1887 + 100 ans = 1987), canalisé par la tradition républicaine jusqu'à constituer le rempart le plus efficace contre les tentations ultra-droitières ; il se pourrait bien que le socialisme façon Fabius-Jospin-Attali ne soit qu'une version 1985 du vieil opportunisme radical qui prévalut sous Gambetta à partir du vote des lois constitutionnelles de 1875 et jusqu'à ce qu'en mars 1885 Jules Ferry devint méprisamment pour la masse du peuple "Ferry le Tonkinois". Il se pourrait, enfin, que la dérive présidentialisée de la Vème République ne soit que la résurgence d'un vieux fonds de légitimité monarchique. Au travers du reclassement qui s'opère entre libéraux-libertaires, qu'ils soient de droite ou de gauche, et nouveaux penseurs, eux aussi de droite ou de gauche, il n'est même plus évident que les hommes politiques actuels aient une prise réelle sur les événements en gestation et qu'en fin de compte ils ne soient pas dépassés, à la fois comme acteurs de la conduite des sociétés et comme représentants authentiques des peuples au nom desquels ils gouvernent, par la vitesse avec laquelle se propage le choc en retour cyclique.

Dans ce contexte relié au plus profond de notre passé, la victoire de la gauche en 1981 ne constitue pas une simple péripétie puisque 1981 est lié à 1917 (128 ans : 2) par un sous-multiple du cycle qui lie 1917 à 1789 (128 ans). A l'intention de nos nouveaux lecteurs, nous rappellerons en outre l'arbre généalogique auquel, tous les onze ans, se ramifient les principaux événements de notre histoire nationale, depuis le régicide de janvier 1793.

* 1793 : 1ère République. Mort de Louis XVI. Les Invasions. Valmy. Onze ans après 1782 : les Philosophes, Traité de Versailles (les Etats-Unis, 1783), la première époque du règne de Louis XVI.

+ 11 ans

1804 : Napoléon 1er, Empereur des Français
+ 11 ans

1815 : Abdication de Napoléon en avril 1814, Traité de Fontainebleau. Son retour de l'île d'Elbe le 1/3/1815. Acte additionnel aux constitutions de l'Empire le 22/4/1815. Waterloo le 18/6/1815. Seconde abdication de Napoléon le

22/6/1815. Montée sur le trône de Louis XVIII qui doit faire face à la conjonction du bonapartisme et du libéralisme.

+ 11 ans

1826 : L'apogée des "Ultras" sous Charles X : l'indemnité d'un milliard versé aux émigrés, la bourgeoisie voltairienne profondément ulcérée.

+ 11 ans

1837 : Sous Louis-Philippe, la Bourgeoisie au premier plan.

+ 11 ans

1848 : Insurrection de Paris-Proclamation de la IIème République. Pour la première fois dans le monde, le prolétariat fait son entrée sur la scène politique.

+ 11 ans

1859 : Fin de l'Empire autoritaire.

+ 11 ans

1870 : La guerre et la défaite. Fin du Second Empire. Proclamation de la République.

+ 11 ans

1881 : La France au coeur de la "République opportuniste". Influence des dynasties bourgeoises, des milieux des grandes affaires qui poussent à de grandes dépenses d'équipement et à une politique coloniale.

+ 11 ans

1892 : L'encyclique "Inter Innumeras sollicitudines" du Pape Léon XIII qui consacre le ralliement des catholiques français au nouveau régime, d'où devait naître le mouvement de démocratie chrétienne. Quasiment un siècle après l'exécution du "Roi Très Chrétien".

+ 11 ans

1903 : Expansion coloniale. Rupture des relations de la France avec le Saint-Siège en juillet 1904, sous la pression du "Bloc des Gauches".

+ 11 ans

1914 : La guerre franco-allemande d'où sort la première guerre mondiale (quatre fois 11 ans après 1870, cent ans après 1815).

+ 11 ans

1925 : Triomphe du Cartel des Gauches aux élections du 11 mai 1924. Le Président Millerand doit se démettre en juin 1924.

+ 11 ans

1936 : Victoire du Front Populaire. Soutien sans participation des Communistes. Importantes réformes sociales et économiques du Gouvernement Blum.

+ 11 ans

1947 : Fondation de la IV^{ème} République après le vote de sa Constitution en octobre 1946. Début de la guerre froide qui met fin au tripartisme. Fondation du RPF gaulliste.

+ 11 ans

1958 : Retour au pouvoir du Général De Gaulle. Vote de la Constitution et fondation de la V^{ème} République (1 fois 11 ans après 1947, 2 fois 11 ans après 1936, 8 fois 11 ans après 1870, 9 fois 11 ans après 1859, 10 fois 11 ans après 1848, 14 fois 11 ans après 1815, 16 fois 11 ans après 1793).

+ 11 ans

1969 : Démission du premier Président et fondateur de la V^{ème} République, le Général De Gaulle, en avril 1969.

+ 11 ans

1980 : Le 10 Mai 1981, François Mitterrand est élu Chef de l'Etat. Le Programme Commun de la Gauche est mis en application, une génération sociale de 33 ans après la dissolution du tripartisme, 45 ans (ou 5 fois le cycle novenaire, pendant du cycle undecennal puisque cent ans = (9 fois 11) + 1-), 5 fois 11 ans après le Cartel des Gauches. Cent ans après le triomphe de l'opportunisme, dans les Cabinets de la III^{ème} République. Deux cents ans après le triomphe des philosophes au "siècle de Lumières".

+ 11 ans

1991 : Quid ? deux-cents ans après la fuite jusqu'à Varennes, de Louis XVI qui est suspendu de ses fonctions, et la proclamation de la I^{ère} République le 21/9/1792, un cycle de 33 ans, dénommé de génération sociale par François MENTRE, après 1958, 77 ans enfin (le septième de la "Saison Cosmique" de 539 ans - 540 ans, dérivé lui-même du grand Cycle traditionnel de 2160 ans) après la guerre de 1914 ?

★
★ ★

- La convergence des Cycles Longs (le millénaire partant de 987, avènement de Hugues Capet) - (le multiple du cycle séculaire partant de 1789-1793, la Révolution et la fondation de la I^{ère} République) et des Cycles Courts récapitulés ci-avant, sur la période 1987-1993, au moment où dès 1986 l'évolution du Régime de la V^{ème} République sera sanctionnée par le résultat des urnes et le déroulement de ce que l'on appelé "la cohabitation" entre les courants politiques opposés représentés par Mr. François Mitterrand à la tête de l'Etat et la future et nouvelle majorité parlementaire, est pleinement significative à condition de se souvenir des relations rythmiques qui suivent :

- 13 fois le cycle de 77 ans = 1001 ans, le millénaire étant l'harmonique supérieur du cycle séculaire bien connu de nos lecteurs.

- Neuf générations viriles de 33 ans équivalant à trois Cycles Séculaires. Entre deux pleines mers de trois siècles, il y a deux marées de 150 ans et six vagues de 50 ans, et tous les trois-cents ans on reprend la vie là où on l'avait laissée (phénomène traditionnel de "l'éternel retour").

Rappelons qu'à cent ans d'intervalle, trois fois 33 ans, les "climats" politiques se répètent, mais dans des conditions nouvelles bien entendu. Ainsi le ralliement du catholicisme français au régime républicain en 1892 ne fut que l'extension au domaine religieux du revirement qui, dans le domaine politique, amena le renversement de la Royauté et l'ouverture de l'ère démocratique.

Le siècle apparaît comme une période cyclique complète, ayant un commencement, avec la phase de réorganisation des débuts de siècle, un milieu ou période d'épanouissement, pour se terminer par une phase de dissolution qui prépare la période de réorganisation postérieure. Chaque phase tri-séculaire procède par tiers, et chaque tiers se décompose en trois sous-phases de 33 ans, la seconde s'opposant à la première, la troisième à la précédente mais ralliant la première, la combinant avec la deuxième. Le même processus qui est la simple application des lois d'hérédité (le fils s'oppose au père et le petit-fils est soutenu par le grand-père) et des lois de Mendel dans la génétique, est applicable pour les rythmes de 11 ans à l'intérieur de chaque génération.

Ainsi, ce que l'on appelle "la droite" et qui n'est que la tendance de type libéral de ceux qui firent la Révolution de 1789, a marqué la génération sociale actuelle, de 1958 jusqu'à 1991-1992, alors que les trente-trois années précédentes, de 1925 à 1958, virent prédominer la gauche de tendance marxiste, second rameau du tronc révolutionnaire, avec de onze ans en onze ans le Cartel des Gauches, le Front Populaire et, pour terminer, le tripartisme succédant à la courte réaction de l'Etat français prolongé par le gouvernement provisoire du Général De Gaulle. La Présidence Mitterrand à l'intérieur d'un Cycle de "Droite" est sans doute analogue à l'épiphénomène que constitua cette dernière période à l'intérieur d'un Cycle de Gauche (et qui dura du 10/7/1940 à août 1944 ou au 20/1/1946, date de la première démission de "l'homme du 18 juin 1940" soit 49 mois environ ou 66 mois environ) (49 mois à partir de mai 1981 donnait juin 1985, 66 mois après mai 1981, conduisent vers novembre 1986).

Entre 1987 et 1992 faut-il donc s'attendre à la condamnation de la "sottise du temps moderne" ? Sottise des "philosophes" d'avoir cru possible "de substituer des règles simples et élémentaires, puisées dans la raison et dans la loi naturelle" aux coutumes, aux traditions, aux habitudes d'esprit, à l'imaginaire collectif, aux structures spontanées sur lesquelles repose d'abord, en toute société, l'ordre social. Sottise, cette foi dans une raison tournant à vide, sans embrayer sur les réalités, et de ce fait, déraisonnant, passant de la copie servile, inappropriée, infondée des institutions anglaises à la construction artificielle, mythique d'une organisation politique prétendument créatrice d'un meilleur ordre social. Cette organisation ne reposant que sur une abstraction pure, "la volonté générale", clef de voûte du "Contrat social" et qui d'ailleurs, dans l'esprit confus de Rousseau, n'était, à le bien lire, qu'un concept utile à la présentation d'une recherche superbement naïve ou superbement ironique, celle de "la nature du gouvernement propre à former le peuple le plus vertueux, le plus sage enfin" (Confession d'un enfant du siècle). L'évolution des esprits et des mœurs depuis 1982 semble bien en tout cas prendre exactement le contre-pied du laxisme général né de Mai 1968.

- 1789-1792 a marqué pour la France la disparition des franchises séculaires dont bénéficiait son peuple, comme si la loi cyclique, par un clin d'œil malicieux, voulait la châtier d'avoir fait disparaître, cent ans plus tôt, en dévastant le Palatinat, les "libertés germaniques" dont, depuis le traité de Westphalie, elle était officiellement la protectrice. La guerre "entre Français" qu'a inaugurée en 1789 la période révolutionnaire et qui dégénéra en guerre étrangère durant vingt-deux ans (de fin 1792 à 1815) (2 cycles undecennaux), (cent ans plus tôt l'Europe s'était coalisée au sein de la Ligue d'Ausbourg contre Louis XIV) est la répétition sanglante des événements qui précédèrent et suivirent l'assassinat du roi Henri III en 1589, deux siècles auparavant. En abjurant en 1593, Henri IV évitait que la couronne des Capétiens coiffât une infante et ralliait les masses populaires. En contresignant la constitution civile du clergé, Louis XVI semblant au contraire plier le genou devant le "culte de la Raison" et y laissait sa couronne, abandonné de l'appui filial d'une grande partie de son peuple. La franc-maçonnerie triomphait et nous voyons se dessiner aux approches de 1989 une "unité mondialiste et athée" dans laquelle l'Europe se désagrège et qui prend exactement le contre-courant du "grand dessein" conçu par Henri IV, coupable devant ses meurtriers d'avoir tenté de fédérer les grandes unités nationales dans une "république chrétienne".

- On serait tenté de dire qu'en 1889, année du centenaire de la Révolution française, la monarchie française entra dans le monde immobile des idées. En réalité, son ascension dans l'univers des concepts date de la fin octobre 1875 quand le comte de Chambord refusant le drapeau tricolore, rompit avec la possibilité d'une restauration qui prit en charge "l'intégralité" de l'Histoire de France. Mais jusqu'à l'échec de la conspiration boulangiste, marqué par la fuite du général à Bruxelles le 1er avril 1889, cette rupture entre la monarchie et la réalité politique française fut masquée par une illusion qui grossit d'année en année chez les monarchistes autres que légitimistes : la croyance dans l'évidence d'une restauration opérée pour et avec les Orléans. Ce qui contribua à la fixation du cadre institutionnel de 1875, et jeta continuellement orléanistes et légitimistes les uns contre les autres.

99 ans plus tard, le courant orléaniste représenté par Mr. Valéry Giscard d'Estaing s'emparait de l'Elysée et s'opposait dès lors à la tendance bonapartiste des "chiraquiens", héritiers de De Gaulle. Résultat, la Gauche s'emparait subrepticement du pouvoir en mai 1981, cent ans après que les principales lois organiques de la IIIème République (votées à une voix de Majorité à l'occasion de l'amendement Wallon du 30/1/1875) aient fini d'être intégralement votées. Elle mettait fin au "Conseil d'Administration" qui, sous la présidence de Mr. Giscard d'Estaing, gouvernait la France, et dont la fin de règne évoque irrésistiblement le contexte qui, au début d'un cycle de 150 ans, avait conditionné la politique de Guizot, adepte du "juste milieu" entre la réaction légitimiste et les républicains. François Mitterrand, dès son intronisation, se voulut le chantre de la révolution de 1848 : s'est-il rendu compte depuis, que "la modernisation", maître-mot de la révolution industrielle qu'a voulu opérer l'équipe socialiste au pouvoir n'est que le "remake" de la volonté de Guizot d'assurer la prospérité économique en donnant les moyens à la France de rattraper son retard sur l'Angleterre, à la tête de la révolution industrielle de l'époque.

- De la Révolution à la guerre de 1939, l'économie libérale aura duré 150 ans, de même que le retour à l'économie dirigée avait duré 150 ans, de 1642 à 1791. On retrouve ce cycle tri-séculaire entre l'ordonnance du 30 janvier 1351 qui rétablit la communauté de métiers et 1642, édit de Richelieu signant l'acte de décès de l'économie libérale. Depuis le début de la Seconde Guerre Mondiale, la France a de nouveau retrouvé le carcan administratif dont on la sent aujourd'hui grâce à l'adhésion des masses populaires au courant libéral prête à se débarrasser, au lendemain du triomphe des "Partis Conservateurs" lors des élections de mars 1986.

A notre avis, cette mutation dans l'idéologie économique prédominante doit s'accompagner de l'arrivée d'un contre-courant politique (retour à la conception d'un ordre naturel) qui mettra également fin au "sens marxiste de l'histoire" (ordre artificiel) à partir des années 1987 à 1992, cinquante ans après 1939 (1789 + 150 = 1939). Le symbolisme de l'Ere du Verseau caractérisé par le retour à la spiritualité et une nouvelle approche des dogmes religieux grâce aux découvertes de la science, ne dément pas cette interprétation. D'ailleurs l'échéance cyclo-cosmique de 1989 (la grande aiguille) est doublée par celle des cycles astronomiques (la petite aiguille) (1988-1989 : cycle "D").

Au nom du dogme évolutionniste, sous le couvert du "devenir cosmique", s'est répandue une fausse philosophie, voyant dans "le temps un accroissement progressif de l'absolu" et se résumant dans l'affirmation que le temps est créateur. Or, ainsi que le disait jadis Maritain, "qu'il y ait du nouveau, ce n'est pas au temps qu'il faut l'imputer, mais aux causes actives en jeu dans la nature". C'est-à-dire que les "causes" ne sont ni de droite ni de gauche, (pour employer une terminologie désuète); mais au sein de toutes choses, il y a cette notion de l'être, toujours semblable à lui-même. Ne pas se tromper sur la nature de l'homme, ne pas vouloir à tout prix adapter l'homme aux changements (cycliques) qui bouleversent ce monde, mais adapter ces changements à la nature éternelle de l'homme, voilà la règle d'Or. Les héritiers de cette sagesse commune du genre humain seront les hommes de l'espérance, ceux qui enseigneront à l'humanité le "sens de la vie" après 1987-1992.



L'Histoire : foi, démarche ou philosophie ?

par Pierre CARNAC - Copyright c -

"On trouve beaucoup plus de merveilleux dans l'Histoire que dans le Roman parce que le romancier est tenu d'observer une vraisemblance dont l'historien le plus exact n'a que faire au regard des folles audaces de la réalité".

Paul Bourget

"L'Histoire justifie ce que l'on veut. Elle n'enseigne absolument rien, car elle contient tout et donne des exemples de tout. Elle est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré."

Paul Valéry

"Nul ne saurait peindre le passé sans utiliser les couleurs de ses propres sentiments."

Heinrich Heine

"Je ne fais que reproduire ce qu'on m'a relaté".

Hérodote

/ Réflexions sur le "sens" de l'Histoire /

Qu'il s'agisse de tout ou du détail, de la vie de l'humanité ou de celle d'un homme, d'une période spécifique ou d'une période difficile à déterminer dans le temps, l'Histoire est un recueil et un rappel d'informations ; elle est même, et sous toutes ses formes, l'information mise à la disposition de l'intéressé. cela met en marche l'éternel triangle : témoign, document, présentateur.

Ancidote de l'oubli, source d'exemples bons ou mauvais, et matière de réflexion, l'Histoire prise en tant qu'étude du passé, devrait aider tout un chacun à se situer dans la longue suite du devenir de l'humanité et également à comprendre pourquoi il s'y trouvait...

Considérons l'ensemble d'événements et d'états d'être qui firent l'aven-ture humaine. Sur les 3 à 5 millions d'années généralement accordés par les der-nières découvertes scientifiques à l'ancienneté de l'Homme, trois quarts se seraient déroulés avant qu'il n'arrive à se servir des métaux ; le plus usuel d'entre eux, le fer ne serait entré dans la vie de l'Homme que depuis quatre millénaires. En fait, l'Homme s'est servi de l'outil en pierre durant 99,86 % du temps de son évo-lution et il a conçu la désintégration de l'atome et la fusée interplanétaire au bout d'un ultime progrès, recouvrant tout au plus 0,00015 % du temps depuis qu'il existe. Qu'est alors l'Histoire sinon l'incroyable récit d'une permanente fuite en avant, nourrie par une vertigineuse accélération de l'accès humain aux secrets de la nature : Cosmos, Planète et Homme lui-même. On serait presque tenté d'affirmer que l'Histoire de l'humanité est celle de l'extraordinaire aventure du Progrès, for-cément technologique, si l'on oublie totalement l'esprit, ou disons comme certains l'aiment, cette intendance qui traîne le pas, voire même qu'elle refuse de suivre...

... Et comme une accélération en appelle une autre, au bon technologique se surimpose celui d'une croissance sauvage de la démographie. Si la population du glo-be de l'année 2050 s'implantait à présent dans le Monde elle réduirait la portion alimentaire individuelle à 40 g de blé et 15g de riz par an. Précisons encore - sé-quence à venir, sortie de l'accélération technologique précitée - l'image d'un trop probable aboutissement des techniques génétiques - même sans recourir aux services pourcent probables de quelque docteur Folamour - sur des robots humains - humains robotisés. Leur seule présence introduira le sens et surtout le contresens de la robotique dans l'Histoire de cette société humaine de l'avenir que les philosophes d'aujourd'hui qualifient déjà de ... posthistorique !

Prie dans le tourbillon des accélérations en cours et même déjà en lice, nous oublions de porter nos regards, suffisamment en arrière, pour nous rendre com-pte de la manière dont l'Histoire devenue elle-même produit de consommation à notre époque, crie en fait au casse-cou devant tous ces gens aux yeux grands ouverts, bra-qués vers l'avenir, des gens qui, pour mieux s'évader du passé, l'oublient lorsque'il ne le sent, le remient ou se l'imaginent volontairement autre qu'il ne le fut !

Car l'Histoire n'est pas qu'un simple récit, loin de là. L'Histoire est un intrinsèque dépôt de paradoxes plus tragiques que simplement philosophiques et qui ne s'offrent pas à tous les yeux à la première lecture... Des paradoxes et des contresens à retardement.

En parcourant le livre de l'Histoire, on acquiert l'impression que le devenir des nations et des peuples doit bien moins aux bonnes actions apparentes du présent qu'à leurs futures retombées si souvent désagréables... Mais de là à en tirer des lois ?...

On aurait tort d'attribuer tous les grands paradoxes et les retournements intérieurs de l'Histoire au cynisme introduit dans la nécessité par les affres des rapports psychiques ou physiques entre la fin et les moyens...

Trop passionnante et parfois assujettie à des retours de logique dans des mécanismes

du genre : même cause, mêmes effets, l'étude de l'Histoire semble parfois laisser voir une sorte de fil directeur, on croit pouvoir dégager des règles, et mettre en évidence les principes ordonnateurs de certains changements. Il devient tentant d'installer des mécanismes d'interprétation pour conforter la sensation qu'en renversant la vapeur l'effet pourrait produire la cause ! Sur ce chemin, par une sorte de jalousie à l'égard des sciences positives, rigoureusement quantitatives, on cultive l'espoir de trouver dans quelque jeu d'événements, les poids et les mesures systématiques de l'Histoire.

Idéal et mystère pour les uns, forces d'impact purement matérielles pour les autres, idéal, mystère et cérémonies pour les peu nombreux historiens qui cultivent encore le poids dans la mesure... laissons de côté les derniers pour nous attarder sur les premiers et les seconds...

Conflit des coeurs ou querelle d'estomacs ? Rêver ou ne pas rêver, avoir ou ne pas avoir faim ? Les maîtres de l'Histoire quantitative, forts des motivations économiques réelles mais sans doute pas du tout exclusives, imposèrent leurs vues dans un tableau de l'Histoire où tout était expliqué, marqué, compris par les sauts quantitatifs d'une qualité à l'autre à travers des visions où la tradition laissait place aux psychanalystes et à l'ethnographie sociale. Des conflits irréconciliables entre tout ce qui était apparemment antagonique dans les sociétés étudiées, maîtres et esclaves, forts et faibles, riches et pauvres, profiteurs et exploités, savants et ignares réglaient le tout et assez souvent son contraire...

Oubliant le Héros, ce gêneur vieux jeu, plus grand que la bataille et dont la raison n'égale pas assez souvent les tripes, on misa sur le simple déplacement des forces économiques et sociales - en apparence souveraines... C'était, prétendit-on, le mouvement de l'Histoire.

Que ce mouvement ait pu provoquer, à lui seul, des événements qui ont - l'affirme-t-on - changé le cours de l'Histoire, comme le triomphe sur les Perses, au Ve siècle qui fit la grandeur de la Grèce ou l'avènement des Macédoniens qui marque les débuts de sa décadence, comme les chutes de Tyr, de Carthage, de Rome, de Jérusalem, de Byzance ou de Constantinople, comme la découverte définitive de l'Amérique par Christophe Colomb, la Révolution Française, Waterloo ou les dix jours d'Octobre 1917, on le conçoit aisément, mais ce serait tout de même un abus absolu que de soustraire les racines actives de ces mouvements, de ces gestes historiques, de l'action de certains individus. Tyr sans Darius, Carthage sans Scipion - Rome sans Attila, Byzance sans Baudouin de Flandre et Constantinople sans Mahomet - Waterloo sans Wellington, la Révolution Française en l'absence de Danton et Desmoulins, Robespierre et Saint-Just, et les jours d'Octobre sans Lénine ?

Est-il encore si difficile de répondre si tout changement de cap de l'histoire peut se dispenser des services que lui rend la destinée "élue" de tel ou tel homme ?

Sait-on exactement où se place la véritable frontière entre la poussée de l'espace et le choix de l'individu, entre la pression de l'environnement social et physique et la décision consciente ou non, de tel ou tel "chef" du moment ? Poussant bien plus loin les choses, il reste encore à se demander si un choix déterminé, imposé même, à contre-courant, de tel ou tel environnement social par tel ou tel grand meneur de jeu, ne sort-il pas de l'inconscient collectif reflété dans l'inconscient dudit chef ? Et le contre-courant que celui-ci fait naître de rien ou presque rien n'est-il pas seulement apparent ? Ne s'est-elle pas, à ce même titre, retrouvée de la sorte, la France profonde - et ajoutons éternelle dans la geste de Jeanne d'Arc et le refus de soumission - en 1940- de Charles de Gaulle ?

Heureusement que le rapport prix-qualité est largement équilibré dans le commerce intérieur de l'histoire par le poids insoupçonnable des états d'âme collectifs et que l'Histoire ne cesse pas de mettre en porte-à-faux ses redresseurs avec

leurs propres peuples au lendemain même de leur triomphe. Ainsi l'éloignement des affaires de Clémenceau après la grande guerre, celui de Churchill en 1945 même, celui de De Gaulle à deux reprises, en 1947 et 1969... Car la folie qui, historiquement c'est César, a tout aussi historiquement horreur du césarisme ! D'où l'obligation morale, la seule à laquelle ils obtempèrent les dictateurs, de légaliser leurs installations par les brillantes résultats des "leurs" scrutins...

Une expression qui trouva, sans doute, son propre bonheur dans l'aperçu philosophique de l'Homme, fit de l'imagination "la folle de logis". Il serait tout aussi philosophiquement stérile, de ne pas lui placer à côté un deuxième et égale folle de logis : la raison, historiquement victime des mêmes excès de pouvoir, sujette aux mêmes erreurs dans son propre "absolu" et, débouchant avec la même navrante facilité sur les presque mêmes idées fixes, vivant aussi et dans la même mesure, les mêmes paradoxes.

Ainsi, n'est-il pas curieux que des rationalistes au dessus de tout soupçon, postulant inconditionnellement de l'usage, relisent ce dernier aux nécessités pour faire de leurs réponses, absolument incontrôlables du point de vue scientifique, les éléments de ce qu'ils appellent par la suite "le bien de l'Histoire"... Entre le Rationalisme, inspiré par le FATUM universel des nations et les FATUM moraux chrétiens, jadis et toujours et le FATUM dominant des marxistes et marxisants la différence ne réside que dans le plan extérieur de manifestation d'un même Tout-puissant principe générateur de culpabilité dirigée et le plus souvent de desseins politiques de domination de l'Homme par les serviteurs fidèles des dits principes...

Quelle différence entre les Pyramides d'Egypte, le formidable réseau routier romain, les extraordinaires temples Mayas ou le canal Volga-Don, que l'époque, le nom des maîtres d'œuvre ou le nombre des esclaves tombés au travail pour construire l'utile, ou le moins utile, mais toujours, au service du principe ? Et qu'on ne parle pas de nécessité sociale, en faisant un transfert abusif de mentalité - de la nôtre, à la leur - sur la stricte dépendance de tous ces "bâtisseurs" de la foi de l'époque...

Vivante car vie elle-même et reflet de la vie, l'Histoire a aussi ses maladies. Après l'accélération incurable dont on ne saurait plus la guérir qu'en la freinant dans un crépuscule atonique, l'Ecriture et l'Idéologie, chacune à sa manière, attaquent et rendent malade l'Histoire. L'écriture sévit dans le domaine du passé réel, l'idéologie dans celui du présent et, hélas, dans celui de l'avenir.

Eliminant tout ce qui n'a pas de témoin et surtout ce qui, sortant des relations écrites ne saurait abreuver que les hypothèses et nourrir que les oppositions, l'Histoire s'aliène 999 millièmes de l'aventure humaine laissée en proie au flux de la prophétie, de l'ethnologie et même de l'anthropologie ; la troublante richesse de la tradition orale n'est que légende marginale, bannie par l'écrit et déclassée de la seule littérature... Comme toute, cette maladie qui frappe le corps de l'Histoire dans son plus beau passé, n'atteint nullement son âme qui, par contre, peut rayonner d'intelligence et de sagesse de l'épreuve.

Quant à l'idéologie ? Fière de l'Histoire, elle y entre sous les traits du dogmatisme pour subsister dans les syndromes du rejet de la tradition, de l'égalitarisme révolutionnaire et finir dans les mécanismes de culpabilisation générés par la nouvelle religion des mythes sociaux.

La culpabilisation ? Elle est développée sous "l'écriture" - dont on détiendrait trop péniblement

l'inextricable tressu fait de reproches mineurs et de manipulations occultes, culpabilisée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale le monde occidental. Cloué au pilori en tant qu'unique responsable de toutes les misères morales et matérielles générées par le colonialisme, en fait, celles du Tierce Monde, l'Occident devint la bête noire dont l'image transformée en écran protecteur cache pour l'essentiel l'entreprise tout aussi cynique du dévaloir et encore plus cruel et absurde colonialisme exercé à l'échelle planétaire par un impérialisme à la fois militaire et idéologique...

Parmi les mythes politiques transformés en mythes sociaux, celui de l'Héritage. Quoi de plus aisé pour les nouveaux États entrés çà et là, dans une période passionnelle de règlements de comptes tribaux ou nationaux internes, que d'excuser toute mauvaise gestion du présent par l'héritage d'un passé qui grève présent et futur... ad vitam aeternam. Qu'il ait été un héritage, c'est sûr - pensons seulement aux frontières "coloniales" si absurdes des nouveaux États africains, mais de là à perpétuer l'exploitation morale et parfois naturelle des anciens exploités par les ex-exploités ne pourrait déboucher que sur une prolongation abusive d'un manque de savoir ou de courage local de faire l'histoire... Entre temps, l'héritage a encore un assez grand bon d'usage pour couvrir les excès locaux des dictateurs idéologiques ou l'enrichissement illégitime des clans dominateurs soutenus par certains éléments du capitalisme international - qu'on tarde encore de renvoyer dos-à-dos !

Parlons encore de mythes sociaux ...

Mis en place par Alexandre, parfaitement endossé par César qui lui légua son nom, le césarisme abreuva de sang des innocents ; toutes les dictatures de l'Histoire dans une fresque sans bornes où Denys le Tyran de Syracuse annonce les Empereurs de Rome et de Byzance et les autocrates de toutes les Russies, blancs d'abord, rouges par la suite, où Cromwell côtoie Napoléon, où Cyrus et Darius valent Alexandre, où Mussolini rêve à la fois de Néron et de Napoléon, et où Staline se contemple satisfait dans le miroir d'Adolf Hitler...

De tous les indices de sensibilité de l'histoire, le respect des droits de l'homme nous semble à présent le plus essentiel quoi qu'il soit - en fait - le moins respecté et le plus manipulé.

Proclamés, il y aura bientôt 200 ans par une République qui ne les a guère mis en pratique sous l'excuse - classement historique - de la double conjonction de l'isolement extérieur et de l'état de guerre - les droits de l'homme illustrèrent çà et là dans le monde des générosités restables sur le plan moral et matériel, mais n'empêchèrent nulle part aucun génocide.

Le terme est nouveau, mais la politique est ancienne. Le premier des génocides jamais perpétré et rapporté par écrit, endossé même, car perpétré avec la bénédiction du Seigneur, fut, le texte est là, l'extermination des habitants des villes et villages de la Terre promise, autrement dite Canaan par le Peuple élu lors de son installation au Pays qui lui avait été donné par son Dieu. Depuis lors la pratique prospère. Les hautes civilisations de l'Amérique précolombienne, les Peaux-Rouges de l'Amérique du Nord, Carthage sous les coups de Rome, la Judée dévastée par la soldatesque romaine, la "crucade", hé oui, contre les Albigeois, les juifs de l'opération Nuit et Brouillard, les Tartares de Grèce... jusqu'aux Indiens des forêts brésiliennes mal situés, sur le trajet de la route transamazonienne : la liste est longue ; cela, sans oublier les Arméniens tués par le dernier sultan ottoman et les massacres - aux cadavres encore chauds de l'Inde, du Bangladesh ou de l'Afghanistan. L'histoire abonde en "épistyles finales"... Le seul qui fut châtié fut le crime nazi. Hé oui, mais ne serait-ce à cause du fait que les pendus de Nuremberg étaient aussi - et surtout - des vaincus ? Et les impunis ? Les vainqueurs, dont bon nombre furent glorifiés par une certaine postérité nationale pour avoir construit des peuples et des nations en faisant - par le feu et le sang -, l'Histoire ?

Enfin, à défaut d'un des arguments de beaucoup sur tout idéologiques, la
réponse est la totalitarisme, d'État, a'elles à la justification permanente.
Le mythe social en fut
et l'histoire, d'État, a'elles à la justification permanente.
Rien n'est susceptible d'impressionner autant l'imagination
que le mythe social en fut
et l'histoire, d'État, a'elles à la justification permanente.
Rien n'est susceptible d'impressionner autant l'imagination
que le mythe social en fut
et l'histoire, d'État, a'elles à la justification permanente.

Sur ce chemin, le poète du cour se vit remplacé par l'historien du cour. A présent, l'historien - et la seule que l'on écrit et enseigne pour presque deux millions d'élèves soit à peu près pour la moitié de la population de la France - et son prestige en fait de la surface habitée du globe - est subordonnée à l'idéologie.

These 2 ideologies are just in denatologized

Il faut l'entrevoir, le rôle de la population de monde partagé entre une majesté nationale sans accès à la connaissance ou à l'étude de l'histoire, à défaut de niveau culturel, et une minorité capable de le faire. Le jeu subtil et nécessaire de la démocratie allée aux récentes et à ses vertueuses du progrès social et technologique démontre l'histoire, comme je l'ai déjà dit entre l'histoire qui met le "vrai" et les recherches des spécialistes et leurs publications, et l'histoire déformée dans la ville, le drama, la sensation et l'étrange de la culture purement medio-visuelle... Une grande et petite histoire en somme. A l'instar de la télévision, dont l'abus a transformé beaucoup de foyers en camps de concentration, une histoire de quatre sous change l'éventuelle du réel, dans le simple récit d'une aventure quelconque...

dans la matrice...

- guillemets (il faut être pour une incursion

20. Histoire de la physique de développer ce d'écrire, au niveau de la compréhension universelle les prétendues lois de l'Univers est comme si l'on proposait à un spécialiste de la physique de pointer de faire connaître dans des données implémenter les tout quel prétendus lois de la matière. Il est absolument clair, à présent, que tout ce qui porta, en physique, chimie, biologie... l'équilibre correcte mais incorrecte du monde. ne représente que des sans règles par des paramètres quantitatifs véritablement limités dans le temps et dans l'espace. Pas de loi de Boyle-Mariotte sur la masse; pas d'arithmétique élémentaire ou même des quantités simples dans l'espace d'un trois mois, pas de loi linéaire de la propagation de la lumière dans des espaces temps perturbés par la règle de Doppler-Fizeau, pas de non pénalisabilisé rétrograde des corps à l'intérieur d'une même dimension, etc., etc....

Est-ce que n'oublie-t-on pas trop que l'évolutionnisme n'est que la vie du temps, que le temps - à son tour - n'est que l'impression évolutive des possibles réalisés au sein de l'espace et que l'espace, lui-même, n'est que l'image également pensée et réalisée d'un concept de politique ? Devrions-nous donc à Churchill combien de divisions ? Le Valois, pourtant dans la même rivière à regarder que celui qui frappe de son sabot blanc critique ardent de la physique, en train de s'interroger combien plus vite ? L'histoire, ou combien de mètres de ces temps entrant dans la vie de quelques-uns ?

[illegible]

Tout ce qui précède représente le portrait présent de l'Histoire dans une vision qui ne saurait allier à la présentation d'une analyse fondée sur son actualité aucune soumission à des pressions extérieures, marginales, voire idéologiques. Une vision forcément marquée par une déchirante sincérité dès l'approche réelle de certains chapitres de l'aventure temporelle des hommes-nations, peuples-sociétés. C'est ce que certains appellent encore avec beaucoup d'assurance intellectuelle sinon même avec une certaine suffisance philosophique la quête du SENS de l'Histoire...

Le sens de l'Histoire ?

Incapable de tout classer et retrouver à temps, et conscient de la faiblesse de mes forces et de la vanité de mes efforts, je me suis adressé à certains autres travailleurs acharnés, eux aussi, du même sol - mais qui prétendaient et proclamaient à haute voix dans de beaux et grands écrits, l'avoir découvert.

Prenons un exemple : Mai 1968.

Comment pourrait-on tirer des conclusions véritablement objectives donc historiquement valables, afin d'en expliquer les causes et la fin, un sens, en somme... lorsque - pour prendre un exemple récent - dans les 11 manuels scolaires officiellement proposés pour l'année 1983 afin de satisfaire aux programmes des classes terminales, on en donne onze versions complètement différentes, voire même contradictoires ? Du "délire d'une minorité agissante" à la "révolution manquée", de la "crise la plus profonde" à "l'agitation revendicative", mais tout de même "superficielle", tout y est. Dire avec le manuel sorti par Nathan que "cet épisode est étonnant et qu'il reste difficile d'en rendre compte et de l'expliquer", signifierait-il être objectif ? Qui l'accepterait ?

Il suffit de traduire - pour tenir compte de la réalité des choses - sens de l'Histoire par Raison d'Etat, pour comprendre non seulement qu'on le fabrique à dessein ou qu'il est le bâtard de l'Histoire et de la politique conjoncturelle, mais aussi qu'il représente le plus souvent le "hasard" de l'Histoire. Un hasard entre guillemets, générateur de véritables hasards secondaires au gré des forces en présence et qui constitue sans doute l'entrave permanente à tout essai de dégager un sens général des événements, dépassant les tendances plus ou moins accusées d'une courte période quelconque. Ainsi, pour parler de sens, disons qu'on en découvre autant qu'on dénombre de coups de force en action...

Alors, le sens de l'Histoire ?

Hélas - la rigueur de l'analyse aidant, et preuves à l'appui - il n'en était rien. Dès qu'on éliminait de leurs tableaux souvent magnifiques de logique et de simplicité les faux-semblants de la pure théorie, et les jeux d'esprit de l'idéologie, suprêmes conventions propres à édifier des présents sans fondement, de conforter des aberrations sociales et de prévoir exactement un passé jamais déroulé, l'iceberg du doute balayait le reste. Alors j'ai compris et j'en reste à cette conviction que ce sens - si sens il y a - nous échappera toujours, tout comme nous échappe le pourquoi logique des deux moments cruciaux de notre propre existence personnelle : la naissance et la mort !

Tout au plus, on pourrait parler d'une sorte de fil des compensations où les hauts et les bas d'une même histoire - partielle -, celle d'un peuple ou d'une nation - se succèdent selon une suite de pulsations se réclamant plutôt d'une sorte d'alternance Yang ou Yin - à la chinoise. L'historiographe chinoise d'ailleurs l'avait codifiée comme le seul enchaînement de changements décelables dans le cours, à la longue, de l'histoire.

On se demandera, certains se demanderont peut-être, pourquoi ne ferait-on pas intervenir dans l'explication du sens caché des événements, de la trame secrète,

des choses advenues ou qui arrivent une sorte de cours mystique reliée aux rouages intimes de l'existence humaine. La réponse qui s'impose n'est pas certainement une répétition de l'histoire même si elle paraphrase l'ait que paraphrase la célèbre réplique de Napoléon à Napoléon : "Je n'ai pas senti le besoin de cette hypothèse..."

... Mais concluons avec la conviction que l'histoire ne se raconte pas... en tant que la pure légende, elle ne se rétablit pas à dessein - à l'usage du Diable, même si ce dernier, apparemment rayonné, s'appelle de nos jours l'Etat ou le Parti, elle se relate telle quelle... et elle est suffisamment bienveillante ou cruelle, douce ou terrible, bonne ou mauvaise à la fois, pour ne pas se chercher et surtout pour ne pas se trouver un sens un elle-même. Des rebondissements précoces de futur dans certains présents et des événements imprévus du présent dans le passé à l'heure présente sont et le plus souvent difficile à supporter et surtout à assumer - de ce même passé se suivent... C'est tout ?

Doit-on alors s'interroger si l'Histoire ne subit pas, elle-même, les aléas d'un hasard tout aussi insaisissable et imprévisible que celui de tout un chacun d'entre nous ? Inutile, car, elle est le Destin. Un destin général que le moindre geste humain marque de son empreinte de patte de foin, où tout finit par se refléter dans le tout et dont le présent n'est qu'une des inextricables retombées.

L'Histoire est une source de réflexions. Un bon livre d'Histoire doit se lire comme on lisait jadis les Ecritures - on se donne la peine de méditer sur chaque événement, essayant de tirer exemple et leçon de chaque relation. Ce n'est que de cette façon qu'on peut arriver à une interprétation enrichissante du passé. Une interprétation qui puisse déboucher sur des positions plus conformes à comprendre qu'à juger, à l'ouvrir et d'offrir des disponibilités d'action et de tolérance, de réconciliation et de contact humain. Cela aidera également à mieux assurer la cohérence des valeurs personnelles d'esprit et de raison, à mieux assumer les charges de servir aux autres; mais aussi à mieux rejeter les mystiques creuses et troublantes, fabriquées de toutes pièces qui circulent dans la société, se réclamant à tour de bras d'un christianisme fallacieux ou d'un nationalisme matériellement outrancier. Cela aidera aussi à se refuser à toute politique menée pour la politique, cette politique à l'état pur qui rend les peuples ingouvernables et les individus hostiles à tout ce qui tient de la durée... Il reste, certes, l'autre "politique", celle du cœur, celle de l'engagement de la raison d'être, celle qui, pour l'homme de nos jours, sert et se réclame de sa propre vie. C'est une diversité dans l'unité qu'il faut suivre sans avoir peur des divers chants de sirène et surtout sans tenir compte de tous ceux qui prêchent l'abandon au nom de l'idée qu'on ne peut changer point le cours de l'histoire..."

Bref, qui ne connaît pas l'histoire de la Grande machine et du petit grain de sable... Etre là et pouvoir devenir, si besoin est, ce petit grain de sable ne saurait pas être sans utilité... Encore faudrait-il bien choisir son heure et surtout ne pas se tromper de machine.

En lieu d'illustrations, quelques exemples du jeu de "sens" de l'Histoire.

La Grèce d'abord :

... Relisons les lignes écrites par Thucydide sur la constitution athénienne qui selon lui, n'avait rien à envier aux autres peuples car elle leur servait de modèle et ne leur devait rien. Athènes étant "l'école de la Grèce", tout comme la Grèce était celle de tous les autres peuples. Belles paroles, fondées sans doute, ce qui n'empêcha pas Alexandre, élève d'Aristote et élève de Démosthène, d'affirmer que les affaires de la Grèce n'étaient que des querelles de rats, dont chacun désirait dominer les autres et de reprocher à Athènes d'avoir voulu devenir - comme l'avait souhaité Euripide "la Grèce de la Grèce"... C'était à l'époque où, après avoir institué son propre culte, Alexandre instruisait un vilain procès à Callisthène, le philosophe qui refusa de reconnaître dans le héros macédonien, le dieu, que ce dernier

prétendait être.

- Rome ensuite :

"Citadins boucliez vos femmes, nous vous ramènerons le séducteur", criaient les légionnaires sur le trajet de Jules César, lors de la célébration de son triomphe dans la guerre des Gaulois. "Nous sommes heureux et libres, écrivait Plinius le Jeune, à Trajan, parce que tu nous as ordonné de l'être ! "Quant à Auguste, lui, sur son lit de mort, dit avec un dernier sourire : "Citoyens, applaudissez si la pièce a été bien jouée !"

- Mais le temps passe...

Voilà Charlemagne, qui n'a rétabli, comme on l'a dit, l'Empire romain d'occident qu'en établissant un regard l'unité germanique et donc inévitablement en livrant au même germanisme, et la prétendue romanité et l'Europe...

Relisons le mémoire adressé, en 1672, à Louis XIV, par un savant mathématicien et philosophe. Considérant l'Europe comme une véritable taupinière et les guerres en cours au Pays-Bas ou sur le Rhin comme des querelles de mauvais voisinage à l'enjeu limité au sort administratif de quelques villes ou villages, le savant faisait savoir au roi que le dernier mot revient à celui qui maîtrise les mers et il lui proposait la colonisation de l'Afrique du nord et de l'Amérique septentrionale, l'occupation des Echelles du Levant et la conquête de l'Egypte associée au percement du canal de Suez... Tout un programme dédaigneusement rejeté par le roi de France, mais mis en œuvre et réalisé bien plus tard par les Anglo-saxons et Charles X, pour l'Algérie... Le savant en question était allemand et s'appelait Leibniz.

Pour avoir poursuivi avec obstination la valorisation de son minuscule héritage bourguignon Charles Quint manqua sa partie mondiale; pour demeurer fidèle à ce qu'il considérait en Allemagne ou en Italie comme le testament de Charlemagne et en Espagne comme le testament de Louis XII, Napoléon provoqua sa propre chute; obsédé à son tour par les cartes de l'ancien Saint-Empire, Bismarck, qui avait brillé au collège en géographie, voulait l'Alsace et le glacis vogien; ce fut le prélude à Novembre 1918 et à la catastrophe allemande du printemps de 1945; voulant faire sortir à tout prix l'empire des Tsars de la compétition guerrière débutée en 1914, Guillaume II organisa, en 1917, le retour de Lénine en Russie; il contribua - en grande partie - de la sorte, à l'avènement du pouvoir soviétique qui devait détruire, à son tour, en 1945, le troisième Reich allemand; le soutien accordé par Staline à Mao pour le renversement, en 1950, de Chang-Kai-Tchek, créa les puissantes bases étatiques de la future et actuelle inimitié russo-chinoise...

Et combien d'autres exemples ne reste-t-il pas, encore, à donner!

Ainsi en Europe, le déferlement slave vers l'ouest s'est opéré, en deux vagues successives, à 130 ans de distance l'une de l'autre : 1812 et 1945. Les responsables de la rupture des digues furent les deux maîtres absolus, celui de la France, en 1812, celui de l'Allemagne, en 1945... et au sommet de l'analogie : une heure et un jour... Le passage du Niemen, par la Grande Armée en 1812 et par la Wehrmacht en 1941, un même 22 juin, à l'aube...

Napoléon, lorsqu'il libéra de leurs limbes en divers nationalismes de l'Occident européen, prépara, non seulement en Allemagne le sursaut national local de 1812, mais dans toute l'Europe les révolutions de 1848; le président Roosevelt fit de même lorsqu'il libéra, à la fin de la deuxième guerre mondiale - les verrous des nationalismes asiatiques ou slaves qui triomphèrent après 1950.

Parler encore de ceux qui ont cru traiter les bonnes affaires de l'Histoire, en vendant à profit tel ou tel grand bout de terre lointain et apparemment improdectif ? La vente de la Louisiane pour 15 000 000 de dollars aux Etats-Unis en 1802,

semble profitable aux finances de l'Empire Français. Ainsi Napoléon fut à l'origine de la grandeur Américaine comme de la grandeur Anglaise, Allemande et Russe. Le seul pays dont il arrêta net la grandeur fut, évidemment, le sien. Et quelle lourde erreur politique - vu le futur développement stratégique des forces dans le Monde - fut la vente de l'Alaska par le Tsar de Russie, en 1867 pour 300.000.000 de dollars ?

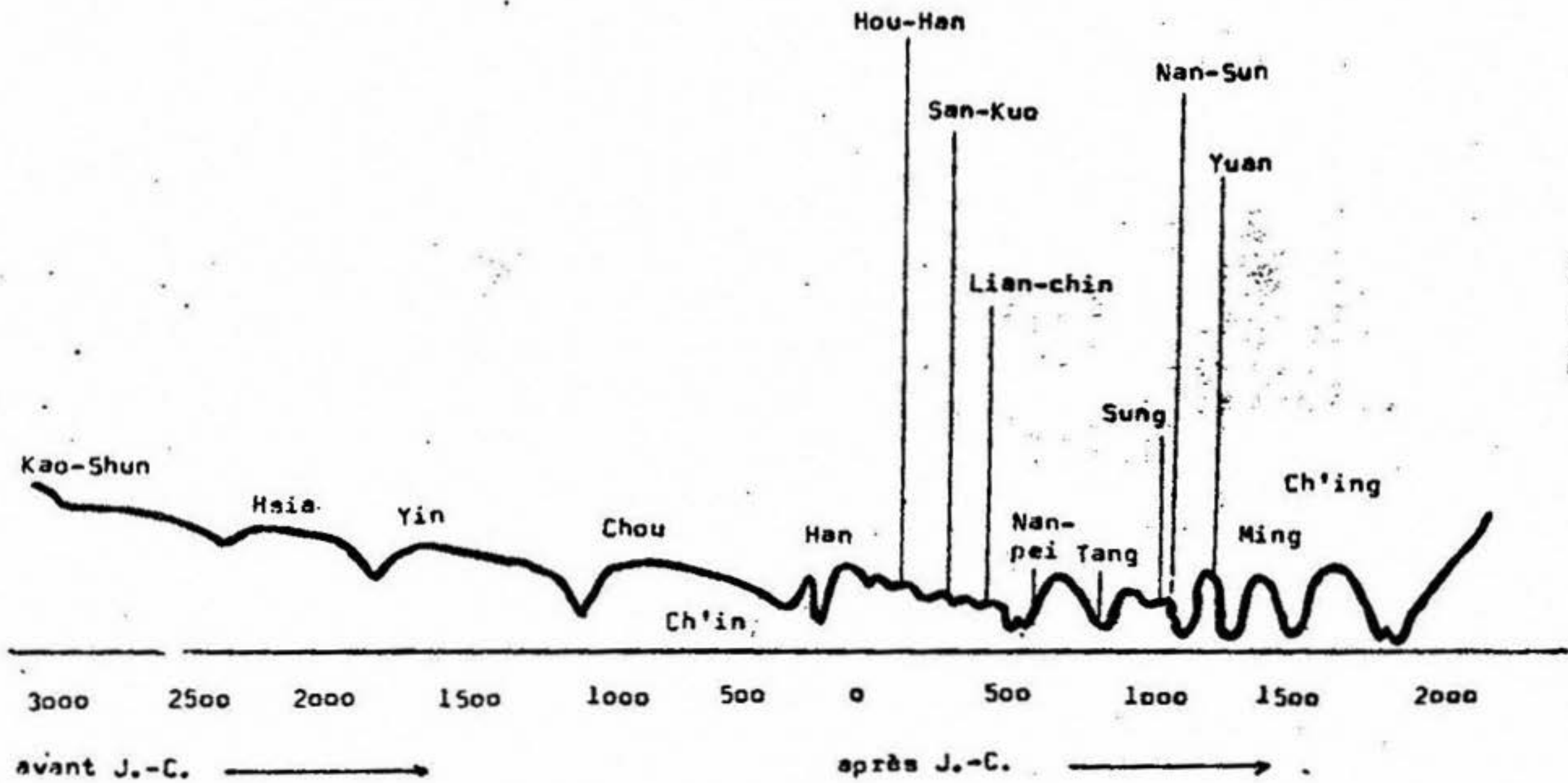
Regardons autour de nous ? Combien des idéaux sentimentaux, et certainement pas toujours naïfs, du mouvement de 1968 ont-ils été repris ou seulement appliqués par la gauche au Pouvoir ? Et qui aurait-il cru que cette même gauche, pourtant ancrée dans ses choix et ses convictions, serait amenée à prendre des mesures dont les aspects formels étaient plutôt familiers à la droite ?

★ ★ ★
- Mais cette inspiration profonde que presque toujours par les seules grandeurs de l'Histoire, ces chefs surgis aux moments d'effacement et de ténèbres, des véritables redresseurs de l'Histoire, ne sort-elle pas de telle ou telle philosophie, pour ne pas dire, théorie locale de l'histoire ? Telle la tolérance de Henri IV, qui rétablit la France, telle l'idée que pour que la France prospère, l'Allemagne doit rester divisée, ce qui fit la constance politique de Richelieu, telle la détermination de l'Angleterre de rouler sur les vagues qui lui assura avec les pertes des mers l'empire de tout un monde ? Une théorie de l'histoire à faire, soit, mais mise au service de telle ou telle nation en vue de lui assurer la grandeur ou le bonheur, où placer ses justes frontières. L'espace vital de la théorie du Lebensraum inculqué par Dietrich Eckhart et le professeur-général Haushofer à Adolf Hitler n'avait-elle pas à la source des considérations tout aussi sagement patriotiques que la politique allemande de Richelieu ou de Mazarin ? Limiter les débats de la maladie à la seule paranoïa d'Hitler et de ses inspirateurs ne serait-ce trop simplifier les choses ? Devrait-on oublier Bismarck, lui quasi prêtre en la matière lorsque'il déclarait en 1888, à un des colonels allemands : "... Vos conquêtes africaines sont splendides, mais vous savez, la carte d'Afrique est en Europe !"

★ ★ ★
- Machine d'oppression à trois roues, classiques : police, armée, peur ; le césarisme fut conforté et développé dès qu'il put et qu'il eut s'approprié la manipulation, exemplaire des mythes sociaux.

★ ★ ★
- On a beau se demander au nom de quel droit de manipulation du vécu on joue avec l'histoire des peuples et des hommes comme s'il s'agissait de telle ou telle philosophie à la mode, ou simplement au pouvoir, alors que tout laisse penser qu'elle est tout aussi complexe que difficile à véritablement comprendre et qu'elle appartient quand même elle aussi au devenir cosmique naturel du genre humain... Un devenir dont l'irréversibilité et, avant tout, comme le dit bien Yankelevitch (la mort) l'impossibilité de revenir... L'histoire avance, même si les historiens, le plus souvent restant en retard... préoccupés de dresser des lois apparentes - alors que l'Histoire ne connaît que des tendances et des analogies parfois assez marquées - pour expliquer et s'expliquer tout ce qui nous échappe toujours.

L'Histoire de la Chine
à travers le Yin et le
Yang



CURRICULUM VITAE

le 19 Juillet 1921 à Piatra en Roumanie

ETES : Lycée et études supérieures en Roumanie, terminées en 1945; Ecole Polytechnique de Bucarest (1939-1945) et Faculté de Chimie et d'Histoire de l'Université (1939-1947). Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris, 1970-1975. Docteur en Histoire.

VITES PROFESSIONNELLES : Ingénieur et enseignant universitaire (entre 1946 et 1970); Maître-Assistant puis Chargé de cours et Maître de Conférence à l'Ecole Polytechnique de Bucarest; Professeur à l'Ecole Technique de Chimie de Bucarest (1947-1963); Chargé de cours, Lecteur universitaire et professeur à l'Institut Pédagogique de Bucarest, Chargé de cours et Lecteur universitaire de Bucarest (1963-1970); fixé en France en 1970; Chercheur d'archives dans le domaine des Techniques anciennes et de la Chimie (1970-1975) divers travaux de recherche dans les Archives et Bibliothèques scientifiques.

IVAIN : environ 45 ouvrages publiés entre 1950 et 1977, dont 38 en roumain, 5 en français, 2 en allemand et 1 en Italien (Histoire, Sciences-Fiction, Histoire des découvertes de la civilisation, vulgarisation scientifique, littérature).

laborateur des revues d'Histoire des Techniques archéologie, histoire, françaises, belges, allemandes, et italiennes. Membre des comités des revues KADATH (Bruxelles) et ATLANTIS (Lis); collaborateur des revues MONDO ARCHEOLOGICO et GIORNALE DES MISTERI (Florence).

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

FIN DU TOME I